Chapitre E.04

Jeunesse et sports

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Les vingt premiers sports olympiques français en 1998.

1. Diplômes d'animateurs socio-éducatifs.
2. Centres de vacances d'été, effectifs déclarés à l'accueil.
3. Centres de vacances « Petites vacances » ; effectifs déclarés à l'accueil.
4. Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances.
5. Centres de loisirs sans hébergement : encadrement.
6. Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations.
7. Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement.
8. Fédérations olympiques : sections de clubs et licenciés.
9. Fédérations non olympiques agréées et délégataires : sections de clubs et licenciés.
10. Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licenciés.
11. Groupements multisports et affinitaires : sections de clubs et licenciés.
12. Fédérations du sport scolaire et universitaire : sections de clubs et licenciés.
13. Licences sportives toutes pratiques confondues.
14. Brevets d'État d'éducateurs sportifs et de cadres sportifs.
15. Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs ».
16. Sportifs reconnus par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Jeunesse et des Sports.

1. PRÉSENTATION

Durant l'année 1998, près de 1 500 000 enfants (de 4 à 18 ans) bénéficient d'un séjour dans un centre de vacances, un placement de vacances ou un camp. La période des congés d'été concentre 75 % des enfants soit un effectif de 632 000 pour les centres de vacances, 331 000 pour les camps et 149 000 pour les placements de vacances.

Parmi les 38 000 directeurs qui encadrent les séjours en centres de vacances, 33,4 % possèdent le BAFD, 33 % sont en cours de formation pour l'obtenir, 10 % possèdent d'autres diplômes ou titres équivalents et 24 % sont identifiés comme titulaires d'une dérogation ou non identifiés.

Les animateurs en centres de vacances sont au nombre de 200 000 en 1998 : 56 % d'entre eux possèdent le BAFA. En moyenne, un animateur encadre 7 enfants.

En 1998, plus de 13 millions de personnes sont titulaires d'une licence sportive. La moitié d'entre elles adhère à une fédération olympique.

Parmi les fédérations olympiques, la fédération française de football rassemble plus de 2 millions de licenciés, celle de tennis, plus d'un million. Le judo, le basket et l'équitation sont des disciplines très pratiquées aussi, comptant respectivement 553 000, 427 000 et 389 000 licenciés.

Le football et le cyclisme en fédération olympique sont des sports peu féminisés ; en revanche, les femmes sont plus nombreuses que les hommes en gymnastique et en équitation.

Les sports les plus pratiqués dans les fédérations non olympiques sont la pétanque, le rugby, le golf, le karaté et les arts martiaux.

2. MÉTHODOLOGIE

Les données sur les centres de vacances et de loisirs, les différentes formations d'animateurs, etc. sont issues des services déconcentrés (du ministère de la Jeunesse et des Sports) et des services gestionnaires associatifs. Ils font l'objet d'une enquête annuelle.

Les données portant sur les clubs et licences sportifs proviennent de fédérations. Pour l'année 1998, ont été recensés 114 fédérations ou groupements : 29 olympiques, 80 agréés par le ministre chargé des sports mais non olympiques (dont 44 délégataires, 16 non délégataires et 20 groupements multisports et affinitaires), 5 scolaires et universitaires.

3. DÉFINITIONS

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA)

Pour devenir animateur en centre de vacances il faut suivre une session de formation théorique de 8 jours, un stage pratique dans un centre de vacances ou de loisirs puis une session de perfectionnement de 6 jours.

Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD)

Brevet qui permet de devenir directeur de centre de vacances.

Brevet d'État technicien de l'éducation populaire (BEATEP)

Diplôme de niveau 4, créé en 1988.

Centres de loisirs sans hébergement (CLSH)

Les CLSH sont une structure d'accueil à la journée, généralement situés sur la commune de résidence du jeune. Ils fonctionnent en particulier le mercredi.

Centres de vacances (CV)

Les CV sont une structure d'accueil des jeunes de 4 à 18 ans, entraînant un hébergement pour la durée du séjour, souvent hors du département.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports apporte une aide aux associations nationales agréées, ainsi qu'aux collectivités locales qui proposent des activités de loisirs et de vacances notamment en direction des jeunes, telles que les séjours en centres de vacances.

Placement de vacances (PV)

Placement d'un ou plusieurs mineurs en famille d'accueil (à distinguer des placements judiciaires) à destination de la France et des pays francophones.

Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur (DEFA)

Diplôme de niveau 3 : il se prépare en cycle continu de 3 ans dans un centre de formation agréé ou en sessions discontinues sur une durée de 3 ans et plus.

Fédération non olympique agréée et délégataire

C'est une association qui passe avec l'État un contrat permanent autorisant l'organisation de championnats et compétitions tout en ne faisant pas partie du programme olympique.

Fédération olympique

Obligatoirement agréée et délégataire, et dont la discipline sportive est incluse au programme des jeux olympiques. Ce programme est international et est réactualisé par le Comité international olympique.

Pour plus de précisions sur les fédérations sportives et les filières et sportifs de haut niveau, se reporter au « Lexique du cadre institutionnel et réglementaire des activités physiques et sportives » et à la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, et aux différents décrets d'application et instructions associées.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— Ministère de la Jeunesse et des Sports, Mission bases de données et informations statistiques.

— Commission nationale du Sport de haut niveau.

Sources :

— Statistiques annuelles des centres de vacances et de loisirs, ministère de la Jeunesse et des Sports ;

— Statistiques annuelles des clubs et licences sportifs, ministère de la Jeunesse et des Sports.

Publications :

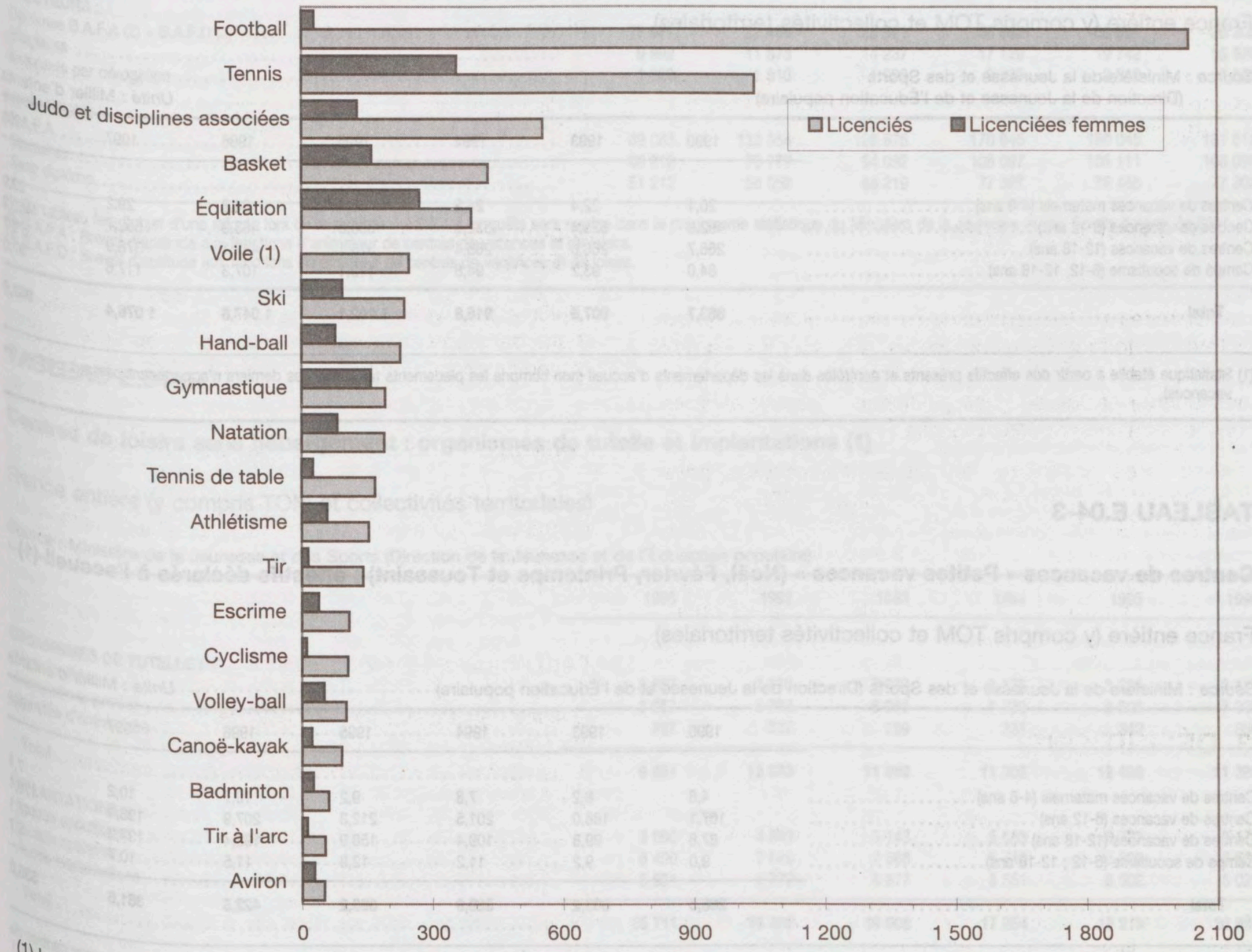
« Le commerce du sport, un secteur en forme », *INSEE-Première*, n° 597, juillet 1998.

*
* *

GRAPHIQUE E.04

Les vingt premiers sports olympiques français en 1998

Licenciés (en milliers) : ensemble dont femmes.



(1) Le nombre des licenciées femmes n'est pas disponible.

Source : *Ministère de la Jeunesse et des Sports*

TABLEAU E.04-1

Diplômes d'animateurs socio-éducatifs

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Délégation aux formations)

Nature du diplôme	Année civile							
	1990	1993	1994	1995	1996	*e* 1997	1998	*p* 1999
D.E.F.A (1)								
Diplômes délivrés	197	241	365	381	...	350	...	368
B.E.A.T.E.P (2)								
Diplômes délivrés	44	672	813	857	...	1 250	...	1 515
B.A.P.A.A.T (3)								
Diplômes délivrés	///	298	638	1 042	...	1 850	...	1 497

(1) D.E.F.A : diplôme relatif aux fonctions d'animateur.
(2) B.E.A.T.E.P : brevet d'État d'animateur technicien de l'éducation populaire.
(3) B.A.P.A.A.T : brevet d'aptitude professionnel d'assistant-animateur technicien.

TABLEAU E.04-2

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports
(Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

Unité : Millier d'enfants

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	*r* 1998
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	20,1	22,4	24,2	38,4	34,8	29,2	23,9
Centres de vacances (6-12 ans)	492,9	525,4	532,6	636,5	463,3	552,7	462,3
Centres de vacances (12-18 ans)	266,7	266,6	265,4	375,1	442,1	376,9	379,7
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans)	84,0	93,2	94,6	112,1	107,3	117,6	97,0
Total	**863,7**	**907,6**	**916,8**	**1 162,1**	**1 047,5**	**1 076,4**	**962,9**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances).

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

Unité : Millier d'enfants

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	*r* 1998
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	4,8	6,2	7,8	9,2	10,7	10,2	7,1
Centres de vacances (6-12 ans)	167,1	188,0	201,5	212,3	207,9	193,4	178,1
Centres de vacances (12-18 ans)	87,6	99,8	109,4	158,9	192,4	137,3	147,1
Camps de scoutisme (6-12 ; 12-18 ans)	9,0	9,2	11,2	12,8	11,5	10,7	5,7
Total	**268,5**	**303,2**	**329,9**	**393,2**	**422,5**	**351,6**	**338,0**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont participé à un séjour, au cours de la même année.

TABLEAU E.04-4

Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

Nature du diplôme	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (B.A.F.D)	2 117	4 636	5 607	6 602	6 752	...	...	2 492
Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (B.A.F.A)	38 567	44 483	47 982	48 512	49 708	...	...	40 016

TABLEAU E.04-5

Centres de loisirs sans hébergement : encadrement (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Nombre d'unités de direction	27 889	33 213	35 706	56 016	57 506	57 589
DIRECTEURS :						
Diplômes B.A.F.A (2) + B.A.F.D (3)	17 977	22 460	25 371	35 662	38 587	36 308
Stagiaires	9 992	11 873	14 237	17 129	19 742	15 920
Exerçants par dérogation	1 629	1 810	1 999	3 225	2 810	3 302
ANIMATEURS :						
B.A.F.A.	89 083	112 354	128 675	179 945	180 045	181 818
Stagiaires	60 218	76 777	94 082	106 097	106 111	106 098
Sans diplôme	51 212	58 052	66 219	77 327	78 485	77 302

(1) Ce tableau fera l'objet d'une refonte lors de la prochaine édition. L'enquête sera reprise dans le programme statistique du Ministère de la Jeunesse et des Sports à partir de 2001.
(2) B.A.F.A : Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs.
(3) B.A.F.D : Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs.

TABLEAU E.04-6

Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
ORGANISMES DE TUTELLE :						
Municipalités	2 657	3 316	3 232	3 176	3 336	3 113
Associations privées	6 857	8 732	8 368	7 790	8 808	7 936
Comités d'entreprises	307	327	289	337	342	350
Total	**9 821**	**12 375**	**11 889**	**11 303**	**12 486**	**11 399**
IMPLANTATIONS :						
Locaux spécifiques	3 690	4 843	5 143	5 663	5 721	6 176
Locaux scolaires	6 490	7 588	7 888	6 740	6 896	5 680
Autres implantations	5 531	6 777	6 877	5 551	6 602	5 025
Total	**15 711**	**19 208**	**19 908**	**17 954**	**19 219**	**16 881**

(1) Ce tableau fera l'objet d'une refonte lors de la prochaine édition. L'enquête sera reprise dans le programme statistique du Ministère de la Jeunesse et des Sports à partir de 2001.

TABLEAU E.04-7

Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

Période	Effectifs d'enfants					
	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Mercredi	454 870	474 916	890 151	594 280	598 820	631 032
Semaine sauf mercredi	198 893	242 316	499 127	202 884	182 035	211 272
Février	309 758	389 440	440 894	413 044	444 121	441 225
Printemps	332 808	379 489	464 413	435 046	432 123	466 905
Vacances d'été	1 430 640	1 630 176	1 972 993	1 827 888	1 965 426	1 512 725
Toussaint	283 519	319 782	369 608	371 714	372 813	376 706
Noël	208 307	229 604	293 047	254 770	278 653	274 780
Total (2)	**3 218 795**	**3 665 723**	**4 930 233**	**4 099 626**	**4 273 991**	**3 914 645**

(1) Ce tableau fera l'objet d'une refonte lors de la prochaine édition. L'enquête sera reprise dans le programme statistique de Ministère de la Jeunesse et des Sports à partir de 2001.
(2) Les totaux correspondent à des effectifs d'enfants accueillis (les entrées-inscriptions). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont passé de séjours dans les centres.

TABLEAU E.04-8

Fédérations olympiques : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés					*Dont licenciées femmes (1)*
	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	1998
Fédération française d'athlétisme	1 743	2 068	1 716	1 704	2 037	142 853	147 931	149 054	152 769	152 935	56 526
Fédération française de badminton	712	738	927	1 043	1 072	34 101	36 839	43 224	51 671	59 836	24 662
Fédération française de base-ball, softball et cricket	252	364	239	237	209	13 300	12 734	12 679	12 520	9 702	...
Fédération française de basket	4 625	4 697	4 737	4 744	4 713	454 729	464 022	448 004	437 974	427 007	159 658
Fédération française de boxe	534	542	529	548	564	15 242	15 435	15 896	15 801	17 784	1 305
Fédération française de canoë-kayak	871	757	784	738	733	89 188	94 850	89 895	86 682	90 082	21 693
Fédération française de cyclisme	2 634	2 741	2 748	2 732	2 700	98 814	98 945	97 119	99 361	105 362	9 790
Fédération française d'équitation	5 201	4 561	5 576	6 030	6 498	299 003	320 029	345 882	364 686	388 624	270 211
Fédération française d'escrime	708	710	760	717	706	105 092	106 584	104 753	102 693	107 681	37 592
Fédération française de football	22 682	20 529	21 351	20 230	20 120	1 927 242	2 055 610	2 007 066	1 953 651	2 034 085	27 692
Fédération française de gymnastique	1 347	1 431	1 467	1 489	1 520	167 200	162 186	173 751	182 365	191 346	157 692
Fédération française d'haltérophilie et musculation	500	503	515	...	...	22 938	20 766	20 651	...	...	...
Fédération française de handball	2 318	2 316	2 380	2 385	2 406	205 241	233 732	213 524	221 881	226 137	77 284
Fédération française de hockey sur gazon	114	114	113	108	117	8 164	8 090	8 018	7 156	7 112	1 287
Fédération française de judo et disciplines associées	5 024	5 285	5 339	5 636	5 716	450 067	485 804	516 331	550 019	552 689	127 324
Fédération française de lutte gréco-romaine et libre	226	219	271	248	250	9 780	10 520	11 414	11 486	11 199	1 664
Fédération française de natation	1 251	1 255	1 265	1 410	1 270	159 767	167 929	169 820	176 578	188 999	81 285
Fédération française de pentathlon moderne	11	11	10	13	14	235	296	468	594	1 176	394
Fédération française de ski	2 063	2 095	2 090	1 999	1 772	531 399	471 536	303 213	268 403	234 930	93 011
Fédération française des sociétés d'aviron	303	311	320	318	334	44 135	45 277	48 587	52 972	49 722	27 429
Fédération française des sports de glace	256	270	273	285	284	34 776	39 106	41 283	40 537	39 885	19 420
Fédération française de taekwondo	406	424	448	492	546	19 776	20 539	24 330	25 827	29 002	...
Fédération française de tennis	10 000	9 900	9 704	9 594	9 432	1 148 683	1 093 398	1 082 809	1 062 786	1 039 013	355 145
Fédération française de tennis de table	4 487	4 503	4 428	4 199	4 425	144 559	145 429	148 526	152 757	168 168	25 330
Fédération française de tir	1 965	2 057	2 108	2 138	1 998	137 059	141 532	143 191	142 482	140 020	13 962
Fédération française de tir à l'arc	1 546	1 541	1 628	1 561	1 738	48 375	50 073	50 644	51 678	51 645	11 434
Fédération française de triathlon	452	480	470	549	522	14 776	14 123	15 254	16 178	16 815	...
Fédération française de voile	1 236	1 201	1 258	1 194	1 185	203 296	214 254	217 224	226 127	245 899	...
Fédération française de volley-ball	1 743	1 811	1 860	1 835	1 830	90 431	101 634	100 545	98 431	101 353	49 692
Total	**75 210**	**73 434**	**75 314**	**74 176**	**74 711**	**6 620 221**	**6 779 203**	**6 603 155**	**6 566 065**	**6 688 208**	**1 651 482**

(1) Licenciées femmes : nouvelle série à partir de 1998.

TABLEAU E.04-9

Fédérations non olympiques agréées et délégataires : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*e* 1998	1994	1995	1996	1997	*e* 1998
Fédération française d'aéromodélisme	557	587	596	602	604	18 458	19 087	19 270	19 367	19 509
Fédération nationale aéronautique	586	602	614	589	592	48 759	47 397	44 919	45 060	45 299
Fédération française d'aérostation	73	73	75	98	135	576	571	584	568	592
Fédération française de ballon au poing	40	40	41	43	45	1 370	1 484	1 529	1 708	1 753
Fédération française de ball-trap et de tir à balle	539	562	523	529	543	14 596	14 369	14 756	14 854	14 952
Fédération française de billard	652	677	684	541	501	17 601	18 156	28 418	22 508	20 816
Fédération française de boxe française et savate	615	632	631	644	661	24 615	24 500	25 485	25 332	25 583
Fédération française de char à voile	79	83	82	87	95	4 572	7 941	8 937	7 612	8 265
Fédération française de course d'orientation	232	237	236	245	260	29 722	30 975	39 556	36 616	39 619
Fédération française de danse	627	906	820	822	837	36 587	41 242	42 826	41 846	42 606
Fédération française des études et sports sous-marins	1 929	1 931	1 966	2 044	2 055	161 940	154 084	151 066	151 455	152 212
Fédération française de football américain	326	74	70	207	250	4 781	4 685	3 633	4 984	5 269
Fédération française de giraviation	26	32	32	29	34	327	328	264	323	377
Fédération française de golf	1 113	1 177	1 213	1 300	1 373	228 066	236 864	253 381	261 508	269 594
Fédération française du jeu de balle au tambourin	51	71	40	40	37	3 874	4 114	3 221	2 838	2 815
Fédération française du jeu de paume	33	35	39	41	45	2 292	2 346	2 636	2 672	2 709
Fédération française de karaté et arts martiaux	3 406	3 280	3 118	3 303	3 376	177 956	196 912	201 744	204 321	208 012
Fédération française de longue paume	42	48	48	43	46	1 481	1 882	1 818	1 821	1 877
Fédération française de la montagne et de l'escalade	897	936	1 008	1 036	1 065	44 230	52 850	50 017	49 730	51 581
Fédération française de motocyclisme	1 039	1 052	1 008	1 018	1 023	25 720	26 399	26 908	26 378	26 904
Fédération française motonautique	276	109	97	93	101	3 194	3 203	4 291	3 706	3 807
Fédération française de parachutisme	404	393	390	408	423	24 956	24 543	25 768	26 742	27 744
Fédération française de pêche au coup	786	785	807	819	840	7 824	8 026	8 406	8 481	8 668
Fédération française des pêcheurs en mer	211	222	225	226	239	12 206	11 727	12 188	12 560	13 124
Fédération française des pêcheurs sportifs	71	83	83	90	98	2 217	2 319	2 291	2 348	2 451
Fédération française de pelote basque	304	305	318	309	320	16 844	18 025	18 455	18 507	18 841
Fédération française de pétanque et jeu provençal	7 765	7 546	7 493	7 501	7 466	581 460	572 665	572 759	460 379	455 249
Fédération française de planeur U.L.M.	316	387	380	395	392	5 816	5 227	5 002	4 149	4 071
Fédération française de «France-Racquetball»	15	12	11	11	10	455	422	370	351	296
Fédération française de roller-skating	323	342	406	498	544	16 217	17 719	20 188	23 549	27 470
Fédération française de rugby à XIII	308	308	308	310	312	26 700	27 550	27 590	26 393	26 500
Fédération française de rugby	1 746	1 754	1 755	1 720	1 738	248 079	264 097	274 372	273 047	276 897
Fédération française de sambo	310	322	343	15	9	15 339	15 850	16 661	412	118
Fédération française de sauvetage et secourisme	162	189	198	215	230	20 450	20 516	23 431	23 206	23 606
Fédération française de ski nautique	226	223	228	227	253	11 790	10 939	11 074	11 849	12 515
Fédération française du sport automobile	215	212	211	209	212	25 020	25 261	25 453	25 523	25 833
Fédération française du sport boules	3 142	3 534	3 502	3 483	3 474	112 015	182 242	173 125	168 543	164 330
Fédération française de bowling et des sports de quilles	735	754	765	746	772	23 036	23 059	23 002	23 000	23 108
Fédération française de squash	480	418	542	523	571	16 191	16 145	12 776	11 991	12 276
Fédération française de surf	134	127	117	115	130	7 326	6 196	6 140	7 620	8 582
Fédération française de trampoline et sports acrobatiques	120	126	155	146	148	9 886	9 962	9 974	10 031	10 172
Fédération française de twirling-bâton	373	371	377	381	403	8 458	8 884	9 103	9 244	9 273
Fédération française de vol libre	747	842	619	606	608	29 467	31 751	27 243	26 333	24 867
Fédération française de vol à voile	169	169	168	168	170	31 791	32 409	29 523	31 271	33 072
Total général	**32 200**	**32 568**	**32 342**	**32 475**	**33 040**	**2 104 260**	**2 224 923**	**2 260 153**	**2 130 736**	**2 153 214**

TABLEAU E.04-10

Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*e* 1998	1994	1995	1996	1997	*e* 1998
Fédération française d'Aikibudo et disciplines affinitaires	349	630	708	763	820	21 511	23 145	26 419	27 617	29 823
Fédération française d'Aikido et de budo	682	738	757	742	801	23 691	25 512	27 757	28 245	30 490
Club alpin français	140	159	169	171	190	89 561	91 728	92 678	93 667	95 732
Comité national de skateboard	42	54	54	38	48	816	936	1 520	284	310
Fédération française de course camarguaise	200	200	227	237	241	1 421	1 385	1 348	1 562	1 631
Fédération française de course landaise	55	59	36	57	60	1 577	1 762	1 997	1 736	2 205
Fédération française de cyclotourisme	2 881	3 077	3 098	3 090	3 121	117 216	117 877	116 144	116 522	120 017
Fédération française de javelot, tir sur cible	119	122	111	110	113	2 457	2 274	2 078	2 281	2 299
Fédération de joutes et sauvetage nautique	75	80	77	78	84	3 471	3 519	3 492	3 645	3 725
Fédération française de randonnée pédestre	1 304	1 514	1 603	1 678	1 690	265 462	271 006	276 374	278 466	280 448
Fédération française de la retraite sportive	572	639	633	647	689	19 249	21 961	23 158	25 038	27 408
Fédération française de shorinjl-kempo	18	20	19	9	8	3 452	3 817	4 112	2 726	1 061
Fédération française de spéléologie	508	874	637	566	572	7 718	7 728	16 144	15 390	15 759
Fédération française des sports de traîneau et ski-pulka	57	85	108	100	136	762	838	1 650	2 030	2 128
Fédération française de Tchouk-ball	57	74	79	66	32	2 299	2 446	2 440	2 385	1 260
Fédération française des arts martiaux Viet-Vo-Dao	104	103	107	45	28	3 443	4 014	4 054	1 854	1 137
Total	**7 163**	**8 428**	**8 423**	**8 397**	**8 633**	**564 106**	**579 948**	**601 365**	**603 448**	**615 433**

TABLEAU E.04-11

Groupements multisports et affinitaires : sections de clubs et licenciés

France entière (TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*e* 1998	1994	1995	1996	1997	*e* 1998
Association nationale des centres de ski de fond	27	39	36	36	48	18 700	24 059	18 450	44 949	48 790
Fédération française du sport adapté	434	505	599	553	531	21 763	25 954	22 330	21 455	20 876
Ligue nationale de crosse-golf du Nord	22	15	16	19	21	442	370	431	472	510
Fédération française de darts	199	204	214	218	236	2 128	2 405	2 700	2 832	2 996
Fédération française d'éducation physique et de gymnastique volontaire	6 060	6 305	6 598	6 890	7 006	317 597	354 133	402 389	453 257	462 081
Fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne	2 592	2 513	2 543	2 526	2 563	151 369	152 215	147 746	150 025	152 246
Fédération de handisport	375	375	377	439	472	11 828	12 135	12 341	12 835	13 235
Fédération française de padel	35	38	42	60	59	2 000	2 405	2 960	3 219	3 464
Fédération sportive des sourds de France	55	70	73	68	65	2 756	2 690	2 600	2 184	2 078
Fédération française du sport travailliste	250	339	277	262	248	31 419	28 520	27 951	26 439	25 014
Fédération nationale du sport en milieu rural	1 365	1 378	1 396	1 352	1 365	98 050	98 230	100 879	100 454	100 782
Fédération sportive et culturelle de France	1 942	2 148	2 020	1 832	1 890	193 595	198 803	190 531	217 024	221 153
Fédération sportive et culturelle Maccabi	67	84	109	83	76	3 388	3 454	4 281	3 142	2 989
Fédération française sportive et gymnique du travail	3 723	3 962	3 942	3 964	3 926	273 724	276 098	278 604	278 996	278 605
Fédération sportive de la Police française	361	360	368	369	375	31 358	27 115	27 647	25 286	25 357
Union des associations d'Archers du Nord	78	78	80	82	83	3 417	3 456	3 532	3 750	3 882
Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP)	10 167	10 729	10 869	10 794	9 819	356 891	449 138	440 641	439 920	344 407
Union fédérale du sport en entreprises	4 523	4 725	5 117	5 117	1 000	293 129	329 159	383 768	383 768	100 000
Union sportive française de la Fédération de l'Éducation nationale et de la Fonction publique	581	626	522	579	589	23 616	22 543	21 112	23 237	23 853
Fédération française des Clubs omnisports	2 752	2 770	2 575	2 669	2 770	321 447	322 053	296 860	297 463	308 304
Total	**35 608**	**37 263**	**37 773**	**37 912**	**33 142**	**2 158 617**	**2 334 935**	**2 387 753**	**2 490 707**	**2 140 622**

TABLEAU E.04-12

Fédérations du sport scolaire et universitaire : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés					
	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	*dont* femmes (1)
Fédération nationale du sport universitaire	563	581	643	658	662	94 584	96 256	94 465	92 104	92 706	23 010
Union générale sportive de l'enseignement libre	3 038	3 036	3 009	3 074	3 337	723 164	707 133	700 988	693 940	720 485	...
Union nationale des clubs universitaires	42	42	45	45	46	71 177	73 358	75 665	77 621	86 007	29 758
Union nationale du sport scolaire	9 451	9 378	9 393	9 386	9 406	853 401	873 146	826 322	874 343	838 218	346 354
Union du sport de l'enseignement du premier degré	13 621	13 855	13 701	13 235	13 071	910 090	922 791	913 025	889 848	893 659	436 435
Total	**26 715**	**26 892**	**26 791**	**26 398**	**26 522**	**2 652 416**	**2 672 684**	**2 610 465**	**2 627 856**	**2 631 075**	**835 557**

(1) Licenciées femmes : nouvelle série à partir de 1998.

TABLEAU E.04-13

Licences sportives toutes pratiques confondues

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Fédérations olympiques	6 220 078	6 620 221	6 779 203	6 603 155	6 566 065	6 688 208 *r*
Fédérations non olympiques (agréées et délégataires)	2 746 804	2 668 366	2 804 871	2 861 518	2 734 184	2 153 214 *e*
Groupements multisports et affinitaires	1 360 333	2 158 617	2 334 935	2 387 753	2 490 707	2 140 622 *e*
Fédérations du sport scolaire et universitaire	2 500 208	2 652 416	2 672 684	2 610 465	2 627 856	2 631 075 *r*
Total	**12 827 423**	**14 099 620**	**14 591 693**	**14 462 891**	**14 418 812**	**13 613 119** *r*

TABLEAU E.04-14

Brevets d'État d'éducateurs sportifs et de cadres sportifs

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Délégation aux formations)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	e 1997
1er degré	4 869	6 515	5 940	6 404	6 712	8 002	...	8 900
2ème degré	263	341	359	824	932	967	...	650
3ème degré	3	3	4	3	5	4	...	5
Total	**5 135**	**6 859**	**6 303**	**7 231**	**7 649**	**8 973**	...	**9 555**

TABLEAU E.04-15

Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (CREPS - écoles et instituts)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales) - année scolaire

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction des sports)

Sections « jeunesse et sports » (et effectifs)	1995	■ 1996	1997	1998	1999	2000
Sections sportives (1)	1 748	•	•	•	•	...
Sections sportives scolaires (depuis 1995) (1)	•	•	1 694	1 892	...	
Centres permanents d'entraînement et de formation (2)	197	•	•	•	•	136
- « Pôles France », nombre de sections	•	137	144	140	135	289
- « Pôles Espoirs », nombre de sections	•	193	234	271	269	50
Nombre de spécialités sportives	42	46	48	49	50	...
Effectifs « Sections sportives scolaires »	...	...	...	39 961	...	9 564
Effectifs « Pôles France » + « Pôles Espoirs »	•	...	...	...	10 061	...
Effectif total (Pôles France + Espoirs + sections sportives scolaires)	**33 728**	**39 321**	**40 461**	...	...	

(1) Les sections sportives scolaires (ex-« sections sportives ») sont gérées par le ministère de l'Éducation nationale.
(2) Les centres permanents d'entraînement et de formation se sont multipliés et sont devenus, à compter de 1996, les « Pôles France » et les « Pôles Espoirs ». La mention n'est plus faite sur cette ligne, mais en dessous.

TABLEAU E.04-16

Sportifs reconnus par le Ministère de la Jeunesse et des Sports (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction des sports)

Sportifs classés	1990	■ 1995	1996	1997	1998	1999
Sportifs de haut niveau :						•
Élite « A » et Espoirs internationaux	**3 912**	•	•	•	•	6 101
Liste « Sportifs de haut niveau » (Élites, Séniors, Jeunes, Reconversions)	•	5 783	5 868	6 049	6 019	11 596
Liste « Espoirs »	•	10 171	10 600	11 628	11 585	513
Liste « Partenaires d'entraînement »	•	207	230	259	436	18 210
Total	•	**16 161**	**16 698**	**17 936**	**18 040**	

(1) Depuis le décret de 1993, les sportifs reconnus par le Ministère de la Jeunesse et des Sports sont classés selon les trois listes ci-dessus.

Chapitre E.05

Loisirs divers

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux.
2. Autres prélèvements.
3. Recettes des hippodromes et sommes engagées en France sur les courses françaises.
4. Répartition des chiffres d'affaires des produits de la « Française des jeux ».
5. Produit des jeux de casinos.
6. Nombre de navires immatriculés par longueur et par région administrative au 31 août 1999.
7. Nouvelles immatriculations par type de navire et par région administrative.
8. Nombre de navires immatriculés par longueur au 31 août 1999 (DOM -TOM).
9. Nouvelles immatriculations des navires de plaisance (DOM -TOM).
10. Principaux évènements de mer ayant donné lieu à des interventions.
11. Chasse et pêche fluviale.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des Haras, des Courses et de l'Équitation), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique, du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement et de la Française des jeux.

1. MÉTHODOLOGIE

Courses de chevaux, pari mutuel

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU).

Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de sociétés, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif.

Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture et de la Pêche), elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et une autorisation d'organiser délivrées par le pari mutuel.

Elles sont régies par le décret n° 97-456 du 5 mai 1997 et, les différentes formes de pari, par l'arrêté du 13 septembre 1985 portant règlement du pari mutuel, modifié par les arrêtés des 3 novembre 1986, 26 mars 1987, 6 avril 1987, 26 juin 1987, 26 septembre 1988, 31 mai 1989, 31 août 1990, 20 septembre 1991, 2 novembre 1992, 19 mars 1993, 7 mai 1993, 24 janvier 1994, 27 avril 1995, 1er juillet 1995, 29 octobre 1996, 30 janvier 1997, 13 février et 21 décembre 1999.

Loterie

Le Loto national a été créé en 1976. Puis, en janvier 1979, l'État décide la création de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), société anonyme d'économie mixte, devenue le 13 janvier 1989 France Loto et le 12 septembre 1991 La Française des Jeux. Les derniers billets de la loterie traditionnelle ont été vendus le 13 décembre 1990.

Navigation maritime de plaisance

Les données statistiques de la navigation maritime de plaisance sont établies par le Bureau de la Plaisance du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. L'année 1998/1999 fait l'objet de plusieurs modifications par rapport aux années antérieures. La répartition géographique des navires est faite par régions administratives, avec lesquelles les circonscriptions des directions régionales des affaires maritimes sont désormais harmonisées. Le classement des navires est opéré par tranches de longueur et non plus de jauge, conformément à l'évolution générale de la législation, et afin de fournir des données plus significatives et plus aisément comparables.

L'entrée en vigueur (au 16 juin 1998) du décret n°96-611 du 4 juillet 1996 introduisant dans la législation française les dispositions de la directive 94/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 1994 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des états membres relatives aux navires de plaisance, conduit à de nouveaux tableaux. Une révision du registre des immatriculations est opérée à cette occasion.

La production des bateaux de plaisance est donnée au chapitre K.07 « Construction navale, aéronautique et ferroviaire ».

Pêche en eau douce

Tout pêcheur en eau douce doit, préalablement à toute pratique de la pêche, adhérer à :

— une association agréée de pêche et de pisciculture, s'il pêche à la ligne (pêche de loisir);

— une association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur le domaine public, s'il pêche aux engins et aux filets dans un but de loisir;

— une association agréée de pêcheurs professionnels, s'il pêche dans un but commercial;

et acquitter auprès de celle-ci un (ou plusieurs timbres-vignettes) correspondant au mode de pêche pratiqué, qu'il apposera sur sa carte de membre de l'association. Ce (ou ces timbres) lui permettent de justifier du fait qu'il a acquitté la taxe piscicole, qui est une taxe annuelle. Cette taxe est reversée au Conseil supérieur de la pêche, dont elle représente l'essentiel des ressources.

Les données qui figurent dans ce chapitre correspondent donc au nombre de timbres vendus au cours de l'année, pour chacune des catégories de pêcheurs citées.

2. DÉFINITIONS

Types de jeux :

● Jeux instantanés

Depuis 1991, La Française des Jeux a procédé au lancement des jeux instantanés suivants :

— Millionnaire le 30 septembre 1991 (10 F);

— Poker et Black Jack le 15 juin 1992 (10 F);

— Nouveau Tac O Tac le 19 février 1993 (20 F);

— Bingo le 7 juin 1993 (10 F);

— Morpion le 2 mai 1994 (5 F);

— Poker Plus remplace Poker le 6 juin 1994 (10 F);

— Nouveau Bingo le 19 septembre 1994 (10 F);

— Morpion (10 F) du 13 février 1995 au 11 août 1996;

— Carte Jeux du 17 octobre 1994 au 18 novembre 1995 (50 F);

— Tac O Tac 4 Jeux le 26 juin 1995 (20 F);

— Goal le 16 octobre 1995 (5 F);

— Solitaire le 6 novembre 1995 (10 F);

— Nouveau Millionnaire le 25 mars 1996 (10 F);

— Vatoo du 23 septembre 1996 au 20 mars 1998 (10 F);

— Monopoly du 25 novembre 1996 au 30 août 1998 (20 F);

— Astro le 12 mai 1997 (10 F);

— Nouveau Goal le 30 juin 1997 (5 F);

— Nouveau Millionnaire le 8 septembre 1997 (10 F);

— France 98 le 1er décembre 1997 au 30 août 1998 (20 F);
— L'Île au trésor le 16 mars 1998 (10 F);
— Top Départ du 28 mai 1998 au 30 août 1999 (10 F);
— Tour du Monde du 7 septembre 1998 au 1er mars 1999 (25 F);
— Tac O Tac TV le 16 novembre 1998 (20 F);
— Saint-Valentin du 25 janvier au 19 mars 1999 (10 F);
— Pile et Face le 1er mars 1999 (5F);
— Saga Star Wars ™ le 20 septembre 1999 (10F);
— La Française des Jeux fête l'An 2000 le 29 novembre 1999;

• Astro

Lancé le 12 mai 1997, Astro est un jeu instantané relié à l'univers de l'astrologie. Sa particularité réside dans sa déclinaison en douze tickets de jeux différents, reprenant chacun un des douze signes du zodiaque.

La zone de jeu est identique sur chacun des 12 tickets Astro; elle se compose de cinq étoiles à gratter et d'une case gain. Pour gagner, le joueur doit retrouver deux symboles identiques parmi les cinq découverts sous les cinq étoiles. Il remporte alors la somme indiquée dans la case gain (de 10 F à 70 000 F).

Son prix est de 10 F.

• Bingo

BINGO a été lancé le 7 juin 1993. Le 19 septembre 1994, il a fait l'objet d'un second lancement sous une nouvelle formule de jeu. Le joueur doit gratter ses deux séries de 4 jetons, qui sont chacune associée à une grille dans laquelle figurent 7 numéros. Pour gagner, le joueur doit retrouver un des numéros découverts sous les jetons dans la grille correspondante.

Bingo est le premier jeu instantané à proposer un premier gain de 25 F pour un prix de vente de 10 F. Les gains vont de 25 F à 25 000 F.

• Bingo (TV)

Bingo a été lancé le 29 mars 1999. Il s'agit d'un jeu de nombres à tirage hebdomadaire. Chaque bulletin de jeu présente une grille pré-imprimée de 20 numéros, compris entre 1 et 60. La grille de jeu se décompose en 5 lignes, numérotées de 1 à 5, de haut en bas.

Pour participer à un tirage, 36 numéros sont tirés au sort parmi 60. Le joueur doit comparer les numéros tirés, aux numéros figurant sur sa grille de jeu. Pour gagner, il doit avoir au moins retrouvé tous les numéros de la ligne n°1 de sa grille. Plus le joueur complète de lignes dans l'ordre (lignes n°1+2,n°1+2+3...), plus il gagne. Pour une mise de 10 F, le joueur peut gagner de 20 F (pour la ligne n°1 complète) à plusieurs centaines de milliers de francs si sa grille est entièrement complète à l'issue du tirage.

Le Bonus :

Un Bonus de 100 000 F est attribué, en plus du gros lot, au premier joueur qui complète entièrement sa grille, avant le tirage de la 36ème boule.

• France 98

Lancé le 1er décembre 1997, le jeu FRANCE 98 a présenté une caractéristique majeure et tout-à-fait novatrice dans la stratégie de la Française des Jeux; il était à caractère événementiel. En effet, sa durée de vie a été limitée aux 8 mois précédant la finale de la Coupe du Monde de football.

Les trois premiers jeux intitulés « MATCH 1, MATCH 2 et MATCH 3 » sont basés sur le principe du score à battre. Si le score de l'équipe du joueur est supérieur à celui adverse, il gagne la somme indiquée dans la case « GAIN » correspondant au match, symbolisée par un ballon.

Dans le quatrième jeu, le joueur doit gratter 5 cases correspondant à la série de tirs au but de son équipe et cinq cases correspondant à la série de tirs au but de l'équipe adverse. Si au total, son équipe a marqué davantage de tirs au but que l'équipe adverse, il gagne la somme inscrite dans la case « GAIN ».

Enfin, le dernier jeu consiste pour le joueur, à découvrir sous une zone grattable représentant un gardien de but dans sa cage, le dessin au trait d'un gardien de but et d'un ballon. Si le but est marqué, c'est-à-dire si le ballon n'est pas entre les mains du gardien de but, le joueur double ses gains acquis aux jeux précédents.

Son prix était de 20 F.

• Goal

Lancé le 16 octobre 1995, GOAL est le premier jeu instantané rattaché à un univers sportif. En effet, GOAL se décline en 22 tickets de jeux différents, reprenant chacun le logo et les couleurs du maillot d'une grande équipe de football française. Pour gagner, le joueur doit gratter six ballons sous lesquels il doit découvrir trois sommes identiques.

Le prix de vente est de 5 F, les gains vont de 5 F à 5 000 F.

Le 24 mars 1997, GOAL est relancé sous une deuxième version simplifiée, laissant au joueur le choix entre 4 tickets symbolisant les maillots de quatre équipes différentes. Le 1er juin 1997, la présentation graphique et la mécanique de jeu restent identiques à la seconde version du jeu. En revanche, cette troisième version propose un nouveau tableau de lots introduisant un rang de gain maximum de 10 000 F ce qui est une première pour un jeu instantané à 5 F.

Depuis juin 1998, à l'occasion de La Coupe du Monde de football, différentes séries limitées animent graphiquement le jeu à l'occasion d'évènements footballistiques notamment (Goal Footix et Goal Champion du Monde en 1998, Euro Goal en 1999), ou d'actualités calendaires (Goal Halloween en octobre 1999).

• Keno

KENO a été lancé le 10 septembre 1993. Il s'agit d'un jeu « actif » où le joueur peut choisir ses gains et ses chances de gagner. Toutes ces informations sont disponibles sur le bulletin de jeu. Les tirages KENO sont quotidiens depuis le 19 janvier 1996 et diffusés en direct sur FR3.

Le 3 mars 1997, le tableau de lot a été modifié afin d'offrir encore plus de choix : pour une mise de 10 F ou de 20 F, le jeu consiste à jouer de 2 à 10 numéros sur une grille qui en comporte 70. Le bulletin de jeu comporte cinq grilles, on joue au choix de 1 à 5 grilles. À chaque tirage, 20 numéros sont tirés au sort. En fonction du montant initial de la mise, du nombre de numéros joués et du nombre de numéros trouvés, le joueur connaît instantanément le montant de ses gains. Il peut ainsi gagner de 20 F à 4 000 000 F. Depuis le 3 avril 2000, le joueur peut choisir le nombre de tirages auxquels il souhaite participer (de 1 à 7).

Le Numéro Jackpot :

Avec le relancement de KENO le 3 mars 1997, le Numéro Jackpot a remplacé le Top KENO.

Chaque grille jouée à 10 F donne droit à un Numéro Jackpot;

Chaque grille jouée à 20 F donne droit à deux Numéros Jackpot.

Un numéro Jackpot est composé de quatre nombres.

⇨ Si un joueur a les quatre nombres dans l'ordre, il gagne le Jackpot : 100 000 F mis en jeu chaque jour jusqu'à ce qu'il soit gagné.

⇨ Les trois derniers nombres dans l'ordre permettent de gagner 30 000 F.

● La Française des Jeux fête l'An 2000

La Française des Jeux fête l'an 2000 est un jeu éphémère à 10 F commercialisé du 29 novembre 1999 au 31 janvier 2000. Le ticket, sous forme de Tour Eiffel, est composé de deux parties distinctes, détachables, et offre au joueur deux possibilités de gagner.

Premier jeu : le joueur gratte une surface de jeu sous laquelle il découvre 6 sommes. Pour gagner, il doit retrouver 3 sommes identiques parmi les 6 découvertes.

Deuxième jeu : il se présente sous la forme d'un tirage au sort qui a eu lieu le 31 décembre 1999. Le joueur gratte la surface de jeu sous laquelle il va découvrir un numéro lui permettant de participer au tirage.

Pour ce jeu, les lots vont de 10 F à 1 000 000 F.

● L'Île au Trésor

L'Île au Trésor a été lancé le 16 mars 1998. De forme rectangulaire, le ticket représente un parchemin comportant une carte avec des cases à gratter. Le joueur gratte la case départ et découvre une flèche qui lui indique la prochaine case à gratter. Il poursuit ainsi son parcours sur l'île en se guidant grâce au sens de chacune des flèches qu'il découvre.

Si le joueur rencontre en chemin le symbole « pirates », le ticket est perdant. S'il parvient à traverser l'île sans rencontrer les pirates, il gagne la somme indiquée par le sens de la dernière flèche découverte. S'il découvre sur son parcours le symbole « trésor », il gagne 100 000 F.

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 20 F à 100 000 F.

● Loto 6/49

Lancé en mai 1976 avec un tirage hebdomadaire le mercredi, le Loto a bénéficié dès mars 1984 d'un deuxième tirage hebdomadaire le samedi.

Depuis septembre 1990, il propose à ses joueurs quatre rendez-vous par semaine, avec 2 tirages le mercredi et 2 le samedi. Chaque tirage est effectué par extraction de 6 boules plus une 7e, au hasard d'une sphère contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

Pour participer aux tirages du Loto, il existe 2 types de bulletins de Loto : simple et multiple. Le joueur coche pour le bulletin simple 6 numéros par grille sur 2, 4, 6 ou 8 grilles et pour le bulletin multiple 7, 8, 9 ou 10 numéros sur une seule grille. La mise minimum est de 8 F, ce qui correspond à 2 grilles simples de 6 numéros participant à 2 tirages. Le joueur peut choisir de participer à 1 ou 2 jours de tirages consécutifs. Il peut également s'abonner pour 2, 3, 4 ou 5 semaines.

Le joueur fait enregistrer son bullètin dans un point de validation informatisé, agréé par La Française des Jeux. Un reçu lui est alors remis contre versement de la mise. Depuis septembre 1992, le joueur a également la possibilité de jouer au Loto sans cocher de bulletin grâce au Système Flash.

Il existe 7 rangs de gain : 3 bons numéros, 3 bons numéros plus le numéro complémentaire, 4 bons numéros, 4 bons numéros + le numéro complémentaire, 5 bons numéros, 5 bons numéros + le numéro complémentaire, 6 bons numéros.

● Le Super Loto

Le Super Loto est né le 15 mai 1996 à l'occasion des 20 ans du Loto. Il est organisé à l'occasion d'évènements exceptionnels, deux à trois fois par an, et propose au premier rang un montant de 100 millions de Francs. Depuis 1996, il y a eu 10 Super Loto qui ont célébré successivement : les 20 ans du Loto le 15 mai 1996, le Carnaval le 13 février 1997; le Printemps le 20 mars 1997, Vendredi 13 le 13 mars 1998, l'Automne le 2 octobre 1998; Vendredi 13 le 13 novembre 1998, la Saint-Valentin le 14 février 1999; l'An 2000 le 31 décembre 1999; la Saint-Valentin le 14 février 2000 et la Fête des Mères le 28 mai 2000. Pour participer au Super Loto, le joueur remplit un bulletin spécial, différent du bulletin de Loto, comportant 5 grilles à 10 F. Le joueur coche 6 numéros par grille. On peut également jouer au Super Loto par le système Flash. Les rangs de gains sont les mêmes que pour le Loto.

Le tirage du Super Loto a lieu dans un décor spécialement conçu pour l'évènement, à des jours différents des jours de tirage Loto. Le tirage s'effectue par extraction au hasard de 6 boules plus une 7ème, dans une sphère contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

● Joker

Lancé en octobre 1999, Joker est un jeu additionnel du Loto. Il consiste en un numéro à 7 chiffres imprimé sur le bulletin de Loto.

Pour participer au tirage de Joker, le joueur doit cocher la case « oui » de participation et payer 5 F. Il peut également participer à Joker avec le Système Flash.

Le tirage du numéro Joker est effectué par extraction de 7 boules provenant de 7 sphères contenant chacune 10 boules numérotées de 0 à 9. Le joueur gagne si les 1 à 7 derniers chiffres de son numéro Joker correspondent dans l'ordre à ceux du numéro Joker tiré. Les gains vont de 10 à 1 000 000 F.

• Pronostics sportifs

Afin de contribuer au développement du sport, l'article 42 de la loi de finances du 29 décembre 1984 autorise la création d'un nouveau jeu : le Loto sportif faisant appel à la combinaison du hasard et des résultats d'événements sportifs.

Le 22 avril 1985, a eu lieu le lancement d'un Loto sportif multisports.

Le 27 septembre 1985, le football devient le support exclusif du jeu avec un pronostic sur 16 rencontres.

Depuis le 16 juillet 1988, le jeu consiste à prévoir les résultats de 13 rencontres, dont la liste est communiquée pour chaque événement au *Journal Officiel*.

• Loto Foot

Le 2 août 1997, le Loto Sportif est remplacé par le Loto Foot, avec 2 jeux distincts : Loto Foot « Matches » et Loto Foot « Scores » et 3 bulletins différents.

* Loto Foot Matches

Avec des bulletins simples et multiples, les joueurs pronostiquent les résultats des rencontres sur le principe du 1N2 (case 1 : victoire de la 1ère équipe, case N : match nul, case 2 : victoire de la seconde équipe).

Deux possibilités de jeu sont offertes aux joueurs : 1 jeu simple à 5 francs avec une seule case par rencontre; et un jeu multiple de 10 à 1 920 F combinant des doubles et/ou des triples. Le joueur gagne s'il a 13, 12, 11 ou 10 bons résultats. Le gain record à 13 bons pronostics a été établi en novembre 1998 et s'élève à 17,6 millions de francs.

* Loto Foot Scores

Sur le bulletin Scores, le joueur pronostique les scores de 5 rencontres et détermine le nombre de buts marqués par chaque équipe (de 0 à 2 buts et plus).

Le joueur a la possibilité de miser 5 ou 10 F.

La mise de 10 F permet de doubler les gains.

Le joueur gagne s'il a 5, 4 ou 3 bons Scores.

Lors de la validation Loto Foot, un numéro compris entre 0 et 9 est attribué de manière aléatoire par le terminal de prise de jeu.

Les gagnants dont le reçu comporte le numéro « pactole » doublent leur gain.

En janvier 1999, une version « championnats européens » de Loto Foot (Matches et Scores) a été lancée et permet ainsi aux parieurs de faire des pronostics sur les matches des championnats italien, espagnol, anglais....

• Millionnaire

Lancé le 30 septembre 1991, Millionnaire a fait l'objet de deux relancements (le premier le 25 mars 1996, puis le deuxième le 8 septembre 1997) et d'un changement de tableau de lots le 22 juin 1998 (2 fois plus de gagnants 3TV par pool). Désormais de forme rectangulaire et arrondie sur le bord supérieur, le ticket présente en son centre un écran de télévision à gratter et une roue multicolore en contreplan. C'est aussi le premier jeu instantané français à avoir associé le principe d'un jeu instantané à une émission de télévision.

En grattant l'écran, le joueur découvre six sommes ou symboles. S'il découvre trois fois la même somme, il gagne cette somme (de 10 F à 50 000 F). S'il découvre trois symboles TV, il gagne le droit de participer à un tirage au cours duquel il détermine son gain (de 100 000 F à 1 000 000 F) en actionnant une roue, qui se compose d'un grand et d'un petit plateaux, dans chacun desquels circulent respectivement une boule blanche et une boule jaune. Si la boule blanche détermine le gain (100 000 F, 300 000 F, 500 000 F, 700 000 F et 1 000 000 F), la boule jaune permet pour les sommes de 100 000 F à 700 000 F, de gagner un bonus de 100 000 F supplémentaires, quand elle se stabilise sur l'une des 12 branches de l'étoile.

Son prix est de 10 F.

• Monopoly

Lancé le 25 novembre 1996, Monopoly est le premier jeu instantané adapté d'un jeu de société en France.

Il convient pour le joueur de découvrir les lancers de dés et de parcourir en parallèle le plateau de jeu.

Après s'être placé sur la case « Départ », le joueur gratte les dés du « Lancer n°1 ». En suivant le sens de la flèche, il avance du nombre de case(s) indiqué par ce lancer de dés. Il gratte alors la case atteinte et découvre un symbole.

Il renouvelle cette succession de grattages jusqu'au « Lancer n°9 » inclus, au terme duquel 9 symboles sont découverts.

Si le joueur arrive sur l'une des cases « Chance » ou « Caisse de Communauté », il gratte la carte correspondante située au milieu du ticket et suit les instructions. Il continue à jouer à partir de la dernière case grattée sur le parcours.

Quand le joueur découvre une ou plusieurs combinaisons de symboles indiquées dans le tableau de lots, il gagne le ou les gains correspondants.

Son prix est de 20 F.

• Morpion 5 F

Morpion à 5 F a été lancé le 2 mai 1994. Comme son nom l'indique, ce jeu est basé sur la mécanique du jeu de morpion. Le ticket comporte une grille de 9 cases (3 × 3) qui constitue la surface de jeu. Pour gagner, le joueur doit découvrir 3 « X » ou 3 « O » sur une ligne horizontale, verticale ou diagonale. Dans ce cas, il gagne la somme indiquée par la flèche correspondant au début de la ligne ou de la diagonale.

Le prix de vente est de 5 F, les gains vont de 5 F à 5 000 F.

Morpion est le premier jeu instantané utilisant une mascotte dans sa campagne de communication, mascotte que l'on retrouve également sur les tickets de jeu depuis le 29 janvier 1996.

● Pile et Face

PILE et FACE a été lancé le 1er mars 1999. À l'image d'ASTRO, c'est un jeu qui nécessite l'implication du joueur avant l'acte d'achat, puisqu'il doit choisir son ticket. En effet, PILE et FACE se décline en deux versions : PILE, de couleur verte, et FACE, de couleur rouge. Le joueur doit gratter la pièce de monnaie figurant au centre du ticket. S'il découvre le mot « PILE » pour un ticket PILE (ou « FACE » pour un ticket FACE), il gagne la somme inscrite dans la case GAIN. Il peut ainsi gagner de 5 à 2 000 F.

Son prix est de 5 F.

● Rapido

Rapido a été lancé le 11 janvier 1999. Le joueur remplit son bulletin en cochant 8 numéros sur 20 dans la grille A et 1 numéro sur 4 dans la grille B.

Il choisit ensuite le montant de sa mise (5 ou 10 F) et le nombre de tirages auxquels il souhaite participer (1 à 50 tirages). Les tirages ont lieu toutes les 5 minutes de 6 heures à minuit. Ils sont retransmis en direct sur un moniteur vidéo installé dans le point de vente. À chaque tirage, 8 numéros sont tirés au sort dans la grille A et 1 numéro est tiré dans la grille B. Les gains du joueur dépendent du nombre de numéros trouvés et varient entre 10 F et 100 000 F pour une mise de 10 F. Il existe 9 rangs de gains possibles. Les gains sont payables immédiatement après le tirage.

● Saga

Saga est le premier jeu instantané événementiel qui s'inscrit dans l'univers du cinéma, mettant à l'affiche du jeu des films cultes. Lors de son lancement le 20 septembre 1999, le film Star Wars™ Episode I de George Lucas est mis à l'affiche du jeu.

La mécanique de jeu est la suivante : pour 10 F, le joueur gratte une zone de jeu où il découvre un mot clé de 6 lettres, tente de reconstituer ce mot clé parmi les 14 lettres découvertes dans la deuxième zone de jeu (scène de film), et s'il y parvient, gagne le montant inscrit sous la case gain (troisième zone de jeu), soit de 10 F à 100 000 F. Saga propose une série de 9 visuels permettant au joueur de choisir, voire de collectionner les tickets.

● Saint-Valentin

Saint-Valentin a été lancé le 25 janvier 1999 pour quelques semaines (jusqu'au 19 mars 1999). En effet, c'est un jeu événementiel, commercialisé uniquement à l'occasion de la fête des amoureux.

Le ticket, de couleur rose ou bleu en forme de cœur, permet de gagner jusqu'à 50 000 F. Le joueur doit gratter la marguerite à 5 pétales. Pour gagner, le joueur doit découvrir 2 cœurs parmi les 5 symboles. Il remporte alors la somme indiquée par le tableau de lots, présent sur le ticket.

Son prix est de 10 F.

● Solitaire

Lancé le 6 novembre 1995 sous une forme octogonale, SOLITAIRE est le premier instantané découpé en France.

Modifié en juillet 1999, le ticket comporte désormais trois « numéros gagnants » dont un numéro gagnant grattable : le numéro bonus, et une zone de jeu qui se compose de 12 billes à gratter. Sous chaque bille apparaissent un numéro et une somme. Les numéros peuvent aller de 1 à 37 inclus. Si le joueur retrouve au moins l'un des « numéros gagnants » parmi les 12 numéros découverts, il gagne la somme inscrite sous ce numéro.

Il est possible de gagner jusqu'à 4 fois sur un même ticket, en retrouvant plusieurs fois les « numéros gagnants ».

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 10 F à 50 000 F.

● Tac O Tac

Le lancement de Tac O Tac le 25 janvier 1984 (la deuxième version du jeu) initie un nouveau type de loterie : la loterie instantanée. Le billet de Tac O Tac (10 F) se présente en deux parties : une partie « grattage » qui permet de savoir instantanément si l'on a gagné de 10 à 30 000 F pour un billet de 10 F et une partie avec un numéro à six chiffres qui fait l'objet d'un tirage hebdomadaire à la télévision (gains de 10 à 400 000 F). En 1990, le jeu tirage est simplifié.

Le 19 février 1993, le tirage est supprimé et Tac O Tac devient un jeu instantané pur.

La quatrième génération de Tac O Tac a vu le jour le 26 juin 1995. Le ticket se présente plié et propose 4 jeux mettant en oeuvre des mécaniques de jeux chiffrés qui permettent de cumuler les gains.

Le prix de vente est de 20 F, les gains vont de 20 F à 2 000 000 F.

Le 16 novembre 1998, la cinquième version du jeu naît avec Tac O Tac TV. Le jeu capitalise sur quatre jeux à gratter (avec cumul des gains possibles), renoue avec la dimension TV et propose pour la première fois le gain mensualisé :

- les trois premiers jeux permettent de gagner de 20 à 20 000 F instantanément.
- le quatrième jeu offre le gain maximum et permet au joueur de passer à l'émission Tac O Tac TV au cours de laquelle il déterminera son gain mensualisé (de 5 000 F à 10 000 F) ainsi que la durée pendant laquelle il le percevra (de 2 à 10 ans).

● Top Départ

Lancé le 28 mai 1998, TOP DÉPART est le premier jeu instantané à offrir des lots en nature au grattage. Dans la première partie du jeu, le joueur gratte 6 chronos, sous chacun desquels il découvre un temps. Si l'un de ses temps est inférieur à celui indiqué dans le CHRONO

OFFICIEL, il gagne de 10 F à 25 000 F. Dans la deuxième partie du jeu, s'il découvre 2 ou 3 drapeaux dans la zone de grattage, il gagne respectivement une Renault Twingo ou une Renault Espace.

Son prix est de 10 F.

• Vatoo

Vatoo a été lancé le 23 septembre 1996. Il a rejoint Millionnaire sur le segment des jeux instantanés associés à une émission de télévision.

Pour jouer, il suffit de gratter six billes sous lesquelles le joueur découvre des sommes ou des symboles.

S'il découvre trois fois la même somme, il gagne cette somme (de 10 F à 5 000 F). S'il découvre trois symboles « étoiles », il gagne le droit de participer à une émission télévisée appelée « 55 pour Vatoo » et diffusée sur M6, au cours de laquelle il peut remporter de 10 000 F à 565 000 F et un voyage surprise.

L'émission télévisée associée au jeu n'est plus diffusée depuis le 12 avril 1997.

Son prix est de 10 F.

Prélèvements sur les enjeux

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 19,60 %, à compter du 1er avril 2000).

Les enjeux recueillis sur les courses font l'objet :

— de prélèvements proportionnels non fiscaux en faveur de différents attributaires publics et de la société organisatrice, dont les taux ont été fixés, en dernier lieu, par le décret nº 99-140 du 3 mars 1999;

— d'un droit de timbre de 4 %;

— d'une taxe additionnelle au droit de timbre de 0,30 %;

— d'un taux de TVA de 19,60 % appliqué sur la part proportionnelle revenant à la société de courses organisatrice.

— d'un nouveau prélèvement instauré à compter du 1er janvier 1998 : la Contribution Sociale Généralisée dont le mode de calcul est particulier : en effet, il s'applique uniquement aux paris évènementiels selon les taux suivants : Tiercé = 1,62 %, Quarté = 1,94 % et Quinté = 1,45 %.

Par ailleurs, le taux de la contribution pour le remboursement de la dette sociale est fixé à 0,28 % des enjeux.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret nº 95-1405 du 30 décembre 1995.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor (art. 18-II de la loi de finances pour 1967).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service des Haras, des Courses et de l'Équitation.

— La Française des Jeux.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique.

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

  — Centre administratif des Affaires maritimes;

  — Bureau de la plaisance.

Publications :

« La plaisance en quelques chiffres », ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des transports maritimes, des ports et du littoral, bureau de la plaisance et des activités nautiques (annuel).

INSEE :

« Le milieu associatif de 1983 à 1996 - Plus ouvert et tourné vers l'intérêt individuel », *INSEE-Première*, n° 542, septembre 1997.

« D'où sont mes amis venus », *INSEE-Première*, n° 613, octobre 1998.

« En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », *INSEE-Première*, n° 675, octobre 1999.

« La vie associative : participer mais pas militer », G. Hatchuel, J.P Loisel, *Données Sociales* ,1999, INSEE.

*
* *

TABLEAU E.05-1

Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux

À compter du 3 mars 1999 (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Sous-direction du cheval) — *Unité* : en pourcentage des enjeux

Désignation des attributaires	PMH				PMU			
	Départements métropolitains		DOM		Départements métropolitains			
	Paris et Région parisienne (2)	Autres hippodromes	Guadeloupe Martinique		Paris et Région parisienne (2)	Plus du quart du réseau PMU	Moins du quart du réseau PMU	
	Paris simples et reports	Autres paris	Tous les paris	Tous les paris	Tiercé, Quarté, Quinté +	Paris ordinaires	Autres paris	Tous paris
1. Prélèvements non fiscaux fixés par décret (3)								
Sociétés de courses (HT)	9,550	13,600	15,400	15,400	14,6729	9,726	13,776	15,400
Comptes spéciaux du Trésor :								
Fonds national des haras et des activités hippiques	2,830	2,480	0,680	0,680	1,7764	2,654	2,304	0,680
Fonds national pour le développement des adductions d'eau	1,260	1,260	1,260	1,260	1,2600	1,260	1,260	1,260
Fonds national pour le développement du sport	0,050	0,050	0,050	0,050	0,0500	0,050	0,050	0,050
Fonds national pour le développement de la vie associative	0,110	0,110	0,110	0,110	0,1100	0,110	0,110	0,110
Total	**13,800**	**17,500**	**17,500**	**17,500**	**17,8693**	**13,800**	**17,500**	**17,500**
2. Prélèvements fiscaux								
Timbre	3,800	3,800	3,800	3,800	3,8000	3,800	3,800	3,800
TVA sur prélèvements sociétés (4)	1,967	2,802	3,172	1,463	3,0226	2,004	2,838	3,172
Total	**5,767**	**6,602**	**6,972**	**5,263**	**6,8226**	**5,804**	**6,638**	**6,972**
Total des prélèvements proportionnels.	**19,567**	**24,102**	**24,472**	**22,763**	**24,6919**	**19,604**	**24,138**	**24,472**
CRDS (5)	0,350	0,350	0,350	0,350	0,3500	0,350	0,350	0,350
CSG (6)	1,050	1,050	1,050	1,050	1,0500	1,050	1,050	1,050
Total	**20,967**	**25,502**	**25,872**	**24,163**	**26,0919**	**21,004**	**25,538**	**25,872**

(1) À compter du 1er avril 2000, le taux de TVA a été ramené à 19,6 % (Loi n° 2000-656 du 13 juillet 2000 de finances rectificative pour 2000).
(2) Paris (Auteuil, Longchamp, Vincennes), Région parisienne (Enghien, Evry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud).
(3) Décret n° 99-140 du 9 mars 1999.
(4) Loi n° 95-858 du 28 juillet 1995 relevant de 18,6 à 20,6 % le taux normal de la TVA au 1er août 1995.
(5) Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996, art.18-II (l'assiette de la CRDS est de 70 % des enjeux).
(6) Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art.16-II (l'assiette de la CSG est de 14 % des enjeux).

TABLEAU E.05-2

Autres prélèvements

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras)

Unité : Million de francs

	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs (PMH)-(PMU) (1)	2 685,4	2 241,3	1 958,4	1 873,5	1 946,3	1 880,3
CSG (2)	///	///	///	310,9	380,0	386,6

(1) Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 95-1405 du 30 décembre 1995.
(2) La CSG s'applique à l'ensemble des paris selon les taux suivants : Quarté : 1,938 %, Tiercé : 1,615 %, Quinté : 1,4535 %, autres paris à l'exception des paris du PMH province 0,5205 % des mises correspondantes.

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et sommes engagées en France sur les courses françaises

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras)

Unité : million de francs

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Montant des entrées	61	58	55	54	50	47
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	2 280	2 151	1 957	1 816	1 711	1 635
Sommes engagées au pari mutuel urbain en France sur les courses françaises	33 866	33 377	34 746	34 177	34 591	35 205
dont : tiercé, quarté +, quinté +, 2 sur 4, classic tiercé, Grand 7 (1)	20 512	19 955	20 869	20 264	20 544	20 818

(1) De 1995 à 1997, Grand 7, supprimé en 1997. Depuis septembre 1999, "classic tiercé".

TABLEAU E.05-4

Répartition des chiffres d'affaires des produits (1) de « La Française des jeux »

Source : La Française des Jeux

	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
LOTO NATIONAL + LOTO 7 + SUPERLOTO + JOKER (2) :						
Nombre de bulletins	Million	557	505	319	311	305
Montant des mises	Million de F	12 418	12 010	11 802	11 401	11 107
Lots à payer	»	6 427	6 268	6 050	5 755	5 614
Prélèvements non fiscaux	»	4 840	4 817	4 731	4 582	4 685
dont : Mouvement sportif	»	295	273	290	313	306
Prélèvements fiscaux	»	910	925	1 020	1 063	808
dont : TVA	»	331	334	324	305	297
Prélèvements progressifs	»	161	88	76	85	83
Produit des arrondis	»	80	61	52	54	50
LOTO SPORTIF- LOTO FOOT MATCHES ET SCORES (3) :						
Nombre de bulletins	Million	34	21	20	21	20
Montant des mises	Million de F	515	450	492	584	602
Lots à payer	»	274	246	319	400	417
Prélèvements non fiscaux	»	194	169	131	130	141
dont : Mouvement sportif	»	12	10	12	16	16
Prélèvements fiscaux	»	38	35	43	55	44
dont : TVA	»	14	12	13	16	16
Prélèvements progressifs	»	8	10	15	26	29
Produit des arrondis	»	1	0,3	0,8	1,0	1,2
MATCHES DU JOUR/BOOKMATCHES :						
Nombre de bulletins	Million	5	4	///	///	///
Montant des mises	Million de F	37	30	///	///	///
Lots à payer	»	22	18	///	///	///
Prélèvements non fiscaux	»	12	10	///	///	///
dont : Mouvement sportif	»	1	1	///	///	///
Prélèvements fiscaux	»	3	2	///	///	///
dont : TVA	»	1	1	///	///	///
Prélèvements progressifs	»	–	–	///	///	///
Produit des arrondis	»	0,3	–	///	///	///
JEUX INSTANTANÉS :						
Nombre de tickets placés	Million	2 226	2 311	2 255	2 457	2 510
Placements nets (mises)	Million de F	18 609	19 282	19 693	21 195	20 274
Lots à payer	»	11 497	11 839	11 962	12 843	12 257
Prélèvements non fiscaux	»	6 243	6 484	6 612	6 989	7 064
dont : Mouvement sportif	»	446	450	499	600	573
Prélèvements fiscaux	»	870	959	1 118	1 363	953
dont : TVA	»	572	618	628	664	628
KÉNO (4) :						
Nombre de bulletins	Million	38	67	75	87	88
Montant des mises	Million de F	1 473	1 929	2 151	2 474	2 501
Lots à payer (dont TOP KENO)	»	852	1 152	1 264	1 435	1 450
Prélèvements non fiscaux	»	582	719	801	924	986
dont : Mouvement sportif	»	35	43	52	67	67
Prélèvements fiscaux	»	39	58	85	115	65
dont : TVA	»	39	52	58	65	65
RAPIDO :						
Nombre de bulletins	Million	///	///	///	5	250
Montant des mises	Million de F	///	///	///	53	3 069
Lots à payer	»	///	///	///	36	2 087
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	15	902
dont : Mouvement sportif	»	///	///	///	2	87
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	3	80
dont : TVA	»	///	///	///	1	80

(1) Non compris BINGO lancé le 26 mars 1999 et arrêté le 19 décembre 1999.
(2) Jeu LOTO 7 premier tirage le 29/03/1994, dernier tirage le 15/06/95, tirage du SUPERLOTO le 15/05/1996.
(3) Depuis le 2 août 1997, le LOTO SPORTIF est remplacé par le LOTO FOOT avec 2 jeux distincts : LOTO FOOT "Matches" et LOTO FOOT "Scores".
(4) À partir de janvier 1996, tirage quotidien du KÉNO.

TABLEAU E.05-5

Produit des jeux de casinos (1)

Source : Direction de la Comptabilité Publique — *Unité* : Millier de francs

	1990/1991	1995/1996	1996/1997	1997/1998	1998/1999
Produit brut total	2 400 764,2	7 153 593,5	8 080 551,6	9 404 440,5	10 304 426,9
dont : Casinos autorisés à avoir des machines à sous	1 666 255,3	6 812 832,9	7 746 633,0	9 134 552,9	10 032 989,3
dont : Produit des machines à sous seulement	1 087 606,3	6 136 066,0	7 076 994,6	8 256 276,2	9 154 655,0
dont : Prélèvements des communes	74 333,8	862 161,6	989 662,3	1 165 544,0	1 295 859,0

(1) La saison de l'année (n) s'étend du 1er novembre de l'année (n-1) au 31 octobre de l'année (n).

TABLEAU E.05-6

Nombre de navires immatriculés par longueur et par région administrative au 31/08/1999

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	Nord Pas-de-Calais	Haute-Normandie Picardie	Basse Normandie	Bretagne	Pays de la Loire	Poitou-Charentes	Aquitaine	Languedoc Roussillon	Provence Alpes Côte d'Azur	Corse	**Total**
Voiliers											
moins de 6 m	1 946	3 050	4 659	30 029	10 385	5 144	5 951	6 508	10 418	1 863	**79 953**
6 à 8 m	828	1 467	2 446	12 204	4 366	3 086	3 452	4 061	8 677	435	**41 022**
8 à 10 m	417	708	1 342	5 779	2 162	1 952	1 135	2 517	6 904	337	**23 253**
10 à 12 m	257	440	606	2 289	1 252	1 180	475	1 356	4 165	211	**12 231**
12 à 15 m	70	167	195	606	525	451	129	471	1 922	102	**4 638**
15 à 18 m	7	28	23	79	74	75	18	64	238	13	**619**
18 à 24 m	3	5	9	42	22	17	4	12	62	2	**178**
plus de 24 m	–	4	2	5	4	2	–	2	14	–	**33**
Total	**3 528**	**5 869**	**9 282**	**51 033**	**18 790**	**11 907**	**11 164**	**14 991**	**32 400**	**2 963**	**161 927**
Navires à moteur											
moins de 6 m	16 863	29 120	26 587	90 986	37 492	22 379	32 749	51 492	124 451	23 604	**455 723**
6 à 8 m	1 167	1 783	3 484	8 390	4 735	4 207	5 768	6 916	18 522	2 813	**57 785**
8 à 10 m	145	211	438	1 082	684	718	1 211	1 117	4 821	586	**11 013**
10 à 12 m	37	79	193	403	255	217	944	416	2 301	246	**5 091**
12 à 15 m	25	47	52	175	95	95	146	181	1 489	158	**2 463**
15 à 18 m	8	8	12	44	37	64	20	42	353	51	**639**
18 à 24 m	1	7	5	22	10	10	12	10	136	9	**222**
plus de 24 m	–	4	3	6	4	2	2	5	23	3	**52**
Total	**18 246**	**31 259**	**30 774**	**101 108**	**43 312**	**27 692**	**40 852**	**60 179**	**152 096**	**27 470**	**532 988**
Autres modes de propulsion (1)	**349**	**940**	**1 598**	**7 667**	**2 305**	**1 988**	**3 653**	**3 502**	**7 340**	**1 044**	**30 386**
Total	**22 123**	**38 068**	**41 654**	**159 808**	**64 407**	**41 587**	**55 669**	**78 672**	**191 836**	**31 477**	**725 301**

(1) Navires à avirons.

TABLEAU E.05-7

Nouvelles immatriculations par type de navire et par région administrative

Période annuelle du 1er septembre 1998 au 31 août 1999

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

Régions	Non habitables			Habitables			Véhicule nautique à moteur	Pneumatiques	Autres (1)
	Voile	Moteur	Autres (1)	Voile	Moteur	Autres (1)			
Nord- Pas-de-Calais	28	113	–	23	98	2	89	193	–
Haute-Normandie - Picardie	25	119	–	32	107	1	341	241	–
Basse-Normandie	64	256	1	58	249	5	164	227	2
Bretagne	440	888	11	340	779	29	141	1 034	1
Pays de la Loire	307	366	5	158	412	8	119	336	11
Poitou-Charentes	143	261	1	153	301	4	161	216	1
Aquitaine	55	453	2	79	419	6	183	174	10
Languedoc-Roussillon *	146	553	1	89	533	18	417	352	27
Provence-Alpes-Côte d'Azur	286	931	10	539	1 167	11	708	1 065	18
Corse	50	250	–	13	194	1	172	331	70
Total	**1 544**	**4 190**	**31**	**1 484**	**4 259**	**85**	**2 495**	**4 169**	

(1) Autres modes de propulsion.

TABLEAU E.05-8

Nombre de navires immatriculés par longueur au 31 août 1999

Départements et territoires d'outre-mer

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	DOM						TOM			Total
	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion	St Pierre-et-Miquelon	**Total**	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	**Total**	**général**
Voiliers										
moins de 6 m	94	182	37	118	27	**458**	...	...	...	...
6 à 8 m	161	188	18	35	7	**409**	...	...	...	...
8 à 10 m	203	256	22	37	7	**525**	...	...	...	...
10 à 12 m	352	252	14	66	5	**689**	...	...	...	...
12 à 15 m	449	167	8	25	–	**649**	...	...	...	...
15 à 18 m	53	20	1	5	–	**79**	...	...	...	...
18 à 24 m	7	2	–	–	–	**9**	...	...	...	...
plus de 24 m	–	–	–	–	–	**–**	...	...	...	...
Total	**1 319**	**1 067**	**100**	**286**	**46**	**2 818**	**868**	**486**	**1 354**	**4 172**
Navires à moteur										
moins de 6 m	5 856	4 736	1 328	2 062	472	**14 454**	...	...	...	...
6 à 8 m	907	1 582	248	256	122	**3 115**	...	...	...	...
8 à 10 m	216	210	67	56	18	**567**	...	...	...	...
10 à 12 m	141	81	8	9	9	**248**	...	...	...	...
12 à 15 m	151	44	4	9	10	**218**	...	...	...	...
15 à 18 m	27	6	1	–	–	**34**	...	...	...	...
18 à 24 m	7	2	–	–	1	**10**	...	...	...	...
plus de 24 m	–	–	2	–	–	**2**	...	...	...	...
Total	**7 305**	**6 661**	**1 658**	**2 392**	**632**	**18 648**	**15 625**	**1 953**	**17 578**	**36 226**
Autres modes de propulsion ou "embarcations locales"	**1 154**	**1 384**	**188**	**56**	**15**	**2 797**	**–**	**200**	**200**	**2 997**
Total DOM/TOM	**9 778**	**9 112**	**1 946**	**2 734**	**693**	**24 263**	**16 493**	**2 639**	**19 132**	**43 395**

TABLEAU E.05-9

Nouvelles immatriculations des navires de plaisance

Départements et territoires d'outre-mer

Période annuelle du 1er septembre 1998 au 31 août 1999

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	DOM						TOM			Total
	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion	St Pierre-et-Miquelon	**Total**	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	**Total**	**général**
Voiliers										
moins de 6 m	–	1	–	–	–	1	...	...	...	...
6 à 8 m	–	2	2	–	–	4	...	...	...	...
8 à 10 m	2	4	1	1	–	8	...	...	...	...
10 à 12 m	8	7	–	–	1	16	...	...	...	...
12 à 15 m	19	7	–	1	–	27	...	...	...	...
15 à 18 m	2	–	–	–	–	2	...	...	...	...
18 à 24 m	–	–	–	–	–	–	...	...	...	...
plus de 24 m	–	–	–	–	–	–	...	...	...	...
Total	**31**	**21**	**3**	**2**	**1**	**58**	**31**	**16**	**47**	**105**
Navires à moteur										
moins de 6 m	237	134	22	52	1	446	...	...	...	...
6 à 8 m	23	24	5	17	–	69	...	...	...	...
8 à 10 m	16	4	–	1	–	21	...	...	...	...
10 à 12 m	6	4	–	1	–	11	...	...	...	...
12 à 15 m	2	1	–	1	–	4	...	...	...	...
15 à 18 m	2	–	–	–	–	2	...	...	...	...
18 à 24 m	–	–	–	–	–	–	...	...	...	...
plus de 24 m	–	–	–	–	–	–	...	...	...	...
Total	**286**	**167**	**27**	**72**	**1**	**553**	**772**	**132**	**904**	**1 457**
Autres modes de propulsion ou "embarcations locales"	**3**	**9**	**1**	**–**	**–**	**13**	**–**	**9**	**9**	**22**
Total DOM/TOM	**320**	**197**	**31**	**74**	**2**	**624**	**803**	**157**	**960**	**1 584**

TABLEAU E.05-10

Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	1990		1995		1997		1998		1999	
Nature des événements	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues
Abordages	29	4	25	4	26	–	26	1	22	1
Échouements	–	–	401	1	419	3	453	1	472	1
Heurts	335	–	26	–	36	3	23	1	20	–
Chavirements	163	18	190	24	180	16	229	16	234	9
Incendies, explosions	46	–	47	–	62	5	42	1	49	3
Voies d'eau (envahies par l'eau)	139	–	113	–	160	–	153	–	147	4
Disparitions inexpliquées	14	29	27	12	24	46	21	18	20	16
Pannes et avaries	995	3	1 866	5	2 037	5	2 370	2	2 386	–
Hommes à la mer	53	27	79	34	54	31	68	23	78	28

TABLEAU E.05-11

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse
Conseil supérieur de la pêche

	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999
CHASSE (1)							
Permis délivrés [en milliers] (2)	2 016,5	1 689,2	1 534,2	1 524,5	1 500,4	1 479,6	1 457,5
PÊCHE FLUVIALE							
Pêcheurs aux engins et aux filets sur le domaine public :							
Amateurs	15 045	11 609	8 056	7 859	7 604	7 368	7 291
Professionnels	///	962	728	717	731	722	689
Pêcheurs à la ligne :							
Associations agréées	4 110	4 000	4 073	4 084	4 159	4 172	4 190
Permis délivrés [en milliers] (3)	2 359,4	1 875,0	1 804,1	1 755,5	1 704,1	1 638,5	1 598,6

(1) Campagnes sur deux années.
(2) Permis départementaux et nationaux.
(3) Timbres piscicoles (taxe de base, complète, jeunes, vacances, plan d'eau).

F

Enseignement, formation, recherche

Chapitre F.01

Enseignement et formation

1. Présentation.

2 Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Schéma, graphique et tableaux.

Schéma, graphique et liste des tableaux :

Schéma du système éducatif.

Graphique. Évolution des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement.

1. Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-1999.
2. Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé).
3. Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-1999.
4. Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-1999.
5. Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe.
6. Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1960-1999.
7. Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1970-1999.
8. Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe.
9. Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe.

(Suite au verso).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale, Direction de la Programmation et du Développement, du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

10. Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe.

11. Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1992-1999.

12. Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1980-1999.

13. Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1990-1999.

14. Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1985-1998.

15. Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole.

16. Écoles dépendant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité : nombre d'écoles, effectifs et diplômes.

17A. Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan physique des formations.

17B. Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage.

18. Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe.

19. Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif.

20. Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-1999.

21 Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe.

22. Effectifs des classes supérieures par niveau et par sexe.

23. Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé).

24. Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille.

25. Répartition des étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille.

26. Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur.

27. Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves.

28. Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.

29. Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés.

30. La dépense globale d'éducation.

31. La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1999.

1. PRÉSENTATION

Les élèves et les étudiants

La population des élèves, des apprentis et des étudiants, en 1999-2000 en France métropolitaine, représente 24,4 % de la population totale et 90,6 % des jeunes de 2 à 22 ans.

De 1989 à 1999, la population scolaire et universitaire s'accroît de près de 200 000 élèves, apprentis ou étudiants (Agriculture et Santé comprises), alors que la population des 2-22 ans diminue de plus de 800 000 individus. C'est ainsi que le poids des scolaires par rapport aux 2-22 ans, pendant cette période, augmente de près de 7 points.

Sur cette période de dix ans, la combinaison de l'évolution démographique et de l'augmentation de la fréquentation scolaire, au-delà de l'âge de 16 ans, aboutit à des variations de population scolaire par degré ou type d'enseignement assez contrastées; si on compare les effectifs de 1999-2000 à ceux de 1989-1990, on observe :

— Une diminution dans les écoles et les lycées d'enseignement général et technologique;

— Une quasi stabilité dans les collèges et les lycées professionnels;

— Une augmentation dans l'enseignement supérieur et dans les formations d'apprentis.

Ces mouvements ont lieu dans le contexte de :

— la stabilisation des taux de scolarisation dans le préscolaire;

— la diminution des redoublements principalement dans l'élémentaire;

— le renforcement de l'accès en classes terminales entraînant des poursuites plus fréquentes dans l'enseignement supérieur.

Les personnels de l'Éducation nationale

Les personnels enseignants (enseignement privé compris) et les personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de services forment environ 6 % de la population active totale.

De 1990 à 1999, le nombre d'enseignants de l'enseignement public augmente de 9 %.

Au 1er janvier 1999, 1 082 000 personnes (hors personnels de la Recherche) sont rémunérées par le ministère de l'Éducation nationale.

Un peu moins des trois quarts de ces personnels sont des enseignants. Leur effectif est stable par rapport à l'année précédente. 50 % de ces derniers exercent dans le second degré et 38 % dans le premier degré. Les non-enseignants – hors ceux dans le premier degré qui sont rémunérés par les communes – se répartissent principalement dans les établissements du second degré (72 %), puis de façon équivalente entre les établissements du supérieur (16 %) et l'administration centrale ou les services extérieurs (12 %).

Le budget et le compte de l'éducation

En 1999, le budget de l'Éducation nationale représente 21 % du budget de l'État et 4 % du produit intérieur brut (PIB). La dépense intérieure d'éducation (625,7 milliards de F) qui totalise la contribution des divers agents économiques (État, collectivités territoriales, autres administrations publiques, entreprises et ménages), représente 7,2 % du PIB.

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

La dépense totale consacrée à la formation professionnelle et à l'apprentissage par l'État, les entreprises, les collectivités territoriales, l'UNEDIC et les ménages, atteint 139,9 milliards de F (y compris investissement) en 1997, soit 1,7 % du PIB. Cette dépense peut se ventiler comme suit : 78,4 milliards de F pour les frais de formation et d'accompagnement, 59,9 milliards de F pour la rémunération des stagiaires et les exonérations de charges sociales prises en charge par l'État (dans le cadre de l'alternance), et 1,6 milliard de F destiné à l'investissement. L'État et les entreprises contribuent de façon égale au financement final de la formation professionnelle avec chacun 39 % des dépenses. La dépense bénéficie pour 58 % aux actifs occupés, dont 20 % aux agents de la fonction publique, pour 22 % aux jeunes de moins de 26 ans et pour 20 % aux demandeurs d'emplois.

Les examens et les sorties du système éducatif

En 1999, le taux de succès global aux baccalauréats (admis/présentés) est de 78,5 % et près de 61,8 % d'une génération sont devenus bacheliers.

La part d'une génération accédant au niveau des classes terminales de lycées de l'Éducation nationale passe de 34 % en 1980-1981 à 62,3 % en 1999-2000 (69,4 % toutes voies de scolarisation confondues).

En ce qui concerne les sorties du système éducatif, le nombre de jeunes sortant sans diplôme se stabilise autour de 8 % de l'ensemble des sortants; il a cependant été divisé par plus de deux depuis 1980. Dans le même temps, les jeunes obtiennent des diplômes professionnels et technologiques plus élevés : moins de sortants diplômés des CAP et BEP et davantage de diplômés des baccalauréats technologiques et professionnels ainsi que des BTS et DUT.

Parallèlement, le nombre de sortants diplômés de l'enseignement supérieur long est multiplié par plus de trois entre 1980 (45 000) et 1998 (148 000).

L'insertion professionnelle des jeunes

En début de carrière, l'insertion professionnelle des jeunes dépend fortement du niveau de leur formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif. Ainsi, les jeunes sortis du système éducatif depuis 1 à 4 ans sans diplôme sont 34 % à occuper un emploi, 39 % à être chômeurs et 26 % à être inactifs ou au service militaire; pour les jeunes sortis avec un diplôme d'une école supérieure, ces pourcentages sont respectivement de 84 %, 6 % et 10 %. Après une période qui va de 5 à 10 ans, pour les sans diplôme, la répartition est 53 %, 22 % et 25 % et pour les diplômés d'une école supérieure, 94 %, 3 % et 3 %.

Pour les jeunes ayant un emploi, leur situation professionnelle est aussi fortement dépendante du niveau de

leur formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif.

On sait par ailleurs que les probabilités d'accès à un poste de cadre, d'enseignant, de chef d'entreprise ou à une profession intermédiaire restent, cependant, marquées par le milieu social d'origine : par exemple, parmi les titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur long, un enfant de cadre ou d'enseignant a une probabilité d'accéder à un tel poste supérieure de dix points à celle d'un enfant d'ouvrier. Les disparités d'insertion entre jeunes hommes et jeunes femmes sont à peu près aussi importantes que celles associées à l'origine sociale.

En 1996, sur 210 000 stagiaires en actions de formation alternée, 178 000 environ sont pris en charge par les conseils régionaux, soit 85 % de l'effectif total (contre 61 % en 1995). Cette augmentation traduit la prise en charge progressive par les régions de la globalité des actions de formation destinées aux jeunes. Les actions préqualifiantes représentent 61 % des effectifs, en hausse de 5 % par rapport à 1995, tandis que le nombre de stagiaires en actions qualifiantes baissent de 14 %.

L'ensemble de ces actions représente, en 1996, un coût global d'environ 4,5 milliards de F, pour l'État et les régions, incluant les dotations de décentralisation de 3,5 milliards de F versées aux conseils régionaux. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 2,3 milliards de F, la rémunération à 1,6 milliard de F et l'accompagnement à 0,5 milliard de F.

2. MÉTHODOLOGIE

Les élèves et les étudiants

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants sont obtenues à partir de traitements statistiques de bases de données constituées pour la gestion de la scolarité (c'est le cas pour les établissements publics d'enseignement) ou par enquêtes statistiques exhaustives (pour les autres établissements). Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées quelques jours après la rentrée, dès que la situation s'est stabilisée; pour les étudiants, l'observation est plus tardive car les inscriptions se déroulent en partie après la rentrée universitaire.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Les données figurant dans les tableaux sur les personnels résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 1999. Ne sont pas compris les enseignants des établissements privés, ni les personnels appartenant à certains établissements publics sous tutelle du ministère (ONISEP, CEREQ, INRP, CNED...). Les rubriques budgétaires prises en compte ici sont celles présentes sur la nomenclature d'exécution de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Les enseignants : instituteurs, professeurs des écoles et autres enseignants du premier degré chargés de classe, directeurs d'écoles et psychologues déchargés de classe; enseignants du second degré, non compris le personnel de direction et d'éducation (chefs d'établissement, conseillers d'éducation, maîtres d'internat, surveillants d'externat); enseignants du supérieur (hors IUFM); enseignants et élèves-enseignants des établissements de formation (y compris IUFM).

Les non-enseignants : personnels exerçant des fonctions d'inspection, de direction, d'éducation, de surveillance, d'orientation, ATOSS (personnels administratifs, techniques, ouvriers, de services et de santé).

Les établissements : le personnel des établissements de formation du supérieur (Écoles normales supérieures, École nationale des chartes, École nationale des bibliothécaires, Instituts universitaires de formation des maîtres) est compté dans la rubrique « Établissements de formation ». La rubrique « Administration centrale et services extérieurs » comprend le personnel de l'administration centrale, des rectorats et des inspections d'académie, les inspecteurs généraux, les personnels d'inspection et conseillers d'administration scolaire et universitaire en stage à l'administration centrale et les personnels en fonction au ministère de la Jeunesse et des Sports et rémunérés au titre de l'Éducation nationale.

Le compte de l'éducation

Le compte de l'éducation est le résultat de traitements d'un nombre important d'informations selon la méthodologie générale des « comptes satellites » de la comptabilité nationale. Les principales sources sont : les documents budgétaires, les comptes financiers des établissements et des collectivités territoriales, les résultats d'enquêtes exhaustives (sur la taxe d'apprentissage) ou par échantillon (dépenses des ménages).

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

Pour 1997, la dépense totale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage a été estimée sur la base des comptes économiques de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage (chiffrés de 1987 à 1996) et du volet « formation professionnelle » de la dépense pour l'emploi. La dépense est ventilée par type de dépense, par public bénéficiaire et par financeur final.

Les données de 1996 ont été actualisées et calées sur la méthode employée pour l'estimation de la dépense de 1997. Les ruptures de série se situent donc entre les comptes 1995 et la dépense 1996 mais elles restent mineures si l'on s'en tient à l'analyse par grands agrégats.

Les données financières « Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage » (tableau F01-17B) sont issues du compte économique de la formation professionnelle et du volet « formation professionnelle » de la dépense pour l'emploi.

Les examens et les sorties

Les données sur les examens du second degré (brevet de technicien également) sont issues des jurys d'examens; pour les diplômes du supérieur l'information est recueillie auprès des universités et établissements habilités à les délivrer.

En ce qui concerne les sorties du système éducatif, les estimations de flux de sortie publiées jusqu'à l'édition

1996 de l'annuaire, dénombraient des interruptions d'inscription à la fin de chaque année scolaire. Or, environ 150 000 jeunes reprennent une formation chaque année; ceux-ci ont, par le passé, quitté une première fois le système éducatif et ils en sortiront une seconde fois à l'issue de cette reprise de formation. Pour pouvoir comparer les flux de sortie aux emplois existants, il importe de compter une seule fois chaque personne.

L'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de calculer des sorties sans doubles comptes et de les répartir par diplôme ou niveau de formation.

Ces calculs sont faits par niveau de formation suivant la nomenclature en six postes (cf. définitions).

La formation professionnelle continue (FPC)

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois, en particulier de celles du 16 juillet 1971 (texte fondateur), du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) et du 24 février 1984 (réforme du congé individuel, et formation des jeunes en alternance) et les lois du 31 décembre 1991 et du 17 juillet 1992.

Le système comporte trois types d'intervenants principaux : les régions, ayant depuis 1983 compétence de droit commun en matière de FPC, l'État conservant des attributions réduites aux priorités nationales et les entreprises consacrant l'essentiel de leurs moyens financiers à la formation de leurs salariés.

La formation professionnelle continue financée par l'État

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant inscrits pour la plus grande part au budget du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, Fonds national de l'emploi pour partie) et de l'Éducation nationale. Ces crédits ne comprennent pas ceux inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.

Les principaux moyens budgétaires d'intervention de l'État sont les suivants :

— fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS);

— le fonds national de l'emploi (FNE);

— l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA);

— le conservatoire national des arts et métiers (CNAM);

— le centre national d'enseignement à distance (CNED).

La formation professionnelle continue financée par les entreprises

Depuis 1993, toutes les entreprises de dix salariés et plus sont assujetties à une obligation de dépenses de formation professionnelle continue s'élevant à 1,5 % des salaires versés. Les fractions consacrées au financement du congé individuel de formation et aux formations d'insertion en alternance restent fixées respectivement à 0,2 % (0,3 % pour les entreprises de travail temporaires) et à 0,4 % (ou 0,3 % pour les entreprises non assujetties à la taxe d'apprentissage).

Depuis la loi du 31 décembre 1991, l'obligation légale de financement de la formation professionnelle s'étend aux entreprises de moins de dix salariés, au taux de 0,15 % de la masse salariale. Les entreprises peuvent s'acquitter de cette participation en finançant directement des formations au bénéfice de leur personnel (dans le cadre du plan de formation, d'un engagement de développement de la formation professionnelle avec l'État, du congé individuel de formation) ou par des versements libératoires obligatoires ou facultatifs (cotisations versées par l'entreprise aux organismes collecteurs agréés au titre de l'alternance, au titre du congé individuel de formation, au titre du plan de formation ou à un fonds d'assurance formation non salariée).

La formation professionnelle continue financée par les conseils régionaux

La loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences aux collectivités territoriales a prévu le transfert aux régions d'une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce transfert, réalisé depuis le 1er juin 1983, se traduit par des conventions de formation professionnelle (ouvrant droit ou non à rémunération des stagiaires).

Par la loi du 20 décembre 1993 (décentralisation de la formation professionnelle des jeunes), l'État transfère aux régions, durant la période quinquennale de la loi, les moyens qu'il consacre aux actions de formation professionnelle des jeunes sortis du système scolaire sans qualification.

L'enseignement dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche

L'enseignement technique agricole comprend des formations générales, technologiques et professionnelles, qui sont mises en place dans des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles (LEGTA) et dans des lycées professionnels agricoles (LPA) pour le secteur public. Des formations semblables existent dans des établissements d'enseignement agricole privés sous contrat.

La plupart des diplômes peuvent être préparés par :

— la formation scolaire;

— l'apprentissage;

— la formation professionnelle continue;

— l'enseignement à distance.

Pour de nombreux diplômes et lorsque les textes réglementaires le permettent, la préparation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage peut se faire par unités capitalisables.

● La voie professionnelle

L'enseignement se prépare principalement dans des lycées professionnels agricoles publics et dans des établissements privés de même niveau.

Les classes de 4e et 3e préparatoires sont destinées à orienter les élèves vers un CAPA ou un BEPA. Les classes de 4e et 3e technologiques sont destinées aux élèves qui souhaitent bénéficier d'un enseignement général et

technologique ou professionnel permettant une poursuite d'études soit vers une seconde professionnelle conduisant au brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA), soit vers un CAPA, et dans certains cas, vers une seconde générale et technologique.

Les classes de BEPA ont deux finalités :

— l'une de qualification professionnelle et d'insertion professionnelle;

— l'autre de poursuites d'études au niveau IV soit vers un BAC professionnel, un brevet de technicien agricole (BTA) ou un BAC technologique.

Le baccalauréat professionnel se prépare en deux ans pour les titulaires du BEPA et du CAPA. Ce diplôme permet l'insertion professionnelle mais aussi une poursuite d'études vers le BTSA.

● Les voies générale et technologique

Préparées principalement dans les lycées d'enseignement général et technologique agricoles ainsi que dans les établissements privés d'enseignement agricole habilités, ces formations conduisent en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges ou en deux ans après un BEPA ou une seconde générale et technologique :

— soit vers le brevet de technicien agricole (BTA);

— soit vers le baccalauréat technologique de la série STAE (sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement) ou STPA (sciences et technologies du produit agroalimentaire).

La voie générale complète peut conduire en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges vers le baccalauréat général de la série scientifique.

Les lycées d'enseignement général et technologique agricoles et les établissements privés de même niveau permettent aussi l'accès aux formations du premier cycle d'enseignement supérieur.

Peuvent être admis en classe préparatoire au brevet de technicien supérieur agricole (deux ans d'études) :

— les titulaires du brevet de technicien agricole, du baccalauréat technologique et du baccalauréat professionnel de l'enseignement agricole;

— les titulaires du baccalauréat général de la série scientifique de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole;

— les titulaires du baccalauréat général de la série ES (économique et sociale) et des baccalauréats technologiques de l'éducation nationale pour entrer dans certaines options du BTS agricole.

Des arrêtés précisent la liste des baccalauréats et des brevets de technicien du ministère de l'éducation nationale donnant accès aux formations du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).

Les classes préparatoires aux écoles nationales supérieures agronomiques et agroalimentaires et aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (deux ans de préparation) sont accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Les classes préparatoires aux écoles nationales vétérinaires (un an de préparation) sont de la même façon accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Peuvent être admis en classe préparatoire aux ENITA, ENSA, ENV (en un an), les titulaires d'un BTSA, de certains BTS ou de certains DUT dont biologie appliquée.

L'insertion professionnelle des jeunes

Les informations sur l'insertion professionnelle des jeunes (tableau F.01-19) sont tirées des enquêtes annuelles sur l'emploi de l'INSEE. La définition du chômage est celle du « Bureau international du travail ».

3. DÉFINITIONS

Apprentissage

Il a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

Cette association, régie par la loi de 1901, subventionnée par l'État, organise principalement des formations longues (en général six mois à temps plein) pour des demandeurs d'emploi, au niveau CAP, mais aussi des stages en faveur de salariés, au titre du congé individuel de formation ou du plan de formation d'entreprise.

Centre national d'enseignement à distance (CNED)

Dépendant du ministère de l'Éducation nationale, le CNED est un établissement principalement chargé d'assurer un enseignement par correspondance à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qui s'étend aux formations universitaires ainsi qu'à la présentation des concours administratifs.

Ces formations intéressent non seulement des personnes en situation de formation initiale mais également un grand nombre de personnes engagées dans la vie active.

Champ géographique

Le champ géographique pris en compte est celui de la France métropolitaine, en général.

Classe

Le terme « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie au cours (cours préparatoire, cours élémentaire 1re ou 2e année, cours moyen 1re ou 2e année); ces classes peuvent être appelées

« classes à cours unique ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe, on a alors une « *classe à plusieurs cours* ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe, regroupant aussi plusieurs niveaux; on parle alors de « *classe unique* ».

Classe d'adaptation

Dans le cycle élémentaire, il s'agit de classe à petits effectifs dont le but est d'éviter un redoublement aux élèves les plus faibles en favorisant une remise à niveau. Dans le premier cycle du second degré, ce sont des classes d'accueil pour les élèves étrangers qui sont comptabilisées avec les 6e et 5e ordinaires.

Classe d'initiation

Classe groupant à temps complet ou partiel les enfants non francophones en vue d'un apprentissage plus rapide du français et d'une meilleure intégration dans la scolarité normale.

Classes supérieures de lycée

Sections de techniciens supérieurs, classes préparatoires aux grandes écoles.

Congé individuel de formation

Le congé individuel de formation a pour objet de permettre à tout salarié, au cours de sa vie professionnelle, de suivre, à son initiative et à titre individuel, des actions de formation indépendamment de sa participation aux stages compris dans le plan de formation de l'entreprise dans laquelle il exerce son activité. En 1997, le congé individuel de formation a concerné 22 330 personnes pour une durée moyenne de 922 heures.

Conservatoire national des arts et métiers de Paris (CNAM)

Il est financé par le ministère de l'Éducation nationale; ses enseignements comprennent des cours de promotion sociale, dispensés le soir et le samedi, généralement publics et gratuits, conduisant à la délivrance d'unités de valeur et de diplômes du CNAM, ou préparant à des examens et titres à caractère professionnel.

Contrats d'adaptation

Ils doivent faciliter l'embauche des jeunes de 16 à 25 ans susceptibles d'occuper rapidement un emploi. Les contrats sont, soit de durée déterminée de 6 mois au minimum, soit de durée indéterminée. La formation doit être de 200 heures et peut se dérouler dans l'entreprise.

Contrats de qualification

Ils doivent permettre à un jeune d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme technique ou professionnel, ou par un titre. Ils concernent les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou ayant une qualification ne permettant pas l'accès à l'emploi. Leur durée est de 6 mois à 2 ans. La formation doit représenter 1/4 du temps et se dérouler en organisme de formation.

Conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État (FFPPS)

Elles sont financées par le Fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS). Elles sont passées entre une préfecture de région et un organisme public ou privé de formation.

Conversion (dispositifs)

Les conventions de conversion sont conçues pour prévenir le chômage de longue durée; elles consistent en la prise en charge individualisée et immédiate des salariés licenciés pour motif économique et ce durant une période de six mois. Les entreprises, quelle que soit leur taille, doivent proposer aux salariés concernés la possibilité d'adhérer à une convention de conversion afin de les aider à se reclasser.

Dépense intérieure d'éducation

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Dépense intérieure d'enseignement

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement.

Deuxième cycle général et technologique

Classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat, au baccalauréat de technicien, au brevet de technicien et dans la première période au brevet d'enseignement industriel, au brevet d'enseignement commercial.

Division ou classe

Dans les établissements du second degré, elle est constituée par un groupe d'élèves de même niveau qui suivent ensemble les cours d'une même section.

Autres écoles

Elles constituent un groupe non homogène. On y trouve notamment les écoles vétérinaires, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'École pratique des hautes études, l'Institut d'études des relations internationales, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, les Écoles nationales de la marine marchande, des écoles dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, etc.

Écoles de commerce, gestion et de comptabilité

Ce sont des écoles privées d'enseignement supérieur.

Enseignement de type extra-scolaire

Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières, télévision scolaire.

Enseignement de type scolaire

Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.

Écoles d'ingénieurs

Écoles publiques ou privées assurant une formation d'ingénieur diplômé reconnu par la commission des titres (École polytechnique, etc., les ingénieurs universitaires sont compris).

Écoles juridiques et administratives

Écoles de notariat, instituts régionaux d'administration (IRA), école nationale d'administration (ENA), etc.

Écoles paramédicales et sociales

Écoles recrutant principalement au niveau du baccalauréat. Les auxiliaires de puériculture, les moniteurs éducateurs et les aides médico-psychologiques n'y figurent pas.

Écoles supérieures d'art

On y trouve aussi les écoles à caractère littéraire : journalisme, attachés de presse, interprétariat, etc.

Enseignement spécial du ministère de l'Éducation nationale

Il est assuré, pour le niveau du premier degré, dans des établissements spécifiques ou dans des classes d'établissements ordinaires; ces classes dites « de perfectionnement » sont appelées « classes d'intégration scolaire spécialisées ».

Au niveau du second degré, il est assuré par les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) ou dans les sections d'éducation spécialisée et sections d'enseignement général et professionnel adapté (SES/SEGPA) annexées à un certain nombre de collèges.

Autres établissements d'enseignement supérieur

Il s'agit ici, des facultés privées, des écoles normales d'instituteurs, des écoles normales supérieures, des écoles juridiques et administratives, des écoles supérieures d'art et d'architecture, ainsi que d'un groupe hétérogène d'autres écoles.

Financeur final

Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité locale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.

Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur, État ou collectivités locales, et le financeur ménage. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

Fonds national pour l'emploi (FNE)

Il sert notamment à financer les trois activités suivantes : les stages d'accès à l'entreprise (SAE), les stages cadres privés d'emploi, et les stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE).

Mention complémentaire

Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.

Niveau VI

Effectifs sortant du 1er cycle du second degré et des EREA (6e à 4e, CPA, CIPAL et CPPN), des formations professionnelles en un an (CEP) et des quatre premières années de SES/SEGPA.

Niveau V *bis*

Effectifs sortant de 3e et des classes de second cycle court professionnel CAP ou BEP avant l'année terminale, des 5e et 6e années de SES/SEGPA et de la formation professionnelle en EREA.

Niveau V

Effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels (baccalauréat professionnel non compris) ou abandonnant les classes préparant aux baccalauréats avant la classe terminale.

Niveau IV

Effectifs sortant des classes terminales préparant aux baccalauréats et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles de santé...).

Niveaux II et I

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de 2e ou 3e cycle ou des grandes écoles.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Ces données résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paye pour la France métropolitaine.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 1999 (cf. 2. MÉTHODOLOGIE).

Population 2-22 ans

Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris. Les données postérieures à 1990 sont reprises des bilans démographiques publiés par l'INSEE dans le *Bulletin mensuel de statistique* (BMS).

Population scolarisable

Population totale par âge évaluée à partir des recensements de 1982 et 1990. Les données postérieures à 1990 sont reprises des bilans démographiques publiés dans le BMS.

Population scolarisée

Le champ est élargi au-delà de la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, (Agriculture [niveau second degré] ainsi que l'enseignement supérieur non universitaire, Santé).

Premier degré

Élèves de l'enseignement préscolaire et élémentaire, y compris les élèves des classes ordinaires des établissements d'enseignement spécial.

Première d'adaptation

Elle accueille les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

Premier cycle (niveau)

Sixième à troisième, CPPN, CPA.

Préparations intégrées

On y trouve, d'une part, les « prépas ESCA », d'autre part, les cycles préparatoires intégrés à certaines écoles d'ingénieurs indépendantes des universités.

Produit intérieur brut (PIB)

Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA sur les produits et les droits de douane.

Professions et catégories sociales (PCS)

La nomenclature est celle adoptée par l'INSEE, « professions et catégories sociales » (PCS).

Second cycle général et technologique des lycées

Il regroupe les classes de secondes, premières et terminales permettant d'accéder à un baccalauréat général (sections L, ES ou S) ou technologique ainsi qu'à un brevet de technicien (BT).

Second cycle professionnel

Essentiellement assuré dans les lycées professionnels (LP), regroupe des enseignements sanctionnés par des certificats d'aptitude professionnelle (CAP) en trois ans (après la 5e), en un ou deux ans (après la 3e) ou par le brevet d'enseignement professionnel (BEP) en deux ans. Ces diplômes peuvent déboucher sur la préparation en deux ans d'un bac professionnel.

Second degré

Élèves des collèges, des lycées et des lycées professionnels (LP), formations complémentaires comprises; SES et classes supérieures non comprises.

Seconde spéciale

Elle accueille les élèves titulaires d'un CAP préparé en trois ans pour faciliter leur intégration au second cycle technologique.

Sections de terminale

L : littéraire (A avant 1995);

ES : économiques et sociales (B avant 1995);

S : scientifique (C, D ou E avant 1995);

STI : sciences et technologies industrielles (F1 à F4, F9 et F10A avant 1995);

STL : sciences et technologies de laboratoire (F5 à F7 avant 1995);

STT : sciences et technologies tertiaires (G ou H avant 1995);

SMS : sciences médico-sociales (F8 avant 1995);

STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement;

STPA : sciences et technologies du produit alimentaire;

F11 et F12 : enseignements artistiques et arts appliqués; hôtellerie;

BT : brevet de technicien;

BTA : brevet de technicien agricole.

Stage d'accès à l'entreprise (SAE)

Ce stage, mis en œuvre par l'ANPE en concertation avec les entreprises, reprend intégralement la formule du stage d'accès à l'emploi utilisé de 1991 à 1993. Il a pour objectif de satisfaire une offre d'emploi, en donnant aux demandeurs d'emploi un complément de formation permettant d'atteindre les compétences requises pour les offres concernées.

Dotés d'une dimension d'aide à la gestion de l'emploi et utilisable par les salariés en place dans l'entreprise, les SAE favorisent la mobilité interne des salariés.

Stages cadres privés d'emploi

Ces stages reposent sur une formation alternée, cycles de formation continue comportant des périodes d'enseignement et des stages en entreprise.

Ils permettent à des cadres éprouvant des difficultés de réinsertion sur le marché du travail, d'actualiser ou d'acquérir de nouvelles compétences.

Stage d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE)

Ce stage, créé par la loi du 20 décembre 1993, regroupe les actions d'insertion et de formation (AIF), les stages de reclassement professionnel (SRP) et les stages « FNE-femmes isolées ». Les SIFE, organisés en fonction des besoins du marché du travail, sont adaptés afin de prendre en compte les spécificités des demandeurs d'emploi et en particulier les cadres.

Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation)

Il rapporte les entrées en classe terminale et 2e année de bac professionnel à l'effectif des générations concernées. L'accès au niveau du baccalauréat intervient en fait de 16 à 20 ans, selon les enfants, si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès, par âge : celui, par exemple, de la génération 1980 au moment de la rentrée 1998, à 18 ans. De tels taux élémentaires sont susceptibles de deux types de sommation : pour une génération, ou pour une année scolaire.

Universités

Ensemble des unités de formation et recherche (UFR), écoles d'ingénieurs rattachées et instituts intégrés, instituts universitaires de technologie (IUT), instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), instituts nationaux polytechniques (INP), institut d'études politiques de Paris (IEP), Observatoire de Paris et institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, direction générale de l'Enseignement et de la Recherche.

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES).

— INSEE.

Publications INSEE :

INSEE-Résultats, série Emploi-Revenus :

« Enquête sur l'emploi de mars 2000, résultats détaillés », n° 708-709, juillet 2000.

INSEE-*Première* :

« Des études supérieures inégalement rentables selon les milieux sociaux », n° 469, juillet 1996;

« La hausse du niveau de formation - la durée des études a doublé en 50 ans », n° 488, septembre 1996;

« Apprendre sa vie durant - la formation continue dans les entreprises », n° 512, mars 1997;

« Adéquation entre formation et emploi : ce qu'en pensent les salariés », n° 525, juin 1997;

« En 1996, plus d'un jeune homme adulte sur dix a des problèmes en lecture », n° 541, septembre 1997;

« Les langues étrangères en France - Apprendre, c'est bien, pratiquer c'est mieux », n° 568, février 1998;

« Investir dans la formation continue », n° 697, février 2000;

« Insertion des jeunes : sensible amélioration surtout chez les diplômés », n° 741, octobre 2000.

Économie et Statistique :

« L'école, les élèves et les parents », n° 293, mars 1996;

« La formation continue dans les entreprises et son retour sur investissement », n° 303, mars 1997;

« Les stages et l'insertion professionnelle des jeunes : une évolution statistique », « Les parcours professionnels des lycéens et apprentis débutants », n° 304-305, avril 1997;

« Les entreprises, les salariés et la formation continue », n° 306, juin 1997;

« L'insertion professionnelle des apprentis et des lycéens professionnels : des emplois proches des formations suivies », « Les jeunes en apprentissage ou en lycée professionnel », n° 323, mars 1999.

« La réduction des inégalités sociales devant l'école depuis le début du siècle », n° 334, octobre 2000.

Données sociales 1999, INSEE :

« Un siècle d'éducation nationale », Jean-Claude Emin, Paul Esquieu;

« Les dépenses d'éducation de 1974 à 1996 », Paul Esquieu, Michèle Jacquot, Xavier Niel;

« Recrutement et départs des enseignants dans les vingt prochaines années », Pascale Derouillon-Roisné;

« Connaissance des élèves en sciences et en mathématiques au collège - comparaisons internationales », Anne Fervent, Fabrice Murat;

« Évolution des connaissances des élèves en fin de collège », Fabrice Murat, Xavier Niel;

« Collèges publics : les disparités s'accentuent-elles ? », Marie-Christine Ernoult, Danièle Trancart, Alexia Stefanou, Xavier Niel;

« L'entrée dans le supérieur », Sylvie Lemaire;

« Sorties du système éducatif et chômage des jeunes », Pascale Poulet.

France, Portrait-social, 2000-2001, INSEE,

« La persistance du lien entre pauvreté et échec scolaire ».

Autres publications :

« La dépense de formation professionnelle en 1997 : une légère hausse », Premières synthèses 99.12, n° 48.1, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES;

« Le compte économique de la formation professionnelle », DARES;

« *Repères et références statistiques, sur les enseignements et la formation* », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement, édition 2000;

« Le compte économique de l'éducation », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement, édition 2000.

• Documentations consultables sur le site Internet du ministère de l'Éducation nationale :
www.education.gouv.fr :

« *L'état de l'école* », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement, édition 2000;

« *Géographie de l'École* », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement, édition 1999;

« Note d'information », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement;

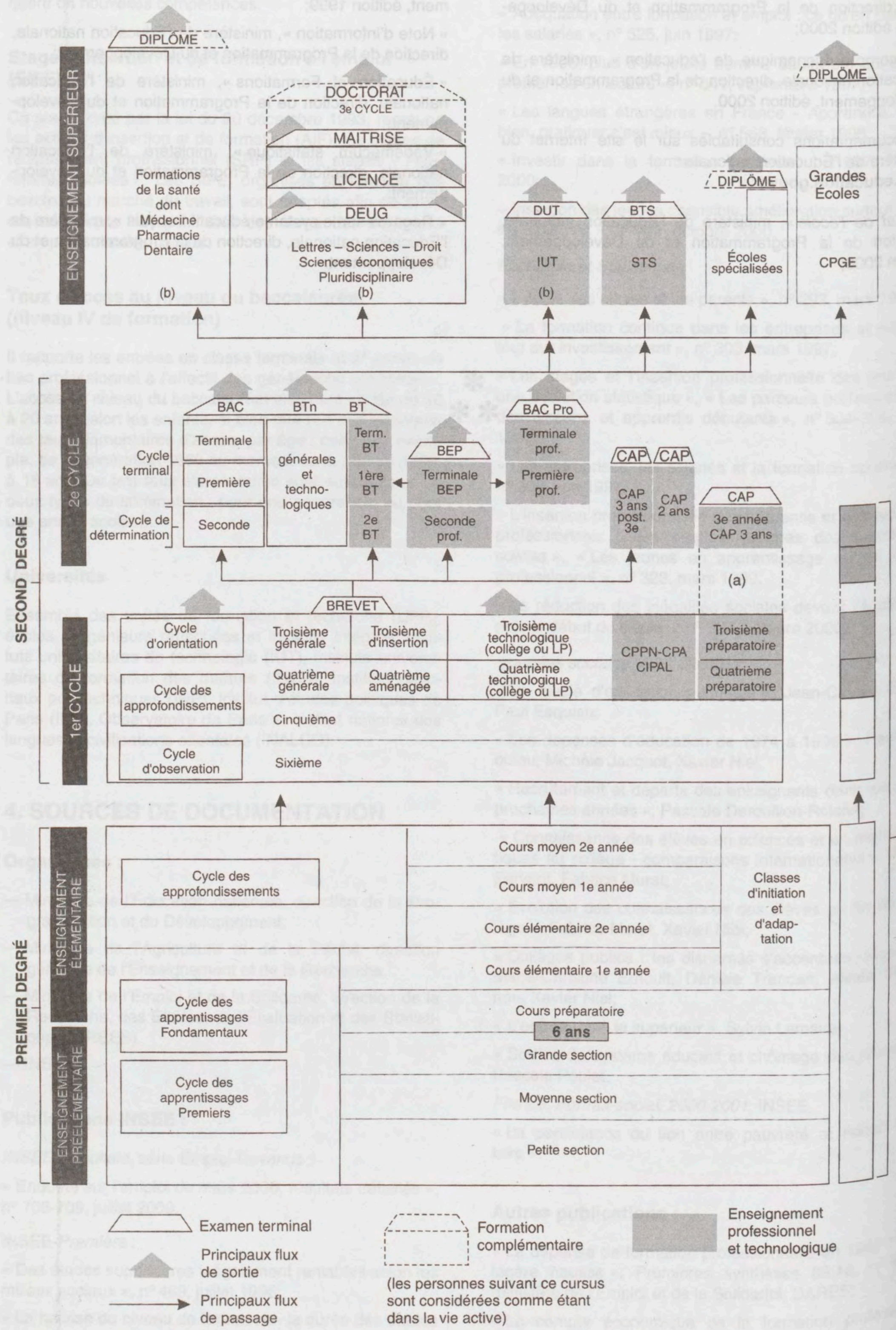
« Éducation et Formations », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement;

« Vademecum statistique », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement;

« Regards sur le système éducatif français », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement.

*
* *

SCHÉMA DU SYSTÈME ÉDUCATIF



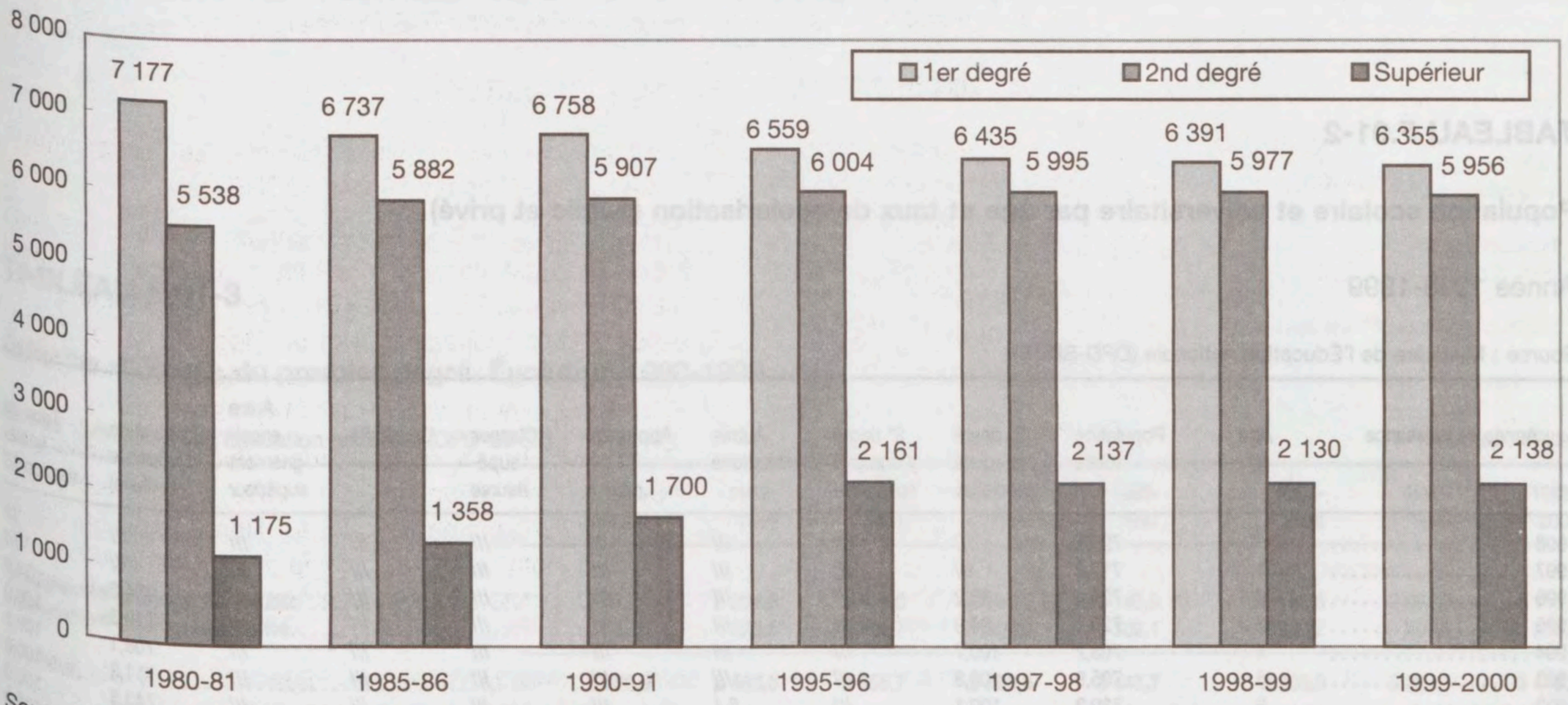
(a) CAP 3 ans Post. 5e, en voie d'extinction.

(b) Formations universitaires

GRAPHIQUE F.01

Évolution des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement

En milliers



Source : *Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)*

TABLEAU F.01-1

Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Unité : Millier

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-*r* 1996	1996-*r* 1997	1997-*r* 1998	1998-*r* 1999	1999-2000
Total 1er degré	7 124,3	6 686,3	6 704,8	6 506,9 (1)	6 455,9 (1)	6 382,5	6 337,4	6 301,3
Total 2e degré (2)	5 252,5	5 607,2	5 637,0	5 688,3	5 667,8	5 652,6	5 624,2	5 595,8
Apprentis (3)	241,6	222,1	221,7	297,4	320,7	341,4	356,2	366,4
Spécial santé	94,7	88,6	86,8	84,9	83,9	83,6	85,7	85,7
Total enseignement supérieur	1 174,9	1 357,9	1 698,7	2 141,0	2 126,2	2 102,5	2 089,5	2 094,8
Autres (4)	1,8	15,2	15,8	4,5	5,1	5,4	5,2	4,7
Total général	**13 889,8**	**13 977,3**	**14 364,8**	**14 723,0**	**14 659,6**	**14 568,0**	**14 498,2**	**14 448,7**
Population 2-22 ans (5)	17 407,0	17 131,5	16 711,6	16 164,5	16 019,5	15 947,5	15 933,3	15 950,3
Total/population 2-22 ans en %	79,8	81,6	86,0	91,1	91,5	91,3	91,0	90,6

(1) Les effectifs d'élèves des écoles publiques n'étant pas connus de façon exhaustive en 1995-1996 et 1996-1997, ils ont été estimés.
(2) Y compris Agriculture.
(3) Y compris CFA sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Pêche depuis 1992-1993.
(4) Préparations diverses et formations complémentaires.
(5) Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris.

TABLEAU F.01-2

Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé)

Année 1998-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Année de naissance	Âge (1)	Population totale	1er degré y compris spécialisé	2e degré y compris spécialisé	Autres formations	Apprentis	Classes supérieures	Université	Autre enseignement supérieur	Population scolarisée (milliers)	Taux de scolarisation (2)
1998	< 1	729,5	///	///	///	///	///	///	///	///	///
1997	1	711,9	///	///	///	///	///	///	///	///	34,7
1996	2	723,4	35,2	///	///	///	///	///	///	254,6	100,0
1995	3	720,1	99,9	///	///	///	///	///	///	719,3	100,0
1994	4	703,2	100,7	///	///	///	///	///	///	708,1	100,0
1993	5	705,9	100,8	///	///	///	///	///	///	711,2	100,0
1992	6	739,3	100,1	///	0,4	///	///	///	///	743,3	100,0
1991	7	755,2	100,1	///	0,4	///	///	///	///	759,0	100,0
1990	8	761,1	99,9	///	0,5	///	///	///	///	764,1	100,0
1989	9	765,3	99,6	0,1	0,7	///	///	///	///	767,5	100,0
1988	10	771,8	96,6	3,0	0,8	///	///	///	///	775,2	100,0
1987	11	772,0	21,6	76,6	0,9	///	///	///	///	764,8	100,0
1986	12	783,0	1,5	96,5	1,0	///	///	///	///	775,2	100,0
1985	13	773,7	0,2	97,5	1,3	///	///	///	///	765,8	100,0
1984	14	763,0	///	96,6	2,2	0,2	///	///	///	755,3	100,0
1983	15	753,4	///	92,5	4,6	0,9	///	///	///	738,1	96,3
1982	16	807,4	///	82,3	5,3	8,6	///	///	///	777,5	91,3
1981	17	815,6	///	75,1	5,1	9,4	0,7	1,0	0,2	747,0	82,6
1980	18	818,5	///	45,0	3,8	7,6	7,5	15,6	1,6	662,9	70,6
1979	19	771,9	///	23,1	2,3	5,7	10,9	23,9	3,1	532,4	57,0
1978	20	750,5	///	8,5	1,1	4,1	9,6	25,6	5,8	412,0	44,3
1977	21	752,3	///	2,6	0,4	3,1	6,2	23,0	8,0	325,1	33,9
1976	22	726,8	///	0,7	0,2	2,2	3,1	18,9	8,6	245,6	24,1
1975	23	749,5	///	0,2	0,1	1,5	1,3	14,3	6,9	181,8	15,2
1974	24	797,6	///	0,1	—	0,9	0,4	10,4	4,5	130,2	10,5
1973	25	848,5	///	0,1	///	0,8	0,2	6,7	2,9	89,4	6,9
1972	26	873,2	///	0,1	///	///	0,1	4,7	1,9	59,3	4,8
1971	27	879,4	///	///	///	///	///	3,5	1,2	41,5	3,5
1970	28	864,5	///	///	///	///	///	2,7	0,8	30,4	2,8
1969	29	858,9	///	///	///	///	///	2,2	0,6	24,3	0,5
1968 et avant (3)	30 et +	35 720,5	///	///	///	///	///	0,4	0,1	174,7	///
Total (milliers)		**58 966,8**	**6 337,3**	**5 476,3**	**244,0**	**347,0**	**307,7**	**1 328,1**	**386,3**	**14 435,8**	24,5
% de la population totale		///	10,7	9,3	0,4	0,6	0,5	2,3	0,7	24,5	

(1) Pour chaque catégorie d'enseignement, les premier et dernier chiffres de la colonne comprennent les élèves d'âge inférieur et les élèves d'âge supérieur.
(2) On a ramené à 100 % les taux qui, pour des raisons techniques, en diffèrent légèrement.
(3) Y compris âge indéterminé.

TABLEAU F.01-3

Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Unité : Millier

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Enseignement préélementaire public	2 070,5	2 234,0	2 241,0	2 192,9 (1)	2 145,6 (1)	2 102,8	2 091,9	2 111,2
Enseignement préélémentaire privé	313,4	329,5	314,7	307,9	302,1	300,2	301,2	305,6
Total	**2 383,9**	**2 563,5**	**2 555,7**	**2 500,8**	**2 447,7**	**2 403,0**	**2 393,1**	**2 416,8**
CP-CM2 public	3 946,2	3 413,1	3 455,7	3 366,7 (1)	3 369,4 (1)	3 344,0	3 314,2	3 267,5
CP-CM2 privé	668,9	614,2	606,5	578,5	577,5	574,8	570,4	560,8
Total	**4 615,1**	**4 027,3**	**4 062,2**	**3 945,2**	**3 946,9**	**3 918,8**	**3 884,6**	**3 828,3**
Initiation, adaptation public	27,7	19,7	19,7	...	...	11,4	10,6	9,4
Initiation, adaptation privé	2,1	2,0	1,6	2,1	2,0	2,2	2,0	2,0
Total	**29,8**	**21,7**	**21,3**	**2,1**	**2,0**	**13,6**	**12,6**	**11,4**
Élémentaire public	3 973,9	3 432,8	3 475,4	...	...	3 355,4	3 324,8	3 276,9
Élémentaire privé	671,0	616,2	608,1	580,7	579,5	577,0	572,4	562,9
Total	**4 644,9**	**4 049,0**	**4 083,5**	**...**	**...**	**3 932,4**	**3 897,2**	**3 839,8**
Enseignement spécial public	90,1	69,3	61,7	...	...	44,5	44,5	42,2
Enseignement spécial privé	5,4	4,5	3,9	2,4	2,6	2,5	2,5	2,6
Total (1)	**95,5**	**73,8**	**65,6**	**...**	**...**	**47,0**	**47,0**	**44,8**
Premier degré sans enseignement spécial :								
Enseignement public	6 044,4	5 666,8	5 716,4	...	...	5 458,2	5 416,7	5 388,1
Enseignement privé	984,4	945,7	922,8	888,6	881,6	877,2	873,6	868,4
Total	**7 028,8**	**6 612,5**	**6 639,2**	**888,6**	**881,6**	**6 335,4**	**6 290,3**	**6 256,5**
Premier degré avec enseignement spécial :								
Enseignement public	6 134,5	5 736,1	5 778,1	5 615,9 (1)	5 571,7 (1)	5 502,7	5 461,2	5 430,3
Enseignement privé	989,8	950,2	926,7	891,0	884,2	879,7	876,1	871,0
Total	**7 124,3**	**6 686,3**	**6 704,8**	**6 506,9** (1)	**6 455,9** (1)	**6 382,4**	**6 337,3**	**6 301,3**

(1) L'effectif d'élèves des écoles publiques n'étant pas connu en 1995-1996 et 1996-1997, ce sont les prévisions réalisées en 1995 qui sont utilisées.

TABLEAU F.01-4

Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
ÉCOLES								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	15 721	17 394	18 436	18 524	18 461	18 460	18 352	18 285
Écoles primaires	44 848	41 655	38 227	35 426	35 019	34 680	34 433	34 025
dont : à classe unique	11 433	9 608	7 657	...	...	6 013	5 873	5 606
Écoles d'enseignement spécial	133	1 048	...	...	...	...	...	...
Total	**60 702**	**60 097**	**56 663**	**53 950**	**53 480**	**53 140**	**52 785**	**52 310**
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	359	382	414	320	307	300	277	273
Écoles primaires	6 600	6 150	5 904	5 574	5 523	5 485	5 429	5 385
dont : à classe unique	343	274	215	182	183	193	178	169
Écoles d'enseignement spécial	19	14	...	...	...	...	...	...
Total...	**6 978**	**6 546**	**6 318**	**5 894**	**5 830**	**5 785**	**5 706**	**5 658**
Total enseignement public + privé	**67 680**	**66 643**	**62 981**	**59 844**	**59 310**	**58 925**	**58 491**	**57 968**
CLASSES								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	58 402	66 091	68 301	...	...	68 498	68 287	68 342
Écoles primaires	185 977	175 467	171 868	...	...	166 401	166 366	165 154
dont : classes uniques	11 433	9 608	7 657	...	...	6 013	5 873	5 606
Écoles d'enseignement spécial	749	558	...	...	...	...	...	...
Total	**245 128**	**242 116**	**240 169**	**...**	**...**	**234 899**	**234 653**	**233 496**
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	1 067	1 237	1 363	1 115	1 074	1 038	961	939
Écoles primaires	36 513	36 214	36 337	35 813	35 646	35 532	35 543	35 442
dont : classes uniques	343	274	215	182	183	193	178	169
Écoles d'enseignement spécial	59	46	...	...	...	...	...	...
Total	**37 639**	**37 497**	**37 700**	**36 928**	**36 720**	**36 570**	**36 504**	**36 381**
Total enseignement public + privé	**282 767**	**279 613**	**277 869**	**...**	**...**	**271 469**	**271 157**	**269 877**
NOMBRE MOYEN D'ÉLÈVES PAR CLASSE								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	30,0	28,6	27,9	...	...	25,7	25,5	25,5
Écoles primaires	23,5	21,9	22,5	...	...	22,5	22,4	22,3
Écoles d'enseignement spécial	14,6	12,9	...	...	...	...	...	...
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	29,9	28,8	27,2	26,3	25,8	25,7	25,6	25,9
Écoles primaires	26,2	25,2	24,5	24,1	24,0	24,0	24,0	23,9
Écoles d'enseignement spécial	12,4	9,2	...	...	...	...	...	...

TABLEAU F.01-5

Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Enseignement préélémentaire :									
En école maternelle	892 813	850 886	**1 743 699**	12 354	11 895	**24 249**	905 167	862 781	**1 767 948**
En école primaire	188 957	178 513	**367 470**	143 569	137 737	**281 306**	332 526	316 250	**648 776**
Total	**1 081 770**	**1 029 399**	**2 111 169**	**155 923**	**149 632**	**305 555**	**1 237 693**	**1 179 031**	**2 416 724**
Enseignement élémentaire :									
CP	332 436	312 587	**645 023**	53 217	49 933	**103 150**	385 653	362 520	**748 173**
CE1	348 355	328 234	**676 589**	57 052	53 001	**110 053**	405 407	381 235	**786 642**
CE2	333 281	318 820	**652 101**	58 032	54 171	**112 203**	391 313	372 991	**764 304**
CM1	328 966	316 078	**645 044**	59 953	55 667	**115 620**	388 919	371 745	**760 664**
CM2	330 335	318 408	**648 743**	61 970	57 821	**119 791**	392 305	376 229	**768 534**
Total	**1 673 373**	**1 594 127**	**3 267 500**	**290 224**	**270 593**	**560 817**	**1 963 597**	**1 864 720**	**3 828 317**
Classe d'initiation	1 070	953	**2 023**	56	69	**125**	1 126	1 022	**2 148**
Classe d'adaptation	4 413	2 970	**7 383**	1 207	715	**1 922**	5 620	3 685	**9 305**
Total enseignement élémentaire	**1 678 856**	**1 598 050**	**3 276 906**	**291 487**	**271 377**	**562 864**	**1 970 343**	**1 869 427**	**3 839 770**
Enseignement spécial premier degré	25 560	16 645	**42 205**	1 575	1 010	**2 585**	27 135	17 655	**44 790**
Enseignement premier degré :									
Avec l'enseignement spécial	**2 760 626**	**2 627 449**	**5 388 075**	**447 410**	**421 009**	**868 419**	**3 208 036**	**3 048 458**	**6 256 494**
Sans l'enseignement spécial	**2 786 186**	**2 644 094**	**5 430 280**	**448 985**	**422 019**	**871 004**	**3 235 171**	**3 066 113**	**6 301 284**

TABLEAU F.01-6

Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1960-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Unité : Millier

	1960-1961	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Premier cycle du second degré :									
Enseignement public	1 860,5	2 532,5	2 665,9	2 485,2	2 593,3	2 561,0	2 527,3	2 511,7	2 505,8
Enseignement privé	492,6	605,4	681,0	649,4	668,3	662,0	659,0	657,0	658,3
Total	**2 353,1**	**3 137,9**	**3 946,9**	**3 134,6**	**3 261,6**	**3 223,5**	**3 186,3**	**3 168,7**	**3 164,1**
6e à 3e	1 453,2	2 950,4	3 204,8	3 078,4	3 253,8	3 216,1	3 179,2	3 162,9	3 159,5
dont : 4e et 3e technologiques	///	///	///	159,7	153,4	151,8	133,5	88,4	53,9
CPPN, CPA, autres niveaux	899,8	187,4	142,1	56,2	7,8	7,4	7,1	5,8	4,6
Second cycle professionnel :									
Enseignement public	256,2	601,2	619,5	534,2	540,1	547,4	553,6	553,1	544,2
Enseignement privé	127,0	172,0	186,3	162,6	148,5	152,8	154,8	155,1	152,7
Total	**383,2**	**773,2**	**805,8**	**696,8**	**688,6**	**700,2**	**708,4**	**708,2**	**696,9**
dont : 1e et 2e années bac professionnel	///	///	1,3	93,7	156,4	160,2	163,9	167,4	170,1
Second cycle général et technologique :									
Enseignement public	326,3	850,0	925,9	1 243,5	1 165,9	1 167,1	1 175,6	1 170,8	1 162,9
Enseignement privé	95,6	252,6	281,7	327,4	316,2	317,0	314,4	306,5	301,6
Total	**421,9**	**1 102,6**	**1 207,6**	**1 570,9**	**1 482,1**	**1 484,1**	**1 490,0**	**1 477,3**	**1 464,5**
Enseignement spécial du second degré :									
Enseignement public	...	122,1	127,1	118,6	116,0	114,3	115,3	115,1	114,7
Enseignement privé	...	0,9	1,7	2,5	3,2	3,3	3,4	3,6	3,6
Total	**...**	**123,0**	**128,8**	**121,1**	**119,2**	**117,6**	**118,7**	**118,7**	**118,3**
Enseignement public	2 443,0	3 983,7	4 211,3	4 262,9	4 299,3	4 276,0	4 256,5	4 235,6	4 212,9
Enseignement privé	715,2	1 030,0	1 149,0	1 139,4	1 133,0	1 131,8	1 128,2	1 118,6	1 112,6
Total (sans enseignement spécial)	**3 158,2**	**5 013,7**	**5 360,3**	**5 402,3**	**5 432,3**	**5 407,8**	**5 384,7**	**5 354,2**	**5 325,5**
Enseignement public	2 443,0	4 105,8	4 338,4	4 381,5	4 415,3	4 390,3	4 371,8	4 350,7	4 327,6
Enseignement privé	715,2	1 030,9	1 150,7	1 141,9	1 136,2	1 135,1	1 131,6	1 122,2	1 116,2
Total (avec enseignement spécial)	**3 158,2**	**5 136,7**	**5 489,1**	**5 523,4**	**5 551,5**	**5 525,4**	**5 503,4**	**5 472,9**	**5 443,8**

TABLEAU F.01-7

Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1970-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1970-1971	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
ÉTABLISSEMENTS									
Enseignement public :									
Collèges	4 017	4 751	4 795	4 868	4 924	4 932	4 942	4 947	4 953
Lycées professionnels	1 136	1 311	1 351	1 318	1 141	1 126	1 111	1 097	1 087
Lycées d'enseignement général et technologique	1 159	1 119	1 139	1 269	1 429	1 429	1 439	1 448	1 456
Total	**6 312**	**7 181**	**7 285**	**7 455**	**7 494**	**7 487**	**7 492**	**7 492**	**7 496**
Enseignement privé :									
Collèges	1 274	1 743	1 854	1 803	1 782	1 783	1 789	1 794	1 786
Lycées professionnels	1 626	958	865	798	673	662	655	645	635
Lycées d'enseignement général et technologique	1 663	1 181	1 191	1 269	1 205	1 171	1 146	1 121	1 097
Total	**4 563**	**3 882**	**3 910**	**3 870**	**3 660**	**3 616**	**3 590**	**3 560**	**3 518**
Total public + privé	**10 875**	**11 063**	**11 195**	**11 325**	**11 154**	**11 103**	**11 082**	**11 052**	**11 014**
CLASSES ET DIVISIONS									
Enseignement public :									
1er cycle (1)	85 534	108 080	109 121	102 100	105 692	104 851	103 888	103 322	103 400
2e cycle professionnel	20 003	29 792	25 767	23 157	24 822	25 182	25 370	25 652	25 980
2e cycle général et technologique	22 839	24 702	30 962	40 139	39 558	39 792	40 084	39 961	40 336
Total	**128 376**	**162 574**	**165 850**	**165 396**	**170 072**	**169 825**	**169 342**	**168 935**	**169 716**
Enseignement privé :									
1er cycle (1)	20 399	25 250	26 782	26 691	27 045	26 892	26 763	26 689	26 612
2e cycle professionnel	8 199	10 892	8 192	7 574	7 010	7 120	7 258	7 477	7 744
2e cycle général et technologique	7 801	8 202	11 424	12 764	12 382	12 364	12 301	12 227	12 185
Total	**36 399**	**44 344**	**46 398**	**47 029**	**46 437**	**46 376**	**46 322**	**46 393**	**46 541**
Total public + privé	**164 775**	**206 918**	**212 248**	**212 425**	**216 509**	**216 201**	**215 664**	**215 328**	**216 257**
NOMBRE MOYEN D'ÉLÈVES PAR CLASSE									
Enseignement public :									
1er cycle (1)	26,4	23,4	24,3	24,3	24,5	24,4	24,3	24,3	24,2
2e cycle professionnel	24,0	24,4	24,5	23,1	21,8	21,7	21,8	21,6	20,9
2e cycle général et technologique	28,1	28,5	29,9	31,0	29,5	29,3	29,3	29,3	28,8
Enseignement privé :									
1er cycle (1)	25,1	24,0	25,5	24,3	24,7	24,6	24,6	24,6	24,7
2e cycle professionnel	20,7	20,8	22,8	21,4	21,2	21,3	21,3	20,7	19,7
2e cycle général et technologique	25,0	23,2	24,7	25,6	25,5	25,6	25,6	25,1	24,7

(1) Y compris classe pré-professionnelle de niveau (CPPN) (jusqu'à 1996-1997), classe préparatoire à l'apprentissage (CPA) et les unités pédagogiques d'intégration depuis 1997-1998 et non compris l'enseignement spécial.

TABLEAU F.01-8

Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Sixième à troisième :									
Sixième	336 574	318 365	**654 939**	90 127	78 369	**168 496**	426 701	396 734	**823 435**
Cinquième	313 020	307 807	**620 827**	84 047	75 819	**159 866**	397 067	383 626	**780 693**
Quatrième :									
Aménagée	9 080	7 179	**16 259**	2 391	1 439	**3 830**	11 471	8 618	**20 089**
Générale	300 939	306 089	**607 028**	80 848	76 110	**156 958**	381 787	382 199	**763 986**
Technologique	8 535	3 005	**11 540**	5 405	2 529	**7 934**	13 940	5 534	**19 474**
Troisième :									
D'insertion	10 574	7 136	**17 710**	1 518	837	**2 355**	12 092	7 973	**20 065**
Générale	262 723	289 122	**551 845**	72 481	73 021	**145 502**	335 204	362 143	**697 347**
Technologique	15 947	5 834	**21 781**	8 064	4 618	**12 682**	24 011	10 452	**34 463**
Total	**1 257 392**	**1 244 537**	**2 501 929**	**344 881**	**312 742**	**657 623**	**1 602 273**	**1 557 279**	**3 159 552**
Autres niveaux 1er cycle :									
Unités pédagogiques d'intégration (UPI)	419	297	**716**	86	58	**144**	505	355	**860**
Classe préparatoire à l'apprentissage (CPA)	1 878	770	**2 648**	179	54	**233**	2 057	824	**2 881**
Classe d'initiation préprofessionnelle par alternance (CLIPAL)	384	148	**532**	261	62	**323**	645	210	**855**
Total	**2 681**	**1 215**	**3 896**	**526**	**174**	**700**	**3 207**	**1 389**	**4 596**
Enseignement spécial :									
SEGPA Enseignement général (1)	44 290	27 483	**71 773**	1 678	1 022	**2 700**	45 968	28 505	**74 473**
SEGPA Formation professionnelle (2)	18 266	13 088	**31 354**	536	358	**894**	18 802	13 446	**32 248**
Total	**62 556**	**40 571**	**103 127**	**2 214**	**1 380**	**3 594**	**64 770**	**41 951**	**106 721**
École régionale d'enseignement adapté (EREA)	8 331	3 195	**11 526**	///	///	///	8 331	3 195	**11 526**
Total enseignement spécial	**70 887**	**43 766**	**114 653**	**2 214**	**1 380**	**3 594**	**73 101**	**45 146**	**118 247**
Total premier cycle avec l'enseignement spécial	**1 330 960**	**1 289 518**	**2 620 478**	**347 621**	**314 296**	**661 917**	**1 678 581**	**1 603 814**	**3 282 395**
Total premier cycle sans l'enseignement spécial	**1 260 073**	**1 245 752**	**2 505 825**	**345 407**	**312 916**	**658 323**	**1 605 480**	**1 558 668**	**3 164 148**

(1) SEGPA : L'enseignement général est dispensé au cours de trois premières années, (6ème, 5ème et 4ème).
(2) SEGPA : L'enseignement de formation professionnelle est dispensé au cours de trois années supplémentaires (3ème, 1ère année de CAP, et 2ème année de CAP).

TABLEAU F.01-9

Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Certificat d'aptitude professionnelle en trois ans :									
4e préparatoire	1 174	788	**1 962**	699	508	**1 207**	1 873	1 296	**3 169**
3e préparatoire	1 759	1 011	**2 770**	645	480	**1 125**	2 404	1 491	**3 895**
Troisième année	2 357	1 118	**3 475**	528	521	**1 049**	2 885	1 639	**4 524**
Total	**5 290**	**2 917**	**8 207**	**1 872**	**1 509**	**3 381**	**7 162**	**4 426**	**11 588**
CAP en deux ans :									
Première année	11 831	9 817	**21 648**	2 114	5 336	**7 450**	13 945	15 153	**29 098**
Deuxième année	9 289	8 506	**17 795**	1 832	4 618	**6 450**	11 121	13 124	**24 245**
Total	**21 120**	**18 323**	**39 443**	**3 946**	**9 954**	**13 900**	**25 066**	**28 277**	**53 343**
CAP en un an	1 219	553	**1 772**	438	2 391	**2 829**	1 657	2 944	**4 601**
Brevet d'enseignement professionnel :									
Première année (1)	102 213	78 618	**180 831**	22 984	24 007	**46 991**	125 197	102 625	**227 822**
Deuxième année (1)	98 142	77 237	**175 379**	21 775	23 482	**45 257**	119 917	100 719	**220 636**
Total	**200 355**	**155 855**	**356 210**	**44 759**	**47 489**	**92 248**	**245 114**	**203 344**	**448 458**
Brevet d'enseignement professionnel en un an	930	786	**1 716**	116	102	**218**	1 046	888	**1 934**
Mentions complémentaires (2)	3 512	1 969	**5 481**	550	879	**1 429**	4 062	2 848	**6 910**
Baccalauréat professionnel :									
Première année (3)	38 093	31 273	**69 366**	10 149	10 356	**20 505**	48 242	41 629	**89 871**
Deuxième année (3)	34 270	27 741	**62 011**	8 813	9 376	**18 189**	43 083	37 117	**80 200**
Total	**72 363**	**59 014**	**131 377**	**18 962**	**19 732**	**38 694**	**91 325**	**78 746**	**170 071**
Total second cycle professionnel	**304 789**	**239 417**	**544 206**	**70 643**	**82 056**	**152 699**	**375 432**	**321 473**	**696 905**
Formations complémentaires post CAP - BEP	260	268	**528**	48	138	**186**	308	406	**714**
Formations complémentaires post BT et BAC	9	26	**35**	41	146	**187**	50	172	**222**

(1) Première année : seconde professionnelle ; deuxième année : terminale BEP.
(2) Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.
(3) Première année : première professionnelle ; deuxième année : terminale professionnelle.

TABLEAU F.01-10

Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	Public			Privé			Public + Privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Seconde :									
Générale et technologique de détermination	175 304	219 309	**394 613**	44 818	53 131	**97 949**	220 122	272 440	**492 562**
Autres secondes (Spéciale, B.T, Technologique.)	1 351	1 277	**2 628**	323	328	**651**	1 674	1 605	**3 279**
Total	**176 655**	**220 586**	**397 241**	**45 141**	**53 459**	**98 600**	**221 796**	**274 045**	**495 841**
Première :									
L (Littéraire)	7 744	38 519	**46 263**	2 360	9 094	**11 454**	10 104	47 613	**57 717**
ES (Économique et sociale)	22 226	41 617	**63 843**	8 274	11 589	**19 863**	30 500	53 206	**83 706**
S (Scientifique)	66 095	52 714	**118 809**	19 008	13 359	**32 367**	85 103	66 073	**151 176**
STL (Sciences et technologies de laboratoire)	2 572	3 144	**5 716**	772	857	**1 629**	3 344	4 001	**7 345**
STT (Sciences et technologies tertiaires)	23 290	41 679	**64 969**	6 139	7 546	**13 685**	29 429	49 225	**78 654**
STI (Sciences et technologies industrielles)	29 464	2 284	**31 748**	4 753	558	**5 311**	34 217	2 842	**37 059**
SMS (Sciences médico-sociales)	342	8 239	**8 581**	331	5 842	**6 173**	673	14 081	**14 754**
Brevet de technicien	1 142	616	**1 758**	107	175	**282**	1 249	791	**2 040**
D'adaptation	11 635	13 187	**24 822**	2 613	4 897	**7 510**	14 248	18 084	**32 332**
Autres séries technologiques (1)	1 004	883	**1 887**	259	237	**496**	1 263	1 120	**2 383**
Total	**165 514**	**202 882**	**368 396**	**44 616**	**54 154**	**98 770**	**210 130**	**257 036**	**467 166**
Terminale :									
L (Littéraire)	9 702	46 009	**55 711**	2 897	10 724	**13 621**	12 599	56 733	**69 332**
ES (Économique et sociale)	25 246	44 762	**70 008**	9 034	12 684	**21 718**	34 280	57 446	**91 726**
S (Scientifique)	71 563	54 780	**126 343**	20 050	13 935	**33 985**	91 613	68 715	**160 328**
STL (Sciences et technologies de laboratoire)	2 744	3 250	**5 994**	781	874	**1 655**	3 525	4 124	**7 649**
STT (Sciences et technologies, tertiaires)	27 520	52 482	**80 002**	7 454	9 921	**17 375**	34 974	62 403	**97 377**
STI (Sciences et technologies industrielles)	38 122	2 899	**41 021**	5 789	522	**6 311**	43 911	3 421	**47 332**
SMS (Sciences médico-sociales)	496	12 650	**13 146**	493	8 137	**8 630**	989	20 787	**21 776**
Brevet de technicien	1 538	837	**2 375**	109	149	**258**	1 647	986	**2 633**
Autres séries technologiques (1)	1 488	1 176	**2 664**	370	251	**621**	1 858	1 427	**3 285**
Total	**178 419**	**218 845**	**397 264**	**46 977**	**57 197**	**104 174**	**225 396**	**276 042**	**501 438**
Total cycle général et technologique	**520 588**	**642 313**	**1 162 901**	**136 734**	**164 810**	**301 544**	**657 322**	**807 123**	**1 464 445**

(1) Séries TDM (Musique et Danse), AA (Arts Appliqués), Hôtellerie et STAE (Sciences et Technologie de l'Agriculture et de l'Environnement).

TABLEAU F.01-11

Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1992-1999 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Année de naissance	Année scolaire 1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	Total entrants
1973 (867 000) :									
Entrants	96 900	46 300	21 200	–	–	–	–	–	500 400 (2)
%	11,2	5,3	2,5						57,9
1974 (814 000) :									
Entrants	138 500	90 900	46 000	19 400	–	–	–	–	486 900 (2)
%	17,0	11,2	5,7	2,4					59,9
1975 (765 000) :									
Entrants	177 400	130 600	89 800	38 400	17 000	–	–	–	467 800 (2)
%	23,2	17,1	11,7	5,0	2,2				61,2
1976 (739 000) :									
Entrants	14 400	182 700	135 000	76 600	35 400	15 500	–	–	459 600
%	2,0	24,7	18,3	10,4	4,8	2,1			62,2
1977 (760 000) :									
Entrants	–	14 600	204 000	130 300	78 700 *r*	36 500	13 811	–	477 911
%		1,9	26,8	17,1	10,4	4,8	1,8		62,9
1978 (755 000) :									
Entrants	–	–	15 800	201 900	132 400 *r*	78 300	32 821	16 600	477 821
%			2,1	26,8	17,5	10,4	4,4	2,2	62,8
1979 (772 000) :									
Entrants	–	–	–	15 200	206 400	138 000	79 438	38 600	484 600 (3)
%				2,0	26,8	17,8	10,3	5,0	62,8
1980 (818 000) :									
Entrants	–	–	–	–	15 500	210 500	144 045	85 600	///
%	–				1,9	25,7	17,6	10,5	///
1981 (814 000) :									
Entrants	–	–	–	–	–	15 100	217 474	141 000	///
%						1,9	26,7	17,3	///
1982 (807 000) :									
Entrants	–	–	–	–	–	–	15 773	219 000	///
%							2,0	27,1	///
1983 (787 000) :									
Entrants	–	–	–	–	–	–	–	17 800	///
%								2,3	///
Total entrants	**490 200 (4)**	**485 600 (4)**	**511 800**	**481 800**	**485 400**	**493 900**	**503 362**	**500 800**	///
Taux d'accès	**60,5**	**62,6**	**67,1**	**63,7**	**63,6**	**62,8**	**62,7**	**62,1**	///

(1) Note de lecture : sur les 739 000 enfants de la génération 1976, 14 400 (soit 2 %) sont entrés en 1992-1993 dans une classe préparant au baccalauréat. Au total, de 1992 à 1997, c'est-à-dire de 16 à 21 ans, ce sont 459 600 jeunes de cette génération, soit 62,2 %, qui auront accédé au niveau du baccalauréat. Quant aux flux d'entrées enregistrées en 1999-2000 (500 800), ils concernent les générations 1978 à 1983, dans des proportions variables, dont la somme s'établit à 62,1 % (dernière colonne annuelle du tableau).
(2) Total, compte tenu des "entrants" avant 1992-1993.
(3) Total estimé, compte tenu des élèves qui devraient accéder au niveau du baccalauréat lors des prochaines années.
(4) Total, compte tenu des élèves nés avant 1973.

TABLEAU F.01-12

Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1980-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Unité : Diplôme

Diplômes	1980	1990	1995 (1)	1996	1997	1998	1999	*dont série (1)*
Diplômes du 2e cycle court (2) :								
Certificats d'aptitude professionnelle	235 046	274 243	252 418	197 137	202 353	208 073	211 825	
Brevets d'études professionnelles	78 905	156 543	182 641	192 043	198 468	201 269	203 156	
Diplômes du 2e cycle long :								
Brevets de technicien	4 521	8 348	2 863	2 486	2 355	2 760	2 255	
Baccalauréat général	158 938	247 213	281 004	258 943	262 301	268 119	259 009	L
Série A	40 391	63 727	69 490	65 178	67 948	66 947	60 262	ES
Série B	31 521	60 092	74 961	68 109	72 205	72 744	73 614	
Série C	32 658	56 812						S
Série D et D1M	48 545	58 672	136 553	125 656	122 148	128 428	125 133	
Série E	5 823	7 910						
Baccalauréat expérimental (3)	831	///	///	///	///	///	///	
Baccalauréat de technicien	62 217	112 621	134 498	132 300	132 415	140 679	144 947	STI
			34 429	36 933	33 256	33 739	35 329	STL
			4 802	5 441	5 578	6 139	6 171	SMS
Secteur industriel (F) et autres (4)	26 612	41 948	12 969	15 304	15 532	17 591	18 504	
			1 395	1 432	1 459	1 603	354	F11, F11', F12
			32	33	133	78	–	F10B
								STT
Secteur économique (G)	35 605	70 249	76 373	67 971	69 938	74 290	76 771	
Secteur informatique (H)	443	424						
Série hôtellière	///	///	2 269	2 040	2 551	2 513	2 728	Hôtellerie
	///	///	2 229	3 146	3 968	4 726	5 090	STAE, STPA
Baccalauréat professionnel	///	24 116	65 152	72 156	74 405	79 256	85 402	

(1) La classification des bacccalauréats a été modifiée en 1995. Les chiffres de ce tableau tiennent compte de la nouvelle classification à partir de l'année 1995. L : lettres; ES : économiques et sociales; S : scientifiques; STI : sciences et technologies industrielles; STL : sciences et technologies de laboratoire; STT : sciences et technologies tertiaires; SMS : sciences médico-sociales; STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement; STPA : sciences et technologies du produit agro-alimentaire. Les correspondances sont les suivantes : L = A ; ES = B ; S = C, D, D' et E ; STI = F1 à F4, F9, F10A ; STL = F5 à F7 ; STT = G et H ; SMS = F8.

(2) À ce niveau, l'addition pure et simple des CAP et BEP produit des doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés.

(3) Baccalauréat supprimé en 1985.

(4) Les séries paramédicales (F8) et artistiques (F11, F11', F12) sont aussi comptabilisées dans cette rubrique.

TABLEAU F.01-13

Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Evolution 1990-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Séries (1) (2) (3)	P : présentés A : admis	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Baccalauréat général :									
L (ou A avant 1995)	P	84 991	92 356	96 982	96 957	90 057	87 956	82 072	75 854
	A	63 727	72 272	69 578	69 490	65 178	67 948	66 947	60 262
	%	75,0	73,5	71,7	71,7	72,4	77,3	81,6	79,4
ES (ou B avant 1995)	P	87 132	98 254	93 529	102 189	95 180	93 976	93 341	92 077
	A	60 092	67 108	63 021	74 961	68 109	72 205	72 744	73 614
	%	69,0	68,3	67,4	73,4	71,6	76,8	77,9	79,9
S (ou C+D+E avant 1995)	P	155 361	177 360	175 439	173 473	160 889	159 126	162 182	161 791
	A	123 394	138 083	104 497	136 553	125 656	122 148	128 428	125 133
	%	79,7	77,9	80,1	78,7	78,1	76,8	79,2	77,3
Total	P	327 484	373 970	365 950	372 619	346 126	341 058	337 595	329 722
	A	**247 213**	**277 463**	**273 096**	**281 004**	**258 943**	**262 301**	**268 119**	**259 009**
	%	75,5	74,2	74,6	75,4	74,8	76,9	79,4	78,6
Baccalauréat technologique :									
STI (ou F1 à F4+F9+F10A avant 1995)	P	38 633	47 631	48 638	51 128	50 562	46 063	45 998	47 946
	A	26 892	32 099	33 755	34 429	36 933	33 256	33 739	35 329
	%	69,6	67,4	69,4	67,3	73,0	72,2	73,3	73,7
STL (ou F5+F6+F7 avant 1995)	P	5 284	3 926	5 481	6 406	6 921	7 245	7 543	7 685
	A	3 885	2 658	4 124	4 802	5 441	5 578	6 139	6 171
	%	73,5	67,7	75,2	75,0	78,6	77,0	81,4	80,3
F10B	P	84	79	85	43	53	186	96	///
	A	66	69	59	32	33	133	78	///
	%	78,6	87,3	69,4	74,4	62,3	71,5	81,3	///
STT (ou G+H avant 1995)	P	104 398	106 467	102 328	94 447	84 638	86 089	89 681	94 948
	A	70 673	71 081	73 570	76 373	67 971	69 938	74 290	76 771
	%	67,7	66,8	71,9	80,9	80,3	81,2	82,8	80,9
SMS (ou F8 avant 1995)	P	14 041	15 677	16 739	17 499	19 117	19 924	21 560	22 340
	A	10 140	10 165	12 142	12 969	15 304	15 532	17 591	18 504
	%	72,2	64,8	72,5	74,1	80,1	78,0	81,6	82,8
F11, F'11, F12	P	1 125	1 475	1 597	1 742	1 737	1 709	1 803	389
	A	965	1 175	1 191	1 395	1 432	1 459	1 603	354
	%	85,8	79,7	74,6	80,1	82,4	85,4	88,9	91,0
STAE, ST	P	///	///	///	3 226	4 557	5 436	6 697	7 441
	A	///	///	///	2 229	3 146	3 968	4 726	5 090
	%	///	///	///	69,1	69,0	73,0	70,6	68,4
Hôtellerie	P	///	///	2 349	2 777	2 450	3 044	2 941	3 074
	A	///	///	1 903	2 269	2 040	2 551	2 513	2 728
	%	///	///	81	81,7	83,3	83,8	85,4	88,7
Total	P	163 565	175 255	177 217	177 268	170 035	169 696	176 319	183 823
	A	**112 621**	**117 247**	**126 744**	**134 498**	**132 300**	**132 415**	**140 679**	**144 947**
	%	68,9	66,9	71,5	75,9	77,8	78,0	79,8	78,9
Baccalauréat professionnel :									
	P	32 296	70 988	80 024	89 120	92 270	93 561	102 908	109 452
	A	24 116	51 196	59 514	65 152	72 156	74 405	79 257	85 402
	%	74,7	72,1	74,4	73,1	78,2	79,5	77,0	78,0

(1) La classification des baccalauréats a été modifiée en 1995. Les chiffres de ce tableau tiennent compte de la nouvelle classification.
(2) L : lettres; ES : économiques et sociales; S : scientifiques; STI : sciences et technologies industrielles; STL : sciences et technologies de laboratoire; STT : sciences et technologies tertiaires; SMS : sciences médico-sociales; STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement; STPA : sciences et technologies du produit agro-alimentaire.
(3) A : lettres; B : économique et social; C : mathématiques et sciences physiques; D : mathématiques et sciences de la nature; D1M : sciences agronomiques et techniques; E : sciences artistiques et arts appliqués; H : informatique.

TABLEAU F.01-14

Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1985-1998 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Préparation	1985-1986	1990-1991	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-*r* 1998	1998-1999	*dont* Filles
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) (2)	///	194 331	168 923	176 072	177 153	176 925	175 078	45 574
Brevet d'étude professionnelle (BEP)	///	6 712	26 822	32 269	38 109	41 994	45 601	11 581
Mention complémentaire	///	///	6 042	6 311	7 131	7 197	7 209	2 712
Total niveau V	**208 739**	**201 043**	**201 787**	**214 652**	**222 393**	**226 116**	**227 888**	**59 967**
Brevet professionnel (BP) (2)	///	8 802	18 316	22 066	25 275	28 860	30 589	13 399
Baccalauréat professionnel (Bac pro)	///	4 223	12 241	15 242	17 875	21 247	24 711	6 577
Total niveau IV	**///**	**13 025**	**30 557**	**37 308**	**43 150**	**50 107**	**55 300**	**19 976**
Brevet de technicien supérieur (BTS)	///	///	7 274	10 566	14 312	17 225	19 474	8 844
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	///	///	1 544	2 067	1 917	2 889	3 357	1 393
Autres de niveau III (2)	///	///	360	621	1 140	1 933	2 551	898
Total niveau III	**///**	**1 299**	**9 178**	**13 254**	**17 369**	**22 047**	**25 382**	**11 135**
Diplômes d'ingénieurs	///	///	1 196	1 734	1 998	2 707	3 483	357
Autres de niveaux I et II	///	///	2 090	3 043	4 313	6 173	8 011	3 659
Total niveaux I et II	**///**	**///**	**3 286**	**4 777**	**6 311**	**8 880**	**11 494**	**4 016**
Total apprentis	**208 739**	**215 367**	**244 808**	**269 991**	**289 223**	**307 150**	**320 064**	**94 994**
Classe préparatoire à l'apprentissage et classe d'initiation professionnelle en alternance	13 390	6 367	9 312	10 156	10 111	9 231	8 378	1 409
Total	**222 129**	**221 734**	**254 120**	**280 147**	**299 334**	**316 381**	**328 442**	**96 403**

(1) Centre de formations d'apprentis agricoles non compris.
(2) Y compris titres homologués.

TABLEAU F.01-15

Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole

France entière

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Unités : Établissement
Élève

Nature des établissements	Nombre d'établissements					Effectifs					
	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	*dont :* filles
ENSEIGNEMENT PUBLIC :											
Lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA)	118	125	125	128	128	47 667	51 773	53 069	54 692	54 548	17 470
Lycées professionnels agricoles (LPA)	103	90	89	87	87	18 523	16 680	17 269	17 069	17 201	7 129
Centres de formation professionnelle agricole pour jeunes (CFPAJ)	2	2	1	–	–	128	147	48	–	–	–
Établissements d'enseignement supérieur ayant des BTSA (1)	1	1	1	1	1	59	51	58	60	60	36
Total	**224**	**218**	**216**	**216**	**216**	**66 377**	**68 651**	**70 444**	**71 821**	**71 809**	**24 635**
ENSEIGNEMENT PRIVÉ :											
Technique	644	638	638	642	645	93 577	100 132	103 918	105 473	106 759	53 620
Établissements fonctionnant selon l'un des deux rythmes suivants :											
Temps plein (2)	239	234	234	235	236	51 052	54 109	55 873	56 994	57 332	29 588
Rythme approprié (3)	405	404	404	407	409	42 525	46 023	48 045	48 479	49 428	24 097
Total	**644**	**638**	**638**	**642**	**645**	**93 577**	**100 132**	**103 918**	**105 473**	**106 759**	**53 620**
Total public et privé	**868**	**856**	**854**	**858**	**861**	**159 954**	**168 783**	**174 362**	**177 294**	**178 569**	**78 255**

(1) Il existe des classes préparant au BTSA dans quelques établissements d'enseignement supérieur en plus des formations d'ingénieurs non comptabilisées dans ce tableau.
(2) Établissements privés assurant une formation à temps plein, définis par l'article L 813-8 du code rural.
(3) Établissements privés qui offrent des formations à temps plein en conjuguant, selon un rythme approprié, les enseignements théoriques et pratiques dispensés d'une part dans l'établissement même et d'autre part dans le milieu agricole et rural. Le groupe d'établissements relève de l'article L 813-9 du code rural.

TABLEAU F.01-16

Écoles dépendant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Nombre d'écoles, effectifs et diplômes

France entière

Source : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

Formation	Année scolaire 1997-1998			Année scolaire 1998-1999			Année scolaire 1999-2000		
	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1997	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1998	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1999
Écoles de la santé :									
NIVEAU V									
Aides-soignants	455	12962	13668	445	12 733	13 583	425	12 343	13 051
Auxiliaires de puériculture	79	2350	2287	78	2 268	2 305	79	2 405	2 315
NIVEAU III									
Formation en trois ans :									
Ergothérapeutes	8	893	263	8	880	289	8	879	282
Infirmiers diplômés d'Etat	343	50190	15742	338	49 179	14 575	333	50 990	14 787
Manipulateurs d'électroradiologie médicale	18	1424	458	18	1 410	466	18	1 393	471
Masseurs-kinésithérapeutes	35	5048	1559	35	4 981	1 479	35	4 925	1 504
Pédicures-podologues	10	1401	361	10	1 476	358	10	1 459	430
Psychomotriciens	6	929	283	6	932	293	6	937	290
Techniciens en analyses biomédicales (1)	5	276	184	5	381	3	5	358	122
Formation en quatre ans :									
Sages-femmes	32	2629	544	32	2635	560	32	2674	618
Formation complémentaire :									
Infirmiers-anesthésistes	26	935	466	26	954	470	25	930	425
Infirmiers de bloc opératoire	21	474	433	24	544	486	25	660	562
Puéricultrices	32	799	725	30	847	786	30	811	738
Cadres sages-femmes	1	20	20	1	23	19	1	21	25
Cadres de santé	37	1 236	1 169	36	1 261	1 103	36	1 260	1 138
Total écoles de la santé	**1 108**	**81 566**	**38 163**	**1 092**	**80 504**	**36 775**	**1 068**	**82 045**	**36 758**
Écoles sociales :									
NIVEAU V									
Aides à domicile (CAFAD)	81	2 894	2 539	90	3 163	2 693	81	2 514	2 244
Aides médico-psychologiques	54	5 146	2 328	55	5 282	2 276	53	5 349	2 566
NIVEAU IV									
Techniciens de l'intervention sociale familiale (TISF) (2)	7	275	163	8	400	145	8	433	173
Moniteurs-éducateurs	47	3 647	1 516	48	3 700	1 666	48	3 842	1 698
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Éducateurs de jeunes enfants	27	3 197	947	29	3 232	912	30	3 520	1 030
Formation en trois ans :									
Assistants de service social	51	6 044	1 734	52	6 044	1 737	52	5 941	1 729
Éducateurs spécialisés	51	7 604	2 321	51	7 502	2 409	53	7 964	2 443
Éducateurs techniques spécialisés	31	924	319	31	924	271	30	930	328
Formation complémentaire :									
Conseillers en économie-sociale familiale	44	937	642	44	963	673	45	1 074	762
Total écoles sociales	**393**	**30 678**	**12 519**	**408**	**31 210**	**12 782**	**400**	**31 567**	**12 973**

(1) Formation en 3 ans depuis la rentrée 1996.
(2) Anciennement : travailleuses familiales.

TABLEAU F.01-17A

Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan physique des formations (1)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Sources de financement	Unités	1990	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Formation continue : Stagiaires en formation (2)							
Entreprises de plus de 10 salariés (3)	Millier	3 390	3 590	3 490	3 496	3 579	3 547
dont Prise en charge directe	»	2 560	2 658	2 590	2 890	2 968	2 882
État	»	3 591	4 115	4 215	4 200	4 016	4 334
dont agents de la fonction publique	»	2 160	2 520	2 740	2 800	2 800	3 264
Régions (4)	»	426	422	485	526	546	553
Total (5)	»	**7 115**	**8 000**	**8 008**	**8 007**	**7 941**	**8 238**
Apprentissage							
Effectifs d'apprentis.(6)	»	242	220	259	290	315	340
Formation continue : heures stagiaires							
Entreprises de plus de 10 salariés (3)	Million	252	255	214	214	162	154
dont Prise en charge directe	»	116	125	124	113	112	107
État	»	456	570	532	407	399	299
dont agents de la fonction publique	»	108	112	114	117	69	68
Régions (4)	»	124	123	138	193	220	212
Total (5)	»	**710**	**920**	**878**	**805**	**772**	**657**

(1) Les bénéficiaires des dispositifs SIVP, CRE, CES ne sont pas comptabilisés.
(2) Stagiaires ayant suivi un stage ou une partie de stage au cours de l'année.
(3) À partir de 1993, sont comptabilisés les bilans de compétences.
(4) À partir de 1994, prise en compte de la formation des jeunes, suite à la loi du 20 décembre 1993.
(5) Certaines actions étant co-financées par plusieurs financeurs, l'effectif d'ensemble peut être inférieur à la simple addition des effectifs afférents à chaque financeur.
(6) Salariés présents fin décembre. France métropolitaine.

TABLEAU F.01-17B

Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unité* : Million de francs

Sources de financement	1987	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Dépense par financeur final (hors investissement)						
Administrations publiques.(1)	40 434	71 732	70 031	69 089	71 494	70 581
dont État	34 421	61 021	58 294	54 913	55 988	54 327
Régions	4 197	7 051	8 076	10 367	12 078	12 682
UNEDIC	259	9 257	8 864	7 264	8 146	10 563
Entreprises	28 695	51 731	50 929	50 062	55 106	54 262
Ménages	1 089	2 064	2 210	2 219	2 615	2 857
Total (hors investissement)	**70 477**	**134 784**	**132 034**	**128 634**	**137 341**	**138 263**
Dépense par public bénéficiaire						
Formation de première insertion (jeunes < 26 ans)	14 783	26 357	24 083	24 390	29 176	30 544
Formation des actifs occupés (1)	44 193	77 802	77 994	76 071	79 671	79 995
Formation des demandeurs d'emploi	11 501	30 625	29 957	28 173	28 494	27 724
Total (hors investissement)	**70 477**	**134 784**	**132 034**	**128 634**	**137 341**	**138 263**
Investissements	886	1 974	1 793	1 678	1 643	1 618
Total général	**71 363**	**136 758**	**133 827**	**130 312**	**138 984**	**139 881**
Part dans le produit intérieur brut (en %)	1,34	1,93	1,81	1,70	1,77	1,72

(1) Y compris dépenses de formation des agents de la fonction publique.

TABLEAU F.01-18

Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unités* : Millier de stagiaires / %

Catégorie professionnelle	1990	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Ingénieurs et cadres (1)	566	655	709	724	736	703
%	19,5	21,0	21,0	20,7	20,5	20,0
Techniciens (1)	799	843	911	898	940	909
%	27,5	27,0	27,0	25,7	26,2	27,0
Ouvriers et employés (1)	1 540	1 623	1 754	1 874	1 917	1 818
%	53,0	52,0	52,0	53,6	53,3	53,0
Total	**2 905**	**3 121**	**3 374**	**3 496**	**3 593**	**3 430**
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Homme	1 975	2 029	2 193	2 272	2 334	2 215
%	68,0	65,0	65,0	65,0	65,0	65,0
Femme	930	1 092	1 181	1 224	1 257	1 215
%	32,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0

(1) Y compris les travailleurs indépendants de qualification équivalente.

TABLEAU F.01-19

Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 2000)

Unité : %

	Écoles supérieures (1)	Licence et plus	DUT BTS	Paramédical et social	DEUG	Équivalents divers (2)	Baccalauréat	CAP BEP	Brevet	Sans diplôme
Depuis 1 à 4 ans (sortis de 1996 à 1999)										
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**37 000**	**103 000**	**90 000**	**20 000**	**17 000**	**31 000**	**153 000**	**121 000**	**40 000**	**84 000**
Employeurs	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Enseignants	3%	19%	0%	2%	8%	1%	0%	0%	0%	0%
Autres prof. supérieures	63%	22%	4%	1%	3%	3%	1%	0%	0%	0%
Autres prof. intermédiaires	13%	17%	33%	81%	23%	20%	13%	4%	6%	2%
Agriculteurs, artisans, commerçants	0%	1%	2%	0%	0%	3%	2%	1%	1%	1%
Prof. supérieures, interméd. et indépendantes	**79%**	**59%**	**39%**	**84%**	**34%**	**27%**	**16%**	**5%**	**7%**	**3%**
Employés, ouvriers qualifiés	5%	12%	31%	4%	21%	33%	30%	33%	17%	12%
Employés, ouvriers non qualifiés	0%	4%	8%	0%	8%	13%	18%	21%	23%	19%
Ensemble des emplois	**84%**	**75%**	**78%**	**88%**	**63%**	**73%**	**64%**	**59%**	**47%**	**34%**
Chômeurs	6%	14%	13%	5%	20%	17%	20%	30%	31%	39%
Contingent	5%	4%	4%	2%	4%	4%	6%	3%	3%	1%
Inactifs	5%	7%	5%	5%	13%	6%	10%	8%	19%	26%
Depuis 5 à 10 ans (sortis de 1990 à 1995)										
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**31 000**	**88 000**	**81 000**	**17 000**	**16 000**	**29 000**	**124 000**	**144 000**	**37 000**	**86 000**
Employeurs	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Enseignants	5%	24%	2%	0%	15%	1%	0%	0%	0%	0%
Autres prof. supérieures	75%	35%	8%	1%	10%	6%	2%	0%	0%	1%
Autres prof. intermédiaires	10%	17%	39%	85%	28%	22%	19%	6%	7%	3%
Agriculteurs, artisans, commerçants	0%	1%	4%	0%	2%	7%	4%	4%	3%	1%
Prof. supérieures, interméd. et indépendantes	**90%**	**77%**	**53%**	**86%**	**55%**	**36%**	**25%**	**10%**	**10%**	**5%**
Employés, ouvriers qualifiés	3%	9%	32%	4%	22%	39%	43%	44%	33%	22%
Employés, ouvriers non qualifiés	1%	1%	5%	2%	4%	13%	13%	24%	22%	26%
Ensemble des emplois	**94%**	**87%**	**90%**	**92%**	**81%**	**88%**	**81%**	**78%**	**65%**	**53%**
Chômeurs	3%	5%	5%	1%	10%	5%	10%	12%	17%	22%
Contingent	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Inactifs	3%	8%	5%	7%	9%	7%	9%	10%	18%	25%

(1) Écoles supérieures délivrant des diplômes de niveau Bac + 5 : écoles d'ingénieur, d'architecture, de commerce, de notariat, d'arts etc.
(2) Diplômes équivalents aux BTS, baccalauréat et CAP.

TABLEAU F.01-20

Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Universités	**852 837**	**960 084**	**1 171 852**	**1 465 467**	**1 449 129**	**1 423 801**	**1 404 453**	**1 398 551**
dont : Ingénieurs, disciplines générales et de santé	799 170	898 179	1 097 559	1 362 514	1 340 731	1 311 160	1 290 151	1 281 529
Instituts universitaires de technologie (IUT)	53 667	61 905	74 293	102 953	108 398	112 641	114 302	117 022
Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	///	///	///	**84 245**	**83 935**	**81 305**	**79 811**	**80 120**
Section de techniciens supérieurs (1)	**67 315**	**117 766**	**199 084**	**225 233**	**230 346**	**233 139**	**234 300**	**236 764**
Enseignement public	43 104	67 011	116 720	157 793	161 597	162 444	163 179	164 051
Enseignement privé	24 211	50 755	82 364	67 440	68 749	70 695	71 121	72 713
Classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE)	**40 123**	**47 334**	**67 465**	**76 030**	**78 343**	**78 764**	**77 084**	**76 500**
Enseignement public	35 429	39 904	56 344	63 161	64 644	64 912	62 953	62 715
Enseignement privé	4 694	7 430	11 121	12 869	13 699	13 852	14 131	13 785
Préparations intégrées	**2 788**	2 790	**3 965**	**2 209**	**2 445**	**2 380**	**2 639**	**2 926**
Écoles d'ingénieurs	**36 952**	**45 365**	**57 653**	**75 640**	**76 841**	**79 098**	**82 954**	**85 751**
dont : Enseignement public, dépendantes des universités	8 330	12 424	17 325	24 186	24 839	25 979	27 520	29 378
Enseignement public, indépendantes des universités	20 132	22 616	26 326	32 765	33 009	33 735	34 950	35 181
Enseignement privé	8 490	10 325	14 002	18 689	18 993	19 384	20 484	21 192
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	15 824	26 628	46 006	50 416	47 062	46 759	51 090	56 070
Établissements universitaires privés	16 256	18 435	19 971	22 129	22 327	21 893	22 397	22 267
Écoles normales d'instituteurs (post-bac)	12 597	17 493	16 098	///	///	///	///	///
Écoles normales supérieures	2 840	2 705	2 675	3 051	3 065	3 215	3 246	3 209
Écoles d'architecture	17 000	14 900	15 702	18 970	18 762	18 533	18 141	17 373
Écoles supérieures artistiques et culturelles	15 320	18 370	23 323	31 187	28 175	30 188	30 111	31 457
Écoles paramédicales hors université	74 006	61 359	55 866	68 943	68 140	65 663	64 916	64 892
Écoles préparant aux fonctions sociales	17 735	16 801	14 519	16 629	17 205	17 449	17 831	17 847
Autres écoles de spécialités diverses	11 678	20 291	21 862	24 992	25 265	26 315	28 071	30 432
dont : Écoles juridiques et administratives	6 653	6 805	7 328	6 509	6 918	6 522	6 859	7 692
Écoles de journalisme et écoles littéraires	680	2 230	2 923	2 444	2 494	2 489	2 498	2 572
Écoles vétérinaires	1 932	2 372	2 073	1 985	2 080	2 094	2 206	2 320
Total enseignement supérieur (1)	**1 145 563**	**1 302 177**	**1 698 716**	**2 140 955**	**2 126 201**	**2 102 523**	**2 089 524**	**2 094 781**

(1) Sans double compte des écoles d'ingénieurs dépendantes des universités.

TABLEAU F.01-21

Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1er cycle et niveau 1er cycle (1)			2e cycle et niveau 2e cycle (2)			3e cycle et niveau 3e cycle			Total
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	
Droit, sciences politiques	32 988	55 076	**88 064**	23 242	39 410	**62 652**	13 237	17 293	**30 530**	**181 246**
Sciences économiques, gestion (hors AES)	19 662	16 571	**36 233**	22 100	22 247	**44 347**	12 235	10 157	**22 392**	**102 972**
Administration économique et sociale (AES)	13 185	18 951	**32 136**	7 896	11 515	**19 411**	191	349	**540**	**52 087**
Lettres, sciences du langage, arts	18 050	47 399	**65 449**	10 187	33 667	**43 854**	3 984	7 549	**11 533**	**120 836**
Langues	21 404	58 325	**79 729**	10 220	41 533	**51 753**	1 902	4 050	**5 952**	**137 434**
Sciences humaines et sociales	32 004	69 405	**101 409**	31 108	62 967	**94 075**	13 994	17 711	**31 705**	**227 189**
Sciences et structure de la matière	43 004	21 545	**64 549**	18 278	12 361	**30 639**	8 612	4 103	**12 715**	**107 903**
Sciences et technologie, sciences pour l'ingénieur	10 036	2 886	**12 922**	44 199	13 001	**57 200**	12 399	3 421	**15 820**	**85 942**
Sciences de la nature et de la vie	16 229	23 252	**39 481**	12 840	17 565	**30 405**	7 604	7 721	**15 325**	**85 211**
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	17 425	7 966	**25 391**	10 381	5 274	**15 655**	524	294	**818**	**41 864**
Médecine	12 818	23 211	**36 029**	9 210	10 946	**20 156**	24 560	24 223	**48 783**	**104 968**
Odontologie	434	467	**901**	1 245	1 294	**2 539**	2 257	1 610	**3 867**	**7 307**
Pharmacie	3 594	7 260	**10 854**	1 710	3 416	**5 126**	3 448	7 142	**10 590**	**26 570**
Instituts universitaires de technologie	70 568	46 454	**117 022**	///	///	///	///	///	///	**117 022**
Total	**311 401**	**398 768**	**710 169**	**202 616**	**275 196**	**477 812**	**104 947**	**105 623**	**210 570**	**1 398 551**

(1) Y compris capacité en droit.
(2) Y compris les préparations aux concours d'enseignants.

TABLEAU F.01-22

Effectifs des classes supérieures, par niveau et par sexe

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Classe préparatoire aux grandes écoles :	**35 502**	**23 853**	**59 355**	**7 476**	**3 400**	**10 876**	**42 978**	**27 253**	**70 231**
Éducation nationale	**34 176**	**23 463**	**57 639**	**7 476**	**3 400**	**10 876**	**41 652**	**26 863**	**68 515**
Préparations scientifiques	26 980	9 943	**36 923**	5 085	1 241	**6 326**	32 065	11 184	**43 249**
Première année	12 830	5 540	**18 370**	2 498	670	**3 168**	15 328	6 210	**21 538**
Deuxième année	14 150	4 403	**18 553**	2 587	571	**3 158**	16 737	4 974	**21 711**
Préparations économiques	4 983	6 356	**11 339**	2 148	1 649	**3 797**	7 131	8 005	**15 136**
Première année	2 581	3 487	**6 068**	1 067	806	**1 873**	3 648	4 293	**7 941**
Deuxième année	2 402	2 869	**5 271**	1 081	843	**1 924**	3 483	3 712	**7 195**
Préparations littéraires	2 213	7 164	**9 377**	243	510	**753**	2 456	7 674	**10 130**
Première année	1 243	4 341	**5 584**	152	358	**510**	1 395	4 699	**6 094**
Deuxième année	970	2 823	**3 793**	91	152	**243**	1 061	2 975	**4 036**
Autres ministères	**1 326**	**390**	**1 716**	**–**	**–**	**–**	**1 326**	**390**	**1 716**
Préparations scientifiques	989	349	**1 338**	–	–	**–**	989	349	**1 338**
Première année	398	129	**527**	–	–	**–**	398	129	**527**
Deuxième année	591	220	**811**	–	–	**–**	591	220	**811**
Préparations économiques	186	22	**208**	–	–	**–**	186	22	**208**
Première année	89	16	**105**	–	–	**–**	89	16	**105**
Deuxième année	97	6	**103**	–	–	**–**	97	6	**103**
Préparations littéraires	151	19	**170**	–	–	**–**	151	19	**170**
Première année	65	16	**81**	–	–	**–**	65	16	**81**
Deuxième année	86	3	**89**	–	–	**–**	86	3	**89**
Diplôme d'études comptables et financières.	**1 387**	**1 973**	**3 360**	**1 499**	**1 410**	**2 909**	**2 886**	**3 383**	**6 269**
Éducation nationale	1 387	1 973	**3 360**	1 451	1 369	**2 820**	2 838	3 342	**6 180**
Autres ministères	–	–	**–**	48	41	**89**	48	41	**89**
Section de techniciens supérieurs	**85 317**	**79 568**	**164 885**	**31 460**	**41 253**	**72 713**	**116 777**	**120 821**	**237 598**
Éducation nationale	**75 431**	**74 223**	**149 654**	**25 701**	**37 482**	**63 183**	**101 132**	**111 705**	**212 837**
Classes de mise à niveau	517	1 159	**1 676**	520	724	**1 244**	1 037	1 883	**2 920**
DPECF (1)	352	518	**870**	411	325	**736**	763	843	**1 606**
STS en 1 an (loi quinquennale)	132	88	**220**	35	32	**67**	167	120	**287**
STS en 2 ans	73 332	70 291	**143 623**	24 279	35 418	**59 697**	97 611	105 709	**203 320**
STS en 3 ans	263	1 296	**1 559**	101	563	**664**	364	1 859	**2 223**
DMA (2)	224	364	**588**	35	9	**44**	259	373	**632**
DSAA (3)	125	239	**364**	–	–	**–**	125	239	**364**
Formations complémentaires (post-BTS)	486	268	**754**	320	411	**731**	806	679	**1 485**
Agriculture	**9 886**	**5 345**	**15 231**	**4 844**	**2 668**	**7 512**	**14 730**	**8 013**	**22 743**
STS en 1 an	187	86	**273**	91	34	**125**	278	120	**398**
STS en 2 ans	9 699	5 259	**14 958**	4 753	2 634	**7 387**	14 452	7 893	**22 345**
Autres ministères	**–**	**–**	**–**	**915**	**1 103**	**2 018**	**915**	**1 103**	**2 018**
Classe de mise à niveau	–	–	**–**	28	31	**59**	28	31	**59**
DPECF (1)	–	–	**–**	23	17	**40**	23	17	**40**
STS en 2 ans	–	–	**–**	813	973	**1 786**	813	973	**1 786**
STS en 3 ans	–	–	**–**	1	55	**56**	1	55	**56**
DMA (2)	–	–	**–**	32	19	**51**	32	19	**51**
Formations complémentaires (post-BTS)	–	–	**–**	18	8	**26**	18	8	**26**
Total général	**122 206**	**105 394**	**227 600**	**40 435**	**46 063**	**86 498**	**162 641**	**151 457**	**314 098**

(1) DPECF : Diplôme préparatoire aux études comptables et financières.
(2) DMA : Diplôme des métiers d'art.
(3) DSAA : Diplôme supérieur d'arts appliqués.

TABLEAU F.01-23

Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé)

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	Garçons	Filles	Total
Écoles d'ingénieurs	66 334	19 417	**85 751**
dont : Écoles dépendantes des universités (1)	22 067	7 311	**29 378**
Préparations intégrées	2 164	762	**2 926**
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	30 536	25 534	**56 070**
Établissements privés d'enseignement universitaire	7 606	14 661	**22 267**
Écoles normales supérieures	2 059	1 150	**3 209**
Instituts universitaires de formation des maîtres	25 747	54 373	**80 120**
Écoles d'architecture	9 855	7 518	**17 373**
Écoles supérieures artistiques et culturelles	13 544	17 913	**31 457**
Écoles paramédicales hors universités	12 324	52 568	**64 892**
Écoles préparant aux fonctions sociales	3 514	14 333	**17 847**
Écoles juridiques et administratives	3 817	3 875	**7 692**
Écoles de journalisme, et littéraires	959	1 613	**2 572**
Écoles vétérinaires	966	1 354	**2 320**
Autres écoles de spécialités diverses	10 229	7 619	**17 848**
Total	**189 654**	**222 690**	**412 344**

(1) Y compris dans les effectifs universitaires en « sciences ».

TABLEAU F.01-24

Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	Droit	Économie	Lettres	Sciences STAPS (1)	Santé	IUT	**Ensemble université**	CPGE (2)	STS (3)
Agriculteurs exploitants	2 767	2 988	8 342	7 084	2 256	3 673	**27 110**	1 103	4 156
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	13 776	11 340	28 148	20 079	6 906	9 184	**89 433**	3 888	12 403
Professions libérales et cadres supérieurs	61 570	40 798	120 421	108 430	55 922	29 504	**416 645**	29 307	21 057
Professions intermédiaires	22 031	19 758	74 396	53 435	17 567	22 722	**209 909**	8 800	25 617
Employés	21 938	18 482	59 831	35 533	7 987	17 071	**160 842**	5 044	24 588
Ouvriers	14 919	17 366	51 219	31 620	6 166	18 148	**139 438**	3 236	36 448
Retraités, inactifs	17 086	15 303	51 319	24 536	7 539	8 244	**124 027**	3 943	18 699
Indéterminé	10 273	8 870	43 014	16 955	19 291	3 936	**102 339**	755	5 038
Ensemble	**164 360**	**134 905**	**436 690**	**297 672**	**123 634**	**112 482**	**1 269 743**	**56 076**	**148 006**

(1) Sciences et techniques des activités physiques et sportives.
(2) CPGE : Classes préparatoires aux grandes écoles.
(3) STS : Section de techniciens supérieurs, sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale.

TABLEAU F.01-25

Répartition des étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	1er cycle		2e cycle		3e cycle		Tous cycles	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	**Homme**	**Femme**
Agriculteurs exploitants	4 909	9 633	3 442	6 385	1 061	1 680	**9 412**	**17 698**
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	21 274	26 456	13 232	18 696	4 459	5 316	**38 965**	**50 468**
Professions libérales et cadres supérieurs	97 066	107 129	67 239	84 365	28 871	31 975	**193 176**	**223 469**
Professions intermédiaires	50 783	65 861	30 437	41 987	9 667	11 174	**90 887**	**119 022**
Employés	40 480	56 221	21 209	31 075	5 777	6 080	**67 466**	**93 376**
Ouvriers	35 170	52 247	17 438	26 549	3 817	4 217	**56 425**	**83 013**
Retraités, inactifs	25 556	34 940	19 350	26 795	8 661	8 725	**53 567**	**70 460**
Indéterminé	16 049	20 199	11 725	16 996	18 122	19 248	**45 896**	**56 443**
Ensemble	**291 287**	**372 686**	**184 072**	**252 848**	**80 435**	**88 415**	**555 794**	**713 949**

TABLEAU F.01-26

Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Capacité en droit	1 174	1 113	1 618	1 145	1 124	978	961
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	27 815	32 821	35 819	37 362	39 466	39 804	44 189
Brevet de technicien supérieur (BTS)	52 667	72 456	76 504	76 715	76 065	79 270	83 924
Diplôme d'ingénieur	16 080	18 521	20 562	21 851	22 689	22 828	23 068
Diplôme (visé) des écoles de commerce et gestion	5 617	8 200	8 411	8 166	8 147	8 337	8 495
DIPLÔMES D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES GÉNÉRALES (1) :							
Droit	12 184	16 461	16 329	17 896	17 224	16 764	18 177
Sciences économiques	7 561	10 120	10 365	9 920	9 678	9 862	10 268
Administration économique et sociale	6 080	7 145	7 856	7 820	7 600	6 795	7 066
Lettres	38 732	47 851	52 422	58 141	58 554	58 963	60 378
Sciences (2)	20 658	34 540	35 138	33 635	34 579	34 563	33 520
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 948	2 159	2 372	3 324	3 196	5 337	6 143
LICENCE (3) :							
Droit	11 284	15 177	16 224	16 087	16 808	17 262	17 696
Sciences économiques	5 248	7 840	8 900	9 071	9 708	9 889	10 361
Administration économique et sociale	4 502	6 093	6 842	7 475	7 297	6 841	6 560
Lettres	31 445	47 098	52 635	57 942	60 034	62 936	64 946
Sciences (2)	16 694	25 638	29 715	32 420	32 660	33 641	32 915
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 567	2 068	1 930	2 584	2 699	3 161	4 311
MAÎTRISE ET MAÎTRISE DE SCIENCES ET TECHNIQUES (3) :							
Droit	9 642	12 964	13 896	14 237	15 014	15 666	16 203
Sciences économiques	6 991	9 229	10 478	10 866	12 463	13 020	13 313
Administration économique et sociale	3 397	4 639	4 570	4 737	5 567	4 938	4 987
Lettres	16 279	22 265	23 013	25 866	27 119	28 451	30 151
Sciences (2)	14 320	19 473	21 955	23 911	25 198	24 893	26 147
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	369	636	645	778	636	764	821
DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES (4) :							
Droit	2 794	3 876	4 412	4 407	4 239	4 472	4 849
Sciences économiques	4 765	7 114	7 227	7 133	8 272	8 471	8 888
Administration économique et sociale	///	///	///	///	///	189	264
Lettres	2 562	4 092	4 427	4 881	5 604	6 038	6 851
Sciences	2 495	4 123	4 159	4 541	4 902	5 529	5 822
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	–	46	77	91	84	118	103
DIPLÔME D'ÉTUDES APPROFONDIES (4) :							
Droit	3 040	3 943	4 257	4 341	4 933	4 454	4 736
Sciences économiques	1 557	2 062	2 201	2 020	2 168	2 049	1 898
Lettres	5 843	7 489	7 718	7 652	4 608	7 516	7 207
Sciences	9 466	11 066	11 456	11 195	11 195	10 283	9 900
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	111	117	143	117	58	79	81
DOCTORAT ET DIPLÔME DE DOCTEUR INGÉNIEUR :							
Droit	521	516	573	474	618	588	678
Sciences économiques	411	396	464	352	451	516	493
Lettres	1 513	1 864	2 277	2 186	2 113	2 387	2 175
Sciences	4 705	5 482	5 884	5 934	6 198	6 674	6 204
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	11	17	25	17	48	73	26
DIPLÔMES DE SANTÉ :							
Diplôme d'état de docteur en médecine (5)	5 339	4 879	4 844	4 654	4 700	4 700	3 870
Diplôme d'état de docteur en pharmacie	2 272	2 319	2 272	2 162	2 176	2 230	2 072
Diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire	1 186	1 050	984	901	845	1 012	882

(1) Diplômes de premier cycle, y compris diplôme d'études universitaires en sciences et techniques (DEUST).
(2) Les mathématiques appliquées et sciences sociales sont agrégées dans la rubrique Sciences depuis l'édition 1999.
(3) Diplômes de second cycle.
(4) Diplômes de troisième cycle.
(5) 1996 et 1997 : estimations.

TABLEAU F.01-27

Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1996		1997		1998	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Niveau VI et V bis : sortie avant le niveau V	60 000	8,3	57 000	7,8	60 000	8,2
Niveau V : niveau CAP, BEP ou abandon avant le niveau IV	166 000	22,9	165 000	22,5	165 000	22,6
Niveau IV : niveau du BAC ou abandon avant le niveau III	213 000	29,3	224 000	30,6	219 000	30,0
Niveau III : bac + 2 années d'études avec le diplôme de ce niveau	127 000	17,5	128 000	17,5	138 000	18,9
Niveaux II et I : diplômés de 2e ou 3e cycle supérieur ou équivalent	160 000	22,0	158 000	21,6	148 000	20,3
Total niveaux	**726 000**	**100,0**	**732 000**	**100,0**	**730 000**	**100,0**

TABLEAU F.01-28

Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD - SDES)

	1990		1995		1997		1998		1999	
	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes
Enseignants dans le 1er degré public (1)	298 128	74,0	302 209	76,1	302 330	77,0	302 906	77,4	302 812	77,7
Enseignants dans le 2e degré public (2)	351 461	55,1	381 435	56,3	387 924	56,6	396 549	56,9	396 791	56,9
Enseignants dans le supérieur	46 338	26,8	59 743	29,8	63 557	30,8	64 938	31,2	65 099	31,5
Enseignants dans les établissements de formation du personnel (3)	34 684	60,6	35 438	62,1	34 594	61,5	32 030	60,0	31 264	59,8
Non enseignants	275 299	63,3	290 533	64,8	288 393	64,8	287 042	64,8	285 989	64,5
Total	**1 005 910**	**61,9**	**1 069 358**	**62,9**	**1 076 798**	**63,2**	**1 083 465**	**63,3**	**1 081 955**	**63,3**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplacants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnel de direction.
(3) Enseignants formateurs et élèves enseignants y compris les enseignants et élèves des établissements de formation du supérieur (dont les instituts universitaires de formation des maîtres).

TABLEAU F.01-29

Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés

Situation au 1er janvier 1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD - SDES)

	Effectifs	Âge moyen	% de femmes	% de temps partiel
PREMIER DEGRÉ				
Professeurs des écoles	119 657	40,2	76,7	4,1
Instituteurs spécialisés	8 884	42,3	65,7	3,3
Instituteurs	173 771	41,9	79,0	7,0
Autres titulaires	91	49,2	52,7	2,2
Total titulaires	**302 403**	**41,3**	**77,7**	**6,3**
Total non-titulaires	**409**	**36,0**	**78,7**	**5,6**
Total premier degré (1)	**302 812**	**41,2**	**77,7**	**6,3**
SECOND DEGRÉ				
Agrégés et chaires supérieures	42 874	42,9	49,9	6,5
Certifiés et assimilés	226 726	42,0	60,8	10,3
Chargés d'enseignement et adjoints d'enseignement	7 451	47,1	54,5	13,1
Professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.)	29 173	50,9	58,9	17,7
Professeurs de lycées professionnels	58 638	44,5	48,0	7,7
Professeurs des écoles	5 639	42,3	50,2	1,9
Instituteurs spécialisés	2 551	42,9	45,6	3,4
Instituteurs	751	39,4	50,6	5,5
Autres enseignants titulaires	395	50,8	32,2	3,5
Total titulaires	**374 198**	**43,3**	**57,0**	**9,9**
Maîtres auxiliaires	20 074	36,2	58,2	7,8
Autres non-titulaires	2 519	34,1	42,3	24,3
Total non-titulaires	**22 593**	**36,0**	**56,4**	**9,6**
Total second degré (2)	**396 791**	**42,9**	**56,9**	**9,9**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnels de direction.

TABLEAU F.01-30

La dépense globale d'éducation

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1975	1980	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Dépense globale d'éducation	100,1	189,8	445,5	585,7	599,5	614,5	633,8	653,8
dont : Dépense intérieure :								
En milliards de francs courants	95,9	180,8	425,5	560,2	573,7	588,3	–	625,7
En milliards de francs, aux prix de 1999 (*r*)	334,2	384,1	492,3	581,4	588,5	595,8	608,5	625,7
Part du Produit Intérieur Brut (%)	6,5	6,4	6,5	7,3	7,3	7,2	7,2	7,2
Dépense intérieure par habitant :								
En francs courants	1 800	3 400	7 500	9 700	9 800	10 000	10 300	10 600
En francs, aux prix de 1999 (*r*)	6 300	7 100	8 700	10 000	10 100	10 200	10 300	10 600
Dépense intérieure (1) par élève ou étudiant :								
En francs courants	6 200	11 600	26 400	33 800	34 800	36 000	37 300	38 700
En francs, aux prix de 1999 (*r*)	21 700	24 600	30 600	35 100	35 700	36 400	37 500	38 700
Structure du financement initial (%) :								
État	70,0	69,1	64,2	64,9	64,9	64,6	64,5	64,5
Collectivités territoriales	14,1	14,3	18,9	20,0	20,1	20,4	20,7	20,9
Autres administrations publiques et caisses d'allocations familiales	0,3	0,4	0,7	2,3	1,8	2,3	2,1	2,0
Entreprises	4,9	5,5	6,2	5,8	5,8	5,8	5,9	5,9
Ménages	10,7	10,7	10,0	7,0	7,4	6,9	6,8	6,7

(1) Hors dépense pour l'enseignement artistique et l'enseignement extra-scolaire (enseignement à distance, formation professionnelle continue et autre extra-scolaire).

TABLEAU F.01-31

La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1999

Dépenses totales (courantes plus capital) des financeurs finals (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES) — *Unité* : Million de francs

	Financeur final (2)							
			État					Total
	Éducation nationale	Autres ministères	**Total**	Collectivités territoriales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	
ENSEIGNEMENT								
Enseignement de type scolaire (3) :								
1er degré	81 307	–	**81 307**	55 365	–	29	1 475	138 176
2e degré	159 632	10 294	**169 926**	34 956	289	1 800	4 375	211 346
Enseignement supérieur	59 099	7 739	**66 838**	5 245	2 447	3 666	6 425	84 621
Enseignement artistique	–	1 139	**1 139**	5 822	–	31	44	7 036
Apprentissage	20	7	**27**	5 109	244	3 173	176	8 729
Non ventilé	–	–	**–**	–	–	–	–	–
Enseignement de type extra-scolaire (4)	3 288	15 352	**18 640**	6 486	769	28 116	9 875	63 886
Total des activités d'enseignement [dépense intérieure d'enseignement] (5)	**303 346**	**34 531**	**337 877**	**112 983**	**3 749**	**36 815**	**22 370**	513 794
ACTIVITÉS ANNEXES								
Administration générale	9 318	625	**9 943**	243	50	–	–	10 236
Cantine, internat	13 288	1 141	**14 429**	12 308	39	58	21 163	47 997
Autres	5 268	13	**5 281**	1 580	122	174	170	7 327
ACHATS DE BIENS ET SERVICES								
Transport scolaire	538	–	**538**	10 995	–	–	344	11 877
Fournitures et livres scolaires	457	–	**457**	1 543	–	–	15 475	17 475
Habillement, loisirs scolaires	–	–	**–**	–	–	–	5 509	5 509
RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL D'ÉDUCATION EN FORMATION	11 485	–	**11 485**	–	–	–	–	11 485
Total [dépense intérieure d'éducation] (6)	**343 700**	**36 310**	**380 010**	**139 652**	**3 960**	**37 047**	**65 031**	625 700

(1) Compte économique de l'éducation : compte satellite de la comptabilité nationale (chap. G-01) décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation. Évaluations provisoires.
(2) Financeur final : dernier financeur. Exemple, une collectivité locale maître d'ouvrage d'une construction peut recevoir une subvention de l'État : la totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur et les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention. Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités locales, et le financeur ménage; elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.
(3) Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.
(4) Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières.
(5) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour les activités d'enseignement.
(6) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Chapitre F.02

Recherche et développement expérimental

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Liste des tableaux :

Graphique : Dépense intérieure de recherche et de développement en 1998.

1. Évolution de l'effort national de recherche et développement.
2. Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur.
3. Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental.
4. L'effort de recherche et de développement technologique de la France comparé à celui des principaux pays.
5. Concentration de la recherche dans les entreprises.
6. La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement.
7. Dépenses intérieures de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations.
8. Chercheurs et effectifs de la R-D des entreprises et administrations en équivalent temps plein recherche.
9. Les effectifs de chercheurs de la France comparé à celui des principaux pays.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale (direction de la Programmation et du Développement, sous-direction des Études statistiques, bureau des Études statistiques sur la recherche).

1. PRÉSENTATION

De 1978 à 1990, la dépense intérieure de recherche et développement expérimental (DIRD) exécutée en France présente en moyenne une croissance plus rapide que celle du PIB. L'indicateur de mesure de l'effort de R-D (DIRD/PIB) passe ainsi de 1,68 % à 2,37 %. Mais à partir de 1991, la situation s'inverse et l'effort de R-D diminue. En 1998, ce ratio s'établit à 2,18 % contre 2,22 % en 1997, traduisant une progression en volume de la DIRD inférieure à celle du PIB.

En 1998, la DIRD s'élève à 185,9 milliards de francs dont 115,8 milliards de travaux de recherche exécutés par les entreprises; la dépense nationale de recherche et développement expérimental (DNRD), qui mesure le financement national de la R-D (cf. Définitions), atteint 188,6 milliards de francs, plus de la moitié étant financée par les entreprises.

La DNRD augmente ainsi en 1998 de 1,7 % en volume; contre 1,2 % pour la DIRD. Sa part dans le PIB passe de 2,24 % en 1997 à 2,21 % en 1998. Cette évolution résulte d'un effort accru des entreprises pour financer la R-D. En structure, la part des entreprises dans le financement s'élève à 55,3 % contre 53,7 % en 1997, confirmant ainsi la tendance observée depuis plusieurs années.

Les premiers résultats 1999 permettent d'envisager une inversion de tendance dans le secteur des entreprises. Leurs dépenses de R-D progresseraient plus rapidement que le PIB. Il en résulterait un maintien de l'effort global de R-D pour 1999, soit 2,17 % du PIB.

Les effectifs de R-D, avec 307 313 en équivalent temps plein (ETP), progressent de 1,3 % en 1998. Dans le secteur des entreprises, cette croissance s'élève à 1,1 % et dans l'ensemble des administrations, elle atteint 1,5 %, résultat d'une diminution des effectifs de la R-D de la Défense et d'une augmentation dans le domaine civil.

Les implantations régionales de la recherche sont relativement concentrées : quatre régions sur les vingt-deux, l'Île-de-France (42,5 %), Rhône-Alpes (10,7 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (6,4 %) et Midi-Pyrénées (5,2 %) rassemblent en 1998, près des deux tiers des effectifs de la recherche française.

La recherche publique

La recherche publique française a été structurée par les différentes politiques de l'État avec la création de grands organismes aux statuts juridiques divers, avec la programmation de la recherche au travers des grands programmes technologiques et des financements publics. Cette recherche a donc une double finalité : la réalisation de travaux de recherche en interne et le soutien orienté de travaux réalisés dans le secteur des entreprises.

Avec 70,1 milliards de francs, la dépense intérieure des administrations progresse de 1,8 % en volume en 1998. Cette croissance intègre un double mouvement : une diminution des dépenses de la Défense et une progression des administrations civiles.

La dépense intérieure de la Défense s'établit à 5,1 milliards de francs contre 6,6 milliards l'année précédente. Ce recul porte principalement sur les dépenses d'investissement mais il comporte aussi celui des frais de personnel puisque les effectifs baissent de 7 % (3771 personnes contre 4063 en 1997).

Cette baisse est compensée par la progression des dépenses des organismes de recherche et des universités.

Les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) enregistrent le plus fort taux de croissance (10,2 % en volume). Cette augmentation est concentrée au CNES en liaison avec un contrat avec la Défense.

Les établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) affichent une progression très modérée de 0,8 % en volume, qui résulte d'une stagnation, voire d'une diminution dans de nombreux EPST, dont le CNRS.

C'est dans les universités que l'accroissement des dépenses de recherche est le plus sensible (+ 4,7 % en volume), en raison de l'augmentation de 2,4 % des effectifs totaux et de 1,5 % des enseignants-chercheurs. Les dépenses de fonctionnement correspondant à un effort de mises en conformité des bâtiments progressent également.

L'augmentation des dépenses des associations sans but lucratif résulte principalement de la création de deux nouvelles associations, le Centre national de séquençage et le Centre national de génotypage, associations à l'initiative du ministère en charge de la recherche dans le cadre des politiques de soutien aux Sciences du vivant (+ 85 millions de francs pour l'année 1998).

Le secteur des entreprises

L'année 1998 se traduit par une légère reprise (+ 0,8 % en volume) des travaux de R-D en entreprises, après la baisse significative de 1997 (- 2,2 % en volume). Près de 5 200 entreprises (dont 45 centres techniques industriels) ont exécuté en 1998 pour 115,8 milliards de francs de DIRDE (Dépense intérieure de recherche et développement des entreprises) contre 113,9 milliards en 1997. Cette hausse en volume reste malgré tout inférieure à celle de l'activité économique (+ 3,1 %). Les fusions-acquisitions des firmes, qui jouent un rôle déterminant dans leur stratégie de développement, peuvent en effet se traduire par une légère réduction des activités de R-D au sein des grands groupes.

La concentration, caractéristique principale de l'activité de R-D dans les entreprises en France, repérable en terme de taille comme d'activité économique, reste toujours élevée. En 1998, les cinq premières branches industrielles, concentrent 56,3 % de la DIRDE. Ce sont dans l'ordre : les équipements de communication, la pharmacie, la construction automobile, la construction aéronautique et spatiale et les instruments de précision. Mais leur part relative dans la DIRDE décélère régulièrement depuis 1992.

Au sein de ces grandes branches, la répartition est modifiée. La pharmacie continue sa progression annuelle en 1998 (+ 2,3 % en volume) comme la construction automobile (+ 3,1 %). Par ailleurs, la construction aéronautique et spatiale, en recul depuis 1992, progresse de 4,1 % en volume cette année.

Mais c'est surtout la branche des équipements de communication qui augmente fortement en 1998 (+ 12,1 %), notamment au détriment de la branche des instruments de précision, liée à l'électronique militaire (- 26,0 %). Elle passe ainsi au premier rang des branches

d'activités économiques bénéficiaires des travaux de R-D des entreprises. Ces évolutions sont principalement le fait de modifications de structures dans de grands groupes industriels de cette branche.

La place de la France dans le monde

L'effort français de recherche (ratio DIRD/PIB), avec 2,18 % place la France en 1998 au quatrième rang parmi les principaux pays de l'OCDE, après le Japon (3,03 %), les États-Unis (2,74 %), et l'Allemagne (2,29 %). Si l'on ramène l'effort de recherche au nombre d'habitants, le rang de la France est le même, mais les États-Unis précèdent le Japon et passent au premier rang selon cet indicateur.

2. MÉTHODOLOGIE

Les travaux de recherche et de développement expérimental sont mesurés par les moyens humains et matériels (coûts) qui leur sont consacrés car les résultats de ces travaux, bien que très importants pour l'économie, sont difficilement quantifiables. Les définitions et les méthodes de mesure de la R-D ont été établies au niveau international, principalement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour permettre les comparaisons et l'observation économique des pays membres de l'organisation.

Les deux agrégats essentiels pour la mesure de la R-D sont la dépense nationale de R-D (DNRD), qui mesure les financements de la recherche et développement, et la dépense intérieure de R-D, qui mesure le coût des travaux de R-D exécutés (DIRD).

AVERTISSEMENT

• **Modifications de la méthodologie**

Les résultats des enquêtes 1998 comportent des changements significatifs qui ont obligé à une nouvelle estimation des résultats 1997 afin de pouvoir établir des comparaisons.

Le premier changement porte sur l'évaluation des dépenses intérieures de la Défense. La collaboration avec les services de la Direction Générale de l'Armement a conduit à une nouvelle estimation de dépenses intérieures des laboratoires de la Défense et de la direction des applications militaires de la Défense : la correction d'élève à 3,1 milliards de francs pour l'année 1997. C'est le changement essentiel auquel s'ajoute pour la recherche publique civile, une réappréciation des données relatives au CEA civil et aux dépenses de recherche clinique, soit respectivement + 375 millions de francs et + 300 millions de francs.

De même, des modifications apportées au contour de R-D de quelques très grandes entreprises se sont traduites par une réévaluation de 2,6 milliards de francs de la dépense intérieure des entreprises en 1997.

Au total, la DIRD 1997 révisée s'élève à 182,1 milliards de francs contre 181,9 milliards de francs. Cet écart a un impact de 0,002 % dans la mesure de l'effort de R-D puisque le ratio DIRD/PIB passe de 2,216 % à 2,218 %, PIB base 1995.

En effet, les séries présentées ont été corrigées des nouveaux PIB calculés par l'INSEE en base 1995. La réévaluation du PIB a entrainé mécaniquement une diminution de l'indicateur habituel de l'effort de R-D (DIRD/PIB). Pour l'année 1997, le changement de base du PIB a fait passer le ratio DIRD/PIB de 2,236 % à 2,216 %.

Les nouvelles estimations de 1998 ont ainsi donné lieu à des corrections pour les effectifs de 1997. Tous secteurs confondus, les effectifs rémunérés, qui étaient de 313 154 ETP (équivalent temps plein), dans la précédente évaluation, ne sont plus que 303 463. Cette différence résulte d'une augmentation de 2 257 ETP dans le secteur des entreprises et d'une diminution de 11 948 dans le secteur des administrations. Les nouvelles informations du ministère de la Défense ont en effet permis de corriger les effectifs qui de 19 544 (chiffre qui n'avait pas été révisé depuis une vingtaine d'années) sont passés à 4 063, soit un écart de 15 481. Les corrections intervenues au CEA et dans la recherche clinique ont limité l'impact de la révision des effectifs de la Défense.

Par ailleurs, il faut rappeler qu'une précédente rupture de série avait eu lieu en 1992. Elle avait pour origine :

— le changement de statut de France Télécom et de Giat industries, qui les a fait passer du secteur des administrations à celui des entreprises.

— le changement de la nomenclature d'activité (de la NAP à la NAF) utilisée pour coder la branche de recherche dans les entreprises.

— l'enquête auprès des entreprises qui a fait l'objet simultanément d'une extension de champ, d'une mise en sondage partielle, et de l'introduction d'une procédure de redressement des non-réponses.

— l'interrogation d'organismes publics comme l'ONERA (Office national d'études et de recherches aérospatiales).

L'effort national de recherche et développement expérimental

Les agents économiques

Les agents économiques qui financent et/ou exécutent ces dépenses sont regroupés en deux secteurs :

— les administrations publiques et privées, c'est-à-dire l'État, les universités, les institutions sans but lucratif (ISBL);

— les entreprises publiques et privées et les centres techniques des organismes professionnels.

L'analyse de l'effort national de R-D et de son évolution s'appuie sur :

— la mesure de l'effort global fournie par le ratio DIRD/PIB (part de la dépense intérieure de R-D dans le produit intérieur brut);

— la part prise par chaque secteur (administrations, entreprises) dans le financement et dans l'exécution de la R-D;

— l'évaluation des effectifs occupés dans la R-D, dont le nombre de chercheurs. Cette évaluation est faite, à partir des effectifs travaillant sur le territoire français, en « équivalent temps plein recherche ».

Les moyens que les agents économiques consacrent aux activités de recherche-développement font l'objet d'enquêtes annuelles réalisées par la direction de la Programmation et du Développement du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de la Recherche.

L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays

Les principaux ratios utilisés pour cette comparaison entre la France et les plus importants pays de l'OCDE sont les suivants :

— DIRD/PIB par pays (en %);

— indice de la DIRD des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100);

— indice de la DIRD par habitant des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100).

— nombre de chercheurs des principaux pays, par secteur et par milliers d'actifs.

3. DÉFINITIONS

La dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)

Elle totalise l'ensemble des travaux de R-D (recherche et développement) exécutés sur le territoire national (salaires, charges courantes et investissements), quelle que soit l'origine des financements.

La dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)

Elle représente la somme des financements consacrés à la recherche-développement par les agents économiques nationaux sur ou hors du territoire national.

La relation avec la DIRD est la suivante :

DNRD = DIRD + financements nationaux des travaux de recherche exécutés à l'étranger – financements étrangers des travaux de recherche exécutés en France.

Les travaux de recherche et développement (R-D)

Ils ont été définis et codifiés au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), chargée d'assurer la comparabilité des informations entre les pays membres de l'organisation.

Ils englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications.

Ils regroupent de façon exclusive les activités suivantes :

— la recherche fondamentale (acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière);

— la recherche appliquée (acquisition de connaissances nouvelles dirigées vers un but ou un objectif déterminé);

— le développement expérimental (travaux systématiques basés sur des connaissances obtenues par la recherche en vue de lancer de nouveaux produits, d'établir de nouveaux procédés ou d'améliorer ceux qui existent déjà).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche, sous-direction des Études statistiques, bureau des Études statistiques sur la recherche;

— INSEE, OCDE.

Publications INSEE :

— « Recherche et développement, l'effort croissant des entreprises », *INSEE-Première*, n° 373, avril 1995;

Autres publications :

— « La mesure des activités scientifiques et techniques, *Manuel de Frascati* 1993 », OCDE 1994;

— « Recherche et développement en France, résultats 1997, estimations 1998, Objectifs socio-économiques du BCRD 1999 », Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, Direction de la Programmation et du Développement, dossier n° 114, mars 2000;

— « Les chercheurs en entreprise, évolution sur longue période et situation en 1997 », Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, Direction de la Programmation et du Développement, note d'information n° 00.10, mars 2000;

— « Recherche et développement en 1998 et 1999 », Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche, Direction de la Programmation et du Développement, note d'information n° 00.29, septembre 2000;

— « La Recherche-développement dans l'industrie pharmaceutique en France : son évolution depuis vingt ans, sa situation aujourd'hui », Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche, Direction de la Programmation et du Développement, note d'information n° 00.30, septembre 2000;

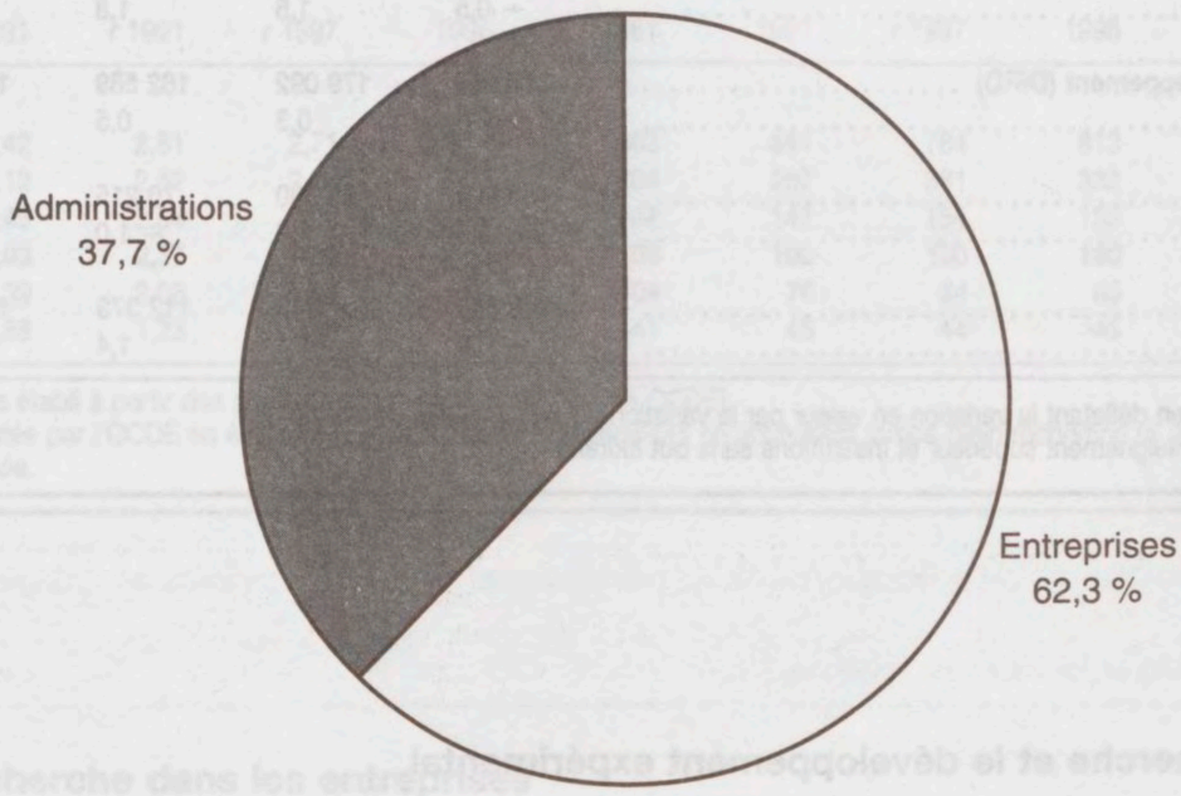
— « La place des femmes dans la recherche », Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche, Direction de la Programmation et du Développement, note d'information n° 00.31, septembre 2000;

— « Recherche et développement en France, résultats 1998, estimations 1999, Objectifs socio-économiques du BCRD 2000 », Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche, Direction de la Programmation et du Développement, dossier n° 117, octobre 2000.

* * *

GRAPHIQUE F.02

Dépense intérieure de recherche et de développement en 1998



Sources : *Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche*

TABLEAU F.02-1

Évolution de l'effort national de recherche et de développement

Sources : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

%

	r 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
Effort global (DIRD/PIB en %) (1)	2,34	2,31	2,30	2,22	2,18	2,17
Part de la dépense nationale financée par les administrations (DNRD)	50,1	49,5	48,8	47,7	44,7	43,5
Part de la dépense intérieure exécutée par les administrations (DIRD)	38,2	39,0	38,5	38,0	37,7	36,9
Part de la dépense nationale financée par les entreprises (DNRD)	49,9	50,5	51,2	52,3	56,3	56,5
Part de la dépense intérieure exécutée par les entreprises (DIRD)	61,8	61,0	61,5	62,0	62,3	63,1

(1) Part de la dépense intérieure de recherche et de développement dans le PIB.

TABLEAU F.02-2

Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur institutionnel

Sources : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

Unités : Million de francs
Variation : %

	r 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
Dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)	**177 074**	**180 802**	**184 266**	**183 702**	**188 598**	**193 162**
Variation annuelle en volume (1)	– 1,7	0,4	0,5	– 1,6	1,7	2,0
Financement par les administrations (2)	88 730	89 520	89 987	85 145	84 348	84 083
Variation annuelle en volume (1)	– 2,9	– 0,8	– 0,9	– 6,6	– 1,8	– 0,7
Financement par les entreprises	88 344	91 282	94 279	98 557	104 250	109 079
Variation annuelle en volume (1)	– 0,5	1,6	1,8	3,2	4,8	4,2
Dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)	**175 562**	**179 092**	**182 589**	**182 064**	**185 943**	**191 050**
Variation annuelle en volume (1)	– 0,6	0,3	0,5	– 1,6	1,2	2,4
Exécution par les administrations (2)	66 994	69 880	70 215	68 211	70 104	70 473
Variation annuelle en volume (1)	– 0,9	2,6	– 1,0	– 4,1	1,8	0,2
Exécution par les entreprises	108 568	109 213	112 373	113 853	115 839	120 577
Variation annuelle en volume (1)	– 0,4	– 1,1	1,4	–	0,8	3,7

(1) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(2) Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif).

TABLEAU F.02-3

Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental

Sources : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

Unité : Millier (1)

	1994	1995	1996	(2) *r* 1997	1998
Effectif total de Recherche et Développement	**315,2**	**318,4**	**320,8**	**306,2**	**309,5**
Entreprises	162,0	162,0	162,6	166,3	168,1
en %	51,4	50,9	50,7	54,3	54,3
Administrations (État et institutions sans but lucratif)	75,1	75,7	76,7	59,9	59,2
Enseignement supérieur (3)	78,1	80,7	81,5	79,9	82,2
Effectif des seuls chercheurs (4) (y compris les boursiers de thèse et les ingénieurs de recherche des EPST)	**149,2**	**151,2**	**154,8**	**154,7**	**156,9**
Entreprises	66,7	66,6	68,5	72,0	72,8
en %	44,7	44,0	44,2	46,5	46,4
Administrations (État et institutions sans but lucratif)	30,4	30,9	31,7	27,8	27,7
Enseignement supérieur (3)	52,1	53,7	54,6	54,9	56,3

(1) En équivalent temps plein recherche.
(2) Plusieurs corrections ont été apportées dans le traitement de l'enquête 1997 auprès des administrations. Pour que les données 1997 soient comparables avec 1996, il faut diminuer les effectifs 1996 de l'administration et de l'enseignement supérieur de 5 100 personnes en équivalent temps plein environ. Ces écarts résultent de corrections de la part de quelques organismes, d'une mobilisation de données relatives aux postes réellement consommés dans les universités et d'une intégration des boursiers rémunérés par de grandes fondations caritatives, notamment dans le domaine de la santé.
(3) Comprend outre les universités et établissements assimilés, les grandes écoles ainsi que le CNRS et ses deux instituts.
(4) Y compris les ingénieurs de recherche des EPST.

TABLEAU F.02-4

L'effort de recherche et de développement technologique de la France comparé à celui des principaux pays

Sources : OCDE, Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

	DIRD/PIB en %				(1) DIRD (France base 100)				(1) DIRD / habitant (France base 100)			
	r 1981	*r* 1991	*r* 1997	1998	1981	1991	*r* 1997	1998	*r* 1981	*r* 1991	*r* 1997	1998
États-Unis	2,42	2,81	2,71	2,74	663	641	784	813	158	148	177	182
Japon (2)	2,13	2,82	2,89	3,03	204	267	331	332	96	126	158	157
Allemagne (3)	2,43	2,54	2,29	2,29	144	142	154	155	124	104	113	114
France	**1,93**	**2,37**	**2,22**	**2,18**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Royaume-Uni	2,39	2,08	1,84	1,83	104	76	84	85	100	77	85	86
Italie	0,88	1,23	0,99	1,02	41	48	44	45	40	49	46	47

(1) Indice de conversion des monnaies établi à partir des parités de pouvoir d'achat (source OCDE).
(2) Pour le Japon, la série a été réajustée par l'OCDE en évaluant la masse salariale universitaire en équivalent temps plein recherche et non en personnes physiques.
(3) À partir de 1991, Allemagne réunifiée.

TABLEAU F.02-5

Concentration de la recherche dans les entreprises

Année 1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

	Entreprises et centres techniques professionnels dont le nombre de chercheurs est :						
	inférieur à 5	compris entre 6 et 9	compris entre 10 et 19	compris entre 20 et 49	compris entre 50 et 99	égal ou supérieur à 100	**Total**
Nombre d'entreprises et centres techniques	3 744	687	313	241	81	106	**5 171**
%	72,4	13,3	6,0	4,7	1,6	2,0	**100,0**
Chercheurs en équivalent temps plein recherche	7 149	4 491	4 337	7 337	5 762	43 773	**72 847**
%	9,8	6,2	6,0	10,1	7,9	60,1	**100,0**
Effectif de R & D en équivalent temps plein recherche	16 918	10 737	10 574	17 660	13 282	98 947	**168 119**
%	10,1	6,4	6,3	10,5	7,9	58,8	**100,0**
Dépenses intérieures de R & D (million de francs)	7 697	5 718	6 057	11 263	10 355	74 750	**115 839**
%	6,6	4,9	5,2	9,7	8,9	64,5	**100,0**
Financement public (million de francs)	475	220	200	428	727	9 918	**11 967**
%	4,0	1,8	1,7	3,6	6,1	82,9	**100,0**

TABLEAU F.02-6

La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement

Sources : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche — *Unité* : Million de francs

	r 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
DIRD des entreprises : montant total	**108 568**	**109 213**	**112 373**	**113 854**	**115 839**	**120 577**
en % du PIB	1,45	1,41	1,41	1,39	1,36	1,37
Variation annuelle en volume (en %) (1)	– 0,4	1,1	1,4	–	0,8	3,7
Financement de la DIRD des entreprises :						
Sur fonds des entreprises	79 588	82 144	84 434	88 838	93 245	97 335
en % du total	73	75	75	78	81	81
variation annuelle en volume (en %) (1)	1,4	1,5	1,3	3,9	4,0	4,0
Sur fonds publics	16 794	14 934	15 179	12 986	11 766	11 436
en % du total	16	14	14	11	10	9
variation annuelle en volume (en %) (1)	– 7,7	– 12,5	0,2	– 15,5	– 10,2	– 3,2
Sur autres fonds (2)	12 186	12 135	12 760	12 030	10 827	11 807
en % du total	11	11	11	11	9	10

(1) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(2) Ce sont principalement des fonds provenant de l'étranger. Compte tenu de l'irrégularité des flux annuels correspondant à cette rubrique, le calcul d'une variation annuelle en volume (et même en valeur) n'est pas significatif.

TABLEAU F.02-7

Dépenses intérieures de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations

Sources : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche — *Unité :* Milliard de francs

Branches (branches de recherche pour les activités marchandes)	*r* 1997		1998	
	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises
Fabrication d'équipement de radio, télévision et communication (1)	13,2	1,7	14,9	2,8
Industrie pharmaceutique (2)	14,3	0,1	14,8	0,1
Industrie automobile	13,4	0,1	14,0	0,1
Construction aéronautique et spatiale	12,8	5,1	13,4	4,6
Fabrication d'instruments de mesure, d'optique, d'horlogerie, médicaux (3)	11,0	3,3	8,2	1,8
Industrie chimique (4)	7,1	0,3	7,3	0,3
Énergie et extraction produits énergétiques	5,5	0,2	5,4	0,1
Fabrication de machines et équipements (5)	5,0	1,0	5,3	0,9
Fabrication de machines et appareils électriques	4,0	0,1	4,2	0,1
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	2,7	0,3	2,7	0,4
Services informatiques	2,7	0,1	2,5	0,1
Autres activités marchandes	22,2	0,8	23,1	0,7
Administrations (y.c. enseignement supérieur)	68,2	///	70,1	///
Ensemble	**182,1**	**13,1**	**185,9**	**12,0**

(1) Y compris composants.
(2) Y compris la fabrication des principes actifs.
(3) Y compris instruments de précision, de contrôle et de navigation.
(4) Y compris fibres artificielles et synthétiques.
(5) Y compris armement et appareils domestiques.

TABLEAU F.02-8

Chercheurs et effectifs de la R & D des entreprises et administrations en équivalent temps plein recherche

Sources : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

Unité : en milliers

Branches (branches de recherche pour les activités marchandes)	*r* 1996		*r* 1997		1998	
	Effectifs de R & D	Dont chercheurs (1)	Effectifs de R & D	Dont chercheurs (1)	Effectifs de R & D	Dont chercheurs (1)
Fabrication d'équipement de radio, télévision et communication (2)	16,6	8,4	17,8	9,2	19,9	11,1
Industrie pharmaceutique (3)	18,0	6,2	18,1	6,2	18,2	6,3
Industrie automobile	20,0	5,3	20,1	5,6	22,4	6,6
Construction aéronautique et spatiale	16,2	6,6	14,9	5,9	15,0	6,1
Fabrication d'instruments de mesure, d'optique, d'horlogerie, médicaux (4)	15,5	9,4	15,9	10,0	12,5	7,5
Industrie chimique (5)	11,4	3,9	11,2	3,9	11,5	3,9
Énergie et extraction produits énergétiques	6,1	3,1	6,1	3,1	5,8	3,0
Fabrication de machines et équipements (6)	9,9	3,3	9,7	3,5	10,1	3,5
Fabrication de machines et appareils électriques	6,4	2,6	6,8	2,8	7,0	2,8
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	4,3	3,1	3,9	2,9	3,7	2,8
Services informatiques	4,7	3,7	4,9	3,9	4,7	3,8
Autres activités marchandes	33,6	12,9	36,9	15,0	37,4	15,4
Administrations (y.c.enseignement supérieur)	158,2	86,3	139,9	82,7	141,4	84,0
	320,9	**154,8**	**306,2**	**154,7**	**309,6**	**156,8**

(1) Y compris les ingénieurs de recherche des EPST.
(2) Y compris composants.
(3) Y compris la fabrication des principes actifs.
(4) Y compris instruments de précision, de contrôle et de navigation.
(5) Y compris fibres artificielles et synthétiques.
(6) Y compris armement et appareils domestiques.

TABLEAU F.02-9

Les effectifs de chercheurs de la France comparé à celui des principaux pays

Sources : OCDE, Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

	Chercheurs des entreprises			Chercheurs des administrations (1) (y compris boursiers de thèse)			Total des chercheurs			Chercheurs par milliers d'actifs		
	r 1991	*r* 1997	1998	*r* 1991	*r* 1997	1998	1991	*r* 1997	1998	1991	*r* 1997	1998
États-Unis	776 400	918 600	974 600	184 100	198 200 (4)	...	960 500	964 800 (4)	...	7,5	7,4 (4)	...
Japon (2)	340 809	404 232	429 195	257 521	221 210	223 650	598 330	625 442	652 845	9,2	9,2	9,6
Allemagne (3)	141 080	132 687	133 529	100 790	103 105	104 408	241 870	235 742	237 937	6,1	5,9	6,0
France	**59 590**	**72 023**	**72 847**	**70 190**	**83 277**	**82 158**	**129 780**	**155 300**	**155 005**	**5,2**	**6,0**	**6,0**
Royaume-Uni	80 000	83 600	92 280	48 000	62 946	66 114	128 000	146 546	158 394	4,5	5,1	5,5
Italie	29 580	27 612	...	45 660	48 444	...	75 240	76 056	...	3,1	3,2	...

(1) Comprend les secteurs de l'Etat, de l'enseignement supérieur et des associations.
(2) Pour le Japon, il y a une rupture de série à partir de 1996 pour les chercheurs universitaires qui sont évalués en équivalent temps plein et non plus en personnes physiques.
(3) À partir de 1991, Allemagne réunifiée.
(4) Donnée 1993.

Chapitre F.03

Propriété industrielle

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France.

Graphique. Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence du déposant en 1999.

1. Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France.
2. Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France, par pays de résidence du déposant.
3. Répartition par domaine technologique des demandes de brevets déposées par la voie nationale.
4. Dépôts de marques pour une protection en France.
5. Nombre de dessins et modèles déposés pour une protection en France.
6. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger.
7. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut national de la propriété industrielle.

1. PRÉSENTATION

Continuant la progression entamée depuis 1987, le nombre de demandes de brevets en France connaît encore une croissance entre 1998 et 1999 (+ 6,5 %), sous l'effet notamment de l'évolution du nombre de demandes présentées par la voie internationale (+ 10,4 % entre 1998 et 1999) qui poursuit une progression très importante et ininterrompue depuis 1978. La voie internationale dite PCT représente 51,6 % de l'ensemble des dépôts et la voie européenne (en augmentation de 3,4 % entre 1998 et 1999) compte 36 % des dépôts.

Les dépôts des non-résidents sont majoritaires avec 84,7 % des demandes de brevets pour une protection en France.

Le nombre de demandes de brevets français rattrape le chiffre de 1997, après une année de baisse . En effet, on constate une croissance des dépôts d'origine française (+ 2,6 %) et une baisse des dépôts d'origine étrangère qui s'accentue (- 7,4 % entre 1998 et 1999).

En 1999, les dépôts de marques pour une protection en France effectués par chacune des trois voies (française, communautaire et internationale) continuent leur croissance (+ 12,6 % entre 1998 et 1999). Ce sont les dépôts communautaires qui augmentent le plus avec + 32 %.

Les dépôts nationaux quant à eux progressent de 8 % avec une forte augmentation des premiers dépôts (+ 18,5 %) et une diminution du nombre de renouvellements (- 6,3 %).

Les dépôts selon la voie internationale de l'Union de Madrid sont en diminution (- 3 %).

Contrairement aux brevets, les dépôts de marques sont effectués majoritairement (57 %) par des résidents français.

La forte augmentation du nombre de dessins et modèles depuis 1994 (+ 108 % entre 1994 et 1999; + 8 % entre 1998 et 1999) s'explique par la mise en place d'une procédure dite de dépôt simplifié. Cette procédure favorise en effet le nombre élevé de dessins et modèles dans chaque dépôt, le nombre des dépôts n'augmentant que de 13 % entre 1994 et 1999.

Concernant les dessins et modèles français, on constate une augmentation de 8,3 % entre 1998 et 1999 et de 6,2 % pour les demandes par la voie internationale de l'Arrangement de la Haye.

Comme pour les marques, les dépôts de dessins et modèles pour une protection en France, sont effectués majoritairement (76,6 %) par des résidents français.

2. MÉTHODOLOGIE

.

2.1. Généralités

Les généralités, ci-dessous, concernent les bases juridiques des titres de propriété industrielle. Tous les textes ont été codifiés depuis le 1er juillet 1992 dans le code de la propriété intellectuelle.

Brevets d'invention

Jusqu'en 1978, la protection sur le territoire français ne pouvait s'obtenir que par le dépôt en France d'une demande de brevet nationale. Depuis cette date, il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

La matière est régie par la loi nº 92-597 du 1er juillet 1992 relative au code de la propriété intellectuelle comprenant en première partie la propriété littéraire et artistique, en deuxième partie la propriété industrielle.

Ce texte a codifié, à droit constant, les lois régissant précédemment la matière des brevets dans le livre VI du code.

Le dépôt d'une demande de brevet doit être effectué soit à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au siège de Paris ou dans un de ses dix centres régionaux. Dans ce dernier cas, les pièces sont immédiatement transmises à l'Institut.

La demande doit notamment comprendre :

- une description de l'invention;
- une ou plusieurs revendications qui définissent l'objet de la protection demandée;
- un abrégé du contenu technique de l'invention;
- la justification du paiement des redevances prescrites.

La demande est publiée d'office à l'expiration d'un délai de dix-huit mois qui court de la date de dépôt (ou de la date de priorité, si une priorité est revendiquée).

Selon l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle, l'Institut national de la propriété industrielle annexe au brevet délivré un « rapport de recherche ». Ce rapport de recherche cite les antériorités (y compris les documents étrangers) susceptibles d'affecter la nouveauté et l'activité inventive de l'invention.

La protection conférée par le brevet consiste dans le droit exclusif d'exploiter l'invention. Toute atteinte constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur.

— la voie européenne.

La Convention sur la délivrance de brevets européens (dite Convention de Munich) du 5 octobre 1973 permet d'obtenir, par une seule formalité de dépôt et après un examen complet de brevetabilité, la délivrance d'un titre unique appelé « brevet européen », pouvant avoir dans dix-neuf États d'Europe les mêmes effets qu'un brevet national.

— la voie internationale dite PCT (Patent Cooperation Treaty).

Grâce au Traité de coopération en matière de brevets (dit PCT), signé à Washington le 19 juin 1970, il est possible par une seule démarche de déposer une demande de brevet dans près de cent pays. Un délai de trente mois est ouvert pour l'entrée dans les phases nationales, indispensable pour la délivrance des brevets nationaux recherchés. Le dépôt international est suivi d'un rapport de recherche internationale, voire d'un examen préliminaire international, facilitant le déroulement des phases nationales.

Marques de fabrique, de commerce ou de service

Il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Le droit des marques a été entièrement réformé par la loi nº 91-7 du 4 janvier 1991 : codifiée dans le livre VII du code de la propriété intellectuelle.
Les principes du droit français en la matière subsistent : seul le dépôt, suivi de l'enregistrement, et non le simple usage, crée le droit exclusif. L'INPI procède d'office à l'examen de marque sous l'aspect de sa distinctivité, de

sa licéité et de son éventuel caractère trompeur, l'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de dix ans indéfiniment renouvelable.

La principale nouveauté est sans doute l'introduction, en France, de la procédure d'opposition. Dans un délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement, le propriétaire d'une marque antérieure, ou le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation sur une telle marque, peuvent former opposition auprès de l'INPI à l'enregistrement d'une marque postérieure.

L'atteinte aux droits de la marque constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur.

— la voie communautaire.

Cette voie, ouverte depuis le 1er janvier 1996, permet d'obtenir une protection unique sur l'ensemble des pays formant l'Union européenne, avec une procédure d'enregistrement unique.

Le dépôt d'une marque communautaire s'effectue à l'Office pour l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI), situé à Alicante, ou par l'intermédiaire, en France, de l'Institut national de la proprieté intellectuelle. La durée de la protection est de dix ans, indéfiniment renouvelable.

— la voie internationale.

L'Union de Madrid (Arrangement ou Protocole), regroupant une soixantaine de pays, permet par une seule et même formalité d'étendre à tous les pays membres, ou à certains d'entre eux seulement, les effets d'un dépôt effectué en France. Le dépôt international s'effectue au Bureau international de l'organisation (OMPI) situé à Genève par l'intermédiaire, en France, de l'Institut national de la propriété industrielle. La durée de protection obtenue à l'étranger grâce à ce dépôt est de dix ans, également renouvelable indéfiniment.

Dessins et modèles industriels

Il existe deux moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Le droit français est dominé par le principe dit de « l'unité de l'art » en vertu duquel le créateur peut prétendre au bénéfice, cumulativement ou alternativement selon son intérêt :

- de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire ou artistique codifiée dans le livre I du code de la propriété intellectuelle, applicable à toutes les créations quelle que soit leur destination, sans que soit exigée aucune formalité;
- de la loi du 14 juillet 1909 spécifique aux dessins et modèles industriels, sous réserve de l'accomplissement d'une formalité de dépôt auprès de l'INPI ou des greffes des tribunaux de commerce.

La loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 a modifié les dispositions de la loi du 14 juillet 1909 afférentes à la procédure de dépôt pour les moderniser et les simplifier : ces textes figurent dans le livre V du code de la propriété intellectuelle.

Désormais, il n'est plus possible de procéder à un dépôt en nature. Le dépôt doit simplement comporter l'identification du déposant et une reproduction du ou des dessins ou modèles concernés.

La loi modifiée ne prévoit plus le secret du dépôt. Dès qu'il est reconnu conforme, le dépôt est publié à moins que le déposant n'ait requis l'ajournement de cette publication à trois ans.

La durée de protection est de vingt-cinq ans à compter de la date de dépôt, et peut être prorogée pour une période de vingt-cinq ans sur déclaration du titulaire.

De plus, la loi n° 94-102 du 5 février 1994 et le décret n° 94-836 du 27 septembre 1994 ont institué une procédure de dépôt simplifié autorisant les déposants appartenant à des domaines renouvelant fréquemment l'aspect de leurs créations (notamment les professionnels de la mode) à effectuer un dépôt avec des contraintes de présentation allégées.

— la voie internationale.

Une protection à l'étranger peut être demandée pour les dessins et modèles, en se conformant aux prescriptions des différentes législations nationales. Les droits varient notablement d'un pays à l'autre et prennent souvent en considération, au contraire du droit français, la nature et la destination de l'objet.

L'arrangement de La Haye du 6 novembre 1925 permet d'obtenir une protection dans les 29 pays membres au moyen d'un dépôt unique auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève, à moins d'un refus de protection notifié dans les six mois par les États qui prévoient un tel refus.

2.2. Méthodologie des tableaux

Les tableaux de statistiques de propriété industrielle sont établis sur la base des dépôts de titres de propriété industrielle désignant la France. Ces dépôts sont comptabilisés par l'INPI et par les offices récepteurs de demandes de titres de protection internationale.

Les domaines technologiques pris en compte dans le tableau F.03-3 sont basés sur la Classification Internationale des Brevets (CIB) issue de la convention européenne du 19 septembre 1954. Cette classification ne trouve pas de correspondance directe avec les nomenclatures usuelles telles que la NAF, et est revue tous les cinq ans pour tenir compte des évolutions dans les techniques de pointe; la dernière mise à jour date du 1er janvier 2000. De ce fait, les comparaisons avec d'autres indicateurs industriels sont à prendre avec précaution.

3. DÉFINITIONS

Brevets d'invention

Ils concernent :

— les produits nouveaux, considérés dans leur structure (ex. : réceptacle et pliage d'un coussin d'air), leur composition (ex. : une nouvelle molécule pharmaceutique), leur configuration fonctionnelle (ex. : une selle de bicyclette);

— les procédés nouveaux de fabrication (ex. : un procédé de moulage) remplissant par ailleurs les autres conditions prévues par la loi.

Le brevet n'est pas réservé aux grandes innovations. Il peut également s'appliquer à des réalisations relativement modestes (ex. : planche à voile, à roulettes et à skis), qui pour autant, n'en sont pas moins commercialement intéressantes.

Dessins et modèles

La protection des dessins et modèles s'applique à la forme ou à l'aspect extérieur donné à un produit industriel ou artisanal (ex. : une aile d'automobile).

Si la forme ou l'aspect sont inséparables de la fonction de l'objet, la protection ne relève que du brevet (ex. : une selle de bicyclette).

Marques de fabrique, de commerce ou de service

La marque est le signe quelconque (nom, emblème, dessin) qui permet à une entreprise de distinguer ses produits de ceux des autres entreprises. C'est le signe de ralliement de la clientèle.

Non-résidents

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège hors de France.

Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle a pour objet la protection des droits de propriété industrielle et des droits d'auteur.

Les principaux droits de propriété industrielle sont les brevets d'invention, les marques de fabrique, de commerce ou de service, et les dessins et modèles industriels.

Ces titres de propriété industrielle présentent toutefois le caractère commun de conférer un monopole d'exploitation (énergiquement sanctionné par l'action en contrefaçon), et de constituer par là même un atout irremplaçable dans la stratégie des entreprises.

Ce sont des armes défensives et offensives.

Pour tous ces titres de propriété il existe deux moyens d'obtenir cette protection, la voie nationale et la voie internationale, cette dernière a deux aspects en ce qui concerne les brevets (la voie européenne et la voie internationale dite PCT) et les marques (la voie communautaire, depuis 1996, et la voie internationale).

Résidents en France

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en France.

Voie nationale

Demande de protection en France par la procédure nationale, la procédure de délivrance ou d'enregistrement étant effectuée par l'Institut national de la propriété industrielle.

Voie communautaire

Depuis 1996, demande de protection des marques dans les pays de l'Union européenne auprès de l'Office pour l'harmonisation sur le marché intérieur.

Voie européenne

Demande de protection en France par la procédure européenne de délivrance des brevets (Convention de Munich).

Voie internationale

Demande de protection en France par une autre voie internationale : Traité de Washington (PCT) pour les brevets, arrangement de Madrid pour les marques, arrangement de La Haye pour les dessins et modèles.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la propriété industrielle.
— INSEE.

Publications INSEE :

Économie et statistique :

— dossier : « Les brevets », n° 275-276, 1994.

Autres publications :

Législation :

— *Le droit français des signes distinctifs,* P. Mathély Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1984.

— *Brevets, savoir-faire et droit communautaire,* J.J. Burst, R. Kovar - Paris : Litec, 1986.

— *Brevets d'invention : France-étranger, brevet européen,* B. Phelip - Paris : Delmas, 1989.

— *Le droit des brevets,* par J. Foyer, M. Vivant - Paris : PUF, 1990.

— *Protection et défense des marques de fabrique et concurrence déloyale : droit français et droits étrangers,* Y. Saint-Gal - Paris : Delmas, 1991.

— *Le nouveau droit français des brevets d'invention,* par P. Mathély - Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1991.

— Fiscalité de la recherche, de la propriété industrielle et des logiciels, par J. L. Pierre - Paris : Edition formation entreprise, 1993.

— Le nouveau droit français des marques, par P. Mathély, J.J. Burst - Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1994.

— Traité des dessins et modèles par P. Greffe et F. Greffe - Paris : Litec, 1997.

— Le droit des dessins et modèles, par D. Cohen – Paris : Economica, 1997.

— Le droit de la propriété industrielle, par A. Chavanne, J.J. Burst - Paris : Dalloz, 1998.

— Le droit français de la propriété intellectuelle, par Y. Marcellin, A. Bertrand (collab.), J.P. Martin (collab.), A. Michalland (collab.) - Paris : Cedat, 1999.

Statistiques :

— « Bulletin officiel de la propriété industrielle » - Institut national de la propriété industrielle (annuel).

— *Statistiques annuelles des échanges techniques entre la France et l'étranger,* Institut national de la propriété industrielle.

— Statistiques annuelles de la propriété industrielle, partie I : brevets, modèles d'utilité, partie II : marques de produits et de services, dessins et modèles industriels, obtentions végétales, micro-organismes + Cédérom.

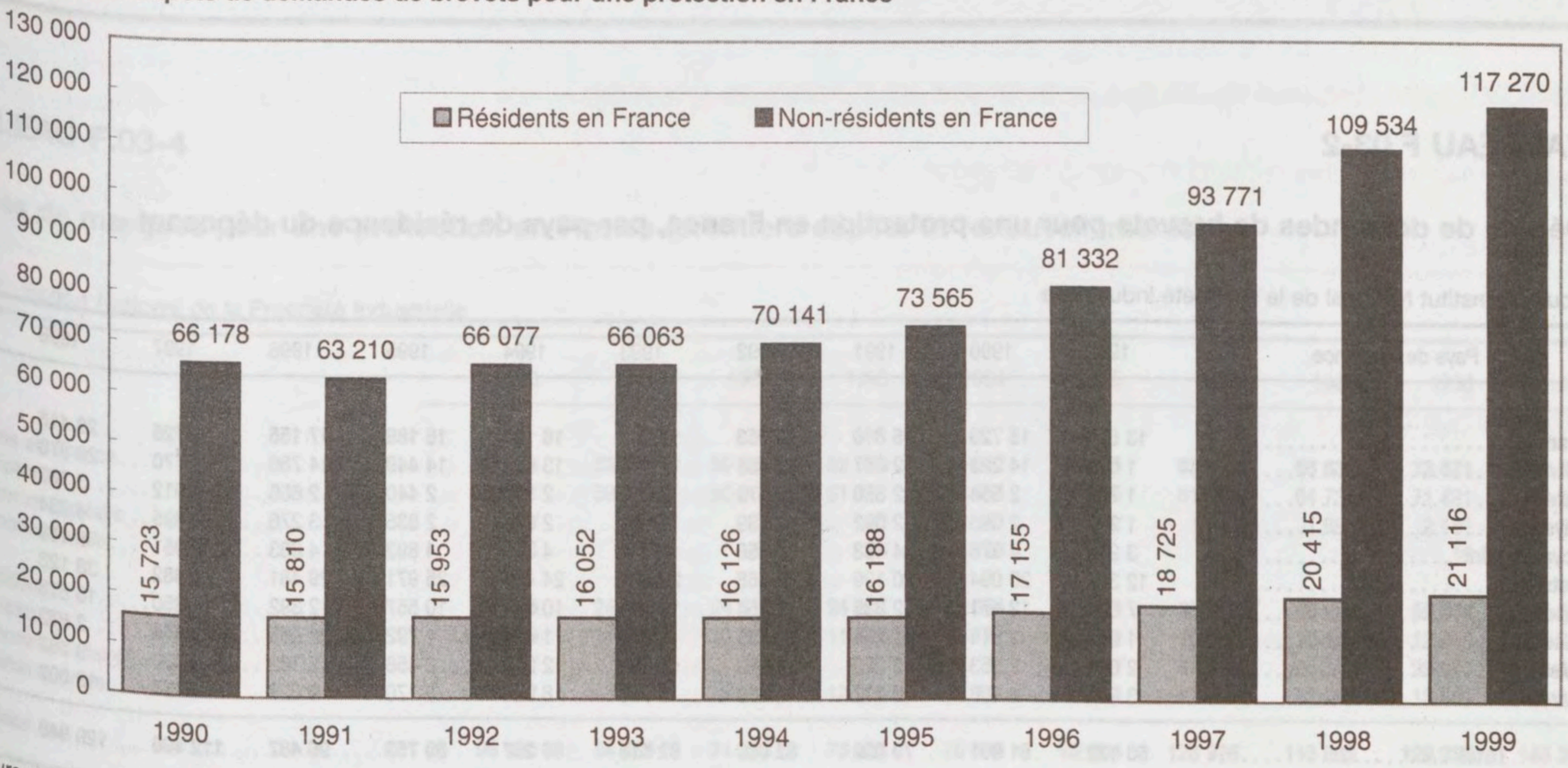
— « Ten years of the European Patent Office » - World Patent Information, vol. 10, n° 2, 1988.

— La marque communautaire en 1997 : analyse statistique des dépôts à l'OHMI, par l'Institut de recherche en propriété intellectuelle Henri-Desbois (IRPI).

*
* *

GRAPHIQUE F.03-1

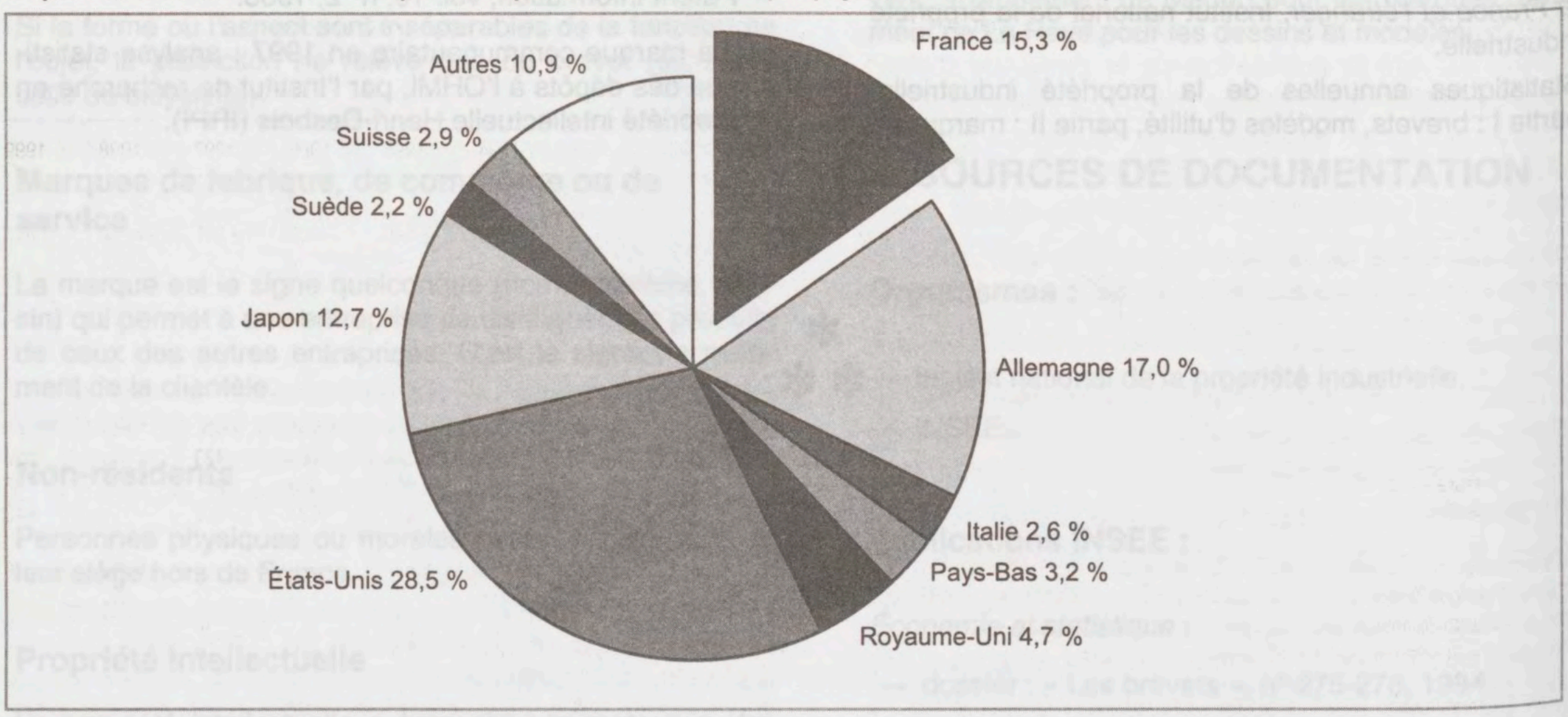
Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France



Source : Institut national de la propriété industrielle

GRAPHIQUE F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence du déposant en 1999



Source : Institut national de la propriété industrielle

TABLEAU F.03-1

Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Résidents en France	**13 520**	**15 723**	**15 810**	**15 953**	**16 052**	**16 126**	**16 188**	**17 155**	**18 725**	**20 415**	**21 116**
Voie nationale	12 050	12 378	12 597	12 539	12 638	12 514	12 419	12 916	13 252	13 251	13 592
Voie européenne	1 271	2 551	2 249	2 298	1 987	2 075	2 039	2 074	3 093	3 960	4 007
Voie internationale	199	794	964	1 116	1 427	1 537	1 730	2 165	2 380	3 204	3 517
Non-résidents	**42 602**	**66 178**	**63 210**	**66 077**	**66 063**	**70 141**	**73 565**	**81 332**	**93 771**	**109 534**	**117 270**
Voie nationale	7 543	4 260	3 908	3 547	3 402	3 525	3 477	3 484	3 637	3 544	3 282
Voie européenne	29 398	44 812	39 086	39 009	36 568	35 339	34 282	34 553	40 089	44 444	46 055
Voie internationale	5 661	17 106	20 216	23 521	26 093	31 277	35 806	43 295	50 045	61 546	67 933
Total	**56 122**	**81 901**	**79 020**	**82 030**	**82 115**	**86 267**	**89 753**	**98 487**	**112 496**	**129 949**	**138 386**

TABLEAU F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France, par pays de résidence du déposant

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

Pays de résidence	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
France	**13 520**	**15 723**	**15 810**	**15 953**	**16 052**	**16 126**	**16 188**	**17 155**	**18 725**	**20 415**	**21 116**
Allemagne	1 015	14 223	12 057	12 858	13 040	13 602	14 449	14 786	17 770	20 970	23 526
Italie	1 706	2 554	2 350	2 579	2 311	2 390	2 440	2 656	2 912	3 767	3 622
Pays-Bas	1 272	2 085	2 092	2 339	2 164	2 574	2 835	3 276	3 895	4 234	4 478
Royaume-Uni	3 211	4 876	4 488	4 458	4 512	4 779	4 893	4 863	5 951	6 119	6 550
États-Unis	12 327	20 094	20 199	22 468	22 821	24 491	25 971	29 481	31 882	38 123	39 463
Japon	7 094	12 471	12 335	11 264	10 413	10 531	10 557	12 392	14 850	16 675	17 644
Suède	1 041	1 214	1 255	1 249	1 376	1 494	1 792	2 085	2 454	2 872	2 981
Suisse	2 084	2 553	2 322	2 423	2 438	2 259	2 458	2 766	3 330	3 767	3 987
Autres	3 941	6 108	6 112	6 439	6 988	8 021	8 170	9 027	10 727	13 007	15 019
Total	**56 122**	**81 901**	**79 020**	**82 030**	**82 115**	**86 267**	**89 753**	**98 487**	**112 496**	**129 949**	**138 386**

TABLEAU F.03-3

Répartition par domaine technologique des demandes de brevet déposées par la voie nationale

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Électronique-Électricité	**2 600**	**2 441**	**2 419**	**2 522**	**2 628**	**2 649**	**2 869**	**3 237**	**3 490**	**3 543**
Composants électriques, électrotechnique	1 029	1 058	1 080	1 072	1 158	1 194	1 237	1 237	1 248	1 268
Audiovisuel	488	394	353	382	369	383	403	429	420	404
Télécommunications	513	454	441	579	574	587	680	890	1 073	1 046
Informatique	407	376	402	377	379	365	405	469	542	591
Semiconducteurs	163	159	143	112	148	120	144	212	207	234
Instrumentation	**1 991**	**1 950**	**1 853**	**1 904**	**2 086**	**1 906**	**1 985**	**2 078**	**1 904**	**1 925**
Optique	380	376	339	317	375	383	409	423	311	327
Analyse, mesure et contrôle	1 041	1 022	897	938	951	904	953	1 005	983	955
Ingénierie médicale	570	552	617	649	760	619	623	650	610	643
Chimie, Pharmacie	**1 688**	**1 616**	**1 498**	**1 545**	**1 633**	**1 661**	**1 632**	**1 686**	**1 750**	**1 799**
Chimie organique fine	506	496	474	470	476	484	429	467	432	468
Chimie macromoléculaire	216	164	193	172	205	233	243	248	190	243
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	283	269	245	339	396	438	439	444	555	535
Biotechnologies	113	148	140	113	145	131	118	145	163	186
Matériaux, métallurgie	433	409	319	320	298	281	297	265	280	242
Produits pour l'agriculture et l'alimentation	137	130	127	131	113	94	106	117	130	125
Procédés industriels	**1 830**	**1 744**	**1 633**	**1 753**	**1 678**	**1 643**	**1 615**	**1 647**	**1 671**	**1 735**
Procédés technologiques généraux	468	458	408	486	476	440	424	428	447	506
Traitement de surface - Revêtement	166	169	178	173	164	150	143	156	168	151
Travail des matériaux	576	517	399	410	398	431	399	387	408	436
Procédés thermiques et appareillages	311	313	298	352	305	267	326	316	340	278
Industrie chimique et pétrolière	210	161	180	177	177	219	193	196	155	197
Environnement - Pollution	99	126	170	155	158	136	130	164	153	167
Machines, Mécanique	**4 927**	**4 806**	**4 821**	**5 025**	**4 857**	**4 886**	**4 995**	**5 233**	**5 139**	**5 121**
Machines-outils	448	478	435	466	363	322	394	356	337	360
Moteurs, pompes, turbines	464	436	368	408	419	444	468	534	539	500
Composants mécaniques	1 128	1 082	1 100	1 140	1 022	1 121	1 033	1 051	1 085	1 107
Manutention, imprimerie	1 069	1 049	1 120	1 116	1 079	1 079	1 086	1 047	1 045	1 074
Machines et appareils pour l'agriculture et l'alimentation	443	372	395	417	418	362	428	460	415	383
Transport	1 091	1 114	1 164	1 244	1 280	1 322	1 393	1 573	1 521	1 508
Technologie nucléaire	117	115	101	93	105	104	60	66	87	66
Spatial - Armement	167	160	138	141	171	132	133	146	110	123
Consommation des ménages - BTP	**2 474**	**2 485**	**2 253**	**2 441**	**2 559**	**2 631**	**2 798**	**2 587**	**2 490**	**2 388**
Équipements et produits de consommation	1 387	1 330	1 264	1 442	1 472	1 516	1 714	1 601	1 568	1 411
Bâtiment - Travaux publics	1 087	1 155	989	999	1 087	1 115	1 084	986	922	977
Demandes non classées	**1 128**	**1 463**	**1 609**	**850**	**598**	**520**	**506**	**421**	**351**	**372**
Total des demandes	**16 638**	**16 505**	**16 086**	**16 040**	**16 039**	**15 896**	**16 400**	**16 889**	**16 795**	**16 874**

TABLEAU F.03-4

Dépôts de marques pour une protection en France (premiers dépôts et renouvellements)

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Résidents en France	**67 805**	**59 955**	**50 407**	**52 025**	**54 012**	**56 845**	**63 423**	**66 635**	**73 671**	**82 751**
Voie nationale	67 771	59 920	50 359	51 991	53 984	56 845	61 808	64 734	71 491	80 020
Voie communautaire	///	///	///	///	///	///	1 610	1 898	2 161	2 731
Voie internationale	34	35	48	34	28	–	5	3	19	–
Non résidents	**27 320**	**24 528**	**24 112**	**24 277**	**24 684**	**26 049**	**65 553**	**48 934**	**55 364**	**62 564**
Voie nationale	13 368	11 414	10 525	11 373	11 777	12 636	10 790	10 601	12 496	10 686
Voie communautaire	///	///	///	///	///	///	41 383	25 340	29 067	38 492
Voie internationale	13 952	13 114	13 587	12 904	12 907	13 413	13 380	12 993	13 801	13 386
Total	**95 125**	**84 483**	**74 519**	**76 302**	**78 696**	**82 894**	**128 976**	**115 569**	**129 035**	**145 315**

TABLEAU F.03-5

Nombre de dessins et modèles déposés pour une protection en France

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Résidents en France	**24 540**	**27 967**	**25 220**	**22 970**	**23 540**	**35 850**	**46 046**	**51 332**	**56 354**	**60 737**
Voie nationale (1)	23 050	26 711	23 400	21 000	21 600	33 969	44 061	48 709	53 942	58 284
Voie internationale	1 490	1 256	1 820	1 970	1 940	1 881	1 985	2 623	2 412	2 453
Non-résidents	**12 155**	**13 619**	**13 851**	**14 656**	**14 609**	**13 771**	**14 617**	**16 385**	**17 209**	**18 590**
Voie nationale (1)	2 245	2 087	2 200	2 000	2 200	2 667	3 093	3 666	3 485	3 913
Voie internationale	9 910	11 532	11 651	12 656	12 409	11 104	11 524	12 719	13 724	14 677
Total	**36 695**	**41 586**	**39 071**	**37 626**	**38 149**	**49 621**	**60 663**	**67 717**	**73 563**	**79 327**

(1) Les chiffres de la voie nationale pour les années 1992 à 1994 sont des estimations.

TABLEAU F.03-6

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements)

Unité : Million de francs

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Recettes	6 615	7 501	8 670	9 401	9 420	10 209	11 528	9 639	11 927	13 748	12 201
Dépenses	11 457	11 265	12 538	13 861	13 338	13 651	15 061	13 569	14 444	16 007	14 051
Soldes	**– 4 842**	**– 3 764**	**– 3 868**	**– 4 460**	**– 3 918**	**– 3 442**	**– 3 533**	**– 3 930**	**– 2 517**	**– 2 259**	**– 1 850**

TABLEAU F.03-7

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays

Balance par pays des règlements avec l'étranger

Source : Banque de France

Unité : Million de francs

Pays	1997			1998			1999	
	Recettes	Dépenses	**Soldes**	Recettes	Dépenses	**Soldes**	Recettes	Dépenses	*Soldes*
UE	5 490	5 578	**– 88**	6 674	6 701	**– 27**	5 428	6 577	*– 1 149*
dont : Royaume-Uni	996	1 081	**– 85**	1 357	1 218	**139**	1 253	1 433	*– 180*
Pays-Bas	623	1 196	**– 573**	518	1 161	**– 643**	406	929	*– 523*
U.E.B.L	725	408	**317**	647	484	**163**	612	278	*334*
Allemagne	1 086	980	**106**	1 947	1 218	**729**	1 049	980	*69*
Italie	734	295	**439**	775	290	**485**	814	296	*518*
Espagne	750	104	**646**	899	119	**780**	834	238	*596*
États-Unis	2 465	6 456	**– 3 991**	3 170	6 775	**– 3 605**	3 406	4 895	*– 1 489*
Canada	161	78	**83**	414	99	**315**	333	45	*288*
Japon	1 299	358	**941**	1 186	397	**789**	1 210	801	*409*
Suisse	719	1 375	**– 656**	681	1 532	**– 851**	905	1 462	*– 557*

G

Données économiques générales

TABLEAU F.03-5

Nombre de dessins et modèles déposés pour leur protection en France

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Résidents en France	36 650	37 997	28 229	22 070	29 540	36 663	46 946	51 382	56 764
Voie nationale (1)	33 190	34 711	25 400	21 000	27 600	33 909	44 081	48 709	53 942
Voie internationale	3 460	3 286	2 829	1 070	1 940	2 754	2 865	2 673	2 822
Non-résidents	15 128	17 164	13 181	14 669	14 600	13 771	14 817	16 335	17 309
Voie nationale (1)	3 990	5 467	2 230	2 030	2 200	2 667	2 063	3 595	3 458
Voie internationale	11 138	11 697	10 951	12 656	12 400	11 104	12 524	12 719	13 724
Total	51 778	55 161	41 410	36 739	44 140	50 434	61 763	67 717	74 073

(1) Les années où la voie nationale est plus élevée que la voie internationale.

TABLEAU F.03-6

Effet favorable des brevets et des redevances de fabrication sur la balance

Balance par pays des règlements avec l'étranger

Source : Banque de France

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Brevets : Banque de France (Balance des paiements)									
Recettes	5 613	7 901	9 670	9 920	9 406	10 328	11 828	9 858	11 787
Dépenses	11 457	11 900	12 308	12 983	13 306	15 057	16 001	13 580	14 424
Soldes	– 5 844	– 3 764	– 1 638	– 4 063	– 3 918	– 4 729	– 4 173	– 3 722	– 2 637
Redevances : Douanes françaises (Commerce extérieur)									
Recettes	6 470	7 321	7 885	7 597	8 210	9 101	9 453	9 458	9 458
Dépenses	10 138	11 459	12 758	8 475	8 610	10 101	10 443	8 205	8 205
Soldes	– 3 668	– 4 138	– 4 873	– 877	– 400	– 1 000	– 990	1 253	1 253
Brevets : Douanes françaises (Commerce extérieur)									
Recettes	1 736	1 946	2 177	2 317	2 647	2 494	2 765	3 010	3 010
Dépenses	3 108	3 408	3 808	4 184	4 947	5 218	5 765	6 258	6 258
Soldes	– 1 372	– 1 462	– 1 631	– 1 867	– 2 300	– 2 724	– 3 000	– 3 248	– 3 248
Redevances : Banque de France (Balance des paiements)									
Recettes	2 143	2 580	2 730	2 639	2 772	2 780	3 375	3 375	3 375
Dépenses	2 143	2 580	2 730	2 639	2 772	2 780	3 375	3 375	3 375
Soldes	0	0	0	0	0	0	0	0	0

TABLEAU F.03-7

Effet favorable des brevets et des redevances de fabrication sur la balance

Balance par pays des règlements avec l'étranger

Source : Banque de France

	1997				1998			
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses
Allemagne	6 470	6 511	– 41	6 458	6 458	0	6 458	6 458
Belgique-Luxembourg	3 218	3 053	165	1 253	1 253	0	1 253	1 253
Pays-Bas	3 101	3 541	– 440	406	406	0	406	406
Royaume-Uni	494	329	165	510	510	0	510	510
Italie	1 218	2 266	– 1 048	1 048	1 048	0	1 048	1 048
Espagne	280	482	– 202	514	514	0	514	514
Suisse	110	730	– 620	854	854	0	854	854
États-Unis	5 170	8 775	– 3 605	4 406	4 406	0	4 406	4 406
Canada	89	414	– 325	333	333	0	333	333
Japon	397	289	108	1 210	1 210	0	1 210	1 210
Divers	1 132	1 794	– 662	805	805	0	805	805

Chapitre G.01

Comptabilité nationale

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Ressources et emplois de biens et services : à prix courants.
2. Ressources et emplois de biens et services en volume.
3. Ressources et emplois de biens et services : contributions à la croissance du PIB en volume.
4. Valeur ajoutée par branche à prix courants.
5. Valeur ajoutée par branche en volume.
6. Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants.
7. Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants.
8. Principaux agrégats par habitant.

9A. Compte d'utilisation du revenu et principaux ratios des ménages.

9B. Principaux ratios des entreprises non financières.

10. Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions de l'Union européenne.
11. Grands agrégats et opérations avec le Reste du Monde.
12. Comparaisons internationales : principaux agrégats à prix courants.
13. Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) rapportés à la population et à l'emploi.
14. Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume).
15. Critères de convergence de l'Union européenne au sens du Traité de Maastricht.

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration du Département des « Comptes nationaux de l'INSEE », Cellule « Rapport sur les comptes ».

1. PRÉSENTATION

En 1999, la croissance de l'économie française s'établit à 2,9 %, en moyenne annuelle, après 3,1 % en 1998. Le dynamisme de l'emploi est à peine émoussé par le « trou d'air » de l'hiver 1998-1999. Les gains de pouvoir d'achat qui en résultent, soutiennent la dépense de consommation des ménages et l'investissement en logements. Pour répondre à cette demande, les entreprises poursuivent aussi leur effort d'investissement, entamé en 1998. L'inflation reste très modérée et elle est en grande partie imputable à la hausse des cours du pétrole. La progression de l'emploi, avec 465 000 nouveaux postes, est exceptionnelle et la décrue du chômage s'accélère. L'exportation rebondit en cours d'année, stimulée par le redressement de la demande mondiale. La réduction du déficit public se poursuit ; d'importantes recettes fiscales qui résultent de la forte activité de 1998 y contribuent.

2. MÉTHODOLOGIE

Les principales notions

La comptabilité nationale vise à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques relatifs aux unités qui composent l'économie nationale. Elle se fonde sur un ensemble de données statistiques.

Les comptes nationaux décrivent des phénomènes économiques concernant les unités localisées sur un territoire qualifié de « territoire économique ».

En base 1995, le territoire économique comprend le territoire géographique de la France métropolitaine et des DOM, les ambassades, bases militaires et scientifiques françaises situées hors de ce territoire mais à l'exclusion des ambassades étrangères en France.

Les concepts fondamentaux de la comptabilité nationale sont les notions de production, de revenu et d'épargne. La production mesure la création de biens et de services sur le territoire économique. Elle constitue l'essentiel de l'offre de biens et de services permettant de satisfaire la demande sous toutes ses formes : consommation, investissement, exportations. La production est la source principale des revenus dont bénéficient les unités résidentes, c'est-à-dire celles dont le centre d'intérêt économique est situé sur le territoire économique.

En comptabilité nationale, on utilise trois types de regroupements des unités économiques :

— les secteurs institutionnels constitués d'unités institutionnelles (entreprises, administrations, ménages, etc.) qui sont des unités élémentaires disposant à la fois d'une autonomie de gestion – matérialisée par l'existence ou la possibilité de tenir une comptabilité complète – et d'une autonomie de décision ;

— les branches constituées d'unités de production homogène impliquées dans les activités définies par un même poste de la nomenclature d'activité ;

— les produits définis en référence à une nomenclature de produits.

Au niveau le plus global, la mesure de l'activité productrice s'effectue par le produit intérieur brut (PIB) (cf. définitions).

Le produit intérieur brut est plus faible que la valeur totale de tous les produits (intermédiaires ou finals) élaborés au cours de l'année dans l'économie nationale, mais est plus significatif sans double compte. Ceci impose de déduire de la production totale en biens et services, ceux qui entrent dans les processus de production en tant que consommations intermédiaires. Il convient donc de prendre quelques précautions lorsqu'on veut situer une unité de production (ou un groupe d'unités) dans l'ensemble de l'activité productrice nationale en utilisant comme référence le produit intérieur brut. On ne peut pas comparer au PIB la production ou le chiffre d'affaires de l'unité concernée. Il est indispensable d'utiliser alors la contribution de cette unité au produit intérieur brut, c'est-à-dire sa valeur ajoutée (différence entre la valeur des produits fabriqués et la valeur des produits consommés au cours de la fabrication).

Si, pour l'ensemble d'une économie, la production génère l'essentiel du revenu, il n'en va pas de même pour chacun des secteurs institutionnels. En effet, beaucoup de transferts s'opèrent entre unités institutionnelles, les uns directement liés à l'activité économique (rémunération des salariés, certains impôts et subventions d'exploitation), d'autres pour diverses raisons (rémunérations d'actifs incorporels ou financiers, impôts sur les bénéfices et sur le revenu, cotisations et prestations sociales).

Le revenu disponible est ainsi constitué des revenus issus de la production et des revenus de transferts. Pour l'ensemble de l'économie, on parle de revenu national disponible, brut ou net selon les cas, défini comme la somme des revenus disponibles des secteurs institutionnels.

L'épargne, enfin, mesure la part du revenu de la période considérée consacrée à l'augmentation du patrimoine des unités résidentes. Pour un bon nombre d'entre elles, l'épargne équivaut au revenu. Les ménages, en revanche, consacrent une part importante de leurs revenus à la consommation finale. De même, par convention, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages sont censées consommer les services non marchands qu'elles ont fournis gratuitement à la collectivité : leur épargne est donc la partie de leur revenu consacrée à d'autres utilisations. Il en résulte une capacité ou un besoin de financement suivant que l'écart entre l'épargne et l'investissement est positif ou négatif.

La consommation de capital fixe est une mesure du coût d'utilisation des biens de capital fixe, c'est-à-dire des biens qui ont été affectés à une utilisation étalée sur plusieurs années dans le cadre du processus de production. Du fait de leur usure ou de leur obsolescence, ces biens ne peuvent être utilisés indéfiniment. Afin de rendre compte du coût que représente l'utilisation de ces biens, on définit la consommation de capital fixe comme la valeur de la part des biens qui devrait être remplacée pour maintenir l'appareil de production en l'état.

Les éléments présentés ici ne constituent qu'une petite partie du cadre central des comptes nationaux. À côté de ce cadre central, et en complément, le système élargi de

comptabilité nationale prévoit l'élaboration de comptes satellites et de systèmes intermédiaires. Ils font l'objet de publications séparées.

La base 95 des Comptes nationaux

Les comptes nationaux sont établis selon les concepts de la « base 1995 » qui remplace la « base 1980 ». Un nouveau système de comptabilité a été adopté, ainsi qu'une nouvelle nomenclature d'activités et de produits, et les évaluations ont fait l'objet d'une révision complète.

Le nouveau système de comptabilité nationale est conforme au système européen de comptes (SEC 95), lui-même cohérent avec le système de l'ONU (SCN 93). Il n'apporte pas de bouleversements par rapport à l'ancien. Plusieurs changements ont néanmoins été introduits, dont les principaux sont les suivants :

— la production, et de ce fait la valeur ajoutée, sont évaluées au « prix de base » et non plus au « prix du producteur » ; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits, et inclut les subventions sur les produits ;

— il n'y a qu'une seule mesure du PIB, sans distinction du PIB marchand et du PIB non marchand ;

— deux notions de consommation finale apparaissent : la dépense de consommation et la consommation finale effective ;

— les logiciels font partie de la formation brute de capital fixe ;

— la définition des secteurs institutionnels est légèrement modifiée :

  – les Institutions de crédit et les Entreprises d'assurance sont regroupées au sein des Sociétés financières,

  – les Administrations privées font place aux Institutions sans but lucratif au service des ménages,

  – les Grandes entreprises nationales ne sont plus distinguées au sein des Sociétés non financières,

  – enfin, les contours des secteurs ont été revus, en particulier celui des Administrations publiques.

— les flux monétaires sont comptabilisés en fonction de la date du « fait générateur » ; en réalité, ce principe était déjà appliqué, mais avec de nombreuses exceptions qui sont supprimées.

— le territoire économique est étendu aux départements d'outre-mer.

Enfin, une des innovations de la « base 95 » concerne l'évaluation des comptes « en volume ». À chaque niveau d'agrégation des postes des comptes de biens et services, les indices de volume tirés chaque année des comptes aux prix de l'année précédente sont chaînés à partir de l'année 1995, vers l'avant pour les années suivant cette année, vers l'arrière pour les années la précédant. Les montants à prix constants s'obtiennent ensuite en multipliant le montant à prix courants de l'année 1995 par l'indice ainsi calculé.

Ce mode de calcul a l'avantage de fournir des évolutions sur longue période qui respectent les évolutions annuelles aux prix de l'année précédente et qui, par conséquent, tiennent compte de l'évolution au cours du temps de la structure des prix relatifs.

En revanche, les comptes ainsi obtenus ne sont pas additifs : le montant « en volume » d'un poste n'est pas égal à la somme des montants « en volume » de ses composantes. C'est la raison pour laquelle des comptes « en volume » aux prix de l'année 1995, et par conséquent additifs, sont également calculés pour les utilisateurs souhaitant en disposer. Toutefois, aucune série issue de ces comptes ne figure dans ce document.

La nouvelle nomenclature d'activités et de produits utilisée par les comptes nationaux est une agrégation de la nomenclature NAF en vigueur depuis 1993, cohérente avec la nomenclature européenne NACE rev1.

Les résultats

Les estimations relatives à une année donnée sont révisées deux fois pour prendre en compte des informations nouvelles, et sont ensuite figées. Les comptes relatifs à une année donnée sont d'abord des « comptes provisoires », puis « semi-définitifs » avant d'être « définitifs », deux campagnes après la première publication.

Afin de mieux apprécier les évolutions des postes en valeur, on les décompose en une part imputable aux seuls mouvements de prix et en une autre part regroupant les effets de tous les autres facteurs :

— l'évolution des prix n'est censée retracer que les variations de prix, indépendamment des effets des améliorations de la qualité des produits et cela, pour des produits comparables dans le temps ;

— les variations en volume ne se réduisent donc pas à des variations de quantités puisqu'elles incorporent des modifications de qualité et les effets de l'apparition de nouveaux produits. Elles sont mesurées à partir des comptes « en volume ».

Les critères de convergence de l'Union monétaire au sens des Traités de Maastricht et d'Amsterdam et les comptes nationaux

Les traités de Maastricht, puis d'Amsterdam, imposent aux États membres des critères de maîtrise des déficits publics dans le cadre des « programmes de stabilité et de croissance » :

— *le critère de stabilité des prix* : le taux d'inflation ne devra pas dépasser de plus de 1,5 % la moyenne des taux des trois États membres les moins inflationnistes.

— *les critères de maîtrise des déficits publics* : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB.

— *le critère de stabilité des changes* : impose le respect des marges normales de fluctuation prévues par le SME *(Système monétaire européen*), sans dévaluation de la monnaie par rapport à celle d'un autre État membre depuis au moins deux ans.

— le caractère durable de la convergence mesurée par le niveau du *taux* d'*intérêt nominal à long terme* qui ne devra pas dépasser de plus de 2 % la moyenne des taux d'intérêt des trois pays les plus performants en matière d'inflation.

Le déficit des finances publiques est mesuré par le besoin de financement du secteur des administrations publiques, au sens des comptes nationaux. La dette publique est celle du secteur des administrations publiques, mais mesurée différemment de celle des comptes nationaux. Elle est évaluée en valeur brute (sans déduction des créances des administrations publiques sur les autres secteurs). Elle est cependant consolidée au sein des administrations publiques. Elle est évaluée en valeur nominale et non à la valeur du marché. Les prêts et crédits commerciaux et les décalages comptables ne sont pas pris en compte.

3. DÉFINITIONS

Administrations publiques

Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

Capacité ou besoin de financement

Solde du compte de capital. Il est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...). On parle de capacité de financement si le solde est positif, de besoin de financement s'il est négatif.

Consommation de capital fixe

Dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible.

Le terme « brut » dans les expressions comme Produit intérieur brut ou Formation brute de capital fixe signifie que la consommation de capital fixe n'a pas été soustraite. Quand on la soustrait de ces grandeurs, leur valeur est dite « nette ».

Consommation effective des ménages

Ensemble de la consommation des ménages. C'est la somme de la dépense de consommation des ménages et de la dépense de consommation individualisable des Administrations.

La dépense de consommation des ménages se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. On y inclut aussi les loyers imputés que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.

Les consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations sont celles dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation et pour la santé.

Consommation intermédiaire

Valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production. L'usure des actifs fixes mis en œuvre n'est pas prise en compte ; elle est enregistrée dans la consommation de capital fixe.

Cotisations sociales effectives

Ensemble des versements que les individus et leurs employeurs effectuent aux administrations de sécurité sociale et aux régimes privés. Elles se décomposent en cotisations à la charge des employeurs, à la charge des salariés, et à la charge des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi.

Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs

Contrepartie des prestations sociales fournies directement par les employeurs à leurs salariés, leurs anciens salariés et autres ayants droit, diminuée le cas échéant des cotisations sociales à la charge des salariés.

Dépense de consommation des ménages

Voir Consommation effective des ménages.

Économie nationale

Ensemble des unités résidentes sur le territoire économique. Le territoire économique français comprend la métropole et les départements d'outre-mer. Les DOM faisaient partie du reste du monde dans les précédentes bases.

Entreprise individuelle

Entreprise qui n'a pas la forme juridique de société. En comptabilité nationale, les entreprises individuelles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent et sont classées dans le secteur institutionnel des ménages.

Épargne

Solde du compte d'utilisation du revenu disponible et du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté. Pour les ménages, elle est égale au revenu disponible diminué de la dépense de consommation, ou au revenu disponible ajusté diminué de la consommation effective (voir ces mots).

L'épargne peut être calculée nette, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Excédent brut d'exploitation

Solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmentée des subventions sur les produits.

Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte.

L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Exportations de biens et de services

Ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non-résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Formation brute de capital fixe

Acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Importations de biens et de services

Ensemble des biens et des services fournis par des non-résidents à des résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Impôts sur la production et les importations

Versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation. Ils comprennent les impôts sur les produits et les autres impôts sur la production.

Impôts sur les produits

Impôts dus par unité de bien ou de service produite ou échangée. Ils font partie des Impôts sur la production et les importations. Ils comprennent notamment la TVA.

Impôts sur le revenu

Impôts frappant les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des personnes physiques, ménages, sociétés et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Investissement

Voir FBCF.

Ménages

Individus ou groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.

Opérations financières

Ensemble des opérations entre deux unités institutionnelles portant sur des actifs ou des passifs financiers. Certaines opérations sont purement financières : prêts, émissions ou cessions de titres. D'autres sont la contrepartie d'une opération sur biens et services ou d'une opération de répartition, qui se traduit par un transfert de moyens de paiement ou la naissance d'un crédit.

Opérations de répartition

Opérations par lesquelles la valeur ajoutée générée par la production est distribuée entre la main-d'œuvre, le capital et les administrations publiques, et opérations de redistribution du revenu et de la richesse.

Population totale

Ensemble des personnes, nationaux ou étrangers, établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si ces personnes en sont temporairement absentes. La population totale est calculée à une date déterminée. Toutefois, la moyenne annuelle du nombre d'habitants fournit une base appropriée pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou comme dénominateur en cas de comparaisons.

Prélèvements obligatoires

Ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives perçues par les administrations publiques et l'Union européenne. Le taux de prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements au PIB.

Prestations sociales

Transferts, en espèces ou en nature, aux ménages qui sont destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins ; ils sont effectués par l'intermédiaire de régimes organisés de façon collective ou, en dehors de ces régimes, par des unités des administrations publiques ou des ISBLSM.

Prix d'acquisition

Montant effectif payé par l'acheteur par unité de bien ou de service achetée. Il comprend les impôts, la TVA ne comptant que pour sa partie non déductible, et les subventions sur les produits sont déduites. Il comprend aussi les frais de transport acquittés séparément par l'acheteur pour prendre possession des produits au moment et au lieu voulus. Il exclut les intérêts qui viennent s'ajouter en cas d'octroi d'un crédit.

Prix de base

Montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, diminué des impôts sur les produits et augmenté des subventions sur les produits. Le prix de base exclut les frais de transport facturés séparément.

Prix caf (coût, assurance, fret)

Prix d'un bien à la frontière du pays importateur ou prix d'un service fourni à un résident avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays.

Prix fab (franco à bord)

Prix d'un bien à la frontière du pays exportateur ou prix d'un service fourni à un non-résident. Il comprend la valeur des biens ou des services au prix de base, des services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, les impôts moins les subventions.

Production

Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et résultat de cette activité. Les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain ne font pas partie de la production.

Production marchande

Production écoulée ou destinée à être écoulée sur le marché. Elle comprend :

– les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire un prix couvrant plus de 50 % des coûts de production) ;

– les produits troqués ;

– les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature, y compris les rémunérations des salariés en nature ;

– les produits livrés par une unité d'activité économique locale à une autre unité d'activité économique locale appartenant à la même unité institutionnelle et destinés à être utilisés par cette dernière pour sa consommation intermédiaire ;

– les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours, destinés à une ou plusieurs des utilisations précédentes.

Production pour usage final propre

Biens ou services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale ou sa formation brute de capital fixe.

Produit intérieur brut aux prix du marché

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

Il peut se définir de trois manières :

– le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts et diminuée des subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;

– le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;

– le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Rémunération des salariés

Ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.

Reste du monde

Les comptes du reste du monde retracent les relations économiques entre les unités qui font partie du territoire économique et celles qui n'en font pas partie.

Revenu disponible

Revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations de redistribution.

Revenu disponible ajusté

Pour les ménages, revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature contrepartie des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (voir Consommation effective des ménages).

Revenu mixte

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Salaires et traitements en nature

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Secteur institutionnel

Ensemble d'unités institutionnelles. Une unité institutionnelle est un centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

Sociétés financières

Ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière et/ou à exercer des activités financières auxiliaires. Le secteur comprend les institutions financières (banques, caisses de dépôts...), les auxiliaires financiers et d'assurance, les sociétés d'assurance (y compris mutuelles, institutions de retraite complémentaire).

Sociétés non financières

Ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

Standard de pouvoir d'achat (SPA)

Monnaie fictive utilisée pour éliminer les différences de niveau général des prix et les variations de taux de change, afin d'améliorer la comparaison des volumes entre les pays.

Subventions

Transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les subventions sur les produits, versées par unité de bien ou de service produite ou importée, et les autres subventions sur la production.

Valeur ajoutée

Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Variation des stocks

Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Eurostat, Office statistique de l'Union européenne.

— Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Publications :

« Système de comptes nationaux », Bureau de statistiques des Nations Unies, Études méthodologiques, série F, n° 2, rev. 3.

« System of National Accounts 1993 », publication commune des Nations Unies, de la Banque Mondiale, du FMI, de l'OCDE et de la Commission des communautés européennes.

Système européen de comptes économiques intégrés, SEC 95, Eurostat.

« L'Économie française, édition 2000-2001 », éditions Hachette, *« Le livre de poche »*, *collection Références, INSEE*, juin 2000.

INSEE-Résultats :

— « Comptes et indicateurs économiques : rapport sur les comptes de la Nation 1999 », n^{os} 715-716, juillet 2000 ;

— « ETC 2000-2001 - Extraits et tableaux des comptes de la Nation 1999 », n° 712, août 2000.

Cédérom : « *Les comptes nationaux* », séries longues, édition 2000-2001.

INSEE-Première :

— « Les comptes de la Nation en 1999 », n° 710, avril 2000 ;

— « Les comptes des administrations publiques en 1999 », n° 712, mai 2000 ;

— « Les comptes financiers de la nation en 1999 », n° 714, mai 2000.

Économie et Statistique :

— « La comptabilité nationale vingt ans après », n° 318, août 1998 ;

— « Comptabilité nationale : le passage à la nouvelle base », n[os] 321/322, janvier-février 1999.

« La nouvelle base 1995 », *Courrier des statistiques*, n[os] 87-88, décembre 1999.

Voir aussi sur le site **www.insee.fr**

Des séries longues en base 80 sont également disponibles sur les mêmes supports.

*
* *

TABLEAU G.01-1

Ressources et emplois de biens et services : à prix courants

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Million d'euros

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**1 101 677**	**1 143 322**	**1 181 849**	**1 212 178**	**1 251 163**	**1 301 352**	**1 344 417**
Importations	**211 864**	**230 369**	**249 764**	**259 634**	**281 681**	**305 316**	**317 162**
Total ressources (2)	**1 313 541**	**1 373 691**	**1 431 613**	**1 471 812**	**1 532 844**	**1 606 668**	**1 661 579**
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	608 198	628 605	649 034	669 638	679 956	708 102	728 415
Individuelle des administrations publiques	155 194	161 528	166 781	172 704	177 482	183 049	190 228
Collective des administrations publiques	114 379	114 465	115 374	120 490	125 413	123 307	128 050
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	6 431	6 676	7 028	7 301	7 624	7 821	8 211
Total dépenses de consommation finale (2)	**884 203**	**911 274**	**938 218**	**970 133**	**990 475**	**1 022 279**	**1 054 905**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	117 408	120 593	122 995	122 772	122 300	131 484	141 351
Des ménages hors entreprises individuelles	50 681	53 296	54 344	55 259	57 063	59 705	64 028
Des sociétés financières	6 555	4 913	6 043	6 827	7 971	9 227	10 681
Des administrations publiques	38 729	39 145	38 564	38 971	37 079	37 755	39 052
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	149	151	152	147	174	303	318
Total formation brute de capital fixe (2)	**213 521**	**218 099**	**222 098**	**223 975**	**224 588**	**238 474**	**255 430**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**881**	**889**	**917**	**892**	**985**	**1 147**	**1 166**
Variation des stocks	**– 13 481**	**– 2 156**	**4 407**	**– 2 952**	**– 2 293**	**4 699**	**– 858**
Exportations	**228 416**	**245 585**	**265 973**	**279 764**	**319 089**	**340 068**	**350 937**
Total emplois (2)	**1 313 541**	**1 373 691**	**1 431 613**	**1 471 812**	**1 532 844**	**1 606 668**	**1 661 579**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Du fait des arrondis, les lignes « total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.01-2

Ressources et emplois de biens et services en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (1)

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Million d'euros

	r 1993	*r* 1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**1 138 905**	**1 162 435**	**1 181 849**	**1 194 884**	**1 217 640**	**1 255 067**	**1 291 763**
Importations	**213 759**	**231 335**	**249 764**	**253 757**	**271 184**	**301 121**	**311 986**
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	633 748	641 187	649 034	657 326	658 211	679 964	694 094
Individuelle des administrations publiques	162 600	165 813	166 781	169 612	172 361	176 063	180 729
Collective des administrations publiques	117 865	116 659	115 374	118 942	122 336	119 027	121 911
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	6 638	6 826	7 028	7 164	7 391	7 503	7 758
Total dépenses de consommation finale	**920 884**	**930 484**	**938 218**	**953 044**	**960 285**	**982 590**	**1 004 524**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	118 198	120 635	122 995	122 049	122 516	132 242	142 301
Des ménages hors entreprises individuelles	51 023	53 243	54 344	54 588	55 069	56 992	61 418
Des sociétés financières	6 258	4 699	6 043	6 830	7 850	9 267	10 669
Des administrations publiques	38 741	38 991	38 564	38 450	36 346	37 273	38 197
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	147	148	152	145	173	305	319
Total formation brute de capital fixe	**214 408**	**217 665**	**222 098**	**222 063**	**221 936**	**235 987**	**252 792**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**871**	**863**	**917**	**886**	**990**	**1 151**	**1 180**
Variation des stocks	**– 12 727**	**– 2 227**	**4 407**	**– 2 570**	**– 2 046**	**5 211**	**– 945**
Exportations	**229 417**	**247 022**	**265 973**	**275 218**	**307 717**	**331 580**	**343 876**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU G.01-3

Ressources et emplois de biens et services : contributions à la croissance du PIB en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
							%
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	– 0,3	0,7	0,7	0,7	0,1	1,8	1,1
Des administrations publiques	1,1	0,2	–	0,5	0,5	–	0,6
Total (2) dépenses de consommation finale	**0,8**	**0,8**	**0,7**	**1,3**	**0,6**	**1,8**	**1,8**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	– 0,9	0,2	0,2	– 0,1	–	0,7	0,8
Des ménages hors entreprises individuelles	– 0,3	0,2	0,1	–	–	0,2	0,4
Des sociétés financières	–	– 0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Des administrations publiques	– 0,1	–	–	–	– 0,2	0,1	0,1
Total (2) formation brute de capital fixe	**– 1,3**	**0,3**	**0,4**	**–**	**–**	**1,1**	**1,3**
Solde extérieur des biens et services (2)	**0,8**	**–**	**–**	**0,4**	**1,3**	**– 0,5**	**0,1**
Exportations	–	1,6	1,7	0,8	2,7	2,0	1,0
Importations	0,8	– 1,6	– 1,6	– 0,3	– 1,5	– 2,5	– 0,9
Variation des stocks	**– 1,2**	**0,9**	**0,6**	**– 0,6**	**–**	**0,6**	**– 0,3**
Produit intérieur brut	**– 0,9**	**2,1**	**1,7**	**1,1**	**1,9**	**3,1**	**2,9**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Du fait des arrondis, les lignes « Total » et « Solde extérieur des biens et services » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque poste.

TABLEAU G.01-4

Valeur ajoutée par branche à prix courants

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Million d'euros

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Agriculture	31 126	34 149	35 478	35 267	36 226	37 810	36 305
Industries agricoles et alimentaires	29 796	29 424	29 642	30 072	30 678	31 539	33 006
Industries des biens de consommation	37 087	37 287	38 476	38 676	39 375	38 405	38 361
Industrie automobile	12 967	14 398	13 775	13 684	15 665	17 463	18 391
Industries des biens d'équipement	35 115	36 940	39 840	38 994	42 439	42 921	43 757
Industries des biens intermédiaires	68 886	72 375	77 762	76 711	79 575	79 677	77 339
Énergie	30 662	29 465	31 105	33 195	31 027	31 494	32 624
Construction	57 644	57 988	57 339	55 377	51 236	51 300	54 823
Commerce	108 556	110 874	115 491	112 143	116 983	126 740	130 556
Transports	40 944	43 039	42 826	43 328	46 795	48 721	49 963
Activités financières	53 008	57 849	55 416	57 576	58 627	56 160	57 378
Activités immobilières	121 511	125 966	130 304	134 844	139 908	146 085	150 879
Services aux entreprises	140 980	140 716	146 015	155 392	160 901	170 827	181 819
Services aux particuliers	57 941	60 332	59 220	61 315	63 085	67 236	70 296
Éducation, santé, action sociale	115 687	119 611	126 649	129 460	134 021	139 432	144 441
Administration	89 891	93 946	95 817	101 523	103 473	106 924	109 786
Unité fictive (Ajustement pour services bancaires imputés)	– 40 388	– 42 042	– 39 507	– 39 963	– 36 426	– 35 090	– 34 648
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (2))	**991 412**	**1 022 319**	**1 055 650**	**1 077 593**	**1 113 589**	**1 157 644**	**1 195 077**
TVA	79 727	84 220	88 303	95 121	97 932	100 625	105 136
Impôts sur importations	1 752	1 668	1 726	1 487	1 671	1 574	1 563
Autres impôts sur les produits	47 349	52 024	53 595	55 239	57 027	59 926	61 408
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 18 563	– 16 908	– 17 425	– 17 262	– 19 056	– 18 417	– 18 767
Produit intérieur brut	**1 101 677**	**1 143 322**	**1 181 849**	**1 212 178**	**1 251 163**	**1 301 352**	**1 344 417**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) La production et par conséquent la valeur ajoutée sont évaluées aux « prix de base ». Le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU G.01-5

Valeur ajoutée par branche en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (1)

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Million d'euros

	r 1993	*r* 1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Agriculture	33 750	34 253	35 478	37 286	37 939	38 938	39 523
Industries agricoles et alimentaires	29 872	29 544	29 642	29 144	28 757	28 777	28 896
Industries des biens de consommation	34 698	35 544	38 476	37 380	38 649	37 828	38 271
Industrie automobile	12 303	13 845	13 775	14 423	17 025	19 286	20 887
Industries des biens d'équipement	32 915	36 001	39 840	38 851	41 318	42 518	44 545
Industries des biens intermédiaires	72 168	75 816	77 762	79 105	82 916	83 595	84 639
Énergie	29 444	28 955	31 105	32 400	30 189	30 639	31 181
Construction	57 717	57 801	57 339	54 749	49 052	48 297	50 250
Commerce	110 071	112 365	115 491	111 441	115 926	125 913	130 632
Transports	41 129	43 437	42 826	44 650	47 745	48 834	50 698
Activités financières	57 334	58 892	55 416	55 073	53 533	51 574	53 885
Activités immobilières	127 956	128 919	130 304	132 217	133 847	137 058	139 131
Services aux entreprises	145 363	142 571	146 015	153 158	156 917	165 163	171 897
Services aux particuliers	61 446	62 347	59 220	59 307	60 186	62 109	63 329
Éducation, santé, action sociale	122 918	123 868	126 649	126 770	129 180	132 348	134 834
Administration	93 680	96 337	95 817	100 223	101 049	102 815	104 224
Unité fictive (Ajustement pour services bancaires imputés)	– 41 786	– 42 253	– 39 507	– 38 845	– 34 816	– 32 889	– 32 527
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (3))	**1 020 274**	**1 037 835**	**1 055 650**	**1 067 330**	**1 089 001**	**1 121 975**	**1 153 339**
TVA	83 722	87 474	88 303	89 254	92 304	95 040	100 120
Impôts sur importations	1 419	1 512	1 726	1 619	1 824	2 032	2 195
Autres impôts sur les produits	52 196	52 891	53 595	54 287	54 379	56 272	56 551
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 18 625	– 17 240	– 17 425	– 17 607	– 19 979	– 20 335	– 20 461
Produit intérieur brut	**1 138 905**	**1 162 435**	**1 181 849**	**1 194 884**	**1 217 640**	**1 255 067**	**1 291 763**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(3) La production et par conséquent la valeur ajoutée, sont évaluées aux « prix de base » ; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU G.01-6

Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Milliard d'euros

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (2)	**1 031,8**	**1 064,4**	**1 095,2**	**1 117,6**	**1 150,0**	**1 192,7**	**1 229,7**
Rémunération des salariés (2)	583,4 *r*	595,4	615,6	632,1	649,5	674,1	701,0
dont : Salaires et traitements bruts	421,4	429,9	445,5	457,4	470,5	488,8	507,7
Cotisations sociales à la charge des employeurs	162,0 *r*	165,5	170,1	174,8	179,0	185,3	193,4
Impôts sur la production et les importations	42,4	45,0	47,9	51,3	52,6	54,7	55,4
Subventions	– 10,1	– 9,8	– 8,9	– 10,6	– 8,8	– 8,8	– 8,8
Excédent brut d'exploitation	320,7 *r*	335,8	340,3	342,8	355,9	368,7	377,3
Revenu mixte brut	95,4 *r*	98,1	100,2	102,0	100,9	104,1	104,8

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Du fait des arrondis, les totaux ne sont pas toujours la somme exacte de ceux relatifs à chaque critère.

TABLEAU G.01-7

Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Milliard d'euros

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Valeur ajoutée brute de l'ensemble des secteurs (2)	**1 031,8**	**1 064,4**	**1 095,1**	**1 117,6**	**1 150,0**	**1 192,7**	**1 229,7**
dont : Sociétés non financières	570,9	585,3	606,6	613,5	638,1	670,0	692,4
Sociétés financières	53,5	58,5	55,6	57,9	58,5	56,0	57,6
Administrations publiques	178,4	185,8	192,4	201,5	206,6	212,6	219,5
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	225,2	230,9	236,4	240,5	242,3	249,6	255,5
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	3,8	3,9	4,1	4,3	4,4	4,6	4,8
Ajustement pour services bancaires imputés	– 40,4	– 42,0	– 39,5	– 40,0	– 36,4	– 35,1	– 34,6
Valeur ajoutée totale (2)	**991,4**	**1 022,3**	**1 055,6**	**1 077,6** *r*	**1 113,6**	**1 157,6**	**1 195,1**
Revenu disponible brut (2)	**1 093,2**	**1 130,9**	**1 168,8**	**1 203,2**	**1 245,6**	**1 296,5**	**1 341,7**
dont : Sociétés non financières	100,7	105,4	102,4	104,0	108,1	114,2	108,7
Sociétés financières	15,6	18,2	17,7	14,5	16,6	13,9	15,7
Administrations publiques	249,1	262,8	268,8	288,8	302,2	320,0	343,4
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	721,4	737,8	772,7	788,5	810,9	840,3	865,4
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	6,4	6,7	7,1	7,3	7,9	8,1	8,5
Dépenses de consommation finale (2)	**884,2**	**911,3**	**938,2**	**970,1**	**990,5**	**1 022,3**	**1 054,9**
dont : Collective des administrations publiques	114,4	114,5 *r*	115,4	120,5 *r*	125,4	123,3	128,1
Individuelle des administrations publiques	155,2	161,5 *r*	166,8	172,7 *r*	177,5	183,0	190,2
Individuelle des ménages (y compris entrepreneurs individuels)	608,2	628,6	649,0	669,6	680,0	708,1	728,4
Individuelle des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	6,4	6,7	7,0	7,3	7,6	7,8	8,2
Dépenses de consommation effective des ménages (2) (3)	**769,8** *r*	**796,8** *r*	**822,8** *r*	**849,6** *r*	**865,1**	**899,0**	**926,9**
Épargne brute (2)	**209,0** *r*	**219,6**	**230,5**	**233,0**	**255,2**	**274,2**	**286,8**
dont : Sociétés non financières	100,7	105,4	102,4	104,0	108,1	114,2	108,7
Sociétés financières	15,6	18,2	17,7	14,5	16,6	13,9	15,7
Administrations publiques	– 20,5	– 13,2	– 13,3	– 4,4	– 0,7	13,6	25,1
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	113,2	109,2	123,7	118,8	130,9	132,2	137,0
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	n.s. (4)	n.s. (4)	n.s. (4)	n.s. (4)	0,3	0,3	0,3
Formation brute de capital fixe (2)	**213,5**	**218,1**	**222,1**	**224,0**	**224,6**	**238,5**	**255,4**
dont : Sociétés non financières	106,3	108,0	110,2	111,4	111,0	119,5	128,5
Sociétés financières	6,6	4,9	6,0	6,8	8,0	9,2	10,7
Administrations publiques	38,7	39,1	38,6	39,0	37,1	37,8	39,1
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	61,8	65,9	67,2	66,6	68,4	71,7	76,9
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Capacité (+) ou besoin de financement (-) de la Nation (2)	**8,7**	**– 0,6**	**3,1**	**10,8**	**31,7**	**29,5**	**30,7**
en % du PIB	**0,8**	**– 0,1**	**0,3**	**0,9**	**2,5**	**2,3**	**2,3**
dont : Sociétés non financières	13,0	6,0	– 5,7	3,1	– 1,4	– 0,7	– 8,1
Sociétés financières	9,4	13,8	16,8	7,8	8,2	4,2	0,9
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	51,6	42,2	56,5	49,6	62,1	60,2	61,0
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	0,6	0,6	0,6	0,6	0,9	0,9	0,9
Administrations publiques	– 65,9	– 63,2	– 65,1	– 50,3	– 38,0	– 35,2	– 23,9
en % du PIB	– 6,0	– 5,5	– 5,5	– 4,2	– 3,0	– 2,7	– 1,8
Administration centrale	– 53,7	– 54,7	– 55,0	– 44,8	– 35,5	– 37,9	– 31,4
en % du PIB	– 4,9	– 4,8	– 4,7	– 3,7	– 2,8	– 2,9	– 2,3
État	– 53,5	– 55,3	– 48,8	– 45,1	– 44,7	– 39,2	– 33,6
en % du PIB	– 4,9 *r*	– 4,8	– 4,1	– 3,7	– 3,6	– 3,0	– 2,5
Organismes divers d'Administration centrale (ODAC)	– 0,2	0,6	– 6,2	0,3	9,2	1,3	2,2
en % du PIB	–	– 0,1 *r*	– 0,5	–	0,7	0,1	0,2
Administrations locales	– 2,1	– 2,6	– 2,1	0,7	2,9	4,1	5,3
en % du PIB	– 0,2	– 0,2	– 0,2	0,1	0,2	0,3	0,4
Administrations de Sécurité sociale	– 10,1	– 5,9	– 8,0	– 6,2	– 5,4	– 1,5	2,2
en % du PIB	– 0,9	– 0,5	– 0,7	– 0,5	– 0,4	– 0,1	0,2

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Du fait des arrondis, les totaux ne sont pas toujours la somme exacte de ceux relatifs à chaque critère.
(3) La dépense de consommation finale effective des ménages comprend la dépense de consommation individuelle des ménages (celle qu'ils supportent directement) et les consommations individualisables des Administrations publiques et ISBLSM (institutions sans but lucratif au service des ménages), tout particulièrement les dépenses pour l'éducation et la santé.
(4) n.s. : non significatif.

TABLEAU G.01-8

Principaux agrégats par habitant

France entière

Source : INSEE

Unité : euro

	r 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
PIB (prix courants)	18 674	19 311	19 891	20 332	20 915	21 678	22 305
PIB (prix de l'année précédente, chaînés base 95)	19 305	19 634	19 891	20 042	20 355	20 907	21 432
Revenu national brut	18 657	19 237	19 786	20 320	20 964	21 763	22 423
Revenu disponible brut des ménages	12 208	12 462	13 005	13 210	13 555	13 998	14 358
Dépenses de consommation finale des ménages (prix courants)	10 309	10 617	10 924	11 232	11 367	11 795	12 085
Épargne brute des ménages	1 898	1 845	2 082	1 978	2 188	2 203	2 273
Capacité de financement des ménages	854	712	951	817	1 038	1 003	1 012

TABLEAU G.01-9A

Compte d'utilisation du revenu et principaux ratios des ménages

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unités : Milliard d'euros et %

	r 1993	*r* 1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Compte d'utilisation du revenu des ménages							
Revenu disponible brut ajusté	881,8	906,0	946,5	967,6	996,0	1 031,2	1 063,9
Revenu disponible brut	720,2	737,8	772,7	787,6	810,9	840,3	865,4
Transferts sociaux en nature	161,6	168,2	173,8	180,0	185,1	190,9	198,5
Prestations sociales en nature	90,6	93,8	98,2	100,4	103,8	107,7	111,4
Transferts de biens et services non marchands individuels	71,0	74,4	75,6	79,6	81,3	83,2	87,1
Revenu disponible brut	720,2	737,8	772,7	787,6	810,9	840,3	865,4
Dépenses de consommation finale	608,2	628,6	649,0	669,6	680,0	708,1	728,4
Épargne brute	112,0	109,2	123,7	117,9	130,9	132,2	137,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	50,4	42,2	56,5	48,7	62,1	60,2	61,0
En %							
Taux d'épargne (2)	15,6	14,8	16,0	15,0	16,1	15,7	15,8
Taux d'épargne financière (3)	7,0	5,7	7,3	6,2	7,7	7,2	7,0
Évolution annuelle du pouvoir d'achat (4)							
Salaires et traitements bruts	– 0,8	– 0,1	1,6	0,8	1,5	3,1	3,1
Cotisations sociales à la charge des salariés	1,6	1,7	1,3 *r*	3,5	– 4,0	– 22,0	3,8
Salaires et traitements nets	– 1,3	– 0,5	1,6	0,3	2,7	8,4	2,9
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	3,4	1,0	1,8	2,2	1,4	1,7	2,6
Revenus salariaux et sociaux	0,5	– 0,1	1,7	1,0	2,2	5,7	2,8
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	– 1,5	0,9	0,3	–	– 0,4	2,4	1,1
Cotisations des non salariés	– 2,6	– 2,5	2,0 *r*	7,7	– 0,2	– 21,5	4,2
Revenu disponible brut	0,4	0,3	2,7	0,1	1,5	2,8	2,2
Prix des dépenses de consommation finale (évolution annuelle)	2,4	2,2	2,0	1,9	1,4	0,8	0,8

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Épargne brute / Revenu disponible brut.
(3) Capacité de financement / Revenu disponible brut.
(4) Le déflateur utilisé est l'indice de prix des dépenses de consommation finale des ménages.

TABLEAU G.01-9B

Principaux ratios des entreprises non financières

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

%

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Sociétés non financières							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée	64,7	64,1	63,6	64,4	63,7	63,2	63,8
Taux de marge (2)	32,1	32,5	32,7	31,9	32,2	32,7	32,2
Taux d'investissement (3)	18,6	18,5	18,2	18,2	17,4	17,8	18,6
Taux d'épargne (4)	17,6	18,0	16,9	17,0	16,9	17,0	15,7
Taux d'autofinancement (5)	94,8	97,5	93,0	93,3	97,4	95,6	84,6
Entrepreneurs individuels							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée	21,8	20,7	20,4	19,3	19,0	18,4	18,9
Taux de marge (6)	76,6 *r*	77,8	78,1	79,3	80,0	80,8	80,4
Taux d'investissement (3)	9,2	10,2	10,3	9,1	9,2	9,6	10,1
Valeur ajoutée des entrepreneurs individuels / VA totale	17,5	17,3	17,1	17,0	16,1	15,8	15,5

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée brute.
(3) Formation brute de capital fixe / Valeur ajoutée brute.
(4) Épargne brute / Valeur ajoutée brute.
(5) Épargne brute / Formation brute de capital fixe.
(6) Revenu mixte / Valeur ajoutée brute.

TABLEAU G.01-10

Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions de l'Union européenne

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unités : Milliard d'euros et %

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
En milliard d'euros							
Impôts après transferts (2) (3)	263,8	282,3	295,8	315,5	334,1	373,6	394,4
Administrations publiques centrales	182,0	189,5	197,7	213,7	221,1	228,9	246,0
dont : État	177,4	184,8	192,5	204,5	211,2	218,7	235,3
Administrations publiques locales	58,4	61,8	64,7	68,6	71,1	74,0	74,6
Administrations de sécurité sociale	14,4	21,4	23,5	24,8	33,2	62,5	65,8
Institutions de l'Union européenne (4)	9,0	9,5	9,9	8,4	8,7	8,1	7,9
Cotisations sociales effectives (3) (5)	208,9	213,7	220,1	227,0	228,2	210,5	220,2
État	3,3	3,6	3,7	3,7	5,1	5,4	5,4
Administrations de sécurité sociale	205,5	210,2	216,4	223,3	223,1	205,1	214,7
Prélèvements obligatoires effectifs (3)	**472,7**	**496,0**	**515,9**	**542,5**	**562,3**	**584,0**	**614,5**
En pourcentage du PIB							
Taux de prélèvements fiscaux (2) (3)	23,9	24,7	25,0	26,0	26,7	28,7	29,3
Administrations publiques centrales	16,5	16,6	16,7	17,6	17,7	17,6	18,3
dont : État	16,1	16,2	16,3	16,9	16,9	16,8	17,5
Administrations publiques locales	5,3	5,4	5,5	5,7	5,7	5,7	5,5
Administrations de sécurité sociale	1,3	1,9	2,0	2,0	2,7	4,8	4,9
Institutions de l'Union européenne (4)	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6
Taux de prélèvements sociaux (3) (5)	19,0	18,7	18,6	18,7	18,2	16,2	16,4
État	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Administrations de sécurité sociale	18,7	18,4	18,3	18,4	17,8	15,8	16,0
Taux de prélèvements obligatoires effectifs (3)	**42,9**	**43,4**	**43,7**	**44,8**	**44,9**	**44,9**	**45,7**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Les impôts sont comptabilisés après transferts de recettes fiscales et nets d'impôts dus non recouvrables.
(3) Du fait des arrondis, les totaux ne sont pas toujours la somme exacte de ceux relatifs à chaque critère.
(4) Non compris la « quatrième ressource », versements effectués par l'État aux institutions de l'UE et inscrits en dépense de l'État.
(5) Nettes des cotisations dues non recouvrables.

TABLEAU G.01-11

Grands agrégats et opérations avec le Reste du Monde

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Milliard d'euros

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Dépenses de consommation finale	884,2	911,3	938,2	970,1	990,5	1 022,3	1 054,9
Formation brute de capital fixe totale	213,5	218,1	222,1	224,0	224,6	238,5	255,4
Variations de stocks	− 13,5	− 2,1	4,4	− 3,0	− 2,3	4,7	− 0,9
Acquisitions - nettes des cessions - d'objets de valeur	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,1	1,2
Exportations de biens et de services	228,4	245,6	266,0	279,8	319,1	340,1	350,9
Importations de biens et de services	211,9	230,4	249,8	259,6	281,7	305,3	317,2
Produit intérieur brut	1 101,7	1 143,3	1 181,8	1 212,2	1 251,2	1 301,4	1 344,4
Revenu national brut	1 100,7	1 138,9	1 175,6	1 211,5	1 254,1	1 306,5	1 351,5
Revenu national disponible brut	1 093,2	1 130,9	1 168,8	1 203,2	1 245,6	1 296,5	1 341,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	8,7	− 0,6	3,1	10,8	31,7	29,5	30,7

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU G.01-12

Comparaisons internationales : principaux agrégats à prix courants

Année 1999

Source : Eurostat — *Unité* : Milliard d'euros

	Produit intérieur brut (aux prix du marché)	Revenu national net disponible	Consommation finale nationale	Épargne nationale nette	Formation brute de capital	Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la nation
Union européenne (à 15)	**7 985,4**	**...**	**6 243,9**	**...**	**1 646,9**	**...**
Union européenne (à 11, Zone « euro ») (1)	**6 227,6**	**...**	**4 784,7**	**...**	**1 332,5**	**...**
Allemagne	1 864,1	1 556,7	1 432,0	124,1	410,9	− 15,0
Autriche	191,5	160,1	146,4	13,6	45,7	− 5,3
Belgique	240,1	203,9	180,1	23,7	50,5	8,2
Danemark	133,1	110,3	101,4	8,8	25,9	2,1
Espagne	687,0	592,5	526,6	65,7	168,2	− 7,9
Finlande	110,7	89,6	79,5	10,1	21,6	6,3
France	**1 265,0**	**1 262,5**	**992,3**	**269,8**	**239,0**	**28,9**
Grèce	149,0	143,0	128,3	16,5	33,0	...
Irlande	90,4	69,3	56,9	12,3	21,0	13,1
Italie	1 219,1	1 039,0	946,5	92,0	246,3	...
Luxembourg	16,9	...	10,3	...	3,8	20,3
Pays-Bas	381,2	326,4	277,2	49,2	84,6	− 9,7
Portugal	161,6	140,3	136,9	3,4	41,0	− 14,7
Royaume-Uni	1 284,2	1 141,7	1 081,0	60,3	223,4	2,2
Suède	191,5	158,6	148,5	10,1	32,1	...
Japon	2 896,6	...	2 092,5	...	751,2	...
États-Unis	8 968,7	...	7 322,6	...	1 876,6	...

(1) L'Union européenne (à 11, zone « euro ») se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas et du Portugal. Ces onze pays ont adopté la monnaie européenne unique : l'euro.

TABLEAU G.01-13

Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) (1) rapportés à la population et à l'emploi

Aux prix et parités de pouvoir d'achat courants

Année 1998

Source : Eurostat

Unité : Millier de SPA

			Par habitant	Par salarié
	Produit intérieur brut (aux prix du marché)	Revenu national disponible net	Consommation finale nationale	Consommation privée nationale	Rémunération des salariés
Union européenne (à 15)	**20,21**	**...**	**19,85**	**11,70**	...
Union européenne (à 11, Zone « euro ») (2)	**20,29**	**...**	**19,80**	**11,48**	...
Allemagne	21,80	18,21	21,44	12,50	22,88
Autriche	22,60	19,06	22,71	12,84	23,74
Belgique	22,49	19,18	21,56	12,09	27,44
Danemark	24,02	19,71	23,53	12,22	25,15
Espagne	16,40	14,13	16,37	9,67	...
Finlande	20,57	16,59	18,73	10,26	20,76
France	**19,92**	**19,85**	**19,36**	**10,92**	...
Grèce	13,32	12,74	14,50	9,52	...
Irlande	21,85	17,36	19,33	10,93	26,22
Italie	20,42	17,33	19,71	12,00	21,55
Luxembourg	35,52	...	28,89	15,99	41,98
Pays-Bas	22,88	19,03	21,51	11,28	22,23
Portugal	15,19	13,23	16,54	9,76	...
Royaume-Uni	20,63	18,44	20,79	13,32	24,34
Suède	20,54	17,12	19,22	10,29	20,02
Japon	22,29	...	21,83	13,58	...
États-Unis	31,05	...	31,54	20,60	...

(1) Dans le but d'effectuer des comparaisons en volume entre pays, une unité de mesure commune, le « standard de pouvoir d'achat » (SPA), est utilisée ; elle est fondée sur la parité de pouvoir d'achat des agrégats étudiés (Cf. partie « 3. DÉFINITIONS » dans le texte du chapitre).

(2) L'Union européenne (à 11, zone « euro ») se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas et du Portugal. Ces onze pays ont adopté la monnaie européenne unique : l'euro.

TABLEAU G.01-14

Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume)

Source : « Perspectives économiques » de l'OCDE

%

	Moyenne 1972-1982	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*e* 2000	*e* 2001
Union européenne à 15	**2,4**	**2,6**	**3,0**	**2,4**	**1,6**	**2,5**	**2,7**	**2,3**	**3,4**	**3,1**
Union européenne à 11 (Zone « euro »)	**2,5**	**2,3**	**3,6**	**2,2**	**1,4**	**2,3**	**2,7**	**2,3**	**3,5**	**3,3**
Allemagne	1,9	2,0	5,7	1,7	0,8	1,5	2,2	1,5	2,9	3,0
Autriche	2,7	2,2	4,6	1,7	2,0	1,2	2,9	2,2	3,0	3,1
Belgique	2,5	1,9	2,7	2,5	1,0	3,5	2,7	2,5	3,6	3,2
Danemark	1,7	4,3	1,0	2,8	2,5	3,1	2,5	1,6	2,2	2,4
Espagne	2,4	2,6	3,7	2,7	2,3	3,8	4,0	3,7	4,3	3,9
Finlande	3,0	3,4	–	3,8	4,0	6,3	5,0	3,5	5,4	4,8
France	**2,7**	**1,6**	**2,5**	**1,9**	**1,1**	**1,9**	**3,2**	**2,9**	**3,7**	**2,9**
Grèce	3,2	3,1	–	2,1	2,4	3,4	3,7	3,2	3,8	3,9
Irlande	4,3	3,1	8,5	9,5	7,7	10,7	8,9	8,7	9,9	8,0
Italie	3,2	3,0	2,0	2,9	1,1	1,8	1,5	1,4	2,9	3,1
Luxembourg	1,7	2,9	2,2	3,8	2,9	7,3	5,0	4,9	5,6	5,3
Pays-Bas	2,0	3,1	4,1	2,3	3,0	3,8	3,7	3,6	4,3	4,0
Portugal	3,7	2,8	4,4	2,9	3,2	3,7	3,9	3,0	3,6	3,4
Royaume-Uni	1,4	3,8	0,6	2,8	2,6	3,5	2,2	2,1	2,9	2,3
Suède	1,8	2,0	1,6	3,7	1,1	2,0	3,0	3,8	4,4	3,0
Norvège	3,9	5,2	2,0	3,8	4,9	4,7	2,0	0,9	3,4	2,8
Suisse	1,1	3,4	3,7	0,5	0,3	1,7	2,1	1,7	2,8	2,6
Canada	3,2	5,4	0,3	2,8	1,7	4,0	3,1	4,2	4,3	3,0
États-Unis	2,4	3,8	1,8	2,7	3,6	4,2	4,3	4,2	4,9	3,0
Japon	3,8	4,4	5,1	1,5	5,1	1,6	– 2,5	0,3	1,7	2,2
Total OCDE	**2,9**	**3,6**	**3,0**	**2,5**	**3,2**	**3,4**	**2,4**	**3,0**	**4,0**	**3,1**

TABLEAU G.01-15

Critères de convergence (1) de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht

Source : Eurostat

États membres	Zone Euro	U E à 15	Bel-gique	Dane-mark	Alle-magne	Grèce	Es-pagne	France	Irlande	Italie	Luxem-bourg	Pays-Bas	Au-triche	Portu-gal	Fin-lande	Suède	Roy-aume Uni
I. Prix à la consommation (indices harmonisés)																	
En moyenne annuelle / (n-1)																	
1997	1,6	1,7	1,5	1,9	1,5	5,4	1,9	1,3	1,2	1,9	1,4	1,9	1,2	1,9	1,2	1,8	1,8
1998	1,1	1,3	0,9	1,3	0,6	4,5	1,8	0,7	2,1	2,0	1,0	1,8	0,8	2,2	1,4	1,0	1,6 r
1999	1,1	1,2	1,1	2,1	0,6	2,1	2,2	0,6	2,5	1,7	1,0	2,0	0,5	2,2	1,3	0,6	1,3
II. Taux d'intérêt à long terme																	
(Moyenne annuelle)																	
1996	7,2	7,5	6,5	7,2	6,2	14,4	8,7	6,3	7,3	9,4	6,3	6,2	6,3	8,6	7,1	8,0	7,9
1997	6,0	6,3	5,8	6,3	5,6	9,9	6,4	5,6	6,3	6,9	5,6	5,6	5,7	6,4	6,0	6,6	7,1
1998	4,7	4,9	4,8	4,9	4,6	8,5	4,8	4,6	4,8	4,9	4,7	4,6	4,7	4,9	4,8	5,0	5,6
1999	4,7	4,7	4,8	4,9	4,5	6,3	4,7	4,6	4,7	4,7	4,7	4,6	4,7	4,8	4,7	5,0	5,0
III. Déficit (-) ou excédent (+) des administrations publiques																	
(en % du PIB)																	
1996 (r)	– 4,2	– 4,2	– 3,8	– 1,0	– 3,4	– 7,4	– 5,0	– 4,1	– 0,2	– 7,1	+ 2,6	– 1,8	– 3,8	– 4,0	– 3,2	– 3,4	– 4,4
1997 (r)	– 2,6	– 2,4	– 1,9	+ 0,5	– 2,7	– 4,0	– 3,2	– 3,0	+ 0,7	– 2,7	+ 3,4	– 1,1	– 1,7	– 2,6	– 1,5	– 2,0	– 2,0
1998 (r)	– 2,1	– 1,5	– 0,9	+ 1,2	– 2,1	– 2,5	– 2,6	– 2,7	+ 2,1	– 2,8	+ 3,7	– 0,7	– 2,3	– 2,3	+ 1,3	+ 1,9	+ 0,4
1999	– 1,3	– 0,7	– 0,7	+ 2,8	– 1,4	– 1,8	– 1,1	– 1,8	+ 1,9	– 1,9	+ 4,4	+ 1,0	– 2,1	– 2,0	+ 1,9	+ 1,9	+ 1,3
IV. Dette des administrations publiques																	
(en % du PIB)																	
1996 (r)	74,5	72,6	130,9	65,1	59,8	111,3	68,2	57,1	74,3	122,1	6,2	75,2	69,1	62,7	57,1	76,0	52,7
1997 (r)	74,2	71,0	125,4	61,4	60,9	108,3	66,9	59,3	65,1	119,8	6,0	70,0	64,5	59,4	54,1	75,0	51,1
1998 (r)	73,5	68,9	119,6	55,8	60,7	105,5	65,1	59,7	55,0	116,2	6,4	66,6	64,0	55,7	48,7	72,4	48,0
1999	72,2	68,1	116,1	52,6	61,1	104,6	63,7	58,9	50,1	115,1	6,0	62,9	65,2	55,8	46,6	65,7	45,7

(1) Critères précisés dans la partie « DÉFINITIONS » du chapitre.

Chapitre G.02

L'appareil productif

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre d'agents productifs par taille.
2. Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
3. Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
4. Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
5. Activité et forme juridique des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
6. Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
7. Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique.
8. Défaillances d'entreprises.
9. Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et la forme juridique.
10. Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité.
11. Répartition des entreprises au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux suivant différents critères de taille.
12. Compte de résultat des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux.
13. Bilan des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux.
14. La concentration des entreprises.

15A. Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction.

15B. Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services.

16. Répartition sectorielle des groupes, « contour élargi » des groupes et « noyau dur ».
17. Importance des groupes en fonction de leur taille.
18. Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes.
19. Répartition des entreprises artisanales de l'industrie, du commerce et des services (ICS), par activité et forme juridique.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Administration du répertoire Sirène et démographie des entreprises », « Synthèses des statistiques d'entreprises » et « Commerce » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Au 1er janvier 1999, le système productif marchand compte, d'après la source SUSE, 2 571 027 entreprises (à l'exception des micro-entreprises) représentant un effectif d'environ 15 millions de personnes. Les 905 entreprises de plus de 1 000 personnes emploient 3,7 millions de salariés et environ 4,5 millions de personnes, salariés et non-salariés, travaillent dans les 2,4 millions d'entreprises de moins de 10 personnes.

Les 905 entreprises de plus de 1 000 personnes réalisent 35 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises, 30 % de l'investissement et représentent plus de 40 % du total du bilan.

Les groupes d'entreprises ont un rôle prépondérant dans l'économie française. S'ils ne contrôlent, au 1er janvier 1999, que 3 % des entreprises françaises (toutes tailles confondues, hors administration et agriculture), les groupes rassemblent surtout les grandes unités. Ainsi, les 57 000 entreprises contrôlées emploient plus d'un salarié sur deux, produisent 76 % de la valeur ajoutée et concentrent 89 % des capitaux propres. Les firmes indépendantes effectuent moins d'un quart des exportations directes.

L'importance des groupes est très variable selon le secteur d'activité. Elle est faible dans la construction, les services aux particuliers et le commerce où l'activité est dispersée entre de nombreuses entreprises, souvent de petite taille. À l'opposé, dans l'automobile, l'énergie et les activités financières, secteurs dominés par les grandes entreprises, le poids des groupes est très fort (plus de 85 % des effectifs salariés et plus de 90 % de la valeur ajoutée des secteurs concernés).

Les groupes sont aussi fortement présents dans le secteur des services aux entreprises (63 % des effectifs et 65 % de la valeur ajoutée). Trois facteurs complémentaires permettent d'expliquer cette forte présence : le poids des activités de télécommunication, la filialisation des activités de services (informatique, comptabilité) dans les grands groupes et l'émergence de puissants groupes de services.

Plus de 9 000 groupes, français ou étrangers, sont recensés en France. Leur taille est très variable : 7 500 emploient moins de 500 salariés, 1 100 emploient entre 500 et 2 000 salariés, 300 entre 2 000 et 10 000 salariés et près de 100 plus de 10 000 salariés.

Pour la première fois depuis 1994, les créations totales d'entreprises en 1999 sont en augmentation par rapport à l'année précédente (+ 0,9 %). Cette hausse concerne plus particulièrement les créations nouvelles (+ 2,1 %). Le nombre de défaillances d'entreprises, jugées en 1999, continue à décroître, avec une baisse de 9,6 % par rapport à 1998. Cette diminution concerne tous les secteurs d'activité.

2. MÉTHODOLOGIE

Agents productifs et entreprises

L'appareil productif est constitué d'un ensemble d'agents économiques produisant des biens ou des services.

Cette population est analysée en distinguant les entreprises qui produisent des biens ou des services marchands, c'est-à-dire destinés à être vendus sur le marché, des organismes produisant des services non marchands. Ces organismes sont qualifiés de publics ou de privés selon qu'ils sont financés par des prélèvements obligatoires, ou par des contributions volontaires.

Au sein des entreprises on peut distinguer, en fonction de leur activité principale, les entreprises agricoles (agriculture, pêche et sylviculture à l'exclusion de la vinification), les entreprises financières (organismes financiers, assurances et auxiliaires financiers et d'assurance) et les entreprises du champ de « l'industrie, du commerce et des services » dénommé ICS.

Il est apparu intéressant de dénombrer les entreprises qui relèvent du champ de l'économie sociale, c'est-à-dire les mutuelles, coopératives et associations diverses qui, tout en produisant principalement pour le marché, ont des formes d'organisation ne relevant pas de la stricte logique de l'appropriation particulière : leurs instances de direction sont élues par l'ensemble de leurs membres, indépendamment de leur participation au capital, selon la règle un homme égale une voix.

Les agents productifs, entreprises et organismes publics ou privés, selon les définitions retenues par la Communauté européenne, « correspondent à la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production jouissant d'une certaine autonomie de décision en particulier pour l'affectation de ses ressources courantes ».

Établissements de l'industrie du commerce et des services

Il s'agit de tous les établissements ayant une activité à caractère marchand et relevant de l'industrie, du commerce et des services.

La création d'entreprise

Depuis le 1er janvier 1993, les séries sur les créations d'entreprises comprennent tous les mouvements donnant lieu à une prise d'activité, la création, l'activation économique ou la réactivation de l'unité.

La création de l'entreprise se matérialise par l'immatriculation de l'unité au répertoire SIRENE. Elle correspond à la création du premier établissement économiquement actif.

L'activation économique est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui n'avait jusque-là aucune activité économique et qui entreprend d'en exercer une. C'est la transformation d'une « pseudo-entreprise » en entreprise ayant une réalité économique.

La réactivation est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui avait cessé son activité et qui la reprend. Ce mouvement concerne plus particulièrement les personnes physiques (artisans, commerçants...).

En outre, les mouvements de création et d'activation économique peuvent être scindés en deux mouvements distincts : les créations nouvelles et les reprises.

La création nouvelle ou création ex-nihilo résulte de la création d'un établissement jusqu'alors inexistant.

La reprise se produit quand une unité reprend totalement ou partiellement l'activité de l'établissement d'une autre unité.

La distinction entre création nouvelle et reprise est opérée sur une base déclarative. L'expérience montre que cette déclaration est entachée d'un biais qui conduit à sous-estimer les reprises. Par ailleurs, cette distinction ne permet pas de cerner les changements de forme d'exploitation. Une étude menée sur les entreprises nées en 1990-1991 (hors réactivations) montre que les reprises et les changements de forme juridique représentent respectivement 28 % et 2,5 % de l'ensemble des créations (hors réactivations).

Les sources d'information

Elles sont de trois sortes :

— le répertoire SIRENE (Système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements), géré par l'INSEE, recense les entreprises et les établissements du système productif ;

— les enquêtes : EAE (Enquête annuelle d'entreprise) pour l'étude des entreprises, enquête sur les « liaisons financières entre sociétés » pour la définition des groupes ;

— les sources administratives : les déclarations fiscales des BIC (bénéfices industriels et commerciaux), des BNC (bénéfices non commerciaux) et des BA (bénéfices agricoles), le *BODACC (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales)* ; l'appariement des données des BIC avec celles des EAE est à la base du Système unifié de statistique d'entreprises (SUSE) et du Système intermédiaire des entreprises (pour l'élaboration du compte des « sociétés et quasi-sociétés non financières » dans les Comptes de la Nation).

Le répertoire SIRENE, géré par l'INSEE, est fondamentalement un outil d'identification des entreprises et des établissements à vocation inter-administrative. Il est mis à jour en permanence à partir des déclarations de création, modification, cessation d'entreprises et d'établissements, recueillies par les Centres de formalités d'entreprises (CFE). L'INSEE attribue ainsi le numéro unique d'identification SIREN à 9 chiffres qui caractérise l'entreprise, des numéros SIRET à 14 chiffres (les neuf premiers chiffres reprenant le SIREN de l'entreprise) qui caractérisent les établissements, et des codes d'« activité principale exercée » à 4 chiffres (dits numéros de code APE) qui sont déterminés par référence à la nomenclature officielle d'activités et de produits.

Parmi les autres informations portées au répertoire, il faut citer :

— pour les entreprises (unités SIREN) :
  — leur nom ou raison sociale ;
  — leur catégorie juridique ;
  — leur tranche d'effectif salarié ;
  — le nombre de leurs établissements.
— pour les établissements (unités SIRET) :
  — leur adresse complète ;
  — leur tranche d'effectif salarié ;
— leur statut qui est soit « siège ou établissement principal », soit « établissement secondaire ».

L'état d'activité des unités SIREN et SIRET est apprécié au travers d'indicateurs spécifiques. On distingue, par ailleurs, les unités SIRET « ordinaires » (celles qui exploitent des moyens de production en vue de produire des biens ou des services et qui répondent donc à la définition habituelle de l'établissement), des unités SIRET « singulières » (qui ne répondent pas à la définition précédente mais sont néanmoins immatriculées dans SIRENE pour les besoins de la coordination inter-administrative).

Le répertoire SIRENE comprend la totalité des entreprises et des établissements du système productif.

Il faut préciser que SIRENE surestime d'environ 5 % les nombres d'entreprises et d'établissements du champ de l'industrie, du commerce et des services, car, on omet souvent de déclarer la cessation des entreprises de petite taille (principalement celles sans salarié). Toutefois, l'INSEE procède à de nombreuses opérations d'amélioration de la qualité du répertoire SIRENE qui ont pour conséquence de diminuer le taux d'unités répertoriées, à tort, en état d'activité.

Les sources administratives

Les entreprises réalisant des bénéfices en France sont imposées selon la catégorie des revenus ; on distingue trois catégories principales :

— les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ;

— les bénéfices agricoles (BA) ;

— les bénéfices non commerciaux (BNC) ;

Le régime du forfait n'existe plus à partir de 1998.

L'ensemble de ces sources fait actuellement l'objet d'une exploitation statistique. Les sources fiscales BIC, BNC et BA couvrent ainsi l'ensemble du système productif marchand, de manière quasi exhaustive. Seules les unités exonérées d'impôt en sont exclues. De plus, il y a structurellement un nombre élevé d'entreprises absentes (environ 5 %) : unités ne remettant pas de déclarations et taxées d'office ou celles remettant des déclarations tardives non saisies.

Les fichiers BIC couvrent environ 1 900 000 unités.

Les tableaux de ce chapitre portant sur les régimes d'imposition sont relatifs à l'année 1998, comme les seuils indiqués ci-dessous :

— le régime réel simplifié (RSI) s'applique à toute entreprise ayant un chiffre d'affaires annuel compris entre 500 000 F et 5 000 000 F (ces seuils sont fixés à 150 000 F et 1 500 000 F pour les prestataires de services) et à toute unité non soumise au bénéfice réel normal ;

— le régime réel normal (BRN) est obligatoire pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 000 000 F (soit 1 500 000 F pour les prestataires de services). Certaines entreprises assujetties normalement au RSI peuvent opter pour le BRN.

Les unités soumises au bénéfice réel fournissent une comptabilité plus complète (compte de résultat, bilan et cadres annexes tels que le détail des immobilisations et la détermination du résultat fiscal...).

La répartition des entreprises pour chacun de ces régimes évolue au cours du temps.

Les BNC concernent les professions libérales, lesquelles n'interviennent de manière significative que dans quelques secteurs du tertiaire : activités d'étude, de conseil et d'assistance, enseignement, santé. Pour les BNC, seul le régime de la déclaration contrôlée (DC) subsiste en 1998. Leur exploitation assure une meilleure couverture du champ des services marchands, car 455 000 entreprises relèvent des BNC-DC. Les informations transmises se limitent à un compte de résultat.

Enfin, les BA s'appliquent aux exploitants agricoles. L'exploitation des BA est récente et concerne environ 240 000 unités.

Le système unifié de statistiques d'entreprises (SUSE)

Il a été mis en place à partir des déclarations fiscales des unités relevant des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) et des enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) effectuées par l'INSEE et les différents ministères techniques. Ces deux ensembles de données constituent la source fondamentale pour l'élaboration de la Comptabilité nationale en ce qui concerne les entreprises (comptes de secteurs, comptes de branches, comptes intermédiaires et comptabilité régionale).

Afin d'assurer au maximum la comparabilité et l'homogénéité de ces deux sources, les déclarations des entreprises de 20 salariés ou plus sont mises en cohérence par une série de traitements qui ont pour conséquence de modifier considérablement l'image donnée du système productif par les fichiers bruts.

Ces traitements complexes expliquent que les chiffres relatifs à un exercice comptable *n* ne sont disponibles qu'en juillet *n* + 2.

Les indices annuels de chiffres d'affaires

Ces indices sont calculés par l'INSEE à partir d'un échantillon d'environ 80 000 entreprises appartenant au champ de l'industrie, du commerce, des services et des transports.

Cet échantillon est renouvelé chaque année afin de tenir compte de la démographie des entreprises. Il est tiré parmi la population des entreprises imposées au régime fiscal du bénéfice réel normal qui remplissent mensuellement le formulaire fiscal CA3 servant à déterminer le montant de la TVA qu'elles doivent verser.

Les indices annuels de chiffres d'affaires sont des indices chaînés, c'est-à-dire que l'indice de l'année *n* est obtenu en multipliant l'indice de l'année *n* – 1 par le rapport des sommes des chiffres d'affaires réalisés respectivement les deux années. Ils sont en base 100 en 1990.

Pour certains secteurs du commerce de détail et des services, cette source d'informations est complétée par une enquête postale mensuelle auprès d'un panel glissant d'entreprises non assujetties au régime réel normal.

Les groupes de sociétés

Les données présentées sur les groupes sont le produit du rapprochement des fichiers de SUSE (et plus spécialement du fichier BIC) et du fichier du contour des groupes de sociétés. Sont présentées ici :

— l'influence, dans l'ensemble de l'économie, des groupes ; elle est mesurée par plusieurs variables et selon les différentes définitions, plus ou moins restrictives, des groupes ;

— une ventilation de l'importance des groupes par tranche de taille ;

— la ventilation sectorielle de leur poids mesuré en effectifs salariés, en distinguant les groupes « publics », les groupes privés français et les groupes étrangers.

La sous-catégorie des groupes publics est constituée à partir des têtes de groupe qui sont sous le contrôle direct ou indirect de l'État. Cet ensemble ne définit pas, *stricto sensu,* le « secteur public », mais il en est suffisamment proche, principalement dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, des transports, du bâtiment et génie civil et agricole pour refléter l'importance de celui-ci dans l'économie française.

3. DÉFINITIONS

L'entreprise

On définit comme entreprise toute unité légale, personne physique ou personne morale, qui jouissant d'une autonomie de décision, produit des biens et services marchands.

L'établissement

Une entreprise exerce ses activités dans un ou plusieurs lieux géographiquement distincts : son ou ses établissements.

Celui de ces établissements qui abrite l'essentiel du pouvoir décisionnel de l'entreprise est déclaré siège.

Le groupe de sociétés

Il est constitué par l'ensemble des sociétés (entreprises, personnes morales), dépendant d'un même centre de décision : la société tête de groupe ; le lien de dépendance est mesuré par la part des voix détenues en assemblée générale ordinaire.

On définit :

— le contour restreint ou « noyau dur » du groupe comme l'ensemble des entreprises détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par une société mère, tête de groupe ; la société mère n'est détenue majoritairement, ni directement ni indirectement, par aucune autre société. Dans cette définition, les groupes forment des ensembles disjoints deux à deux ;

— le contour « élargi » du groupe, comme l'ensemble de toutes les entreprises dépendant du groupe, quel que soit leur degré de dépendance vis-à-vis du centre de décision. Au niveau statistique, le contour élargi des groupes est formé de l'ensemble des entreprises appartenant au contour élargi d'au moins un groupe, sans pouvoir associer une entreprise à un groupe plutôt qu'à un autre ;

— le recensement des liaisons de détention du capital entre entreprises montre en outre que certaines sont ainsi

liées à d'autres sans pouvoir être rattachées, même de façon ténue, à aucun groupe. La réunion de ces entreprises avec celles du contour élargi définit la « mouvance » des groupes, soit l'ensemble le plus large des entreprises entretenant des liens de dépendance en capital avec d'autres entreprises.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

« La situation de l'industrie - Enquête annuelle d'entreprise », Chiffres-Clés (annuel), SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

INSEE Méthodes :

« Observer et représenter un monde de plus en plus complexe - Un défi pour la statistique d'entreprises », n° 54, juin 1996 ;

« Les réseaux d'entreprises : des collectifs singuliers », nos 67 - 68, avril 1997 ;

« La défaillance d'entreprise : causes économiques, traitement judiciaire et impact financier », nos 72 - 73, janvier 1998 ;

« Des unités statistiques pour représenter l'économie : approche française et mise en perspective internationale », n° 90, novembre 1999.

INSEE Résultats :

« Création et devenir des entreprises de 1987 à 1995 », nos 535 à 537, mai 1997 ;

« Les entreprises de services en 1997 », tome 1 : nos 668 - 669, août 1999 et tome 2 : n° 710, août 2000 ;

« Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 1998 », n° 678, décembre 1999 ;

« Les petites entreprises industrielles en 1997 », nos 680 - 681, novembre 1999 et cédérom pour des résultats plus détaillés ;

« Les entreprises du commerce en 1997 », n° 698, avril 2000 ;

« Les entreprises du commerce de détail et de l'automobile 1998 », n° 717, septembre 2000 et cédérom pour des résultats plus détaillés ;

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1999 », nos 719 - 726, août-septembre 2000.

INSEE-Première :

« Les restructurations industrielles de 1979 à 1991 », n° 318, mai 1994 ;

« Les cessations d'entreprises depuis 1989 », n° 463, juin 1996 ;

« Les repreneurs d'entreprises », n° 509, février 1997 ;

« La restructuration des grands établissements industriels », n° 513, mars 1997 ;

« Le nombre de groupes d'entreprises a explosé en 15 ans », n° 553, novembre 1997 ;

« L'industrie manufacturière en 1997 - Une reprise vigoureuse tirée par la demande extérieure », n° 592, juin 1998 ;

« Ingénierie française, ingénierie européenne », n° 596, juillet 1998 ;

« Nouvelles entreprises - Les créations dynamisent l'emploi salarié », n° 628, janvier 1999 ;

« Le tissu productif régional : diversité et concentration », n° 630, janvier 1999 ;

« Panorama des petites entreprises industrielles », n° 667, juillet 1999 ;

« Industries agro-alimentaires : une croissance plus modeste en 1998 », n° 672, août 1999 ;

« Créations d'entreprises : les facteurs de survie - Les qualités du projet priment sur celles du créateur », n° 703, mars 2000 ;

« L'industrie en 1999 : la croissance a bien résisté », n° 711, mai 2000 ;

« Entrepreneurs individuels : des revenus en forte baisse entre 1990 et 1997 », n° 732, août 2000 ;

« Créations et cessations d'entreprises : sous la stabilité, le renouvellement », n° 740, octobre 2000.

Économie et Statistique :

« Les groupes et la déformation du système statistique », V. Thollon-Pommerol, n° 229, INSEE, 1990 ;

« Les entreprises petites et moyennes : croissance et atouts », nos 271 - 272, numéro spécial, INSEE, 1994 ;

« Emploi : mythe des PME et réalité des groupes », nos 319 - 320, F. Boccara, INSEE, 9/10 1998 ;

« Intégration économique et localisation des entreprises », nos 326 - 327, Dossier, INSEE, 6/7 1999.

Synthèses :

« Groupe et territoire », V. Hecquet et F. Lainé, n° 22 (Tendances régionales 1998), mars 1999.

Autres publications :

« La France des services », édition 1999, INSEE.

« Enquête implantations », DREE-Résultats, août 1997.

« Mythes et réalités sur l'emploi et la croissance des PME : le rôle des groupes (1984-1992) », F. Boccara, Document de travail, E9702, INSEE, 1997.

« Inscription territoriale des groupes et identité des systèmes productifs locaux », V. Hecquet et F. Lainé, Document de travail, E9705/H9701, INSEE, 1997.

*
* *

TABLEAU G.02-1

Nombre d'agents productifs par taille (1)

Source : INSEE (SIRENE) (2)

Unité : Millier

Typologie des agents productifs	Taille en nombre de salariés				
	0	1 à 9	10 à 499	500 et +	Total
Situation au 1er janvier 1998 (*r*)					
Organismes publics	60	28	13	1	102
Organismes privés	158	97	17	∈	272
Entreprises	1 811	1 048	161	2	3 022
dont : Entreprises agricoles	619	15	1	∈	635 (3)
Entreprises financières	26	19	2	∈	47
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 166	1 014	158	2	2 340
Total	**2 029**	**1 173**	**191**	**3**	3 396
Situation au 1er janvier 1999					
Organismes publics	60	29	13	1	103
Organismes privés	148	105	18	∈	271
Entreprises	1 832	1 074	166	2	3 074
dont : Entreprises agricoles	644	17	1	∈	662 (3)
Entreprises financières	27	19	2	∈	48
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 161	1 038	163	2	2 364
Total	**2 040**	**1 208**	**197**	**3**	3 448
Situation au 1er janvier 2000					
Organismes publics	59	29	13	1	102
Organismes privés	174	111	18	∈	303
Entreprises	1 871	1 090	169	2	3 132
dont : Entreprises agricoles	647	19	2	∈	668 (3)
Entreprises financières	28	19	2	∈	49
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 196	1 052	165	2	2 415
Total	**2 104**	**1 230**	**200**	**3**	3 537

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).
(3) Les opérations d'intégration des entreprises agricoles sont en cours dans le répertoire SIRENE. Ce chiffre est un comptage intermédiaire.

TABLEAU G.02-2

Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Au 1er janvier

Source : INSEE (SIRENE) (2)

%

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Employeurs	50,0	50,7	49,1	50,2	50,9	50,5
Non-employeurs	50,0	49,3	50,9	49,8	49,1	49,5
Mono-établissements	93,7	93,6	93,3	93,1	93,0	92,8
Pluri-établissements	6,3	6,4	6,7	6,9	7,0	7,2
Monorégionales	98,1	98,1	98,0	97,9	97,8	97,7
Non-monorégionales (3)	1,9	1,9	2,0	2,1	2,2	2,3
Ensemble des entreprises (en milliers)	**2 312**	**2 353**	**2 334**	**2 340**	**2 364**	2 415

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).
(3) La catégorie des entreprises « non-monorégionales » rassemble les anciennes catégories « quasi monorégionales » et « plurirégionales ».

TABLEAU G.02-3

Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) (3)

Unité : Entreprise

Activité	Code NES 16	Taille en nombre de salariés							
		0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1 999	2 000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 1997									
Industries agricoles et alimentaires	EB	19 831	44 699	5 621	1 088	248	102	13	**71 602**
Industrie hors IAA	EC à EG	72 070	83 160	29 781	6 991	1 604	682	139	**194 427**
Construction	EH	139 457	148 954	18 853	1 871	257	105	16	**309 513**
Commerce	EJ	300 587	294 923	35 281	4 422	588	204	62	**636 067**
Transports	EK	53 208	29 039	7 539	1 504	285	79	18	**91 672**
Activités immobilières	EM	41 105	20 902	1 541	117	15	4	–	**63 684**
Services aux entreprises	EN	178 745	122 424	17 460	2 642	581	269	56	**322 177**
Autres services	EP à ER	383 388	243 668	15 124	1 830	254	80	20	**644 364**
Total		**1 188 391**	**987 769**	**131 200**	**20 465**	**3 832**	**1 525**	**324**	**2 333 506**
Situation au 1er janvier 1998									
Industries agricoles et alimentaires	EB	18 138	45 124	5 813	1 116	250	100	14	**70 555**
Industrie hors IAA	EC à EG	69 439	83 487	29 831	7 006	1 546	691	137	**192 137**
Construction	EH	133 217	152 130	18 896	1 821	248	100	13	**306 425**
Commerce	EJ	288 429	298 574	35 788	4 574	635	223	63	**628 286**
Transports	EK	52 443	29 907	7 747	1 571	302	87	17	**92 074**
Activités immobilières	EM	40 564	21 419	1 601	113	14	6	–	**63 717**
Services aux entreprises	EN	181 199	127 408	18 142	2 730	601	274	55	**330 409**
Autres services	EP à ER	382 762	255 479	15 950	1 841	273	79	22	**656 406**
Total		**1 166 191**	**1 013 528**	**133 768**	**20 772**	**3 869**	**1 560**	**321**	**2 340 009**
Situation au 1er janvier 1999									
Industries agricoles et alimentaires	EB	17 278	45 267	6 067	1 117	255	107	13	**70 104**
Industrie hors IAA	EC à EG	67 857	83 638	29 935	6 871	1 562	692	135	**190 690**
Construction	EH	128 995	156 259	19 510	1 812	227	92	12	**306 907**
Commerce	EJ	283 182	302 212	36 336	4 658	614	236	65	**627 303**
Transports	EK	51 757	30 884	8 055	1 598	323	88	19	**92 724**
Activités immobilières	EM	41 036	22 404	1 684	125	14	4	–	**65 267**
Services aux entreprises	EN	186 201	133 327	18 872	2 801	654	285	66	**342 206**
Autres services	EP à ER	385 527	264 185	17 022	1 876	273	73	24	**668 980**
Total		**1 161 833**	**1 038 176**	**137 481**	**20 858**	**3 922**	**1 577**	**334**	**2 364 181**
Situation au 1er janvier 2000									
Industries agricoles et alimentaires	EB	16 841	45 192	6 001	1 081	255	110	15	**69 495**
Industrie hors IAA	EC à EG	68 646	82 798	29 965	6 844	1 588	690	137	**190 668**
Construction	EH	129 766	161 383	19 971	1 802	225	95	12	**313 254**
Commerce	EJ	287 594	302 616	36 438	4 802	638	249	58	**632 395**
Transports	EK	51 723	31 334	8 206	1 659	353	97	22	**93 394**
Activités immobilières	EM	42 777	22 984	1 769	125	10	7	–	**67 672**
Services aux entreprises	EN	200 110	136 230	19 597	2 966	675	299	76	**359 953**
Autres services	EP à ER	398 748	269 270	17 338	1 941	285	70	27	**687 679**
Total		**1 196 205**	**1 051 807**	**139 285**	**21 220**	**4 029**	**1 617**	**347**	**2 414 510**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-4

Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) (3) — *Unité :* Établissement

Activité	Code NES 16	Taille en nombre de salariés 0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1 999	2 000 et plus	Total
Situation au 1er janvier 1997									
Industries agricoles et alimentaires	EB	23 763	48 592	5 951	1 419	309	66	1	80 101
Industrie hors IAA	EC à EG	87 407	93 949	34 802	8 813	2 075	801	63	227 910
Construction	EH	146 110	152 457	20 797	2 566	228	48	1	322 207
Commerce	EJ	358 148	359 242	43 185	5 462	675	111	1	766 824
Transports	EK	60 355	38 926	11 491	2 578	404	121	14	113 889
Activités immobilières	EM	45 507	23 149	1 514	85	8	–	–	70 263
Services aux entreprises	EN	211 869	142 659	22 888	4 756	1 029	261	16	383 478
Autres services	EP à ER	408 825	262 380	17 740	2 194	227	44	2	691 412
Total		**1 341 984**	**1 121 354**	**158 368**	**27 873**	**4 955**	**1 452**	**98**	**2 656 084**
Situation au 1er janvier 1998									
Industries agricoles et alimentaires	EB	21 871	49 499	6 057	1 439	310	71	1	79 248
Industrie hors IAA	EC à EG	84 483	94 801	35 076	8 816	2 000	804	58	226 038
Construction	EH	140 013	155 967	20 879	2 432	217	35	–	319 543
Commerce	EJ	343 840	366 279	44 116	5 589	695	122	4	760 645
Transports	EK	60 005	37 728	11 078	2 392	345	121	27	111 696
Activités immobilières	EM	44 922	24 067	1 548	81	10	1	–	70 629
Services aux entreprises	EN	214 165	149 685	23 817	4 813	1 059	254	12	393 805
Autres services	EP à ER	408 239	275 963	18 888	2 172	248	39	2	705 551
Total		**1 317 538**	**1 153 989**	**161 459**	**27 734**	**4 884**	**1 447**	**104**	**2 667 155**
Situation au 1er janvier 1999									
Industries agricoles et alimentaires	EB	20 933	49 898	6 267	1 410	325	76	1	78 910
Industrie hors IAA	EC à EG	82 894	95 573	35 198	8 664	2 004	814	52	225 199
Construction	EH	135 661	160 408	21 545	2 304	189	41	1	320 149
Commerce	EJ	336 531	374 673	44 947	5 675	747	122	2	762 697
Transports	EK	59 365	39 135	11 555	2 459	353	131	29	113 027
Activités immobilières	EM	45 382	25 475	1 632	82	11	–	–	72 582
Services aux entreprises	EN	207 923	163 757	28 673	5 707	1 225	279	10	407 574
Autres services	EP à ER	411 495	286 775	19 962	2 209	238	30	4	720 713
Total		**1 300 184**	**1 195 694**	**169 779**	**28 510**	**5 092**	**1 493**	**99**	**2 700 851**
Situation au 1er janvier 2000									
Industries agricoles et alimentaires	EB	20 607	49 994	6 128	1 387	332	75	1	78 524
Industrie hors IAA	EC à EG	84 435	95 306	35 355	8 602	2 004	819	47	226 568
Construction	EH	137 042	165 919	22 034	2 321	177	37	1	327 531
Commerce	EJ	341 949	378 922	45 679	5 772	727	127	5	773 181
Transports	EK	59 472	40 016	11 916	2 538	379	143	30	114 494
Activités immobilières	EM	47 471	26 477	1 695	79	7	2	–	75 731
Services aux entreprises	EN	223 533	168 722	29 638	5 806	1 259	272	9	429 239
Autres services	EP à ER	426 308	293 175	20 704	2 246	256	37	4	742 730
Total		**1 340 817**	**1 218 531**	**173 149**	**28 751**	**5 141**	**1 512**	**97**	**2 767 998**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-5

Activité et forme juridique des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) (3)

Unité : Entreprise

Activité	Code NES 16	Personnes physiques				Personnes morales			Total
		dont Artisans Commerçants	*dont* Commerçants	*dont* Artisans	**Total**	*dont* SARL	*dont* SA	**Total**	
Situation au 1er janvier 1997									
Industries agricoles et alimentaires	EB	41 440	2 160	3 657	**47 569**	15 790	4 785	**24 033**	**71 602**
Industrie hors IAA	EC à EG	20 358	4 722	46 806	**74 253**	81 663	33 815	**120 174**	**194 427**
Construction	EH	30 389	2 801	176 703	**210 864**	81 201	10 372	**98 649**	**309 513**
Commerce	EJ	78 077	218 086	19 519	**341 501**	227 211	47 575	**294 566**	**636 067**
Transports	EK	5 129	25 922	23 946	**56 226**	26 417	6 552	**35 446**	**91 672**
Activités immobilières	EM	187	8 546	15	**15 876**	33 867	6 865	**47 808**	**63 684**
Services aux entreprises	EN	5 323	16 253	12 889	**143 909**	114 307	35 916	**178 268**	**322 177**
Autres services	EP à ER	48 691	128 623	27 630	**497 076**	110 307	11 676	**147 288**	**644 364**
Total		**229 594**	**407 113**	**311 165**	**1 387 274**	**690 763**	**157 556**	**946 232**	**2 333 506**
Situation au 1er janvier 1998									
Industries agricoles et alimentaires	EB	39 975	2 168	3 612	**46 072**	16 336	4 718	**24 483**	**70 555**
Industrie hors IAA	EC à EG	19 184	4 343	45 749	**71 770**	82 420	33 192	**120 367**	**192 137**
Construction	EH	27 893	2 425	173 868	**205 069**	84 432	10 062	**101 356**	**306 425**
Commerce	EJ	75 298	210 184	18 911	**328 185**	233 433	46 519	**300 101**	**628 286**
Transports	EK	5 072	25 444	23 734	**55 431**	27 568	6 494	**36 643**	**92 074**
Activités immobilières	EM	169	8 025	11	**15 369**	34 730	6 703	**48 348**	**63 717**
Services aux entreprises	EN	5 182	16 105	12 650	**144 179**	121 148	36 169	**186 230**	**330 409**
Autres services	EP à ER	48 162	125 284	27 754	**503 747**	115 579	11 588	**152 659**	**656 406**
Total		**220 935**	**393 978**	**306 289**	**1 369 822**	**715 646**	**155 445**	**970 187**	**2 340 009**
Situation au 1er janvier 1999									
Industries agricoles et alimentaires	EB	38 916	2 168	3 575	**44 993**	16 971	4 613	**25 111**	**70 104**
Industrie hors IAA	EC à EG	18 296	4 140	45 098	**70 142**	83 104	32 574	**120 548**	**190 690**
Construction	EH	25 861	2 250	172 763	**201 799**	88 419	9 916	**105 108**	**306 907**
Commerce	EJ	72 402	206 447	18 533	**322 082**	239 410	45 416	**305 221**	**627 303**
Transports	EK	4 942	25 134	23 584	**54 919**	28 699	6 481	**37 805**	**92 724**
Activités immobilières	EM	165	7 686	11	**15 728**	35 935	6 584	**49 539**	**65 267**
Services aux entreprises	EN	5 050	16 050	12 580	**147 464**	128 392	36 799	**194 742**	**342 206**
Autres services	EP à ER	47 654	123 225	28 206	**510 406**	121 520	11 481	**158 574**	**668 980**
Total		**213 286**	**387 100**	**304 350**	**1 367 533**	**742 450**	**153 864**	**996 648**	**2 364 181**
Situation au 1er janvier 2000									
Industries agricoles et alimentaires	EB	37 977	2 195	3 542	**44 098**	17 425	4 458	**25 397**	**69 495**
Industrie hors IAA	EC à EG	17 832	4 082	45 262	**70 093**	83 360	32 003	**120 575**	**190 668**
Construction	EH	24 700	2 115	176 309	**204 186**	92 401	9 794	**109 068**	**313 254**
Commerce	EJ	70 553	205 407	18 221	**320 946**	245 629	44 408	**311 449**	**632 395**
Transports	EK	4 941	24 719	23 527	**54 698**	29 503	6 430	**38 696**	**93 394**
Activités immobilières	EM	147	7 581	12	**16 574**	37 467	6 446	**51 098**	**67 672**
Services aux entreprises	EN	5 086	16 669	12 801	**154 747**	136 022	37 339	**205 206**	**359 953**
Autres services	EP à ER	47 430	121 917	28 958	**522 678**	127 124	11 330	**165 001**	**687 679**
Total		**208 666**	**384 685**	**308 632**	**1 388 020**	**768 931**	**152 208**	**1 026 490**	**2 414 510**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-6

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Source : INSEE (SIRENE) (2)

Unité : Entreprise

Activité	Code NES 16	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Créations totales							
Industries agricoles et alimentaires	EB	7 359	7 190	7 277	6 885	6 800	6 640
Industrie hors IAA	EC à EG	19 691	18 662	17 283	16 283	15 540	14 940
Construction	EH	37 745	36 823	35 106	34 168	33 269	34 935
Commerce	EJ	93 979	88 338	83 831	81 460	78 090	76 786
Transports	EK	10 656	10 509	9 651	10 075	9 650	8 902
Activités immobilières	EM	7 914	7 472	7 009	7 408	7 889	8 870
Services aux entreprises	EN	44 340	44 630	43 867	43 872	44 184	45 408
Autres services	EP à ER	72 447	71 229	71 251	70 937	71 025	72 438
Total		**294 131**	**284 853**	**275 275**	**271 088**	**266 447**	**268 919**
Créations nouvelles							
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 485	2 434	2 263	2 089	2 006	1 950
Industrie hors IAA	EC à EG	13 580	13 052	11 894	10 982	10 672	10 527
Construction	EH	23 604	23 752	22 599	21 790	21 667	23 377
Commerce	EJ	57 612	53 864	50 499	48 462	46 709	46 230
Transports	EK	7 562	7 548	6 845	7 114	6 947	6 442
Activités immobilières	EM	6 200	5 882	5 506	5 740	6 231	7 093
Services aux entreprises	EN	36 687	36 860	36 421	36 193	36 684	37 835
Autres services	EP à ER	36 034	35 531	35 601	34 480	35 275	36 220
Total		**183 764**	**178 923**	**171 628**	**166 850**	**166 191**	**169 674**
Reprises							
Industries agricoles et alimentaires	EB	3 145	3 119	3 273	3 005	3 161	3 007
Industrie hors IAA	EC à EG	2 997	2 562	2 554	2 511	2 245	1 931
Construction	EH	3 643	3 223	3 285	3 397	3 230	2 885
Commerce	EJ	17 098	15 437	14 920	14 974	14 077	13 432
Transports	EK	840	851	794	903	883	766
Activités immobilières	EM	343	310	296	328	314	257
Services aux entreprises	EN	1 597	1 594	1 521	1 691	1 555	1 498
Autres services	EP à ER	20 010	19 449	19 400	19 576	19 015	19 384
Total		**49 673**	**46 545**	**46 043**	**46 385**	**44 480**	**43 160**
Réactivations							
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 729	1 637	1 741	1 791	1 633	1 683
Industrie hors IAA	EC à EG	3 114	3 048	2 835	2 790	2 623	2 482
Construction	EH	10 498	9 848	9 222	8 981	8 372	8 673
Commerce	EJ	19 269	19 037	18 412	18 024	17 304	17 124
Transports	EK	2 254	2 110	2 012	2 058	1 820	1 694
Activités immobilières	EM	1 371	1 280	1 207	1 340	1 344	1 520
Services aux entreprises	EN	6 056	6 176	5 925	5 988	5 945	6 075
Autres services	EP à ER	16 403	16 249	16 250	16 881	16 735	16 834
Total		**60 694**	**59 385**	**57 604**	**57 853**	**55 776**	**56 085**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997), et révision de celles des années antérieures.

TABLEAU G.02-7

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1), par activité et forme juridique

Année 1999

Source : INSEE (SIRENE) (2)

Unité : Entreprise

Activité	Code NES 16	Personnes physiques				Personnes morales		Sociétés de fait	**Total**
		Artisans Commerçants	Commerçants	Artisans	Autres	Commerciales	Non commerciales		
Industries agricoles et alimentaires	EB	3 415	561	720	25	1 836	19	64	**6 640**
Industrie hors IAA	EC à EG	978	491	5 162	463	7 599	194	53	**14 940**
Construction	EH	844	221	21 424	103	11 852	215	276	**34 935**
Commerce	EJ	4 219	32 997	2 002	6 807	29 786	742	233	**76 786**
Transports	EK	151	3 505	1 584	225	3 335	83	19	**8 902**
Activités immobilières	EM	5	697	6	3 199	4 806	72	85	**8 870**
Services aux entreprises	EN	429	4 190	2 136	15 823	22 058	558	214	**45 408**
Autres services	EP à ER	3 086	21 511	3 210	26 761	16 873	167	830	**72 438**
Total		**13 127**	**64 173**	**36 244**	**53 406**	**98 145**	**2 050**	**1 774**	**268 919**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-8

Défaillances d'entreprises

Nombre d'entreprises suivant la date du jugement

Source : INSEE (exploitation du BODACC)

Secteur d'activité	Code NES 16	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Industrie	EB à EG	10 096	8 758	7 700	7 582	6 919	5 872	5 539
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 454	1 512	1 471	1 297	1 237	1 160	1 061
Industries des biens intermédiaires et énergie	EF + EG	2 828	2 179	1 781	1 888	1 649	1 338	1 301
Industrie automobile et biens d'équipements	ED + EE	2 233	1 778	1 476	1 371	1 381	1 043	957
Biens de consommation	EC	3 581	3 289	2 972	3 026	2 652	2 331	2 220
Construction	EH	11 721	10 314	10 414	10 371 *r*	10 232	8 844	8 042
Commerce (1)	EJ	16 820	16 209 *r*	15 666	15 695 *r*	15 473	13 605	12 104
Transports	EK	2 624	2 390	1 972	2 117	2 157	1 799	1 722
Services aux entreprises et activités financières	EN + EL	7 408	6 840	6 422 *r*	6 482	6 444	5 719	5 270
Immobilier	EM	3 264	3 458	3 176	3 045	2 520	2 208	1 860
Services aux particuliers (sauf services personnels et domestiques)	EP	8 678	8 770	8 530	8 649 *r*	8 515	7 412	6 569
Total		**60 611**	**56 739** *r*	**53 880** *r*	**53 941** *r*	**52 260**	**45 459**	**41 106**

(1) Voir tableau détaillé chapitre M.01 (Commerce intérieur).

TABLEAU G.02-9

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition (1) et la forme juridique

Année 1998

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

Régime d'imposition et forme juridique	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	CAHT (2)
Bénéfice réel normal (BRN) :			
Personnes physiques	94 130	284 009	266 967
Sociétés en participation	3 736	5 387	33 152
Sociétés en nom collectif	19 358	368 512	817 068
SARL	364 456	2 520 624	2 032 170
SA	162 549	7 616 574	13 824 938
Autres formes juridiques	52 885	1 338 890	1 454 220
Régime simplifié (RSI) :			
Personnes physiques	819 235	585 150	453 118
Sociétés en participation	1 100	797	543
Sociétés en nom collectif	11 897	10 628	9 260
SARL	299 538	624 127	295 709
SA	5 121	12 555	5 772
Autres formes juridiques	43 326	26 405	19 162
Total BIC (3) (4)	**1 877 331**	**13 393 658**	**19 212 079**
Bénéfices non commerciaux (BNC) :			
Personnes physiques	429 146	279 332	248 519
Société civile	19 414	98 028	54 640
Autres formes juridiques	6 488	9 148	5 724
Total BNC (3)	**455 048**	**386 508**	**308 883**
Bénéfices agricoles réels :			
Personnes physiques	155 194	36 468	112 136
Sociétés civiles	82 771	45 039	112 869
Autres formes juridiques	683	1 733	1 729
Total BA réels (3)	**238 648**	**83 240**	**226 734**

(1) En 1998, il n'y a pas de forfait.
(2) Chiffre d'affaires hors taxes.
(3) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère. Certains totaux d'un même ensemble de critères peuvent ainsi légèrement varier d'un tableau à l'autre.
(4) BIC : Bénéfices industriels et commerciaux.

TABLEAU G.02-10

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition (1) et l'activité

Année 1998 - champ BIC

Source : INSEE (SUSE)

Secteur	Code NES 16	Nombre d'entreprises			Effectif total (2)			Chiffre d'affaires (HT) en millions de francs		
		Régime d'imposition		Total	Régime d'imposition		Total	Régime d'imposition		Total
		BRN	RSI		BRN	RSI		BRN	RSI	
Agriculture, sylviculture, pêche (3)	EA	9 699	32 459	**42 158**	104 567	60 472	**165 039**	70 425	17 440	**87 865**
Industries agricoles et alimentaires	EB	15 659	49 304	**64 963**	469 926	145 104	**615 030**	802 004	50 311	**852 315**
Industries des biens de consommation	EC	25 705	35 542	**61 247**	697 289	64 423	**761 712**	809 244	21 332	**830 576**
Industrie automobile	ED	1 411	616	**2 027**	267 948	1 456	**269 404**	606 021	698	**606 719**
Industries des biens d'équipement	EE	19 925	19 922	**39 847**	788 146	45 298	**833 444**	962 209	19 021	**981 230**
Industries des biens intermédiaires	EF	35 084	23 857	**58 941**	1 443 527	54 373	**1 497 900**	1 604 024	20 717	**1 624 741**
Énergie	EG	1 097	830	**1 927**	241 633	625	**242 258**	623 150	297	**623 447**
Construction	EH	58 685	210 167	**268 852**	879 976	490 198	**1 370 174**	603 069	153 685	**756 754**
Commerce	EJ	210 210	293 583	**503 793**	2 406 850	440 011	**2 846 861**	5 141 541	270 604	**5 412 145**
Transports	EK	27 637	57 164	**84 801**	883 991	78 309	**962 300**	690 283	23 008	**713 291**
Activités financières	EL	19 389	8 055	**27 444**	594 189	8 585	**602 774**	4 094 676	2·432	**4 097 108**
Activités immobilières	EM	80 450	115 680	**196 130**	198 923	113 083	**312 006**	350 943	25 149	**376 092**
Services aux entreprises	EN	111 300	87 059	**198 359**	2 320 427	132 076	**2 452 503**	1 545 599	42 305	**1 587 904**
Services aux particuliers	EP	57 325	223 153	**280 478**	631 389	419 856	**1 051 245**	392 224	125 507	**517 731**
Éducation, santé, action sociale	EQ	11 449	9 364	**20 813**	258 060	23 893	**281 953**	101 105	5 678	**106 783**
Non déterminé		12 089	13 462	**25 551**	44 976	19 252	**64 228**	31 998	5 380	**37 378**
Total (4)		**697 114**	**1 180 217**	**1 877 331**	**12 231 817**	**2 097 014**	**14 328 831**	**18 428 515**	**783 564**	**19 212 079**

(1) En 1998, il n'y a pas de forfait.
(2) Effectif total = salariés + entrepreneurs individuels.
(3) Hors entreprises imposées aux bénéfices agricoles.
(4) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère. Certains totaux d'un même ensemble de critères peuvent ainsi légèrement varier d'un tableau à l'autre.

TABLEAU G.02-11

Répartition des entreprises au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux (1), suivant différents critères de taille

Année 1998

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires	Investissement	Chiffre d'affaires exportation	Total de bilan	Capital social
Tranche d'effectifs							
0	848 409	–	862 589	179 338	59 880	5 691 392	1 379 033
1	290 189	290 189	295 983	20 310	11 692	491 410	103 685
2 à 4	370 125	1 019 393	784 443	34 452	43 577	1 015 551	162 121
5 à 9	201 306	1 328 445	1 129 967	39 047	93 915	1 334 505	203 779
10 à 19	80 674	1 092 166	1 109 060	39 990	118 712	1 446 057	181 756
20 à 49	58 719	1 832 809	2 256 505	87 270	236 424	3 370 431	283 718
50 à 99	14 101	977 442	1 233 172	70 614	144 814	2 672 657	195 602
100 à 199	7 484	1 038 442	1 333 148	90 570	209 844	2 045 743	156 740
200 à 499	4 173	1 263 039	1 985 481	89 843	305 970	4 458 872	237 968
500 à 999	1 246	863 330	1 260 154	58 221	251 916	3 620 709	210 223
1 000 à 1 999	554	764 583	1 150 370	66 811	260 073	4 273 632	157 091
2 000 à 4 999	254	760 413	2 043 179	75 751	254 742	6 345 086	163 240
5 000 à 9 999	55	366 645	434 087	40 285	83 776	1 553 362	64 304
10 000 à 19 999	20	261 072	307 578	12 494	99 383	1 638 422	30 558
20 000 à 49 999	15	508 788	2 492 876	41 621	271 973	4 647 457	61 297
50 000 et plus	7	1 026 902	533 487	57 089	28 119	1 314 259	115 749
Total (2)	**1 877 331**	**13 393 658**	**19 212 080**	**1 003 707**	**2 474 809**	**45 919 547**	**3 706 863**
Tranche de chiffre d'affaires							
< 1 MILLION DE F	1 151 660	687 233	400 058	73 839	2 047	6 193 141	1 245 559
1 à 1,9 M	268 869	718 428	380 054	23 069	4 243	596 270	90 751
2 à 4,9 M	224 528	1 208 024	704 882	34 236	16 153	1 106 105	163 871
5 à 9,9 M	101 153	1 000 832	708 651	28 204	29 627	907 658	143 477
10 à 19 M	56 764	1 021 261	792 943	33 861	50 698	1 088 061	157 209
20 à 49 M	41 088	1 350 201	1 281 755	59 789	112 908	1 682 863	263 357
50 à 99 M	15 902	952 324	1 111 715	50 406	116 889	1 875 291	181 130
100 à 199 M	8 695	921 325	1 204 174	76 977	158 673	3 578 759	194 631
200 à 499 M	5 254	1 140 864	1 599 414	119 437	270 113	4 444 213	236 714
500 à 999 M	1 771	771 420	1 222 418	91 640	230 650	2 465 934	181 855
1 à 1,9 MILLIARD	846	647 455	1 170 978	69 565	244 802	3 331 280	203 730
2 à 4,9 MILLIARDS	527	688 153	1 632 290	96 833	323 104	2 620 132	160 135
5 à 9,9 MILLIARDS	170	426 439	1 160 394	89 464	265 805	4 204 454	162 498
10 à 19 MILLIARDS	54	327 698	755 943	27 168	115 990	2 615 181	73 584
20 à 49 MILLIARDS	29	459 975	809 122	35 822	190 208	3 422 567	65 682
50 MILLIARDS et plus	21	1 072 026	4 277 291	93 399	342 898	5 787 638	182 680
Total (2)	**1 877 331**	**13 393 658**	**19 212 080**	**1 003 707**	**2 474 809**	**45 919 547**	**3 706 863**

(1) Entreprises soumises au régime réel (normal + simplifié) des bénéfices industriels et commerciaux à partir de 1998.
(2) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-11 (suite et fin)

Répartition des entreprises au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux (1), suivant différents critères de taille

Année 1998

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires	Investissement	Chiffre d'affaires exportation	Total de bilan	Capital social
Tranche de « Total bilan »							
< 1 MILLION DE F	1 288 491	1 481 397	986 047	56 898	24 523	408 808	94 391
1 à 4,9 M	406 365	2 119 266	1 438 883	56 686	53 979	882 202	136 185
5 à 9,9 M	77 954	1 005 649	872 989	25 579	54 183	544 034	76 454
10 à 99 M	86 436	3 014 415	3 348 461	114 834	356 353	2 377 419	373 247
100 à 499 M	12 818	1 662 613	2 424 158	125 574	448 331	2 785 607	525 672
500 à 999 M	2 254	605 127	1 195 891	72 106	247 077	1 567 048	286 160
1000 à 1999 M.	1 285	565 632	1 150 030	81 818	241 573	1 799 289	328 217
2000 à 4999 M.	889	582 501	1 230 313	115 290	240 679	2 766 522	470 091
5000 à 9999 M.	334	484 820	661 390	73 259	125 212	2 334 976	306 379
10 à 19,9 MILLIARDS	202	276 993	681 501	50 048	194 912	2 871 837	299 907
20 à 49,9 MILLIARDS	202	448 329	961 650	65 733	284 035	6 126 998	315 871
50 à 99,9 MILLIARDS	52	461 280	448 303	63 376	56 272	3 691 211	175 333
100 à 299 MILLIARDS	35	432 282	691 637	70 827	*c*	6 229 704	195 885
300 MILLIARDS et plus	14	253 354	3 120 827	31 677	*c*	11 533 891	123 073
Total (2)	**1 877 331**	**13 393 658**	**19 212 080**	**1 003 707**	**2 474 809**	**45 919 547**	**3 706 863**
Tranche de capital social							
< 1 MILLION DE F	1 750 928	5 377 859	4 896 173	222 120	342 717	4 775 309	188 696
1 à 1,9 M	55 689	1 015 792	1 078 391	35 021	101 334	907 091	71 119
2 à 4,9 M	33 724	924 366	1 086 665	39 451	137 609	915 394	99 627
5 à 9,9 M	14 206	657 491	814 412	33 865	120 716	861 409	94 000
10 à 19 M	8 939	690 884	1 019 065	45 775	164 494	1 324 029	118 887
20 à 49 M	6 628	824 095	1 326 525	81 695	258 354	1 792 246	199 508
50 à 99 M	2 845	694 398	1 030 589	71 665	212 386	1 707 627	193 665
100 à 199 M	1 902	547 630	1 027 700	106 525	188 433	2 985 306	257 765
200 à 499 M	1 409	872 295	1 228 218	100 149	273 102	5 109 145	426 205
500 à 999 M	547	244 124	593 673	57 538	144 181	4 504 917	374 631
1 à 1,9 MILLIARD	276	241 716	650 274	61 906	167 588	4 139 678	385 474
2 à 4,9 MILLIARDS	160	296 961	3 287 379	36 521	134 302	7 430 611	485 455
5 MILLIARDS et plus	78	1 006 047	1 173 016	111 475	229 592	9 466 785	811 831
Total (2)	**1 877 331**	**13 393 658**	**19 212 080**	**1 003 707**	**2 474 809**	**45 919 547**	**3 706 863**

(1) Entreprises soumises au régime réel (normal + simplifié) des bénéfices industriels et commerciaux à partir de 1998.
(2) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-12

Compte de résultat des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux (1)

Année 1998

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de Francs

	Exportation	Total
COMPTE D'EXPLOITATION		
Produits		
Ventes de marchandises	600 531	6 040 496
Production vendue de biens	1 437 010	4 919 214
Production vendue de services	437 268	8 249 800
Chiffre d'affaires net	**2 474 809**	**19 209 510**
Production stockée		– 16 397
Production immobilisée		69 675
Subventions d'exploitation		87 501
Reprises et transferts de charges		882 815
Autres produits		618 944
Total des produits d'exploitation		**20 852 048**
Charges		
Achats de marchandises		4 759 857
Variations de stock (marchandises)		– 14 652
Achats de matières premières, autres approvisionnements		2 580 631
Variations de stock (mat. premières, autres)		8 798
Autres achats et charges externes		4 418 210
Impôts, taxes et versements assimilés		425 033
Salaires et traitements		2 061 660
Charges sociales		910 279
Immobilisations : dotation aux amortissements		634 685
Immobilisations : dotation aux provisions		28 766
Actif circulant : dotation aux provisions		135 787
Risques, charges : dotation aux provisions		1 048 631
Autres charges		556 021
Total des charges d'exploitation		**17 553 706**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		**3 298 342**
OPÉRATIONS EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée		24 557
Perte supportée ou bénéfice transféré		19 209

	Total
COMPTE FINANCIER	
Produits	
Produits financiers de participations	433 525
Produits des autres valeurs	1 050 884
Autres intérêts et produits assimilés	1 072 246
Reprises de provisions, transferts de charges	187 607
Différences positives de change	462 486
Produits nets sur cessions de valeurs	110 211
Total des produits financiers	**3 316 959**
Charges	
Dotations : amortissements et provisions	255 145
Intérêts et charges assimilées	4 586 256
Différences négatives de change	893 829
Charges nettes sur cessions de valeurs	65 502
Total des charges financières	**5 800 732**
RÉSULTAT FINANCIER	**– 2 483 773**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**819 917**
COMPTE EXCEPTIONNEL	
Produits	
Produits exceptionnels sur opération de gestion	165 859
Produits exceptionnels sur opération en capital	857 452
Reprises de provisions, transferts de charges	230 247
Total des produits exceptionnels	**1 253 558**
Charges	
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	184 707
Charges exceptionnelles sur opération en capital	698 154
Dotations aux amortissements, provisions	222 059
Total des charges exceptionnelles	**1 104 920**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**148 638**
Participation des salariés	28 819
Impôts sur les bénéfices	220 312
Total des produits	**25 447 122**
Total des charges	**24 727 698**
BÉNÉFICE OU PERTE	**719 424**

(1) Entreprises soumises au régime réel (normal + simplifié) des bénéfices industriels et commerciaux à partir de 1998.

TABLEAU G.02-13

Bilan des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux (1)

Année 1998

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

ACTIF	Montant brut	Amortissement provisoire
Capital souscrit non appelé	**13 123**	
IMMOBILISATIONS		
Fonds commercial	498 711	33 473
Autres incorporelles	418 171	226 496
Immobilisations corporelles	8 699 454	3 991 322
Immobilisations financières	24 165 284	1 033 969
TOTAL	**33 781 620**	**5 285 260**
ACTIF CIRCULANT		
STOCKS :		
Matières premières, approvisionnements et en cours	1 048 987	85 005
Stocks marchandises	689 458	42 417
Avances, acomptes sur commandes	98 682	447
Clients et comptes rattachés	2 946 286	139 596
Autres créances	4 482 830	61 646
Valeurs mobilières de placement	3 913 548	14 582
Disponibilités	3 396 902	930
COMPTE DE RÉGULARISATION		
Charges constatées d'avance	972 685	2 144
TOTAL	**17 549 378**	**346 767**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	148 642	
Primes de remboursement des obligations	15 011	
Écart de conversion actif	43 638	
TOTAL ACTIF BRUT	**51 551 412**	
TOTAL GÉNÉRAL (ACTIF NET)	**45 919 385**	

PASSIF	
CAPITAUX PROPRES	
Capital social (individuel)	3 636 007
Primes émission, fusion	1 891 752
Écarts de réévaluation	74 738
Réserves	2 060 202
Report à nouveau	– 372 590
Résultat de l'exercice	719 424
Subventions investissement	131 392
Provisions réglementées	199 047
TOTAL	**8 339 972**
Autres fonds propres	396 654
Provisions pour risques, charges	5 301 078
DETTES	
Emprunts, dettes assimilées	23 257 037
dont : concours bancaires courants, soldes créditeurs	3 123 014
Avances, acomptes sur commandes	475 249
Dettes fournisseurs	2 520 765
Autres dettes	4 323 860
COMPTE DE RÉGULARISATION	
Produits constatés d'avance	1 237 313
TOTAL	**31 814 224**
Écarts de conversion passif	**67 457**
TOTAL GÉNÉRAL	**45 919 385**

(1) Entreprises soumises au régime réel (normal + simplifié) des bénéfices industriels et commerciaux à partir de 1998.

TABLEAU G.02-14A

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1999

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires hors taxes (millions de F)
Activités industrielles				
Industrie des viandes	B01	13 400	151 513	203 997
Industrie du lait	B02	1 160	61 692	151 211
Industrie des boissons	B03	1 713	45 311	104 859
Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux	B04	1 343	34 092	89 505
Industries alimentaires diverses	B05	47 347	278 822	302 743
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	9 047	114 529	79 929
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	2 202	47 286	29 113
Édition, imprimerie, reproduction	C20	23 537	208 791	212 728
Industrie pharmaceutique	C31	604	95 391	205 870
Fabrication de de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	1 139	53 604	100 485
Fabrication de meubles	C41	15 848	100 359	74 399
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	3 397	15 380	13 166
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	3 653	36 227	29 550
Fabrication d'appareils domestiques	C44	249	27 575	31 432
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	C45	406	17 011	39 047
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	1 165	20 740	14 858
Construction automobile	D01	1 389	189 720	505 638
Fabrication d'équipements automobiles	D02	638	79 274	101 082
Construction navale	E11	1 645	18 680	20 747
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	62	14 813	15 605
Construction aéronautique et spatiale	E13	357	81 223	195 477
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport	E14	213	8 674	8 233
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	3 460	47 968	37 936
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	5 698	93 135	60 997
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	1 370	72 064	71 620
Fabrication de machines d'usage général	E24	4 971	99 319	97 089
Fabrication de machines agricoles	E25	4 392	25 997	32 919
Fabrication de machines-outils	E26	853	15 993	15 658
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	3 213	68 488	74 248
Fabrication d'armes et de munitions	E28	156	5 551	13 259
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	478	45 460	93 372
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	1 199	27 701	24 265
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	1 167	71 749	107 495
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	7 410	40 095	33 483
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	3 203	82 031	78 825
				409
Extraction de minerais métalliques	F11	48	693	29 752
Autres industries extractives	F12	2 218	30 919	45 260
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	1 118	52 259	102 355
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	6 534	96 076	55 825
Filature et tissage	F21	1 693	57 904	39 016
Fabrication de produits textiles	F22	2 669	47 129	16 204
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	F23	953	26 557	70 453
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	9 047	86 753	46 557
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	216	28 337	73 873
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	1 391	65 345	47 009
Industrie chimique minérale	F41	376	23 487	149 743
Industrie chimique organique	F42	461	52 790	107 122
Parachimie	F43	1 131	58 830	4 602
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	26	2 569	62 553
Industries du caoutchouc	F45	581	70 426	136 153
Transformation des matières plastiques	F46	4 278	148 012	

NB. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU G.02-14B

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1999

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Chiffre d'affaires hors taxes cumulé en %		Effectif cumulé en %	
		des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises	des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises
Activités industrielles					
Industrie des viandes	B01	8	39	5	22
Industrie du lait	B02	16	67	17	62
Industrie des boissons	B03	21	68	23	59
Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux	B04	19	52	18	40
Industries alimentaires diverses	B05	12	39	5	10
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	7	27	4	8
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	20	57	11	47
Édition, imprimerie, reproduction	C20	7	19	4	10
Industrie pharmaceutique	C31	12	75	14	73
Fabrication de de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	21	79	22	75
Fabrication de meubles	C41	12	41	10	28
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	19	51	14	40
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	17	54	10	37
Fabrication d'appareils domestiques	C44	43	95	44	92
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	C45	79	94	58	86
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	32	67	25	66
Construction automobile	D01	76	94	67	86
Fabrication d'équipements automobiles	D02	27	82	25	73
Construction navale	E11	55	72	36	67
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	80	97	72	97
Construction aéronautique et spatiale	E13	74	95	62	94
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport	E14	55	91	49	89
Fabrication d'élément en métal pour la construction	E21	7	22	5	17
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	16	38	10	23
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	19	64	17	59
Fabrication de machines d'usage général	E24	10	38	11	30
Fabrication de machines agricoles	E25	29	44	13	37
Fabrication de machines-outils	E26	19	63	16	61
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	23	46	10	28
Fabrication d'armes et de munitions	E28	85	97	71	96
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	79	97	69	91
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	32	71	23	63
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	50	86	45	80
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	29	54	13	32
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	20	55	16	41
Extraction de minerais métalliques	F11	74	99	62	100
Autres industries extractives	F12	13	39	14	36
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	33	82	32	76
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	15	48	9	37
Filature et tissage	F21	10	41	8	24
Fabrication de produits textiles	F22	11	45	9	34
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	F23	31	63	27	57
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	9	16	4	4
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	22	85	20	87
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	16	51	11	44
Industrie chimique minérale	F41	37	79	36	85
Industrie chimique organique	F42	38	81	44	86
Parachimie	F43	20	65	15	61
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	66	102	50	100
Industries du caoutchouc	F45	53	85	50	83
Transformation des matières plastiques	F46	6	23	6	18

NB. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU G.02-14A (suite et fin)

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1999

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires hors taxes (millions de F)
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	302	65 973	120 830
Production de métaux non ferreux	F52	271	24 108	57 249
Fonderie	F53	492	36 156	24 576
Services industriels du travail des métaux	F54	14 077	190 950	123 699
Fabrication de produits métalliques	F55	4 280	103 268	83 920
Récupération	F56	3 070	22 892	28 817
Fabrication de matériel électrique	F61	2 683	140 201	140 319
Fabrication de composants électroniques	F62	1 026	49 335	58 446
Extraction de houille, de lignite et de tourbe	G11	41	11 631	3 430
Extraction d'hydrocarbures; services annexes	G12	64	2 739	5 926
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	16	11 540	31 523
Raffinage de pétrole	G15	108	18 450	236 025
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	1 467	164 388	289 127
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	230	32 983	57 284
Bâtiment	H01	251 000	966 236	577 652
Travaux publics	H02	17 852	224 773	179 101
Commerce et réparation automobile	J10	75 200	383 648	716 907
Commerce de gros, intermédiaires	J20	114 960	929 559	2 939 903
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	5 415	445 206	810 007
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	66 581	106 196	130 568
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	241 637	738 666	814 760
Transports ferroviaires	K01	26	175 876	*c*
Transport routier de voyageurs	K02	32 526	148 383	57 061
Transport routier (ou par conduites) de marchandises	K03	40 988	276 969	178 043
Transports par eau	K04	2 055	13 740	29 274
Transports aériens	K05	341	59 280	79 010
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	K07	2 481	89 622	100 207
Agences de voyage	K08	3 509	35 412	62 848
Organisation du transport de fret	K09	2 874	110 589	129 944
Intermédiation financière	L01	12 576	407 433	3 015 867
Assurance	L02	694	135 054	751 901
Activités de poste et de courrier	N11	1 154	294 780	*c*
Télécommunications	N12	1 014	171 453	199 341
Activités informatiques	N21	19 704	223 754	172 788
Services professionnels	N22	34 339	203 502	186 249
Administration d'entreprises	N23	34 851	101 554	186 779
Publicité et études de marché	N24	15 851	108 730	130 140
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	25 030	195 740	173 284
Location sans opérateur	N31	18 065	60 462	96 731
Sélection et fourniture de personnel	N32	2 875	519 717	102 123
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	42 761	459 344	191 285
Assainissement, voirie et gestion des déchets	N34	1 437	46 369	33 803
Recherche et développement	N40	1 278	23 887	23 338
Hôtels et restaurants	P10	174 535	580 945	278 153
Activités audiovisuelles	P21	6 875	64 984	96 770
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	P22	20 400	95 254	93 235
Services personnels	P31	78 660	141 911	49 571

(1) Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux.

TABLEAU G.02-14B (suite et fin)

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1999

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Chiffre d'affaires hors taxes cumulé en %		Effectif cumulé en %	
		des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises	des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	49	90	44	87
Production de métaux non ferreux	F52	49	90	42	85
Fonderie	F53	19	74	18	67
Services industriels du travail des métaux	F54	5	9	4	4
Fabrication de produits métalliques	F55	13	32	6	21
Récupération	F56	8	33	4	19
Fabrication de matériel électrique	F61	27	67	22	58
Fabrication de composants électroniques	F62	44	76	27	64
Extraction de houille, de lignite et de tourbe	G11	89	97	98	98
Extraction d'hydrocarbure; services annexes	G12	93	101	90	100
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	93	99	86	100
Raffinage de pétrole	G15	72	97	61	94
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	88	92	91	94
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	61	92	61	90
Bâtiment	H01	5	5	4	4
Tavaux publics	H02	4	14	5	8
Commerce et réparation automobile	J10	10	15	5	5
Commerce de gros, intermédiaires	J20	4	6	ϵ	ϵ
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	31	52	29	49
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	5	8	7	10
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	5	12	5	10
Tansports ferrovières	K01	c	c	99	99
Transport routier de voyageurs	K02	22	30	33	41
Transport routier (ou par conduites) de marchandises	K03	3	3	1	1
Transports par eau	K04	42	81	40	84
Transports aériens	K05	84	94	88	95
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	K07	31	60	20	47
Agences de voyage	K08	25	47	23	39
Organisation du transport de fret	K09	14	48	11	45
Intermédiation financière	L01	88	92	29	60
Assurance	L02	21	82	20	79
Activités de poste et de courrier	N11	c	c	98	98
Télécommunications	N12	82	92	89	93
Activités informatiques	N21	6	22	7	20
Services professionnels	N22	20	35	5	6
Administration d'entreprises	N23	26	49	7	17
Publicité et études de marché	N24	16	36	10	22
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	11	27	7	17
Location sans opérateur	N31	10	45	13	42
Sélection et fourniture de personnel	N32	57	68	63	75
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	5	12	7	14
Assainissement, voirie et gestion des déchets	N34	10	53	14	60
Recherche et développement	N40	32	71	21	66
Hôtels et restaurants	P10	4	10	4	11
Activités audiovisuelles	P21	30	54	17	34
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	P22	44	46	15	21
Services personnels	P31	10	10	5	5

(1) Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux.

TABLEAU G.02-15A

Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction

Séries CVS-CJO

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1990

Secteur d'activité	NES 16 et 36		1994	1995	1996	1997	1998	1999
Industries agricoles et alimentaires	**EB**	**B0**	**105**	**109**	**113**	**117**	**119**	**120**
Industries des biens de consommation	**EC**		**107**	**111**	**115**	**121**	**126**	**132**
Habillement, cuir		C1	92	89	85	87	90	90
Édition, imprimerie, reproduction		C2	99	102	104	106	110	112
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	120	127	134	143	151	161
Industries des équipements du foyer		C4	103	109	114	124	127	134
Industrie automobile	**ED**	**D0**	**108**	**109**	**113**	**121**	**134**	**143**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**90**	**94**	**98**	**106**	**114**	**122**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	99	93	96	117	127	144
Industries des équipements mécaniques		E2	92	101	105	109	116	118
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	82	87	91	96	102	110
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**99**	**107**	**104**	**112**	**116**	**118**
Industries des produits minéraux		F1	99	102	100	104	108	115
Industrie textile		F2	96	97	94	100	103	100
Industries du bois et du papier		F3	99	110	103	108	113	116
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	103	112	108	115	117	119
Métallurgie, et transformation des métaux		F5	92	102	98	106	112	111
Industries des composants électriques et électroniques		F6	107	117	120	138	145	153
Énergie	**EG**		**115**	**116**	**125**	**127**	**119**	**125**
Production de combustibles et de carburants		G1	93	94	103	110	97	108
Eau, gaz, électricité		G2	135	136	144	141	139	140
Construction	**EH**	**H0**	**95**	**97**	**98**	**97**	**102**	**107**
Ensemble industrie	**EB à EG**		**103**	**107**	**110**	**116**	**120**	**125**
Ensemble industrie et construction (1)			**102**	**106**	•	•	•	•
Ensemble hors énergie et IAA (1)	**EC à EF**		**100**	**105**	**106**	**114**	**120**	**126**

(1) Par souci de cohérence avec les publications de l'indice de la production industrielle, une nouvelle série agrégée est publiée depuis novembre 1996 (BMS n° 11) sous la dénomination « Industrie hors énergie et IAA ». La série « Industrie manufacturière » est conservée mais prend la dénomination « Ensemble de l'industrie ». La série « Industrie et construction » n'est plus publiée depuis novembre 1996.

TABLEAU G.02-15B

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services

Indices de valeur CVS-CJO

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1990

Secteur d'activité	NES 36	Champ NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Commerce et réparation automobile	**J1**	**50**	**112,1**	**120,5**	**117,0**	**128,2**	**139,5**
Commerce de véhicules automobiles		50.1Z	111,5	121,3	115,8	128,7	141,7
Entretien et réparation de véhicules automobiles		50.2Z	112,3	115,1	118,1	124,5	130,3
Commerce de gros d'équipements automobiles		50.3A	122,3	123,5	122,7	129,6	133,5
Commerce de détail d'équipements automobiles		50.3B	130,3	132,0	138,6	143,4	151,5
Commerce et réparation de motocycles		50.4Z	101,8	118,6	128,1	140,1	149,7
Commerce de détail de carburants		50.5Z	100,4	104,7	106,7	107,8	114,3
Commerce de gros (1)	**J2**	**51**	**107,1**	**108,7**	**113,9**	**119,2**	**125,7**
Commerce de gros de produits agricoles bruts		51.2	95,4	95,8	102,0	99,5	98,5
Commerce de gros de produits alimentaires		51.3	107,9	108,9	111,7	116,9	120,1
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires		51.4	114,4	115,0	119,8	128,6	138,8
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles		51.5	108,0	110,2	115,8	117,4	125,2
Commerce de gros d'équipement professionnel		51.6	105,6	108,7	115,7	127,9	137,8
Autres commerces de gros		51.7	117,3	128,6	148,5	152,6	161,7
Commerce de détail	**J3**	**52**	**111,7**	**115,0**	**119,7**	**125,1**	**131,9**
Commerce de détail à prédominance alimentaire, en magasin		*52.1 (A à F), 52.2*	116,4	119,8	125,9	130,9	138,4
En magasin non spécialisé		52.1 (A à F)	119,5	123,5	130,2	135,7	143,9
Commerce de détail d'alimentation générale en petite surface ou de produits surgelés		52.1 (A à C)	94,4	94,4	94,7	96,9	98,2
Grandes surfaces à prédominance alimentaire		52.1 (D à F)	122,0	126,3	133,6	139,5	148,3
dont : Supermarchés		52.1D	118,3	123,7	130,6	136,8	146,1
Hypermarchés		52.1F	126,1	130,1	138,1	144,0	152,4
Commerce de détail alimentaire, en magasin spécialisé		52.2	91,7	90,9	92,4	93,3	95,4
Bouchers, tripiers, volaillers		52.2C	85,7	84,2	85,3	84,0	84,8
autres produits		52.2 hors 52.2C	98,2	98,0	100,0	103,1	106,7
Commerce de détail non alimentaire en magasin		*52.1 (H,J), 52.3 à 52.5*	106,3	109,4	112,7	118,4	124,8
En magasin non spécialisé		52.1(H,J)	96,2	97,3	97,6	101,5	103,3
En magasin spécialisé		52.3 à 52.5	106,8	110,0	113,5	119,3	125,8
Produits pharmaceutiques, articles médicaux et d'orthopédie		52.3 (A,C)	124,5	126,9	128,9	136,0	142,5
Équipement de la personne		52.4 (C,E,F)	96,1	97,2	100,9	105,8	110,6
Équipement du foyer		52.4 (H,J,L)	97,9	100,7	102,2	109,0	115,3
Aménagement de l'habitat		52.4 (A,N,P,U)	115,0	120,3	124,7	130,4	137,9
Hygiène, culture, loisirs, sports		52.3E, 52.4(R,T,W)	120,0	124,2	130,7	138,7	148,3
Produits divers (y compris les biens d'occasion)		52.4 (V,Y,Z), 52.5	94,0	100,0	104,3	106,0	112,7
Commerce de détail hors magasin		*52.6*	110,0	113,8	116,1	120,9	124,8
Ventes par correspondance		52.6 (A,B)	119,7	121,3	123,4	129,2	134,7
Transports (2)	**EK**	**60 à 63**	**117,1**	**121,8**	**126,6**	**137,7**	**146,8**
dont : Transports terrestres de personnes hors transports ferroviaires		60.2 (A à G)	120,6	128,3	130,3	136,7	143,1
Transports terrestres de marchandises hors transports ferroviaires		60.2 (L à P)	115,2	120,3	125,6	135,3	142,4
Transports par eau		61.1 et 61.2	88,1	87,7	86,1	88,0	102,0
Transports aériens		62.1 à 62.3	114,7	117,2	123,7	132,0	148,4
Manutention et entreposage		63.1 (A à E)	136,9	144,4	146,1	148,2	158,7
Gestion d'infrastructures de transport		63.2 (A à E)	132,5	135,7	141,9	154,1	162,6
Agences de voyages		63.3	116,1	108,1	109,4	116,4	118,4
Organisation du transport de frêt		63.4	110,1	112,2	119,0	127,5	132,4
Activités immobilières	**EM**	**70**	**99,2**	**103,2**	**106,0**	**109,6**	**121,7**
Location de biens immobiliers		70.2	91,7	99,3	98,2	102,1	113,8
Autres activités immobilières		70.1 et 70.3	102,9	105,0	109,9	113,2	125,6
Promotion immobilière		70.1 (A à D)	92,7	97,6	106,7	110,3	119,8
Marchands de biens immobiliers		70.1F	127,4	124,8	121,6	126,9	140,4
Agences immobilières		70.3A	101,8	101,2	103,7	105,1	123,7
Administrations d'immeubles		70.3 (C à E)	127,8	130,1	129,8	135,7	142,4

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU G.02-15B (suite et fin)

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services (1)

Indices de valeur CVS-CJO

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1990

Secteur d'activité	NES 36	Champ NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Services aux entreprises (3)	**EN**	**71, 72, 74, 90**	**115,8**	**118,1**	**122,8**	**133,2**	**145,7**
Conseils et assistance		*72 et 74 (1 à 4)*	110,9	113,8	117,4	126,1	137,5
Activités informatiques		72	117,4	124,8	133,0	155,2	178,5
Services professionnels		74.1 (A, C, G)	115,0	121,6	126,6	132,7	141,8
Administrations d'entreprises		74.1J	114,6	109,9	113,7	117,3	126,7
Publicité et études de marchés		74.1E et 74.4 (A, B)	103,4	103,8	104,4	112,4	120,1
Conseils et assistance divers d'ordre technique		74.2 et 74.3	106,9	108,4	109,7	113,4	121,9
Services opérationnels		*71, 74 (5 à 8) et 90*	123,4	127,3	134,0	147,9	162,8
Location sans opérateur		71	127,1	133,1	135,3	146,1	162,9
Sélection et fourniture de personnel		74.5	124,0	121,6	140,0	176,3	199,8
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises		74.6 à 74.8	115,9	120,6	123,8	129,2	138,8
Assainissement, voirie et gestion de déchets		90	170,0	183,2	193,3	203,7	223,9
Services aux particuliers (4)	**EP**	**55, 93**	**100,0**	**98,8**	**101,1**	**106,3**	**110,7**
Hôtels et restaurants (5)		*55.1, 55.3 à 55.5*	99,0	97,6	100,1	106,0	111,0
dont : Hôtels de tourisme		55.1	93,5	92,9	97,1	105,0	109,4
Restauration		55.3	96,3	92,9	93,8	97,5	100,3
Cafés		55.4	103,3	101,3	105,4	110,7	118,5
Restauration collective		55.5A, 55.5C	129,8	137,9	138,7	149,2	164,0
Traiteurs, organisation de receptions		55.5D	103,8	107,0	111,6	118,0	127,0
Services personnels		*93*	105,4	105,0	106,8	107,8	108,9
dont : Blanchisserie, teinturerie		93.0A, 93.0B	107,4	112,7	117,1	118,3	127,8
Coiffure		93.0D	106,4	102,5	103,1	103,6	100,9
Soins de beauté et entretien corporel		93.0 (E, K, L)	102,9	102,8	105,0	110,5	116,4
Services funéraires		93.0 (G, H)	98,1	103,2	106,3	105,1	107,8

(1) Hors groupe 51.1, relatif aux intermédiaires de commerce.
(2) Hors transport par conduites 60.3Z.
(3) Hors Poste, recherche et développement.
(4) Hors activités récréatives, culturelles et sportives et hors services domestiques.
(5) Hors groupe 55.1D, 55.2 (autres moyens d'hébergement de courte durée).

TABLEAU G.02-16

Répartition sectorielle des groupes , « contour élargi » des groupes et « noyau dur »

Source : INSEE

Secteur	Codes de la NES	Le « contour élargi » des groupes				Le « noyau dur » des groupes						
		Nombre d'entreprises	Effectif salarié en milliers	Nombre d'entreprises	Effectif salarié en milliers	Nombre de groupes implantés dans le secteur	Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur			Effectif salarié en milliers		
							Total	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers
Année 1998													
Agriculture, sylviculture, pêche (1)	EA	755	31	580	29	304	**83**	1	67	15	12	13	3
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 078	304	1 670	282	643	**455**	–	374	81	–	213	69
Industries des biens de consommation	EC	2 746	401	2 342	385	1 054	**731**	2	557	172	6	252	127
Industrie automobile	ED	265	239	234	229	130	**73**	–	30	43	–	173	57
Industries des biens d'équipement	EE	2 304	523	1 942	506	949	**594**	5	386	203	75	250	181
Industries des biens intermédiaires	EF	5 744	911	4 822	878	1 930	**1 426**	4	1 004	418	16	558	304
Énergie	EG	461	237	367	233	79	**32**	3	22	7	164	61	8
Construction	EH	2 432	281	2 224	273	482	**302**	–	285	17	2	257	14
Commerce	EJ	11 126	1 010	9 744	973	3 578	**2 196**	2	1 734	460	4	752	216
Transports	EK	2 985	569	2 528	546	725	**369**	8	311	50	300	206	40
Activités financières	EL	6 419	546	5 598	540	2 012	**496**	8	353	135	53	434	53
Activités immobilières	EM	10 849	56	8 814	43	2 683	**435**	3	377	55	4	35	4
Services aux entreprises	EN	15 642	1 562	13 486	1 524	5 622	**1 144**	14	913	217	477	527	520
Services aux particuliers	EP	3 202	234	2 640	218	762	**459**	13	393	53	23	143	53
Éducation, santé, action sociale	EQ	709	58	625	55	283	**183**	–	181	2	–	54	1
Administration	ER	76	3	69	3	66	**11**	2	9	–	1	2	–
Activité non déclarée		253	–	215	–	126	**23**	–	6	17	–	–	–
Total (2)		**68 046**	**6 965**	**57 900**	**6 717**	**21 428**	**9 012**	**65**	**7 002**	**1 945**	**1 137**	**3 930**	**1 650**
Année 1997													
Agriculture, sylviculture, pêche (1)	EA	673	30	516	27	280	**84**	1	73	10	13	13	2
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 016	301	1 578	277	608	**433**	–	361	72	2	206	70
Industries des biens de consommation	EC	2 663	392	2 245	374	1 009	**696**	1	546	149	6	246	122
Industrie automobile	ED	262	248	233	238	130	**72**	–	34	38	1	184	53
Industries des biens d'équipement	EE	2 225	508	1 857	490	928	**563**	7	373	183	109	200	181
Industries des biens intermédiaires	EF	5 583	901	4 672	868	1 843	**1 363**	4	966	393	23	560	286
Énergie	EG	446	240	357	236	82	**34**	3	23	8	168	59	9
Construction	EH	2 340	294	2 152	287	466	**284**	–	266	18	2	269	17
Commerce	EJ	10 616	960	9 239	921	3 411	**2 067**	4	1 632	431	5	722	194
Transports	EK	2 825	548	2 374	527	669	**342**	8	289	45	296	202	29
Activités financières	EL	6 112	535	5 313	528	1 870	**454**	11	329	114	91	405	32
Activités immobilières	EM	10 091	54	8 127	39	2 485	**375**	3	319	53	4	32	2
Services aux entreprises	EN	14 719	1 407	12 688	1 372	5 175	**1 013**	13	821	179	480	518	373
Services aux particuliers	EP	2 981	221	2 407	203	708	**423**	14	366	43	26	127	50
Éducation, santé, action sociale	EQ	604	54	531	50	246	**165**	–	162	3	1	48	2
Administration	ER	72	4	62	4	59	**5**	2	3	–	1	3	–
Activité non déclarée		267	–	223	–	130	**12**	–	2	10	–	–	–
Total (2)		**64 495**	**6 697**	**54 574**	**6 442**	**20 099**	**8 385**	**71**	**6 565**	**1 749**	**1 228**	**3 794**	**1 422**

(1) La faible représentativité de ces secteurs dans l'enquête « Liaisons financières » et dans les fichiers BIC ne permet pas une interprétation économique des résultats dans ces secteurs.
(2) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-17

Importance des groupes en fonction de leur taille

Source : INSEE

	Nombre de groupes (1)	Effectif salarié (en milliers)	Ressources élargies (en milliards de francs) (2)	Capitaux propres et autres fonds propres (en milliards de francs)
Année 1998				
Micro-groupes : 0 à 499 salariés	7 490	878	1 677	1 285
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 118	1 071	1 795	1 431
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	317	1 203	2 252	1 787
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	87	3 565	7 806	7 986
Total (3)	**9 012**	**6 717**	**13 530**	**12 489**
Année 1997				
Micro-groupes : 0 à 499 salariés	6 897	827	1 503	1 035
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 080	1 043	1 635	939
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	313	1 187	2 220	2 337
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	85	3 385	6 556	6 990
Total (3)	**8 375**	**6 442**	**11 915**	**11 301**

(1) Sont comptabilisés les groupes français et étrangers dont les salariés travaillent effectivement en France.
(2) Les ressources élargies représentent la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.
(3) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-18

Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes

Source : INSEE

	Le « noyau dur » des groupes	Le « contour élargi » des groupes	Part du « noyau dur » dans le « contour élargi » en %
Année 1998			
Nombre d'entreprises	57 900	68 046	85
Effectif salarié :			
Nombre (en milliers)	6 717	6 966	96
Ressources élargies (1) :			
Valeur (en milliards de francs)	13 530	13 941	97
Capitaux propres et autres fonds propres :			
Valeur (en milliards de francs)	12 489	12 690	98
Immobilisations corporelles brutes :			
Valeur (en milliards de francs)	6 048	6 403	94
Année 1997			
Nombre d'entreprises	54 574	64 495	85
Effectif salarié :			
Nombre (en milliers)	6 442	6 697	96
Ressources élargies (1) :			
Valeur (en milliards de francs)	11 915	12 331	97
Capitaux propres et autres fonds propres :			
Valeur (en milliards de francs)	11 301	11 482	98
Immobilisations corporelles brutes :			
Valeur (en milliards de francs)	5 728	6 134	93

(1) Les ressources élargies représentent la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.

TABLEAU G.02-19

Répartition des entreprises artisanales de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2), par activité et forme juridique

Source : INSEE (SIRENE) (3)

Unité : Entreprise

Activité	Code NES 16	Personnes physiques			Personnes morales			Total
		dont Artisans Commerçants	*dont* Artisans	**Total**	*dont* SARL	*dont* SA	**Total**	
Situation au 1er janvier 1997								
Industries agricoles et alimentaires	EB	41 440	3 657	**45 544**	12 896	1 417	**15 065**	**60 609**
Industrie hors IAA	EC à EG	20 358	46 806	**67 664**	52 599	8 251	**61 995**	**129 659**
Construction	EH	30 389	176 703	**207 896**	68 342	3 546	**74 931**	**282 827**
Commerce	EJ	78 077	19 519	**99 797**	54 782	7 052	**63 346**	**163 143**
Transports	EK	5 129	23 946	**29 468**	3 048	220	**3 370**	**32 838**
Activités immobilières	EM	187	15	**255**	456	46	**525**	**780**
Services aux entreprises	EN	5 323	12 889	**18 887**	13 686	1 029	**14 977**	**33 864**
Autres services	EP à ER	48 691	27 630	**78 010**	24 681	835	**26 639**	**104 649**
Total		**229 594**	**311 165**	**547 521**	**230 490**	**22 396**	**260 848**	**808 369**
Situation au 1er janvier 1998								
Industries agricoles et alimentaires	EB	39 975	3 612	**44 065**	13 462	1 416	**15 604**	**59 669**
Industrie hors IAA	EC à EG	19 184	45 749	**65 409**	53 658	8 280	**63 000**	**128 409**
Construction	EH	27 893	173 868	**202 536**	71 976	3 537	**78 334**	**280 870**
Commerce	EJ	75 298	18 911	**96 489**	57 045	6 910	**65 337**	**161 826**
Transports	EK	5 072	23 734	**29 216**	3 185	218	**3 505**	**32 721**
Activités immobilières	EM	169	11	**235**	472	48	**546**	**781**
Services aux entreprises	EN	5 182	12 650	**18 482**	14 459	1 016	**15 719**	**34 201**
Autres services	EP à ER	48 162	27 754	**77 650**	26 196	843	**28 121**	**105 771**
Total		**220 935**	**306 289**	**534 082**	**240 453**	**22 268**	**270 166**	**804 248**
Situation au 1er janvier 1999								
Industries agricoles et alimentaires	EB	38 916	3 575	**43 013**	14 060	1 396	**16 137**	**59 150**
Industrie hors IAA	EC à EG	18 296	45 098	**63 892**	55 385	8 432	**64 871**	**128 763**
Construction	EH	25 861	172 763	**199 439**	76 597	3 617	**82 895**	**282 334**
Commerce	EJ	72 402	18 533	**93 411**	59 653	6 909	**67 896**	**161 307**
Transports	EK	4 942	23 584	**28 982**	3 404	241	**3 737**	**32 719**
Activités immobilières	EM	165	11	**232**	520	65	**609**	**841**
Services aux entreprises	EN	5 050	12 580	**18 294**	15 738	1 068	**17 056**	**35 350**
Autres services	EP à ER	47 654	28 206	**77 789**	27 913	816	**29 794**	**107 583**
Total		**213 286**	**304 350**	**525 052**	**253 270**	**22 544**	**282 995**	**808 047**
Situation au 1er janvier 2000								
Industries agricoles et alimentaires	EB	37 977	3 542	**42 044**	14 464	1 368	**16 484**	**58 528**
Industrie hors IAA	EC à EG	17 832	45 262	**63 636**	55 946	8 493	**65 419**	**129 055**
Construction	EH	24 700	176 309	**201 863**	80 609	3 638	**86 814**	**288 677**
Commerce	EJ	70 553	18 221	**91 328**	61 385	6 931	**69 569**	**160 897**
Transports	EK	4 941	23 527	**28 918**	3 549	257	**3 891**	**32 809**
Activités immobilières	EM	147	12	**210**	580	71	**677**	**887**
Services aux entreprises	EN	5 086	12 801	**18 542**	16 469	1 181	**17 909**	**36 451**
Autres services	EP à ER	47 430	28 958	**78 350**	29 214	843	**31 070**	**109 420**
Total		**208 666**	**308 632**	**524 891**	**262 216**	**22 782**	**291 833**	**816 724**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

Chapitre G.03

Le mouvement économique

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Emploi intérieur total par branche et par secteur institutionnel. En personnes physiques.
2. Emploi intérieur total par branche et par secteur institutionnel. En équivalent temps plein.
3. Emploi intérieur salarié par branche en personnes physiques et en équivalent temps plein.
4. Durée annuelle effective du travail et volume d'heures travaillées par branche.
5. Productivité horaire apparente du travail en évolution, par rapport à l'année précédente.
6. Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Département des « Comptes nationaux de l'INSEE », Cellule « Rapport sur les comptes ».

1. MÉTHODOLOGIE

Toutes les données de ce chapitre sont issues des Comptes nationaux qui sont établis selon les concepts de la base 1995. Ces données complètent celles du chapitre G.01 et concernent essentiellement l'emploi intérieur, la durée du travail et la productivité horaire apparente du travail.

Des rappels méthodologiques sur la Comptabilité nationale figurent dans le chapitre G.01 ; ils ne sont pas repris dans ce chapitre.

2. DÉFINITIONS

La définition des principaux agrégats est donnée dans le chapitre G.01. Les définitions qui suivent constituent un complément.

Branche

Regroupement d'unités de production homogène. Les branches sont définies par référence à une nomenclature de produits (CPF). Une branche produit tous les biens ou services décrits dans un poste de la nomenclature, et rien que ceux-ci.

Durée effective du travail

Concerne le temps de travail effectué réellement par les salariés de l'entreprise et prend explicitement en compte les congés, le travail à temps partiel, le chômage dû aux intempéries, les arrêts maladie, maternité et accidents du travail. Elle ne comprend pas les heures supplémentaires.

Emploi intérieur

Comprend toutes les personnes physiques (résidentes ou non) ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, dans son activité principale quelle que soit la durée de son travail. Tous les types d'emploi sont comptabilisés, y compris les emplois précaires (activité intérimaire, contrat à durée déterminée, CES, etc.).

Emploi équivalent temps plein

Nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

Population active occupée

La population active occupée comprend la population active ayant un emploi, les militaires du contingent (comptés avec les salariés) et les chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT).

Productivité horaire apparente du travail

Son indice met en relation la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Rapport sur les comptes de la Nation 1999 :

« L'Économie française, édition 2000-2001 », éditions Hachette, *« Le livre de poche », collection Références, INSEE,* juin 2000.

« Comptes et indicateurs économiques » , *INSEE-Résultats,* nos 715-716, juillet 2000.

« ETC 2000-2001, Extraits et tableaux des comptes de la Nation 1999 », *INSEE-Résultats,* nº 712, août 2000.

Cédérom « Les comptes nationaux », édition 2000-2001.

* * *

TABLEAU G.03-1

Emploi intérieur (1) total par branche et par secteur institutionnel

En personnes physiques

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Millier de personnes

	TES 16 (3) ou secteur	1992	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998
Par branche								
Agriculture	EA	1 251,5	1 200,1	1 161,5	1 133,5	1 105,1	1 089,6	1 073,5
Industries agricoles et alimentaires	EB	605,3	592,2	587,8	573,5	592,6	578,6	583,2
Industries des biens de consommation	EC	887,1	847,2	820,7	807,0	778,7	759,9	749,9
Industrie automobile	ED	281,4	272,1	262,0	261,3	260,1	247,9	245,2
Industries des biens d'équipement	EE	843,6	786,6	757,3	768,8	766,5	750,8	755,0
Industries des biens intermédiaires	EF	1 560,8	1 479,9	1 433,2	1 437,9	1 417,3	1 399,0	1 409,2
Énergie	EG	248,5	245,6	241,7	241,3	239,3	233,8	224,8
Construction	EH	1 617,6	1 523,8	1 487,3	1 484,4	1 450,0	1 418,5	1 417,6
Commerce	EJ	3 073,8	3 018,8	3 007,5	3 059,2	3 089,9	3 138,6	3 185,3
Transports	EK	957,0	950,7	950,8	961,8	980,4	988,2	1 013,7
Activités financières	EL	783,6	771,9	769,7	770,6	762,3	756,7	753,1
Activités immobilières	EM	334,8	346,8	349,8	342,4	352,1	352,4	354,0
Services aux entreprises	EN	2 492,0	2 479,3	2 565,6	2 588,5	2 618,9	2 728,7	2 890,9
Services aux particuliers	EP	1 616,3	1 657,5	1 667,2	1 791,4	1 838,0	1 882,2	1 940,7
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 418,0	3 487,1	3 547,7	3 619,7	3 623,4	3 664,9	3 695,8
Administration	ER	2 829,2	2 861,0	2 899,6	2 847,9	2 877,6	2 875,9	2 876,1
Ensemble		**22 800,5**	**22 520,6**	**22 509,4**	**22 689,2**	**22 752,2**	**22 865,7**	**23 168,0**
Par secteur institutionnel								
Sociétés non financières (SNF)	S11	11 705,8	11 516,1	11 557,3	11 736,9	11 832,9	12 005,6	12 255,6
Sociétés financières (SF)	S12	687,9	677,0	674,6	676,3	669,6	666,1	664,7
Institutions financières (IF)	S12A	504,1	496,7	494,9	496,0	487,2	479,2	476,3
Auxiliaires financiers et d'assurances	S124	40,2	38,7	38,4	38,3	38,8	43,0	44,6
Sociétés d'assurance et fonds de pension	S125	143,6	141,6	141,3	142,0	143,6	143,9	143,8
Administrations publiques (APU)	S13	5 453,4	5 532,2	5 603,8	5 581,9	5 620,4	5 622,8	5 636,5
Administration centrale (APUC)	S1311	2 676,6	2 700,9	2 715,5	2 706,9	2 691,7	2 675,4	2 686,0
État	S13111	2 436,1	2 456,4	2 465,5	2 457,5	2 438,5	2 421,8	2 432,1
Organismes divers d'administration centrale (ODAC)	S13112	240,5	244,5	250,0	249,4	253,2	253,6	253,9
Administrations locales (APUL)	S1313	1 578,1	1 615,8	1 658,9	1 644,1	1 695,4	1 717,4	1 717,6
Collectivités locales	S13131	1 380,2	1 406,2	1 444,6	1 432,1	1 475,5	1 501,7	1 501,7
Organismes divers d'administration locale (ODAL)	S13132	197,9	209,6	214,3	212,0	219,9	215,7	215,9
Administration de sécurité sociale (ASSO)	S1314	1 198,7	1 215,5	1 229,4	1 230,9	1 233,3	1 230,0	1 232,9
Régimes d'assurances sociales	S13141	261,6	259,2	260,7	252,1	242,9	241,0	242,2
Organismes dépendants des assurances sociales (ODASS)	S13142	937,1	956,3	968,7	978,8	990,4	989,0	990,7
Ménages (y compris EI)	S14	4 718,8	4 531,2	4 402,9	4 413,5	4 334,7	4 286,5	4 327,6
Entrepreneurs individuels (EI)	S14A	4 444,9	4 235,9	4 092,1	4 048,7	3 960,9	3 861,0	3 877,7
Ménages hors entrepreneurs individuels	S14B	273,9	295,3	310,8	364,8	373,8	425,5	449,9
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	S15	234,6	264,1	270,8	280,6	294,6	284,7	283,6
Total des secteurs résidents	**S1**	**22 800,5**	**22 520,6**	**22 509,4**	**22 689,2**	**22 752,2**	**22 865,7**	**23 168,0**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés).
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995).
(3) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU G.03-2

Emploi intérieur (1) total par branche et par secteur institutionnel

En équivalent temps plein

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Millier de personnes, équivalent temps plein

	TES 16 (3) ou secteur	1992	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998
Par branche								
Agriculture	EA	1 310,4	1 250,9	1 217,0	1 185,5	1 156,1	1 130,9	1 132,6
Industries agricoles et alimentaires	EB	581,4	568,5	561,1	546,4	561,4	549,6	554,3
Industries des biens de consommation	EC	876,1	834,9	806,9	792,7	761,8	745,6	735,1
Industrie automobile	ED	279,7	270,3	260,1	259,1	257,1	245,4	242,1
Industries des biens d'équipement	EE	835,8	778,2	747,7	756,6	752,4	738,1	743,4
Industries des biens intermédiaires	EF	1 542,9	1 461,0	1 412,0	1 415,8	1 393,4	1 374,7	1 385,5
Énergie	EG	246,0	243,1	238,8	237,9	236,1	232,0	223,0
Construction	EH	1 643,7	1 546,0	1 508,0	1 505,2	1 468,3	1 437,7	1 438,6
Commerce	EJ	2 870,3	2 799,9	2 781,8	2 824,1	2 839,7	2 890,3	2 934,5
Transports	EK	930,4	921,7	920,3	928,5	942,6	951,1	978,3
Activités financières	EL	751,8	736,3	733,6	734,4	724,7	719,6	713,9
Activités immobilières	EM	303,0	312,6	308,2	303,9	309,3	311,2	310,8
Services aux entreprises	EN	2 366,4	2 342,4	2 414,9	2 421,8	2 432,1	2 531,5	2 658,0
Services aux particuliers	EP	1 503,1	1 525,5	1 524,2	1 614,6	1 618,5	1 639,1	1 693,5
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 247,5	3 291,7	3 336,5	3 400,3	3 416,2	3 419,0	3 441,5
Administration	ER	2 698,9	2 728,9	2 765,7	2 713,3	2 726,5	2 734,8	2 741,9
Ensemble		**21 987,4**	**21 611,9**	**21 536,8**	**21 640,1**	**21 596,2**	**21 650,6**	**21 927,0**
Par secteur institutionnel								
Sociétés non financières (SNF)	S11	11 137,5	10 888,1	10 881,6	11 013,8	11 035,1	11 189,1	11 392,7
Sociétés financières (SF)	S12	661,9	648,3	645,5	646,8	639,0	635,3	631,7
Institutions financières (IF)	S12A	487,1	478,3	475,8	476,7	467,2	458,6	454,0
Auxiliaires financiers et d'assurances	S124	37,7	35,7	35,5	35,4	35,8	40,0	41,5
Sociétés d'assurance et fonds de pension	S125	137,1	134,3	134,2	134,7	136,0	136,7	136,2
Administrations publiques (APU)	S13	5 177,2	5 241,6	5 306,6	5 277,8	5 294,1	5 303,9	5 319,9
Administration centrale (APUC)	S1311	2 562,0	2 583,9	2 598,0	2 589,1	2 566,8	2 553,8	2 564,5
État	S13111	2 333,5	2 352,0	2 360,9	2 353,3	2 328,6	2 314,8	2 325,7
Organismes divers d'administration centrale (ODAC)	S13112	228,5	231,9	237,1	235,8	238,2	239,0	238,8
Administrations locales (APUL)	S1313	1 480,8	1 509,4	1 548,6	1 531,1	1 572,7	1 599,1	1 602,2
Collectivités locales	S13131	1 304,8	1 325,2	1 360,4	1 345,6	1 380,1	1 409,6	1 412,6
Organismes divers d'administration locale (ODAL)	S13132	176,0	184,2	188,2	185,5	192,6	189,5	189,6
Administration de sécurité sociale (ASSO)	S1314	1 134,4	1 148,3	1 160,0	1 157,6	1 154,6	1 151,0	1 153,2
Régimes d'assurances sociales	S13141	249,7	247,4	248,8	240,3	230,5	229,3	231,1
Organismes dépendants des assurances sociales (ODASS)	S13142	884,7	900,9	911,2	917,3	924,1	921,7	922,1
Ménages (y compris EI)	S14	4 807,5	4 605,3	4 471,0	4 462,1	4 384,3	4 281,7	4 343,7
Entrepreneurs individuels (EI)	S14A	4 455,5	4 236,4	4 094,2	4 047,6	3 951,0	3 847,7	3 880,6
Ménages hors entrepreneurs individuels	S14B	352,0	368,9	376,8	414,5	433,3	434,0	463,1
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	S15	203,3	228,6	232,4	239,6	243,7	240,6	239,0
Total des secteurs résidents	**S1**	**21 987,4**	**21 611,9**	**21 536,8**	**21 640,1**	**21 596,2**	**21 650,6**	**21 927,0**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés).

(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995).

(3) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU G.03-3

Emploi intérieur (1) salarié par branche en personnes physiques et en équivalent temps plein

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Millier de personnes

	TES 16 (3)	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Par branche, en personnes physiques								
Agriculture	EA	333,0	339,5	347,1	350,3	357,9	362,0	362,1
Industries agricoles et alimentaires	EB	519,2	518,3	505,7	526,2	513,0	517,9	522,9
Industries des biens de consommation	EC	794,8	770,2	758,0	732,0	714,7	706,3	699,7
Industrie automobile	ED	271,0	261,0	260,3	259,1	246,9	244,2	243,8
Industries des biens d'équipement	EE	760,6	731,7	742,6	740,1	725,0	729,5	738,1
Industries des biens intermédiaires	EF	1 431,2	1 385,9	1 389,8	1 369,5	1 352,6	1 363,4	1 364,8
Énergie	EG	245,4	241,5	241,1	239,1	233,6	224,6	222,1
Construction	EH	1 245,7	1 217,2	1 210,2	1 174,3	1 143,4	1 142,0	1 157,8
Commerce	EJ	2 528,1	2 522,1	2 577,8	2 617,5	2 672,0	2 719,6	2 786,7
Transports	EK	881,4	881,8	890,7	907,9	915,9	940,7	978,3
Activités financières	EL	746,2	744,1	745,0	737,1	732,1	728,9	732,1
Activités immobilières	EM	312,2	318,6	312,6	321,4	322,1	324,2	326,8
Services aux entreprises	EN	2 294,8	2 379,0	2 404,6	2 433,9	2 537,0	2 690,4	2 808,4
Services aux particuliers	EP	1 328,9	1 338,1	1 470,2	1 520,7	1 560,7	1 614,2	1 688,6
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 234,0	3 292,4	3 363,4	3 368,0	3 411,0	3 443,5	3 521,5
Administration	ER	2 858,7	2 897,5	2 845,9	2 875,6	2 873,9	2 874,1	2 913,9
Ensemble		**19 785,2**	**19 838,9**	**20 065,0**	**20 172,7**	**20 311,8**	**20 625,5**	**21 067,6**
Par branche, en équivalent temps plein (4) (millier de personnes, équivalent temps plein)								
Agriculture	EA	312,9	318,3	324,0	330,2	337,0	339,3	339,1
Industries agricoles et alimentaires	EB	499,8	496,3	482,9	499,3	488,6	493,5	497,7
Industries des biens de consommation	EC	775,8	750,1	737,6	709,3	695,0	686,4	680,1
Industrie automobile	ED	269,2	259,1	258,1	256,1	244,4	241,1	240,6
Industries des biens d'équipement	EE	752,9	722,8	731,2	726,8	713,1	718,7	727,0
Industries des biens intermédiaires	EF	1 413,3	1 365,7	1 368,6	1 346,4	1 329,2	1 340,6	1 341,8
Énergie	EG	242,9	238,6	237,7	235,9	231,8	222,8	220,5
Construction	EH	1 226,2	1 196,8	1 190,9	1 153,7	1 125,2	1 125,7	1 140,6
Commerce	EJ	2 324,7	2 313,6	2 359,7	2 384,0	2 439,5	2 485,9	2 543,8
Transports	EK	851,7	850,7	856,8	869,5	878,2	904,7	938,7
Activités financières	EL	711,9	709,4	710,2	700,9	696,4	691,1	693,8
Activités immobilières	EM	279,8	278,7	275,8	280,3	282,7	282,8	285,0
Services aux entreprises	EN	2 141,0	2 211,4	2 220,3	2 228,4	2 320,6	2 436,8	2 538,6
Services aux particuliers	EP	1 190,2	1 189,2	1 286,6	1 295,6	1 312,1	1 360,1	1 422,5
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 035,9	3 079,7	3 142,9	3 159,3	3 164,4	3 189,1	3 255,2
Administration	ER	2 726,8	2 763,8	2 711,5	2 724,7	2 733,0	2 740,1	2 776,5
Ensemble		**18 755,0**	**18 744,2**	**18 894,8**	**18 900,4**	**18 991,2**	**19 258,7**	**19 641,5**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés).
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995).
(3) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.
(4) L'emploi équivalent temps plein correspond au nombre total d'heures travaillées, divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

TABLEAU G.03-4

Durée annuelle effective (1) du travail et volume d'heures travaillées par branche

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

	TES 16 (3)	1992	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998
Durée annuelle effective du travail (1) (exprimée en heures annuelles par salarié)								
Agriculture	EA	1 624,2	1 646,6	1 661,6	1 609,9	1 630,6	1 613,4	1 594,6
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 595,3	1 605,8	1 598,6	1 574,0	1 574,4	1 567,3	1 565,1
Industries des biens de consommation	EC	1 599,1	1 602,5	1 601,7	1 586,6	1 589,9	1 586,2	1 594,6
Industrie automobile	ED	1 618,4	1 590,9	1 607,1	1 617,5	1 615,6	1 613,8	1 625,3
Industries des biens d'équipement	EE	1 633,4	1 629,3	1 628,7	1 622,9	1 619,0	1 616,7	1 621,0
Industries des biens intermédiaires	EF	1 621,0	1 616,5	1 621,1	1 613,0	1 616,3	1 611,5	1 617,4
Énergie	EG	1 623,8	1 634,0	1 635,5	1 608,1	1 617,4	1 634,3	1 626,1
Construction	EH	1 668,2	1 670,5	1 671,7	1 654,5	1 651,6	1 649,0	1 660,8
Commerce	EJ	1 553,2	1 550,5	1 547,7	1 531,1	1 520,7	1 524,0	1 528,3
Transports	EK	1 634,9	1 636,8	1 641,7	1 612,1	1 613,2	1 616,8	1 616,6
Activités financières	EL	1 589,2	1 590,1	1 590,8	1 575,7	1 572,9	1 572,9	1 577,4
Activités immobilières	EM	1 480,1	1 487,2	1 455,3	1 452,4	1 438,3	1 442,6	1 446,0
Services aux entreprises	EN	1 563,2	1 562,6	1 556,5	1 528,4	1 508,0	1 516,0	1 492,8
Services aux particuliers	EP	1 353,7	1 337,0	1 323,3	1 307,3	1 265,9	1 251,3	1 257,8
Éducation, santé, action sociale	EQ	1 315,5	1 318,1	1 318,7	1 298,8	1 294,5	1 297,1	1 288,9
Administration	ER	1 590,9	1 605,9	1 608,4	1 579,9	1 584,2	1 589,4	1 588,1
Ensemble		**1 535,2**	**1 534,0**	**1 531,7**	**1 509,5**	**1 501,9**	**1 501,2**	**1 498,4**
Volume d'heures travaillées annuelles (en millions d'heures)								
Agriculture	EA	2 843,0	2 710,7	2 614,4	2 468,1	2 402,3	2 364,8	2 349,0
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 016,4	1 001,2	990,3	955,3	988,4	959,0	966,1
Industries des biens de consommation	EC	1 461,8	1 398,5	1 354,8	1 319,9	1 276,8	1 242,9	1 232,3
Industrie automobile	ED	456,1	433,5	421,7	423,3	420,8	400,7	399,2
Industries des biens d'équipement	EE	1 392,1	1 295,1	1 247,3	1 262,2	1 255,8	1 228,8	1 238,7
Industries des biens intermédiaires	EF	2 556,7	2 417,7	2 349,1	2 346,8	2 318,6	2 282,3	2 307,2
Énergie	EG	403,7	401,4	395,5	388,0	387,1	382,2	365,7
Construction	EH	2 860,1	2 694,1	2 635,4	2 603,2	2 540,6	2 497,8	2 512,9
Commerce	EJ	5 050,0	4 946,0	4 918,1	4 944,0	4 969,3	5 048,1	5 139,2
Transports	EK	1 608,9	1 599,3	1 605,6	1 598,2	1 630,8	1 648,2	1 689,4
Activités financières	EL	1 260,1	1 241,2	1 238,4	1 228,6	1 213,3	1 204,6	1 202,2
Activités immobilières	EM	520,3	536,9	529,7	516,8	527,5	529,2	533,0
Services aux entreprises	EN	4 028,8	4 009,1	4 122,3	4 085,1	4 086,9	4 283,2	4 480,9
Services aux particuliers	EP	2 804,9	2 847,2	2 861,4	3 005,8	3 015,5	3 023,7	3 148,8
Éducation, santé, action sociale	EQ	4 770,6	4 860,9	4 943,4	4 973,9	4 985,0	5 023,5	5 012,5
Administration	ER	4 501,5	4 594,8	4 663,9	4 499,8	4 559,2	4 571,3	4 567,7
Ensemble		**37 535,0**	**36 987,6**	**36 891,3**	**36 619,0**	**36 577,9**	**36 690,3**	**37 144,8**

(1) La durée du travail effective concerne le temps de travail effectué réellement par les salariés de l'entreprise et prend explicitement en compte les congés, le travail à temps partiel, le chômage dû aux intempéries, les arrêts maladie, maternité et accidents du travail. Elle ne comprend pas les heures supplémentaires.
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995).
(3) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU G.03-5

Productivité horaire apparente du travail (1) en évolution, par rapport à l'année précédente

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

%

	TES 16 (3)	1992	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998
Agriculture	EA	17,9	– 0,1	5,2	9,7	8,0	3,4	3,3
Industries agricoles et alimentaires	EB	– 2,2	4,8	–	4,0	– 5,0	1,7	– 0,7
Industries des biens de consommation	EC	– 0,8	– 2,3	5,8	11,1	0,4	6,2	– 1,3
Industrie automobile	ED	7,8	– 5,9	15,7	– 0,9	5,3	24,0	13,7
Industries des biens d'équipement	EE	5,1	– 0,6	13,6	9,4	– 2,0	8,7	2,1
Industries des biens intermédiaires	EF	5,6	2,1	8,1	2,7	3,0	6,5	– 0,3
Énergie	EG	3,7	– 0,7	– 0,2	9,5	4,4	– 5,6	6,1
Construction	EH	4,4	– 4,9	2,4	0,4	– 2,2	– 8,9	– 2,1
Commerce	EJ	– 0,9	3,1	2,7	2,2	– 4,0	2,4	6,7
Transports	EK	2,6	– 1,8	5,2	– 1,0	2,2	5,8	– 0,2
Activités financières	EL	0,8	0,4	3,0	– 5,2	0,6	– 2,1	– 3,5
Activités immobilières	EM	4,3	– 2,5	2,1	3,6	– 0,6	0,9	1,7
Services aux entreprises	EN	– 0,2	0,7	– 4,6	3,4	4,9	– 2,2	0,6
Services aux particuliers	EP	– 4,0	– 2,3	1,0	– 9,6	– 0,2	1,2	– 0,9
Éducation, santé, action sociale	EQ	0,7	2,4	– 0,9	1,6	– 0,1	1,1	2,7
Administration	ER	0,7	– 0,2	1,3	3,1	3,2	0,6	1,8
Ensemble		**2,3**	**0,6**	**2,0**	**2,5**	**1,2**	**1,7**	**1,8**

(1) L'indice de la productivité horaire apparente du travail se définit comme le rapport entre la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur).
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995).
(3) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU G.03-6

Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays

Source : OCDE (principaux indicateurs économiques - septembre 2000)

%

	1980	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Taux d'intérêt à long terme (1)									
Allemagne	8,4	8,8	6,5	6,9	6,8	6,2	5,7	4,6	4,5
États-Unis	10,8	8,7	6,5	7,4	6,9	6,8	6,7	5,7	6,1
France	**13,8**	**10,4**	**7,0**	**7,5**	**7,7**	**6,5**	**5,7**	**4,8**	**4,9**
Italie	15,3	11,9	9,6	10,6	11,8	9,4	6,9	4,9	4,7
Japon	9,2	7,4	4,3	4,2	3,2	3,1	2,4	1,5	1,8
Royaume-Uni	13,8	11,1	7,9	8,0	8,2	7,8	7,0	5,5	5,1
Taux d'intérêt à court terme (2)									
Allemagne	9,5	8,5	7,3	5,4	4,5	3,3	3,3	3,5	///
États-Unis	11,4	7,5	3,0	4,6	5,9	5,4	5,6	5,5	5,3
France	**12,2**	**10,3**	**8,6**	**5,9**	**6,6**	**3,9**	**3,5**	**3,6**	///
Italie	17,1	12,2	10,2	8,5	10,5	8,8	6,9	5,0	///
Japon	10,9	7,7	3,0	2,2	1,2	0,6	0,6	0,7	0,3
Royaume-Uni	16,6	14,8	5,9	5,5	6,7	6,0	6,8	7,3	5,5
Zone EURO (3)	///	///	///	///	///	4,6	4,3 *r*	3,8	3,0

(1) Les taux d'intérêt publiés par l'OCDE se réfèrent au rendement des obligations à long terme sur le marché secondaire. Les données annuelles sont des moyennes des taux mensuels. Pour la France, il s'agit des obligations du secteur public et semi-public. Les durées de long terme sont variables selon les pays. Pour plus de précisions, se reporter aux définitions de l'OCDE, « Principaux indicateurs économiques ».
(2) Les taux d'intérêt à court terme se réfèrent généralement aux taux interbancaires à 3 mois ou aux taux des certificats de dépôts ou des bons du trésor à 3 mois.
(3) Avant janvier 1999, taux synthétique en fin de période pour la Zone-euro, calculé à partir des taux nationaux pondérés par le PIB ; à compter de cette date les données sont des moyennes de période.

H

Prix

H

Chapitre H.01

Indices de prix à la consommation

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Variation des principaux groupes de l'indice des prix à la consommation (en 304 postes).

1. Évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (I.P.C.H) des 15 pays de l'Union européenne.
2. Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages : analyse conjoncturelle.
3. Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages.
4. Indice mensuel des prix à la consommation des ménages dont le chef est employé ou ouvrier.
5. Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques.
6. Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages.
7. Territoires d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1999, l'inflation reprend légèrement : + 1,3 % en glissement annuel. Depuis quatre ans, la décélération était régulière : + 2,1 % en 1995, + 1,7 % en 1996, + 1,1 % en 1997 et + 0,3 % en 1998. Cette reprise s'explique notamment par le retournement, en début d'année, des prix des produits pétroliers : carburants, fioul domestique et gaz liquéfiés augmentent très fortement en 1999 (+ 20,5 %) après avoir chuté de 7,1 % en 1998. L'inflation sous-jacente, qui élimine notamment la composante énergétique de l'indice des prix, reste stable : + 0,7 % après + 0,8 % en 1998. Hors tabac, l'indice n'augmente que de 1,2 %. Le prix du tabac est relevé de 4,5 % en janvier.

Les prix des produits alimentaires augmentent de 1,1 % (+ 0,5 % en 1998). Hors boissons alcoolisées, la hausse n'est que de 0,9 % (+ 0,7 % en 1998). Les prix des produits frais diminuent de 0,3 % : ceux des légumes reculent de 1,7 % après la forte hausse (+ 6,2 %) de 1998, et ceux des fruits de 2,0 % (+ 0,4 % en 1998). Toutefois, avec les festivités liées au passage à l'an 2000, les poissons et crustacés frais deviennent plus chers en fin d'année : le glissement atteint + 6,0 % contre + 0,3 % en 1998.

Les prix des produits et services liés au logement augmentent de 0,7 % en 1999. La très forte hausse de prix du fioul domestique (+ 41,7 %) et, dans une moindre mesure, des gaz liquéfiés, n'est pas compensée totalement par les baisses des autres postes. Les prix de l'électricité et du gaz de ville baissent en janvier, la TVA sur les abonnements passant de 20,6 % à 5,5 %; puis en mai, la TVA sur les consommations passant de 20,6 % à 19,6 %. Les services d'entretien et de réparation courante du logement baissent fortement (- 7,4 %) grâce à la réduction du taux de TVA à compter de la mi-septembre. Les loyers progressent plus modérément que l'année précédente, + 1,4 % de décembre à décembre, après + 2,1 % en 1998, le secteur libre (1,2 %) augmente moins que les HLM (1,5 %).

L'ensemble ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison augmente de 0,3 % (+ 0,6 % en 1998). Les appareils ménagers, produits d'appel pour les grandes surfaces, font l'objet de fortes promotions. Depuis deux ans, ils baissent très régulièrement (-1,2 % en 1998, - 1,8 % en 1999). Le recul des prix des gros appareils ménagers (- 2,2 %) est particulièrement sensible, notamment pour les appareils de lavage (- 3,1 %). Comme en 1998, les prix de l'habillement et des chaussures restent stables.

Les prix des biens et services de santé augmentent à nouveau faiblement en 1999 : + 0,4 % après + 0,2 % en 1998. Les prix des produits pharmaceutiques reculent de 0,4 %. La hausse régulière des prix des médicaments non remboursables est compensée par une baisse des prix des médicaments remboursables. Cette baisse résulte de la décision gouvernementale de réduire, à partir d'octobre, les prix de cent dix produits pharmaceutiques jugés peu efficaces par l'Agence du médicament. Au contraire, la parapharmacie et les appareils et matériels thérapeutiques enregistrent une légère hausse de 0,7 %. Les prix des services des médecins augmentent de 1,3 %, en raison essentiellement de la revalorisation des actes de radiologie. Pour les dentistes, la hausse est de 0,8 %. Les services paramédicaux augmentent faiblement (+ 0,1 %). L'augmentation est de 1,1 % pour les services des auxiliaires médicaux (infirmières et kinésithérapeutes), de 0,6 % pour les transports sanitaires et de 3,3 % pour les cures thermales privées. Le prix des analyses de laboratoire diminue de 2,0 %.

La hausse des services de protection sociale (+ 1,9 %) résulte principalement de celle des maisons de retraites (+ 2,2 %), les crèches et assistantes maternelles augmentant pratiquement comme l'ensemble des prix (+ 1,2 %).

Conséquence de l'envolée des prix des produits pétroliers, les prix des biens et services liés aux transports augmentent fortement (+ 4,1 % contre - 0,9 % en 1998) contribuant pour + 0,7 % au glissement de l'ensemble des prix.

L'ensemble des services de transports augmentent de 1,1 %; les transports ferroviaires de 1,3 %. Les transports aériens de voyageurs restent stables (+ 0,4 %) malgré la forte hausse coutumière en été : + 10,9 % en juillet par rapport à juin. Les transports routiers et combinés (bus, RER, métro...) augmentent de 0,7 % et 1,6 %.

Les prix des automobiles neuves baissent de 1,2 % . À l'inverse, les prix de l'entretien et réparation augmentent (+ 1,4 %), la réparation particulièrement (+ 2,0 %). Les prix des pneumatiques (- 1,3 %) bénéficient de la forte baisse des cours du caoutchouc synthétique.

Pour leur part, les biens et services de loisirs et culture reculent : - 0,7 % après - 0,3 % en 1998. Les prix des équipements audiovisuels, photographiques et informatiques se replient à nouveau fortement à - 7,0 %. Les baisses les plus marquées concernent toujours les micro-ordinateurs (- 20,8 %). Baisse importante également (- 8,8 %) pour les équipements audiovisuels, notamment les magnétoscopes et les téléviseurs. Celle des équipements photo et cinéma et les instruments d'optique est de - 7,1 % malgré l'appréciation du yen.

Les prix des services récréatifs et culturels progressent de 1,7 %. Les places de cinéma augmentent de 2,3 %.

Les prix de la redevance et des abonnements télévision décélèrent, + 1,9 % après + 3,8 % en 1998.

Les prix augmentent de 0,8 % pour les autres biens et services : soins et effets personnels, protection sociale, assurances et services financiers notamment.

2. MÉTHODOLOGIE

21. Indice des prix à la consommation (1) (Base :100 : année 1998)

L'indice base 100 en 1998, mis en service en février 1999, remplace l'indice des prix base 100 = année 1990 et constitue la 7ème génération d'IPC depuis 1914.

(1) Pour plus d'information voir le BMS de février 1999.

Les principales avancées de ce nouvel indice sont : l'élargissement et l'amélioration de la couverture sectorielle dans un champ redéfini, l'intégration des DOM, une nouvelle base « produits frais », l'adoption de nouvelles nomenclatures de production et de diffusion cohérentes avec les classifications internationales, de nouvelles pondérations des produits, une rénovation des indices et des nomenclatures d'analyse, l'adaptation des supports de diffusion ainsi que diverses améliorations méthodologiques.

2-1-1 Une couverture sectorielle élargie dans un champ redéfini :

Le champ de l'IPC base 1998 correspond à celui de la consommation finale effective marchande monétaire des ménages.

D'importantes extensions de couverture de la consommation des ménages ont été réalisées, dans le secteur des services esssentiellement : assurances (automobile et habitation), protection sociale (crèches, assistantes maternelles et maisons de retraite) et différents services liés à l'habitation (enlèvement des ordures ménagères, gardiennage, entretien des ascenseurs, employés de maison).

2-1-2 L'intégration des DOM :

Conformément au choix opéré dans la nouvelle base de Comptabilité Nationale, le champ de l'IPC est étendu aux DOM et cette extension porte sur 1,6 % de la consommation de référence.

2-1-3 Une nouvelle nomenclature de production et de diffusion :

L'IPC base 1998 intègre complètement la nouvelle nomenclature internationale des dépenses des consommateurs dite COICOP (Classification of individual consumption by purpose). L'indice global est établi en tenant compte de la décomposition définie par la COICOP au niveau des quatre premiers caractères. À ce niveau, la nomenclature nationale comprend 85 regroupements (ex : 01.1.2 viande) agrégés en 12 fonctions de consommation (ex : 01 produits alimentaires et boissons non alcoolisées) et 37 sous-fonctions (ex : 01.1 produits alimentaires).

Deux niveaux supplémentaires apportent plus de détail :

— le niveau 5 est nouveau; il comprend 159 groupes (ex : 01.1 produits alimentaires) et est retenu comme niveau de diffusion courant. Il est choisi en tenant compte de quatre contraintes principales : pertinence économique, représentativité suffisante du groupe, capacité à estimer correctement la pondération des groupes et précision suffisante de l'indice, mesurée par l'intervalle de confiance associé au glissement annuel (objectif : obtenir une précision n'excédant pas 1%).

— le niveau 6 comprend 303 postes (ex : 01.1.2.1.1 bœuf à rôtir) dont 204 postes sont identiques à l'ancienne nomenclature (base 100 en 1990). Les pondérations mises à jour chaque année sont explicitement calculées à ce niveau. Seules les publications de données en moyenne annuelle sont désormais effectuées pour les postes les plus pondérés.

2-1-4 De nouvelles pondérations des produits

De nouvelles pondérations de l'IPC sont établies. Elles s'appuient en premier lieu sur les nouvelles évaluations de la Comptabilité Nationale.

2-1-5 La rénovation des indices et des nomenclatures complémentaires :

La nouvelle base de l'IPC est sans effet immédiat sur la méthode de calcul de l'IPCH mais elle anticipe par ses extensions de couverture sur l'élargissement, à court terme, du champ de l'indice européen. D'autres indicateurs synthétiques sont par contre rénovés avec la base 1998 : l'indice des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé dit indice des ménages « modestes », l'inflation sous-jacente, l'indice d'ensemble CVS ainsi que la nomenclature conjoncturelle.

2-1-6 L'adaptation des supports de diffusion

Le calendrier de publication de l'indice corrigé des variations saisonnières, de l'indice sous-jacent et de l'IPCH est avancé à la parution de l'indice provisoire. Ces indices et évolutions sont donc révisables. Le numéro « *d'Informations rapides* » est modifié dans sa forme. De plus, les données sont diffusées dès leur apparition sur le site INTERNET de l'INSEE. L'indice ne fait plus l'objet de fourchette au provisoire.

2-1-7 Des améliorations méthodologiques variées

Plusieurs améliorations de méthode ont été apportées progressivement au calcul de l'indice au cours des dernières années. Les principaux progrès, portent sur les points suivants : collecte des informations, traitement des valeurs manquantes, traitement des remplacements de produits, traitement des rabais lors de la mise à jour de l'échantillon et calcul et pondérations des agrégats élémentaires.

2-1-8 Un indice « tous ménages »

L'indice des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé est celui qui (hors tabac) sert à l'indexation du SMIC. Il diffère de l'indice de l'ensemble des ménages par le jeu de pondérations, représentatif de la consommation des ménages concernés.

La pondération de cet indice a donc été revue en fonction des résultats de l'enquête Budget de Famille de 1995.

Par ailleurs, en cohérence avec la législation en vigueur et le choix opéré pour l'indice « tous ménages », le champ de l'indice des ménages « modestes » est étendu aux DOM. L'impact statistique de ce choix est minime.

Tableau 1. – **Utilisation des indices des prix à la consommation base 100 en 1998**

Type d'indice/population	Couverture en termes de produits	Usage
Ensemble des ménages. (France entière)	Y compris tabac. Hors tabac.	Économique. Indexation
Ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé. (France entière)	Y compris tabac. Hors tabac.	Économique. Indexation
Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH)		Comparaisons internationales
Indices par DOM ensemble des ménages	Y compris tabac. Hors tabac.	Économique. Indexation
Indice d'ensemble des ménages (Métropole)	Y compris tabac. Hors tabac.	Économique. Indexation
Indice sous-jacent (Métropole)		Économique
Indice national CVS (Métropole et Dom)		Économique

Les principales différences de structure entre la consommation de l'ensemble des ménages et celle des seuls ménages urbains ouvriers et employés sont données par grandes fonctions de consommation dans le tableau 2 . Les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé dépensent proportionnellement un peu plus pour leur alimentation, davantage pour leur logement... et un peu moins pour la santé, les transports, les loisirs et la culture.

Tableau 2. – **Les grands postes budgétaires**

Pondération en %

Fonctions de consommation	Tous ménages		Ménages urbains ouvriers et employés	
	1998	1999	1998	1999
01. Produits alimentaires et boissons non alcoolisées.....	16,32	16,27	16,37	16,30
02. Boissons alcoolisées et tabac	3,85	3,80	5,01	4,95
dont tabac (022).....	(1,99)	(1,95)	(3,30)	(3,24)
03. Habillement et chaussures.....	5,78	5,77	5,89	5,90
04. Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles.....	14,34	14,13	17,41	17,40
05. Ameublement, équipement ménager et entretien de la maison.....	6,49	6,57	5,44	5,42
06. Santé.....	9,05	9,07	7,30	7,31
07. Transports.....	15,99	16,03	15,90	15,84
08. Communications.....	2,00	2,02	1,97	2,00
09. Loisirs et culture.....	8,62	8,67	8,8	8,11
10. Éducation.....	0,27	0,27	0,24	0,24
11. Hôtellerie, cafés, restauration.....	7,74	7,73	7,03	7,03
dont restauration et cafés (111).....	(6,34)	(6,29)	(6,15)	(6,10)
dont services d'hébergement (112).....	(1,40)	(1,44)	(0,88	(0,93)
12. Autres biens et services.....	9,55	9,67	9,36	9,50
	100,00	100,00	100,00	100,00

• Le traitement des prix des produits frais

La base des produits frais : légumes, fruits, poissons et crustacés et par assimilation les fleurs et plantes, est réactualisée en termes de produits suivis et de pondérations (3 % des pondérations de l'IPC) du panier mensuel.

La nouvelle distribution des produits frais sur l'année apparaît plus étalée que la précédente avec le recours plus fréquent aux produits importés.

• Mensualisation, prise en compte des soldes

L'indice des loyers est alimenté par une enquête trimestrielle « loyers et charges » de l'INSEE auprès d'un échantillon de 8 500 ménages. L'introduction brutale, le premier mois de chaque trimestre, de l'évolution du trimestre précédent induisait des « marches d'escalier » dans le rythme de l'indice d'ensemble, qui ne traduisaient pas l'évolution réelle des prix du mois. L'indice base 100 = 1998 comporte, non pas une mensualisation de l'enquête « loyers », ce qui aurait été très coûteux, mais une quasi-mensualisation de l'indice des loyers, obtenue en estimant l'évolution des loyers pendant deux mois, puis en attribuant au troisième mois la différence entre la hausse trimestrielle tirée de l'enquête et les deux estimations mensuelles précédentes.

Dans l'indice base 100 = 1980, la majeure partie des produits manufacturés et des services étaient observés trimestriellement, c'est-à-dire qu'un tiers de l'échantillon était enquêté par roulement chaque mois (ainsi chaque point de vente était visité une fois par trimestre). À partir de l'indice base 100 = 1990 publié en février 1993 une partie des relevés de l'habillement a été mensualisée. La mensualisation de l'ensemble des produits de l'indice s'est achevée en 1998. Ceci permet la prise en compte des soldes et promotions dans tous les secteurs et améliore aussi le suivi mensuel des prix.

• Champ théorique de l'indice des prix à la consommation base 100 en 1998

Dans le champ théorique de l'indice des prix à la consommation, le taux de couverture de la consommation marchande des ménages est désormais de 94,8 %.

Sont exclus du champ théorique de l'indice, les jeux de hasard et de l'assurance-vie, le secteur hospitalier privé et l'assurance santé privée et une partie de l'action sociale.

Le champ théorique de l'indice des prix est coordonné avec la mise en place de la nouvelle base 1995 des comptes nationaux. Cette référence est en pratique délimitée par de nombreuses conventions :

— exclusion de l'autoconsommation en biens et services et des loyers imputés qui représentent 10,5 % de la consommation effective des ménages;

— exclusion de la consommation non marchande qui représente 14 % du même agrégat.

Ce champ théorique comporte toutefois un défaut de couverture de 5,89 % de l'IPC réparti de la façon suivante :

Une partie des loyers effectifs	0,22 %
Services des hôpitaux	2,04 %
Jeux de hasard et d'argent	0,77 %
Une partie de l'action sociale	0,87 %
Assurance-vie	1,05 %
Assurance santé	0,74 %
Assurance vieillesse	0,01 %
Activités associatives	0,19 %
	5,89 %

• Raccordements des séries (1998 = 100) avec les séries (1990 = 100) antérieurement publiées

L'année 1998 est publiée dans les deux bases (1998 = 100) et (1990 = 100), ayant des contenus différents, afin de permettre ce raccordement. Compte tenu qu'il y a plusieurs méthodes de raccordement : deux solutions sont proposées aux utilisateurs.

La première méthode opère un raccord sur la moyenne annuelle. Elle est indiquée pour les séries annuelles.

La seconde consiste à raccorder les séries sur un mois quelconque de l'année commune de publication 1998.

En moyenne annuelle, prenons par exemple, la série de l'ensemble des ménages hors tabac (métropole et DOM). L'indice moyen annuel de 1998 (en base 1990) de l'ensemble des ménages hors tabac (code 9174) est égal à 114,8 et celui de 1998 (en base 1998) (code 4018), est égal par définition à 100. Le coefficient de raccordement en moyenne, est :

Indice moyen 1998 (base 1990) / Indice moyen 1998 (base 1998) = 114,8 / 100 = 1,148.

Des coefficients de raccordement entre indices (1990 = 100) et indices (1998 = 100) peuvent être calculés, soit sur l'année 1998, soit sur un mois quelconque de 1998, pour n'importe quel regroupement (ex. : produits alimentaires, produits manufacturés), à l'image de ce qui a été exposé pour l'indice d'ensemble.

• Indices spécifiques

— Indice des prix des spécialités pharmaceutiques

L'élaboration des indices de prix des spécialités pharmaceutiques repose sur le suivi d'un échantillon de produits périodiquement réactualisé. Cet échantillon se compose d'environ 7 000 produits (non remboursables et remboursables à 100 %, 65 % et 35 %).

Le raccord avec les séries publiées sur la base 100 en 1990 peut s'effectuer en prenant pour coefficient 0,991 pour les spécialités remboursables et 1,563 pour les spécialités non remboursables.

— Indice des prix des automobiles neuves

L'indice est calculé sur la base d'un échantillon représentatif de modèles. Le principe de calcul retenu est celui d'un indice chaîné avec mise à jour régulière des pondérations.

On a stratifié l'ensemble des modèles vendus en une année suivant la marque et le type de carburant. Chaque strate reçoit un coefficient de pondération proportionnel à sa part dans la valeur totale de la consommation des ménages en voitures neuves. Puis, à l'intérieur de chaque classe, les modèles de l'échantillon ont été désignés par tirage aléatoire à probabilités inégales. L'évolution des prix est calculée à qualité constante pour chaque modèle.

- **Indices sous-jacents et CVS**

Le contenu du champ de l'Indice Sous-Jacent (ISJ) et de ses trois composantes (« *Informations rapides* » du 27 juin 1996, n° 179) a été revu pour tenir compte des extensions de couverture et de l'évolution des contextes économiques et réglementaires. Les quatre indices calculés sont corrigés des variations saisonnières et les séries CVS sont révisées chaque année.

22. Les prix à la consommation dans l'Union européenne

L'indice des prix à la consommation harmonisé - IPCH - calculé depuis mars 1997 par les instituts nationaux de statistique sous la coordination d'Eurostat, a fait l'objet d'une publication : « *Informations rapides* » spéciale le 7 mars 1997 (n° 73) et d'une révision le 10 février 1998 (n° 44).

Son extension de couverture sectorielle porte principalement sur les secteurs de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, des assurances et des services liés à l'habitation.

Compte tenu des différences institutionnelles entre pays, l'élargissement de la couverture de l'IPCH a conduit à retenir des concepts de prix et de consommation différents de ceux de l'IPC français.

La version définitive de la nomenclature par fonctions de consommation COICOP est adoptée. Les données détaillées sont établies au niveau des regroupements (4 chiffres), au nombre de 91.

Les données sont recalculées en nouvelle nomenclature depuis 1996, année de base de l'IPCH, sans modification de concept pour les années antérieures à 2000.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Chaque mois, le *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE* publie :

- pour la France métropolitaine et les DOM sur l'ensemble des Ménages : la série d'ensemble, les principaux sous-groupes et les postes les plus intéressants;
- pour les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé France entière : les séries principales.

« Les prix des services publics modèrent l'inflation », *INSEE-Première,* n° 621, décembre 1998;

« Les prix des services privés aux ménages », *INSEE-Première*, n° 653, juin 1999;

« Entre 1990 et 1998 les prix à la consommation ont augmenté de 16 % », *INSEE-Première*, n° 673, septembre 1999;

« Automobile, carburants, réparations : 20 ans d'évolution de prix », *INSEE-Première*, n° 713, mai 2000;

« En 1999, la hausse des prix des produits pétroliers a contribué pour deux tiers à l'inflation », *INSEE-Première,* n° 716, mai 2000;

Note méthodologique concernant l'indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) et les rétropolations. *Bulletin mensuel de statistique,* février 1999,

« Pour comprendre l'indice des prix INSEE », *INSEE-Méthodes*, n^{os} 81-82, décembre 1998.

Annuaire rétrospectif de la France 1948-1988, INSEE, 1990.

« L'indice des prix à la consommation surestime-t'-il l'inflation ? », *Économie et Statistique*, n° 303, 1997.

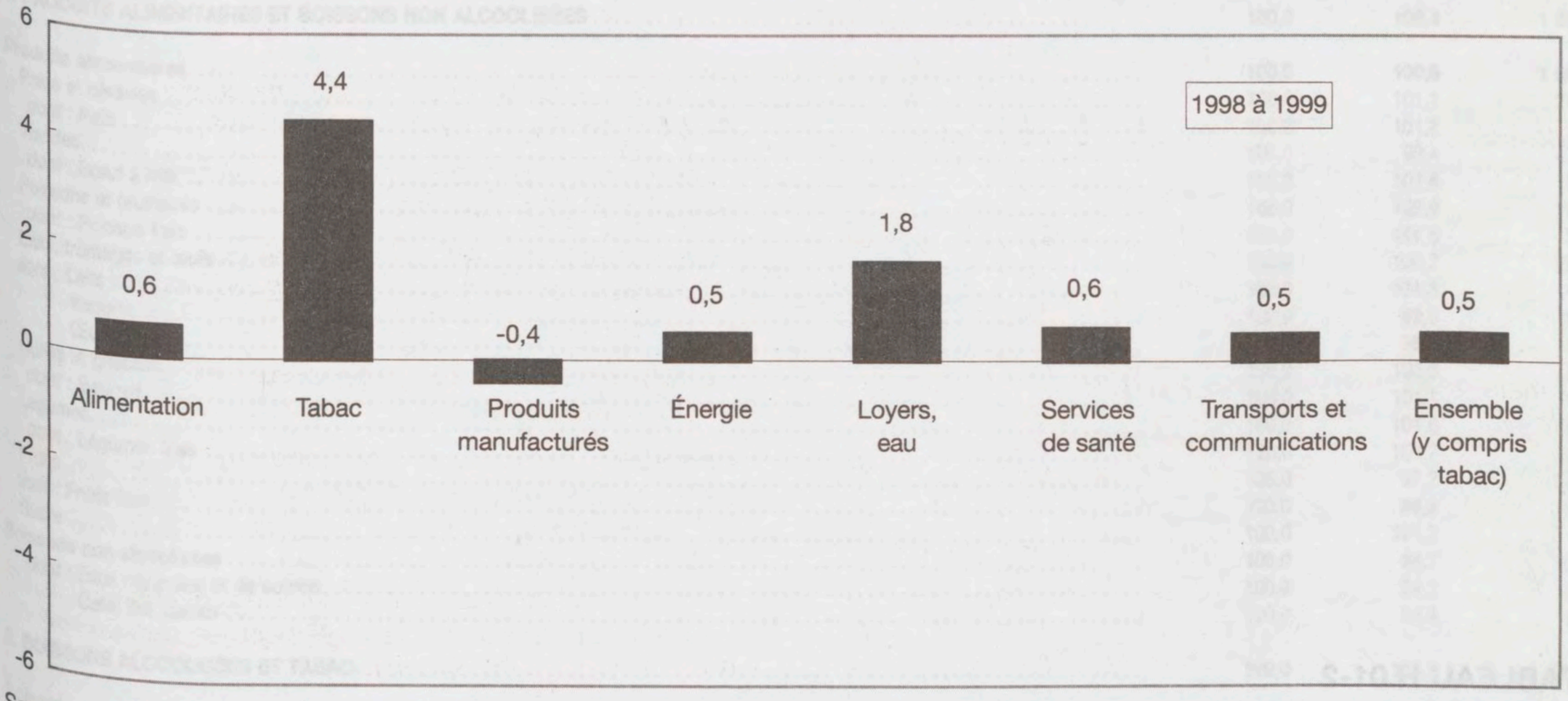
« Les indices de prix à utilité constante », *Économie et Statistique*, n° 335, 2000-5.

* * *

GRAPHIQUE H.01

Variation des principaux groupes de l'indice des prix à la consommation (en 304 postes)

Moyennes annuelles



Source : *INSEE*

TABLEAU H.01-1

Évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (I.P.C.H) des 15 pays de l'Union européenne

Glissements annuels (1)

Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat — %

	1996	1997	1998	1999
Union européenne (à 15)	**2,1** *e*	**1,6** *e*	**1,0**	**1,7**
Allemagne	1,2	1,4	0,2	1,4
Autriche	2,3	1,0	0,5	1,7
Belgique	2,1	0,9	0,7	2,1
Danemark	2,2	1,6	1,1	3,1
Espagne	3,3	1,9	1,4	2,8
Finlande	1,7	1,6	0,8	2,2
France	**1,7**	**1,2**	**0,3**	**1,4**
Grèce	6,9	4,5	3,7	2,3
Irlande	2,4 *e*	1,0 *e*	2,2	3,9
Italie	2,9	1,8	1,7	2,1
Luxembourg	1,3	1,5	0,4	2,3
Pays-Bas	1,9	2,2	1,5	1,9
Portugal	2,9	2,1	2,8	1,7
Royaume-Uni	2,3	1,8	1,5	1,2
Suède	0,5	2,7	–	1,2

(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.

TABLEAU H.01-2

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages : analyse conjoncturelle

France entière

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Classification par fonctions de consommation	Base 100 en 1998		
	1998	1999	Pondération 1999
Ensemble	**100,0**	**100,5**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**100,0**	**100,5**	**9 805**
Ensemble hors énergie	**100,0**	**100,6**	**9 271**
Alimentation	100,0	100,6	1 812
Produits frais	100,0	99,6	234
Alimentation hors produits frais	100,0	100,8	1 578
Tabac	100,0	104,4	195
Produits manufacturés	100,0	99,6	3 067
Habillement et chaussures	100,0	100,1	551
Produits de santé	100,0	99,9	380
Autres produits manufacturés	100,0	99,4	2 136
Énergie	100,0	100,5	729
dont : Produits pétroliers	100,0	104,6	417
Services	100,0	101,1	4 197
Loyers, eau et enlèvement des ordures ménagères	100,0	101,8	790
Services de santé	100,0	100,6	510
Transports et communications	100,0	100,5	424
Autres services	100,0	101,0	2 473

(1) Les données sont exprimées pour la première fois en base 1998. Cette base comporte 304 postes de dépenses. La totalité de ces postes, leurs indices mensuels et les moyennes de l'année écoulée sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique; la mise à jour annuelle (fonctions de consommation, regroupements, pondérations) paraît dans le numéro de février.

TABLEAU H.01-3

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

France entière

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1998

Classification par fonctions de consommation	1998	1999	Pondération 1999
INDICE D'ENSEMBLE Y COMPRIS TABAC	**100,0**	**100,5**	**10 000**
ENSEMBLE HORS TABAC	**100,0**	**100,5**	**9 805**
1. PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISÉES	**100,0**	**100,4**	**1 627**
Produits alimentaires	**100,0**	**100,6**	**1 501**
Pains et céréales	100,0	101,1	232
dont : Pain	100,0	101,2	71
Viandes	100,0	99,4	477
dont : Bœuf à rôtir	100,0	101,6	70
Poissons et crustacés	100,0	103,9	122
dont : Poisson frais	100,0	101,5	34
Laits, fromages et œufs	100,0	100,7	233
dont : Laits	100,0	101,3	44
Yaourts	100,0	99,9	29
Œufs	100,0	99,8	18
Huiles et graisses	100,0	102,0	46
dont : Beurres	100,0	101,1	23
Légumes	100,0	101,6	152
dont : Légumes frais	100,0	101,7	102
Fruits	100,0	97,2	95
dont : Fruits frais	100,0	96,9	86
Sucre	100,0	101,2	9
Boissons non alcoolisées	**100,0**	**98,7**	**126**
dont : Eaux minérales et de source	100,0	98,9	33
Café, thé, cacao	100,0	96,4	51
2. BOISSONS ALCOOLISÉES ET TABAC	**100,0**	**103,3**	**380**
Boissons alcoolisées	**100,0**	**102,1**	**185**
Alcools	100,0	99,8	55
Vins, cidres et champagne	100,0	103,8	107
Bières	100,0	100,2	23
Tabac	**100,0**	**104,4**	**195**
3. HABILLEMENT ET CHAUSSURES	**100,0**	**100,1**	**577**
Habillement	**100,0**	**100,2**	**448**
Vêtements de dessus pour hommes	100,0	100,0	55
Vêtements de dessus pour femmes	100,0	100,1	84
Vêtements de dessus pour enfants	100,0	99,2	27
Lingerie, bonneterie pour hommes	100,0	100,1	60
Lingerie, bonneterie pour femmes	100,0	100,5	98
Lingerie, bonneterie pour enfants	100,0	100,3	42
Autres articles vestimentaires et accessoires d'habillement	100,0	100,4	36
Chaussures y compris réparations	**100,0**	**99,9**	**129**
4. LOGEMENT, EAU, GAZ, ÉLECTRICITÉ ET AUTRES COMBUSTIBLES	**100,0**	**100,2**	**1 413**
Loyers d'habitation effectifs	**100,0**	**101,8**	**641**
dont : Loyers des résidences principales	100,0	101,8	616
Électricité, gaz et autres combustibles	**100,0**	**97,2**	**409**
Électricité	100,0	95,5	230
Gaz	100,0	94,7	102
dont : Gaz de ville	100,0	92,0	73
Fiouls domestiques	100,0	107,8	51
5. AMEUBLEMENT, ÉQUIPEMENT MÉNAGER ET ENTRETIEN COURANT DE LA MAISON	**100,0**	**100,5**	**657**
Meubles et articles d'ameublement	**100,0**	**100,5**	**181**
Articles de ménage en textiles	**100,0**	**100,5**	**68**
Gros appareils ménagers électriques ou non	**100,0**	**98,0**	**75**
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	**100,0**	**101,1**	**61**

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU H.01-3 (suite et fin)

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

France entière

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1998

Classification par fonctions de consommation	1998	1999	Pondération 1999
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	**100,0**	**100,3**	34
Articles de ménage non-durables	**100,0**	**101,1**	83
dont : Petits articles pour l'entretien du logement	100,0	100,7	42
Services domestiques et autres services pour l'habitation	**100,0**	**101,6**	113
6. SANTÉ	**100,0**	**100,3**	907
Produits pharmaceutiques	**100,0**	**99,8**	330
Parapharmacie	100,0	100,6	17
Appareils et matériels thérapeutiques	**100,0**	**100,9**	50
Médecine non hospitalière et services paramédicaux	**100,0**	**100,6**	510
dont : Services des médecins	100,0	100,6	270
Dentistes	100,0	99,7	94
7. TRANSPORT	**100,0**	**101,1**	1 603
Achats de véhicules	**100,0**	**99,2**	419
dont : Automobiles neuves et occasion	100,0	99,2	385
Utilisation de véhicules personnels	**100,0**	**102,0**	950
Pièces détachées et accessoires pour véhicules personnels	100,0	100,2	278
Carburants et lubrifiants	100,0	104,1	363
dont : Carburants	100,0	104,4	337
Entretien et réparation de véhicules personnels	100,0	101,7	215
Péages, parkings	100,0	102,0	62
Services de transport	**100,0**	**100,6**	234
dont : Transports ferroviaires de voyageurs	100,0	100,9	52
Transports routiers de voyageurs	100,0	101,1	76
Transports aériens de voyageurs	100,0	99,2	60
8. COMMUNICATIONS	**100,0**	**100,1**	202
dont : Services de télécommunications	100,0	100,3	174
Services postaux	100,0	100,1	23
9. LOISIRS ET CULTURE	**100,0**	**99,2**	867
Équipements audio-visuels, photographiques et informatiques	**100,0**	**92,9**	187
Téléviseur	100,0	91,4	32
Équipements photo et cinéma, instruments d'optique	100,0	92,2	13
Autres appareils électro-acoustiques	100,0	93,7	32
Disques, bandes et cassettes enregistrées	100,0	99,4	45
Presse, livres et papeterie	**100,0**	**101,3**	163
Voyages touristiques tout compris	**100,0**	**102,2**	28
10. ÉDUCATION	**100,0**	**101,6**	27
11. HÔTELLERIE, CAFÉS, RESTAURATION	**100,0**	**101,6**	773
Restauration et cafés	**100,0**	**101,4**	491
Cantines	**100,0**	**102,0**	138
Services d'hébergement	**100,0**	**102,1**	144
12. AUTRES BIENS ET SERVICES	**100,0**	**100,2**	967
Soins personnels	**100,0**	**101,4**	300
Coiffure	100,0	101,4	94
Appareils, autres articles et produits pour soins personnels	**100,0**	**101,5**	193
Effets personnels (n.d.a)	**100,0**	**98,8**	128
Horlogerie, bijouterie, joaillerie	100,0	97,3	67
Maroquinerie et articles de voyage	100,0	99,8	24
Services financiers	**100,0**	**100,2**	98
Autres services aux ménages	**100,0**	**97,5**	141
dont : Services funéraires	100,0	102,5	35

(1) Les données sont exprimées pour la première fois en base 1998. Cette base comporte 304 postes de dépenses. La totalité de ces postes, leurs indices mensuels et les moyennes de l'année écoulée sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique; la mise à jour annuelle (fonctions de consommation, regroupements, pondérations) paraît dans le numéro de février.

TABLEAU H.01-4

Indice mensuel des prix à la consommation des ménages dont le chef est employé ou ouvrier

(304 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1998

Groupe et sous-groupe	Ménages urbains (2)		
	1998	1999	Pondération 1999
Ensemble y compris tabac	**100,0**	**100,6**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**100,0**	**100,5**	**9 676**
Produits alimentaires et boissons non alcoolisée	100,0	100,4	1 630
Produits alimentaires	100,0	100,6	1 496
Boissons non alcoolisées	100,0	98,9	134
Boissons alcoolisées, tabac	100,0	103,5	495
Boissons alcoolisées	100,0	101,7	171
Tabac	100,0	104,4	324
Articles d'habillement et chaussures	100,0	100,1	590
Articles d'habillement	100,0	100,2	447
Chaussures y compris réparations	100,0	99,9	143
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,0	100,4	1 740
Loyers d'habitation effectifs	100,0	101,8	966
Entretien et réparation courante du logement	100,0	99,5	162
Fourniture d'eau et autres services liés au logement	100,0	101,9	236
Électricité, gaz et autres combustibles	100,0	96,3	376
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	100,0	100,3	542
dont : Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sol y compris réparation	100,0	100,5	179
Appareils ménagers	100,0	98,4	106
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	100,0	101,2	105
Santé	100,0	100,4	731
Médicaments et autres produits pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques	100,0	100,0	256
Médecine non hospitalière et services paramédicaux	100,0	100,6	475
Transports	100,0	101,2	1 584
Achats de véhicules	100,0	99,2	394
Utilisation de véhicules personnels	100,0	102,2	951
Services de transport	100,0	100,7	239
Communications	100,0	100,1	200
Loisirs et culture	100,0	99,3	811
dont : Équipements audio-visuels, photographiques et informatiques	100,0	93,9	186
Autres articles et équipements de loisirs, fleurs et animaux d'agrément	100,0	99,6	199
Services récréatifs et culturels	100,0	101,6	267
Éducation	100,0	101,6	24
Hôtellerie, cafés, restauration	100,0	101,6	703
Restauration et cafés	100,0	101,5	610
Services d'hébergement	100,0	102,1	93
Autres biens et services	100,0	100,3	950
dont : Soins personnels	100,0	101,4	294
Protection sociale	100,0	101,9	224
Assurances	100,0	98,5	100

(1) Les données sont exprimées pour la première fois en base 1998. Cette base comporte 304 postes de dépenses. La totalité de ces postes, leurs indices mensuels et les moyennes de l'année écoulée sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique; la mise à jour annuelle (fonctions de consommation, regroupements, pondérations) paraît dans le numéro de février.
(2) Les séries des indices de prix à la consommation relatifs aux ménages parisiens ont été supprimées à partir de janvier 1998.

TABLEAU H.01-5

Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

Source : INSEE

Spécialités pharmaceutiques	Base 100 en 1998			
	1998		1999	
	Décembre	Moyenne annuelle	Décembre	Moyenne annuelle
Remboursables par la Sécurité sociale	99,8	100,0	99,1	99,5
Non remboursables par la Sécurité sociale	100,8	100,0	103,4	102,4

TABLEAU H.01-6

Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages (1)

(Moyennes annuelles)

Source : INSEE

Base 100 en 1998

	1998	1999	Pondération
Guadeloupe			
Alimentation (hors tabac)	100,0	99,6	2 811
Tabac	100,0	99,9	69
Produits manufacturés du secteur privé	100,0	100,4	3 037
Énergie	100,0	100,3	822
Services	100,0	101,1	3 260
Alimentation (y compris tabac)	100,0	99,5	2 881
Produits manufacturés (y compris énergie)	100,0	100,4	3 860
Produits manufacturés (hors habillement et chaussures)	100,0	100,3	2 280
Ensemble	**100,0**	**100,4**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**100,0**	**100,4**	**9 931**
Martinique			
Alimentation (hors tabac)	100,0	99,8	2 509
Tabac	100,0	100,0	28
Produits manufacturés du secteur privé	100,0	100,0	2 846
Énergie	100,0	98,6	793
Services	100,0	101,5	3 823
Alimentation (y compris tabac)	100,0	99,8	2538
Produits manufacturés (y compris énergie)	100,0	99,7	3 639
Produits manufacturés (hors habillement et chaussures)	100,0	99,9	2 210
Ensemble	**100,0**	**100,4**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**100,0**	**100,4**	**9 972**
Guyane			
Alimentation (hors tabac)	100,0	99,1	2 638
Tabac	100,0	100,8	88
Produits manufacturés du secteur privé	100,0	99,5	2 489
Énergie	100,0	103,4	707
Services	100,0	100,9	4 078
Alimentation (y compris tabac)	100,0	99,2	2 726
Produits manufacturés (y compris énergie)	100,0	100,3	3 196
Produits manufacturés (hors habillement et chaussures)	100,0	99,6	1 935
Ensemble	**100,0**	**100,2**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**100,0**	**100,2**	**9 912**
Réunion			
Alimentation (hors tabac)	100,0	99,1	2 553
Tabac	100,0	105,8	120
Produits manufacturés du secteur privé	100,0	101,4	3 192
Énergie	100,0	100,5	758
Services	100,0	101,7	3 377
Alimentation (y compris tabac)	100,0	99,4	2 673
Produits manufacturés (y compris énergie)	100,0	101,2	3 950
Produits manufacturés (hors habillement et chaussures)	100,0	101,2	2 592
Ensemble	**100,0**	**100,9**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**100,0**	**100,8**	**9 880**

(1) Les données sont exprimées, pour la première fois, en base 1998. La totalité des postes de dépenses, leurs indices mensuels et les moyennes de l'année écoulée sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.01-7

Territoires d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages

Moyennes annuelles

Source : Services territoriaux de statistique

	1996	1997	1998	1999	Pondération
Nouvelle-Calédonie : Base 100 en décembre 1992					
Ensemble	**107,8**	**109,9**	**111,2**	**111,4**	**10 000**
dont : Alimentation	110,2	114,5	115,8	116,9	2 691
Produits manufacturés	104,5	105,0	105,7	105,1	470
Services	109,3	111,7	113,4	113,9	3 561
Polynésie française : Base 100 en décembre 1988					
Ensemble	**111,2**	**112,7**	**114,2**	**115,1**	**10 000**
dont : Alimentation	112,8	115,5	116,5	116,5	629
Produits manufacturés	110,7	111,5	111,7	107,1	3 035
Services	113,3	114,9	119,2	123,6	3 128

Chapitre H.02

Prix à la consommation

1. Méthodologie.

2. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Prix moyens de vente au détail en métropole.
2. Tarifs du gaz à usage domestique à Paris intra-muros.
3. Tarifs de l'électricité à usage domestique à Paris.
4. Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier.
5. Tarifs des taxis à Paris.
6. Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

11. Prix moyens en métropole

Les séries de prix moyen de vente au détail présentées dans le tableau 1 sont des moyennes annuelles de relevés effectués par les enquêteurs spécialisés de l'INSEE auprès d'un échantillon de points de vente couvrant le territoire de la métropole. Les prix moyens portent sur une partie des produits suivis pour établir l'indice des prix.

12. Tarifs publics

Les tarifs publics occupent une part relativement importante dans l'indice des prix, qu'ils concernent l'énergie (électricité, gaz,...), les services (péages, transports publics, poste, eau,...), la santé (médecins, transports sanitaires,...), etc.

Les tableaux 2 à 6 présentent les prix de tarifs publics parmi les plus répandus.

*
* *

TABLEAU H.02-1

Prix de vente au détail en métropole

En moyenne annuelle

Source : INSEE

Unité : Franc

Produits	Unités	1998	1999
Pains et céréales			
Pain baguette	kg	16,07	16,42
Pain parisien	»	12,20	12,34
Pâtes supérieures	500 g	4,85	4,81
Viandes			
Bœuf			
Filet	kg	159,07	161,80
Faux-filet	»	98,93	100,61
Rumsteck	»	96,76	98,98
Entrecôte	»	91,12	93,44
Bifteck dans la bavette	»	92,07	93,69
Côte avec os	»	81,82	83,47
Macreuse à braiser	»	48,03	48,85
Bifteck haché	»	61,04	61,27
Veau			
Escalope	»	107,48	108,90
Rôti noix, sous -noix ou noix pâtissière	»	97,94	100,00
Agneau			
Côtes découvertes	»	78,01	78,89
Gigot racourci	»	73,80	74,65
Porc			
Rôti dans le filet	»	50,19	47,63
Échine avec os	»	39,46	37,35
Jambon choix vendu sous plastique (de 2 à 6 tranches)	»	77,78	74,06
Volailles, lapins			
Poulet industriel sans label	»	15,90	15,64
Lapin entier	»	43,33	42,56
Triperie			
Foie de veau frais	»	130,12	137,47
Poissons			
Poissons frais (1)			
Baudroie (lotte) en tranche	kg	121,85	131,93
Cabillaud en tranche	»	71,12	77,52
Filet de cabillaud	»	74,56	78,13
Filet de merlan	»	77,39	80,60
Lieu noir en tranche	»	46,43	47,37
Limande	»	57,50	60,10
Merluchon ou colinot	»	70,49	67,92
Roussette	»	58,54	60,80
Saumon d'élevage	»	48,11	47,04
Sole	»	116,36	108,85
Thon rouge	»	77,31	79,90
Truite	»	41,21	41,37
Poissons en boîte et surgelés			
Cabillaud pané surgelé (200 à 500g)	400 g	22,45	25,40
Thon au naturel en boîte	160 g	8,91	9,26
Crustacés et mollusques frais (1)			
Coquilles Saint-Jacques entières	kg	43,54	46,12
Crevettes grises	»	92,25	99,01
Crevettes roses tropicales	»	109,05	108,90
Huîtres creuses calibre moyen	dz	29,41	29,75
Huîtres creuses gros calibre	dz	33,26	34,62
Langoustines crues	kg	103,66	102,27
Moules de bouchot	kg	18,93	19,45
Tourteaux	kg	40,44	43,13
Lait, fromages et œufs			
Lait pasteurisé entier	litre	5,81	5,93
Lait U.H.T. demi-écrémé	»	3,89	3,95
Yaourts nature	les 4	4,72	4,68
Yaourts aromatisés	les 8	7,78	7,74
Petits suisses nature 40% M.G.	180 g	3,64	3,64
Camembert pasteurisé 45% M.G. fabriqué en Normandie	250 g	9,81	9,91
Emmental français	kg	47,65	48,08
Fromage fondu pour tartine	170 g	7,85	7,74
Corps gras			
Huile d'olive vierge extra	litre	34,08	34,53
Huile de tournesol	»	10,48	10,84
Beurre extra-fin	250 g	8,81	8,89
Légumes			
Légumes frais (1)			
Artichauts	kg	13,98	14,70
Asperges	»	33,88	33,64
Carottes	»	5,91	6,27
Champignons de Paris	»	24,46	24,85
Concombre	»	11,12	10,41
Courgettes	»	11,98	11,20
Endives	»	12,35	14,81
Haricots verts	»	23,75	23,35
Oignons	»	9,84	8,47
Poireaux	»	10,18	10,57
Pommes de terre de conservation	»	6,17	6,44
Pommes de terre nouvelles	»	7,81	7,58
Tomates	»	13,71	13,47
Choux-fleur	kg	6,63	7,15
Salade	pièce	6,62	7,08
Légumes en conserve			
Champignons de Paris entiers en boîte	115 g	4,73	4,84
Haricots verts extra-fins en boîte	460 g	9,36	8,99
Fruits frais (1)			
Abricots	kg	21,94	15,25
Avocats	»	19,12	23,47
Bananes	»	10,49	9,90
Pêches, brugnons, nectarines	»	18,90	14,22
Cerises	»	37,23	25,18
Citrons	»	13,86	14,39
Clémentines	»	12,12	12,78
Fraises	»	34,69	35,17
Melons	»	13,78	13,97
Oranges	»	9,45	10,24
Pamplemouses roses	»	11,02	11,07
Poires	»	13,12	11,98
Pommes	»	11,12	11,08
Raisins	»	15,92	15,25
Kiwis	»	21,29	21,16
Produits alimentaires divers			
Sucre en morceaux	kg	8,10	8,19

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU H.02-1 (suite et fin)

Prix de vente au détail en métropole

En moyenne annuelle

Source : INSEE

Unité : Franc

Produits	Unités	1998	1999
Café moulu non décaféiné	250 g	9,02	8,63
Café moulu 100% arabica	»	15,85	14,33
Petit pot de légumes et viande pour bébé	200 g	5,10	5,34
Boissons			
Eau minérale non gazeuse (pack de 6)	pack	///	17,20
Vin rouge de table 11°	litre	7,77	7,99
Bière blonde de luxe (6x33 cl)	pack	16,64	16,66
Apéritifs anisés 45°	litre	94,22	94,38
Whisky	75 cl	81,91	80,94
Logement, chauffage, éclairage			
Distribution d'eau (abonnement inclus, T.TC)	120 m^3	1 942,27	1 231,90
Assainissement d'eau (T.T.C.)	»	///	707,47
Gaz butane comprimé, sans consigne	13 kg	112,86	114,70
Fioul domestique (à domicile)	10^3 l	1 958,84	2 103,60
Entretien de la maison			
Lessive en poudre non concentrée	5 kg	54,77	55,78 ■
Travaux de plomberie T.T.C	heure	204,59	203,59
Travaux d'électricité (heure de main-d'œuvre T.T.C)	heure	200,17	198,93
Utilisation de véhicules			
Pneumatique pour auto : tubeless 165/70 X 13.	pièce	411,34	408,65 ■
Mécanique automobile : main d'œuvre T.T.C.	heure	232,35	240,37
Carrosserie automobile : main d'œuvre T.T.C	»	241,27	248,59
Essence super au potassium	litre	///	6,60
Gazole	»	4,23	4,49
Essence super sans plomb : octane 98	litre	6,08	6,28
Biens et services de loisirs			
Cassette vidéo vierge V.H.S. standard 180 mn	pièce	34,18	33,29 ■
Film négatif couleur, format 24 x 36, 24 poses, sur papier	»	30,28	30,52
Premier tirage d'un film couleur 24 x 36, 24 poses, sur papier, format 10 x 15	»	79,03	79,20
Fleurs et plantes (1)			
Azalée	pot	72,66	71,01
Bégonia diamètre 25 cm environ	»	58,92	57,48
Cyclamens 6 à 8 fleurs	»	58,62	57,16
Oeillets	botte	3,14	3,01
Rose à l'unité	fleur	14,90	14,40
Roses en bouquet	»	4,67	4,57
Tulipes	botte	3,98	3,88
Soins et produits personnels			
Services de coiffure			
Shampooing et coupe mode pour homme	pièce	101,06	101,92
Shampooing supérieur, coloration tenace et brushing pour femme	»	207,96	212,39
Shampooing, coupe, brushing pour femme (1)	»	///	173,46
Restaurants, cafés, hôtels			
Tasse de café au comptoir	pièce	6,28	6,40
Bière blonde spéciale en salle	25 cl	15,83	15,98
Boisson cola en salle	pièce	///	14,29
Hôtel 2 étoiles	nuitée	283,09	293,30
Hôtel 1 étoile	nuitée	///	180,59

(1) Nouvelle base des produits frais depuis janvier 1998.

TABLEAU H.02-2

Tarifs du gaz à usage domestique à Paris intra-muros (1)

Aux dates de changement de tarif

Source : Gaz de France

Unité : Franc par kWh

Tranche de consommation mensuelle (en kWh)	1997 1er mai	1997 3 novembre	1998 1er mai	1998 1er novembre	1999 1er janvier (2)	1999 1er mai	2000 1er avril (3)	2000 1er mai
Tarif « B0 » :								
Prix de l'énergie	0,2723	0,2806	0,2739	0,2671	0,2671	0,2540	0,2519	0,2678
Prime fixe annuelle (4)	219,40	225,47	220,12	214,76	187,87	178,76	178,76	187,87
Tarif « B1 » niveau 2 :								
Prix de l'énergie	0,1844	0,1899	0,1854	0,1808	0,1808	0,1720	0,1705	0,1822
Prime fixe annuelle (4)	796,83	819,55	801,31	782,21	684,27	649,71	649,71	680,73
Tarif « B2 » niveau 2 :								
Prix de l'énergie	0,1734	0,1786	0,1744	0,1702	0,1702	0,1620	0,1606	0,1713
Prime fixe annuelle (4)	1 127,51	1 157,62	1 130,55	1 102,91	964,82	916,84	916,84	972,27

(1) Taxes comprises.
(2) Baisse de la TVA qui passe de 20,6 % à 5,5 % pour la prime fixe annuelle.
(3) Baisse de la TVA qui passe de 20,6 % à 19,6 % pour la consommation.
(4) Y compris redevance et location-entretien de compteur.

TABLEAU H.02-3

Tarifs de l'électricité à usage domestique à Paris (Taxes comprises)

Aux dates de changement de tarif

Source : Électricité de France

Unités : Abonnements : en francs par mois
Énergie : en francs par kWh

	1997 20 avril	1998 1er mai	(1) 1999 1er janvier	1999 1er mai	(2) 2000 1er avril	2000 1er mai
ABONNEMENTS						
Option de base :						
3 KVA	14,33	14,33	12,54	12,51	12,50	12,50
6 KVA	36,43	36,43	31,87	31,79	31,77	31,77
9 KVA	73,72	73,83	64,58	63,85	63,82	62,82
12 KVA	107,76	106,35	93,03	91,67	91,63	90,17
15 KVA	141,80	138,87	121,48	119,50	119,43	117,53
18 KVA	175,84	171,39	149,93	147,32	147,24	144,88
Option « Heures creuses » :						
6 KVA	66,73	65,44	57,25	58,35	58,32	58,32
9 KVA	118,60	117,47	102,76	55,97	55,94	55,08
12 KVA	170,64	169,51	148,29	100,48	100,43	98,87
15 KVA	222,68	221,55	193,81	144,99	144,92	142,66
18 KVA	274,72	273,59	239,34	189,50	189,40	186,45
24 KVA	442,64	457,51	400,23	234,01	233,89	230,24
30 KVA	610,57	641,44	561,12	391,31	391,11	385,02
36 KVA	778,49	825,36	722,02	548,62	548,33	539,80
Option « Effacement jours de pointe » :						
12 KVA	68,35	68,35	59,79	59,65	59,62	59,62
15 KVA	68,35	68,35	59,79	59,65	59,62	59,62
18 KVA	68,35	68,35	59,79	59,65	59,62	59,62
36 KVA	272,76	272,76	238,61	238,05	237,93	237,93
ÉNERGIE						
Option de base (simple tarif) :						
3 KVA	0,87	0,86	0,86	0,83	0,82	0,81
Option « Heures creuses » (double tarif) :						
Heures pleines	0,73	0,71	0,71	0,68	0,68	0,67
Heures creuses	0,44	0,43	0,43	0,42	0,41	0,41
Option « Effacement jours de pointe » :						
Heures normales	0,49	0,49	0,49	0,49	0,48	0,48
Pointe mobile	3,93	3,93	3,93	3,87	3,84	3,84

(1) Baisse de la TVA, qui passe de 20,6 % à 5,5 % pour les abonnements.
(2) Baisse de la TVA qui passe de 20,6 % à 19,6 % pour la consommation.

TABLEAU H.02-4

Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier

Aux dates de changement de tarif

Source : La Poste — *Unité : Franc*

Nature du service	1er août 1995	18 mars 1996	1997	1998	1999	2000
Service postal						
Lettre missive :						
Jusqu'à 20 grammes :						
- courrier normal	2,40	2,70	2,70	2,70	2,70	2,70
- courrier urgent	2,80	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
De 500 g à 1 kg urgent	21,00	21,00	21,00	21,00	21,00	21,00
Carte postale illustrée simple tarif normal (1)	2,40	2,70	2,70	2,70	2,70	2,70
Coliéco de 1 kg recommandé R1 (2)	32,00	34,50	34,50	34,50	35,00	35,00
Colissimo :						
Départemental :						
- jusqu'à 250 g	13,00	13,00	13,00	13,00	13,50	13,50
- jusqu'à 500 g	18,00	19,00	19,00	19,00	19,50	19,50
Extra-départemental :						
- jusqu'à 250 g	17,00	19,00	19,00	19,00	19,50	19,50
- jusqu'à 500 g	25,00	27,00	27,00	27,00	27,50	27,50
Droit de recommandation (en plus de la taxe d'affranchissement) :						
- lettre R1	16,00	15,50	15,50	15,50	15,50	15,50
- paquet R1	10,00	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50
Lettre, carte postale, pour les pays de la CEE et Saint-Marin (service rapide)	2,80	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
	(3) 1995	(3) 1996	(3) 1997	(3)1998	(3) 1999	(3) 2000
Service financier						
Chèques postaux						
Droit annuel de tenue de compte	6,00	6,50	7,00	8,00	9,00	10,50
Dépôt d'espèces sur le compte d'un tiers (4) :						
- jusqu'à 1 000 F	14,00	16,00	18,00	19,00	20,00	21,00
- de 1 000 F à 10 000 F (5)	20,00	23,00	///	///	///	///
Cartes de paiement						
Carte bleue nationale à débit immédiat	100,00	105,00	110,00	115,00	120,00	131,19
Carte bleue internationale Visa à débit immédiat	155,00	160,00	165,00	175,00	180,00	183,67
Mandats						
Mandat-lettre jusqu'à 1 000 F (régime intérieur) [6]	22,00	26,00	30,00	32,00	33,00	34,00
Mandat-carte jusqu'à 1 000 F (régime intérieur)	28,00	32,00	34,00	35,00	36,00	37,00

(1) Quel que soit le nombre de mots.
(2) Uniquement extra-départemental.
(3) Date d'effet le 1er août.
(4) Remplace « Mandats ordinaires de versement sur un autre compte » figurant dans l'édition de 1993.
(5) À compter de 1997, taux variable selon les tranches.
(6) Au delà de 1 000 francs , taux variable selon les tranches.

TABLEAU H.02-5

Tarifs des taxis à Paris

Aux dates de changement de tarif

Source : Préfecture de Paris — *Unité : Franc*

	1994 7 février	1995 6 janvier	1996 6 janvier	1997 12 janvier	1998 22 janvier	1999 13 janvier	2000 20 janvier	2000 10 octobre
Jour :								
Prise en charge	12,00	12,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
Le kilomètre	3,23	3,29	3,36	3,45	3,53	3,58	3,63	3,87
Nuit :								
Prise en charge	12,00	12,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
Le kilomètre	5,10	5,19	5,45	5,70	5,83	5,94	6,05	6,32

TABLEAU H.02-6

Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne

Aux dates de changement de tarif

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

Unité : Franc

	1995 1er août	1996 1er juillet	1997 1er août	1998 1er juillet	1999 1er juillet	2000 1er juillet
Métro et autobus (plein tarif)						
Tickets pour trajets simples :						
- à l'unité	7,50	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
- au carnet	4,40	4,70	4,80	5,20	5,50	5,80
Carte orange mensuelle	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(3)
Coupon valable dans les zones 1 et 2	345/230	365/243	383/255	407/271	407/279	285
Coupon valable dans les zones 1 à 3	507/311	547/334	573/350	589/362	589/370	378
Coupon valable dans les zones 1 à 4	713/414	743/432	767/447	777/456	777/465	475
Coupon valable dans les zones 1 à 5	907/511	927/524	961/544	975/555	975/565	577
Coupon valable dans les zones 1 à 6	987/551	1 063/592	1 107/617	1 123/629	1 123/636	649
Coupon valable dans les zones 1 à 7	1 133/624	1 209/665	1 259/693	1 279/707	1 279/714	728
Coupon valable dans les zones 1 à 8	1 269/692	1 361/741	1 413/770	1 435/785	1 435/792	805

(1) 1ère classe.
(2) 2ème classe.
(3) Depuis le 1er septembre 1999, la 1ère classe est supprimée sur le RER (et les trains de banlieue).

Chapitre H.03

Indices de prix de gros
Indices de prix de vente industriels
Indice du coût de la construction
Indice des prix des logements anciens

1. Méthodologie.
2. Sources de documentation.
3. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production.
2. Indices annuels des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens.
3. Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA).
4. Indices de prix de vente de l'industrie (hors taxes).
5. Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation.

6A. Indices trimestriels des prix des logements anciens à Paris.

6B. Indices trimestriels des prix des logements anciens en Province.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction des Statistiques d'entreprises et de la division « Logement » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

1.1 Indice des prix des produits agricoles à la production [IPPAP]
(base 100 en 1995)

L'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) base 100 en 1995 prend la suite de l'indice base 100 en 1990. La méthodologie de l'indice par rapport à la base 100 en 1990 diffère par les changements de pondérations et par l'observation des prix de marché c'est-à-dire comprenant les taxes.

Cet indice permet de mesurer l'évolution des prix perçus par les agriculteurs en contrepartie des produits qu'ils livrent. C'est l'une des sources d'information sur les variations de prix utilisées dans la confection des comptes de l'agriculture. La méthodologie de l'IPPAP est harmonisée au plan européen par le groupe « Statistiques des prix agricoles » d'EUROSTAT.

1.1.1 Les sources d'information

L'indice est élaboré à partir de l'observation des prix de marché. Les prix sont en principe relevés au stade de la production. Les principales sources d'information utilisées sont :

— Le ministère de l'agriculture et de la pêche :

  Services central des enquêtes et des études statistiques (SCEES)

  Services des nouvelles des marchés (SNM);

— Les Offices :

  Office national interprofessionnel des céréales (ONIC);

  Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (OFIVAL);

  Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS);

— Les comités interprofessionnels des régions viticoles.

1.1.2 Formule de calcul

L'IPPAP est un indice de Laspeyres. On constitue pour chaque poste un échantillon composé de séries représentatives selon certains critères (géographiques, qualitatifs...). L'indice mensuel d'un poste élémentaire est le quotient du prix moyen calculé chaque mois sur cet échantillon, avec celui de l'année de base. Le prix moyen de l'année de base est une moyenne arithmétique pondérée par les quantités produites. De même, l'indice d'un regroupement est la moyenne arithmétique des indices des postes et des regroupements qui en font partie, pondérés par la valeur des productions de l'année de base. Par exemple, le poste « œufs » est calculé à partir des séries départementales de prix. Il fait partie du regroupement « volailles, œufs et lapins » lui-même regroupé dans l'ensemble « produits animaux ».

1.1.3 Structure de l'indice

Les pondérations relatives aux produits livrés par les agriculteurs entrant dans le champ de l'indice sont recalculées à partir des comptes économiques de l'agriculture de 1995 établis par l'INSEE. Ces pondérations doivent être représentatives des productions des agriculteurs dans le cadre de leur activité. Elles ne changeront qu'avec une nouvelle année de référence. Les changements ont lieu tous les cinq ans.

1.2 Indice des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens
(base 100 en 1995)

L'indice des prix de gros alimentaires base 100 en 1995 fait suite à l'indice base 100 en 1962, après rénovation. Cet indice qui retrace l'évolution des prix des produits alimentaires au stade de gros est calculé à partir des relevés de prix réalisés chaque jour à Rungis par le service des nouvelles du marché du Ministère de l'agriculture (SNM). Il couvre cinq secteurs : fruits, légumes, produits de la marée, viande, œufs et produits laitiers.

L'indice doit retracer les évolutions de prix à travers les différentes mutations du marché, qu'il s'agisse de changements dans la structure des arrivages ou du calendrier.

Les indices des postes élémentaires sont calculés chaque mois, puis l'indice de chaque secteur et enfin l'indice général. Ils sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE.

Les indices moyens annuels des postes élémentaires sont obtenus par moyenne arithmétique des indices mensuels avec des pondérations variables du mois dans l'année sauf pour les produits laitiers où elles sont égales à 1 pour les douze mois. Ensuite, les indices annuels moyens de chaque secteur et l'indice annuel moyen général sont obtenus par moyenne arithmétique des indices moyens annuels des postes élémentaires avec pondérations variables selon les postes.

1.3 Indice des prix d'achat des moyens de production agricole [IPAMPA]
(base 100 en 1995)

L'IPAMPA permet de suivre l'évolution des prix des biens et services utilisés par les exploitants dans le cadre de leur activité agricole. La méthodologie de l'indice base 1995 est identique à celle de la base 1990. Cependant, les pondérations pour les séries de produits entrant dans le champ de l'indice ont été recalculées à partir des comptes économiques de l'agriculture de 1995 établis par l'INSEE. Ces pondérations doivent être représentatives de la consommation réelle des agriculteurs dans le cadre de leur activité. Elles ne changeront qu'avec une nouvelle année de référence. La série relative aux animaux d'élevage et de rente a été supprimée. Cette suppression a été décidée au plan européen par le groupe « prix agricoles » d'EUROSTAT.

L'indice des prix base 1995 comme celui de la base 1990, est composé de 2 parties :

— l'indice des prix des consommations intermédiaires de l'agriculture (IPCIA)

— l'indice des prix des biens d'investissement de l'agriculture (IPBIA).

L'indice est calculé à partir d'une enquête réalisée par le SCEES dans les domaines des engrais, des aliments pour animaux, des produits phytosanitaires, des semences, des dépenses vétérinaires et du petit matériel,

et à partir d'indicateurs divers pour les autres biens et services. L'enquête du SCEES relève les prix de 4 500 articles auprès de 250 points de vente chaque mois.

Le champ de l'enquête correspond aux prix de vente des produits effectués vers le secteur agricole. S'agissant d'un indice destiné à mesurer l'évolution des coûts des intrants, il s'adresse pour l'essentiel aux professionnels de l'agriculture travaillant sur des exploitations agricoles.

1.4 Indice de prix de vente industriels
(base 100 en 1995)

La diffusion des indices de prix de vente de l'industrie et des services aux entreprises, base 1995, année de référence 1995, fait suite à celle des indices base 1990, référence 1990.

Les indices de prix de vente de l'industrie et des services aux entreprises mesurent l'évolution mensuelle des prix de transaction hors taxes à la première commercialisation des produits ou des prestations fabriqués en France (importés dans certains cas) sur le marché national. Des extensions sont en cours pour construire dans les années à venir des indices des prix sur les marchés à l'exportation dans l'industrie et un indice couvrant l'ensemble du champ des services aux entreprises. Ces indices existent au niveau international et font l'objet d'une harmonisation au niveau européen. La publication d'indices mensuels (ou trimestriels) à un niveau détaillé repose sur l'enquête « Observation des Prix de Vente de l'Industrie et des Services aux entreprises » (PVIS). Celle-ci concerne 4 200 entreprises participantes, 24 000 relevés de prix, 1 000 indices réservés aux entreprises participantes et 650 indices publics.

La préparation de l'enquête comporte trois phases : l'étude de la branche, la constitution de l'échantillon provisoire d'entreprises et la mise au point définitive de l'échantillon, en liaison avec les organisations professionnelles de la branche.

1.5 Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation
(base 100 : 4e trimestre 1953)

Cet indice est calculé chaque trimestre par l'INSEE en collaboration avec le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. Il mesure l'évolution du prix global de la construction d'immeubles à usage d'habitation (depuis les fondations jusqu'à la finition). Il fait appel à l'observation des prix effectivement payés pour des immeubles réellement construits. Cette observation tient compte du genre de la construction (individuelle ou collective), du mode de financement (HLM-location, HLM-accession, avec prime, assortie ou non de prêt, construction non aidée) et de l'importance des chantiers.

Cet indice reflète non seulement les variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux) mais aussi celle des frais financiers engagés éventuellement par les promoteurs et qui sont susceptibles de les affecter (taxe professionnelle et autres impôts, loyer de l'argent etc.), de même que les variations des taxes diverses (dont TVA) et des marges bénéficiaires des différents corps de métiers. L'indice s'applique à l'ensemble du territoire national. C'est la référence explicite du prix des loyers dans le secteur libre.

Il ne prend pas en considération le prix des terrains et les frais d'aménagement de ces derniers (frais de voirie, raccordements, etc.). Il ne tient pas compte non plus des frais d'études (honoraires d'architecte). Enfin, il ne s'applique qu'à la construction des locaux à usage d'habitation et non à celle des bâtiments industriels, scolaires, hospitaliers etc. Il ne peut être utilisé non plus pour mesurer le coût des réparations d'immeubles ou de leur entretien.

Pour mesurer les seules variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux), divers organismes, publics ou privés, calculent des indices particuliers. Tels sont les indices pondérés départementaux calculés par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. Tels sont également l'indice de l'Académie d'architecture (AA) [anciennement Société centrale des architectes] ou l'indice de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) qui, d'une part, ne font pas appel à l'observation des prix réellement payés pour des constructions effectivement réalisées et qui, d'autre part, ne sont applicables que dans la région parisienne. L'indice AA est utilisé pour la révision du prix des réparations d'immeubles. L'indice FNB, établi à la demande des compagnies d'assurances, est utilisé pour le règlement des primes ou des indemnités à la suite de sinistres.

1.6 Indices des prix des logements anciens
(base 100 : 2ème et 4ème trimestres 1994)

Ces indices sont calculés chaque trimestre par l'INSEE en collaboration avec la chambre des notaires de Paris et la société Perval-M.I.N (Marché immobilier des notaires) qui enregistre dans des bases les données collectées lors des transactions immobilières.

Le champ des indices comprend toutes les transactions de gré à gré (avec ou sans intermédiaire) portant sur un logement ancien (au sens fiscal du terme, c'est-à-dire construit depuis plus de 5 ans ou ayant fait l'objet d'une mutation) à usage d'habitation, en pleine propriété et libre d'occupation. L'indice « maisons » est restreint aux logements individuels, les indices « appartements » concernent les logements dans un immeuble collectif. Le prix retenu est le prix net vendeur, hors droits de mutation, frais de notaire et commission d'agence.

La méthodologie de ces indices repose sur des modèles expliquant le prix d'un logement en fonction de ses caractéristiques. À l'aide de ces modèles, on estime la valeur d'un parc de logements de référence aux prix de la période courante. Un indice est défini comme le rapport entre la valeur courante de ce parc et sa valeur à la période de base. La période de base (indice = 100) est le 2ème trimestre 1994 pour l'indice « Paris » et le 4ème trimestre 1994 pour les indices « Province ». L'indice « Paris » est semestriel glissant, c'est-à-dire qu'il est recalculé chaque trimestre à partir des transactions du dernier semestre, tandis que les indices « Province » sont annuels glissants.

L'ambition commune aux notaires et à l'INSEE est d'aboutir, à terme, à un indice global couvrant l'ensemble du marché métropolitain, tous types de logements confondus. Pour l'instant, 3 segments du marché sont couverts : les appartements à Paris, les appartements dans les agglomérations de province ayant plus de 10 000 habitants (avec 2 sous-indices pour les villes centres et pour les banlieues de ces agglomérations) et les maisons en province.

2. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE, direction des Statistiques d'entreprises.

Publications :

« Indices des prix de gros alimentaires, nouvelle base 100 en 1995 : méthodologie et rétrospective de 1995 à 1998 », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 9, septembre 1999;

« Un nouvel indice des prix pour l'agriculture, l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 2, février 2000;

« Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) : présentation de la base 1995 », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 6, juin 2000;

« Les indices de prix de vente industriels, référence 100 = 1995 », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 7, juillet 2000;

« La mesure des mouvements des prix agricoles », *INSEE-Résultats,* n° 429, système productif, n° 92, novembre 1995;

« Les surprenantes variations des prix industriels de la viande », *INSEE-Première*, n° 615, novembre 1998;

« Les indices de prix de vente de l'industrie et des services aux entreprises (PVIS) » - Méthodologie, *INSEE* méthodes, n° 89, octobre 1999;

« L'IPAMPA (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) » - Méthodologie, *INSEE* méthodes, n° 94 janvier 2000;

« Les indices, Notaires-INSEE, des prix des logements anciens » - Méthodologie, *INSEE* méthodes, (à paraître).

*
* *

TABLEAU H.03-1

Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1995

	Pondération	1995	1996	1997	1998	1999
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**100,0**	**99,8**	**99,8**	**99,4**	**96,4**
INDICE GÉNÉRAL SANS FRUITS ET LÉGUMES	**89 469**	**100,0**	**99,1**	**99,1**	**98,3**	**95,3**
• **Produits végétaux sans fruits et légumes**	**41 147**	**100,0**	**98,7**	**96,7**	**98,0**	**95,9**
Céréales	12 371	100,0	98,3	92,7	82,7	82,1
dont : Blé tendre	7 239	100,0	98,8	95,7	83,8	82,1
Maïs	3 072	100,0	98,6	85,6	80,4	82,4
Orge de mouture	1 253	100,0	97,9	94,9	85,9	87,6
Pommes de terre	2 093	100,0	74,2	69,9	89,2	94,9
Vins	15 920	100,0	100,4	100,3	110,8	108,9
Vins de consommation courante	2 246	100,0	98,9	96,1	100,3	108,9
Vins d'appellation	13 010	100,0	100,6	101,3	113,5	109,6
Produits de l'horticulture	4 200	100,0	99,6	99,5	97,5	96,8
Oléagineux	2 026	100,0	102,5	105,4	109,7	86,5
• **Produits animaux**	**48 322**	**100,0**	**99,4**	**101,2**	**98,6**	**94,9**
Bétail sur pieds	22 719	100,0	97,1	101,0	96,5	93,0
dont : Gros bovins	11 976	100,0	87,9	93,1	98,8	96,2
Veaux de boucherie	2 643	100,0	91,4	96,0	101,3	100,6
Porcins	6 288	100,0	114,7	114,9	86,6	80,8
Ovins	1 178	100,0	113,9	122,7	111,9	106,1
Lait	16 932	100,0	99,6	99,3	100,6	98,6
Volailles, œufs et lapins	8 671	100,0	105,0	105,6	100,5	92,4
Poulets	3 132	100,0	102,1	104,9	100,7	92,9
Dindes et dindons	1 811	100,0	102,2	106,0	102,3	92,0
Lapins	656	100,0	99,8	100,9	101,5	93,3
Œufs	1 575	100,0	120,6	114,7	100,7	92,8
• **Fruits et légumes**	**10 531**	**100,0**	**104,6**	**104,5**	**109,5**	**103,6**
Légumes	6 346	100,0	109,3	107,3	104,3	106,7
Fruits	4 185	100,0	97,4	100,3	117,5	98,8

(1) La méthodologie de ces indices est publiée dans le Bulletin mensuel de statistique de juin 2000.

TABLEAU H.03-2

Indices annuels (1) des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens

Source : INSEE

	Pondération	Base 100 en 1995				
		1995	1996	1997	1998	1999
INDICE GÉNÉRAL	**1 000**	**100,0**	**100,9**	**100,0**	**99,9**	**98,7**
Fruits	**207**	**100,0**	**93,6**	**95,2**	**100,3**	**95,5**
dont : Fraises	18	100,0	100,6	81,8	85,6	66,1
Pommes	23	100,0	115,3	94,4	107,6	101,9
Pêches	8	100,0	103,6	81,2	102,6	60,8
Fruits exotiques	103	100,0	91,0	95,9	96,9	100,7
Légumes	**159**	**100,0**	**104,0**	**96,2**	**97,5**	**97,9**
dont : Tomates	29	100,0	107,6	99,9	103,6	96,8
Salades	16	100,0	143,6	134,0	123,1	134,7
Melon	18	100,0	80,2	62,0	49,9	66,1
Pommes de terre	16	100,0	73,7	70,8	75,8	74,2
Marée	**116**	**100,0**	**100,0**	**106,2**	**111,9**	**115,4**
dont : Poissons	71	100,0	99,3	105,1	111,3	113,5
Crustacés	31	100,0	101,4	106,0	110,6	117,8
Coquillages	11	100,0	98,7	106,1	106,7	106,8
Viandes	**331**	**100,0**	**101,0**	**101,1**	**98,2**	**99,1**
dont : Bœuf	115	100,0	91,9	95,0	96,0	94,2
Veau	43	100,0	91,5	98,5	108,5	107,1
Agneau	35	100,0	117,5	126,4	117,1	125,1
Porc	63	100,0	108,5	110,3	86,4	85,8
Volaille	44	100,0	113,4	106,5	104,7	101,5
Œufs et produits laitiers	**187**	**100,0**	**106,5**	**106,2**	**104,0**	**101,3**
dont : Beurre	17	100,0	100,6	102,7	106,5	103,6
Œufs	31	100,0	133,9	131,5	111,9	99,1
Fromages	82	100,0	101,4	101,9	104,5	103,7

(1) Les indices mensuels sont publiés dans le Bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.03-3

Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA)

Source : INSEE

Base 100 en 1995

	Pondération	1995	1996	1997	1998	1999
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**100,0**	**103,8**	**105,4**	**103,4**	**102,4**
1. Biens et services de consommation courante	**77 887**	**100,0**	**104,3**	**106,0**	**103,1**	**101,5**
Énergie et lubrifiants	**6 645**	**100,0**	**112,3**	**116,4**	**108,3**	**113,6**
Semences	**4 504**	**100,0**	**101,1**	**101,9**	**102,8**	**104,1**
Engrais et amendements	**9 515**	**100,0**	**104,6**	**102,7**	**101,8**	**99,3**
dont : Engrais simples azotés	3 357	100,0	107,0	100,0	93,2	85,0
Engrais binaires	1 819	100,0	102,7	103,7	107,4	107,3
Engrais binaires np	395	100,0	106,2	107,3	111,3	105,7
Engrais binaires pk	1 378	100,0	101,7	102,7	106,4	107,9
Engrais binaires nk	46	100,0	102,8	103,9	104,1	105,3
Engrais ternaires	2 759	100,0	104,5	104,7	105,6	106,3
Produits de protection des cultures	**8 193**	**100,0**	**101,4**	**102,2**	**102,1**	**102,1**
dont : Fongicides	2 967	100,0	100,8	101,3	100,5	99,9
Insecticides et acaricides	1 127	100,0	101,1	102,0	102,5	102,9
Herbicides	3 475	100,0	102,0	103,2	103,3	103,7
Aliments des animaux	**23 117**	**100,0**	**105,2**	**108,7**	**100,5**	**92,8**
dont : Aliments pour veaux	489	100,0	98,4	99,2	97,6	94,6
Aliments pour gros bovins	4 226	100,0	105,5	109,4	101,8	93,8
Aliments pour porcins	6 702	100,0	104,4	106,5	98,2	90,0
Aliments pour volailles	6 750	100,0	103,6	105,0	98,5	90,8
Matériel et petit outillage	**1 305**	**100,0**	**94,2**	**93,3**	**94,3**	**92,6**
Produits et services vétérinaires	**3 253**	**100,0**	**103,6**	**105,1**	**106,6**	**107,3**
2. Biens et services d'investissement	**22 113**	**100,0**	**101,9**	**103,5**	**104,5**	**105,6**
dont : Machines et biens d'équipement	15 655	100,0	102,2	103,4	104,6	105,5
dont : Machines et matériel de culture	3 600	100,0	102,4	103,9	105,2	105,9
Machines et matériel de récolte	3 914	100,0	102,2	103,4	104,8	106,8
Machines et installation à la ferme	2 018	100,0	102,0	103,0	104,9	105,9
Tracteurs	5 167	100,0	102,4	103,9	104,5	104,8

TABLEAU H.03-4

Indices de prix de vente de l'industrie (hors taxes)

Source : INSEE

Base 100 en 1995

Intitulé du produit	N° de NES	Pondération	1995	1996	1997	1998	1999
Ensemble de l'industrie (NES EB à EG)		**1 000**	///	///	///	///	**101,3**
Ensemble de l'industrie hors énergie et IAA (NES EC à EF)		**683**	///	///	///	///	**100,0**
Produits des industries agro-alimentaires	**EB**	**189**	**100,0**	**100,6**	**102,3**	**102,2**	**101,2**
Industries alimentaires	**15 00**	**187**	**100,0**	**100,6**	**102,2**	**102,1**	**101,0**
Viandes et produits à base de viande	15 10	46	100,0	102,2	106,7	101,9	98,9
Poissons et produits de la pêche préparés	15 20	3	100,0	100,8	103,8	112,5	117,3
Produits à base de fruits et légumes	15 30	8	100,0	99,2	97,5	99,4	101,7
Huiles, tourteaux et corps gras	15 40	3	100,0	101,3	103,0	111,2	101,8
Produits laitiers et glaces	15 50	40	100,0	100,0	100,5	101,4	100,9
Farine, céréales transformées et produits amylacés	15 60	6	100,0	98,0	96,9	95,2	92,8
Aliments pour animaux	15 70	17	100,0	102,1	103,4	98,3	93,5
Autres produits alimentaires	15 80	33	100,0	98,7	100,0	102,4	103,0
Boissons	15 90	31	100,0	100,8	101,3	104,7	105,4
Produits à base de tabac	**16 00**	**2**	**100,0**	**104,4**	**115,0**	**114,1**	**123,9**
Biens de consommation	**EC**	**174**	///	///	///	///	**99,8**
Cuirs, articles de voyage, chaussures	12	7	///	///	101,6	102,6	100,4
Savons parfums et produits d'entretien	32	20	100,0	100,8	100,3	100,8	102,2
Équipement du foyer	40	49	///	///	///	100,0	99,8
Fabrication de meubles	41	27	100,0	101,2	101,3	101,7	102,3
Bijoux, instruments de musique	42	4	///	///	///	///	101,5
Articles de sport, jeux et produits divers	43	8	///	///	///	///	100,0
Appareils domestiques	44	6	///	///	///	98,1	94,9
Appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	45	1	///	///	93,2	86,4	80,5
Produits de l'industrie automobile	**ED**	**81**	///	///	**98,0**	**96,4**	**95,0**
Produits de la construction automobile	01	57	///	///	97,9	96,3	95,1
Équipements pour automobiles	02	24	100,0	99,8	98,0	96,4	94,8
Biens d'équipement	**EE**	**141**	///	///	///	**100,1**	**100,0**
Industries des équipements mécaniques	20	98	///	///	100,4	101,0	101,1
Réservoirs, chaudières, produits de la chaudronnerie	22	28	///	///	100,6	101,4	101,3
Équipements mécaniques	23	14	100,0	101,3	101,9	101,9	101,8
Machines d'usage général	24	27	100,0	100,5	100,0	100,5	101,7
Machines agricoles	25	11	100,0	102,2	103,3	104,6	105,8
Machines outils	26	3	100,0	102,1	102,1	102,8	102,1
Moteurs génératrices et transformateurs électriques	32	7	100,0	103,1	104,8	105,5	107,0
Matériel médicochirurgical, d'orthopédie	34	6	///	///	100,2	98,5	97,0
Biens intermédiaires	**EF**	**287**	**100,0**	**97,3**	**96,7**	**95,8**	**94,5**
Produits minéraux	10	42	100,0	100,4	100,3	101,2	102,4
Produits divers des industries extractives	12	9	100,0	101,5	101,9	103,2	104,9
Verre et articles en verre	13	8	100,0	99,3	97,0	96,1	94,9
Produits céramiques et matériaux de construction	14	25	100,0	100,4	100,7	102,1	104,0
Produits de l'industrie textile	20	21	100,0	99,0	100,1	97,7	96,4
Produits filés, tissés ou ennoblis	21	9	100,0	97,3	101,4	97,0	93,0
Étoffes et articles à maille	23	3	100,0	100,1	101,0	101,6	102,2
Produits en bois, papier ou carton	30	46	100,0	95,4	93,3	94,3	93,7
Produits du travail du bois	31	18	100,0	99,3	99,1	99,7	100,1
Pâte à papier, papiers et carton	32	9	100,0	86,3	83,4	86,2	84,3
Articles en papier ou en carton	33	19	100,0	96,2	92,4	93,1	92,2
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	40	73	100,0	97,2	97,0	94,7	92,5
Produits de la chimie minérale	41	9	100,0	101,8	97,4	97,5	92,6
Produits de la chimie organique	42	12	100,0	86,3	92,6	84,3	80,8
Produits de la parachimie	43	13	100,0	100,7	100,2	99,7	99,8
Fibres artificielles ou synthétiques	44	1	///	///	///	100,0	96,1
Produit en caoutchouc	45	8	100,0	99,9	97,2	93,4	91,2
Produits en matières plastiques	46	29	100,0	98,0	97,2	96,2	94,6
Métaux ou produits métallurgiques	50	79	100,0	96,1	95,8	95,2	93,2
Produits de la sidérurgie et de la 1ère transformation de l'acier	51	19	100,0	93,4	91,0	92,8	86,0
Métaux non ferreux	52	7	100,0	92,5	100,0	93,9	91,3
Pièces de fonderie	53	9	100,0	99,5	99,4	98,4	96,6
Produits métalliques	55	19	///	///	///	///	100,1
Composants électriques et électroniques	60	26	100,0	98,0	95,9	93,0	90,9
Matériel électrique	61	23	100,0	99,2	98,1	95,4	93,7
Composants électroniques	62	3	100,0	88,6	79,3	74,6	69,5

TABLEAU H.03-4 (suite et fin)

Indices de prix de vente de l'industrie (hors taxes)

Source : INSEE

Base 100 en 1995

Intitulé du produit	N° de NES	Pondération	1995	1996	1997	1998	1999
Produits énergétiques tous usages	**EG**	**128**	**100,0**	**106,3**	**108,2**	**99,7**	**104,2**
Combustibles et carburants	10	35	100,0	122,0	130,4	103,8	124,9
Eau, gaz, électricité	20	93	100,0	100,3	99,6	98,2	96,3
Électricité, gaz, chaleur	21	82	100,0	99,6	98,4	96,4	94,0
Eau potable distribuée à usage non domestique (hors assainissement)	22	6	100,0	103,8	107,0	107,9	109,4

TABLEAU H.03-5

Indice trimestriel du coût de la construction (1) des immeubles à usage d'habitation

Source : INSEE

Base 100 : 4ème trimestre 1953

	1995	1996	1997	1998	1999
1er trimestre	1 011	1 038	1 047	1 058	1 071
2ème trimestre	1 023	1 029	1 060	1 058	1 074
3ème trimestre	1 024	1 030	1 067	1 057	1 080
4ème trimestre	1 013	1 046	1 068	1 074	1 065
Moyenne annuelle	**1 017,8**	**1 035,8**	**1 060,5**	**1 062,7**	**1 072,5**

(1) Des évolutions annuelles des prix de la construction selon la situation géographique et le type d'habitat sont publiées dans le bulletin mensuel de statistique n° 6 de juin 1998 page 147.

TABLEAU H.03-6A

Indices trimestriels des prix des logements anciens à Paris

Sources : Chambre des notaires de Paris et INSEE

Base 100 = 2ème trimestre 1994

Paris - Appartements

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1er trimestre	...	124,4	116,4	104,0	100,2	96,8	88,3	83,3	82,0	86,6	97,5
2ème trimestre	116,4	125,5	111,2	101,6	100,0	95,1	86,4	82,3	82,6	89,1	///
3ème trimestre	122,7	124,9	109,3	101,1	100,7	93,5	85,8	83,2	84,0	92,0	///
4ème trimestre	124,9	122,0	107,5	101,0	99,5	91,5	85,0	82,9	85,0	94,7	///

TABLEAU H.03-6B

Indices trimestriels des prix des logements anciens en Province

Sources : Société Perval - M.I.N (Marché Immobilier des Notaires) et INSEE

Base 100 = 4ème trimestre 1994

	Maisons	Appartements (1)		
		Villes-centres	Banlieues	Ensemble
1995				
1er trimestre	100,4	99,4	99,7	99,5
2ème trimestre	100,6	99,0	99,4	99,1
3ème trimestre	101,4	98,5	99,1	98,6
4ème trimestre	102,1	98,0	99,1	98,3
1996				
1er trimestre	102,5	98,0	99,1	98,3
2ème trimestre	103,9	97,8	99,0	98,1
3ème trimestre	105,3	97,8	99,3	98,2
4ème trimestre	107,2	98,1	99,6	98,5
1997				
1er trimestre	107,8	97,9	99,5	98,3
2ème trimestre	109,3	97,7	99,3	98,1
3ème trimestre	111,5	97,8	99,7	98,3
4ème trimestre	113,8	97,4	99,7	98,0
1998				
1er trimestre	113,3	97,4	99,6	98,0
2ème trimestre	114,2	97,8	100,2	98,4
3ème trimestre	114,6	98,0	100,6	98,7
4ème trimestre	115,2	98,8	101,1	99,4
1999				
1er trimestre	118,9	98,5	101,7	99,3
2ème trimestre	120,8	99,3	102,8	100,2
3ème trimestre	123,7	101,2	104,2	102,0
4ème trimestre	127,1	102,9	105,0	103,7
2000				
1er trimestre	129,4	103,9	106,0	104,7

(1) Pour les agglomérations de plus de 10 000 habitants.

Chapitre I.01

Agriculture et industries agricoles et alimentaires

Agriculture
et industries agricoles
et alimentaires

Chapitre I.01

Agriculture

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux.

Graphique. Nombre et surface des exploitations agricoles en 1997 selon leur taille.

1. Répartition des exploitations agricoles selon leur superficie.
2. Nombre et superficie des exploitations agricoles dans l'Union européenne.
3. Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique.
4. Actifs agricoles selon leur statut.
5. Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation.
6. Utilisation du territoire et des terres arables.
7. Valeur vénale de certaines terres.
8. Acquisitions de gros matériels neufs.
9. Livraisons d'engrais.
10. Superficies remembrées.
11. Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC).
12. Opérations des caisses régionales de Crédit agricole.
13. Concours publics à l'agriculture.
14. Cheptel et production agricole de l'Union européenne.
15. Production de céréales.
16. Production des cultures industrielles et de pommes de terre.
17. Production de vin.
18 Production de légumes frais.
19. Production fruitière.
20. Cheptel.
21. Principales productions animales.
22. Commerce extérieur des produits agricoles, en valeur.
23. Compte spécifique de la branche « agriculture » : de la production au revenu d'entreprise agricole.
24. Compte spécifique de la branche « agriculture » : valeur de la production à prix courants.
25. Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille.
26. Départements d'outre-mer : utilisation du territoire et des terres arables.
27. Caractéristiques principales de l'agriculture dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques.

1. MÉTHODOLOGIE

11. Enquêtes

Une grande partie des tableaux de ce chapitre est extraite de la « Statistique agricole annuelle (SAA) » publiée par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques). Cette SAA est un document de synthèse réalisé à partir d'états établis en début d'année par les services statistiques des directions départementales de l'Agriculture et de la Forêt, pour l'année civile précédente.

Ceux-ci disposent, d'une part, de différentes sources de renseignements traditionnellement utilisées : évaluations des correspondants et experts agricoles, données chiffrées fournies par les organismes administratifs ou techniques professionnels, et, d'autre part, de résultats d'investigations statistiques : citons notamment les enquêtes par sondage sur la structure des cheptels bovin, caprin, porcin et ovin, sur la structure des vergers, sur la production des terres labourables. L'enquête dite « Utilisation du territoire », réalisée par contrôle au sol de points d'observation matérialisés sur un échantillon de photos aériennes, donne des informations dans tous les départements sur la destination des sols, qu'ils soient à usage agricole ou non agricole.

La plupart de ces enquêtes couvrent l'ensemble du territoire métropolitain.

Périodiquement sont réalisés des recensements ou des enquêtes par sondage sur la structure des exploitations; recensements en, 1970, 1979 et 1988 puis en 2000, enquêtes par sondage au 1/10 environ en 1981, 1983, 1985, 1987, 1990, 1993, 1995, 1997.

Recensements et enquêtes de structure donnent toute une série de renseignements sur :

— l'utilisation du sol, les cultures, le mode de faire-valoir;

— le cheptel;

— le matériel;

— les personnes vivant avec le chef d'exploitation ou travaillant sur l'exploitation;

— l'existence de comptabilité, d'activités para-agricoles, etc.

Aucun renseignement n'est relevé en termes monétaires.

Le caractère exhaustif des recensements permet d'assurer la diffusion des principales données au niveau géographique le plus fin, canton ou région agricole voire commune.

12. Structure des exploitations (France et CE)

Des règlements successifs assurent la cohérence des concepts utilisés dans la communauté européenne, l'harmonisation des nomenclatures et les périodes de réalisation des enquêtes dans chaque pays membre.

Certains résultats des enquêtes de structure sont publiés dans la classification européenne des exploitations agricoles. La procédure générale consiste à valoriser chaque rubrique de surface ou de cheptel d'une exploitation par un coefficient de valeur standard s'appuyant sur le concept de marge brute. On calcule ainsi une valeur globale dont l'importance caractérise la dimension de l'exploitation [taille exprimée en MBS (1)]. La structure au regard des différents pôles de spéculation agricoles permet de déterminer l'orientation principale de l'exploitation en fonction d'une grille de classification définie *a priori*, l'orientation technico-économique des exploitations agricoles (OTEX).

13. Moyens de production

131. Actifs agricoles

Les effectifs des actifs familiaux et des salariés permanents agricoles sont tirés des enquêtes et recensements du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES). Il s'agit, dans ce cas, de toutes les personnes ayant travaillé de manière régulière sur une exploitation agricole, quelle que soit par ailleurs leur catégorie socioprofessionnelle.

132. Répartition des terres selon l'utilisation

Les données portant sur la répartition du territoire selon l'utilisation qui en est faite et la répartition des terres arables selon les cultures, sont issues de la « Statistique agricole annuelle », document établi chaque année par les services départementaux de statistique agricole.

133. Valeur des terres agricoles

La valeur vénale des terres agricoles est obtenue annuellement par une enquête « à dire d'experts » réalisée par les services statistiques des directions départementales du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et exploitée par le Service central des enquêtes et études statistiques. Les résultats complets par petite région agricole, accompagnés de commentaires détaillés par département, paraissent dans *Agreste-Données chiffrées.*

134. Financement (Crédit agricole)

La Caisse nationale de crédit agricole, les caisses régionales de crédit agricole mutuel et leurs caisses locales affiliées assurent l'essentiel des prêts accordés à l'agriculture.

14. Production végétale

Les données portant sur les productions végétales sont issues de la statistique agricole annuelle. Le concept de production est celui de production récoltée, le rendement qui sert à calculer cette production est dit « en récolte », il exclut :

— les pertes sur le champ;

— les pertes en cours de transfert jusqu'à la ferme;

— les parties de produits inutilisables;

— les produits fatals.

---

(1) Marge brute standard.

15. Production animale (France et CE)

La production de viande (production indigène brute ou PIB) est évaluée sur le plan national à partir des abattages contrôlés, redressés pour tenir compte des animaux non contrôlés, auxquels on ajoute le solde du commerce extérieur net d'animaux de boucherie vivants.

16. Commerce extérieur

Le commerce extérieur agro-alimentaire est étudié selon la nomenclature NAF et regroupé selon la nomenclature NES pour les besoins des Comptes Nationaux en base 1995.

17. Comptes de l'agriculture

Les comptes de l'agriculture sont évalués selon les méthodes définies pour la base 1995. Les comptes des années écoulées antérieures à $n-3$ sont définitifs.

Ces résultats concernent l'agriculture au sens strict et non pas l'ensemble « agriculture - sylviculture - pêche », le plus souvent présenté dans les comptes nationaux.

18. Départements d'outre-mer

Bien que s'inspirant des travaux métropolitains, les concepts et définitions ont été adaptés au contexte particulier de ces départements.

2. DÉFINITIONS

Artisans ruraux

Chefs d'entreprises immatriculés au Répertoire des métiers, travaillant en milieu rural et consacrant la majeure partie de leur activité à la satisfaction des besoins de l'agriculture.

Concours publics à l'agriculture

Il s'agit de l'ensemble des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture :

— dépenses inscrites au budget général (budget du ministère de l'Agriculture et de la Pêche), certaines parties du budget des charges communes et du budget des services généraux du Premier ministre;

— dépenses de l'État non inscrites au budget général : comptes spéciaux du Trésor (fonds national de développement des adductions d'eau et le fonds forestier national); budget annexe des prestations sociales agricoles sans les cotisations professionnelles, versements de ressources propres à la CE.

Exploitation agricole

L'exploitation agricole au sens du recensement est une unité économique qui participe, même pour une faible part, à la production agricole. Est recensée toute unité de production qui répond à l'un des critères suivants :

— 1 hectare et plus de superficie agricole utilisée (superficie totale diminuée des bois, du territoire non agricole, des landes et friches improductives, des sols des bâtiments et cours);

— 20 ares et plus de cultures spécialisées (houblon, tabac, vigne...);

— 5 ares et plus de cultures particulières (maraîchage, vigne AOC...);

— des effectifs minima ou des productions minima de certaines espèces d'animaux (1 vache laitière ou 1 truie mère ou production de 500 poulets de chair...).

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)

Les GAEC sont des sociétés civiles de personnes, régies en particulier par la loi n° 62-917 du 8 août 1962 et les décrets n^{os} 64-1193 et 1194 du 3 décembre 1964, qui ont pour objet de permettre la réalisation d'un travail en commun dans des conditions comparables à celles existant dans les exploitations de caractère familial.

Ils peuvent bénéficier de certaines dispositions fiscales pour leur constitution à condition d'être agréés.

Remembrement

Le remembrement (article L 123-1 du Code rural) est un des moyens de l'aménagement foncier. S'appliquant aux propriétés rurales non bâties, il se traduit par une nouvelle distribution des parcelles morcelées et dispersées.

Son but principal est d'améliorer l'exploitation agricole des biens qui y sont soumis par la constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées.

Il doit également avoir pour objet l'aménagement rural du périmètre dans lequel il est mis en oeuvre.

Les opérations de remembrement sont conduites par une commission communale d'aménagement foncier instituée par arrêté du préfet après que des propriétaires ou des exploitants ou des services intéressés aient signalé l'utilité d'un aménagement foncier.

Lorsque la construction d'une autoroute ou d'un grand ouvrage public est envisagée, les préfets des départements intéressés constituent d'office, dans chaque commune concernée, la commission communale d'aménagement foncier, laquelle se prononce sur l'opportunité de procéder ou non à des opérations de remembrement.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques).

— INSEE.

Publications :

Publications du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques).

Depuis 1990, sous le nom générique *Agreste, La statistique agricole* :

— Agreste-primeur : les premiers résultats des enquêtes en 4 pages;

— *Les cahiers :* études portant sur l'ensemble du monde rural (4 numéros simples par an, et 3 à 5 numéros doubles portant sur un thème spécifique);

— *Données chiffrées :* résultats détaillés des enquêtes auprès des IAA (Série Données Chiffrées IAA) et de l'Agriculture (Série Données Chiffrées Agriculture);

Éditions électroniques Agreste :

— Recensements généraux de l'agriculture, fiches comparatives 1970-1979-1988 : une centaine de données par commune, canton, petite région agricole, département et région (structures, productions animales et végétales, moyens de production, population et emploi);

— Statistique agricole annuelle, séries de 1989 à 1997 : 850 variables par département et par année (territoire, productions animales, productions végétales);

Bases de données :

— Agristat : Banque de données statistiques agrégées sur l'agriculture française. Plus de 600 000 séries chronologiques, dont certaines remontent à 1968;

— Aristide : Outil d'interrogation des fichiers d'enquête, qui permet d'obtenir des tableaux statistiques à la demande.

— *Conjoncture* : chaque mois, une analyse approfondie de conjoncture générale (productions végétales et animales, coûts de production, IAA).

— *Le Bulletin :* un bulletin mensuel de statistiques qui complète *Conjoncture*, avec plus de 3 000 séries sur la production, les prix, les indices, les IAA.

— *Notes de conjoncture spécialisée :* une série de publications spécialisées et adaptées à chaque domaine :

Commerce extérieur agro-alimentaire (mensuel);

Grandes cultures (mensuel sauf janvier et mars);

Légumes (mensuel);

Fruits (mensuel de mai à novembre);

Viticulture (mensuel de juillet à novembre);

Productions animales (apériodique – 10 numéros par an);

Lait et produits laitiers (mensuel);

Aviculture (mensuel);

Commerce extérieur bois et dérivés (trimestriel);

Animaux hebdo (hebdomadaire avec un supplément mensuel).

— Collection *Graph Agri.*

Chaque volume *Graph Agri* présente, au travers d'une succession de thèmes, l'essentiel des informations : analyse, derniers chiffres disponibles, graphiques et cartes :

Graph Agri France (annuel);

Graph Agri Europe (apériodique);

Graph Agri régions (apériodique);

Graph forêt bois.

Publications *Agreste* sous timbre multiple :

SCEES-INSEE : les résultats du recensement agricole de 1988 :

Principaux résultats (*Études* n° 1, 1990);

La viticulture française (*Études* n° 3, 1990);

Tableaux «Prosper» (*Données chiffrées,* 1989-1990);

9 fascicules nationaux :

— 1. Principaux résultats régionaux et départementaux,

— 2. Résultats régionaux complets,

— 3 à 6. Résultats départementaux complets (4 tomes),

— 7. Viticulture,

— 8. Zone de montagne,

— 9. Exploitation à temps complet;

93 fascicules départementaux.

Dispositif analogue pour le recensement 1988-1989 réalisé dans les DOM.

SCEES-INSEE :

Inventaire communal de 1998 :

Communoscopes, Cartovisions

— pour chaque département, 100 cartes thématiques et des résultats chiffrés à divers niveaux géographiques :

— 9 pages de tableaux par commune,

— 2 pages par chef-lieu de canton,

— 6 indicateurs synthétiques pour chacune des communes du département,

— des comparaisons entre 1988 et 1998 par canton, arrondissement et petite région agricole.

Disponibles sur Cédéroms :

— 1 cédérom pour chaque région,

— une collection de cédéroms France entière.

Accès internet

- www.agriculture.gouv.fr
- www.datar.gouv.fr
- www.insee.fr

SCEES-INSEE-INRA : résultats du réseau d'information comptable agricole (RICA).

SCEES-FNIE : les livraisons d'engrais en France.

SCEES-ONIC-SIDO : Paiements compensatoires aux surfaces cultivées.

Publications de l'INSEE :

Indices des prix agricoles, prix des produits nécessaires aux exploitations agricoles. Voir chapitre H.03 de cet annuaire et *Bulletin mensuel de statistique.*

« L'agriculture depuis 1949 », *INSEE-Première,* n° 430, février 1996;

« Un demi-siècle d'agriculture », *INSEE-Première,* n° 466, juin 1996;

« Quinze années de grandes cultures : baisse des prix et réduction des coûts », *INSEE-Première,* n° 473, juillet 1996;

« Blé tendre, pomme de terre et porc : coûts de production en baisse entre 1990 et 1996 », *INSEE-Première,* n° 612, octobre 1998;

« L'agriculture en 1998 en France et en Europe », *INSEE-Première,* n° 654, juin 1999;

« Les comptes prévisionnels de l'agriculture en 1999 », *INSEE-Première* n° 688, décembre 1999;

« L'agriculture en 1999 en France et en Europe », *INSEE-Première* n°721, juin 2000;

« Le revenu non agricole des foyers d'agriculteurs » *INSEE-Première* n°722, juin 2000;

« Les comptes de l'agriculture en 1997», *INSEE-Résultats*, série Économie générale, n° 614, juin 1998;

« Le compte spécifique de l'agriculture en base 95, séries 1959-1996», *INSEE-Résultats*, série Économie générale, n° 658-659, mai 1999;

« L'agriculture, tendances et disparités », *Synthèses INSEE*, n°10, mai 1997;

« Les comptes de l'agriculture en 1998 - Rapports présentés à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation, session du 15 juin 1999 », *Synthèses INSEE*, n°27, juillet 1999;

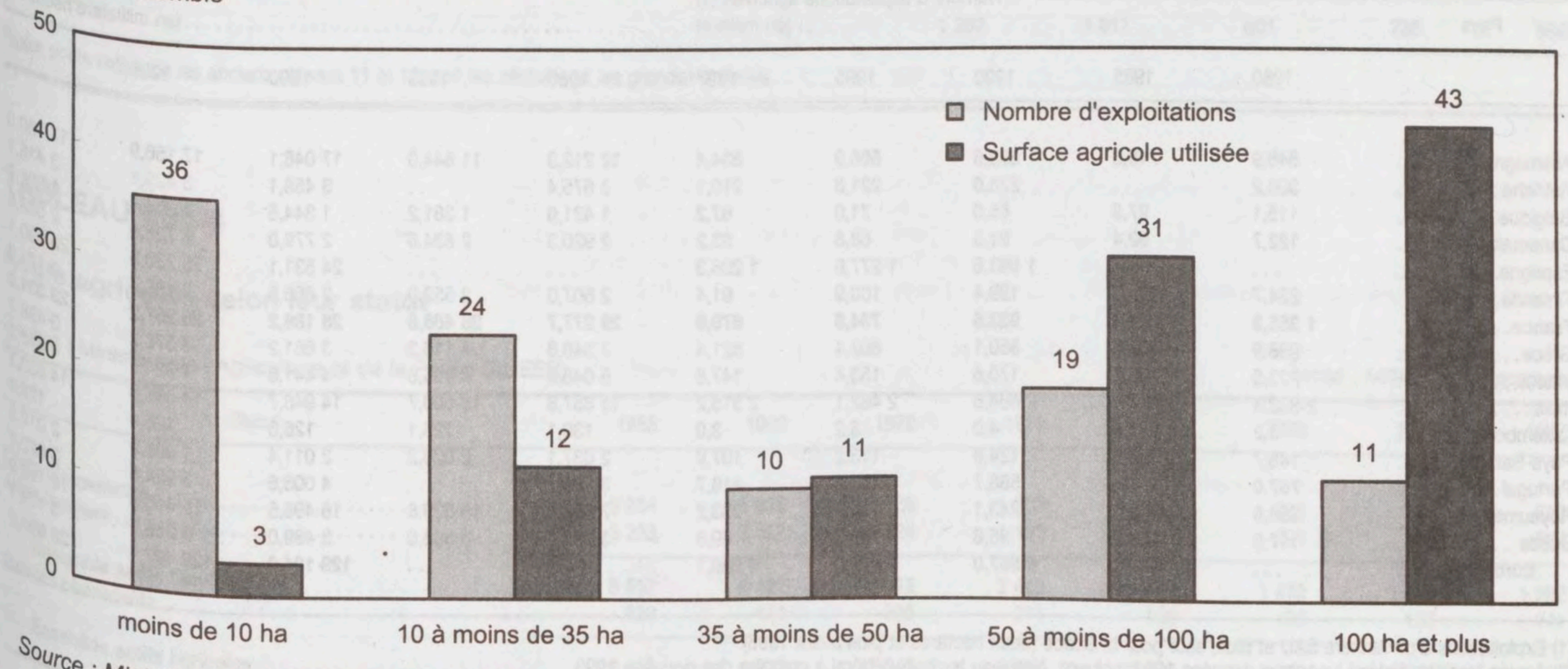
« L'agriculture française dans le contexte international», *Économie et statistique,* INSEE, n°329-330, septembre/octobre 1999.

*
* *

GRAPHIQUE I.01

Nombre et surface des exploitations agricoles en 1997 selon leur taille

En % de l'ensemble



Source : *Ministère de l'Agriculture et de la Pêche*

TABLEAU I.01-1

Répartition des exploitations agricoles selon leur superficie (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche,
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unités : SAU : Millier d'hectares
Exploitations : Millier

Classe de superficie	Nombre d'exploitations							(2) SAU
	1955	1970	1979	1988	1993	1995	1997	1997
Moins de 10 ha	1 299	702	524	390	299	270	244	819
10 à moins de 35 ha	831	639	475	345	223	189	163	3 471
35 à moins de 50 ha	83	115	116	110	86	77	71	2 965
50 à moins de 100 ha	75	101	114	128	132	128	126	8 865
100 ha et plus	20	30	35	44	61	70	76	12 211
Ensemble	**2 307**	**1 588**	**1 263**	**1 017**	**801**	**735**	**680**	**28 331**

(1) Voir définitions en début de chapitre.
(2) Surface agricole utilisée.

TABLEAU I.01-2

Nombre et superficie des exploitations agricoles (1) dans l'Union européenne (UE)

Source : EUROSTAT (données nationales harmonisées)

Pays	Nombre d'exploitations agricoles (1) (en milliers)					Surface agricole utilisée (en milliers d'hectares)				
	1980	1985	1990	1995	1997	1980	1985	1990	1995	1997
Allemagne (2)	849,9	740,5	653,6	566,9	534,4	12 212,3	11 844,0	17 048,1	17 156,9	17 160,0
Autriche	308,2	...	278,0	221,8	210,1	3 675,4	...	3 458,1	3 425,1	3 415,1
Belgique	115,1	97,8	85,0	71,0	67,2	1 421,0	1 381,2	1 344,5	1 354,4	1 382,7
Danemark	122,7	92,4	81,3	68,8	63,2	2 920,3	2 834,6	2 779,0	2 726,6	2 688,6
Espagne	...	...	1 593,6	1 277,6	1 208,3	...	...	24 531,1	25 230,3	25 630,1
Finlande	224,7	200,5	199,4	100,9	91,4	2 607,0	2 552,0	2 666,5	2 191,7	2 171,6
France	**1 255,3**	**1 056,9**	**923,6**	**734,8**	**679,8**	**29 277,7**	**28 486,8**	**28 186,2**	**28 267,2**	**28 331,3**
Grèce	998,9	951,6	850,1	802,4	821,4	3 549,8	4 116,3	3 661,2	3 578,2	3 498,7
Irlande	223,5	220,2	170,6	153,4	147,8	5 048,5	4 995,6	4 441,8	4 324,5	4 342,4
Italie	2 832,4	2 801,1	2 664,6	2 482,1	2 315,2	15 857,8	15 600,7	14 946,7	14 685,5	14 833,1
Luxembourg	5,2	4,4	4,0	3,2	3,0	130,1	126,1	126,5	126,9	126,6
Pays-Bas	148,7	135,9	124,8	113,2	107,9	2 037,1	2 026,2	2 011,4	1 998,9	2 010,5
Portugal	767,0	...	598,7	450,6	416,7	3 268,7	...	4 005,6	3 924,6	3 822,1
Royaume-Uni	268,6	258,5	243,1	234,5	233,2	17 098,4	16 829,8	16 498,5	16 446,6	16 168,9
Suède	117,9	109,0	96,6	88,8	89,6	3 699,0	3 508,0	3 489,0	3 059,7	3 109,1
Europe des 15	...	...	**8 567,0**	**7 370,0**	**6 989,1**	...	...	**129 194,2**	**128 497,1**	**128 690,8**

(1) Exploitations d'un hectare SAU et plus, sauf pour la Suède (deux hectares et plus avant 1995).
(2) Ancien territoire fédéral jusqu'aux données 1985 incluses. Nouveau territoire fédéral à compter des données 1990.

TABLEAU I.01-3

Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche , (SCEES)
Recensements agricoles et enquêtes de structures 1993, 1995 et 1997

Unité : millier d'exploitations

Orientation technico-économique	1979	1988	1993	1995	1997
1 Grandes cultures (1)	160	184	154	140	137
28 Maraîchage	19	19	16	14	12
29 Fleurs et horticulture diverse	11	10	8	7	7
37 Vins de qualité	68	64	57	54	51
38 Autre viticulture	76	53	38	33	30
39 Fruits et autres cultures permanentes	42	33	29	26	24
41 Bovins lait	250	148	92	85	75
42 Bovins élevage et viande	81	97	89	86	79
43 Bovins lait, élevage et viande	48	26	23	21	19
44 Ovins, caprins et autres herbivores	116	115	96	92	84
50 Granivores	16	16	13	13	12
60 Polyculture	107	67	50	43	38
71 Polyélevage à orientation herbivores	93	51	36	32	29
72 Polyélevage à orientation granivores	21	13	12	10	10
81 Grandes cultures et herbivores	117	84	63	55	52
82 Autres combinaisons cultures-élevages	39	37	26	23	21
Total	**1 263**	**1 017**	**801**	**735**	**680**

(1) Ce poste regroupe les anciens niveaux 11 et 12, soit les céréales et les grandes cultures.

TABLEAU I.01-4

Actifs agricoles selon leur statut

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)

Unité : Millier de personnes

Statut	1955	1963	1970	1979	1988	1993	1995	1997
Chefs d'exploitation	2 284	1 899	1 588	1 263	1 017	801	735	680
Aides familiaux	3 223	2 522	1 924	1 192	853	671	635	582
Ensemble actifs familiaux	**5 507**	**4 421**	**3 512**	**2 455**	**1 870**	**1 472**	**1 370**	**1 262**
Salariés permanents	628	471	335	211	156	136	137	141
Ensemble actifs agricoles	**6 136**	**4 892**	**3 847**	**2 666**	**2 026**	**1 608**	**1 507**	**1 403**

TABLEAU I.01-5

Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation

Situation en fin d'année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)
Enquête structure des exploitations agricoles 1997

Unité : Millier de personnes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 44 ans	45 à 54 ans	55 à 64 ans	65 ans et plus	*Total*
Hommes								
Chefs d'exploitation	–	4,2	69,3	142,2	154,5	93,5	73,5	*537,2*
Conjoints	–	ϵ	3,2	13,0	18,5	33,3	37,9	*105,9*
Autres membres	182,6	151,2	61,7	25,4	16,7	32,2	68,7	*538,5*
Total de la population agricole familiale masculine	**182,6**	**155,4**	**134,2**	**180,6**	**189,7**	**159,0**	**180,1**	*1 181,6*
Femmes								
Chefs d'exploitation	–	0,4	7,6	20,6	31,8	49,1	33,3	*142,8*
Conjoints	–	3,9	62,8	114,6	118,3	55,3	42,6	*397,5*
Autres membres	171,9	127,2	33,8	15,0	15,0	35,7	78,1	*476,7*
Total de la population agricole familiale féminine	**171,9**	**131,5**	**104,2**	**150,2**	**165,1**	**140,1**	**154,0**	*1 017,0*
Ensemble								
Chefs d'exploitation	–	4,6	76,9	162,8	186,3	142,6	106,8	*680,0*
Conjoints	–	3 ,9	66,0	127,6	136,8	88,6	80,5	*503,4*
Autres membres	354,5	278,4	95,5	40,4	31,7	67,9	146,8	*1 015,2*
Total de la population agricole familiale	**354,5**	**286,9**	**238,4**	**330,8**	**354,8**	**299,1**	**334,1**	*2 198,6*

TABLEAU I.01-6

Utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier d'hectares

	1980	1990	1995	1997	*r* 1998	1999
I. Répartition du territoire						
Terres arables (1)	17 472	18 036	18 302	18 318	18 345	18 361
Surfaces toujours couvertes d'herbe (2)	12 850	11 365	10 577	10 491	10 423	10 385
Vignes	1 157	957	927	914	913	914
Cultures fruitières (y compris châtaigneraies, oliveraies et noyeraies)	243	234	235	225	221	219
Pépinières et autres cultures permanentes	22	21	20	20	20	20
Superficie agricole utilisée (3)	**31 744**	**30 613**	**30 061**	**29 968**	**29 922**	**29 899**
Peupleraies	215	231	231	230	234	235
Superficies boisées (4)	14 399	14 597	14 812	14 865	14 889	14 955
Territoire agricole non cultivé	2 757	2 932	2 996	2 946	2 940	2 877
Étangs en rapport	118	134	139	146	148	149
Territoire non agricole	5 686	6 412	6 680	6 764	6 786	6 804
Surface totale (5)	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**
II. Répartition des terres arables						
Céréales	9 891	9 057	8 291	9 205	9 226	8 931
Oléagineux	506	1 954	1 945	1 967	2 047	2 290
Betteraves industrielles	549	475	458	463	456	442
Plantes à fibres	53	62	60	56	53	59
Cultures industrielles diverses	24	15	14	14	14	14
Plantes aromatiques, médicinales et à parfum	30	22	27	29	32	32
Pommes de terre, légumes frais et secs	567	1 162	1 020	1 060	1 059	939
Cultures florales	6	7	7	7	7	7
Racines et tubercules fourragers	324	89	61	54	52	48
Fourrages annuels	1 410	1 849	1 619	1 543	1 524	1 468
Prairies artificielles et temporaires	3 560	2 839	2 812	2 780	2 752	2 713
Semences et plants divers	80	52	53	50	54	59
Jardins familiaux	251	230	218	211	209	205
Jachères	221	224	1 717	882	860	1 154
Total des terres arables	**17 472**	**18 036**	**18 302**	**18 318**	**18 345**	**18 361**

(1) Par terres arables, il faut entendre les superficies consacrées aux cultures entrant dans l'assolement, c'est-à-dire normalement soumises à la rotation annuelle des cultures : céréales, plantes sarclées, etc., y compris jachères.
(2) Prés naturels, herbages, pacages et parcours. Elles comprennent aussi les alpages et les landes productives.
(3) Cette définition de la superficie agricole utilisée est conforme à celle retenue pour les recensements agricoles.
(4) Elles comprennent les « bois et forêts proprement dits » ainsi que les « superficies boisées hors forêts » à l'exception des peupleraies et des châtaigneraies pour le fruit.
(5) C'est la surface totale du territoire calculée par l'Institut géographique national.

TABLEAU I.01-7

Valeur vénale de certaines terres

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche,
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : franc par hectare

Nature des terres	1970	1980	1990	1995	1997	1998	1999
Ensemble	**7 200**	**20 700**	**19 900**	**18 300**	**18 800**	**19 300**	**20 200**
Terres labourables	7 600	22 300	22 100	20 500	21 100	21 700	22 700
Prairies naturelles	6 700	18 800	16 100	14 500	14 600	15 100	15 900
Ensemble : Indice 100 en 1970							
En franc courant	100	287	275	254	259	267	280
En franc constant	100	112	58	48	48	49	51

TABLEAU I.01-8

Acquisitions de gros matériels neufs

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA)

Type de matériel	1980	1990	1995	1997	1998	1999
Immatriculations de tracteurs neufs agricoles et autres que routiers	58 784	37 232	32 235	36 510	38 037	41 349
Ventes de moissonneuses-batteuses neuves (1)	4 773	2 976	1 442	2 554	2 946	2 731
Ventes de ramasseuses-presses à balles rondes neuves (1)	14 041	7 706	6 066	5 026	5 251	5 623

(1) Les chiffres concernent la saison de vente aux concessionnaires qui va du 1er septembre de l'année précédente au 31 août de l'année indiquée.

TABLEAU I.01-9

Livraisons d'engrais (1)

Éléments fertilisants

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)
Syndicat national de l'Industrie des Engrais

Unité : Millier de tonnes

Nature des produits	1979/1980	1989/1990	1994/1995	1996/1997	1997/1998	1998/1999
a. Dans les engrais simples :						
Azote	1 549,5	2 040,6	1 825,3	2 019,7	2 021,0	2 035,2
Anhydride phosphorique	495,6	320,7	175,8	168,0	168,7	154,8
Potasse	399,6	606,9	444,5	565,4	533,8	492,9
Total	**2 444,7**	**2 968,2**	**2 445,6**	**2 753,1**	**2 723,5**	**2 682,9**
b. Dans les engrais composés :						
Azote	671,9	619,4	483,1	504,3	495,5	452,8
Anhydride phosphorique	1 488,3	1 174,0	854,6	883,8	870,2	823,9
Potasse	1 386,3	1 341,8	929,0	922,9	935,1	828,3
Total	**3 546,5**	**3 135,1**	**2 266,7**	**2 311,0**	**2 300,8**	**2 105,0**
c. Ensemble des livraisons d'engrais :						
Azote	2 221,4	2 660,0	2 308,4	2 524,0	2 516,4	2 488,0
Anhydride phosphorique	1 983,9	1 494,7	1 030,4	1 051,8	1 038,9	978,7
Potasse	1 785,9	1 948,7	1 373,5	1 488,3	1 436,9	1 320,2
Poids total	**5 991,2**	**6 103,3**	**4 712,3**	**5 064,1**	**4 992,2**	**4 786,9**

(1) Campagne du 1er juin au 31 mai pour les engrais azotés et du 1er mai au 30 avril pour les autres.

TABLEAU I.01-10

Superficies remembrées

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction de l'Espace rural et de la Forêt)

Unité : Millier d'hectares

	1980	1990	1995	1996	1997	1998
Opérations du remembrement autoroutes et grands ouvrages publics :						
- En cours	214	268	239	269	251	1 631
- Terminées	458	960	1 367	1 420	1 558	
Opérations du remembrement normal :						
- En cours	785	806	569	466	437	14 389
- Terminées	10 484	12 758	13 969	14 161	14 286	
Ensemble des opérations de remembrement :						
- En cours	**999**	**1 074**	**808**	**735**	**688**	**16 020**
- Terminées	**10 942**	**13 718**	**15 336**	**15 581**	**15 844**	

TABLEAU I.01-11

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction des Exploitations, de la Politique sociale et de l'Emploi)

	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999
GAEC agréés dans l'année							
Nombre de GAEC agréés dans l'année (1)	2 791	4 065	2 566	2 407	2 432	2 360	2 370
Superficies exploitées (milliers d'hectares)	199	301	239	222	232	234	243
GAEC en fonctionnement							
Nombre de GAEC en fonctionnement (2)	18 593	46 136	47 444	47 509	46 869	46 760	46 891
Superficies exploitées totales (milliers d'hectares)	1 397	3 340	3 655	...	3 500	3 802	3 721

(1) Année décomptée du 11 décembre du millésime précédent au 10 décembre du millésime considéré.
(2) GAEC agréés depuis 1966, en fonctionnement au 31 décembre de l'année indiquée en tête de colonne.

TABLEAU I.01-12

Opérations des caisses régionales de Crédit agricole (1)

Situation au 31 décembre

Source : Caisse nationale de Crédit agricole

Nature des opérations	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Ressources collectées dans le public (million de francs)						
Dépôts de fonds :						
Dépôts à vue et comptes courants créditeurs	259 548	302 426	327 959	345 350	365 514	401 815
Autres dépôts	489 849	818 027	1 036 363	1 131 459	1 243 227	1 319 863
Emprunts	274 931	261 215	249 435	234 625	214 276	202 890
Prêts (encours en million de francs) (2)						
Court terme	178 535					
Moyen et long terme	738 223	995 365	1 181 962	1 259 715	1 338 911	1 480 248
Total	**916 758**	**995 365**	**1 181 962**	**1 259 715**	**1 338 911**	**1 480 248**
Ensemble des crédits répartis par type de clientèle (3) (encours en milliard de francs)						
Logement	...	431,0	444,4	457,5	475,9	517,3
Agriculture (n.c.Coopératives)	...	154,4	154,9	158,9	161,1	166,1
PME (y.c. Coopératives)	...	130,9	137,4	145,5	161,5	193,9
Professionnels	...	91,3	90,8	92,9	104,1	97,6
Crédit à la consommation	...	48,9	53,2	58,9	64,2	106,7
Collectivités locales	...	80,3	85,0	89,0	92,4	103,6
Autres	...	10,6	8,5	10,5	12,8	13,1
Total banque de proximité	...	**947,4**	**974,2**	**1 013,2**	**1 072,0**	**1 198,3**
International et grandes clientèles	...	**67,4**	**231,1**	**274,0**	**295,8**	**297,7**
Banque de détail à l'étranger	///	///	///	///	///	**17,5**
Total	...	**1 014,8**	**1 205,3**	**1 287,2**	**1 367,8**	**1 513,5**

(1) Ce tableau fait état des prêts bonifiés et non bonifiés accordés par les caisses régionales.
(2) Encours consolidés au 31 décembre. À partir de 1993, le détail entre court, moyen et long terme n'est plus possible.
(3) Y compris le Crédit-Bail.

TABLEAU I.01-13

Concours publics à l'agriculture

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction des affaires financières et économiques) — *Unité* : Million de francs

Affectation de la dépense	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Installation et modernisation des exploitations	4 534,1	5 391,3	5 134,8	4 341,4	3 701,1
Régularisation des marchés et orientation des productions	55 366,2	60 319,5	60 171,7	61 223,4	60 485,2
Maîtrise de l'offre	6 472,3	5 175,1	2 698,8	2 713,8	3 819,1
Compensation de handicaps ou de contraintes spécifiques	4 001,1	4 646,6	4 377,5	4 582,2	4 595,3
Aides transitoires non liées aux produits	314,8	221,3	105,0	112,0	102,9
Calamités agricoles	370,0	346,6	260,0	243,4	20,2
Lutte contre les maladies des végétaux et des animaux	267,2	568,9	293,2	300,4	396,8
Autres financements en faveur de l'activité agricole productive	256,7	242,2	220,0	279,0	285,8
Agriculture productive (concours bruts)	**71 582,4**	**76 911,5**	**73 261,0**	**73 795,6**	**73 406,4**
Agriculture productive (concours nets) (1)	**71 547,2**	**76 376,9**	**73 131,1**	**73 694,7**	**73 295,6**
Industries agroalimentaires	**807,8**	**831,3**	**990,0**	**1 011,8**	**994,8**
Activités hippiques	**873,4**	**886,3**	**863,4**	**800,0**	**1 126,1**
Forêt productive	**1 410,0**	**1 168,5**	**1 278,2**	**1 354,8**	**1 384,4**
Espace rural et forestier	**2 406,1**	**2 429,6**	**2 511,8**	**2 492,0**	**2 861,3**
Recherche et enseignement	**9 615,6**	**10 087,6**	**10 460,2**	**10 908,4**	**11 332,4**
Services généraux	**6 470,6**	**6 790,8**	**6 859,9**	**7 339,8**	**7 660,9**
Protection sociale et solidarité	**74 177,6**	**73 194,3**	**73 067,8**	**72 939,9**	**74 391,0**
Total des concours nets	**167 308,3**	**171 765,3**	**169 162,4**	**170 541,4**	**173 046,5**

(1) Nets de taxes de coresponsabilités et de pénalités.

TABLEAU I.01-14

Cheptel et production agricole de l'Union européenne

Année 1999

Source : Eurostat

Pays	Principales espèces du cheptel (10^3 têtes)				Production récoltée (10^3 tonnes) ou officielle pour le vin (10^3 hectolitres)				
	Bovins		Porcs	Ovins	Céréales	Oléagineux	Légumes frais	Fruits frais	Vin
	Ensemble	*dt* vaches laitières							
Allemagne	14 657	4 709	26 003	2 100	44 452	3 473 (1)	2 711 (1)	1 137 (1)	10 727
Autriche	2 153	698	3 433	352	4 806	236 (1)	528	228	2 703
Belgique	2 970	619	7 322	160	2 407	37	1 535	615 (1)	2
Danemark	1 976	681	11 914	106	8 775	359 (1)	213 (1)	51 (1)	–
Espagne	6 203	1 236	22 597	23 934	18 006	1 213 (1)	12 133	4 415	34 714
Finlande	1 068	374	1 493	77	2 868	95 (2)	244	15	–
France	**20 196**	**4 419**	**15 991**	**9 492**	**64 772**	**6 647**	**6 298**	**3 638**	**54 271**
Grèce	590	168	906	9 041	4 457	546 (4)	4 105 (1)	1 762 (1)	3 826
Irlande	6 708	1 261	1 763	5 393	2 011	5	264 (1)	19 (5)	–
Italie	7 357	2 135	8 403	10 970	21 125	1 345 (3)	13 119 (2)	6 511	57 913
Luxembourg	207	45	82	7	154	14	2	16	159
Pays-Bas	4 097	1 570	13 139	1 152	1 416	11	3 649 (2)	770	–
Portugal	1 403	351	2 350	3 460	1 794	30	2 632	833 (1)	3 750
Royaume-Uni	11 281	2 438	7 037	29 741	22 119	1 977	2 888	457	11
Suède	1 680	447	2 021	437	4 931	195	244 (1)	31 (1)	–
Europe des 15	**82 546**	**21 151**	**124 454**	**96 422**	**204 093**	...	...	...	**168 076**

(1) 1998.
(2) 1997.
(3) 1996.
(4) 1992.
(5) Seuls les fruits de table sont comptés; différence très minime avec l'ensemble "fruits frais".

TABLEAU I.01-15

Production de céréales (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unités : Surface : millier d'hectares
Rendement à l'hectare : tonne
Production : millier de tonnes

Produit		1980	1990	1995	1997	*r* 1998	1999
Blé :							
Blé tendre	(2)	4 473,9	4 748,6	4 516,0	4 844,0	4 939,4	4 787,9
	(3)	5,2	6,6	6,6	6,8	7,7	7,4
	(4)	23 356,9	31 356,2	29 850,0	32 983,3	38 269,2	35 462,9
Blé dur	(2)	116,0	397,4	228,6	265,7	295,2	326,6
	(3)	3,7	5,0	4,5	3,3	5,2	4,7
	(4)	424,1	1 983,6	1 029,6	874,7	1 539,6	1 542,1
Ensemble	(2)	4 590,0	5 146,0	4 744,6	5 109,7	5 234,6	5 114,5
	(3)	5,2	6,5	6,5	6,6	7,6	7,2
	(4)	23 781,0	33 339,8	30 879,6	33 858,0	39 808,9	37 005,0
Seigle	(2)	128,9	64,7	46,4	45,2	45,7	40,9
	(3)	3,2	3,6	4,1	4,4	4,7	4,6
	(4)	408,5	235,8	190,8	196,9	216,0	186,0
Orge (5)	(2)	2 646,8	1 757,8	1 386,2	1 690,0	1 631,1	1 534,1
	(3)	4,4	5,7	5,5	6,0	6,5	6,2
	(4)	11 692,3	9 991,1	7 683,2	10 124,0	10 590,9	9 539,4
Avoine	(2)	531,7	218,2	148,8	133,4	139,1	122,0
	(3)	3,6	3,9	4,0	4,3	4,7	4,5
	(4)	1 923,7	843,9	601,2	568,2	657,8	550,7
Maïs	(2)	1 753,6	1 561,9	1 650,8	1 857,6	1 797,1	1 759,0
	(3)	5,3	6,0	7,7	9,1	8,5	8,9
	(4)	9 323,4	9 400,5	12 739,6	16 832,5	15 191,4	15 656,0
Riz	(2)	6,6	20,4	25,2	20,5	18,4	17,0
	(3)	3,8	5,9	4,9	5,9	5,8	6,1
	(4)	25,2	121,3	122,4	120,8	107,3	103,3

(1) Céréales : y compris les données relatives aux semences.
(2) Surface.
(3) Rendement à l'hectare.
(4) Production.
(5) Y compris orge de brasserie.

TABLEAU I.01-16

Production des cultures industrielles et de pommes de terre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unités : Surface : millier d'hectares
Rendement à l'hectare : tonne
Production : millier de tonnes

Produit		1980	1990	1995	1997	*r* 1998	1999
Colza	(1)	390,3	689,0	864,0	988,0	1 145,0	1 369,0
	(2)	2,8	2,9	3,2	3,5	3,3	3,3
	(3)	1 092,9	2 002,9	2 788,6	3 495,3	3 731,0	4 468,1
Tournesol	(1)	102,9	1 145,0	963,0	875,0	782,0	799,0
	(2)	2,4	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3
	(3)	245,4	2 381,8	1 987,4	1 995,5	1 712,9	1 867,9
Betteraves industrielles	(1)	549,3	475,0	458,2	462,5	456,0	442,1
	(2)	51,8	66,8	66,7	74,3	68,3	74,5
	(3)	28 442,4	31 717,5	30 571,6	34 372,5	31 156,9	32 918,7
Lin textile (4)	(1)	46,3	58,7	54,0	44,9	43,9	49,8
	(2)	6,6	6,2	6,0	7,0	6,5	6,8
	(3)	304,5	364,1	326,6	312,3	284,0	339,2
Tabac	(1)	18,6	10,8	9,7	9,1	9,1	9,4
	(2)	2,5	2,6	2,7	2,7	2,9	2,8
	(3)	46,2	27,6	26,3	24,5	26,2	26,2
Pommes de terre :							
Primeurs (5)	(1)	31,5	21,4	22,7	22,1	20,9	21,2
	(2)	19,1	20,4	22,5	23,6	23,8	24,7
	(3)	600,7	436,9	510,1	520,6	497,0	522,1
De conservation	(1)	158,0	97,2	103,1	101,8	99,0	104,5
	(2)	31,4	30,1	36,6	42,7	39,0	40,7
	(3)	4 960,4	2 931,2	3 773,9	4 346,4	3 864,2	4 253,2

(1) Surface.
(2) Rendement à l'hectare.
(3) Production.
(4) Lin textile : en paille rouie non battue.
(5) Y compris pommes de terre de demi-saison.

TABLEAU I.01-17

Production de vin

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Produit	Unités	1980	1990	1995	1997	*r* 1998	1999
Raisins de cuve :							
Surface (1)	10^3 hectares	1 081,2	891,1	880,4	864,6	859,4	859,7
Rendement à l'hectare	quintal	80	90	80	82	80	93
Production	10^3 quintaux	86 762,5	80 578,6	70 832,2	70 828,9	69 029,2	80 155,3
Vins :							
Vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC)	10^3 hectolitres	13 318	23 104	24 386	24 329	25 614	27 514
Vins délimités de qualité supérieure (VDQS)	»	1 918	656	553	520	507	528
Vins pour eaux de vie AOC	»	8 350	13 171	9 459	9 874	9 014	11 928
Vins de pays et autres vins	»	46 125	28 144	21 794	20 919	19 309	23 788
Total	»	**69 711**	**65 075**	**56 192**	**55 642**	**54 444**	**63 758**

(1) Surface en production à l'exclusion des surfaces non encore productives ou à l'abandon.

TABLEAU I.01-18

Production de légumes frais (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de tonnes

Légumes frais	1980	1990	1995	1997	*r* 1998	1999
Légumes feuillus et à tige :						
Choux-fleurs	467	446	526	506	439	425
Autres choux	269	230	251	229	232	239
Endives	144	247	236	252	236	255
Poireaux	211	200	217	205	208	206
Salades	432	493	513	479	488	485
Légumes cultivés pour le fruit :						
Melons	188	307	329	279	324	322
Tomates	851	838	804	805	884	922
Racines, bulbes et tubercules :						
Carottes	468	548	629	651	662	672
Oignons	138	237	297	328	330	349
Légumes à cosse :						
Haricots verts	168	199	326	394	385	383
Petits pois (grains)	165	205	243	211	240	242

(1) Production des exploitations agricoles, hors jardins familiaux par campagne de récolte du 1er mai de l'année indiquée en tête de colonne au 30 avril de l'année suivante.

TABLEAU I.01-19

Production fruitière (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de tonnes

Fruits	1980	1990	1995	1997	*r* 1998	1999
Fruits à noyau :						
Abricots	81	110	101	158	80	181
Cerises	113	83	63	65	35	70
Pêches et nectarines	460	488	526	464	341	477
Pêches	402	352	325	289	210	292
Nectarines et brugnons	58	136	201	175	131	185
Prunes	154	189	299	196	206	185
Fruits à pépins :						
Poires de table	414	329	320	256	246	287
Pommes de table	1 769	1 886	2 079	2 041	1 788	2 166
Pommes à cidre	1 100	466	426	445	422	477
Baies :						
Kiwis (ou actinidias)	4	54	74	72	69	73
Cassis	4	6	10	9	8	9
Framboises	7	6	7	7	7	7
Autres fruits :						
Clémentines	21	20	27	23	23	25
Fraises	82	89	81	83	76	70
Noix	31	25	21	23	25	29
Raisin de table	185	123	108	87	94	102

(1) Production récoltée hors jardins familiaux.

TABLEAU I.01-20

Cheptel (principales espèces)

Situation au 1er décembre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de têtes

Espèce	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Espèce bovine	21 278	20 676	20 655	20 371	20 226	20 265
dont : Veaux et élèves de moins d'un an	5 548	5 288	5 228	5 143	5 140	5 200
Vaches laitières	5 323	4 613	4 538	4 442	4 394	4 376
Vaches nourrices	3 700	4 108	4 179	4 184	4 162	4 180
Espèce porcine	12 244	13 783	14 284	14 501	14 682	14 635
dont : Truies de plus de 50 kg	1 210	1 369	1 415	1 449	1 436	1 401
Espèce caprine	1 234	1 188	1 202	1 199	1 197	1 191
Espèce ovine	11 438	10 550	10 463	10 316	10 240	10 130
dont : Brebis mères	7 415	6 965	6 916	6 849	6 743	6 645
Espèces chevaline et asine	339	351	354	361	362	364
Poules et poulets (en millions)	200	223	231	238	241	233
dont : Poules pondeuses d'œufs de consommation (en millions)	47	50	50	50	51	50
Lapins	16 668	14 531	14 457	13 603	13 464	13 366
dont : Lapines reproductrices	2 231	1 861	1 838	1 748	1 717	1 700

TABLEAU I.01-21

Principales productions animales

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

	1990	1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
A. PRODUCTION INDIGÈNE BRUTE DE VIANDE [en milliers de tonnes de viande nette]							
Espèce bovine :							1 524
Adultes	1 599	1 482	1 564	1 645	1 638	1 556	320
Veaux de boucherie	313	339	336	337	345	328	142
Espèces ovine et caprine	177	147	146	154	150	145	2 374
Espèce porcine	1 727	2 116	2 140	2 149	2 228	2 333	9
Espèce chevaline	10	8	9	10	9	10	
B. PRODUCTION DE LAIT ET D' OEUFS							
Production de lait (en milliers d'hectolitres) :							241 074
Vaches laitières	257 130	245 275	246 169	243 408	241 760	240 872	2 355
Brebis laitières	1 871	2 039	2 168	2 340	2 355	2 341	4 809
Chèvres laitières	4 411	4 074	4 317	4 575	4 743	4 775	
Œufs							12 810
Œufs de consommation [en millions d'œufs] (1)	10 257	11 691	12 014	12 153	12 573	12 791	

(1) Œufs de poule en élevage professionnel.

TABLEAU I.01-22

Commerce extérieur des produits agricoles, en valeur

Source : INSEE-Comptes Nationaux Base 95 (Données y compris DOM)

Unité : Million de francs

Produits	Numéro de la NAF	Importations (CAF)				Exportations (FAB)			
		1995	1997	*r* 1998	*p* 1999	1995	1997	*r* 1998	*p* 1999
TOTAL AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	**EA**	**49 615**	**51 300**	**52 072**	**50 990**	**59 034**	**63 825**	**64 329**	**66 245**
AGRICULTURE, CHASSE, SERVICES ANNEXES	**GA01**	**42 373**	**43 622**	**43 789**	**41 987**	**54 908**	**58 972**	**59 229**	**61 166**
Blé dur	HA01A	73	258	101	99	984	759	804	919
Blé tendre	HA01B	255	271	382	244	13 842	13 223	10 912	13 055
Maïs	HA01C	571	497	625	517	8 141	8 218	8 428	8 796
Orge	HA01D	113	71	19	23	2 864	3 315	3 450	4 364
Autres céréales	HA01E	109	141	119	107	436	466	465	432
Pommes de terre	HA01F	1 117	477	579	720	1 218	996	1 564	1 742
Oléagineux	HA01G	1 856	2 061	2 104	1 824	2 874	5 430	5 692	4 090
Tabac	HA01H	556	434	495	568	145	170	198	229
Plantes à sucre	HA01I	–	–	1	1	4	4	4	6
Plantes fourragères	HA01J	15	30	27	25	139	159	118	148
Plantes industrielles	HA01K	4 247	4 146	3 897	3 657	2 188	2 146	2 420	2 557
Légumes frais	HA01L	5 569	6 177	6 753	6 920	3 310	3 740	4 242	4 490
Plantes et fleurs	HA01M	4 500	5 132	5 623	5 924	1 240	1 508	1 677	1 821
Viticulture et vinification	HA01N	–	–	–	–	–	–	–	–
Fruits	HA01O	11 968	12 927	13 209	12 461	6 921	8 061	7 796	7 297
Café, thé, cacao, épices	HA01P	5 814	6 264	5 691	4 759	130	138	147	138
Gros bovins	HA01Q	1 142	528	531	485	7 044	7 431	7 909	7 577
Veaux	HA01R	563	231	236	308	1 164	608	605	549
Ovins, caprins	HA01S	430	357	291	297	317	308	284	312
Équidés	HA01T	235	198	219	668	350	490	566	711
Porcins	HA01U	471	224	177	188	292	325	283	166
Lait brut	HA01V	–	–	–	–	–	–	–	–
Volailles	HA01W	110	138	124	125	526	636	728	756
Œufs	HA01X	246	362	281	295	375	400	499	591
Autres produits d'élevage	HA01Y	2 413	2 698	2 305	1 772	404	441	438	420
Services annexes à l'agriculture	HA01Z	–	–	–	–	–	–	–	–
SYLVICULTURE, EXPLOITATION FORESTIÈRE, SERVICES ANNEXES	**GA02**	**2 424**	**2 094**	**2 332**	**2 407**	**2 099**	**2 071**	**2 295**	**2 304**
PÊCHE, AQUACULTURE	**GA03**	**4 818**	**5 584**	**5 951**	**6 596**	**2 027**	**2 782**	**2 805**	**2 775**

TABLEAU I.01-23

Compte spécifique de la branche "agriculture" : de la production au revenu d'entreprise agricole

Évaluations de base 1995

Source : INSEE — *Unité* : Million de francs

	1990	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
COMPTE DE PRODUCTION						
Ressources						
Production	397 161	400 679	408 291	416 523	421 638	414 409
Total des ressources	**397 161**	**400 679**	**408 291**	**416 523**	**421 638**	**414 409**
Emplois						
Consommations intermédiaires (1)	196 414	198 987	207 725	211 140	208 499	208 842
Valeur ajoutée brute	200 747	201 692	200 566	205 383	213 139	205 567
Total des emplois	**397 161**	**400 679**	**408 291**	**416 523**	**421 638**	**414 409**
Consommation de capital fixe	45 709	46 417	47 103	47 972	48 791	50 255
Valeur ajoutée nette	155 038	155 275	153 463	157 411	164 348	155 312
COMPTE D'EXPLOITATION						
Ressources						
Valeur ajoutée nette	155 038	155 275	153 463	157 411	164 348	155 312
Subventions d'exploitation	6 662	10 902	11 107	10 331	9 336	9 728
Total des ressources	**161 700**	**166 177**	**164 570**	**167 742**	**173 684**	**165 040**
Emplois						
Salaires	20 002	23 312	24 057	24 739	25 633	26 428
Cotisations sociales	6 734	6 659	6 235	6 340	6 569	6 792
Impôts fonciers	6 777	5 987	5 618	5 350	5 539	5 617
Autres impôts sur la production	3 457	2 361	2 515	2 638	2 495	2 511
Revenu mixte net	124 730	127 858	126 145	128 675	133 448	123 693
Total des emplois	**161 700**	**166 177**	**164 570**	**167 742**	**173 684**	**165 040**
Résultat net global (2)	**151 466**	**157 829**	**156 437**	**159 754**	**165 650**	**156 913**
COMPTE DE REVENU D'ENTREPRISE						
Ressources						
Revenu mixte net	124 730	127 858	126 145	128 675	133 448	123 693
Total des ressources	**124 730**	**127 858**	**126 145**	**128 675**	**133 448**	**123 693**
Emplois						
Intérêts	13 869	13 508	13 038	12 166	12 678	12 177
Charges locatives nettes	9 802	11 189	11 763	12 269	12 966	13 498
Revenu net d'entreprise	101 059	103 161	101 344	104 240	107 804	98 018
Total des emplois	**124 730**	**127 858**	**126 145**	**128 675**	**133 448**	**123 693**

(1) Hors TVA déductible.
(2) Résultat net global = Valeur ajoutée nette + Subventions d'exploitation - Impôts fonciers - Autres impôts sur la production.

TABLEAU I.01-24

Compte spécifique de la branche "agriculture" : valeur de la production (1) à prix courants

Évaluations base 1995

Source : INSEE

Unité : Million de francs

Produits	1990	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Blé dur	3 145	1 968	2 171	1 916	2 406	2 483
Blé tendre	32 891	34 197	37 769	35 231	36 570	35 010
Maïs	11 876	15 503	15 391	16 393	14 709	15 179
Orge	9 986	9 792	11 036	11 447	11 186	10 338
Autres céréales	2 023	2 560	2 864	2 878	2 758	2 521
Céréales	**59 921**	**64 020**	**69 231**	**67 865**	**67 629**	**65 531**
Oléagineux	12 116	12 608	12 966	14 385	14 341	15 429
Protéagineux	5 878	4 408	4 542	5 083	4 506	3 775
Tabac	698	676	687	619	680	684
Betteraves industrielles	7 181	7 443	7 484	7 769	7 164	7 108
Autres plantes industrielles	2 980	3 798	4 036	3 935	3 830	4 146
Plantes industrielles	**28 853**	**28 933**	**29 715**	**31 791**	**30 521**	**31 142**
Maïs fourrage	8 495	11 125	9 723	10 214	9 242	9 457
Autres fourrages	22 990	22 228	22 849	22 720	22 461	22 258
Plantes fourragères	**31 485**	**33 353**	**32 572**	**32 934**	**31 703**	**31 715**
Légumes frais	17 717	17 777	17 738	17 335	19 354	18 918
Plantes et fleurs	16 392	13 511	13 961	13 780	13 874	14 384
Produits maraîchers et horticoles	**34 109**	**31 288**	**31 699**	**31 115**	**33 228**	**33 302**
Pommes de terre	**5 035**	**7 145**	**6 144**	**7 498**	**10 162**	**7 067**
Fruits	**15 368**	**14 770**	**14 431**	**15 254**	**15 678**	**15 034**
Vins de champagne	12 383	9 339	9 279	8 704	11 987	13 369
dont : vins calmes	7 803	6 200	6 103	5 303	7 972	7 546
dont : champagne	4 580	3 139	3 176	3 401	4 015	5 823
Autres vins d'appellation	29 609	31 531	32 230	34 962	37 102	37 742
Vins d'appellation d'origine	**41 992**	**40 870**	**41 509**	**43 666**	**49 089**	**51 111**
Vins pour eaux de vie AOC	5 398	3 209	2 711	2 305	1 926	1 636
dont : vins de distillation	1 814	716	650	607	509	414
dont : cognac	3 584	2 493	2 061	1 698	1 417	1 222
Autres vins de distillation	531	249	465	426	332	663
Vins de table et de pays	7 289	6 745	7 206	6 806	7 431	8 546
Vins courants	**13 218**	**10 203**	**10 382**	**9 537**	**9 689**	**10 845**
Total produits végétaux bruts et transformés	**229 981**	**230 582**	**235 683**	**239 660**	**247 699**	**245 747**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU I.01-24 (suite et fin)

Compte spécifique de la branche "agriculture" : valeur de la production (1) à prix courants

Évaluations base 1995

Source : INSEE — *Unité* : Million de francs

Produits	1990	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Gros bovins	41 227	42 932	40 086	41 218	41 898	41 250
Veaux	9 987	9 013	8 047	8 311	8 627	8 549
Ovins-caprins	5 940	4 935	5 126	5 257	5 323	5 013
Équidés	1 056	857	731	957	1 018	997
Porcins	18 096	18 905	21 537	22 385	17 122	16 299
Bétail	**76 306**	**76 642**	**75 527**	**78 128**	**73 988**	**72 108**
Volailles	16 344	17 855	19 292	20 945	21 041	18 951
Œufs	6 407	6 025	7 005	6 874	6 344	5 943
Produits avicoles	**22 751**	**23 880**	**26 297**	**27 819**	**27 385**	**24 894**
Lait et produits laitiers	51 784	50 867	51 254	50 847	51 733	50 270
dont : lait	49 566	48 874	49 267	48 850	49 683	48 268
dont : produits laitiers	2 218	1 993	1 987	1 997	2 050	2 002
Autres produits de l'élevage	4 148	3 887	3 891	3 842	3 846	3 719
Autres produits animaux	**55 932**	**54 754**	**55 145**	**54 689**	**55 579**	**53 989**
Total produits animaux bruts et transformés	**154 989**	**155 276**	**156 969**	**160 636**	**156 952**	**150 991**
Total des biens agricoles	**384 970**	**385 858**	**392 652**	**400 296**	**404 651**	**396 738**
Activités principales de travaux agricoles	11 356	13 883	14 708	15 275	16 003	16 666
Activités secondaires de services	833	938	931	952	984	1 005
Production de services	**12 189**	**14 821**	**15 639**	**16 227**	**16 987**	**17 671**
Total production de la branche	**397 159**	**400 679**	**408 291**	**416 523**	**421 638**	**414 409**

(1) La valeur de la production est évaluée au prix de base, c'est-à-dire y compris les subventions sur les produits, déduction faite des impôts sur les produits.

TABLEAU I.01-25

Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)
Enquête structures DOM 1997

Unité : superficie en hectare

	Taille des exploitations selon leur superficie agricole utilisée								
	Moins de 0,25	De 0,25 à moins de 1	De 1 à moins de 2	De 2 à moins de 3	De 3 à moins de 4	De 4 à moins de 5	De 5 à moins de 10	De 10 et plus	**Total**
Guadeloupe									
Nombre d'exploitations	839	2 653	2 840	1 793	1 225	723	1 286	415	**11 773**
Superficie agricole utilisée	118	1 488	3 870	4 150	4 051	3 111	8 943	11 433	**37 143**
Guyane (1)									
Nombre d'exploitations	45	720	1 741	848	300	180	219	209	**4 263**
Superficie agricole utilisée	3	456	2 130	1 871	973	777	1 465	14 693	**22 318**
Martinique									
Nombre d'exploitations	374	1 201	1 065	806	683	236	545	449	**5 359**
Superficie agricole utilisée	53	686	1 367	1 844	2 221	1 006	3 665	17 830	**28 671**
Réunion									
Nombre d'exploitations	910	1 786	1 392	1 348	705	671	2 022	735	**9 568**
Superficie agricole utilisée	136	914	1 816	3 098	2 341	2 876	13 135	19 809	**44 126**

(1) Enquête structures DOM 1995.

TABLEAU I.01-26

Départements d'outre-mer : utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Hectare

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	r 1998	*p* 1999	*r* 1998	*p* 1999	1998	1999	1998	*p* 1999
I. Répartition du territoire								
Terres arables (1)	24 624	24 563	21 505	21 848	11 099	...	34 746	34 731
Surfaces toujours couvertes d'herbe	25 100	25 100	11 240	10 862	11 150	...	9 750	9 950
Cultures fruitières (2)	634	714	644	666	1 916	...	2 065	2 185
Vigne	–	–	–	–	–	...	40	40
Cultures florales	160	134	283	295	26	...	144	144
Pépinières - végétaux divers	14	14	19	19	12	...	–	–
Superficie agricole utilisée	**50 532**	**50 525**	**33 691**	**33 690**	**24 203**	**...**	**46 745**	**47 050**
Territoire agricole non cultivé	17 000	17 000	15 340	15 340	6 800	...	57 376	56 950
Superficies boisées	66 300	69 825	47 500	47 500	7 511 150	...	87 600	87 600
Territoire non agricole	36 668	33 150	13 470	13 470	811 247	...	60 279	60 400
Surface totale	**170 500**	**170 500**	**110 001**	**110 000**	**8 353 400**	**...**	**252 000**	**252 000**
II. Répartition des terres arables								
Cultures industrielles	13 047	12 838	3 156	3 198	160	...	26 371	26 406
dont : Canne à sucre	12 894	12 650	3 100	3 140	90	...	25 500	25 500
Cultures fruitières semi-permanentes	6 103	6 051	11 884	11 884	763	...	680	580
dont : Banane (3)	5 745	5 715	11 200	11 200	625	...	350	250
Ananas	350	322	680	680	100	...	300	300
Cultures légumières	3 328	3 278	4 090	4 391	3 869	...	2 010	2 010
Céréales	–	–	–	–	4 591	...	800	700
Cultures fourragères	100	100	24	24	210	...	500	500
Jachères	1 200	1 300	800	800	980	...	700	700
Autres - jardins familiaux	846	996	1 551	1 551	526	...	3 685	3 835
Total des terres arables	**24 624**	**24 563**	**21 505**	**21 848**	**11 099**	**...**	**34 746**	**34 731**

(1) La définition des terres arables dans les départements d'outre-mer est plus extensive qu'en métropole. Elle ne se réfère pas uniquement à un assolement annuel, les cultures semi-permanentes comme la canne à sucre et la banane sont prises en compte.
(2) Vergers purs et mixtes recensés lors des enquêtes de structure.
(3) Banane fruit exclusivement, comprenant aux Antilles la variété d'exportation et la variété dessert ou figue.

TABLEAU I.01-27

Caractéristiques principales de l'agriculture dans les départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	r 1998	*p* 1999	*r* 1998	*p* 1999	1998	1999	*r* 1998	*p* 1999
PRODUCTION D'ORIGINE VÉGÉTALE								
Cultures industrielles et fruitières								
Canne à sucre								
Cannes récoltées (tonnes)	498 804	798 072	191 841	207 293	6 243	...	1 675 912	...
Sucre produit (tonnes)	38 294	65 170	6 535	6 366	–	–	203 539	...
Rhum (hl d'alcool pur)	54 221	56 398	67 943	74 126	2 252	1 836	126 225	...
Banane d'exportation								
Production (tonnes)	107 332	114 703	279 078	301 587	–	–	–	–
Exportation (tonnes nettes)	78 659	78 659	242 337	242 337	–	–	–	–
Cultures vivrières et maraîchères (tonnes)								
Igname	9 280	10 032	6 500	7 500	1 031	...	–	–
Malanga	1 220	1 487	80	80	48	...	–	–
Madère	1 420	2 734	13 250	13 250	3 064	...	–	–
Manioc	1 480	1 280	300	300	10 375	...	750	500
Patate douce	3 910	4 267	970	1 170	540	...	750	1 250
Melon	3 594	4 072	2 220	2 240	374	...	–	–
Banane légume	6 104	9 158	15 000	16 000	3 164	...	–	–
Tomate	1 907	3 071	5 200	6 100	3 770	...	7 900	10 800
Chou pommé	2 337	2 329	1 050	1 050	2 966	...	5 000	5 250
Concombre	2 669	3 918	3 200	4 000	3 695	...	2 860	3 300
Haricot vert	897	1 313	885	885	3 266	...	1 100	450
Salade	2 383	3 146	7 800	7 800	1 360	...	3 400	7 500
EFFECTIFS DU CHEPTEL (1)								
Bovins (2)	84 964	70 444	25 400	...	8 900	...	26 900	28 100
Porcins	25 110	24 734	12 000	...	10 400	...	84 000	84 500
Ovins	2 990	1 690	16 500	...	8 800	...	1 730	1 730
Caprins	28 500	27 500	11 200	...	1 000	...	38 000	38 000
PRODUCTION D'ORIGINE ANIMALE								
Viandes (tonnes nettes) :								
Bovins (2)	3 396	...	2 360	...	335	...	1 517	1 500
Porcins	2 000	...	1 535	...	1 245	...	11 273	11 830
Ovins - Caprins	195	...	338	...	28	...	514	464
Volailles	615	...	865	...	461	...	13 000	12 800
Lait de vache (hl)	627	...	21 000	...	2 603	...	172 333	197 267
Œufs de consommation (milliers d'unités)	33 118	...	29 646	...	9 228	...	110 000	108 000
IMPORTATIONS D'ENGRAIS (tonnes)								
Engrais naturels	11	6	1 035	1 293	171	210	97	84
Engrais simples	5 606	7 533	26 935	19 352	2 149	1 842	8 537	9 924
Azotés	2 644	3 857	9 441	6 951	1 801	1 450	5 554	5 528
Phosphatés	22	–	47	214	60	85	62	159
Potassiques	2 940	3 676	17 447	12 187	288	307	2 921	4 237
Engrais composés	12 908	7 484	11 315	10 274	3 109	1 848	23 218	27 747
PARC DES TRACTEURS								
Tracteurs agricoles au 31 décembre	615	950	1 521	...	370	...	1 780	...

(1) Cheptel présent dans les exploitations agricoles.
(2) Y compris les veaux.

Chapitre I.02

Forêt, bois

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Taux de boisement par département en 1999.

1. Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire.
2. Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires.
3. Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires : départements d'outre-mer.
4. Incendies de forêts.
5. Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national.
6. Production annuelle des pépinières particulières.
7. Production ligneuse de l'Office national des forêts.
8. Exploitation forestière et scierie.
9. Exploitation forestière : production de la branche.
10. Exploitation forestière : production de bois d'oeuvre dans les départements d'outre-mer.
11. Scierie : production de la branche.
12. Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur.
13. Bilan de la matière bois.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques, bureau des statistiques végétales et forestières)

1. PRÉSENTATION

La branche d'activité exploitation forestière a récolté 35,5 millions de m^3 de bois ronds en 1998; ce chiffre en hausse de 1,7 % par rapport à 1997 ne retrouve pas le niveau de 1995. La récolte de grumes, en hausse de 3,9 %, s'élève à 22 millions de m^3 . Cette progression est due aux conifères (+ 6,1 %) ; ceci est la conséquence de la reprise d'activité dans le bâtiment. La récolte des feuillus reste stable. Affectée par la crise internationale dans les industries des pâtes à papier, la coupe des bois de trituration régresse de 2,6 %. L' année 1999 s'annonce meilleure. La demande de bois de feu, toujours soutenue, entraîne une hausse de 1,4 % des quantités commercialisées.

La production totale de sciages, bois sous rail et merrains, s'élève à 10,2 millions de m^3 en 1998 contre 9,8 millions de m^3 en 1997, ce qui représente une hausse de 4,4 %; cette hausse est exclusivement due aux conifères (+ 5,8 %). Par contre, les sciages de feuillus continuent de baisser (- 2,6 %). Cette évolution se confirme par la hausse de nos exportations en sciages de conifères qui progressent de 2,1 % de 1998 à 1999. La très forte demande tant intérieure qu'extérieure en ouvrages de tonnellerie se confirme; la production de merrains augmente fortement (+ 22,2 %).

En 1999, le volume des échanges du commerce extérieur croît de 5,7 %. Le déficit global continue de se creuser et passe de 18,6 milliards de francs à 20,1 milliards de francs. La détérioration de ce solde est due pour l'essentiel à la hausse des importations des meubles et sièges (+ 10 %) et des sciages de conifères (+ 14 %). Le montant des importations de bois et sciages de tropicaux est de 1,8 milliard de francs soit 4,2 % de moins qu'en 1998.

2. MÉTHODOLOGIE

Répartition de la superficie forestière

Les résultats de l'enquête annuelle sur l'utilisation du territoire servent de base aux évaluations de la superficie forestière du présent chapitre. Entre 1991 et 1992 des contraintes techniques ont imposé au SCEES un changement d'échantillon et donc une rupture de série. Dans la nouvelle série la rubrique feuillus en voie d'enrésinement, posant des problèmes de classement, a été supprimée.

— Les *bois et forêts* proprement dits sont répartis en trois catégories : feuillus, conifères et mixtes (mélange feuillus et conifères).

— Les surfaces boisées hors forêt comprennent les bosquets de moins de 0,5 hectare, les arbres d'alignement et les arbres épars.

— Les peupleraies sont constituées de peupliers cultivés qu'ils soient associés ou non avec une culture agricole. Les peupliers en alignement sont inclus dans cette catégorie.

La propriété forestière se classe en deux groupes selon qu'elle est ou non soumise au *régime forestier*. En dehors du régime forestier proprement dit (forêts gérées par l'Office national des forêts) il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées. Le plus connu est le Plan simple de gestion applicable à toutes les propriétés forestières privées de plus de 25 hectares d'un seul tenant. Celles ci sont au nombre de 32 148 et couvrent une surface de 3,36 millions d'hectares soit 30 % de la forêt privée.

Des informations sur la structure de la forêt privée et son mode de gestion ont été données par l'enquête sur les structures économiques de la sylviculture (ESSES) réalisée de 1975 à 1984.

L'inventaire forestier national (IFN) renseigne sur la répartition par essence, par type de peuplement et par type de forêt. Il renseigne aussi sur la ressource, quantité de bois disponible, et sur la production biologique des forêts. Cet inventaire est permanent, chaque département est visité tous les 10 à 12 ans.

Récolte de bois

Aucune statistique d'ensemble n'existe sur les ventes de bois sur pied, qui constituent la production de la branche « sylviculture ».

On trouvera toutefois, dans ce chapitre, un état des ventes de bois réalisées par l'Office national des forêts pour l'ensemble des départements métropolitains. Les volumes indiqués sont le résultat d'une estimation sur pied et sur écorce qui entraîne une erreur difficilement appréciable sur le volume global, et sur la répartition en catégories de produits.

En revanche, l'accroissement courant annuel des forêts, qui se trouve à l'origine de cette production (sans qu'en aucune façon il puisse lui être assimilé), est appréhendé par l'Inventaire forestier national, dans tous les départements.

Commerce extérieur

Les résultats du commerce extérieur, en valeur, relatifs à la *filière bois* (bois ronds, autres produits de l'exploitation forestière et produits dérivés) résultent d'un traitement des données de base de la Direction générale des douanes et droits indirects.

Bilan de la matière bois

Le bilan de la matière bois constitue une tentative de confrontation entre la récolte française de bois brut (à la sortie de la forêt) et les échanges extérieurs de bois bruts et de produits dérivés du bois brut, en vue d'évaluer la consommation apparente de cette matière.

Quelques remarques sont nécessaires afin de préciser les limites d'un tel essai et de mettre en garde contre une interprétation trop littérale :

— la récolte est évaluée par l'enquête exhaustive sur la production de la branche « exploitation forestière » [en mètre cubes de bois ronds : m^3 (r)]. Il faut noter que la récolte autoconsommée de bois de feu n'est pas appréhendée par cette enquête. Elle est estimée à 15 millions de m^3 (r);

— le mode de calcul en équivalent bois ronds, qui revient à introduire, surtout pour les bois transformés, des importations et des exportations fictives non négligeables de déchets, interdit d'inclure dans ce bilan les échanges

extérieurs réels de déchets de scieries notamment, destinés principalement aux usines de trituration, pour lesquels notre balance du commerce extérieur est excédentaire;

— il n'est pas tenu compte des stockages aux différents stades de la transformation.

3. DÉFINITIONS

Bois rond

Tout bois abattu et façonné - grume, bille, rondin ou bûche - avant la première transformation industrielle.

La filière bois

Elle peut être définie comme l'ensemble des activités économiques transformant du bois en produits plus ou moins élaborés. Parmi ces activités, quatre nous intéressent plus particulièrement :

— la sylviculture, ensemble des actions effectuées afin de produire du bois sur pied (non abattu) NAF 02.0A;

— l'exploitation forestière, ensemble des opérations de récolte conduisant à la production de bois brut sous forme de grumes, rondins ou éventuellement de plaquettes (NAF 02.0B);

— la scierie, fournissant des bois sciés, rabotés, poncés ou imprégnés et des déchets (délignures, sciures, ...) éventuellement commercialisés (NAF 20.1A et 20.1B);

— la carbonisation hors usine fixe, qui se pratique en forêt et fournit du charbon de bois.

Le régime forestier

C'est l'ensemble des règles de gestion définies par le Code forestier et mises en oeuvre par l'Office national des forêts. Il est applicable aux forêts appartenant à l'État, aux collectivités locales (départements, communes et sections de communes) ou à des établissements publics et d'utilité publique. Par ailleurs, il concerne un certain nombre de terrains non boisés tels que les zones de restauration de terrains en montagne ou les zones de dunes du littoral (landais par exemple). Il existe des exceptions à la règle de soumission à ce régime, en particulier pour les forêts communales et sectionales du Sud-Ouest de la France.

Surface boisée

Est considéré comme boisé tout terrain d'au moins 5 ares, peuplé par des espèces forestières et où le taux de couvert de ces arbres est au moins de 10 %. Ces surfaces sont réparties en bois et forêts proprement dits (50 ares et plus) et bosquets (5 ares à 50 ares). Ces derniers avec les arbres d'alignements et les arbres épars constituent les surfaces boisées hors forêt. Les peupliers dont la culture se rapproche plus d'une production agricole, bien que classés à part, participent à la superficie boisée.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Service central des enquêtes et études statistiques, bureau « Statistiques végétales et forestières » (SCEES-BSVF);

— Direction de l'Espace rural et de la Forêt (DERF);

— Office national des Forêts (ONF);

— Inventaire forestier national (IFN).

Publications :

Service central des enquêtes et études statistiques :

— Agreste, données chiffrées (annuel) :

Statistiques forestières

Récoltes de bois et production de sciages (résultats de l'enquête annuelle de branche)

Enquête annuelle d'entreprise exploitations forestières et scieries

L'utilisation du territoire.

— Agreste, Conjoncture (trimestriel)

Commerce extérieur « Bois et dérivés »

— Agreste, primeur

Des entreprises d'exploitation forestières très spécialisées

— GraphAgri Forêt - Bois (bisannuel)

La forêt et les industries du bois en 2000 (Édition bilingue français - anglais)

Service des statistiques industrielles (SESSI) et SCEES :

Le bois en chiffres (édition 2000)

Direction de l'espace rural et de la forêt :

— *Fonds forestier national* (rapport annuel)

— *Bilan sur les incendies de forêts* (annuel)

Office national des forêts :

— *Rapport annuel de gestion*

Inventaire forestier national :

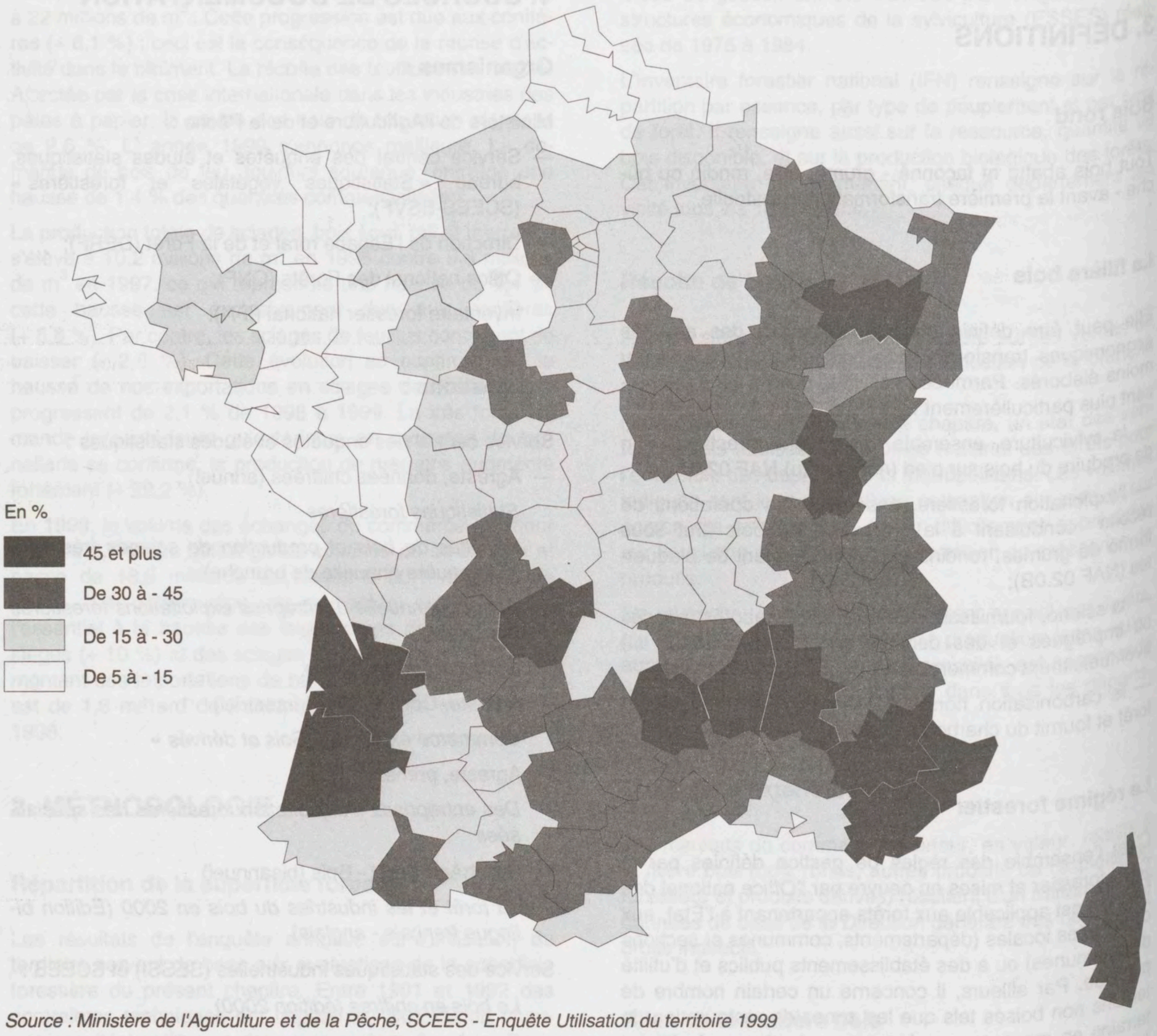
— *Rapport annuel de gestion*

— *Atlas forestier de la France : Nord-Est, Sud-Est et Sud-Ouest.*

* * *

CARTE I.02

Taux de boisement par département en 1999



Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, SCEES - Enquête Utilisation du territoire 1999

TABLEAU I.02-1

Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES

Unité : Millier d'hectares

Type de peuplement	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Bois et forêts de plus de 0,50 ha	13 985,5	14 809,4	14 887,1	14 929,2	14 985,1	15 003,4
Feuillus	8 547,6	9 377,3	9 415,3	9 440,6	9 479,9	9 505,8
Conifères	4 109,5	4 118,9	4 125,9	4 124,0	4 121,5	4 119,6
Feuillus en voie d'enrésinement	50,5	...	...	...	...	1 378,0
Mixte	1 277,9	1 313,2	1 345,9	1 364,6	1 383,6	1 559,2
Surfaces boisées hors forêts	929,9	1 478,9	1 432,2	1 456,6	1 422,6	257,9
Peupleraies	280,0	245,6	250,3	253,8	256,3	16 820,5
Total	15 195,4	16 533,9	16 569,6	16 639,6	16 664,0	

TABLEAU I.02-2

Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires

Situation au 31 décembre

Source : Office national des Forêts — *Unité* : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	1980	1995	1996	1997	1998	1999
ÉTAT :						
Superficies domaniales ou indivises (1) [y compris les terrains domaniaux non boisés dans les périmètres de restauration et de reboisement en montagne]	1 717	1 753	1 753	1 754	1 755	1 757
Forêts d'État affectées à divers services publics de l'État	20	43	63	70	69	69
Total (2)	**1 737**	**1 796**	**1 816**	**1 824**	**1 824**	**1 826**
DÉPARTEMENTS :						
Forêts départementales (2)	21	28	31	31	33	33
COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS :						
Forêts communales et sectionales	2 426	2 550	2 556	2 570	2 582	2 592
Forêts d'établissements publics et d'utilité publique et forêts appartenant à des caisses d'épargne	60	87	87	88	88	81
Total (2)	**2 486**	**2 637**	**2 643**	**2 689**	**2 703**	**2 706**
FORÊTS PARTICULIÈRES SOUS CONTRAT (art. 148 du code forestier) (3)	10	17	19	19	21	21
Total général au 31 décembre	**4 254**	**4 478**	**4 509**	**4 532**	**4 548**	**4 553**

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.
(2) Y compris les terrains non boisés.
(3) En fait, ces forêts sont non soumises au régime forestier proprement dit ; il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées non soumises.

TABLEAU I.02-3

Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires

Départements d'outre-mer

Situation au 31 décembre

Source : Office national des Forêts (ONF) — *Unité* : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999
Superficies domaniales	1,5	1,5	7 513,8	7 513,8	2,0	2,0	2,8	3,0
Forêts départementales et régionales	1,4	1,4	8,7	8,7	1,1	1,1	6,4	5,7
Forêts communales, sectionales et d'établissements publics	0,1	0,1	–	–	0,7	0,7	0,8	0,7
Forêts particulières sous contrat	–	–	48,5	48,5	–	–	1,2	1,2
Forêts gérées par l'ONF	7,5	7,5	–	–	1,8	1,8	–	–
Ancien domaine colonial (1)	27,8	27,8	–	–	9,7	9,7	89,7	89,7
Total	**38,3**	**38,3**	**7 571,0**	**7 571,0**	**15,3**	**15,3**	**100,9**	**100,3**

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.

TABLEAU I.02-4

Incendies de forêts

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)
Ministère de l'Intérieur (Direction de la Sécurité civile)

	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre d'incendies	5 881	4 618	6 563	6 401	8 005	6 600	...
Surface sinistrée (en hectares)	72 625	24 995	18 137	11 400	21 582	19 600	...

TABLEAU I.02-5

Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

Unité : Millier d'hectares

	1947 à 1971	1972 à 1989	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Type d'essence :								
Pins maritimes	•	116,9	6,9	0,6	4,8	3,2	3,6	2,1
Autres pins	•	84,6	4,4	1,0	2,3	2,1	1,9	1,7
Autres conifères	•	304,8	9,5	2,5	3,6	4,3	3,5	2,8
Peupliers	•	60,8	3,4	1,1	2,4	2,9	2,6	2,0
Autres feuillus	•	63,2	7,5	2,5	5,1	6,1	5,2	3,7
Total	•	**630,3**	**31,7**	**7,7**	**18,2**	**18,6**	**16,8**	**12,3**
Nature du boisement :								
Boisement	496,7	168,2	7,8	2,5	5,2	3,7	2,3	1,0
Reboisement et enrichissement (1)	834,0	407,7	20,5	4,1	10,3	10,8	10,8	8,5
Plantations hors forêts (2)	116,0	54,7	3,4	1,1	2,7	4,1	3,7	2,8
Total	**1 446,7**	**630,6**	**31,7**	**7,7**	**18,2**	**18,6**	**16,8**	**12,3**

(1) Reconstitution de forêts et introduction d'essences nouvelles dans les forêts pauvres pour augmenter leur productivité.
(2) Peupliers essentiellement.

TABLEAU I.02-6

Production annuelle des pépinières particulières (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

	1985		1990		1995		1997		1998
	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées Total
Nombre	**403**	**609**	**392**	**597**	**353**	**465**	**336**	**448**	**338** 441
Superficie [en hectares] (2)	**1 201**	**1 301**	**1 352**	**1 441**	**1 319**	**1 405**	**1 245**	**1 316**	**1 240** 1 297
Plants de peupliers et de noyers	511	586	503	568	582	626	602	646	631 674
Autres plants	690	715	849	873	737	779	643	670	609 623
Plants produits (en millions)	**84,6**	**87,6**	**91,4**	**94,1**	**85,5**	**87,8**	**76,8**	**79,8**	**74,1** 75,0
Plants de peupliers et de noyers	1,2	1,4	1,8	1,9	2,3	2,4	3,2	3,3	3,3 3,4
Autres plants :									26,1
– feuillus	18,4	18,5	33,4	34,3	29,0	29,7	27,0	28,7	26,0 45,5
– conifères	65,0	67,7	56,2	57,9	54,2	55,7	46,6	47,8	44,8

(1) Pépinières agréées et non agréées par le Fonds forestier national.
(2) Jachères non comprises.

TABLEAU I.02-7

Production ligneuse (1) de l'Office national des Forêts

Ventes de bois en France

Source : Office national des Forêts

	1980	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Volume vendus ou délivrés (1000 m^3)								
Feuillus (volume grume)	3 169	5 066	4 667	4 501	4 516	4 619	4 666	4 790
Conifères (volume grume)	4 280	4 936	5 566	5 136	5 287	5 415	5 664	5 420
Houppiers et taillis-bois enstéres (2)	3 027	3 743	3 850	3 733	3 573	3 835	3 862	3 710
Total	**10 476**	**13 745**	**14 093**	**13 740**	**13 376**	**13 869**	**14 192**	**13 920**
Valeur [million de francs] (3)	...	2 186	2 720	3 197	2 937	3 034	3 283	3 367

(1) Forêts domaniales et communales.
(2) Houppiers et taillis feuillus et houppiers conifères.
(3) Prix d'adjudication ou de cession ou valeur estimative, y compris les charges en argent.

TABLEAU I.02-8

Exploitation forestière et scierie

Enquête annuelle d'entreprise : résultats par secteur d'activité (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES

Activité	Numéro de NAF	Nombre d'entreprises	Effectif salarié permanent (3)	Chiffre d'affaires net (2)	Exportations	Investissements corporels
				Million de francs		
Exploitation forestière	02.0B	41	2 152	2 155	301	36
Scierie	20.1A et 20.1B	272	12 374	10 909	2 128	523
Total		**313**	**14 526**	**13 064**	**2 429**	**683**

(1) Entreprises de vingt salariés permanents et plus. L'enquête pour les résultats de l'année 1997 concernait le champ des entreprises de six salariés permanents et plus.
(2) Somme des ventes de marchandises et de la production réalisées au cours de l'exercice.
(3) Sont exclues les personnes employées à temps partiel, soit moins de 20 heures hebdomadaires, et les travailleurs saisonniers.

TABLEAU I.02-9

Exploitation forestière (NAF 02.0B) : production de la branche

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt, SCEES

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

Produit	1980	1985	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Bois d'œuvre (grumes)								
Chêne	3 446	3 169	3 120	2 677	2 850	2 770	2 801	2 818
Hêtre	1 987	2 047	2 582	1 914	1 912	1 796	1 865	1 924
Peuplier	1 770	1 862	3 409	2 599	2 560	2 322	2 327	2 221
Feuillus divers	1 186	846	1 046	940	968	883	853	900
Total feuillus	**8 389**	**7 925**	**10 157**	**8 130**	**8 290**	**7 771**	**7 845**	**7 863**
Sapin, épicéa, mélèze, douglas	4 862	5 135	6 495	6 185	6 363	6 112	6 364	6 675
Pin et autres conifères	5 678	5 653	7 693	6 629	7 044	6 615	6 925	7 429
Total conifères	**10 540**	**10 788**	**14 189**	**12 814**	**13 407**	**12 727**	**13 289**	**14 104**
Ensemble des bois d'œuvre (1)	**18 929**	**18 713**	**24 346**	**20 944**	**21 697**	**20 498**	**21 134**	**21 967**
Bois d'industrie								
Feuillus durs	4 652	3 860	3 678	3 611	3 655	3 232	3 497	3 426
Feuillus tendres	1 480	1 093	1 285	1 661	1 628	1 357	1 558	1 502
Sapin, épicéa, mélèze	478	1 021	1 228	1 787	1 886	1 550	1 850	1 621
Pin maritime	1 798	2 068	2 168	2 607	2 786	2 441	2 451	2 483
Autres conifères	779	1 118	1 399	1 346	1 451	1 117	1 189	1 241
Total trituration (2)	**9 187**	**9 160**	**9 757**	**11 012**	**11 406**	**9 698**	**10 545**	**10 273**
Mines feuillus	61	54	32	15	15	12	16	28
Mines conifères	260	159	70	35	25	23	29	21
Bois ronds divers feuillus	320	227	199	192	216	218	271	272
Bois ronds divers conifères	69	88	147	121	101	107	111	97
Poteaux (conifères)	149	76	82	120	104	87	57	60
Total autres bois d'industrie	**859**	**604**	**530**	**483**	**461**	**447**	**484**	**478**
Ensemble des bois d'industrie	**10 046**	**9 765**	**10 287**	**11 495**	**11 867**	**10 145**	**11 029**	**10 751**
Bois de feu commercialisé (3)								
Total bois de feu commercialisé (3)	**1 358**	**2 077**	**2 541**	**2 588**	**2 471**	**2 644**	**2 770**	**2 809**

(1) Destinés principalement au sciage, ainsi qu'au tranchage ou au déroulage.
(2) Papeterie et fabrique de panneaux.
(3) Depuis 1989 : y compris bois de feu cédé à titre gratuit ou autoconsommé.

TABLEAU I.02-10

Exploitation forestière : production de bois d'œuvre dans les départements d'outre-mer (1)

Source : Office national des Forêts

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

	1980	1985	1990	1994	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Guadeloupe	0,5	3,6	0,6	0,3	0,7	0,5	0,8	–	...
Guyane	120,0	94,4	91,0	51,0	68,2	65,7	53,6	71,8	4,0
Martinique	0,8	2,8	1,8	2,1	2,9	5,3	5,2	6,2	7,9
Réunion	3,0	4,4	5,0	7,2	5,0	6,1	6,0	8,2	...

(1) Forêts bénéficiant du régime forestier.

TABLEAU I.02-11

Scierie (NAF 20.1A) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt, SCEES

Unité : Millier de m^3 de sciages (sauf indication contraire)

Produit	1980	1985	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Sciages (1)								
Chêne	1 124	1 057	1 051	904	957	927	892	911
Hêtre	856	738	966	714	707	695	673	685
Peuplier	488	572	923	695	709	629	634	611
Feuillus divers	582	362	363	335	316	312	297	308
Total feuillus	**3 050**	**2 729**	**3 303**	**2 648**	**2 689**	**2 563**	**2 496**	**2 515**
Sapin, épicéa, mélèze, douglas	3 009	3 166	3 656	3 665	3 744	3 618	3 832	3 989
Pin et autres conifères	2 672	2 532	3 299	2 983	3 083	2 887	2 968	3 207
Total conifères	**5 681**	**5 698**	**6 955**	**6 648**	**6 827**	**6 505**	**6 800**	**7 196**
Ensemble des sciages d'essences des régions tempérées...	**8 731**	**8 427**	**10 258**	**9 296**	**9 516**	**9 068**	**9 296**	**9 711**
Sciages d'essences des régions tropicales et exotiques	667	473	514	332	298	273	265	262
Autres produits de scierie								
Traverses :								
– chêne	183	100	137	...	...	...	...	...
– autres	62	46	51	...	...	...	...	...
Appareils de voie	76	42	33	...	...	...	...	...
Total bois sous rail	**321**	**188**	**221**	**167**	**223**	**207**	**188**	**191**
Merrains	18	12	33	20	27	34	45	55
Chutes de scierie commercialisées (millier de t.) :								
– pour trituration	2 376	2 714	3 617	3 903	3 932	4 021	4 112	4 312
– autres	388	412	353	416	430	434	414	387

(1) Ces produits sont tirés d'une partie des grumes dont il est fait état au tableau I.02-8.

TABLEAU I.02-12

Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES — *Unité* : Million de francs

	Exportations		Importations	
	1998	1999	1998	1999
Produits d'exploitation forestière, de carbonisation et de scierie (bois)				
Conifères (grumes + trituration)	192	260	137	169
Feuillus (grumes + trituration)	1 487	1 453	1 544	1 567
Sciages de conifères	545	552	2 567	2 925
Sciages de feuillus	1 218	1 265	1 664	1 653
Traverses	160	160	38	48
Plaquettes, particules et délignures	197	234	249	231
Autres produits (1)	286	224	231	228
Total	**4 085**	**4 148**	**6 430**	**6 821**
Produits des industries du bois, des pâtes et papier				
Placages	674	667	543	529
Panneaux contreplaqués	3 408	3 594	2 916	2 992
Autres produits du travail mécanique du bois	4 012	4 273	3 720	4 284
Meubles et sièges en bois	5 986	6 261	11 172	12 284
Pâtes et vieux papiers	1 801	1 751	6 132	6 755
Papiers et cartons	17 375	18 472	23 594	24 082
Total	**33 256**	**35 018**	**48 077**	**50 926**
Autres produits d'exploitation forestière et dérivés				
Extraits tannants, végétaux	49	57	20	25
Térébenthine, colophanes et dérivés	191	195	486	366
Liège et ouvrages en liège	240	355	1 398	1 697
Total	**480**	**607**	**1 904**	**2 088**
Ensemble des produits	**37 821**	**39 773**	**56 411**	**59 835**

(1) Comprend : bois de feu, sciures, charbon de bois, bois d'industrie sauf trituration, bois feuillards, échalas, pieux et piquets, bois pour cannes, manches d'outils, éclisses.

TABLEAU I.02-13

Bilan de la matière bois

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

	Feuillus	Conifères	Indéterminé	Total
PRODUCTION				
Bois d'œuvre	7 863	14 104	–	21 967
Bois d'industrie	5 228	5 523	–	10 751
Bois de trituration et dérivés	4 928	5 345	–	10 273
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	300	178	–	478
Bois de feu	–	–	2 809	2 809
Total de la production	**13 091**	**19 627**	**2 809**	**35 527**
IMPORTATIONS				
Bois d'œuvre	2 282	3 554	1 125	6 961
Bois d'industrie	3 686	5 721	24 241	33 648
Bois de trituration et dérivés	3 686	5 715	24 204	33 605
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	–	6	37	43
Bois de feu	–	–	15	15
Total des importations	**5 968**	**9 275**	**25 381**	**40 624**
EXPORTATIONS				
Bois d'œuvre	2 157	1 231	982	4 370
Bois d'industrie	1 708	1 573	18 077	21 358
Bois de trituration et dérivés	1 708	1 561	18 028	21 297
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	–	12	49	61
Bois de feu	–	–	415	415
Total des exportations	**3 865**	**2 804**	**19 474**	**26 143**
CONSOMMATION APPARENTE				
Bois d'œuvre	7 988	16 427	143	24 558
Bois d'industrie	7 206	9 671	6 164	23 041
Bois de trituration et dérivés	6 906	9 499	6 176	22 581
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	300	172	– 12	460
Bois de feu	–	–	2 409	2 409
Total de la consommation apparente	**15 194**	**26 098**	**8 716**	**50 008**

Chapitre I.03

Pêche maritime

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définition.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de navires de pêche, puissance et tonnage suivant la longueur hors tout.
2. Nombre de marins ayant embarqué au moins trois mois dans l'année par type de pêche.
3. Produits frais de la mer : principales espèces débarquées.
4. Commerce extérieur : principales espèces de poissons de mer échangées.
5. Évolution de la production, du commerce extérieur et de la consommation apparente des produits de la mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture, bureau central des statistiques.

1. PRÉSENTATION

En 1999, le déficit du commerce extérieur des produits de la mer s'est élevé à 13,3 milliards de francs, soit une légère baisse par rapport à l'année précédente qui avait connu une progression importante. Le niveau du déficit reste donc élevé en comparaison de ce qui était enregistré jusqu'en 1997. La tendance à la croissance des quantités échangées se poursuit tant pour les importations que les exportations. Les espèces les plus déficitaires, en valeur, du point de vue de ces échanges, demeurent le cabillaud, les lieus, le merlu et le thon.

En valeur, les principales espèces débarquées en France métropolitaine sont la sole, la baudroie, la langoustine, le cabillaud et l'anchois, alors qu'en quantité, ce sont, la sardine, le chinchard, les lieus et l'anchois qui prédominent.

La réduction de la flotte et de sa puissance se poursuit à un rythme relativement modéré entraînant celle du nombre de marins embarqués.

2. MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre correspond à une partie du champ couvert par les numéros 05.0A et 05.0C de la nomenclature d'activités française (NAF).

La flotte des navires de pêche est répertoriée suivant deux types de classification. Une classification « immatriculation » qui prend en compte l'ensemble des navires de pêche qui sont inscrits au fichier central du Centre administratif des Affaires maritimes. Une classification « armement » qui regroupe tous les navires qui sont effectivement en activité.

La situation des effectifs des marins-pêcheurs correspond au nombre de marins embarqués pendant au moins trois mois au cours de l'année.

Les données portant sur les produits de la mer débarqués par espèce se rapportent à leur équivalent en poids vif.

Souvent les captures sont vidées, éviscérées, filetées, salées,... à bord des bateaux de pêche ou de navires-usines.

3. DÉFINITION

Armement

Un navire de pêche est armé soit :

— à la grande pêche : durée du voyage supérieure à un mois;

— à la pêche au large : durée de la marée de 12 à 15 jours;

— à la pêche côtière : durée de la marée, 3 jours;

— à la petite pêche : durée de la marée, 24 heures.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture;

Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (OFIMER, ex FIOM);

CAAM (Centre administratif des Affaires maritimes de Saint-Malo).

Publications :

« *Pêche - Statistiques annuelles 1999* », Document Statistique, Thème 5, série A, Eurostat (annuel).

Rapport sur la production de l'industrie des Pêches maritimes et des Cultures marines, OFIMER (annuel).

Le commerce extérieur des produits de la mer, OFIMER (annuel).

Statistiques des Pêches et Production de l'aquaculture, FAO, édition 1998, volume 86.

*
* *

TABLEAU I.03-1

Nombre de navires de pêche, puissance et tonnage suivant la longueur hors tout

Situation au 31 décembre

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Centre administratif des affaires maritimes (C.A.A.M.)

Unités : Tonnage : tonneau de jauge brute
Puissance : kilowatt
Nombre : navires en activité

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Navires d'une longueur hors tout de :						
Moins de 12 mètres :						
Nombre	6 556	4 847	4 766	4 630	4 512	4 377
Puissance	405 901	339 342	339 299	335 483	331 046	326 068
Tonnage	27 479	22 007	21 943	21 498	23 563	23 143
De 12 à moins de 16 mètres :						
Nombre	850	652	630	587	560	547
Puissance	157 013	129 371	124 798	117 998	113 940	111 870
Tonnage	20 842	16 749	16 207	15 212	14 988	14 748
De 16 à moins de 25 mètres :						
Nombre	1 022	930	912	876	842	826
Puissance	338 054	321 865	317 472	307 643	298 827	294 147
Tonnage	58 599	57 635	57 032	55 715	54 576	53 884
De 25 à moins de 38 mètres :						
Nombre	122	89	90	89	89	86
Puissance	66 546	51 768	53 230	52 484	52 843	51 586
Tonnage	21 697	15 850	16 173	15 828	16 003	15 645
38 mètres et plus :						
Nombre	104	75	77	72	71	70
Puissance	182 971	148 163	152 827	147 214	144 651	141 121
Tonnage	75 205	62 886	64 607	61 927	60 730	59 629
Total :						
Nombre	**8 654**	**6 593**	**6 475**	**6 254**	**6 074**	**5 906**
Puissance	**1 150 485**	**990 509**	**987 626**	**960 822**	**941 307**	**924 792**
Tonnage	**203 823**	**175 127**	**175 962**	**170 180**	**169 860**	**167 049**

TABLEAU I.03-2

Nombre de marins ayant embarqué au moins trois mois dans l'année par type de pêche

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Centre administratif des affaires maritimes (CAAM)

Unité : Marin

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Grande pêche	1 164	969	891	986	1 003	975	974	952	935
Pêche au large	5 068	4 559	4 293	3 992	3 773	3 707	3 505	3 392	3 441
Pêche côtière	3 536	3 508	3 490	3 288	3 219	3 120	3 145	3 158	3 151
Petite pêche (1)	16 322	14 871	14 476	14 416	13 932	13 674	13 451	13 530	13 066
Total	**26 090**	**23 907**	**23 150**	**22 682**	**21 927**	**21 476**	**21 075**	**21 032**	**20 593**

(1) Y compris conchyliculture.

TABLEAU I.03-3

Produits frais de la mer : principales espèces débarquées

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Centre administratif des affaires maritimes (C.A.A.M)

Unités : Valeur : Millier de francs
Quantité : Tonne

Espèces débarquées	1990		1995		1997		1998		1999	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Cabillaud	16 233	256 958	14 339	166 817	16 468	194 314	16 086	243 310	13 513	231 317
Églefin	3 330	34 860	3 590	19 577	6 539	47 286	4 255	47 367	3 453	37 770
Lieu noir	33 138	206 401	16 737	95 756	15 014	88 053	15 803	115 369	24 694	173 383
Lieu jaune	5 057	85 250	3 395	57 055	3 013	54 723	2 980	61 726	3 112	66 429
Merlan	22 602	202 183	24 379	153 364	19 180	142 414	17 875	156 623	20 695	177 314
Merlu	19 487	530 323	12 293	247 156	8 376	218 625	5 987	182 294	7 443	209 088
Chinchard	7 697	31 768	5 924	22 010	9 392	41 359	21 757	40 836	28 608	70 956
Maquereau	14 400	58 959	12 614	43 720	15 978	56 576	17 117	48 493	18 658	54 766
Plie	7 636	47 365	3 921	30 635	4 688	40 840	4 539	36 438	5 232	49 782
Sole	7 888	398 652	8 317	380 212	7 948	498 551	7 599	494 073	8 331	502 993
Cardine	5 115	108 429	4 383	73 603	3 755	77 128	3 519	74 056	3 359	77 232
Baudroie	16 309	442 712	14 820	331 719	14 278	375 814	12 222	372 247	10 842	367 450
Hareng	11 157	17 518	4 500	8 047	4 422	6 703	17 042	30 663	25 377	47 073
Anchois	14 887	112 930	11 257	106 373	17 514	169 025	25 687	218 478	26 298	228 496
Sardine	21 709	78 974	13 339	42 951	18 753	63 890	15 733	66 663	34 873	111 416
Limande-sole	1 520	13 138	1 865	30 319	1 746	38 733	1 413	33 046	1 298	28 630
Bar	2 910	258 099	2 455	132 347	3 248	181 375	3 083	180 576	3 459	206 493
Turbot	1 015	73 784	775	46 304	592	42 217	573	46 527	524	41 581
Langoustine	9 110	371 355	9 050	346 940	6 882	307 160	6 396	286 469	5 810	294 909
Homard	246	28 834	261	27 594	322	36 040	230	26 285	282	32 467
Crevette grise	252	21 454	245	12 033	254	12 581	325	15 895	426	22 016

TABLEAU I.03-4

Commerce extérieur : principales espèces de poissons de mer échangées

Année 1999

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Douanes

Unités : Valeur : millier de francs
Quantité : tonne

Principales espèces	Importations		Exportations		Balance générale	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Anchois	6 258	209 763	13 319	184 443	– 7 061	– 25 320
Bar	1 045	42 479	2 557	170 267	– 1 512	127 788
Baudroie	7 580	311 517	1 273	90 424	– 6 307	– 221 093
Cabillaud, morue	61 942	1 411 376	5 423	192 545	– 56 519	– 1 218 831
Cardine	44	1 372	1 960	60 380	– 1 916	59 008
Chinchard	2 944	8 988	16 156	70 177	– 13 212	61 189
Dorade	3 366	86 529	1 837	67 201	– 1 529	– 19 328
Églefin	2 326	41 382	175	4 071	– 2 151	– 37 311
Flétan	4 448	84 515	30	1 161	– 4 418	– 83 354
Hareng	14 841	109 412	12 087	34 148	– 2 754	– 75 264
Lieu Alaska, jaune	37 942	521 641	2 058	35 658	– 35 884	– 485 983
Lieu noir	21 319	264 883	1 246	22 540	– 20 073	– 242 343
Lingues	3 091	54 372	45	878	– 3 046	– 53 494
Maquereau	23 321	104 842	13 974	62 855	– 9 347	– 41 987
Merlan	3 214	54 697	2 613	41 908	– 601	– 12 789
Merlu	25 999	399 794	1 648	45 278	– 24 351	– 354 516
Plie	638	13 102	3 027	31 138	2 389	18 036
Rascasse du Nord	8 646	130 000	813	27 166	– 7 833	– 102 834
Sardine	22 482	245 513	3 096	31 299	– 19 386	– 214 214
Sole	5 979	243 461	2 726	188 438	– 3 253	– 55 023
Thon	102 371	1 748 381	164 617	1 478 353	62 246	– 270 028

TABLEAU I.03-5

Évolution de la production, du commerce extérieur et de la consommation apparente des produits de la mer

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
OFIMER et Douanes

Unités : Valeur : milliard de francs
Quantité : millier de tonnes

	1990	1995	1996	*r* 1997	1998	1999 (2)
Production nationale						
Quantité	808,4	827,7	810,8	796,0	758,3	796,0
Valeur	8,8	7,6	8,0	8,5	8,0	8,6
Commerce extérieur						
Importations :						
Quantité importée	863,2	885,3	923,0	913,9	975,2	1 009,0
Valeur importée	15,5	15,8	16,2	17,6	20,3	20,1
Exportations :						
Quantité exportée	341,2	385,7	406,6	398,8	370,8	440,5
Valeur exportée	5,2	4,8	5,0	6,3	6,3	6,8
Solde :						
Quantité	– 522,0	– 499,6	– 516,4	– 515,1	– 604,4	– 568,5
Valeur	– 10,3	– 10,9	– 11,2	– 11,3	– 14,0	– 13,3
Consommation apparente (1)						
Quantité	1 330,4	1 327,3	1 327,2	1 311,1	1 362,7	1 364,5
Valeur	19,1	18,6	19,2	19,8	22,0	21,9

(1) La consommation apparente est la somme de la production nationale et des importations moins les exportations.
(2) La production nationale est estimée pour 1999.

Chapitre I.04

Industries agricoles et alimentaires

(NAF groupes 15.1 à 16.0)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des principaux groupes de l'indice de la production des IAA.

1. Industrie des viandes : branche et secteur d'établissements.
2. Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche.
3. Abattage de volailles : production de la branche.
4. Charcuterie et conserves de viandes : production de la branche.
5. Plats préparés appertisés et surgelés : production de la branche.
6. Industrie du poisson : branche et secteur d'établissements.
7. Conserves de poisson : production de la branche.
8. Industrie des fruits et légumes : branche et secteur d'établissements.
9. Industrie des fruits et légumes : production des branches.
10. Industrie des corps gras : branche et secteur d'établissements.
11. Corps gras : production de la branche.
12. Industrie laitière : branche et secteur d'établissements.
13. Industrie laitière : production de la branche.
14. Glaces et sorbets : production de la branche.
15. Travail des grains; fabrication de produits amylacés : branche et secteur d'établissements.
16. Grains et produits amylacés : production de la branche.
17. Fabrication d'aliments pour animaux : branche et secteur d'établissements.
18. Aliments pour animaux : production de la branche.
19. Autres industries alimentaires : branche et secteur d'établissements.
20. Autres industries alimentaires : production des branches.
21. Industrie des boissons : branche et secteur d'établissements.
22. Eaux de vie naturelles et alcool de synthèse : production ou expéditions des branches.
23. Autres boissons alcoolisées : production ou expéditions de la branche.
24. Malt : production de la branche.
25. Boissons sans alcool : production ou ventes de la branche.
26. Tabac : production de la branche.
27. Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires.

1. PRÉSENTATION

En 1999, la production des industries agro-alimentaires (IAA) augmente de 1,4 % en volume. Plus élevé qu'en 1998 (+ 1,2 %), ce résultat traduit en particulier la forte progression des boissons. Le solde commercial croît légèrement, grâce aux exportations de boissons, notamment de champagne; les huiles et corps gras et les produits laitiers contribuent aussi à cette amélioration, dans une moindre mesure. La consommation des ménages est moins dynamique que l'année précédente. L'activité des IAA contribue à la création d'emploi.

2. MÉTHODOLOGIE

Les statistiques industrielles s'articulent principalement autour de deux types d'enquêtes : une enquête annuelle d'entreprise (EAE) dite enquête de secteur et un ensemble d'enquêtes de production dites enquêtes de branches.

L'enquête annuelle d'entreprise auprès des industries agricoles et alimentaires (IAA) est réalisée par le Service central des enquêtes et études statistiques pour la totalité du champ de compétence du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Sont interrogées, essentiellement sur leurs données comptables, les entreprises dont l'activité principale relève de ce champ de compétence. Les résultats d'un secteur d'activité déterminé ne correspondent pas à cette seule activité mais à la totalité des activités exercées par les entreprises dont l'activité principale appartient à ce secteur.

Depuis l'exercice 1993, cette enquête est exprimée dans la Nomenclature d'activités française (NAF) en vue d'une harmonisation statistique au niveau européen puisque la NAF s'emboîte parfaitement dans son modèle européen, la NACE. Ainsi, les comparaisons entre les pays européens en seront-elles facilitées.

Les principales modifications par rapport à la précédente nomenclature utilisée, la NAP, sont les suivantes :

— éclatement de l'industrie laitière en quatre classes :
  — inclusion de la vinification dans les IAA ;
  — suppression de la classe sur les plats cuisinés, ceux-ci étant reclassés suivant le produit principal utilisé ;
  — restructuration au niveau des regroupements d'activité avec, notamment, l'apparition de groupes sur les industries du poisson, des fruits et légumes, des corps gras, de l'alimentation animale et la modification des groupes sur le travail du grain et sur les industries alimentaires diverses.

Les enquêtes de branches ont trait à des données de fabrication, principalement en quantités physiques, voire aux quantités de matières premières utilisées. Ces enquêtes s'adressent généralement aux établissements (localisation géographique distincte où l'entreprise exerce tout ou partie de ses activités). Les résultats par branche se rapportent à chaque établissement ou chaque section d'établissement ayant une production propre dans le domaine des IAA, que cette activité soit l'activité principale ou secondaire de cet établissement ou de l'entreprise dont il fait partie. Il faut noter que le champ ainsi couvert dépasse sensiblement celui de l'enquête annuelle d'entreprise, qui ne porte que sur les entreprises entières dont l'activité principale est du domaine des IAA.

Les enquêtes de branches auprès des industries agricoles et alimentaires sont réalisées soit par le Service central des enquêtes et études statistiques, soit par d'autres administrations, soit par des organismes professionnels. Les organismes professionnels agréés pour l'exécution des enquêtes industrielles obligatoires réalisent ces enquêtes sous la coordination de l'Administration, notamment au niveau des questionnaires qui reçoivent un visa de l'INSEE et du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Les résultats obtenus par branche sont très détaillés, mais les périodicités et le degré d'exhaustivité dans les divers domaines d'activité sont assez variables. La couverture statistique des enquêtes est parfois mal connue, soit que les organismes professionnels ne connaissent pas la totalité des établissements à interroger (en particulier parmi les non-adhérents), soit qu'ils éprouvent des difficultés pour évaluer la production des établissements n'ayant pas répondu.

Les informations présentées dans ce chapitre sont une synthèse des résultats des enquêtes de branche réalisées dans les IAA sur l'activité de 1998. Classés suivant les groupes à 3 chiffres et les classes à 3 chiffres plus 1 lettre de la nomenclature NAF, ils sont diffusés par le SCEES au niveau régional lorsque le secret statistique peut être respecté.

Les tableaux présentés permettent de comparer l'activité de 1998 à celle des quatre années précédentes. Par ailleurs, les activités de surgélation-congélation et de déshydratation, considérées comme des techniques de conservation et non comme des branches d'activité au sens de la NAF, sont reclassées dans chaque catégorie de produits concernés.

3. DÉFINITIONS

Industries agricoles et alimentaires (IAA)

Elles transforment la matière première biologique, essentiellement d'origine agricole, en vue de satisfaire les besoins alimentaires des humains et des animaux. Une part sans cesse croissante de l'alimentation est assurée par ces industries.

Les caractéristiques particulières à la matière première agricole confèrent aux industries agricoles et alimentaires leur unité et leur originalité.

Les produits agricoles, de composition variable et complexe, sont très périssables. Leur récolte se fait en un temps limité imposant aux industries transformatrices un approvisionnement saisonnier et une activité modulée sur la durée de la campagne agricole. Cette dernière peut s'étendre sur deux fractions d'années consécutives.

Secteurs et branches

Tous les établissements exerçant à titre principal une même activité, sont classés dans un ensemble appelé secteur d'établissement.

Les fractions d'établissement qui ont une même activité constituent la branche. Ainsi un même établissement relève d'autant de branches qu'il exerce d'activités, mais il n'appartient qu'à un seul secteur.

Industrie des viandes
(NAF groupe 15.1)

— Viande fraîche, congelée ou surgelée de bovins, d'ovins et de caprins, de porcins, d'équins; abats comestibles ou non; laines, cuirs et peaux bruts; graisses animales comestibles et sous-produits animaux non comestibles.

— Viande et abats de volaille, de lapin et de gibier, frais, congelés ou surgelés; plumes et duvets.

— Préparations industrielles à base de viandes : charcuterie et conserves à base de viandes : saucisses, saucissons secs, saucissons cuits, pâtés, jambons et épaules cuits, viandes et abats salés, en saumure séchés ou fumés; préparations de foie gras; plats préparés à base de viande; farines de viandes pour animaux.

Industrie du poisson
(NAF groupe 15.2)

— Poissons frais, congelés ou surgelés, séchés, salés ou fumés; coquillages, crustacés et mollusques surgelés ou en conserve; plats préparés à base de poissons, de crustacés et de mollusques; escargots et cuisses de grenouilles surgelés ou en conserve; farines de poissons pour animaux; déchets de l'industrie du poisson.

Industrie des fruits et légumes
(NAF groupe 15.3)

— Pommes de terre conservées par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation; purée déshydratée; chips; frites; plats préparés à base de pomme de terre; produits apéritifs à base de pomme de terre; farines de pomme de terre.

— Jus de fruits et de légumes frais, surgelés ou concentrés.

— Légumes conservés par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation, lyophilisation, dans l'huile, le vinaigre, la saumure; plats cuisinés et préparations à base de légumes.

— Fruits conservés par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation; confitures, marmelades, compotes et gelées; fruits à coque grillés ou salés; conserves de fruits; fruits à l'alcool et à l'eau de vie.

Industrie des corps gras
(NAF groupe 15.4)

— Huiles végétales brutes et raffinées; tourteaux et farines oléagineuses; huiles et graisses animales non comestibles; huiles et graisses hydrogénées; cires végétales et résidus divers.

— Margarine; spécialités à tartiner (non compris celles à base de produits laitiers : groupe 15.5).

Industrie laitière
(NAF groupe 15.5)

— Laits liquides frais, pasteurisés, stérilisés, UHT, entiers ou écrémés, conditionnés ou non (non compris le lait utilisé à la ferme : groupe 01.2); crèmes de lait; produits laitiers frais : yaourts et autres laits fermentés, desserts lactés frais.

— Beurre, y compris concentré ou allégé; pâtes à tartiner à base de produits laitiers.

— Fromages frais, à pâte molle, persillée...; fromages fondus...

— Laits concentrés et laits secs sucrés et non sucrés, entiers ou écrémés, conditionnés ou non (non compris les laits pour nourrissons, groupe 15.8).

— Produits dérivés de l'industrie laitière : caséine, caséinates, lactose, lactosérum.

— Crèmes glacées, glaces et sorbets en vrac ou en conditionnement individuel (non compris les spécialités pâtissières glacées, groupe 15.8).

Travail des grains; fabrication de produits amylacés
(NAF groupe 15.6)

— Farines, y compris sons et résidus; farines préparées pour la boulangerie, la pâtisserie.

— Semoules; riz décortiqué ou transformé; céréales transformées (grillées, soufflées, en flocons) pour le petit déjeuner.

— Produits amylacés : amidons et fécules, maltodextrine, glucose; tapioca; huile de germe de maïs; résidus d'amidonnerie.

Fabrication d'aliments pour animaux
(NAF groupe 15.7)

— Aliments composés complets ou complémentaires pour animaux de ferme; aliments d'allaitement; composés minéraux et prémélanges; fourrages déshydratés.

— Aliments pour animaux de compagnie.

Autres industries alimentaires
(NAF groupe 15.8)

— Fabrication industrielle de pains, de viennoiseries et de pâtisseries (fraîches et surgelées); pâtes et pâtons précuits surgelés.

— Cuisson de produits de boulangerie.

— Produits de la boulangerie, de la boulangerie-pâtisserie et de la pâtisserie, artisanales.

— Biscottes et pains grillés; biscuits sucrés ou salés (y compris extrudés); pâtisserie industrielle de conservation; pain d'épices.

— Sucre de betterave et de canne : brut, raffiné ou conditionné; sucre cristallisé, en morceaux...; sucres vanillés et vanillinés; sirops de sucre et de mélasses; résidus de sucrerie (non compris édulcorants de synthèse, groupe 24.4).

— Chocolaterie, confiserie.

Chocolaterie : cacao en masse, en poudre sucré et non sucré, beurre de cacao, chocolat de couverture, chocolat en tablettes, confiserie de chocolat, autres produits de

chocolaterie (notamment chocolat blanc et pâtes à tartiner contenant du cacao).

Confiserie de sucre : sucres cuits et autres bonbons, gommes à mâcher (chewing-gum), confiserie diverse (notamment dragées, nougats, pâtes de fruits), fruits confits (notamment marrons glacés); coquilles et pellicules de cacao.

— Pâtes alimentaires fraîches ou non, cuites ou farcies; couscous (y compris le couscous garni).

— Café torréfié en grain, moulu, soluble, concentré, décaféiné; thé conditionné (y compris en sachets); chicorée en grain, moulue, soluble et liquide; infusions.

— Condiments et assaisonnements : vinaigres, moutardes, sauces préparées (émulsionnées, non émulsionnées, cuisinées, ketchup...); épices conditionnées.

— Aliments adaptés à l'enfant et aliments diététiques : laits pour nourrissons, farines et aliments diversifiés pour bébés (notamment préparations élaborées, type « petit pot »); produits diététiques ou de régime (notamment aliments enrichis en fibres, à teneur particulière en vitamines, glucides, protides...).

— Préparations pour entremets et desserts (notamment préparations pour gâteaux de riz et de semoule, pour crème pâtissière; entremets et desserts préparés (notamment desserts lactés de conservation, gâteaux de riz) : petits déjeuners en poudre ou granulés; bouillons et potages : bouillons, potages déshydratés, liquides, surgelés, y compris arômes; oeufs en conserve (notamment poudre d'oeuf et oeufs cuits); levures (notamment levure de panification, levure-aliment); poudres à lever; autres produits alimentaires divers (notamment extraits de malt); additifs et épaississants alimentaires.

Industrie des boissons
(NAF groupe 15.9)

— Eaux de vie naturelles : boissons alcooliques distillées (cognac, armagnac, calvados, rhum, whisky, eaux de vie de fruits ou de grains...); alcool éthylique pur non dénaturé < 80 % en volume.

— Spiritueux : liqueurs digestives et crèmes de cassis, spiritueux consommés à l'eau (amers, bitters, gentianes, anisés).

— Alcool éthylique non dénaturé > 80 % en volume et alcool dénaturé (non compris l'alcool éthylique de synthèse : groupe 24.1).

— Champagne et mousseux.

— Vins (non compris les vins issus de la transformation du raisin produit par la même exploitation : groupe 01.1); vins doux naturels et vins de liqueur; moûts de raisin; tartre et lie de vin.

— Cidre et autres boissons fermentées (poiré, hydromel, saké...).

— Vins aromatisés; vermouths.

— Bière, y compris bière sans alcool et panaché; résidus de brasserie et de distillerie.

— Malt.

— Eaux minérales et eaux de sources.

— Boissons rafraîchissantes sans alcool (notamment limonade, boissons aux extraits naturels : sodas, colas, tonics..., boissons aux fruits, nectars, sirops de consommation, apéritifs sans alcool, divers).

Industrie du tabac
(NAF groupe 16.0)

— Produits à base de tabac (notamment tabacs, cigarettes et cigares) y compris tabacs à mâcher, à priser; déchets de tabac.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : Service central des enquêtes et études et statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : Direction générale des Douanes et Droits indirects.

— INSEE.

Fédérations et syndicats professionnels :

— Fédération nationale de la coopérative bétail et viandes (FNCBV).

— Syndicat national du commerce de porcs.

— Fédération française des industriels charcutiers, traiteurs.

— Conseil national du cuir.

— Fédération nationale de l'Industrie laitière.

— Fédération nationale des coopératives laitières.

— Syndifrais.

— Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées.

— Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés.

— Fédération nationale des syndicats de confituriers et des conserveurs de fruits.

— Bureau national interprofessionnel du pruneau.

— Fédération française des industries d'aliments conservés.

— Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche.

— Société nationale interprofessionnelle de la tomate.

— Groupement interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et des industries de transformation.

— Office national interprofessionnel des céréales.

— Association nationale de la meunerie française.

— L'Alliance 7.

— Comité français de la semoulerie industrielle.

— Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France.

— Union des semouliers de maïs.

— Syndicat de la rizerie française.

- Chambre syndicale de la malterie française.
- Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA).
- Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA).
- Fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC).
- Association des fabricants de compléments pour l'alimentation animale (AFCA).
- Syndicat national des déshydrateurs de France.
- Chambre syndicale des fabricants d'aliments pour chiens, chats, oiseaux (FACCO).
- Intersyndicale des fabricants d'aliments d'allaitement.
- Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France.
- Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires.
- Fédération nationale des huileries métropolitaines.
- Syndicat des protéines et corps gras animaux.
- Syndicat national des fabricants de sucre de France.
- Chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France.
- Union des sociétés d'intérêt collectif agricole de la transformation des pulpes de betteraves (USICA).
- Chambre syndicale des torréfacteurs de cafés de France.
- Syndicat des fabricants de chicorée de France.
- Syndicat national des triturateurs conditionneurs de poivres et épices.
- Fédération des industries condimentaires de France.
- Syndicat national des fabricants de vinaigres.
- Syndicat national des fabricants de bouillons et potages.
- Syndicat des producteurs de levure - aliment de France.
- Bureau national interprofessionnel du cognac.
- Bureau national interprofessionnel des calvados, eaux-de-vie de cidre et de poiré.
- Bureau national interprofessionnel de l'armagnac.
- Syndicat national des fabricants de liqueurs.
- Union des producteurs français de spiritueux.
- Conseil national des vins aromatisés.
- Comité interprofessionnel du vin de Champagne.
- Association des brasseurs de France.
- Syndicat national des industries cidricoles.
- Union nationale des producteurs et distributeurs de jus de fruits et de légumes, de nectars et de boissons aux fruits.
- Fédération nationale des boissons.
- Syndicat national des boissons rafraîchissantes.
- Syndicat national des fabricants de sirops.
- Chambre syndicale des eaux minérales.
- Syndicat des eaux de source.
- Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA).

Publications :

● Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

« Enquête annuelle d'entreprise. Industries agricoles et alimentaires », Agreste, séries chiffres et données IAA (annuel);

« Enquête annuelle d'entreprise. Industries agricoles et alimentaires - résultats sectoriels et régionaux », cédérom, Agreste numérique (annuel);

« Production des industries agricoles et alimentaires en... Enquêtes de branches, y compris prodcom », Agreste, série chiffres et données IAA (annuel);

« Industries agricoles et alimentaires », partie du *Bulletin mensuel* du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

« Enquête annuelle d'entreprise, Industries agricoles et alimentaires - résultats provisoires », Agreste primeur (annuel);

« 10 % de l'emploi agroalimentaire dans les petites entreprises », Agreste primeur, n° 63, septembre 1999;

« Les groupes bien implantés dans l'agroalimentaire », Agreste primeur, n° 69, février 2000.

● INSEE :

« Les industries agro-alimentaires en... », *INSEE-Résultats* (annuel).

« Trente ans d'échanges agro-alimentaires français », *INSEE-Première,* n° 383, juin 1995.

« Les industries agro-alimentaires en 1998 : une croissance plus modeste en 1998 », *INSEE-Première* , n° 672, août 1999.

« L'agriculture en 1999 en France et en Europe : hausse des volumes et forte baisse des prix », *INSEE-Première,* n° 721, juin 2000.

« Les industries agro-alimentaires en 1999 : léger redressement de la croissance », *INSEE-Première* , n° 729, juillet 2000.

« Les comptes de l'agriculture en 1999 - Rapport présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation - Session du 19 juin 2000 », *Synthèses*, août 2000.

Économie et Statistique :

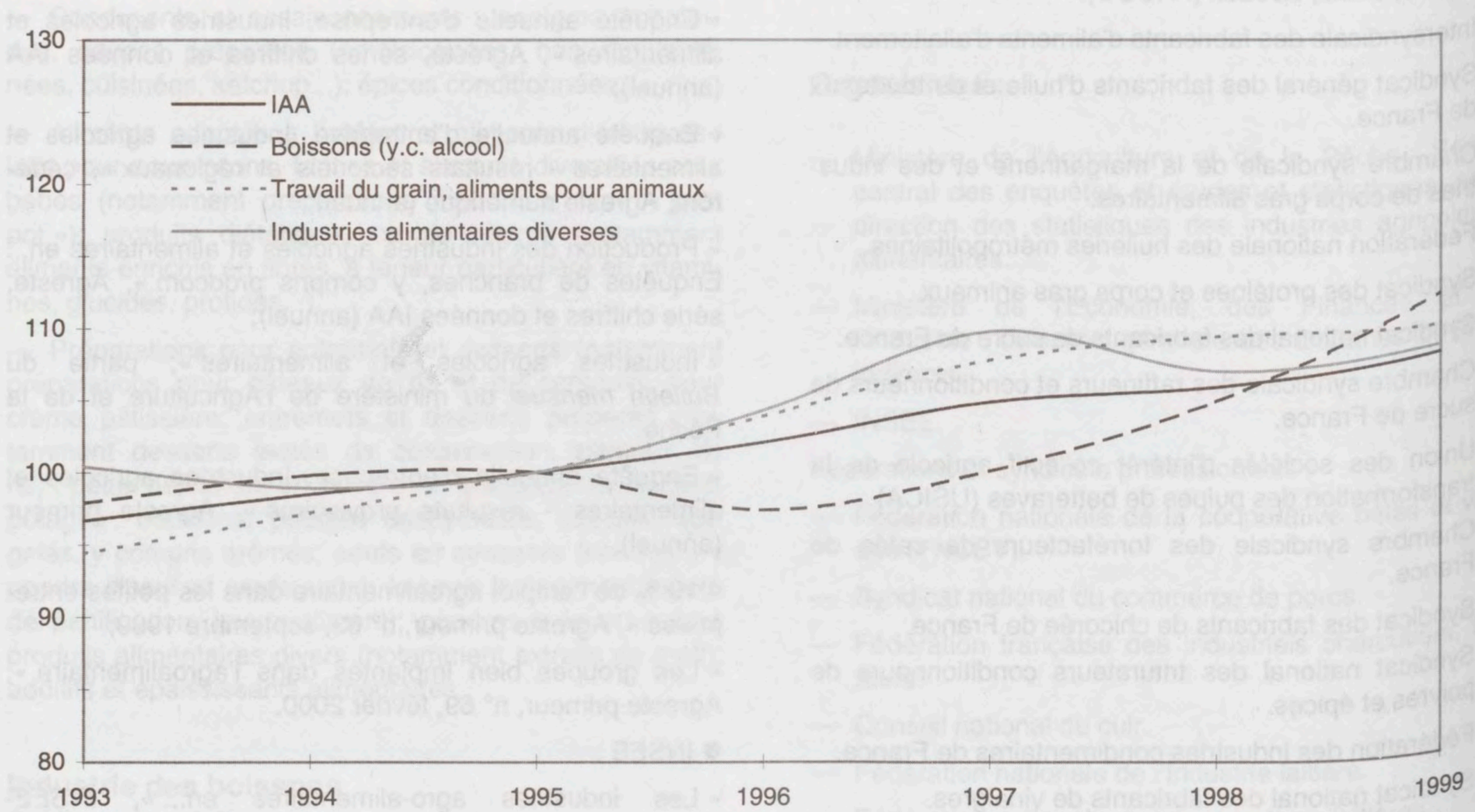
« L'agriculture française dans le contexte international », n° 329/330, septembre/octobre 1999.

Cf. autres publications au chapitre I.01.

*
* *

GRAPHIQUE I.04

Évolution des principaux groupes de l'indice de la production des IAA :
moyenne annuelle de l'indice mensuel (1)



(1) Base 100 en 1995
Source : Insee

TABLEAU I.04-1

Industrie des viandes : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Production de viandes de boucherie	15.1A	41 017	75 732,4	40 993	5 114,1	1 012,0
Production de viandes de volailles	15.1C	27 639	32 517,5	28 246	3 122,8	608,7
Préparation industrielle de produits à base de viandes	15.1E	44 875	53 709,8	42 392	5 327,5	1 745,8
Total		**113 531**	**161 959,7**	**111 631**	**13 564,4**	**3 366,5**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-2

Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Direction des services vétérinaires

Unité : Millier de tonnes

Catégorie d'animaux	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Production de viandes de boucherie	**15.1A**					
Abattage de :						
Gros bovins		1 334,7	1 400,9	1 451,4	1 437,8	1 356,5
Veaux		252,5	246,2	243,0	239,2	234,4
Ovins-caprins		123,6	118,7	123,2	119,6	115,0
Porcins		1 853,8	1 871,8	1 909,6	1 944,6	2 025,8
Équidés		10,2	9,9	10,9	10,8	10,4
Total		**3 574,8**	**3 647,5**	**3 738,1**	**3 752,0**	**3 742,1**

TABLEAU I.04-3

Abattage de volailles (1) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE

Unité : Millier de tonnes

Volailles	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Production de viandes de volailles	**15.1C**					
Abattage de :						
Poussins, poulets, poules, coqs		1 030,4	1 040,1	1 112,3	1 104,0	1 107,6
Dindes		563,2	626,8	635,8	674,9	701,8
Pintades, canards, oies		163,8	188,9	204,4	223,4	238,2
Lapins		61,0	59,9	62,6	59,0	56,6
Total		**1 818,4**	**1 915,7**	**2 015,1**	**2 061,3**	**2 104,2**

(1) Y compris lapins.

TABLEAU I.04-4

Charcuterie et conserves de viandes : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Préparation industrielle de produits à base de viandes	**15.1E**					
Viande salée, en saumure, séchée, fumée		120,2	124,8	127,9	127,2	135,7
Jambons cuits		218,8	223,1	227,4	222,4	230,0
Épaules cuites et charcuteries cuites diverses		57,2	56,2	57,4	58,2	58,9
Saucissons secs		93,8	95,5	102,5	99,6	98,3
Saucissons cuits et similaires		56,4	58,0	56,5	56,6	59,8
Saucisses et similaires		154,9	163,1	173,2	175,6	186,7
Pâtés		133,4	163,8	169,1	167,2	166,5
Préparations et conserves diverses de viande		92,5	88,0	114,8	121,7	131,1
Total		**927,2**	**972,5**	**1 028,8**	**1 028,5**	**1 067,0**
Conserves de volailles et de gibier		22,7	19,1	23,6	24,5	25,2

TABLEAU I.04-5

Plats préparés appertisés et surgelés : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Préparation industrielle de produits à base de viandes	**15.1E**					
Plats préparés		303,3	328,8	323,9	306,3	303,3
Pâtes alimentaires cuisinées		95,7	95,8	101,5	94,5	100,0
Autres plats préparés		207,6	233,0	222,4	211,8	203,3

TABLEAU I.04-6

Industrie du poisson : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie du poisson	**15.2**					
Industrie du poisson	15.2Z	11 990	14 446,1	10 796	1 335,1	420,2
Total		**11 990**	**14 446,1**	**10 796**	**1 335,1**	**420,2**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-7

Conserves de poisson : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE
Fédération française des industries d'aliments conservés (FIAC)

Unité : Tonnes nettes

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Industrie du poisson	**15.2Z**					
Conserves de poisson		68 686	67 715	74 812	70 366	68 459

TABLEAU I.04-8

Industries des fruits et légumes : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des fruits et légumes	**15.3**					
Transformation et conservation de pommes de terre	15.3A	2 442	3 107,2	2 906	432,4	222,4
Préparation de jus de fruits et légumes	15.3C	2 655	5 643,8	2 346	349,3	165,9
Transformation et conservation de légumes	15.3E	12 474	14 790,1	12 968	1 616,7	638,9
Transformation et conservation de fruits	15.3F	3 681	6 493,6	3 564	500,8	255,5
Total		**21 252**	**30 034,7**	**21 784**	**2 899,2**	**1 282,7**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-9

Industries des fruits et légumes : production des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Produits	N° de la NAF	Unités (1)	1994	1995	1996	1997	1998
Transformation et conservation de pommes de terre	**15.3A**						
Pommes de terre préparées (2)		10^3 tonnes	137,4	131,0	139,0	159,5	175,7
Produits surgelés de pommes de terre (3)		»	229,8	249,8	267,7	285,0	316,9
Préparation de jus de fruits et légumes (sauf nectars)	**15.3C**						
Jus de fruits		milliers hl	1 574,0	...	...	...	...
dont : Pomme		»	243,0	...	...	...	...
Raisin		»	1 245,0	...	...	...	...
Tomates		»	56,0	...	...	...	...
Transformation et conservation de légumes	**15.3E**						
Conserves de légumes (4)		10^3 tonnes	1 319,9	1 392,3	1 444,5	1 362,1 *r*	1 459,1
dont : Petits pois		demi-brutes	159,2	176,5	172,7	136,9	186,8
Haricots verts		»	261,5	284,5	286,2	286,8	286,3
Macédoine et mélanges de légumes		»	263,3	287,5	300,7	283,0	296,7
Champignons de couche		»	139,4	144,7	137,2	117,0 *r*	111,0
Tomates : spécialités		»	54,7	44,9	46,6	45,3	50,4
Concentré de tomates		10^3 tonnes	33,8	34,8	35,1	36,2	41,3
Conserves de légumes divers cuisinés sans garniture		»	65,5	67,9	60,0	61,5	60,1
Transformation et conservation de fruits	**15.3F**						
Conserves de fruits et confitures		10^3 tonnes	371,9	370,6	387,7	385,3 *r*	382,5
dont : Compotes et purées de fruits en conserve		»	130,8	141,9	152,6	155,4 *r*	168,1
Conserves de fruits		»	81,0	70,3	78,8	74,0	54,1
Confitures		»	160,1	158,3	156,3	155,9	160,3

(1) Les tonnes nettes, indiquées simplement tonnes, représentent le poids du produit et du jus; les tonnes demi-brutes se définissent en ajoutant aux tonnes nettes le poids du conditionnement.
(2) Purée, pommes chips et « produits divers ».
(3) Surgelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température «à cœur » égale ou inférieure à - 18°C.
(4) L'année indiquée en tête de la colonne est celle de la fin de la campagne. Le total conserves de légumes est calculé hors concentré de tomates du fait de la différence d'unités.

TABLEAU I.04-10

Industrie des corps gras : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des corps gras	**15.4**					
Fabrication d'huiles et graisses brutes	15.4A	1 389	4 020,1	855	*c*	*c*
Fabrication d'huiles et graisses raffinées	15.4C	1 808	8 440,3	1 552	395,5	80,9
Fabrication de margarine	15.4E	294	731,8	286	*c*	*c*
Total		**3 491**	**13 192,2**	**2 693**	**597,1**	**197,7**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-11

Corps gras : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Huiles et graisses brutes	**15.4A**					
Huiles brutes		951	1 078	1 078	1 118	1 106
Colza		389	389	354	389	445
Tournesol		476	556	621	636	541
Soja		67	122	93	90	103
Lin oléagineux		2	2	1	1	–
Autres		17	9	9	2	17
Tourteaux		1 430	1 724	1 645	1 716	1 751
dont : Arachide		6	7	8	3	15
Colza		517	495	464	534	604
Soja		295	526	401	397	438
Tournesol		607	691	769	780	694
Huiles et graisses raffinées (1)	**15.4C**					
Huiles raffinées		501	577	654	707	639
Arachide		55	53	53	49	44
Colza		92	91	105	101	95
Soja		26	19	29	37	29
Tournesol		290	395	451	493	464
Autres (1)		38	19	16	27	7
Margarine	**15.4E**	**131**	**130**	**138**	**140**	**136**

(1) Y compris huiles de maïs et de pépins de raisin.

TABLEAU I.04-12

Industrie laitière : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie laitière	**15.5**					
Fabrication de lait liquide et de produits frais	15.5A	14 041	36 247,2	14 970	2 389,2	948,4
Fabrication de beurre	15.5B	2 913	11 767,3	2 459	370,6	218,0
Fabrication de fromage	15.5C	25 981	49 432,3	25 944	3 776,1	1 105,6
Fabrication d'autres produits laitiers	15.5D	4 853	15 556,8	6 696	1 173,8	491,8
Fabrication de glaces et sorbets	15.5F	4 541	5 881,1	6 015	1 061,5	602,1
Total		**52 329**	**118 884,7**	**56 084**	**8 771,2**	**3 365,9**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-13

Industrie laitière : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES - AGRESTE), ONILAIT

	N° de la NAF	Unités	1994	1995	1996	1997	1998
Commerce de gros de produits laitiers : collecte	**51.3G**						
Lait de vache		10^6 litres	22 600	22 731	22 532	22 374	22 361
Lait de chèvre		»	245	274	302	325	325
Lait de brebis		»	189	208	219	223	224
Lait liquide et produits frais	**15.5A**						
• Laits liquides.							
Lait pasteurisé conditionné		»	181	178	167	150	140
Lait stérilisé (sauf aromatisé)		»	275	260	255	265	254
Lait UHT (sauf aromatisé)		»	3 390	3 359	3 354	3 418	3 545
Lait aromatisé		»	48	46	44	43	48
• Produits frais.							
Crème		10^3 tonnes	265	245	261	265	278
Laits fermentés (yaourts et autres)		»	1 079	1 111	1 114	1 169	1 219
Desserts lactés frais		»	414	421	445	453	487
Beurre	**15.5B**	10^3 tonnes	**376**	**381**	**404**	**383**	**377**
Fromages	**15.5C**						
Fromage de vache		10^3 tonnes	1 474	1 498	1 515	1 524	1 556
– à pâte molle		»	462	460	463	464	471
– à pâte pressée non cuite		»	207	215	217	209	218
– à pâte pressée cuite		»	275	284	285	287	300
– à pâte persillée		»	31	32	33	35	37
– frais		»	499	507	517	529	530
Fromage de chèvre et mi-chèvre		»	41	41	45	49	52
Fromage de brebis		»	40	45	44	46	47
Fromage fondu		»	119	127	128	129	134
Autres produits laitiers	**15.6D**						
• Laits concentrés.							
– sucré		10^3 tonnes	24	35	30	26	25
– non sucré		»	27	12	12	13	12
• Laits secs.							
Lait en poudre petit boitage		»	103	72	134	150	178
Lait en poudre industriel vrac entier et partiellement écrémé		»	212	215	237	251	259
Lait en poudre industriel vrac écrémé (y c. réengraissé)		»	346	364	368	368	324
– écrémé		»	251	265	276	288	249
– réengraissé (matière grasse déduite)		»	95	99	92	80	75
• Produits dérivés de l'industrie laitière.							
Poudre de babeurre		10^3 litres	33	31	34	30	31
Poudre de lactosérum		»	497	540	517	504	557
Lactose		»	17	31	43	41	47
Caséine et caséinates		»	30	38	37	40	55

TABLEAU I.04-14

Glaces et sorbets : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES- AGRESTE
Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées

Unité : Million de litres

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Glaces et sorbets	**15.5F**					
Glaces, crèmes et sorbets en conditionnement individuel		72	62	60	55	54
Glaces, crèmes et sorbets en vrac ou en conditionnement familial		284	276	249	258	261
Total		**356**	**338**	**309**	**313**	**315**

TABLEAU I.04-15

Travail des grains; fabrication de produits amylacés : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2) Effectif salarié total (3)	Branche (2) Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) Effectif salarié total (3)	Secteur d'établissements (2) Rémunérations (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) Investissements corporels (en millions de francs)
Travail des grains; fabrication de produits amylacés	**15.6**					
Meunerie	15.6A	4 213	8 893,0	4 184	717,0	293,6
Autres activités de travail des grains	15.6B	1 947	4 975,9	2 255	*c*	*c*
Fabrication de produits amylacés	15.6D	3 687	7 299,8	4 145	*c*	*c*
Total		**9 847**	**21 168,7**	**10 584**	**1 956,9**	**1 274,5**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-16

Grains et produits amylacés : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE
ONIC et Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Travail des grains, fabrication de produits amylacés	**15.6**					
Meunerie						
Farine de blé tendre	15.6A	5 651	5 681	5 973	5 985	6 167
Autres activités de travail des grains						
Semoule	15.6B	469	504	495	499	470
Produits amylacés						
Amidons et fécules	15.6D	1 705	1 726	1 884	1 867	2 053
Malto-dextrine, glucose		945	986	1 054	1 296	1 439
Amidons et fécules transformés divers		357	372	360	361	368

TABLEAU I.04-17

Fabrication d'aliments pour animaux : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Fabrication d'aliments pour animaux	**15.7**					721,7
Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	15.7A	11 767	33 739,6	12 576	2 087,3	353,0
Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	15.7C	5 122	12 623,5	4 523	965,0	
Total		**16 889**	**46 363,1**	**17 099**	**3 052,3**	**1 074,7**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-18

Aliments pour animaux : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Aliments pour animaux de ferme	**15.7A**					22 875
Aliments composés pour animaux de ferme		20 797	21 230	22 003	22 601	4 083
dont : bovins		3 984	4 037	4 170	4 207	6 998
porcins		6 417	6 381	6 663	6 945	9 742
volailles		8 366	8 775	9 136	9 446	485
aliments d'allaitement		600	555	534	486	
Aliments pour animaux de compagnie	**15.7C**	1 609	1 647	1 732	1 870	1 990

TABLEAU I.04-19

Autres industries alimentaires : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Autres industries alimentaires	**15.8**					
Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	15.8A	21 361	17 111,9	20 506	2 483,3	978,7
Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	15.8F	13 630	14 274,2	13 795	2 086,6	593,5
Fabrication de sucre	15.8H	7 733	20 105,8	8 268	1 630,5	833,3
Chocolaterie, confiserie	15.8K	16 060	25 902,0	14 812	2 473,2	822,1
Fabrication de pâtes alimentaires	15.8M	3 649	5 217,7	3 833	673,0	175,2
Transformation du thé et du café	15.8P	4 692	13 640,9	4 396	932,3	269,9
Fabrication de condiments et assaisonnements	15.8R	3 015	6 987,8	2 745	497,4	138,3
Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques	15.8T	3 001	5 814,4	3 376	592,2	199,0
Industries alimentaires n.c.a	15.8V	8 140	21 232,4	7 087	1 275,5	540,2
Total		**81 281**	**130 287,1**	**78 818**	**12 644,0**	**4 550,2**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-20

Autres industries alimentaires : production des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes (sauf vinaigres)

Produits	N° de NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Biscuiterie, biscotterie, pâtisserie de conservation	**15.8F**	**586**	**602**	**629**	**639**	**627**
Biscuiterie		468	487	511	521	517
Biscuits salés		31	35	36	37	35
Biscuits secs		91	91	95	93	90
Biscuits divers		217	222	241	239	242
Pâtisseries de conservation, pain d'épice		129	140	140	153	150
Biscotterie		118	115	118	117	110
Sucre	**15.8H**					
Sucreries, raffineries de sucre						
Sucre de betterave (1)		4 014 *r*	4 198 *r*	4 179 *r*	4 723 *r*	4 266
Sucre de canne		242	236	261	272	249
Chocolaterie, confiserie	**15.8K**					
Chocolaterie ensemble		554,0	569,9	576,8	629,7	685,8
Produits demi-finis		198,6	198,0	199,4	242,6	308,5
dont : Cacao en masse		31,0	24,7	30,1	47,9	63,9
Beurre de cacao		*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
Couverture (2)		117,7	118,9	*c*	*c*	*c*
Produits finis		355,4	371,9	377,4	387,1	377,4
dont : Cacao sucré ou granulé		52,0	51,0	52,4	50,2	50,9
Chocolat en tablettes		101,9	110,2	118,6	116,9	104,4
Confiserie de chocolat		156,0	161,5	158,6	169,1	168,1
Confiserie de sucre		196,3	206,1	207,3	213,1	211,3
dont : Sucres cuits et autres bonbons		68,6	71,7	71,8	71,2	68,9
Gommes à mâcher		44,7	47,2	45,6	48,6	46,6
Fruits confits		15,2	15,4	14,2	14,2	14,7
Pâtes alimentaires et couscous	**15.8M**	**342,0**	**354,0**	**352,7**	**345,8**	**333,6**
Condiments et assaisonnements	**15.8P**					
Condiments, vinaigres, sauces préparées						...
Moutardes		70,7	75,8	67,5	79,8	128,0
Vinaigres : livraisons (millier de quintaux d'acide pur)		102,4	106,6	121,4	128,0	...
Sauces préparées		135,2	146,0	183,8	198,3	...
dont : Mayonnaise et sauces émulsionnées		80,6	89,3	87,8	94,5	...
Sauces appertisées		40,3	34,2	42,5	41,7	
Transformation et conservation de légumes	**15.3E**					...
Fruits et légumes condimentaires		36,3	37,4	36,5	38,3	
Aliments adaptés à l'enfant et diététiques	**15.8T**					112,7
Aliments diététiques de l'enfance		70,5	79,7	76,5	95,1	46,3
Aliments diététiques pour adultes (ventes) (3)		36,8	39,3	42,9	45,7	
Industries alimentaires n.c.a.	**15.8V**					182,6
Entremets, desserts ménagers et petits déjeuners (4)		132,9	148,5	157,9	179,9	
Bouillons et potages						11,2
Bouillons solides		8,5	8,4	9,8	9,1	27,0
Potages déshydratés		24,9	24,7	28,0	26,7	
Produits alimentaires divers						147,0
Ovo-produits liquides		...	...	115,2	131,4	8,7
Ovo-produits séchés		...	...	6,2	7,1	4,4
Ovo-produits congelés		...	...	4,1	4,1	...

(1) L'année indiquée en tête de colonne est celle de la fin de la campagne.
(2) Y compris imitation du chocolat.
(3) Non compris les pâtes à tartiner allégées qui ne sont plus considérées comme aliments diététiques.
(4) Y compris les desserts lactés de conserve.

TABLEAU I.04-21

Industrie des boissons : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des boissons	**15.9**					
Production d'eaux de vie naturelles	15.9A	3 526	8 931,8	3 588	661,1	287,7
Fabrication de spiritueux	15.9B	3 755	6 519,8	3 626	746,3	129,0
Production d'alcool éthylique de fermentation	15.9D	869	2 317,4	710	118,4	66,3
Champagnisation	15.9F	6 157	18 617,3	5 921	1 339,1	408,3
Vinification	15.9G	3 584	8 789,0	2 838	495,7	386,6
Cidrerie	15.9J	480	688,1	310	*c*	*c*
Production d'autres boissons fermentées	15.9L	281	238,4	129	*c*	*c*
Brasserie	15.9N	5 573	12 572,3	4 717	986,5	784,9
Malterie	15.9Q	578	2 481,6	576	101,2	89,3
Industrie des eaux de table	15.9S	8 450	14 248,3	8 211	1 560,7	826,0
Production de boissons rafraîchissantes	15.9T	4 937	14 970,6	4 169	870,4	569,9
Total		**38 190**	**90 374,6**	**34 795**	**6 941,3**	**3 566,4**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-22

Eaux de vie naturelles et alcool de synthèse : production ou expéditions des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - Direction générale des douanes et droits indirects
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres d'alcool pur

	N° de la NAF	P ou E (1)	1994	1995	1996	1997	1998
Eaux de vie naturelles	**15.9A**						
Production d'alcool par les distillateurs de profession							
Betteraves et mélasses		P	4 239	3 989	4 448	4 655	4 449
Vins (cognac, armagnac, autres)		»	647	593	362	590	541
Sous-produits d'origine vinicole (lies et marcs)		»	468	466	487	560	504
Fruits (pommes, poires, marcs, cidres et poirés, lies, autres fruits)		»	31	36	25	33	33
Produits agricoles divers (2)		»	181	376	317	459	682
Total alcool agricole			**5 566**	**5 460**	**5 639**	**6 297**	**6 209**
Cognac		E	413	408	408	394	376
Autres produits chimiques organiques de base	**15.9D**						
Alcool de synthèse		P	1 315	1 574	1 468	1 375	1 579

(1) P = Production ; E = Expéditions
(2) Comprend notamment les substances farineuses, les céréales, le genièvre et la gentiane.

TABLEAU I.04-23

Autres boissons alcoolisées : production ou expéditions de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres (sauf indication contraire)

	N° de la NAF	P ou E (1)	1994	1995	1996	1997	1998
Spiritueux	**15.9B**	P					453
Liqueurs autres que cassis		»	384	453	443	436	148
Crème de cassis		»	139	124	143	144	1 643
Spiritueux consommés à l'eau			1 544	1 586	1 711	1 419 *r*	
Champagnisation	**15.9F**	E					292
Champagne (million de bouteilles)		»	242	247	256	269	
Cidrerie	**15.9J**	P					1 209
Cidre		»	1 043	1 173	1 189	1 196	
Autres boissons fermentées	**15.9L**	P					264
Apéritifs à base de vin (2)		»	362	337	190 ■	205	
Brasserie	**15.9N**	P					16 551
Bière		»	17 668	18 311	17 140	17 010	

(1) P = Production ; E = Expéditions.
(2) Année 1996 en diminution, l'Italie récupère les ventes de vermouths.

TABLEAU I.04-24

Malt : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Chambre syndicale de la Malterie Française

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Malt d'orge de brasserie	15.9Q	1 140	1 185	1 196	1 158	1 148

TABLEAU I.04-25

Boissons sans alcool : production ou ventes de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres (sauf indication contraire)

	N° de la NAF	P ou V (1)	1994	1995	1996	1997	1998
Industrie des eaux de table (2)	**15.9S**	V					
Eaux minérales naturelles (million de litres)		»	5 300	5 211	5 042	5 347	5 602
Eaux de source		»	16 500	26 870	27 530	29 060 *r*	34 220
Boissons rafraichissantes	**15.9T**						
Boissons gazeuses :		P	19 433 *r*	20 404 *r*	20 008 *r*	21 460 *r*	21 640
dont : Limonades, sodas et autres		»	7 928 *r*	8 184 *r*	7 628 *r*	7 780 *r*	7 630
Colas, tonics, bitters		»	11 505 *r*	12 220	12 380	13 680	14 010
Boissons aux fruits		V	4 382	4 535	4 200	4 133	c
dont : Orange		»	3 307	3 416	3 145	3 174	c
Nectars de fruits		V	1 876	2 044	2 253	2 265	2 306
dont : Abricot		»	181	167	159	136	135
Orange		»	1 142	1 298	1 373	1 233	1 186
Sirops		P	1 668	1 649	1 608	1 650	1 652

(1) P = Production ; V = Vente.
(2) Chiffres des enquêtes PRODCOM du SCEES à compter de l'année 1995.

TABLEAU I.04-26

Tabac : production de la branche

Source : SEITA

Produits	N° de la NAF	Unités	1994	1995	1996	1997	1998
Industrie du tabac	**16.0Z**						
Cigares et cigarillos		Million	580	615	703	644	695
Cigarettes		»	48 188	46 361	46 931	44 646	43 304
Cigarettes à filtre		»	33 780	32 916	34 166	33 931	34 025
Cigarettes sans filtre		»	14 408	13 446	12 765	10 715	9 279
Scaferlatis		Tonne	4 101	4 076	4 352	3 800	3 775
Tabacs à priser		»	–	1	–	–	–
Rôles et carottes (tabacs à mâcher)		»	11	9	10	7	6

TABLEAU I.04-27A

Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

France entière

Importations (CAF)

Source : INSEE - Comptes nationaux Base 95 — *Unité* : Million de francs

Produit	N° de NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
PRODUITS DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	**EB**	**116 789**	**117 795**	**124 240**	**131 231**	**130 335**
INDUSTRIES DE LA VIANDE ET DU LAIT	**FB1**	**36 326**	**33 218**	**33 840**	**34 878**	**34 010**
INDUSTRIES DES VIANDES	**GB01**	**24 394**	**21 959**	**22 043**	**21 435**	**20 701**
Viandes de boucherie	HB01A	19 667	17 004	16 870	16 296	15 863
Viandes de volailles	HB01B	2 029	2 137	2 272	2 218	2 170
Préparations à base de viandes	HB01C	2 698	2 818	2 901	2 921	2 668
INDUSTRIE DU LAIT	**GB02**	**11 932**	**11 259**	**11 797**	**13 443**	**13 309**
Laits liquides et crème de lait	HB02A	2 144	2 294	2 407	2 642	2 826
Yaourts et desserts lactés frais	HB02B	314	341	356	472	505
Beurre	HB02C	2 951	2 291	2 810	2 893	2 480
Fromages	HB02D	3 688	3 838	3 758	4 095	4 259
Autres produits laitiers	HB02E	2 152	1 815	1 726	2 358	2 288
Glaces et sorbets	HB02F	683	680	740	983	951
AUTRES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**FB2**	**80 463**	**84 577**	**90 400**	**96 353**	**96 325**
INDUSTRIE DES BOISSONS	**GB03**	**9 040**	**9 715**	**10 037**	**11 309**	**11 422**
Boissons alcooliques distillées	HB03A	2 714	2 787	2 822	3 087	3 302
Alcool éthylique de fermentation	HB03B	413	466	390	279	321
Champagnes	HB03C	80	76	142	153	174
Vins	HB03D	2 740	2 785	3 134	3 357	3 350
Cidres	HB03E	27	21	21	21	26
Autres boissons fermentées	HB03F	127	131	133	247	237
Bières	HB03G	1 428	1 763	1 690	2 214	1 949
Malt	HB03H	77	92	90	110	114
Eaux et boissons rafraîchissantes	HB03I	1 434	1 594	1 615	1 841	1 949
PRODUITS DU TRAVAIL DES GRAINS, ALIMENTS POUR ANIMAUX	**GB04**	**7 166**	**7 433**	**8 051**	**7 806**	**7 981**
Farines	HB04A	631	656	682	763	726
Autres activités du travail des grains	HB04B	2 376	2 585	2 873	2 792	2 919
Produits amylacés	HB04C	2 062	2 027	1 923	1 800	1 958
Aliments pour animaux de ferme	HB04D	9	17	39	14	6
Aliments pour animaux de compagnie	HB04E	2 088	2 148	2 534	2 437	2 372
INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES	**GB05**	**56 048**	**58 556**	**62 676**	**67 208**	**66 309**
Poissons et produits de la pêche préparés	HB05A	11 777	11 797	12 734	15 131	13 919
Préparations à base de légumes et de pomme de terre	HB05B	5 800	5 739	5 743	6 160	6 653
Jus de fruits et légumes	HB05C	2 933	2 912	3 025	3 249	3 783
Préparations à base de fruits	HB05D	3 405	3 444	3 806	4 286	4 228
Huiles et graisses brutes	HB05E	6 868	8 353	9 394	8 434	7 286
Huiles et graisses raffinées et de margarines	HB05F	3 055	3 096	3 428	3 664	3 442
Pain et pâtisserie fraîche	HB05G	775	909	952	1 031	1 110
Biscottes, biscuits, pâtisseries de conservation	HB05H	3 836	4 078	4 109	4 268	4 449
Sucre	HB05I	1 209	1 443	1 444	1 333	1 629
Chocolats, confiseries	HB05J	7 771	8 073	8 385	8 907	8 931
Pâtes alimentaires	HB05K	1 170	1 388	1 470	1 576	1 528
Café et thé conditionnés	HB05L	2 350	2 130	2 474	2 662	2 476
Condiments et assaisonnements	HB05M	1 295	1 407	1 641	1 831	1 907
Aliments adaptés à l'enfant et diététique	HB05N	236	254	232	240	242
Industries alimentaires N.C.A	HB05O	3 568	3 533	3 839	4 436	4 726
INDUSTRIE DU TABAC	**GB06**	**8 209**	**8 873**	**9 636**	**10 030**	**10 613**

TABLEAU I.04-27B

Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

France entière

Exportations (FAB)

Source : INSEE - Comptes nationaux Base 95 — *Unité* : Million de francs

Produit	N° de NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
PRODUITS DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	**EB**	**155 561**	**158 486**	**177 973**	**178 109**	**177 348**
INDUSTRIES DE LA VIANDE ET DU LAIT	**FB1**	**50 067**	**49 643**	**54 158**	**51 739**	**51 404**
INDUSTRIES DES VIANDES	**GB01**	**25 969**	**26 106**	**28 926**	**26 577**	**25 792**
Viandes de boucherie	HB01A	15 178	13 758	15 655	13 938	13 632
Viandes de volailles	HB01B	7 555	8 789	9 306	8 913	8 147
Préparations à base de viandes	HB01C	3 236	3 559	3 965	3 726	4 013
INDUSTRIE DU LAIT	**GB02**	**24 098**	**23 537**	**25 232**	**25 162**	**25 612**
Laits liquides et crème de lait	HB02A	2 623	2 587	2 868	2 947	2 969
Yaourts et desserts lactés frais	HB02B	766	776	933	1 039	1 222
Beurre	HB02C	1 585	1 290	1 349	1 234	1 193
Fromages	HB02D	11 019	11 535	11 819	11 959	12 161
Autres produits laitiers	HB02E	7 142	6 363	7 237	6 675	6 494
Glaces et sorbets	HB02F	963	986	1 026	1 308	1 573
AUTRES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**FB2**	**105 494**	**108 843**	**123 815**	**126 370**	**125 944**
INDUSTRIE DES BOISSONS	**GB03**	**43 320**	**45 111**	**52 079**	**54 970**	**58 549**
Boissons alcooliques distillées	HB03A	12 101	11 880	12 273	10 902	11 529
Alcool éthylique de fermentation	HB03B	1 257	1 213	1 074	998	944
Champagnes	HB03C	6 844	7 153	8 225	9 481	12 889
Vins	HB03D	16 147	17 726	22 463	25 259	25 025
Cidres	HB03E	99	93	86	80	85
Autres boissons fermentées	HB03F	172	141	165	192	178
Bières	HB03G	759	1 016	1 087	1 335	1 041
Malt	HB03H	1 758	1 977	2 084	1 828	1 609
Eaux et boissons rafraîchissantes	HB03I	4 183	3 912	4 622	4 895	5 249
PRODUITS DU TRAVAIL DES GRAINS, ALIMENTS POUR ANIMAUX	**GB04**	**13 735**	**15 047**	**15 738**	**15 696**	**15 894**
Farines	HB04A	3 035	3 550	3 372	2 722	2 545
Autres activités du travail des grains	HB04B	1 070	1 316	1 457	1 468	1 546
Produits amylacés	HB04C	3 960	4 344	4 440	4 795	4 838
Aliments pour animaux de ferme	HB04D	241	200	136	196	221
Aliments pour animaux de compagnie	HB04E	5 429	5 637	6 333	6 515	6 744
INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES	**GB05**	**47 271**	**47 341**	**54 224**	**53 691**	**49 316**
Poissons et produits de la pêche préparés	HB05A	2 933	3 196	3 819	3 879	3 963
Préparations à base de légumes et de pomme de terre	HB05B	4 247	4 603	4 930	5 191	4 942
Jus de fruits et légumes	HB05C	535	495	676	819	1 022
Préparations à base de fruits	HB05D	1 501	1 581	1 731	1 900	1 988
Huiles et graisses brutes	HB05E	2 159	1 927	1 951	2 056	1 533
Huiles et graisses raffinées et de margarines	HB05F	981	1 031	1 440	1 445	1 189
Pain et pâtisserie fraîche	HB05G	853	928	1 122	1 147	1 165
Biscottes, biscuits, pâtisseries de conservation	HB05H	3 752	4 239	4 771	5 145	5 495
Sucre	HB05I	9 383	8 093	8 826	8 837	8 101
Chocolats, confiseries	HB05J	7 661	6 614	6 997	7 499	7 452
Pâtes alimentaires	HB05K	393	465	486	544	594
Café et thé conditionnés	HB05L	1 560	1 568	1 877	1 949	1 695
Condiments et assaisonnements	HB05M	837	871	976	1 126	1 166
Aliments adaptés à l'enfant et diététique	HB05N	722	628	805	1 063	930
Industries alimentaires N.C.A	HB05O	9 694	11 102	13 817	11 091	8 081
INDUSTRIE DU TABAC	**GB06**	**1 168**	**1 344**	**1 774**	**2 013**	**2 185**

J

Énergie

Chapitre J.01

Bilan de l'énergie

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Répartition par type d'énergie de la consommation française de 1973 à 1999.

1. Bilan de l'énergie.
2. Énergie : grandeurs caractéristiques.
3. Production nationale d'énergie primaire.
4. Consommation d'énergie primaire par type d'énergie.
5. Taux d'indépendance énergétique nationale.
6. Consommation finale énergétique par secteur.
7. Répartition par secteur des économies d'énergie.
8 Production d'énergie primaire dans le monde.
9. Consommation d'énergie primaire dans le monde.
10. Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde.
11. Taux d'indépendance énergétique de quelques pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Au cours de la période 1960-1973, la croissance de la demande d'énergie apparaît étroitement liée à la croissance économique. Le pétrole, alors en plein essor, permet de faire face à la fois au développement industriel et au déclin du charbon auquel il se substitue.

Depuis 1973, l'évolution des prix de l'énergie conduit toutefois à faire des choix sur les sources d'énergie, sur le système productif et sur la maîtrise de la *consommation.*

Ainsi, la mise en place du programme nucléaire permet un sensible accroissement de la production nationale d'*énergie primaire,* qui passe de 49,5 Mtep (dont 6,7 % de nucléaire) en 1973 à 123,3 Mtep (dont 71,0 % de nucléaire) en 1999, alors même que la production de charbon, de pétrole et de gaz naturel poursuit son déclin.

Parallèlement, les efforts de maîtrise de l'énergie sont couronnés de succès et ont permis, en 1997, d'économiser au moins 3,8 Mtep par rapport à 1986.

Cette plus grande efficacité énergétique, alliée à la modification de structure de l'appareil productif (recul de certains secteurs gros consommateurs d'énergie, comme la sidérurgie, et développement des activités tertiaires), a un grand impact sur le niveau de la consommation d'énergie. De 1960 à 1973, la consommation augmentait en moyenne de + 5,7 % par an; de 1973 à 1999, elle n'a crû que de + 1,1 % par an (avec une stabilité entre 1974 et 1982). De même, l'intensité énergétique du PIB (énergie finale consommée par franc de PIB), à peu près constante sur la décennie 1960, chute de 24 % environ entre 1973 et 1999, soit exactement 1 % par an.

Ces évolutions ont ainsi contribué à accroître sensiblement le taux d'indépendance énergétique de la France, qui passe de 25,6 % en 1973 à 49,3 % en 1999.

Dans le même temps, la structure de la consommation française d'énergie primaire a évolué, avec une forte réduction de la part du pétrole (66,4 % en 1973, 39,4 % en 1999) et, dans une moindre mesure, de celle du charbon (14,6 % en 1973, 5,7 % en 1999), au profit du gaz naturel (7,0 % en 1973, 13,9 % en 1999) et surtout de l'électricité primaire (7,0 % en 1973, 36,2 % en 1999), du fait essentiellement de l'énergie nucléaire qui représente les trois quarts de la production d'électricité.

En ce qui concerne la *consommation finale énergétique,* les différents secteurs économiques ont eu des comportements contrastés.

Ainsi, le secteur industriel a connu de fortes mutations structurelles dont les effets sur la consommation d'énergie sont tangibles. Représentant environ la moitié de la consommation finale énergétique en 1960, l'industrie (y compris la sidérurgie) n'en couvre plus que 37,3 % en 1973 et 27,3 % en 1999. Parallèlement, le secteur résidentiel-tertiaire voit sa part augmenter de moins de 30 % en 1960 à 40,3 % en 1973, puis à 45,8 % en 1999. Les transports connaissent également une forte expansion, avec une part qui passe de 18 % en 1960 à 20,4 % en 1973 et 25,3 % en 1999.

2. MÉTHODOLOGIE

Cadre comptable

Le bilan de l'énergie rapproche, dans un cadre comptable cohérent et concis, d'une part les disponibilités énergétiques, d'autre part leurs emplois jusqu'à leur utilisation finale.

Le bilan global annuel de l'énergie présenté dans ce chapitre correspond à un compte d'approvisionnement et d'utilisation en quantités physiques. Il indique les origines et les utilisations spécifiques à chacune des sources d'énergie (1).

Il comprend donc deux parties principales :

— une partie approvisionnement où sont comptabilisés les flux énergétiques, depuis la production jusqu'à l'approvisionnement total correspondant à la « consommation apparente » (total des disponibilités). En rapportant la production nationale à la quantité d'énergie consommée, on détermine le degré d'indépendance de notre pays, globalement et par source d'énergie;

— une partie emplois où les flux énergétiques sont comptabilisés dans leur utilisation pour des usages « intermédiaires » (transformations dans les industries de la branche énergie), ou pour des usages « finals ».

Les bilans énergétiques annuels sont établis depuis 1982 par l'Observatoire de l'Énergie, ce sont les bilans officiels français en quantités physiques.

Équivalences entre formes d'énergie

Pour établir un bilan, il faut pouvoir additionner des énergies de formes différentes. Ce bilan d'autre part, doit permettre d'apprécier les capacités de substitution d'une énergie à une autre. On est ainsi conduit à rechercher des coefficients d'équivalence entre les différentes formes d'énergie.

Pour des raisons de simplification, il est usuel de retenir de manière conventionnelle une source d'énergie étalon, de pouvoir calorifique fixé. Les statistiques présentées dans ce chapitre sont exprimées en « tep » (tonne d'équivalent pétrole, ce qui revient à prendre une tonne de pétrole brut comme unité de référence). Afin de mieux tenir compte des pouvoirs calorifiques spécifiques des différentes énergies et du fait que la même énergie générique recouvre des produits de qualité et de nature différentes, des coefficients d'équivalence ont été définis par l'Observatoire de l'Énergie, après concertation d'experts appartenant aux différentes entreprises du secteur de l'énergie. Ces coefficients prennent pour base le pouvoir calorifique inférieur [PCI] (2) exprimé en gigajoules (GJ = 1 milliard de joules) ou en tep.

---

(1) Pour une information plus détaillée concernant ces sources, voir chapitres J.02 Charbon; J.03 Pétrole; J.04 Électricité; J.05 Gaz.

(2) La quantité de chaleur pouvant être produite par une unité physique d'énergie sans prendre en compte la chaleur latente de condensation de la vapeur d'eau produite pendant la combustion donne le pouvoir calorifique inférieur (PCI). La prise en compte de cette dernière colonne donne le pouvoir calorifique supérieur (PCS).

Correspondance entre les différentes unités

	Unité physique	Unité de compte énergétique	
		PCI en GJ	tep
CHARBON			
Houille	1 t	26	0.619
Coke de houille	»	28	0.667
Agglomérés et briquettes de lignite	»	32	0.762
Lignites et produits cendreux de récupération	»	17	0.405
PRODUITS PÉTROLIERS			
Pétrole brut, gazole, fioul domestique, produits à usage non énergétique	1 t	42	1.000
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	»	46	1.095
Essences moteur et carburéacteur	»	44	1.048
Fiouls lourds	»	40	0.952
Coke de pétrole	»	32	0.762
ÉLECTRICITÉ	1 MWh	9.33	0.222
GAZ NATUREL	1 MWh	3.24	0.077

Mwh = million de wattheures.

PCS = pouvoir calorifique supérieur

PCI = pouvoir calorifique inférieur.

Corrections de climat

Ces corrections sont fondées sur le principe que la consommation de chauffage est liée au coefficient de rigueur de l'hiver, obtenu en faisant le rapport entre un indicateur de climat observé et un indicateur de climat de référence (période trentenaire 1961-1990); cet indicateur est constitué par des « degrés-jours » (écart moyen journalier entre la température observée et 18 °C jusqu'en 1982, 16 °C à partir de 1983). La part des consommations sensibles à la température est estimée ainsi, en 1995-1998 :

— dans l'industrie : 20 % environ de l'ensemble des produits pétroliers;

— dans le secteur résidentiel-tertiaire : 75 % pour les combustibles minéraux solides et les produits pétroliers; 70 % pour le gaz naturel, 27 % pour l'électricité.

Révision de la comptabilité des énergies renouvelables (ENR)

Depuis le bilan de 1998 établi en 1999, le bilan énergétique de la France est établi en comptabilisant les énergies renouvelables autres que l'électricité hydraulique (ENR) selon une nouvelle méthode proche de celle de l'Agence internationale de l'Énergie et d'Eurostat, qui inclut notamment les usages non commerciaux du bois-énergie. En utilisant la méthode antérieure, avec une évaluation de 4,2 Mtep pour la production primaire d'ENR, on aurait observé une croissance de + 1,7 % pour la consommation totale d'énergie primaire, (+ 1,0 % en 1997) et de + 2,4 % pour la consommation finale énergétique (comme en 1997); le taux d'indépendance énergétique aurait été de 46,9 %.

3. DÉFINITIONS

Toutes les grandeurs qui suivent ne concernent que la métropole pour la France.

Consommation

La consommation apparente est égale à :

production + importations
– exportations – stockage + déstockage.

La mesure des stocks doit couvrir à la fois ceux des producteurs d'énergie, ceux des importateurs, des distributeurs, des transformateurs et des utilisateurs finals, lorsqu'ils sont connus.

La consommation finale énergétique correspond à l'énergie livrée aux consommateurs finals, quelle qu'en soit la provenance et à toutes fins énergétiques.

La consommation finale non énergétique comptabilise les utilisations d'énergie comme matière première, pour des usages non énergétiques. Ces types d'usage sont surtout répandus dans l'industrie chimique : pétrochimie, carbochimie et l'industrie des engrais.

Énergie primaire

L'énergie primaire est l'énergie brute, c'est-à-dire n'ayant subi aucune transformation après extraction (houille, lignite, pétrole brut, gaz naturel, électricité d'origine hydraulique ou nucléaire).

Énergie secondaire

L'énergie secondaire est celle qui est obtenue par la transformation d'une énergie primaire ou d'une autre énergie secondaire (en particulier électricité d'origine thermique).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

Direction générale de l'Énergie et des Matières premières, Observatoire de l'Énergie.

— Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

— Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN).

Publications :

Conjoncture énergétique mensuelle :

Il est possible d'être prévenu, grâce à un message électronique, de la publication de la note de conjoncture énergétique sur le site internet cité ci-après : cliquer sur « listes de diffusion » puis suivre les indications.

Publications annuelles du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (MINEFI/OE) :

Les chiffres clés de l'énergie, édition 1999-2000 (Éditions de l'Industrie).

Tableaux des consommations d'énergie en France, édition 2000 (Éditions de l'Industrie).

La fiscalité de l'énergie, février 2000 (OE).

Prix du gaz et de l'électricité en Europe, octobre 2000 (OE).

Bilans de l'énergie 1970-1999 (Édition de l'Industrie).

Repères, fascicule mémento (OE).

Statistiques énergétiques France, dépliant mémento, semestriel (OE).

Statistiques énergétiques Europe, dépliant mémento, semestriel (OE).

Prix des énergies, dépliant mémento, semestriel (OE)

Autres publications

Les consommations d'énergie dans l'industrie, MINEFI, SESSI (Éditions de l'Industrie).

Publications non périodiques :

L'énergie dans les régions, édition 2000, MINEFI/OE (Éditions de l'Industrie).

Perspectives énergétiques pour la France, un scénario tendanciel, mars 2000, MINEFI/OE (OE).

Méthodes de comptabilité de l'énergie, (Documentation française).

Les perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2010 - 2020, rapport du Groupe « Énergie 2010-2020 » du Commissariat général au plan, (Documentation française).

— Minitel : 36-14 code ENERSTAT.

— Serveur internet : **www.industrie.gouv.fr/energie**

— Adresses :

Observatoire de l'Énergie :

Télédoc 162, 61 Boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Téléphone : 01 44 87 17 17

Télécopie : 01 44 97 09 69

Éditions de l'Industrie, DIRCOM, MINEFI :

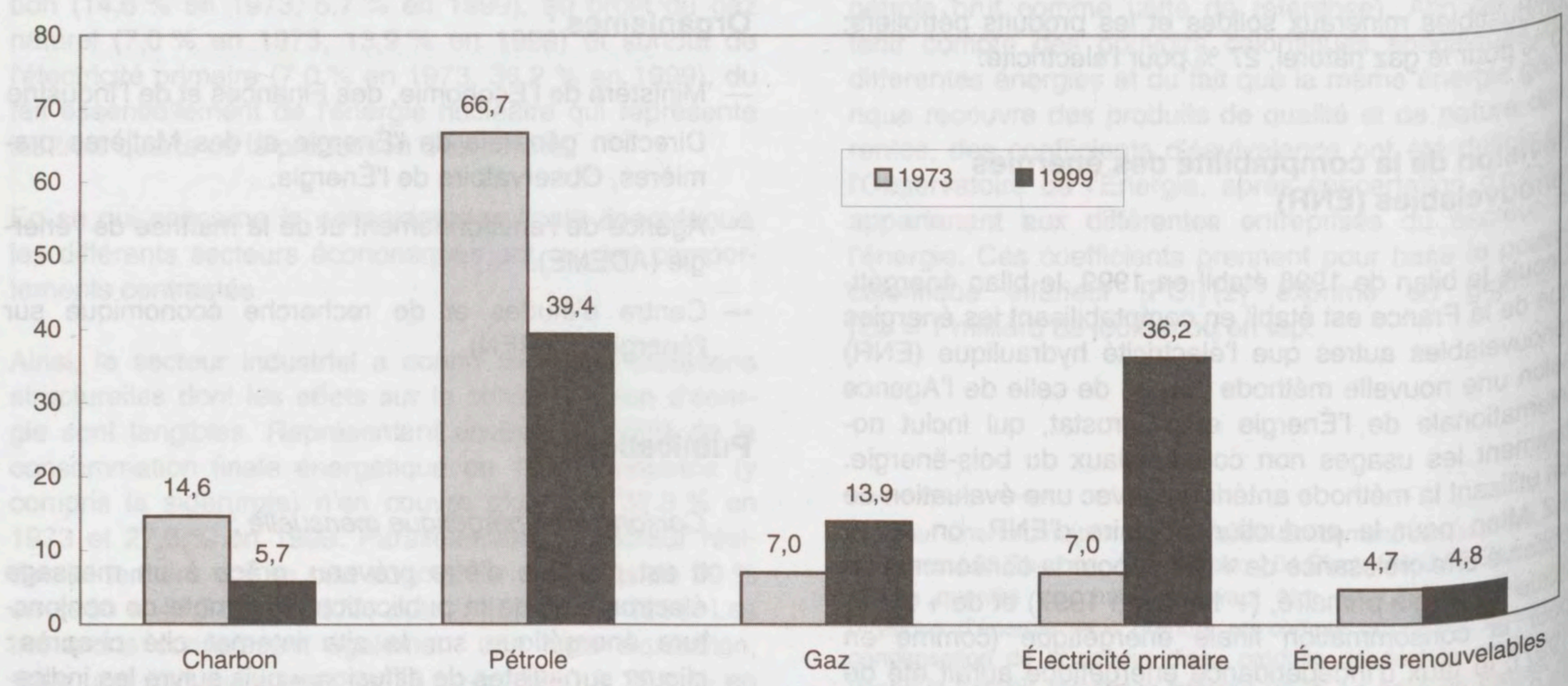
tél : 01 53 18 69 00, télécopie : 01 53 18 38 25.

*
* *

GRAPHIQUE J.01

Répartition par type d'énergie de la consommation française

En %



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.01-1

Bilan de l'énergie

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2000)

Unité : Million de tep

	Charbon		Pétrole		Gaz		Électricité		Énergies renouvelables	**Total**
	Houille Lignite PR (1)	Coke Agglomérés	Brut	Raffiné	Naturel	Industriel	Production brute	Consommation		
ANNÉE 1998 (*r*)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	3,52	///	1,71	0,42	1,83	///	100,83	///	11,81	120,12
Importations	11,42	1,09	90,42	25,37	30,68	///	1,02	///	///	160,00
Exportations	– 0,04	– 0,32	///	– 19,37	– 0,70	///	– 13,80	///	///	– 34,23
Variation de stocks	0,61	– 0,01	– 0,05	0,46	1,44	///	///	///	///	2,45
Total disponibilités	**15,51**	**0,76**	**92,08**	**6,88**	**33,25**	**///**	**88,05**	**///**	**11,81**	248,34
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	91,91	– 86,46	///	///	– 0,44	0,83	///	5,84
Production d'électricité thermique	7,85	///	///	1,88	0,73	0,98	– 11,95	///	0,53	0,02
Usages internes de la branche	4,58	– 3,91	–	0,12	0,21	– 0,70	///	10,50	///	10,80
Pertes et ajustement	– 0,18	0,04	0,17	0,08	– 0,40	0,21	///	6,78	///	4,85
Total (A)	**12,25**	**– 3,87**	**92,08**	**– 84,38**	**0,54**	**0,49**	**– 12,39**	**18,11**	**0,53**	21,51
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,39	3,78	///	0,19	0,61	2,08	///	2,54	///	10,59
Industrie	1,32	0,41	///	8,12	11,19	– 0,04	///	26,89	1,74	49,63
Résidentiel Tertiaire	0,56	0,27	///	16,81	18,91	0,03	///	50,65	8,78	96,01
Agriculture	///	///	///	2,58	0,24	///	///	0,59	///	3,41
Transports	///	///	///	49,69	///	///	///	2,22	///	51,91
Total (B)	**3,27**	**4,46**	**///**	**77,39**	**30,95**	**2,07**	**///**	**82,89**	**10,52**	211,55
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,18**	///	**14,44**	**2,28**	**0,05**	///	///	///	16,95
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**15,52**	**0,77**	**92,08**	**7,45**	**33,77**	**///**	**///**	**88,61**	**12,05**	250,25
dont : correct. climat. (2)	0,02	–	///	0,57	0,52	///	///	0,56	///	1,67
ANNÉE1999 (provisoire)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	3,27	///	1,54	0,39	1,59	///	104,74	///	11,78	123,31
Importations	10,84	0,82	81,74	29,76	35,29	///	1,11	///	///	159,56
Exportations	– 0,05	– 0,32	///	– 16,29	– 0,65	///	– 15,25	///	///	– 32,56
Variation de stocks	– 0,22	0,06	0,50	1,39	– 2,00	///	///	///	///	– 0,27
Total disponibilités	**13,84**	**0,56**	**83,78**	**15,25**	**34,23**	**///**	**90,60**	**///**	**11,78**	250,04
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	83,32	– 77,73	///	///	– 0,44	0,69	///	5,84
Production d'électricité thermique	6,60	///	///	1,06	1,08	1,04	– 11,10	///	0,53	– 0,79
Usages internes de la branche	4,64	– 3,82	–	0,14	0,20	– 0,63	///	10,99	///	11,52
Pertes et ajustement	///	0,10	0,46	– 0,95	– 0,39	0,11	///	6,33	///	– 1,07
Total (A)	**11,24**	**– 3,72**	**83,78**	**– 77,48**	**0,89**	**0,52**	**– 11,54**	**18,01**	**0,53**	15,50
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,48	3,50	///	0,18	0,54	6,11	///	2,42	///	14,23
Industrie	1,24	0,39	///	8,13	11,62	– 0,07	///	27,64	1,93	50,88
Résidentiel Tertiaire	0,50	0,24	///	16,67	19,73	0,04	///	52,26	8,80	98,24
Agriculture	///	///	///	2,58	0,25	///	///	0,58	///	3,41
Transports	///	///	///	51,55	///	///	///	2,29	///	53,84
Total (B)	**3,22**	**4,13**	**///**	**79,11**	**32,14**	**6,08**	**///**	**85,19**	**10,73**	220,60
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,17**	///	**14,63**	**2,17**	**0,06**	///	///	///	17,03
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**13,86**	**0,58**	**83,78**	**16,26**	**35,20**	**///**	**///**	**91,66**	**12,25**	253,60
dont : correction climatique (2)	0,04	–	///	1,01	0,98	///	///	1,06	///	3,09

(1) PR = produits de récupération.
(2) L'indice de rigueur climatique était de : 0,96 en 1998 et 0,93 en 1999.

TABLEAU J.01-2

Énergie : grandeurs caractéristiques

Champ : entreprises de 20 personnes et plus

Année 1998

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI-Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	N° de la NAF	Résultats branche		Résultats secteur d'entreprises				
		Effectif salarié (1)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif employé (2)	Rémunérations / effectif (en milliers de francs)	Investissements (en millions de francs)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Nombre d'entreprises
Extraction de produits énergétiques	**101Z à 120Z**	10 815	5 940	12 245	221	607	6 474	19
Cokéfaction ; élaboration et transformation de matières nucléaires	**231Z, 233Z**	12 219	32 432	11 892	304	3 522	31 503	10
Raffinage de pétrole	**232Z**	14 997	209 347	18 151	297	3 567	233 759	51
Production et distribution d'éléctricité	**401Z**	120 653	192 662	122 286	205	27 374	199 838	31
Production et distribution de combustibles gazeux.	**402Z**	26 026	61 357	26 292	182	6 180	64 327	7
Production et distribution de chaleur	**403Z**	15 194	17 076	18 268	162	1 305	21 052	71
Total		**199 904**	**518 814**	**209 134**	**213**	**50 355**	**556 953**	189

(1) Effectif salarié au 31 décembre.
(2) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location (moyenne annuelle des effectifs).

TABLEAU J.01-3

Production nationale d'énergie primaire

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2000)

Unité : Million de tep

	r 1973	*r* 1979	*r* 1985	1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Charbon	17,3	13,3	10,9	7,7	5,4	5,1	5,0	4,2	3,5	3,3
Pétrole	2,2	2,2	3,3	3,5	3,4	3,1	2,7	2,3	2,1	1,9
Gaz naturel	6,3	6,5	4,5	2,5	2,9	2,8	2,4	2,1	1,8	1,6
Hydraulique	10,7	15,1	14,3	13,0	18,1	17,0	15,7	15,1	14,8	17,2
Nucléaire	3,3	8,9	49,8	69,6	79,9	83,8	88,2	87,8	86,0	87,5
Énergies renouvelables (1)	9,8	9,5	11,1	11,4	11,3	11,9	12,6	11,6	11,8	11,8
Total (1)	**49,5**	**55,4**	**93,9**	**107,7**	**121,0**	**123,7**	**126,6**	**123,1**	**120,0**	123,3
Consommation réelle (1) (2) d'énergie primaire	193,2	207,0	204,5	217,3	229,7	235,2	244,8	240,7	248,4	250,1

(1) Révisé sur la base d'une étude rétrospective détaillée.
(2) Non corrigée des aléas climatiques.

TABLEAU J.01-4

Consommation d'énergie primaire par type d'énergie (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2000)

Unité : Million de tep

Énergie	*r* 1973		*r* 1979		*r* 1985	*r* 1990	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Charbon	27,8	14,6	31,9	15,5	24,2	19,2	15,6	13,7	16,3	14,4	5,7
Pétrole	126,6	66,4	118,8	57,6	84,3	91,3	95,2	97,4	99,5	100,0	39,4
Gaz	13,3	7,0	21,0	10,2	23,3	26,4	32,0	32,5	33,8	35,2	13,9
Électricité primaire	13,3	7,0	25,1	12,2	58,0	73,9	88,3	89,8	88,6	91,7	36,2
Énergies renouvelables (2)	9,5	5,0	9,3	4,5	10,5	12,1	12,4	12,3	12,1	12,3	4,8
Total (2)	**190,5**	**100,0**	**206,1**	**100,0**	**200,3**	**222,9**	**243,5**	**245,7**	**250,3**	**253,6**	100,0
dont : Usages non énergétiques	10,9	5,7	12,0	5,8	11,7	12,4	15,8	17,1	17,0	17,0	6,7

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques.
(2) Révisé sur la base d'une étude rétrospective détaillée.

TABLEAU J.01-5

Taux d'indépendance énergétique nationale (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2000)

Unité : %

Énergie	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	1990	1995	*r* 1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Charbon	61,5	41,7	44,7	40,7	34,9	32,2	30,7	21,6	22,7
Pétrole	1,7	1,8	3,9	3,9	3,3	2,8	2,4	2,2	1,9
Gaz	46,4	30,7	18,7	9,9	9,4	7,4	6,8	5,5	4,6
Électricité	105,0	95,0	108,8	114,0	118,2	117,2	116,4	114,5	115,6
Énergies renouvelables	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,1	100,0	99,9	99,9
Ensemble (2)	**25,6**	**26,7**	**45,9**	**49,5**	**52,6**	**51,7**	**51,2**	**48,4**	**49,3**

(1) (Production d'énergie primaire / Disponibilités totales d'énergie primaire) x 100.
(2) Révisé sur la base d'une étude rétrospective détaillée.

TABLEAU J.01-6

Consommation finale énergétique par secteur (1) (2)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2000)

Unité : Million de tep

Secteur	*r* 1973		*r* 1979		*r* 1985	*r* 1990	1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Sidérurgie	14,1	8,9	13,1	7,6	9,3	8,4	7,6	7,2	7,7	8,0	7,6	3,5
Industrie	45,3	28,4	47,2	27,5	41,5	45,9	47,3	48,0	49,3	49,6	50,9	23,8
Résidentiel-Tertiaire	64,3	40,3	70,8	41,3	73,6	84,1	91,0	92,6	94,2	96,0	98,2	45,8
Agriculture	3,2	2,0	3,4	2,0	3,2	3,4	3,4	3,5	3,5	3,5	3,5	1,6
Transports	32,4	20,4	37,1	21,6	37,1	45,3	48,8	49,2	50,3	52,2	54,1	25,3
Total	**159,3**	**100,0**	**171,6**	**100,0**	**164,7**	**187,1**	**198,1**	**200,5**	**205,0**	**209,3**	**214,3**	**100,0**

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques. Usages non énergétiques exclus.
(2) Consommation révisée sur la base d'une étude rétrospective détaillée.

TABLEAU J.01-7

Répartition par secteur des économies d'énergie (1)

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

Unité : Million de tep cumulées

Secteur	de 1986 à 1997	1997/1996
Industrie	– 1,03	– 0,35
Résidentiel (chauffage seul)	+ 2,52	+ 0,45
Tertiaire (hors électricité)	+ 1,45	– 0,22
Transports routiers	+ 0,85	– 0,15
Total	**+ 3,79**	**– 0,27**

(1) Sont indiquées pour chacun des secteurs sur la période et avec les limitations spécifiées, les économies d'énergie cumulées (positives et négatives) réalisées depuis l'année de référence, soit 1986 (alors qu'il s'agissait de 1973 dans les versions de l'Annuaire, antérieures à l'édition 1997). Le coefficient d'équivalence de l'électricité ici utilisé est de 0,086 tep/MWh, contre 0,222tep/MWh dans les bilans officiels. Les économies d'énergie apparaissent avec le signe "-", les "déséconomies" avec le signe "+".

TABLEAU J.01-8

Production d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE) — *Unité* : Million de tep

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	1996	1997
Amérique du Nord	**1 702,8**	**1 851,9**	**2 005,5**	**2 117,0**	**2 207,0**	**2 214,9**	**2 260,3**	**2 273,9**
dont : Canada	198,0	210,1	241,2	273,7	338,2	349,0	358,5	364,7
États-Unis	1 455,5	1 526,0	1 570,2	1 648,8	1 663,6	1 663,6	1 688,5	1 686,0
Mexique	49,3	115,8	194,1	194,6	205,2	202,3	213,3	223,2
Amérique latine (1)	**355,6**	**328,9**	**354,1**	**418,7**	**483,0**	**514,6**	**559,7**	**590,1**
Europe de l'Ouest (2)	**625,8**	**829,5**	**1 013,4**	**1 020,3**	**1 083,6**	**1 114,9**	**1 169,2**	**1 165,5**
dont : Union Européenne	438,5	570,4	724,1	711,1	731,6	749,5	774,4	767,2
Allemagne	171,7	182,2	209,6	185,7	143,5	142,5	140,7	139,7
Espagne	11,3	15,7	26,5	34,1	32,2	31,4	32,7	31,5
France (3)	**36,1**	**41,1**	**86,0**	**110,8**	**123,2**	**126,9**	**130,1**	**127,8**
Italie	20,1	20,3	22,3	24,8	28,9	28,5	29,3	29,3
Royaume-Uni	108,5	193,0	238,2	208,9	244,2	258,3	268,8	268,8
Europe de l'Est (1) (4)	**1 061,1**	**1 399,0**	**1 610,4**	**1 707,2**	**1 298,9**	**1 274,0**	**1 268,1**	**1 236,1**
dont : ex-URSS (1)	989,1	1 315,0	1 512,9	1 624,6	1 232,2	1 205,4	1 197,0	1 168,9
Afrique (1)	**475,0**	**576,4**	**594,1**	**693,2**	**745,1**	**772,0**	**803,5**	**841,4**
Moyen-Orient (1)	1 102,6	1 147,0	588,0	916,6	1 086,9	1 111,4	1 127,8	1 188,1
Extrême-Orient (1)	855,5	1 164,0	1 470,4	1 768,6	1 997,8	2 105,4	2 171,1	2 188,7
dont : Chine (1)	428,9	613,3	761,9	894,0	1 008,4	1 072,9	1 101,5	1 097,2
Japon	29,5	39,3	67,7	75,6	91,1	99,1	102,5	107,0
Océanie	**72,0**	**90,6**	**134,3**	**169,3**	**186,0**	**199,6**	**203,6**	**215,7**
Monde (1)	**6 250,3**	**7 387,4**	**7 770,4**	**8 811,0**	**9 088,1**	**9 306,8**	**9 563,3**	**9 699,6**

(1) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays non OCDE.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(3) Les écarts avec la série officielle française tiennent aux différences de coefficients d'équivalence.
(4) Europe non OCDE.

TABLEAU J.01-9

Consommation d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE) — *Unité* : Million de tep

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	1996	1997
Amérique du Nord	**1 952,6**	**2 159,4**	**2 086,5**	**2 258,8**	**2 423,9**	**2 454,2**	**2 514,1**	**2 562,0**
dont : Canada	161,0	190,8	193,4	209,1	228,6	231,7	237,2	239,5
États-Unis	1 736,4	1 881,2	1 781,7	1 925,5	2 058,5	2 089,7	2 140,1	2 180,9
Mexique	55,2	87,5	111,4	124,2	136,8	132,7	136,8	141,6
Amérique latine	**223,4**	**280,7**	**303,8**	**337,5**	**381,8**	**392,8**	**412,7**	**426,1**
Brésil	**81,8**	**109,2**	**121,7**	**132,1**	**147,1**	**152,9**	**161,2**	**169,7**
Europe de l'Ouest	**1 379,1**	**1 524,3**	**1 525,5**	**1 605,3**	**1 619,9**	**1 660,9**	**1 722,6**	**1 716,9**
dont : Union Européenne	1 158,5	1 256,5	1 238,0	1 328,3	1 350,0	1 381,0	1 428,1	1 421,2
Allemagne	337,9	369,6	361,2	355,7	336,8	339,9	351,3	347,3
Espagne	52,4	66,8	71,8	90,6	98,2	103,1	101,4	107,6
France (1)	**176,6**	**189,8**	**200,2**	**227,6**	**232,3**	**241,4**	**254,3**	**247,6**
Italie	128,6	140,7	135,5	153,3	153,5	161,5	161,0	163,3
Royaume-Uni	220,8	220,0	203,8	213,1	222,1	224,5	233,1	227,4
Europe de l'Est (2)	**979,8**	**1 256,0**	**1 435,6**	**1 507,2**	**1 108,4**	**1 084,9**	**1 068,4**	**1 034,2**
dont : ex-URSS	869,4	1 106,8	1 272,4	1 347,8	995,7	965,2	942,0	913,6
Afrique	**215,6**	**272,8**	**350,4**	**396,9**	**429,9**	**445,2**	**455,8**	**473,0**
Moyen-Orient	70,6	128,8	186,5	229,6	297,4	306,4	325,5	342,6
Extrême-Orient	**1 155,8**	**1 483,5**	**1 743,4**	**2 186,9**	**2 563,7**	**2 700,8**	**2 806,9**	**2 855,1**
dont : Chine	429,1	601,5	713,2	866,9	1 014,1	1 072,9	1 110,6	1 110,7
Corée du Sud	21,1	39,9	53,3	91,4	134,9	148,2	163,8	176,5
Inde	193,7	237,1	294,4	360,5	417,0	441,2	453,1	465,3
Japon	323,6	354,6	367,0	438,8	483,5	497,7	511,0	517,7
Océanie	**65,9**	**77,8**	**85,4**	**101,3**	**108,2**	**110,4**	**117,9**	**122,0**
Soutes maritimes	**128,8**	**113,1**	**89,5**	**110,5**	**114,8**	**117,1**	**118,7**	**121,9**
Monde.(3)	**6 171,5**	**7 296,3**	**7 806,5**	**8 734,0**	**9 048,1**	**9 272,6**	**9 542,6**	**9 653,9**

(1) Les écarts avec la série officielle française tiennent aux différences de coéfficients d'équivalence.
(2) Non compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).
(3) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays hors OCDE.

TABLEAU J.01-10

Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Tep par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	1996	1997
Amérique du Nord	**6,77**	**6,88**	**6,15**	**6,27**	**6,41**	**6,41**	**6,49**	**6,56**
dont : Canada	7,14	7,86	7,45	7,52	7,81	7,82	7,99	7,98
États-Unis	8,19	8,36	7,47	7,70	7,90	7,94	8,06	8,17
Mexique	1,02	1,35	1,49	1,50	1,55	1,47	1,48	1,51
Amérique latine	**0,90**	**0,99**	**0,94**	**0,96**	**1,01**	**1,02**	**1,06**	**1,07**
dont : Brésil	**0,79**	**0,92**	**0,90**	**0,89**	**0,94**	**0,96**	**1,00**	**1,03**
Europe de l'Ouest	**3,07**	**3,28**	**3,19**	**3,27**	**3,23**	**3,30**	**3,40**	**3,38**
dont : Union Européenne	3,34	3,55	3,45	3,65	3,65	3,72	3,83	3,80
Allemagne	4,28	4,73	4,65	4,48	4,14	4,16	4,29	4,23
Espagne	1,50	1,80	1,87	2,33	2,51	2,63	2,58	2,74
France	**3,39**	**3,54**	**3,62**	**4,01**	**4,01**	**4,15**	**4,36**	**4,22**
Italie	2,35	2,50	2,39	2,70	2,72	2,85	2,84	2,87
Royaume-Uni	3,93	3,91	3,60	3,70	3,80	3,83	3,96	3,85
Europe de l'Est (1)	**3,20**	**3,89**	**4,23**	**4,29**	**3,13**	**3,06**	**3,04**	**2,93**
dont : ex-URSS	3,48	4,19	4,58	4,66	3,40	3,29	3,23	3,13
Afrique	**0,56**	**0,60**	**0,65**	**0,64**	**0,63**	**0,63**	**0,63**	**0,64**
Moyen-Orient	**0,98**	**1,45**	**1,68**	**1,77**	**2,04**	**2,06**	**2,13**	**2,20**
Extrême-Orient	**0,55**	**0,63**	**0,66**	**0,76**	**0,84**	**0,87**	**0,89**	**0,89**
dont : Chine	0,48	0,62	0,68	0,76	0,85	0,89	0,91	0,90
Corée du Sud	0,62	1,06	1,31	2,13	3,02	3,29	3,60	3,84
Inde	0,33	0,35	0,38	0,42	0,46	0,47	0,48	0,48
Japon	2,98	3,06	3,04	3,55	3,87	3,96	4,06	4,10
Océanie	4,00	4,41	4,48	4,95	5,07	5,08	5,35	5,48
Monde	**1,59**	**1,69**	**1,63**	**1,68**	**1,64**	**1,65**	**1,68**	**1,68**

(1) Non compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).

TABLEAU J.01-11

Taux d'indépendance énergétique de quelques pays

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

%

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	1996	1997
Allemagne	50,8	49,3	58,0	52,2	42,6	41,9	40,1	40,2
Canada	123,0	110,1	124,7	130,9	147,9	150,6	151,1	152,3
États-Unis	83,8	81,1	88,1	85,6	80,8	79,6	78,9	77,3
France (1)	**20,4**	**21,7**	**43,0**	**48,7**	**53,0**	**52,6**	**51,2**	**51,6**
Italie	15,6	14,4	16,5	16,2	18,8	17,6	18,2	17,9
Japon	9,1	11,1	18,4	17,2	18,8	19,9	20,1	20,7
Royaume-Uni	49,1	87,7	116,9	98,0	110,0	115,1	115,3	118,2
Union Européenne	37,9	45,4	58,5	53,5	54,2	54,3	54,2	54,0

(1) L'écart avec la série officielle française tient aux différences de conventions d'équivalence et à la non-prise en compte des soutes maritimes.

Chapitre J.02

Charbon

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de combustibles minéraux solides.

1. Bilan des combustibles minéraux solides.
2. Extraction nette de houille et de lignite.
3. Importation de produits charbonniers.
4. Consommation de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation.
5. Effectifs des houillères et des charbonnages de France.
6. Production et réserves mondiales de charbon.
7. Consommation de charbon dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8. Consommation de charbon par habitant dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

En France, la suprématie du charbon sur les autres énergies est indiscutable jusqu'en 1960, où il se trouve à son apogée.

Après avoir subi, dans les années soixante, la concurrence du pétrole, alors d'un coût compétitif, le charbon a dû, à la suite du premier choc pétrolier de 1973, faire face aux mutations intervenues dans l'industrie lourde et dans la production d'électricité.

La consommation totale de charbon est passée de 57,5 Mt en 1970 à 23,6 Mt en 1999, soit une baisse de près de 60 % en 29 ans. Toutefois, cette baisse n'a pas été constante sur la période. En recul jusqu'en 1975 (41,2 Mt), la demande remonte à 52,9 Mt en 1979, pour redescendre de façon régulière à moins de 30 Mt en 1988. En fait, le profil de la consommation totale est largement défini par la consommation des centrales électriques.

Celle-ci a crû de 15 Mt en 1975 à 28,3 Mt en 1979, pour chuter ensuite à 10,7 Mt en 1988. Le charbon a donc permis de faire face à la demande d'électricité dans les années 1970, alors que se mettait en place le programme électro-nucléaire. Dans les années 80, avec la montée en puissance du nucléaire, le charbon a régressé dans la production d'électricité, dont il demeure cependant l'énergie de bouclage. Ainsi, la consommation de charbon des centrales est remontée en 1989 (13,5 Mt), en 1990 (13,1 Mt) et en 1991 (15,7 Mt) pour faire face aux problèmes rencontrés dans la production nucléaire et à la sécheresse qui a réduit la production hydro-électrique. En 1992, en revanche, la demande des centrales a reflué à 13 Mt, du fait du retour à la normale de la production hydraulique grâce à une bonne pluviométrie; et en 1993, elle fléchit à 8,6 Mt.

De 1994 à 1999, l'évolution est très variable : après une progression annuelle moyenne de 14 %, entre 1994 et 1996, la consommation redescend à 9 Mt en 1997, avant d'enregistrer un bond de 48 % (13,3 Mt) en 1998; une hausse due à l'indisponibilité de certaines centrales nucléaires et à un faible rendement hydraulique. En 1999, et en raison d'un rétablissement partiel du nucléaire, le recours au charbon pour la production d'électricité demeure à un niveau élevé, avec une baisse modérée de 17 %.

Quant à la consommation finale, son déclin est quasiment constant depuis 1960, où elle culminait à 50,8 Mt pour descendre ensuite régulièrement : 34,4 Mt en 1970; 20,4 Mt en 1980 et 12,1 Mt en 1998, soit une chute de 65 % en 28 ans. En 1999, elle atteint 11,5 Mt.

La consommation finale a surtout été affectée par les restructurations de la sidérurgie, dont la demande est passée de près de 15 Mt en 1970 à 7,6 Mt en 1999. Les autres industries, après un certain redémarrage au début des années 1980, ont vu leur consommation à nouveau régresser depuis le début des années 1990. Le marché du résidentiel-tertiaire ne cesse de se rétrécir : il est égal à 1,1 Mt en 1999 contre 12 Mt en 1970. Dans ce secteur, il est surtout utilisé dans les grandes chaufferies, notamment à travers les réseaux de chaleur. Enfin, le charbon n'a plus de débouchés dans les transports depuis 1970, alors qu'en 1960, il fournissait plus de 3 Mt.

La production nationale de charbon (houille, lignite et produits récupérés) qui culminait à 58,3 Mt en 1960 a régulièrement diminué jusqu'au premier choc pétrolier de 1973, avec 29,1 Mt. Après une stabilisation à 26 Mt jusqu'en 1977, le déclin reprend, en s'accélérant à partir de 1984, la production tombant sous la barre des 10 Mt à partir de 1994, suite aux fermetures de mines non compétitives. En 1999, elle est de 5,7 Mt.

En France, l'exploitation minière prendra fin au plus tard en 2005, dans le cadre du « pacte charbonnier » signé en 1994, prévoyant la fermeture progressive des mines.

Les importations de charbon, qui atteignaient 16 Mt en 1960, sont restées stables jusqu'au premier choc pétrolier. Ensuite, elles n'ont cessé d'augmenter, pour culminer à 32,7 Mt en 1980. En décroissance depuis, elles ont cependant enregistré une remontée conjoncturelle de 1989 à 1992 pour pallier les difficultés rencontrées dans la production d'électricité. Elles ont reculé à 13,3 Mt en 1994 pour remonter à 18,8 Mt en 1999.

En ce qui concerne l'origine géographique des importations, l'Allemagne (ex-RFA) fut notre premier fournisseur au cours des années 1960. Pour faire face à la montée de la demande jusqu'en 1980, on fit massivement appel aux importations plus compétitives en provenance de l'Afrique du Sud et des États-Unis. Les importations d'Afrique du Sud furent interrompues en 1986, en application des mesures d'embargo prises par la France, mais ont repris officiellement début 1992. En 1999, l'Afrique du Sud est notre premier fournisseur (5,3 Mt), suivi de l'Australie (4,4 Mt) et des États-Unis (2,9 Mt).

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du charbon en France

La production

L'Établissement public des charbonnages de France, créé par la loi du 17 mai 1946, coordonne l'exploitation et la commercialisation de la totalité du charbon français.

La production nationale provient de deux gisements principaux dont l'exploitation est assurée par les houillères de bassin :

- Les Houillères du bassin de Lorraine (HBL) qui exploitent le bassin lorrain. Ce gisement dispose de la plus grande partie des réserves charbonnières françaises. Il est constitué essentiellement de charbon gras, destiné à la *cokéfaction,* et de flambants.

- Les Houillères du bassin du Centre et du Midi (HBCM) exploitent sept gisements situés sur le pourtour du Massif Central et en Provence.

Les importations

Pour répondre aux besoins de sa consommation, la France a recours aux importations.

L'ATIC (Association technique de l'importation charbonnière) a perdu, par décret du 9 mai 1995, le monopole d'importation qu'elle détenait depuis sa création en 1944. La France s'est ainsi mise en conformité avec les règles de l'Union européenne.

3. DÉFINITIONS

Description des activités

Les diverses activités du secteur correspondent aux étapes successives de l'*extraction*, du *traitement* et éventuellement de la transformation du minerai avant son utilisation finale, c'est-à-dire l'*agglomération* et la *carbonisation*.

Extraction

Activité de base, l'extraction consiste à dégager le minerai des autres couches géologiques et à le transporter à la surface. Exceptionnellement, l'exploitation se fait à ciel ouvert.

Traitement et classification des charbons

Afin de donner au charbon les caractéristiques exigées pour son utilisation, le traitement comprend les trois opérations successives du lavage, du concassage et du criblage.

Le charbon peut se définir en fonction de sa formation géologique (tourbe, lignite, houille et anthracite), par la catégorie à laquelle il appartient (huit selon la norme française), par son calibre et par son pouvoir calorifique.

Agglomération

L'agglomération est destinée à revaloriser les « fines » c'est-à-dire le charbon réduit à l'état de particules obtenues inévitablement au cours de la préparation de la houille, en les mélangeant avec un liant particulier (brai de houille ou bitume).

Carbonisation ou cokéfaction

Le coke issu de la carbonisation dans les cokeries est utilisé pour la production de la fonte dans les hauts fourneaux où il joue à la fois le rôle d'agent de chauffage, d'agent de réduction et de carburation et d'élément perméabilisant de la charge.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Charbonnages de France (CDF).

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

  Direction générale des douanes et droits indirects.

  Observatoire de l'Énergie.

  Service des études et des statistiques industrielles (SESSI).

— Association technique de l'importation charbonnière (ATIC).

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

Publications :

Statistique annuelle, Charbonnages de France;

Publications annuelles du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (MINEFI/OE) Éditions de l'Industrie :

Les chiffres clés de l'énergie, édition 1999-2000.

Tableaux des consommations d'énergie en France, édition 2000.

Bilans de l'énergie 1970-1999.

Publications non périodiques :

L'énergie dans les régions, édition 2000, MINEFI/OE (Éditions de l'Industrie).

— Minitel : 36-14 code ENERSTAT.

— Serveur internet : **www.industrie.gouv.fr/energie**

— Adresses :

Observatoire de l'Énergie :

Télédoc 162, 61 Boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Téléphone : 01 44 87 17 17

Télécopie : 01 44 97 09 69

Éditions de l'Industrie, DIRCOM, MINEFI :

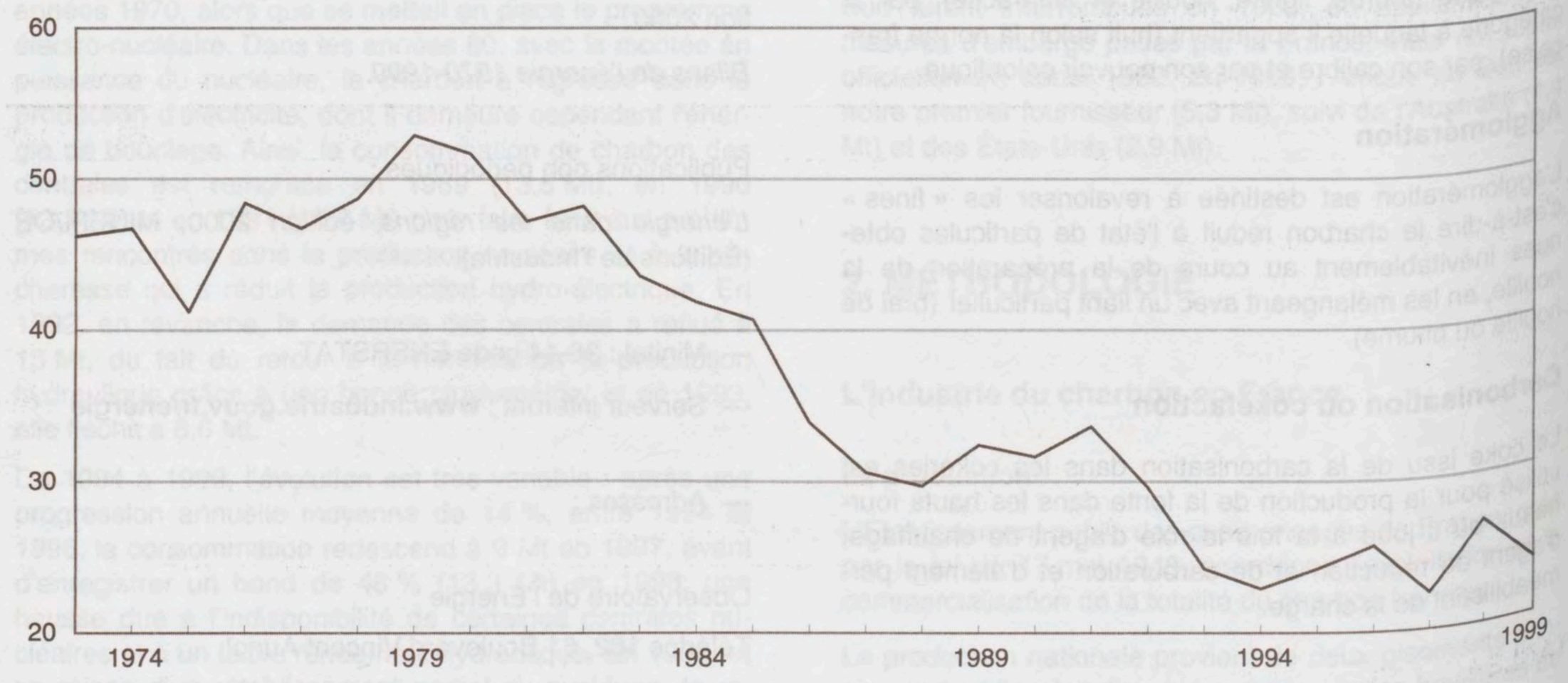
tél : 01 53 18 69 00, télécopie : 01 53 18 38 25

*
* *

GRAPHIQUE J.02

Consommation française de combustibles minéraux solides

Millions de tonnes



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.02-1

Bilan des combustibles minéraux solides (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (février 2000)

Unité : Million de tonnes

	1973	1979	1985	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
Production primaire (2)	29 114	23 077	18 942	13 532	8 918	8 553	7 316	6 112	5 690
Importations	16 467	29 960	21 278	20 745	14 646	16 736	15 097	20 072	18 731
Exportations	1 958	2 143	1 698	982	803	677	609	543	552
Stockage = (+) ; Déstockage = (-)	− 2 605	− 1 992	− 2 218	1 732	− 1 825	− 1 261	− 665	− 1 184	+ 250
Consommation branche énergie	18 878	31 489	21 131	15 614	11 730	13 570	10 146	14 697	12 117
Consommation finale	27 350	21 397	19 609	15 949	12 856	12 303	12 323	12 128	11 502
Consommation totale (3)	**46 228**	**52 886**	**40 740**	**31 563**	**24 586**	**25 873**	**22 469**	**26 825**	**23 619**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris produits de récupération.
(3) Non corrigée du climat.

TABLEAU J.02-2

Extraction nette de houille et de lignite

Ensemble des houillères

Source : Observatoire de l'Énergie (février 2000), d'après CDF

Unité : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Houillères de bassin :									
Nord et Pas-de-Calais	10 404	5 386	2 386	232	–	–	–	–	–
Lorraine	10 111	9 595	9 813	8 359	5 825	6 166	4 763	4 000	3 670
Centre-Midi	6 621	5 155	4 149	3 656	2 590.	1 944	2 046	1 599	1 421
Autres mines	1 321	929	615	573	–	–	–	–	–
Total	**28 457**	**21 065**	**16 963**	**12 820**	**8 415**	**8 110**	**6 809**	**5 599**	**5 091**

TABLEAU J.02-3

Importation de produits charbonniers

Source : Observatoire de l'Énergie (février 2000), d'après ATIC et Douanes

Unité : Millier de tonnes

Pays	1985	1990	(2) 1995	1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
Total	**21 278**	**20 745**	**14 472**	**16 508**	**15 781**	**20 126**	**18 761**
dont : Pays membres de l'Union Européenne	5 838	3 283	1 025	1 317	670	549	260
dont : Allemagne (1)	4 559	2 216	200	297	170	83	50
Royaume-Uni	280	311	150	182	145	71	52
Afrique du Sud	6 304	864	1 714	2 357	2 418	4 792	5 308
Australie	2 799	3 552	3 026	2 541	3 083	3 261	4 386
États-Unis	4 028	6 605	3 998	4 293	3 476	3 452	2 909
Pologne	1 068	395	656	1 181	1 074	2 275	841
ex-URSS	163	777	100	52	37	77	86

(1) À partir de 1991, la série donne les résultats pour l'Allemagne réunifiée.
(2) À partir de 1995, l'ATIC n'est plus en mesure de donner des chiffres avec la précision apportée pour les années antérieures.

TABLEAU J.02-4

Consommation de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (février 2000)

Unité : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
Consommation branche énergie	**18 878**	**31 489**	**21 131**	**15 614**	**11 730**	**13 570**	**10 146**	**14 697**	**12 117**
dont : centrales électriques	14 730	28 265	18 505	13 092	9 931	11 117	8 984	13 338	11 077
centrales CDF	7 787	8 991	8 128	5 002	4 652	4 087	3 542	3 907	3 191
centrales EDF	6 448	19 011	10 152	7 783	5 029	6 329	4 671	8 702	7 327
Consommation finale	**27 350**	**21 397**	**19 609**	**15 949**	**12 856**	**12 303**	**12 323**	**12 128**	**11 502**
dont : consommation énergétique par secteur									
Sidérurgie	14 349	12 602	9 621	8 394	7 629	7 141	7 735	7 915	7 640
Industrie (2)	4 124	2 743	5 573	4 713	3 166	3 145	2 996	2 784	2 589
Résidentiel -Tertiaire	8 664	5 807	4 204	2 576	1 861	1 821	1 392	1 229	1 084
Transports	52	18	–	–	–	–	–	–	–
Total énergétique	27 189	21 170	19 398	15 683	12 656	12 107	12 123	11 928	11 313
Total	**46 228**	**52 886**	**40 740**	**31 563**	**24 586**	**25 873**	**22 469**	**26 825**	**23 619**

(1) Consommation non corrigée du climat.
(2) Non compris les centrales électriques industrielles.

TABLEAU J.02-5

Effectifs des houillères et des charbonnages de France (1)

Situation en fin d'année

Source : Observatoire de l'Énergie, d'après Charbonnages de France — *Unité* : Millier de personnes

	1973	1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Effectifs des houillères de bassins CDF (1)	94,3	47,3	22,5	14,7	13,3	11,9	10,3	9,0
Effectifs des autres mines (2)	0,5	0,6	0,2	–	–	–	–	–
Ensemble de la France	**94,8**	**47,8**	**22,7**	**14,7**	**13,3**	**11,9**	**10,3**	**9,0**

(1) Effectifs miniers et non-miniers.
(2) Mines exploitées par EDF, y compris autres mines en 1973.

TABLEAU J.02-6

Production et réserves mondiales de charbon

Sources : AIE (production)
Conseil mondial de l'Énergie (réserves) : « BP Statistical Review of World Energy (juin 2000) » — *Unité* : Million de tonnes

Pays	Production								Réserves prouvées à la fin 1999
	Houille («hard coal»)				Lignite («brown coal»)				
	r 1973	1985	1996	*p* 1997	*r* 1973	1985	1996	1997	
Amérique du Nord	**544,9**	**776,9**	**927,0**	**954,0**	**21,2**	**90,8**	**124,3**	**124,3**	**256 477**
dont : États-Unis	530,1	738,8	885,2	910,8	12,9	62,8	79,9	78,4	246 643
Amérique latine	**7,1**	**18,3**	**39,8**	**44,8**	**0,1**	**–**	**–**	**–**	**21 574**
Europe de l'Ouest (1)	**471,9**	**440,0**	**279,0**	**273,8**	**539,2**	**712,6**	**455,4**	**444,6**	**115 710**
dont : Union Européenne	281,2	217,4	122,8	117,7	390,3	500,3	262,7	251,0	...
Royaume-Uni	130,2	90,8	48,7	47,0	–	–	–	–	1 500
Allemagne (2)	104,4	88,8	53,2	51,2	366,4	434,0	187,2	177,2	67 000
France	25,7	15,1	7,3	5,8	2,8	1,8	0,8	1,0	116
Pologne	156,6	191,6	137,0	137,1	39,2	57,7	63,8	63,2	14 309
Europe de l'Est (3)	**518,7**	**578,3**	**316,0**	**308,1**	**239,6**	**301,6**	**238,3**	**223,8**	**236 500**
dont : URSS (ex)	510,6	569,0	314,4	306,1	157,0	157,0	110,7	104,2	230 178
Afrique	**68,0**	**179,0**	**212,8**	**226,0**	**–**	**–**	**–**	**–**	**61 605**
dont : Afrique du Sud	62,4	173,5	206,4	220,1	–	–	–	–	55 333
Asie	**572,6**	**1 123,8**	**1 830,0**	**1 814,9**	**10,8**	**26,0**	**70,2**	**71,4**	**201 374**
dont : Chine	417,0	872,3	1 396,7	1 372,8	–	–	–	–	114 500
Inde	78,2	154,2	285,6	295,8	3,3	7,8	22,5	23,5	74 733
Océanie	**57,8**	**119,8**	**196,8**	**210,0**	**24,3**	**38,6**	**53,9**	**58,4**	**90 971**
dont : Australie	55,5	117,5	193,4	206,8	24,1	38,4	53,7	58,2	90 400
Monde	**2 241,0**	**3 236,1**	**3 801,3**	**3 831,5**	**835,1**	**1 169,6**	**942,1**	**922,5**	**984 211**

(1) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(2) Allemagne réunifiée.
(3) Europe non OCDE.

TABLEAU J.02-7

Consommation de charbon (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	*r* 1973		*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	1996		1997
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**328,14**	**16,8**	**454,54**	**484,11**	**502,96**	**506,09**	**529,79**	**563,60**	**22,0**
dont : États-Unis	311,05	17,9	425,66	456,66	473,37	475,34	497,52	529,48	24,3
Canada	15,26	9,5	25,84	24,27	24,79	25,32	25,89	27,54	11,5
Mexique	1,82	3,3	3,04	3,18	4,80	5,43	6,39	6,58	4,6
Amérique latine	**6,91**	**3,1**	**15,92**	**17,10**	**19,08**	**19,58**	**20,36**	**21,70**	**5,1**
Europe de l'Ouest (2)	**417,51**	**30,3**	**467,69**	**429,67**	**358,35**	**355,15**	**357,31**	**344,77**	**20,1**
dont : Union Européenne	292,93	25,3	314,77	300,07	244,84	239,76	234,27	223,50	15,7
France	**29,24**	**16,6**	**25,15**	**20,21**	**14,89**	**16,06**	**16,61**	**14,65**	**5,9**
Allemagne (3)	139,37	41,2	145,23	128,53	95,70	91,03	90,06	86,26	24,8
Royaume-Uni	76,43	34,6	61,98	64,03	49,19	48,38	44,40	40,05	17,6
Italie	8,10	6,3	15,28	14,63	11,36	12,28	11,22	11,32	6,9
Espagne	9,03	17,2	19,54	19,42	18,99	19,52	16,26	18,26	17,0
Europe de l'Est (4)	**353,54**	**36,1**	**355,22**	**336,18**	**242,32**	**231,28**	**223,02**	**206,31**	**19,9**
dont : ex-URSS	318,96	36,7	301,12	288,80	208,51	196,74	189,36	173,13	19,0
Afrique	**38,02**	**17,6**	**72,90**	**73,64**	**81,52**	**84,50**	**86,17**	**87,58**	**18,5**
Asie	**334,78**	**29,9**	**634,28**	**808,14**	**958,53**	**1 024,40**	**1 059,30**	**1 045,52**	**38,3**
dont : Chine	202,67	47,2	408,27	520,98	620,08	664,11	683,44	658,86	59,3
Japon	57,86	17,9	72,98	74,00	78,76	82,59	84,64	86,53	16,7
Moyen-Orient	0,70	1,0	2,68	3,44	4,67	5,33	6,11	6,62	1,9
Océanie	**23,85**	**36,2**	**31,20**	**36,10**	**38,16**	**38,73**	**41,96**	**46,57**	**38,2**
Monde	**1 502,75**	**27,5**	**2 031,75**	**2 184,94**	**2 200,92**	**2 259,73**	**2 317,91**	**2 316,05**	**24,3**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Europe OCDE y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(3) Allemagne réunifiée.
(4) Europe non OCDE.

TABLEAU J.02-8

Consommation de charbon (1) par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Tep par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	1996	1997
Amérique du Nord	**1,137**	**1,340**	**1,344**	**1,329**	**1,321**	**1,368**	**1,442**
dont : États-Unis	1,468	1,785	1,827	1,816	1,806	1,873	1,985
Canada	0,677	0,996	0,873	0,847	0,855	0,872	0,918
Mexique	0,034	0,041	0,039	0,054	0,060	0,069	0,070
Amérique latine	**0,028**	**0,049**	**0,048**	**0,050**	**0,051**	**0,052**	**0,055**
Europe de l'Ouest	**0,929**	**0,978**	**0,876**	**0,714**	**0,705**	**0,706**	**0,678**
dont : Union Européenne	0,846	0,877	0,823	0,661	0,645	0,629	0,598
France	**0,561**	**0,455**	**0,356**	**0,257**	**0,276**	**0,284**	**0,250**
Allemagne (2)	1,765	1,870	1,620	1,175	1,115	1,100	1,051
Royaume-Uni	1,359	1,093	1,112	0,842	0,825	0,755	0,679
Italie	0,148	0,270	0,258	0,201	0,217	0,198	0,199
Espagne	0,259	0,509	0,500	0,485	0,498	0,414	0,464
Europe de l'Est	**1,159**	**1,048**	**0,961**	**0,686**	**0,655**	**0,634**	**0,586**
dont : ex-URSS	1,281	1,083	1,003	0,714	0,674	0,648	0,595
Afrique	**0,099**	**0,135**	**0,118**	**0,119**	**0,120**	**0,120**	**0,119**
Asie	**0,154**	**0,231**	**0,269**	**0,299**	**0,315**	**0,321**	**0,312**
dont : Chine	0,229	0,387	0,457	0,518	0,549	0,559	0,534
Japon	0,533	0,604	0,599	0,630	0,658	0,672	0,686
Moyen-Orient	0,010	0,024	0,026	0,032	0,036	0,040	0,042
Océanie	**1,447**	**1,637**	**1,765**	**1,786**	**1,783**	**1,905**	**2,090**
Monde	**0,388**	**0,425**	**0,420**	**0,398**	**0,403**	**0,408**	**0,402**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Allemagne réunifiée.

Chapitre J.03

Pétrole

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de pétrole.

1. Bilan pétrolier.
2. Importations de produits à distiller.
3. Activité des raffineries pétrolières.
4. Livraisons de produits pétroliers raffinés par nature de produits.
5. Consommation finale de pétrole par secteur d'utilisation.
6. Production et réserves mondiales de pétrole brut.
7. Consommation de pétrole dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8. Consommation de pétrole par habitant dans le monde.
9. Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Le pétrole connaît son âge d'or en France dans les années 1960. Face aux besoins énergétiques du pays, l'abondance et les prix attractifs de cette énergie au niveau international favorisent sa pénétration, au détriment du charbon national qui accuse, à cette époque, une forte perte de rentabilité.

Ainsi de 1960 à 1973, la consommation française de pétrole basée, pour sa quasi-totalité, sur les importations, croît au rythme annuel moyen très élevé de + 12 %, pour culminer, en 1973, à 127 Mtep.

Le premier choc pétrolier de 1973 où les prix du pétrole flambent, donne un coup d'arrêt à cette formidable expansion; mais, après une courte période de recul, la consommation reprend dès 1976. Le deuxième choc pétrolier de 1979 inaugure une plus longue période de baisse où la consommation pétrolière chute de 119 Mtep en 1979 à 84 Mtep en 1985, soit un recul de 30 % en 6 ans.

Pendant toute cette période, une substitution massive du pétrole se produit. L'énergie nucléaire est utilisée pour produire de l'électricité et la demande de pétrole baisse très sensiblement (15 Mtep en 1973 à 1,3 Mtep en 1985). Ensuite, au niveau de la consommation finale, le gaz et l'électricité concurrencent le pétrole dans l'industrie (sa part chute de 49 % en 1973 à moins de 24 % en 1985) et dans le résidentiel-tertiaire (56 % en 1973; 28 % en 1985).

En revanche, la demande de pétrole poursuit sa croissance dans le secteur des transports ; ce dernier représente, en 1985, 42 % de la consommation totale de pétrole contre moins de 25 % en 1973.

Au total, la contribution du pétrole dans la consommation d'énergie primaire chute de 69 % en 1973 à 43,5 % en 1985.

Dans le même temps, on assiste à une sensible diversification géographique des importations de pétrole brut, avec la très forte diminution de la part du Proche-Orient (71 % en 1973; 29 % en 1985), l'apparition des pays de la mer du Nord (0 % en 1973; 26 % en 1985) et les contributions accrues de l'Afrique Noire et de l'ex-URSS.

Le contre-choc pétrolier de 1986, avec une réduction de moitié des prix du pétrole importé, ainsi que la reprise de la croissance économique relancent, mais de manière modérée, la consommation de pétrole. Cette évolution ne remet pas en cause la baisse des parts de marché du pétrole, mais contribue à en ralentir le rythme.

La crise du Golfe, qui a éclaté en août 1990, n'a pas fondamentalement changé la situation, en raison de sa courte durée.

En 1999, le pétrole représente 39 % de la consommation d'énergie primaire, 16 % de la consommation d'énergie de l'industrie (hors sidérurgie), 17 % de celle du résidentiel-tertiaire, et prédomine dans les transports (95 %). Ce secteur recouvre, à lui seul, 54 % de la demande de pétrole (hors autoconsommation des raffineries et pertes). Si l'on y ajoute les usages de matières premières (bases pétrochimiques et produits non énergétiques), les usages « captifs » atteignent désormais 70 % de la consommation de pétrole.

En ce qui concerne les approvisionnements de produits à distiller, (production nationale comprise), la part du Moyen-Orient se situe à 34 %, celle de la mer du Nord est quasi-stable à 34 %, contre 24 % en 1994. Néanmoins, à terme, la part du Proche-Orient devrait remonter en raison de la forte concentration des réserves de pétrole brut dans cette région du monde.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du pétrole en France

Le régime pétrolier en France

Historiquement, les pouvoirs publics sont intervenus très tôt pour doter la France d'une industrie pétrolière solide : création de la Compagnie française des pétroles en 1924, vote de la loi de 1928 qui a permis la création d'une industrie du raffinage sur le territoire national et la constitution de stocks de réserve, création progressive du groupe Elf-Aquitaine à partir de la deuxième guerre mondiale, soutien à la constitution de la deuxième industrie parapétrolière mondiale, encouragement à l'exploration sur le territoire national.

Depuis 1985, la France a considérablement libéralisé sa réglementation pétrolière. Désormais les prix sont libres et des opérateurs nombreux et divers peuvent librement importer. Le marché français est un des plus concurrentiels : c'est en France que la part des grandes surfaces dans la distribution de carburants est la plus élevée (45 % pour les carburants - auto -) et les prix des supercarburants hors taxes sont les plus faibles d'Europe.

Les fondements du régime pétrolier en France, ont été adaptés compte tenu de la mise en place du marché communautaire unique le 1er janvier 1993.

Le Conseil des communautés européennes a arrêté en 1992 une directive harmonisant les règles de circulation des produits pétroliers soumis à accises. Ce projet a fait l'objet d'une transposition en droit interne (loi du 17 juillet 1992).

La loi du 31 décembre 1992, qui abroge et remplace la loi du 30 mars 1928, fixe un nouveau régime pétrolier en France. Elle libéralise l'ensemble des opérations pétrolières réalisées sur le territoire national avec, en particulier, la suppression du principe des autorisations préalables d'importation qui avait caractérisé le régime de la loi de 1928.

La loi de 1992 maintient cependant, sous des formes adaptées, un ensemble de dispositions visant à assurer la pérennité des approvisionnements de la France, parmi lesquelles on peut citer l'obligation de constitution et de conservation de stocks stratégiques.

Les sociétés pétrolières françaises

Par leurs activités d'exploration, de production et de raffinage en France comme à l'étranger, ainsi que les différentes actions de coopération technique et industrielle qu'elles mènent auprès d'un grand nombre de pays, les sociétés pétrolières françaises possèdent une envergure internationale.

Ainsi, le nouveau groupe Totalfina-Elf se classe au quatrième rang mondial parmi l'ensemble des compagnies pétrolières, en fonction des critères retenus (chiffre d'affaires, résultats, effectifs...).

Dans le domaine de l'exploration-production à l'étranger, Elf-Aquitaine s'était implantée surtout en mer du Nord (Frigg, Ekofisk...) et en Afrique, notamment dans le golfe de Guinée (Gabon, Congo, Nigéria, Cameroun, Angola) et Total plus particulièrement au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Oman), en Indonésie, en Amérique latine et en Afrique (Angola). Ces deux grands groupes avaient cependant continué à mener des travaux de recherche un peu partout dans le monde.

En aval, les groupes français figurent en bonne place dans le raffinage européen et africain, ainsi que dans la distribution européenne.

Sur le marché français, on trouve dans le raffinage et la distribution, outre Totalfina-Elf, des filiales de groupes étrangers (Exxon-Mobil, BP-Amoco, Esso, Royal-Dutch-Shell).

La distribution des carburants est également assurée par de nombreux opérateurs (grandes surfaces, indépendants) dont le nombre de points de ventes ne devrait plus augmenter. Le réseau de distribution comporte à la fin 1999 environ 16 700 points de vente (– 2,3 % par rapport à 1998), contre 40 400 en 1980.

Description des activités

Exploration – Production

En l'état actuel des techniques, il n'est pas possible de détecter directement la présence d'*hydrocarbures* dans le sous-sol. L'objet de la recherche est donc de repérer les terrains qui, par leur nature et leur disposition, paraissent les plus propices à leur formation et leur accumulation en gisements. Après une étude géologique de surface, intervient l'analyse géophysique, véritable auscultation de l'écorce terrestre. Elle s'appuie sur l'interprétation de certains effets physiques produits par les roches du sous-sol et perceptibles depuis la surface à l'aide d'instruments de mesure particulièrement sensibles. Ces dernières années, cette analyse a été rendue plus aisée grâce à la sismique en trois dimensions. Mais la géologie et la géophysique ne permettent pas à elles seules de déceler la présence d'hydrocarbures. Ce n'est qu'en forant un puits qu'on peut passer des présomptions à une connaissance plus assurée de l'existence d'un gisement. Un forage sur sept, en moyenne, dans le monde, découvre des traces d'hydrocarbures. Mais une partie seulement de ces gisements est économiquement exploitable.

Transport

Environ 53 % de la quantité totale de pétrole brut produite dans le monde fait l'objet d'échanges internationaux. Le pétrole brut est acheminé par pipeline (ou oléoduc) ou à bord de navires pétroliers (ou tankers) dont la capacité peut atteindre 350 000 tonnes, voire 550 000 tonnes (Ultra Very Large Crude Carrier).

Raffinage du pétrole

Le raffinage du pétrole brut constitue le maillon industriel dans la chaîne des opérations pétrolières : c'est dans la raffinerie que des pétroles bruts de qualités ou de provenances différentes sont traités et transformés en vue d'obtenir des produits finis.

On sait par le jeu de procédés physiques de séparation (distillation, adsorption, absorption, extraction, etc.) isoler des coupes plus ou moins étroites du brut de base.

Les unités de conversion (reformage, craquage, désalphaltage, alkylation, polymérisation, isomérisation, hydrocraquage, etc.) permettent ensuite d'obtenir les produits finis qui doivent obéir aux spécifications commerciales.

Ces opérations sont effectuées en continu dans de grandes unités de production intégrées ne nécessitant en fonctionnement normal qu'un faible personnel n'exerçant essentiellement qu'un travail de surveillance.

Distribution

Le mode de distribution varie en fonction de l'importance du consommateur.

D'une manière générale, les raffineries approvisionnent directement les consommateurs qui utilisent des quantités importantes de produits pétroliers. C'est le cas, notamment, des centrales électriques, d'usines, d'entreprises de travaux routiers, des aéroports. Ainsi, pratiquement tous les achats massifs de fioul lourd, de bitume et de carburéacteur parviennent directement à leur destinataire par des moyens de transport, généralement peu coûteux, adaptés à chaque cas. La gamme est vaste : pipelines, trains de wagons-citernes, caboteurs, transport fluvial et, éventuellement, de très gros camions-citernes en semi-remorques de 35 tonnes.

Pour répondre, en revanche, aux demandes de livraisons de quantités plus faibles, les produits pétroliers vont transiter par des dépôts. Unités de stockage situées à proximité des zones de consommation, les dépôts constituent un relais indispensable entre la raffinerie et l'utilisateur des produits pétroliers.

Du dépôt jusqu'à l'utilisateur final, la distribution des produits pétroliers se fait uniquement par véhicules routiers. Ainsi, ce sont des camions-citernes qui approvisionnent en carburant les stations-service et assurent les livraisons de fioul domestique, destiné au chauffage des particuliers.

3. DÉFINITIONS

Hydrocarbures

Composés complexes de carbone et d'hydrogène, les hydrocarbures liquides sont des combustibles fossiles constitués au cours des âges géologiques lors du tassement de sédiments terrestres ou marins d'origine organique.

OPEP

Organisation des pays producteurs de pétrole. Créée en 1960, elle regroupe l'Algérie, l'Arabie Séoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Nigéria, le Qatar et le Vénézuela.

Pays de la mer du Nord

Ce sont le Royaume-Uni, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark.

Réserves prouvées

Quantité de pétrole brut qu'on estime pouvoir extraire des gisements connus dans l'avenir, et d'après les renseignements géologiques et techniques disponibles. Les chiffres publiés sont à utiliser avec précaution.

Comme pour les autres grandeurs, les réserves, s'agissant de la France, sont les réserves en métropole.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

● Direction des Matières premières et des Hydrocarbures (DIMAH).

● Observatoire de l'Énergie.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale des Douanes et des Droits Indirects.

— Union française de l'industrie pétrolière (UFIP).

— Comité professionnel du pétrole (CPDP).

— Institut français du pétrole (IFP).

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

— Centre professionnel des lubrifiants.

Publications :

Bulletin mensuel, Comité professionnel du pétrole;

Éléments statistiques, pétrole, Comité professionnel du pétrole, juin 1999.

Publications annuelles du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (MINEFI/OE), Éditions de l'Industrie :

L'industrie pétrolière en 1999, Direction des Matières premières et des Hydrocarbures.

Les chiffres clés de l'énergie, édition 1999-2000, OE.

Tableaux des consommations d'énergie en France, édition 2000, OE.

Bilans de l'énergie, 1970-1999, OE.

Publications non périodiques :

L'énergie dans les régions, édition 2000, MINEFI/OE (Éditions de l'Industrie).

— Minitel : 36-14 code ENERSTAT.

— Minitel : 36-14 code PETROLINFO.

— Serveur internet : **www.industrie.gouv.fr/energie**

— Adresses :

Observatoire de l'Énergie :

Télédoc 162, 61 Boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Téléphone : 01 44 87 17 17

Télécopie : 01 44 97 09 69

Éditions de l'Industrie, DIRCOM, MINEFI :

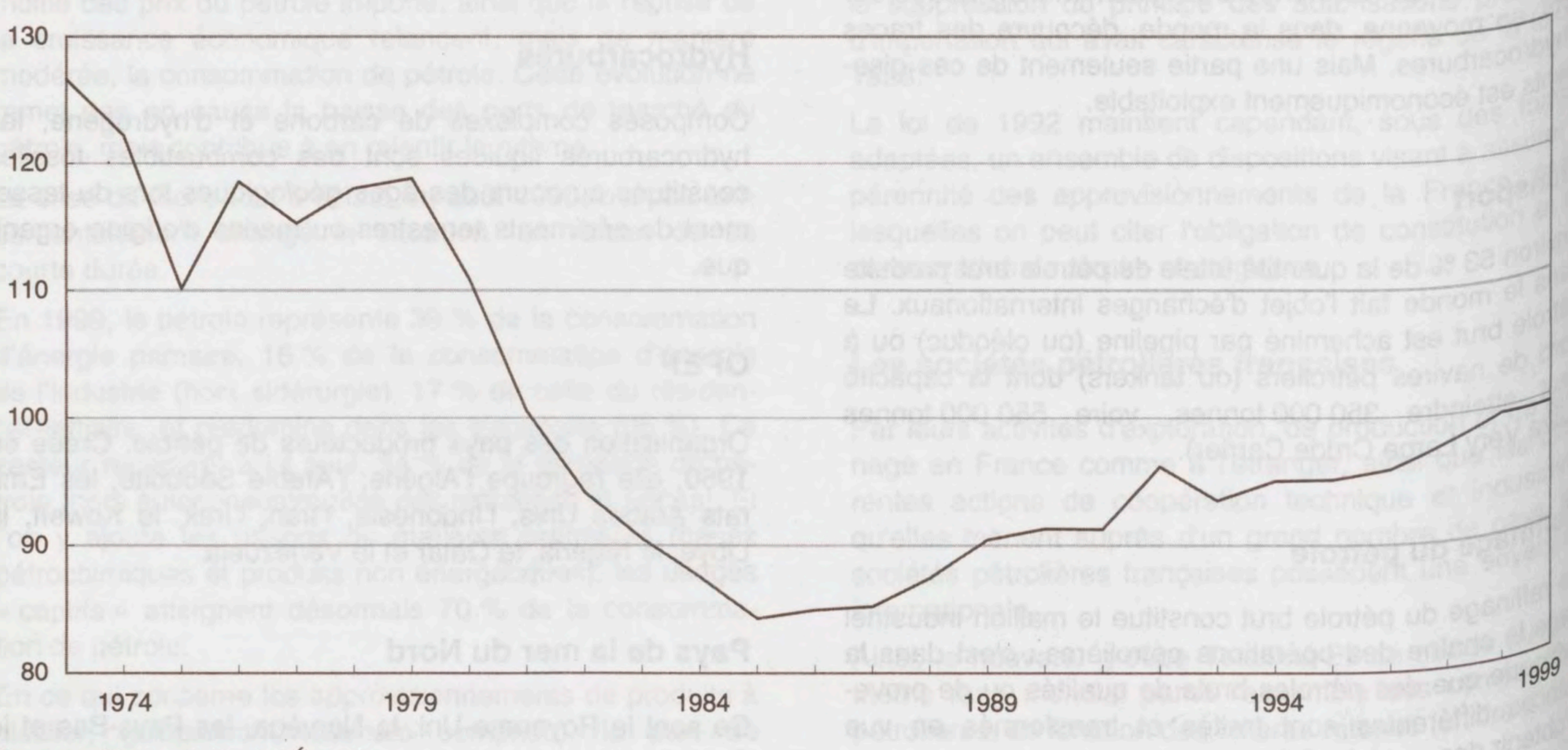
tél : 01 53 18 69 00, télécopie : 01 53 18 38 25.

*
* *

GRAPHIQUE J.03

Consommation française de pétrole

Millions de tonnes



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.03-1

Bilan pétrolier

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Ressources									
Production primaire :									
Pétrole brut (PB)	1 320	1 190	2 642	3 024	2 486	2 107	1 780	1 709	1 539
Produits raffinés (PR)	900	900	659	413	592	570	511	409	383
Importations :									
Pétrole brut (PB)	134 920	127 120	73 896	73 310	78 017	83 721	87 441	90 423	81 739
Produits raffinés (PR)	6 350	10 210	18 460	26 709	27 480	26 318	25 367	25 514	29 881
Déstockage :									
Pétrole brut (PB)	–	–	463	–	–	–	–	–	496
Produits raffinés (PR)	–	–	1 897	765	–	304	–	446	1 389
Total	**143 490**	**139 420**	**98 017**	**104 221**	**108 575**	**113 020**	**115 099**	**118 501**	**115 427**
Emplois									
Consommation :	**128 450**	**119 230**	**86 123**	**89 385**	**94 117**	**96 014**	**96 216**	**99 367**	**99 394**
Branche énergie	26 970	22 120	8 959	8 070	7 883	8 403	7 646	8 839	7 375
Finale	101 480	97 110	77 164	81 315	86 234	87 611	88 570	90 528	92 019
Exportations :									
Pétrole brut (PB)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Produits raffinés (PR)	12 970	16 460	11 894	14 417	14 218	16 647	18 135	19 081	16 033
Stockage :									
Pétrole brut (PB)	1 140	750	–	419	–	359	75	53	–
Produits raffinés (PR)	930	2 980	–	–	240	–	673	–	–
Total	**143 490**	**139 420**	**98 017**	**104 221**	**108 575**	**113 020**	**115 099**	**118 501**	**115 427**

TABLEAU J.03-2

Importations de produits à distiller (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction des Matières premières et des Hydrocarbures) — *Unité* : Million de tonnes

Pays	1973	1979	*r* 1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Moyen-Orient	**96,4**	**95,8**	**22,1**	**31,7**	**34,8**	**30,7**	**33,8**	**39,3**	**33,5**
Abu Dhabi/Oman	15,9	7,1	2,1	1,5	–	0,2	–	0,6	–
Arabie Séoudite	30,2	45,3	6,0	15,2	20,4	18,3	19,3	18,1	15,1
Koweit	15,5	4,9	0,6	–	1,1	0,8	0,9	0,8	1,7
Irak	18,7	24,2	6,4	3,0	–	–	3,8	8,4	7,3
Iran	10,8	6,8	4,1	9,1	10,5	8,6	6,4	7,9	6,8
Qatar	3,4	3,8	1,6	0,2	–	–	–	–	–
Syrie	0,6	2,1	0,5	2,2	2,9	2,6	3,2	3,5	2,6
Autres	17,3	8,7	0,8	0,6	–	0,1	0,3	–	–
Mer du Nord (2)	**0,2**	**4,1**	**19,1**	**10,4**	**23,2**	**28,1**	**31,1**	**29,6**	**28,8**
Afrique (3)	**28,9**	**20,7**	**22,7**	**20,9**	**13,4**	**15,9**	**13,9**	**15,8**	**12,0**
dont : Algérie	11,1	5,1	3,6	3,0	2,6	3,0	3,9	3,4	3,0
Cameroun/Angola	2,4	1,3	3,4	5,8	1,6	1,0	1,5	1,4	1,3
Gabon/Congo	–	–	2,6	4,9	1,0	0,8	0,8	1,4	0,1
Libye	6,5	4,1	3,1	2,9	1,7	1,9	2,5	2,5	2,3
Nigéria	12,6	9,7	8,1	3,1	5,7	8,4	4,6	6,2	4,9
ex-URSS	3,4	5,1	4,1	6,2	6,2	8,6	8,4	5,7	7,5
Mexique	–	–	2,7	2,5	–	–	–	–	–
Vénézuela	1,8	1,0	0,6	0,5	–	–	–	–	–
Autres	4,2	0,4	2,6	1,1	0,5	0,4	0,2	–	0,4
Total des importations	**134,9**	**127,1**	**73,9**	**73,4**	**78,0**	**83,7**	**87,4**	**90,4**	**82,1**
dont : façonnage (4)	7,8	8,8	3,6	1,7	–	–	–	–	–

(1) Pétrole brut, condensats et autres produits à distiller.
(2) Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège et Danemark.
(3) L'Afrique du Nord et l'Afrique Noire ont été regroupées.
(4) Travail à façon pour compte de pays étranger.

TABLEAU J.03-3

Activité des raffineries pétrolières (1)

Sources : Comité professionnel du pétrole (CPDP) et Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction des Matières premières et des hydrocarbures)

Unité : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
Nombre de raffineries au 31 décembre	23	22	15	13	13	13	13	13	13
Capacité de distillation atmosphérique	153 885	166 840	108 772	84 595	91 000	93 100	93 500	95 700	93 900
Brut traité (2)	134 958	127 642	76 878	75 350	79 961	84 240	88 915	91 914	83 322
Taux d'utilisation des raffineries (en %)	87,7	76,5	70,7	89,1	88,0	92,0	96,0	96,0	87,0
Production nette de produits finis (total) (3)	127 505	120 788	75 118	72 851	74 200	78 300	82 900	86 100	77 400

(1) France métropole, non compris la raffinerie SARA à Fort de France.
(2) Y compris le façonnage.
(3) Marché intérieur, soutes, forces armées, exportations.

TABLEAU J.03-4

Livraisons de produits pétroliers raffinés par nature de produits

Économie civile : marché intérieur acquitté et sous douane, soutes françaises et étrangères

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP)

Unité : Millier de tonnes

Produit	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Produits pétroliers raffinés	**117 332**	**110 649**	**77 581**	**82 250**	**86 575**	**88 327**	**88 999**	**91 763**	**92 539**
dont : Essences auto	15 772	17 701	18 006	18 231	15 651	14 998	14 633	14 550	14 548
sans plomb	–	–	–	2 602	7 859	8 389	8 906	9 529	10 215
sans plomb 95	–	–	–	–	1 592	2 159	2 825	3 495	4 325
sans plomb 98	–	–	–	2 602	6 267	6 230	6 081	6 034	5 890
super	12 973	14 680	15 721	14 933	7 791	6 608	5 727	5 021	4 333
ordinaire	2 799	3 021	2 285	696	–	–	–	–	–
Gazole	6 533	9 233	10 906	17 461	22 869	23 489	24 566	25 667	26 667
Carburéacteur	1 812	2 466	2 588	3 735	4 565	4 866	4 993	5 324	5 788
Fioul domestique (1)	37 937	31 261	21 024	17 363	16 833	17 673	17 144	17 744	17 379
Fioul lourd (1)	38 892	33 165	10 273	8 500	6 951	7 122	6 933	7 745	7 105
GPL (2)	2 696	3 084	2 934	2 797	2 888	3 126	3 029	3 204	3 230
Lubrifiants (1)	1 009	1 017	867	974	911	885	899	927	918
Bitumes	3 395	2 917	2 192	3 012	3 103	2 948	3 282	3 248	3 369
Naphta	...	...	6 051	7 038	8 991	8 648	8 740	8 490	8 542

(1) Soutes comprises.
(2) GPL = Gaz de pétrole liquéfié = Butane + Propane.

TABLEAU J.03-5

Consommation finale de pétrole par secteur d'utilisation (sans correction climatique)

Source : Observatoire de l'Énergie

Unité : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Sidérurgie	2 457	1 768	420	340	138	115	148	201	190
Industrie	23 509	20 747	10 234	9 129	8 476	8 526	8 435	8 375	8 336
Résidentiel-Tertiaire	33 655	27 186	20 079	16 328	16 330	17 125	15 872	16 142	15 632
Agriculture	2 845	2 920	2 659	2 690	2 518	2 579	2 570	2 546	2 546
Transports	30 434	34 957	34 563	42 525	45 841	45 918	46 976	48 784	50 648
Total énergétique	**92 900**	**87 578**	**67 955**	**71 012**	**73 303**	**74 263**	**74 001**	**76 048**	**77 352**
Total non énergétique	**9 130**	**9 450**	**9 209**	**10 303**	**13 091**	**13 348**	**14 569**	**14 480**	**14 668**
Total	**102 030**	**97 028**	**77 164**	**81 315**	**86 394**	**87 611**	**88 570**	**90 528**	**92 019**

TABLEAU J.03-6

Production et réserves mondiales de pétrole brut

Source : CPDP, notamment d'après Oil and Gas Journal (réserves)

Unité : Million de tonnes

Pays	Production (y compris condensats)									Réserves prouvées au 1er janvier 1998
	1973	%	1979	1985	1990	1995	1996	1997	%	
Amérique du Nord	**634,6**	**22,2**	**643,6**	**732,1**	**656,0**	**647,2**	**656,5**	**668,6**	**19,3**	**9 121**
dont : Canada	94,1	3,3	84,4	84,0	91,6	110,3	113,5	118,8	3,4	660
États-Unis	513,3	18,0	475,5	494,4	413,3	383,3	382,5	380,8	11,0	3 004
Mexique	27,2	1,0	83,7	153,7	151,1	153,6	160,4	169,0	4,9	5 457
Amérique latine	**245,0**	**8,6**	**199,0**	**188,5**	**227,7**	**297,6**	**328,7**	**348,1**	**10,1**	**11 756**
dont : Brésil	8,3	0,3	8,3	27,5	32,7	35,6	40,5	45,2	1,3	655
Vénézuéla (1)	178,4	6,2	125,4	89,4	113,4	154,7	175,3	185,2	5,3	9 777
Europe de l'Ouest (2)	**22,8**	**0,8**	**116,0**	**195,0**	**206,5**	**302,5**	**320,3**	**319,0**	**9,2**	**2 517**
dont : Norvège	1,6	0,1	18,8	38,4	82,1	138,5	156,8	156,5	4,5	1 422
Royaume-Uni	0,5	–	77,9	127,6	91,6	130,5	130,1	128,4	3,7	683
Europe de l'Est (3)	**449,1**	**15,7**	**599,1**	**611,6**	**583,1**	**363,7**	**361,5**	**369,2**	**10,7**	**8 019**
dont : ex-URSS	429,1	15,0	580,4	595,3	570,8	353,2	351,2	359,2	10,4	7 800
Afrique	**289,0**	**10,1**	**329,1**	**263,9**	**315,7**	**339,8**	**357,6**	**371,5**	**10,7**	**9 558**
dont : Algérie (1)	51,1	1,8	58,0	50,4	56,7	55,7	58,6	59,7	1,7	1 255
Angola	8,2	0,3	7,2	11,4	23,3	30,4	33,5	35,1	1,0	738
Égypte	8,5	0,3	26,1	44,8	45,5	46,6	45,1	43,8	1,3	523
Libye (1)	106,2	3,7	102,5	51,5	66,2	69,0	68,9	71,1	2,1	4 025
Nigéria (1)	101,4	3,5	113,7	74,0	88,3	97,5	108,0	114,9	3,3	2 290
Moyen-Orient	**1 054,1**	**36,9**	**1 081,9**	**521,6**	**816,4**	**966,7**	**972,9**	**1 018,7**	**29,4**	**92 354**
dont : Arabie Séoudite (1)	380,2	13,3	483,1	182,1	338,0	430,8	432,2	442,4	12,8	35 675
Émirats arabes unis (1)	72,9	2,6	87,5	49,9	89,8	106,2	106,9	108,6	3,2	13 342
Iran (1)	293,2	10,3	160,8	111,8	155,9	183,0	183,8	181,1	5,2	12 688
Irak (1)	99,5	3,5	171,7	70,7	99,2	27,2	28,5	57,0	1,6	15 348
Koweït (1)	150,6	5,3	127,2	54,2	44,5	102,4	102,6	102,4	3,0	13 165
Oman	14,6	0,5	15,0	25,3	35,2	43,9	45,6	46,2	1,3	715
Extrême-Orient	**144,9**	**5,1**	**227,5**	**258,4**	**300,2**	**331,3**	**339,6**	**338,3**	**9,8**	**5 521**
dont : Chine	53,6	1,9	106,2	124,9	138,3	150,0	157,3	160,7	4,6	3 274
Indonésie (1)	66,1	2,3	77,1	65,6	73,4	75,5	77,0	68,2	2,0	679
Océanie	**19,3**	**0,7**	**22,3**	**28,0**	**29,4**	**28,6**	**28,6**	**29,6**	**0,9**	**246**
Monde	**2 858,9**	**100,0**	**3 218,4**	**2 799,2**	**3 135,0**	**3 277,3**	**3 365,6**	**3 463,0**	**100,0**	**139 092**
dont : OPEP	1 527,0	53,4	1 531,4	815,1	1 145,8	1 323,0	1 363,4	1 419,3	41,0	108 749
non OPEP	1 331,9	46,6	1 687,0	1 984,1	1 989,2	1 954,4	2 002,2	2 043,7	59,0	30 343

(1) Pays membres de l'OPEP. L'Équateur s'est retiré de l'OPEP le 1er janvier 1993 et le Gabon le 1er janvier 1995.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(3) Europe non OCDE.

TABLEAU J.03-7

Consommation de pétrole (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Pays	*r* 1973		*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**938,1**	**48,0**	**1 031,8**	**880,5**	**930,6**	**974,1**	**968,5**	**996,9**	**1 025,0**	**40,0**
dont : Canada	81,0	50,3	92,0	70,2	77,1	76,4	78,0	79,3	82,3	34,4
États-Unis	824,0	47,5	883,6	736,8	770,2	806,2	805,8	832,5	854,5	39,2
Mexique	33,1	60,0	56,1	73,5	83,3	91,5	84,7	85,1	88,2	62,3
Amérique latine	**123,6**	**55,3**	**156,7**	**142,4**	**157,5**	**183,4**	**188,6**	**198,4**	**204,9**	**48,1**
dont : Brésil	37,9	46,3	56,7	49,5	58,6	66,9	71,2	78,2	85,1	50,1
Europe de l'Ouest (2)	**754,3**	**54,7**	**754,6**	**600,2**	**632,1**	**655,4**	**668,2**	**682,7**	**684,5**	**39,9**
dont : Union Européenne (à15)	689,3	59,5	676,4	524,9	555,2	576,8	585,8	596,9	597,7	42,1
Allemagne	161,9	47,9	161,3	124,2	126,7	135,3	135,7	138,9	139,3	40,1
Espagne	38,4	73,3	49,0	39,7	46,5	52,3	55,5	54,7	57,1	53,1
France	**124,3**	**70,4**	**117,2**	**85,2**	**88,8**	**83,9**	**86,6**	**91,1**	**88,0**	**35,6**
Italie	100,1	77,9	99,9	83,1	91,0	91,0	94,5	93,1	93,5	57,3
Royaume-Uni	111,6	50,5	95,0	78,9	82,6	86,4	84,5	84,7	82,1	36,1
Europe de l'Est (3)	**364,7**	**37,2**	**481,7**	**478,9**	**459,9**	**266,8**	**258,3**	**238,4**	**233,5**	**22,6**
dont : ex-URSS	322,0	37,0	422,6	430,7	408,3	233,6	222,3	201,1	196,6	21,5
Afrique	**41,8**	**19,4**	**61,6**	**77,4**	**88,0**	**88,0**	**93,1**	**92,4**	**99,5**	**21,0**
Moyen-Orient	**48,6**	**68,9**	**89,1**	**130,1**	**145,1**	**183,9**	**179,4**	**187,7**	**193,4**	**56,5**
Extrême-Orient	**409,3**	**35,4**	**504,8**	**467,8**	**626,7**	**767,4**	**811,9**	**858,0**	**891,1**	**31,2**
dont : Chine	56,4	13,1	97,6	97,5	121,8	153,7	166,1	181,1	201,8	18,2
Corée du Sud	13,4	63,6	26,9	26,5	50,0	86,2	94,4	101,7	109,0	61,8
Inde	24,2	12,5	32,2	44,1	60,1	70,7	76,7	83,1	84,2	18,1
Japon	252,2	77,9	258,7	203,6	252,9	269,1	270,2	274,2	272,1	52,6
Océanie	**31,6**	**47,9**	**36,4**	**31,5**	**36,5**	**39,6**	**40,1**	**43,2**	**42,1**	**34,5**
Soutes maritimes (4)	**128,8**	**100,0**	**113,1**	**89,5**	**110,5**	**114,8**	**117,1**	**118,7**	**121,9**	**100,0**
Monde	**2 840,8**	**46,0**	**3 229,8**	**2 898,2**	**3 186,9**	**3 273,4**	**3 325,4**	**3 416,5**	**3 496,1**	**36,2**

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, La Pologne et la République Tchèque.
(3) Europe non OCDE.
(4) Il s'agit principalement de fioul domestique acheté à l'étranger et consommé par des navires battant pavillon national.

TABLEAU J.03-8

Consommation de pétrole (1) par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : tep par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Amérique du Nord	**3,25**	**3,29**	**2,60**	**2,58**	**2,57**	**2,53**	**2,57**	**2,62**
dont : Canada	3,59	3,79	2,71	2,77	2,61	2,63	2,67	2,74
États-Unis	3,89	3,93	3,09	3,08	3,09	3,06	3,14	3,20
Mexique	0,61	0,87	0,98	1,01	1,04	0,94	0,92	0,94
Amérique latine	**0,50**	**0,55**	**0,44**	**0,45**	**0,49**	**0,49**	**0,51**	**0,52**
dont : Brésil	0,37	0,48	0,37	0,40	0,43	0,45	0,48	0,52
Europe de l'Ouest (2)	**1,68**	**1,63**	**1,25**	**1,29**	**1,31**	**1,33**	**1,35**	**1,35**
dont : Union Européenne (à 15)	1,99	1,91	1,46	1,52	1,56	1,58	1,60	1,60
Allemagne	2,05	2,06	1,60	1,60	1,66	1,66	1,70	1,70
Espagne	1,10	1,32	1,03	1,20	1,34	1,42	1,39	1,45
France	**2,39**	**2,19**	**1,54**	**1,57**	**1,45**	**1,49**	**1,56**	**1,50**
Italie	1,83	1,77	1,47	1,60	1,61	1,67	1,64	1,64
Royaume-Uni	1,98	1,69	1,39	1,44	1,48	1,44	1,44	1,39
Europe de l'Est (3)	**1,19**	**1,49**	**1,41**	**1,31**	**0,75**	**0,73**	**0,68**	**0,66**
dont : ex-URSS	1,29	1,60	1,55	1,41	0,80	0,76	0,69	0,67
Afrique	**0,11**	**0,14**	**0,14**	**0,14**	**0,13**	**0,13**	**0,13**	**0,13**
Moyen-Orient	**0,68**	**1,00**	**1,17**	**1,12**	**1,26**	**1,20**	**1,23**	**1,24**
Extrême-Orient	**0,19**	**0,21**	**0,18**	**0,22**	**0,25**	**0,26**	**0,27**	**0,28**
dont : Chine	0,06	0,10	0,09	0,11	0,13	0,14	0,15	0,16
Corée du Sud	0,39	0,72	0,65	1,17	1,93	2,09	2,23	2,37
Inde	0,04	0,05	0,06	0,07	0,08	0,08	0,09	0,09
Japon	2,32	2,23	1,69	2,05	2,15	2,15	2,18	2,16
Océanie	**1,92**	**2,06**	**1,65**	**1,78**	**1,86**	**1,85**	**1,96**	**1,89**
Monde	**0,73**	**0,75**	**0,61**	**0,61**	**0,59**	**0,59**	**0,60**	**0,61**

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(3) Europe non OCDE et ex-URSS.

TABLEAU J.03-9

Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole

Unité : Million de tonnes

Pays	1978	1985	1990	1995	1996	*r* 1997	1998	1999
Europe	**2,6**	**2,2**	**9,3**	**16,3**	**15,7**	**15,6**	**14,7**	**19,9**
dont : Norvège	2,3	1,3	3,0	7,0	7,4	7,8	7,5	11,3
Royaume-Uni	–	0,3	5,0	8,8	7,9	7,4	6,9	8,5
Afrique	**25,9**	**14,3**	**21,7**	**28,0**	**29,5**	**29,6**	**29,7**	**28,5**
dont : Algérie	11,8	0,3	0,3	0,4	1,2	1,0	2,0	2,3
Congo	1,4	3,7	4,7	4,8	4,6	5,3	5,7	5,4
Gabon	9,1	5,6	7,5	9,7	9,6	9,6	8,7	7,3
Nigéria	1,8	2,0	4,3	7,1	7,3	6,8	6,4	6,0
Moyen-Orient	**14,3**	**10,5**	**14,3**	**14,6**	**14,5**	**15,0**	**16,5**	**16,6**
dont : Abu Dhabi/Dubaï	13,2	9,5	12,9	12,0	11,8	12,0	...	...
Amérique	**2,1**	**0,7**	**2,5**	**2,5**	**3,0**	**3,4**	**4,3**	**5,2**
Océanie / Extrême-Orient	**2,9**	**1,7**	**1,1**	**1,2**	**1,2**	**1,2**	**1,6**	**1,5**
Total	**47,8**	**29,4**	**48,9**	**62,6**	**63,9**	**64,8**	**66,8**	**71,7**

TABLEAU J.03-7

Consommation de pétrole (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Pays	1973		1979	1986	1990	1994	1995	1996
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep
Amérique du Nord	936,1	49,0	1 091,8	980,5	930,9	974,1	966,6	998,5
dont : Canada	81,9	30,3	92,0	70,2	77,1	76,4	78,0	79,2
États-Unis	804,8	47,5	963,6	736,8	770,2	850,2	830,8	852,6
Mexique	33,1	60,0	56,1	73,5	83,3	91,5	94,7	98,1
Amérique latine	182,8	56,5	186,7	142,4	157,5	183,4	198,6	199,8
dont : Brésil	37,8	46,3	50,7	49,5	68,6	84,5	71,2	74,3
Europe de l'Ouest (2)	766,2	54,7	794,6	662,2	636,1	653,4	668,2	668,7
dont : Union Européenne (à 15)	663,8	39,5	678,4	564,9	553,2	570,6	585,8	586,9
Allemagne	181,3	47,9	181,3	134,2	128,7	135,3	136,7	138,3
France	130,0	29,4	117,2	98,9	98,5	103,8	96,6	91,3
Italie	103,1	77,9	93,9	80,1	91,0	91,0	94,5	92,1
Royaume-Uni	101,8	50,5	85,9	78,9	62,8	66,4	74,5	84,7
Europe de l'Est (3)	364,7	37,2	461,7	476,9	469,9	285,9	289,3	292,4
dont : ex-URSS	320,0	37,0	422,6	432,7	408,3	253,6	222,3	227,1
Afrique	41,8	19,4	91,8	77,4	96,3	94,0	94,1	99,8
Moyen-Orient	128,8	68,9	58,1	130,1	145,1	160,9	179,4	197,2
Extrême-Orient	400,3	36,4	694,8	467,2	568,7	767,4	811,9	858,0
dont : Chine	95,4	17,1	97,8	97,5	121,5	152,7	166,1	181,3
Corée du Sud	13,4	59,0	28,9	26,5	50,0	98,2	94,4	102,2
Inde	24,0	12,5	30,2	44,1	60,1	70,7	78,7	86,1
Japon	272,2	77,8	265,7	269,6	282,9	269,1	270,2	274,2
Océanie	41,8	47,8	66,4	51,6	56,3	58,6	49,1	48,3
Soutes maritimes (4)	109,9	100,0	113,1	99,5	110,5	114,5	117,1	119,7
Monde	2 934,5	46,0	3 520,5	2 950,2	3 169,9	3 273,4	3 326,4	3 414,5

(1) Pétrole brut et produits (Mtep = tonne métrique).
(2) Europe OCDE, y compris la Turquie et l'ex-Yougoslavie jusqu'en 1990.
(3) Europe non OCDE.
(4) Il s'agit principalement de soutes constituées à l'étranger par des navires battant pavillon national.

TABLEAU J.03-8

Consommation de pétrole (1) par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Pays	1973	1979	1986	1990	1994	1995	1996
Amérique du Nord	3,95	3,99	3,60	3,59	3,57	3,55	3,64
dont : Canada	3,46	3,79	2,71	2,77	2,61	2,65	2,68
États-Unis	3,85	3,93	3,08	3,08	3,09	3,06	3,09
Mexique	0,58	0,67	0,96	1,00	1,04	0,96	0,98
Amérique latine	0,86	0,85	0,64	0,65	0,69	0,72	0,72
dont : Brésil	0,32	0,46	0,37	0,40	0,48	0,43	0,43
Europe de l'Ouest (2)	1,90	1,90	1,55	1,49	1,51	1,55	1,55
dont : Union Européenne (à 15)	1,77	1,80	1,50	1,48	1,52	1,56	1,56
Allemagne	2,95	2,96	1,90	1,80	1,66	1,70	1,72
Espagne	1,60	1,55	1,65	1,20	1,24	1,29	1,32
France	2,39	2,19	1,66	1,59	1,61	1,61	1,51
Italie	1,82	1,64	1,41	1,58	1,58	1,64	1,60
Royaume-Uni	1,81	1,52	1,39	1,11	1,17	1,25	1,42
Europe de l'Est (3)	1,47	1,84	1,91	1,89	1,15	1,16	1,18
dont : ex-URSS	1,61	2,12	2,17	2,05	1,27	1,12	1,14
Afrique	0,09	0,14	0,19	0,17	0,17	0,17	0,17
Moyen-Orient	0,77	0,35	0,78	0,87	0,96	1,07	1,17
Extrême-Orient	0,17	0,29	0,20	0,25	0,34	0,36	0,38
dont : Chine	0,11	0,12	0,09	0,11	0,14	0,15	0,16
Corée du Sud	0,34	0,74	0,67	1,25	2,19	2,09	2,26
Inde	0,04	0,05	0,06	0,08	0,09	0,10	0,11
Japon	2,44	2,39	2,17	2,29	2,15	2,16	2,19
Océanie	2,70	3,09	2,19	2,19	2,04	1,67	1,62
Soutes maritimes	4,78	4,92	3,98	4,44	4,63	4,73	4,97
Monde	0,67	0,78	0,62	0,62	0,60	0,61	0,62

(1) Pétrole brut et produits (Mtep = tonne métrique).
(2) Europe OCDE, y compris la Turquie et l'ex-Yougoslavie jusqu'en 1990.
(3) Europe non OCDE.
(4) Il s'agit principalement de soutes constituées à l'étranger par des navires battant pavillon national.

Chapitre J.04

Électricité

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique : Consommation intérieure d'électricité en France.

1. Bilan de l'électricité.
2. Puissance des centrales électriques par type de centrale.
3. Production nette d'électricité par type de production.
4. Consommation de combustibles des centrales électriques EDF.
5. Longueur des lignes électriques.
6. Consommation finale d'électricité par secteur d'utilisation.
7. Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité.
8. Énergie électrique dans les DOM.
9. Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs.
10. Consommation d'électricité par habitant dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Entre 1973, année du premier choc pétrolier, et 1999, la consommation intérieure d'électricité s'est développée deux fois plus vite que l'ensemble de la consommation d'énergie. Elle a plus que doublé au cours de la période pour atteindre 430 TWh en 1999. L'électricité représente ainsi 40 % de la consommation finale énergétique ; en 1973, cette part était de 21 %.

Les secteurs résidentiel et tertiaire ont connu les plus forts taux de progression de la demande depuis 1973, la France se singularisant, par rapport aux autres pays européens, par un développement substantiel du chauffage électrique. Ensemble, ils représentent 61 % de la consommation finale, tandis que l'industrie en représente 33 % (48 % en 1973).

La production par filière

La mise en place du programme électro-nucléaire, à partir de 1974, a permis une substitution massive de l'énergie nucléaire au fioul pour la production d'électricité, en même temps qu'elle contribuait à la satisfaction de la demande.

La montée en puissance de la production nucléaire, qui passe de 14 TWh en 1973 à 394 TWh en 1999, s'accompagne donc d'une réduction de la production thermique classique. Celle-ci atteint 52 TWh en 1999, soit 43 % de son niveau de 1973 et repose essentiellement sur des centrales au charbon. En 1999, la production thermique classique représente 10 % de la production totale assurée pour l'essentiel (75 %) par les centrales nucléaires.

En ce qui concerne l'hydraulique, l'équipement des grands sites aménageables est presque achevé et la capacité de production (25 GW en 1999) est près d'atteindre son maximum, de sorte que la part de l'hydraulique dans la production totale d'électricité se réduit : elle est ainsi passée de 27 % à 15 % au cours des vingt dernières années.

Le parc national des équipements de production d'électricité a, en 1999, une puissance maximale de l'ordre de 115 GW, dont 63 GW pour le parc nucléaire (59 tranches). À la suite du second choc pétrolier, la consommation d'électricité s'est développée moins vite que prévu, faisant apparaître une surcapacité nucléaire. Celle-ci s'est traduite par l'absence de nouvelles commandes de centrales entre 1987 et 1990, et par le développement des exportations qui atteignent 69 TWh en 1999 et contribuent au redressement de la balance commerciale. Quatre tranches de 1 450 MW chacune ont été couplées au réseau dont trois attendent leur mise en service industriel dans les premières années du nouveau siècle : CHOOZ B2 en avril 1997, CIVAUX B1 en décembre 1997, CIVAUX 2 en décembre 1999. CHOOZ B1 a été le premier des réacteurs du palier N4 à entrer en service industriel, en mai 2000.

Par ailleurs, la nécessité de réduire la sensibilité aux aléas climatiques du système électrique, caractérisé notamment par une forte demande en période de pointe, conduit à développer l'autoproduction, la cogénération et les contrats d'importation d'électricité en pointe.

Enfin, la substitution du nucléaire aux combustibles fossiles contribue à la réduction des émissions polluantes. Ainsi, par exemple, les émissions de dioxyde de carbone pour la production d'un kWh sont presque dix fois moindres aujourd'hui qu'en 1973.

2. MÉTHODOLOGIE

Organisation de l'industrie de l'électricité en France

La loi du 8 avril 1946 crée Électricité de France, entreprise nationale, industrielle et commerciale, dont la vocation est de subvenir aux besoins de la nation en énergie électrique « aux meilleures conditions de coût, de qualité de service et dans le souci de l'intérêt général ».

Dans le cadre de cette mission, EDF assure l'essentiel de la production d'électricité en France, son transport et sa distribution aux différents usagers.

La transposition en droit français de la Directive « concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité », adoptée en décembre 1996 par le Parlement européen et le Conseil des ministres de l'Union européenne (directive 96/92/CE), a profondément modifié l'organisation électrique française. Ainsi, sans abroger la loi de 1946, la loi du 10 février 2000 entraîne-t-elle notamment la création de la Commission de Régulation de l'Électicité (CRE). Dans le cadre de la mise en place du nouveau marché, la CRE a contribué à la constitution du gestionnaire du réseau de transport, le RTE, qui assure désormais le transport de l'électricité en France.

Alors que la directive européenne prévoyait une ouverture à 34 % en 2003, le marché français est d'ores et déjà ouvert à la concurrence pour les industriels consommant plus de 16 Gwh par an (soit 1 200 clients environ). Ce seuil d'éligibilité devrait être abaissé à 9 Gwh avant l'échéance imposée par l'Union.

EDF produit 94 % de l'électricité française, le complément étant essentiellement fourni par les centrales des charbonnages de France et de la sidérurgie. Avec 96 % des livraisons, elle domine par ailleurs le marché de la distribution qu'elle partage toutefois avec un certain nombre de petites régies municipales.

EDF exporte environ 15 % de sa production vers les pays voisins : Allemagne, Suisse, Italie, Royaume-Uni... Maître d'ouvrage et exploitant, Électricité de France met son expérience au service des pays étrangers dans le domaine de la production, du transport et de la distribution d'électricité, en intervenant dans l'aménagement hydroélectrique, la construction de barrages, de centrales thermiques classiques ou nucléaires, etc.

La France possède, par ailleurs, une compétence scientifique et technique qui couvre toute la filière nucléaire, avec notamment le CEA (recherche), la COGEMA (cycle du combustible) et FRAMATOME (construction de chaudières nucléaires).

3. DÉFINITIONS

Description des activités

Production

Les centrales hydrauliques

Dans ces centrales, les turbines sont actionnées par une chute d'eau. Pour amener l'eau dans les turbines, on construit généralement un barrage sur un cours d'eau, de façon à constituer une réserve. Selon le cas, la centrale est située au pied du barrage – ce sont les usines barrages – ou loin de celui-ci, pour les usines de dérivation.

Les usines hydrauliques se classent en quatre catégories, en fonction de l'importance de la réserve : les usines de lac, les usines d'éclusée, les usines au fil de l'eau, les usines de pompage.

Citons également l'usine marémotrice de la Rance, qui est la seule au monde capable de convertir en énergie électrique la force des marées.

La France, relativement favorisée par ses régions montagneuses qui offrent de nombreux sites hydrauliques, figure parmi les grands pays européens producteurs d'énergie hydro-électrique.

Les centrales nucléaires

Dans ces centrales, la chaleur est dégagée par la fission de l'uranium qui s'opère dans le cœur du réacteur.

La fission est le phénomène de rupture de certains noyaux atomiques qui présentent la propriété d'être fissiles. Lorsqu'un neutron entre en collision avec un noyau d'U 235, celui-ci se brise en deux noyaux plus petits, libérant une grande quantité d'énergie et émettant deux ou trois neutrons qui viendront à leur tour heurter un autre noyau d'U 235. Il s'engage ainsi une réaction en cascade.

Pour que cette réaction en chaîne s'établisse, il faut rassembler en un même volume une masse suffisante de noyaux fissiles, appelée masse critique. Dans le réacteur, celle-ci devra permettre de contrôler la réaction en chaîne pour obtenir un dégagement d'énergie continu et prédéterminé. Ce réglage fin pourra être assuré par des barres de contrôle faites de matériaux, comme le cadmium ou le bore, qui absorbent les neutrons.

Le cœur d'une chaudière nucléaire est composé de deux éléments indispensables :

— l'assemblage des combustibles nucléaires,

— le modérateur qui permet de ralentir les neutrons pour les mettre en équilibre thermodynamique avec la matière environnante.

En outre, pour récupérer la chaleur produite dans le combustible, on utilisera le fluide caloporteur qui, selon le cas, sera du gaz carbonique sous pression, de l'eau ordinaire à la pression atmosphérique, sous pression ou bouillante, de l'eau lourde, ou encore des métaux liquides, comme le sodium, ou des liquides organiques. Ce sont les caractéristiques de ces trois éléments qui déterminent les filières nucléaires, dont les principales sont :

— la filière uranium naturel - graphite - gaz (UNGG). Cette filière coûteuse et insuffisamment productive a été abandonnée par la France en 1969;

— la filière réacteur à eau pressurisée (REP).

Exploité à l'origine sous licence américaine, PWR (Pressurized Water Reactor), le système REP est devenu français à part entière depuis. Ce type de réacteurs, qui utilise l'uranium enrichi comme combustible et l'eau ordinaire comme modérateur et fluide de refroidissement, constitue l'essentiel du parc nucléaire français. On commence à pouvoir utiliser depuis quelques années un combustible composé d'un mélange uranium-plutonium;

— la filière neutrons rapides.

Le réacteur à neutrons rapides produit plus de matière fissile qu'il n'en consomme. Son principe repose sur la transformation en plutonium, combustible nucléaire, de l'uranium 238. Alors que les réacteurs de la filière REP ne permettent de l'employer qu'à raison de 1 %, ce procédé rend possible l'utilisation intégrale d'uranium naturel transformé en plutonium fissile.

Ainsi, en partant de la même quantité d'uranium, on peut produire, grâce au surgénérateur, 50 à 100 fois plus d'énergie qu'avec les centrales nucléaires classiques.

La France ne possède aujourd'hui qu'un seul réacteur à neutrons rapides : un prototype de 230 MW, Phénix, mis en service industriel en 1974 à Marcoule. L'unité de grande puissance (1 200 MW), Superphénix, à Creys-Malville, a été arrêtée.

Les centrales thermiques

Elles comprennent les centrales nucléaires et les centrales thermiques classiques. Dans une centrale thermique, une chaudière chauffe de l'eau sous pression et la transforme en vapeur. Celle-ci met en marche une turbine dont le fonctionnement entraîne, à son tour, un alternateur qui produit l'électricité.

Les centrales thermiques classiques

Ces centrales peuvent brûler plusieurs types de combustibles, solides comme le charbon ou le lignite, liquides comme le fuel, gazeux, enfin, tels le gaz naturel ou le gaz des hauts fourneaux.

Transport et distribution

À la sortie des centrales, l'électricité est portée à très haute tension (400 000 et 225 000 volts), pour être transportée sur de grandes distances.

Ces lignes à très haute tension qui transportent l'électricité à travers toute la France sont reliées entre elles et forment un seul réseau interconnecté sur lequel se confondent les énergies produites par toutes les centrales.

Les lignes en haute tension (90 000 et 63 000 volts), constituent, avec celles en très haute tension, le réseau de transport.

À proximité des zones d'utilisation, la tension est abaissée dans des postes de transformation. De là, le courant est acheminé par des lignes à haute tension vers les centres de distribution d'EDF.

Les lignes moyenne et basse tension appartiennent au réseau de distribution.

Le réseau moyenne tension (entre 15 000 à 20 000 volts) irrigue l'ensemble du territoire à partir de chaque centre de distribution.

Le réseau basse tension (380 ou 220 volts) alimente 31 millions d'usagers qui représentent 40 % de la consommation d'électricité. Ce sont tous les particuliers, les petits commerçants, les exploitations artisanales et agricoles, ainsi que les services publics et communaux.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

- Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC), service technique de l'énergie électrique et des grands barrages (STEEGB).
- Observatoire de l'Énergie.

— Électricité de France. Direction de la production et du transport.

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

— Organisation des Nations Unies (ONU).

Publications :

Production et distribution de l'énergie électrique en France, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC), service technique de l'Énergie électrique et des grands barrages (STEEGB) [annuel];

Résultats techniques d'exploitation, Électricité de France (EDF), Direction de la production et du transport (annuel);

Statistiques de la production et de la consommation, Électricité de France (EDF), Direction de la production et du transport (annuel).

Conjoncture énergétique mensuelle : il est possible d'être prévenu, grâce à un message électronique, de la publication de la note de conjoncture énergétique sur le site internet cité ci-dessous : cliquer sur « listes de diffusion » puis suivre les indications.

Publications annuelles du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (MINEFI/OE) :

Les chiffres clés de l'énergie, édition 1999-2000 (Éditions de *l'Industrie).*

Tableaux des consommation d'énergie en France, édition 2000 (Éditions de l'Industrie).

Bilans de l'énergie 1970-1999, édition 2000 (Éditions de l'Industrie).

Publications non périodiques :

L'énergie dans les régions, édition 2000, MINEFI/OE (Éditions de l'Industrie).

— Minitel : 36-14 code ENERSTAT.

— Serveur internet : **www.industrie.gouv.fr/energie**

— Adresses :

Observatoire de l'Énergie :

Télédoc 162, 61 Boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Téléphone : 01 44 87 17 17

Télécopie : 01 44 97 09 69

Éditions de l'Industrie, DIRCOM, MINEFI :

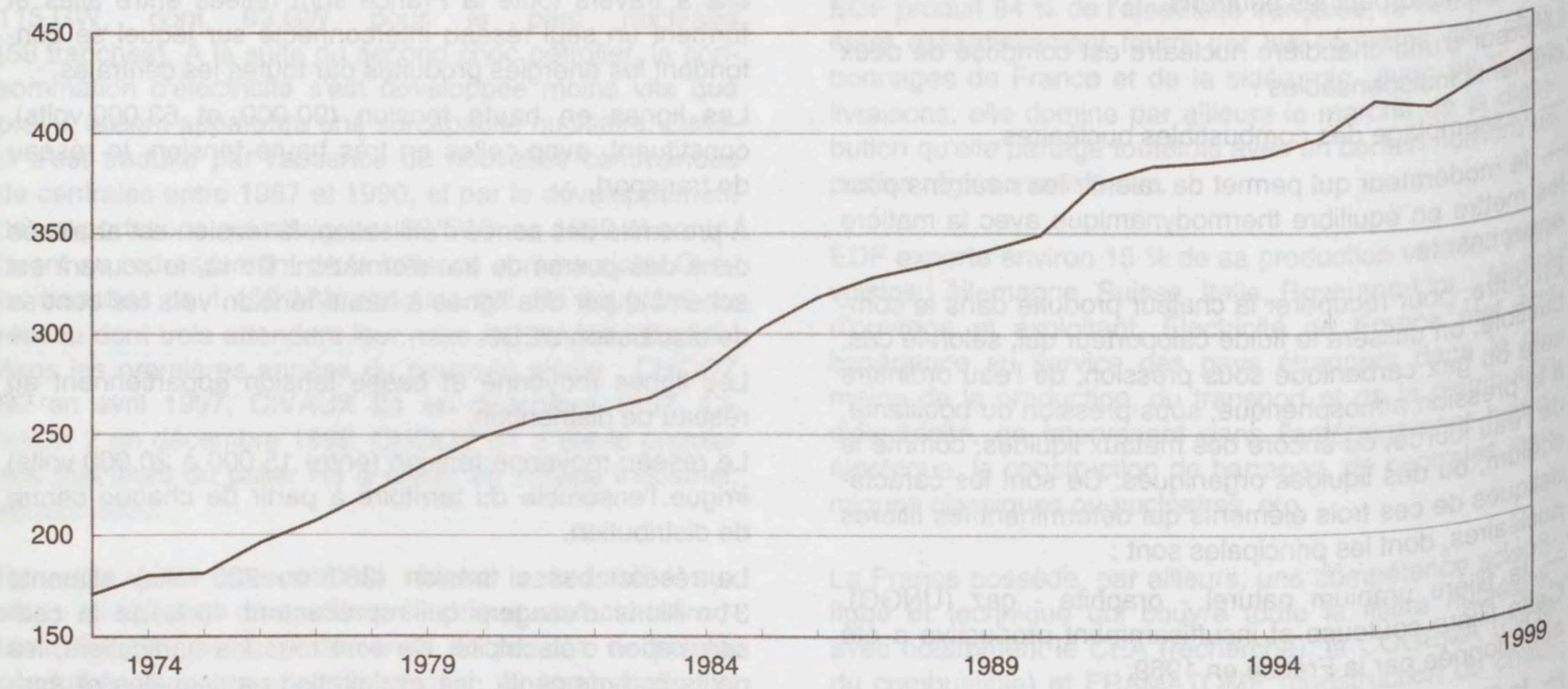
tél : 01 53 18 69 00, télécopie : 01 53 18 38 25

*
* *

GRAPHIQUE J.04

Consommation intérieure d'électricité en France

En TWh



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.04-1

Bilan de l'électricité

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : GWh (1)

	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Ressources									
Production nette	**174 480**	**231 013**	**328 560**	**400 246**	**471 371**	**489 839**	**480 943**	**486 955**	**500 000**
dont : Thermique classique	112 968	126 123	52 059	45 085	36 802	41 681	37 781	52 660	48 500
Thermique nucléaire	13 969	37 898	213 087	297 949	358 779	378 225	375 935	368 500	375 000
Hydraulique (y compris pompage)	47 543	66 932	63 414	57 212	75 790	69 933	67 227	65 795	76 500
Importations	**4 654**	**16 431**	**5 520**	**6 674**	**2 860**	**3 617**	**4 238**	**4 590**	**5 000**
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**474 231**	**493 456**	**485 181**	**491 545**	**505 000**
Emplois									
Exportations	**7 620**	**10 774**	**28 878**	**52 427**	**72 701**	**72 428**	**69 634**	**62 152**	**68 700**
Énergie absorbée par le pompage	**224**	**1 032**	**2 495**	**4 942**	**4 230**	**5 836**	**5 237**	**5 556**	**6 300**
Consommation intérieure	**171 290**	**235 638**	**302 707**	**349 551**	**397 300**	**415 192**	**410 310**	**423 837**	**430 000**
dont : Consommation haute tension (2)	114 818	140 229	165 639	195 068	222 360	230 906	234 131	238 475	244 400
Consommation basse tension (3)	45 117	79 150	113 763	127 869	145 527	153 275	147 487	154 832	157 100
Pertes de transport et de transformation	11 355	16 259	23 305	26 614	29 413	31 011	28 692	30 530	28 500
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**474 231**	**493 456**	**485 181**	**491 545**	**505 000**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(2) Tarifs jaune et vert, à partir de 1986.
(3) Tarif bleu, à partir de 1986.

TABLEAU J.04-2

Puissance des centrales électriques par type de centrale

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : MW (1)

	Unités (1)	1973	1979	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Puissance maximale possible :									
Centrales nucléaires (2)	MW	2 888	8 034	55 750	58 515	59 970	62 875	61 733	63 183
Centrales thermiques classiques (2)	"	24 232	29 202	22 673	23 869	26 109	26 203	25 857	24 200
dont : EDF	"	17 107	21 972	16 126	17 426	17 562	17 691	17 222	17 401
Charbonnages de France	"	3 788	3 504	2 883	2 531	2 531	2 531	2 531	2 531
Industrie	"	3 309	3 698	3 628	3 555	5 410	5 397	5 513	3 934
Centrales hydrauliques (2)	"	15 967	19 141	24 987	25 227	25 314	25 329	25 335	25 355
dont : EDF	"	14 800	17 815	23 207	23 272	23 299	23 313	23 316	23 316
Productibilité annuelle moyenne des centrales hydrauliques	**GWh**	**57 795**	**62 588**	**69 720**	**69 503**	**69 719**	**69 782**	**69 725**	**69 789**
dont : EDF (3)	"	53 956	57 849	63 470	62 577	62 576	62 575	62 502	62 501

(1) MW = million de watts; GWh = milliard de wattheures.
(2) Caractéristiques au 31 décembre.
(3) Y compris les usines concédées à la Compagnie nationale du Rhône et exploitées par EDF.

TABLEAU J.04-3

Production nette d'électricité par type de production (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : GWh (2)

	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Production nucléaire	**13 969**	**37 898**	**213 087**	**297 949**	**358 779**	**378 225**	**375 935**	**368 500**	**375 000**
Production thermique classique	**112 968**	**126 123**	**52 059**	**45 085**	**36 802**	**41 681**	**37 781**	**52 660**	**48 500**
dont : EDF	83 183	96 016	28 129	25 266	17 517	21 215	16 235	29 768	25 000
Charbonnages de France	15 286	17 010	15 059	9 758	8 610	8 484	8 041	8 830	6 700
Industrie	14 406	13 068	8 820	9 973	10 101	11 265	12 950	13 631	16 800
dont : Charbon	28 224	60 622	38 167	29 351	23 072	26 225	21 164	32 643	26 973
Fioul	67 557	50 155	5 271	7 205	4 372	5 393	5 675	8 173	9 393
Production hydraulique	**47 543**	**66 992**	**63 414**	**57 212**	**75 790**	**69 933**	**67 227**	**65 795**	**76 500**
dont : EDF (3)	44 464	61 688	58 296	52 063	68 594	62 907	60 820	58 949	69 000
Total	**174 480**	**231 013**	**328 560**	**400 246**	**471 371**	**489 839**	**480 943**	**486 955**	**500 000**

(1) Production nette, c'est-à-dire déduction faite de la consommation des services auxiliaires.
(2) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(3) Y compris les usines concédées à la Compagnie nationale du Rhône et exploitées par EDF.

TABLEAU J.04-4

Consommation de combustibles des centrales électriques EDF

Source : EDF

Unité : Million de tep (1)

Catégorie de combustible	1973	1979	1985	1990	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Uranium	2,8	8,7	49,1	69,0	83,6	87,4	87,8	86,1
Charbon	3,5	10,5	5,7	4,6	3,3	4,2	3,1	5,7
Fioul	14,1	10,7	0,7	1,1	0,5	0,7	0,5	1,2
Gaz naturel	2,1	1,5	0,2	—	—	—	—	—
Divers	0,3	0,6	0,3	0,3	0,5	0,4	0,5	0,5
Total	**22,9**	**32,0**	**56,0**	**75,0**	**87,9**	**92,7**	**91,9**	**93,5**

(1) tep = tonne équivalent pétrole.

TABLEAU J.04-5

Longueur des lignes électriques

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

Unité : Kilomètre

Tension nominale	1970	1980	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
HAUTE TENSION								
3e catégorie :								
400 kV	4 491	10 187	19 019	20 554	20 782	20 866	20 892	20 893
225 kV	20 569	24 448	25 493	26 063	26 075	26 206	26 378	26 320
150 kV	6 865	5 270	2 396	1 585	1 584	1 458	1 377	1 237
90 kV	9 549	12 146	15 713	17 200	17 178	17 319	17 443	17 450
63 kV	27 344	30 985	36 376	38 986	39 135	39 289	39 232	39 300
Total (1)	**68 818**	**83 036**	**98 997**	**104 388**	**104 754**	**105 138**	**105 322**	**105 200**
2e catégorie (moins de 57 kV) total	**387 307**	**487 134**	**574 266**	**596 792**	**600 284**	**602 239**	**606 447**	**606 450**
BASSE TENSION								
1ère catégorie (1) total	**558 616**	**625 656**	**656 967**	**663 297**	**664 732**	**666 827**	**668 244**	**668 200**

(1) Non compris le courant continu.

TABLEAU J.04-6

Consommation finale d'électricité par secteur d'utilisation

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : GWh (1)

Secteur	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Sidérurgie	11 663	12 558	9 945	10 338	10 422	10 114	11 165	11 447	10 900
Industrie	72 328	82 613	86 555	105 204	114 104	115 904	119 766	121 106	124 500
Résidentiel-Tertiaire	59 226	102 554	147 920	176 153	208 301	218 922	213 580	225 630	230 700
Agriculture	1 129	1 542	1 425	2 050	2 494	2 747	2 610	2 677	2 600
Transports	6 399	6 861	7 381	8 003	8 599	9 527	9 741	9 980	10 300
Total	**150 745**	**206 128**	**253 226**	**301 748**	**343 920**	**357 214**	**356 862**	**370 840**	**379 000**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).

TABLEAU J.04-7

Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité (1)

En fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

	1970	1980	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Total (2)	**102 828**	**116 500**	**132 227**	**127 663**	**123 359**	**123 533**	**122 663**	**121 239**	**123 045**
dont : EDF	94 429	108 853	124 526	120 263	117 264	116 919	116 461	114 380	115 991

(1) Agents statutaires et temporaires à plein temps.
(2) Y compris les agents des Distributeurs non nationalisés (DNN).

TABLEAU J.04-8

Énergie électrique dans les départements d'outre-mer

Source : Électricité de France (DOM)

Puissance et DOM ou collectivité territoriale	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
PUISSANCE INSTALLÉE en MW (1)								
Hydraulique :								
Réunion	26	94	123	124	124	124	124	124
Guyane (2)	—	—	—	116	116	116	116	116
Thermique :								
Guadeloupe (3)	83	246	328	408	408	408	...	...
Guyane	27	71	130	147	139	139	139	139
Martinique	74	214	258	342	396	396	...	...
Réunion (4)	60	97	152	310	316	316	...	...
Saint-Pierre-et-Miquelon	5	21	24	27	27	27	27	27
ÉNERGIE LIVRÉE AU RÉSEAU en GWh (5)								
Guadeloupe	282	474	747	1 063	1 128	1 199	1 308	1 322
Guyane	96	198	337	519	530	539	559	564
Martinique	258	429	657	976	1 019	1 078	1 045	1 079
Réunion	306	558	882	1 298	1 368	1 471	1 544	1 630
Saint-Pierre-et-Miquelon	15	35	43	38	38	40	39	38

(1) MW = million de watts.
(2) Centrale de Petit Saut à partir de 1995.
(3) Dont géothermie à partir de 1985.
(4) Centrales de Bois Rouge (60 MW) à partir de 1992 et du Gol (64 MW) à partir de 1995.
(5) GWh = milliard de wattheures.

TABLEAU J.04-9

Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs

Source : Commissariat à l'énergie atomique

Unité : TWh (1)

	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998
Production brute d'éléctricité nucléaire totale	**200,7**	**635,8**	**1 459,7**	**2 000,3**	**2 318,2**	**2 407,3**	**2 387,0**	**2 430,8**
dont : UE à 15	67,9	174,1	574,0	715,5	807,6	851,4	859,8	853,3
dont : Allemagne (RFA) (2)	12,2	42,3	138,2	147,3	154,2	161,7	170,4	161,7
Belgique	–	11,4	34,6	42,7	41,4	43,3	47,4	46,2
France	**14,7**	**39,9**	**224,1**	**314,1**	**377,3**	**397,3**	**395,5**	**388,0**
Royaume-Uni	28,3	40,3	60,7	66,4	86,5	95,0	98,0	99,2
Espagne	6,4	6,4	28,0	54,3	55,4	56,3	55,3	59,0
Suède	2,1	21,0	58,6	68,2	69,9	74,1	69,9	73,5
Canada	15,4	38,5	63,6	76,6	100,3	95,2	84,5	72,8
États-Unis d'Amérique	88,1	270,7	404,0	606,9	705,7	706,3	656,9	705,2
Japon	9,5	62,0	152,0	195,8	287,8	297,4	320,2	326,9
ex-URSS	12,0	55,0	143,5	210,4	181,1	204,6	201,7	193,2
Corée du Sud	–	3,2	16,7	52,9	65,8	73,9	77,1	89,7

(1) TWh = Terawattheure (milliard de kilowattheures).
(2) À partir de 1990, statistiques pour l'Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.04-10

Consommation d'électricité par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Unité : kWh par habitant

Pays ou zone	1973	1979	1985	1990	1994	1995	1996	1997
Amérique du Nord	**7 877**	**8 854**	**9 361**	**10 553**	**11 040**	**11 214**	**11 398**	**11 400**
dont : États-Unis	9 343	10 615	11 167	12 802	13 496	13 754	13 990	14 009
Canada	11 355	13 578	16 138	17 330	17 539	17 774	18 001	17 810
Mexique	691	960	1 243	1 469	1 657	1 677	1 768	1 887
Amérique latine	**651**	**966**	**1 219**	**1 385**	**1 541**	**1 614**	**1 676**	**1 734**
dont : Argentine	1 068	1 346	1 509	1 516	1 863	1 906	2 089	2 143
Brésil	620	1 061	1 449	1 685	1 859	1 956	2 023	2 121
Europe de l'Ouest (1)	**3 599**	**4 358**	**4 924**	**5 383**	**5 498**	**5 633**	**5 765**	**5 809**
dont : UE à 15	3 913	4 737	5 387	5 993	6 160	6 305	6 460	6 499
Allemagne	4 907	6 030	6 762	6 939	6 521	6 636	6 717	6 693
Espagne	2 133	2 810	3 287	3 900	4 182	4 376	4 469	4 677
France	**3 447**	**4 611**	**5 809**	**6 616**	**7 146**	**7 294**	**7 612**	**7 487**
Italie	2 674	3 314	3 695	4 430	4 710	4 867	4 911	5 047
Pays-Bas	3 816	4 603	4 699	5 424	5 865	5 974	6 161	6 362
Royaume-Uni	5 018	5 332	5 249	5 750	5 854	5 978	6 191	6 133
Suède	9 686	11 641	16 243	16 897	16 320	16 616	16 601	16 589
Europe de l'Est (2)	**3 354**	**4 339**	**5 141**	**5 499**	**4 282**	**4 216**	**4 167**	**4 086**
dont : ex-URSS	3 620	4 650	5 470	5 855	4 519	4 375	4 274	4 221
Afrique	**291**	**390**	**491**	**518**	**526**	**529**	**535**	**543**
Moyen-Orient	**504**	**967**	**1 550**	**1 824**	**2 153**	**2 189**	**2 258**	**2 344**
Extrême-Orient	**398**	**503**	**600**	**778**	**943**	**987**	**1 023**	**1 060**
dont : Chine	196	301	407	570	801	857	910	943
Japon	4 328	5 088	5 565	6 939	7 717	7 883	8 019	8 244
Océanie	**5 058**	**6 425**	**7 810**	**9 171**	**9 451**	**9 614**	**9 740**	**9 860**
Monde	**1 602**	**1 886**	**2 083**	**2 311**	**2 361**	**2 408**	**2 449**	**2 469**

(1) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(2) Europe non OCDE et ex-URSS.

Chapitre J.05

Gaz

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de gaz naturel.

1. Bilan du gaz naturel.
2. Canalisations de transport et de distribution de gaz.
3. Consommation finale de gaz naturel par secteur d'utilisation (hors énergie).
4. Industrie gazière : effectif du personnel.
5. Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde.
6. Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie.
7 Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde.
8. Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Avec une consommation brute de plus de 444 TWh en 1999, le gaz naturel représente 13,8 % de la demande d'énergie primaire. Le marché du gaz s'est développé en France dans les années 1960. Principalement destiné à la production d'électricité, il représentait, alors, 3 % de la consommation d'énergie primaire, l'industrie étant le principal utilisateur final.

À la suite du lancement du programme électro-nucléaire, ses usages se sont orientés vers le marché final sur lequel il a connu une expansion rapide grâce à ses atouts en matière de prix, de performances énergétiques et d'environnement; depuis deux ou trois ans, la consommation du gaz pour produire de l'électricité, dans des centrales thermiques classiques ou des centrales de cogénération se développe.

En 1999, le gaz représente 14,8 % de la consommation finale énergétique, 22,7 % de la demande d'énergie de l'industrie et 19,8 % de celle du résidentiel-tertiaire. Le gaz occupe dans ce dernier secteur une place moins importante que dans la plupart des autres pays européens. En effet, le développement du gaz sur le marché du résidentiel-tertiaire s'est heurté à la concurrence du chauffage électrique, mais aussi au problème de la rentabilité des réseaux en raison notamment d'une densité de population relativement faible.

Concernant la production, la France est passée d'une situation d'autosuffisance à une situation de dépendance presque totale vis-à-vis des approvisionnements extérieurs (en 1999, plus de 95 % du gaz consommé est importé), en raison de la forte croissance de la demande et du déclin de la production nationale. En effet, si le gisement de Lacq a connu un développement important au cours de la période 1970-1980, la production chute régulièrement depuis (baisse de 75 % entre 1981 et 1999).

Le recours aux approvisionnements extérieurs s'est fortement développé au milieu des années 1970 et n'a cessé de croître depuis lors. Les Pays-Bas (avec l'énorme gisement de Groningue) et l'Algérie, pour une moindre part, ont été les premiers fournisseurs de gaz à la France. La politique d'approvisionnement s'est concrétisée par une plus grande diversification des provenances dès le début des années 1980. Elle se caractérise également par des contrats à long terme (25 ans en moyenne), qui assurent une sécurité des échanges. En 1999, environ 32 % du gaz importé par la France arrive de Norvège, 29 % de l'ex-URSS, 25 % de l'Algérie et 12 % des Pays-Bas.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du gaz en France

La loi du 8 avril 1946 modifiée a nationalisé « la production, le transport, la distribution, l'importation et l'exportation de gaz combustible » et confié « la gestion des entreprises nationalisées à Gaz de France ».

Par la suite, la loi du 2 août 1949 a également exclu de la nationalisation la production et le transport du gaz naturel sous certaines réserves indiquées dans les paragraphes qui suivent. Elle a en outre fixé à 7 Mm^3/an le seuil au-delà duquel les entreprises de production exclues de la nationalisation par la loi du 8 avril 1946 seraient nationalisées. Ce seuil a été porté à 12 Mm^3/an par une loi du 30 juillet 1960 pour les concessions en cours.

La transposition de la Directive gaz de l'Union européenne s'est mise en place le 10 août 2000; la libéralisation vise le transport, la distribution, la fourniture et le stockage de gaz naturel, et sera définie par la loi gaz dont un projet a été déposé à l'Assemblée nationale en mai 2000. Afin de se préparer à ce nouveau contexte, Gaz de France a séparé ses activités de transports et de négoce et établit des tarifs de transports, ce qui devrait permettre aux clients « éligibles » l'accès au réseau français.

Production

La loi a exclu de la nationalisation la production de gaz naturel, qui est actuellement assurée sur le territoire national par la Société Totalfina-Elf, la Société Esso-Rep, la Société Eurafrep et la Société Coparex.

Des dispositions particulières s'appliquent à la production de gaz des houillères nationales (grisou et gaz de cokeries).

Les installations de production des gaz de cokeries sidérurgiques, de hauts fourneaux, de raffineries et de pétroles liquéfiés, produits par les entreprises qui n'en font pas leur activité principale, ont été exclues de la nationalisation, à condition qu'elles ne présentent pour le service public qu'une utilité accessoire.

Transport

La loi a exclu de la nationalisation le transport de gaz naturel; celui-ci doit cependant être assuré par une société dans laquelle 30 % du capital est détenu par l'État ou par des établissements publics. C'est ainsi que Gaz du Sud-Ouest (GSO), constituée en 1945 et dont le capital est détenu à raison de 70 % par le groupe Totalfina-Elf et 30 % par Gaz de France, est concessionnaire du réseau de transport de gaz naturel dans le sud-ouest de la France. La Compagnie Française du Méthane (CFM), filiale commune de Gaz de France (55 %), de Totalfina-ELF (45%), transporte le gaz dans un périmètre situé au centre du réseau français. Pour le reste du territoire français, Gaz de France assure le transport et le stockage du gaz. Depuis le 10 août 2000, les infrastructures de transport sont utilisables par tous les importateurs.

Un texte particulier prévoit par ailleurs que sur le périmètre de leurs concessions de mines, les houillères de bassin peuvent être habilitées, par voie de concession, à transporter le gaz qu'elles ont produit.

Distribution

La distribution de gaz de réseau s'opère dans le cadre de concessions communales de distribution publique. La loi du 8 avril 1946 a confié cette activité à Gaz de France.

Elle a cependant autorisé le maintien des sociétés de distribution de gaz existantes à économie mixte ou en régie, qui étaient détenues en majorité par l'État ou les collectivités locales.

Par ailleurs, la loi du 2 juillet 1998 et le décret d'application du 12 avril 1999 ont prévu l'élaboration d'un plan national de desserte gazière, ainsi que la possibilité d'introduction de nouveaux distributeurs, sous certaines conditions, dans les zones non encore desservies.

3. DÉFINITIONS

Distribution

Après un voyage de plusieurs dizaines, centaines, voire milliers de kilomètres, suivi parfois d'un temps de stockage, le gaz parvient aux portes de l'agglomération où se situent ses utilisateurs. Seuls quelques gros clients industriels sont directement raccordés au réseau de transport. Pour la livraison du gaz à tous les autres consommateurs, s'entame alors une dernière phase, celle de la distribution.

Les réseaux de distribution sont reliés à l'artère de transport par l'intermédiaire de postes de détente qui abaissent la pression du gaz pour l'amener d'abord à une pression moyenne (entre 50 mbars et 4 bars), puis basse (environ 20 mbars pour le gaz naturel).

Les nouveaux réseaux n'utilisent plus guère la basse pression : le gaz livré en moyenne pression est détendu chez le client au moyen d'un détendeur individuel ou collectif s'il s'agit d'un immeuble.

Exploration – Production

La prospection du gaz naturel relève des mêmes techniques d'exploration, de forage et de production que celle du pétrole (cf. chapitre J.03).

Stockage

Le stockage du gaz naturel en France relève de deux techniques bien particulières :

- la plus répandue est celle du stockage en nappe aquifère profonde, entre 400 et 1 200 m. Le gaz, injecté dans la roche poreuse, prend la place de l'eau et reste emprisonné entre l'eau stagnante et une couche supérieure de terrain imperméable;
- le stockage en cavité saline, entre 900 et 1 400 m de profondeur, est un procédé plus récent. Il consiste à dissoudre des gisements de sel afin de constituer des réservoirs étanches dans lesquels le gaz naturel est stocké sous une pression élevée et soutiré à la demande par simple détente.

Il n'est pas possible de retirer la totalité du gaz stocké dans un réservoir. Une moitié environ, le « gaz utile » est effectivement récupérable; l'autre, qui constitue le « gaz coussin », reste au fond du réservoir.

Transport

Une fois extrait du sous-sol et épuré, le gaz naturel est transporté par gazoduc terrestre ou sous-marin ou par navire méthanier. Le transport par méthanier exige la liquéfaction du gaz, opération qui réduit de 600 fois le volume du méthane par rapport à son état gazeux.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Gaz de France.
- Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
  - Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC).
  - Observatoire de l'Énergie, Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP).
- Comité professionnel du pétrole.
- OCDE, Agence internationale de l'énergie (AIE).
- Organisation des Nations Unies (ONU).

Publications :

Statistiques de Gaz de France (annuel);

Données commerciales, Gaz de France, Direction des services économiques et commerciaux (annuel);

Statistiques de l'industrie gazière, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC) [annuel];

Les chiffres clés de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Tableaux des consommations d'énergie en France, Chiffres clés, édition 1999, Observatoire de l'Énergie;

Bilans de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

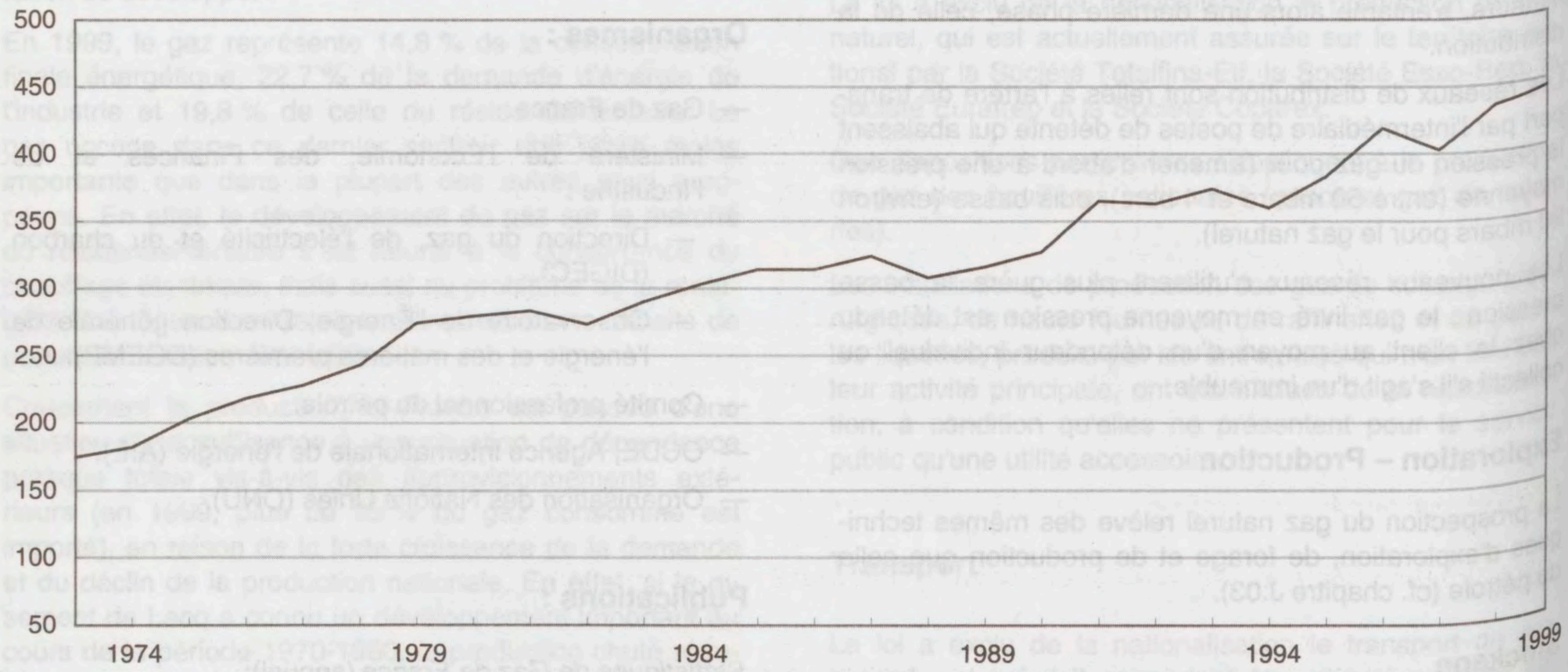
Éléments statistiques, pétrole, Comité professionnel du pétrole (annuel).

*
* *

GRAPHIQUE J.05

Consommation française de gaz naturel

En TWh PCS



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.05-1

Bilan du gaz naturel

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale de l'énergie et des matières premières - Observatoire de l'Énergie

Unités : GWh; PCS (1)

	r 1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Ressources									
Production brute (y compris grisou)	81 277	84 080	58 632	32 509	36 091	31 098	27 486	23 743	20 642
Importations	98 704	192 080	263 693	318 765	363 235	391 717	394 287	398 443	458 253
Déstockage	–	–	–	–	–	5 647	–	18 707	–
Total	**179 981**	**276 160**	**322 325**	**351 274**	**399 326**	**428 462**	**421 773**	**440 893**	**478 895**
Emplois									
Consommation (2)	174 431	274 045	313 643	326 608	383 331	419 450	404 966	431 772	444 395
dont : Usages domestiques individuels	37 681	69 316	85 942	85 138	101 399	117 444	114 284	125 455	127 964
Usages domestiques collectif et tertiaire	21 860	50 608	75 732	78 879	97 078	111 137	104 464	115 174	117 477
Usages industriels	97 912	145 270	144 848	153 184	171 143	180 443	186 111	193 585	201 328
Exportations	1 021	1 926	2 881	3 838	7 965	9 012	15 020	9 121	8 500
Stockage	4 529	189	5 801	20 828	8 030	–	1 787	–	26 000
Total	**179 981**	**276 160**	**322 325**	**351 274**	**399 326**	**428 462**	**421 773**	**440 893**	**478 895**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures); PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur.
(2) Y compris la consommation finale du secteur «Énergie».

TABLEAU J.05-2

Canalisations de transport et de distribution de gaz

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC) — *Unité* : Kilomètre

	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998
Canalisations de transport (1)	17 974	22 678	26 619	30 162	31 759	32 012	32 712	33 322
Canalisations de distribution	71 392	84 030	104 226	119 150	136 860	140 556	145 130	145 195

(1) Y compris les canalisations de transport dépendant des directions régionales de GDF.

TABLEAU J.05-3

Consommation finale de gaz naturel par secteur d'utilisation (hors énergie)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unités* : GWh ; PCS (1)

Secteur	*r* 1973	*r* 1979	1985	1990	*r* 1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Sidérurgie	8 766	12 741	8 906	8 615	7 438	7 634	7 978	7 863	6 949
Industrie	42 926	81 535	100 178	114 681	128 790	135 435	138 782	145 304	150 919
Résidentiel-Tertiaire	56 532	116 809	148 645	177 740	206 858	222 020	233 661	245 633	256 290
Agriculture	500	922	1 398	2 161	2 541	2 679	2 724	3 173	3 189
Transports	137	62	16	2	5	5	4	5	50
Total énergétique	**108 861**	**212 069**	**259 143**	**303 199**	**345 631**	**367 773**	**383 149**	**401 978**	**417 398**
Total non énergétique	**19 369**	**29 254**	**29 870**	**24 645**	**27 378**	**28 696**	**29 704**	**29 660**	**28 177**
Total	**128 230**	**241 323**	**289 013**	**327 844**	**373 009**	**396 469**	**412 853**	**431 638**	**445 575**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures) ; PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur.

TABLEAU J.05-4

Industrie gazière : effectif du personnel

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

	1973	1979	1985	1989	1990	1995	1996	1997	*p* 1998
Total (1)	**28 733**	**29 277**	**32 475**	**30 646**	**29 945**	**28 378**	**28 179**	**28 064**	**27 852**
dont : Gaz de France	26 951	27 720	29 025	27 649	26 743	26 614	26 415	26 290	26 095

(1) À partir de 1985, les chiffres intègrent le personnel de production de l'usine de Lacq.

TABLEAU J.05-5

Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Conseil Mondial de l'Énergie, cité par BP Rewiew of World Energy 1999

Pays	Production (million de tep)							Réserves prouvées au 1er janv. 1999 (milliard de m^3) (1)
	r 1973	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	
Amérique du Nord	**575**	**480**	**531**	**590**	**590**	**603**	**608**	**8 350**
dont : Canada	61	70	89	124	130	135	138	1 810
États-Unis	503	386	419	441	436	440	442	4 740
Mexique	11	24	23	25	24	27	28	1 800
Amérique latine	**22**	**41**	**52**	**60**	**64**	**70**	**75**	**6 210**
dont : Argentine	6	12	16	19	21	24	26	680
Vénézuela	11	16	21	23	25	28	29	4 040
Europe de l'Ouest (2)	**125**	**166**	**163**	**194**	**202**	**233**	**230**	**4 840**
dont : Union Européenne	116	133	133	160	167	189	182	3 210
Allemagne	24	36	41	58	64	76	77	770
France	**13**	**12**	**14**	**17**	**16**	**16**	16	**230**
Italie	16	16	14	14	15	16	16	350
Norvège	–	23	24	28	28	37	41	1 170
Pays-Bas	6	4	3	3	3	2	2	...
Royaume-Uni	54	61	55	60	60	68	61	1 790
Europe de l'Est (3)	**222**	**554**	**682**	**589**	**586**	**589**	**556**	**57 070**
dont : ex-URSS	195	520	656	572	569	573	541	56 700
Afrique	**9**	**42**	**62**	**68**	**75**	**80**	**90**	**10 220**
dont : Algérie	4	31	44	46	53	56	65	3 690
Asie	**44**	**132**	**193**	**250**	**272**	**297**	**322**	**57 790**
dont : Chine	5	11	13	16	17	19	21	1 370
Japon	2	2	2	2	2	2	2	...
Moyen-Orient	27	54	82	110	124	134	148	49 530
Arabie Séoudite	2	16	25	31	33	36	39	5 790
Iran	16	12	20	26	34	37	41	23 000
Emirats arabes unis	1	11	16	22	25	29	29	6 000
Indonésie	–	29	44	53	53	56	57	2 050
Malaisie	–	9	14	19	22	28	31	2 310
Océanie	**4**	**14**	**21**	**27**	**29**	**30**	**30**	**1 910**
dont : Australie	3	11	17	22	25	26	26	1 260
Monde	**1 001**	**1 429**	**1 704**	**1 778**	**1 818**	**1 902**	**1 911**	**146 390**

(1) 1000 m^3 = 0,9 tep.
(2) Y compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(3) Non compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.

TABLEAU J.05-6

Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Pays	r 1973		r 1985	r 1990	r 1995	r 1996	1997	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**562**	**28,8**	**485**	**517**	**601**	**603**	**608**	**23,7**
dont : États-Unis	515	29,6	412	439	509	504	508	23,3
Canada	37	23,2	50	55	67	71	71	29,7
Mexique	10	19,0	24	23	25	28	29	20,4
Amérique latine	**22**	**9,9**	**41**	**51**	**63**	**70**	**74**	**17,4**
Argentine	7	20,2	14	18	23	26	27	45,1
Vénézuela	11	53,1	16	21	25	28	29	55,9
Europe de l'Ouest (1)	**133**	**9,7**	**222**	**253**	**311**	**345**	**344**	**20,0**
dont : Union Européenne	122	10,5	197	223	275	305	302	21,3
France	**14**	**7,7**	**25**	**26**	**30**	**33**	**31**	**12,7**
Pays Bas	28	45,6	32	31	34	37	35	47,2
Allemagne	29	8,5	49	55	67	75	72	20,7
Royaume-Uni	25	11,4	47	47	65	76	76	33,5
Italie	14	11,1	27	39	45	46	47	29,1
Espagne	1	1,8	2	5	8	9	11	10,5
Europe de l'Est (2)	**224**	**22,8**	**507**	**605**	**493**	**500**	**487**	**47,1**
dont : ex-URSS	196	22,6	461	559	461	465	457	50,0
Afrique	**4**	**1,7**	**22**	**32**	**40**	**41**	**43**	**9,1**
Algérie	2	33,7	10	15	17	17	18	70,6
Asie	**36**	**3,0**	**132**	**196**	**282**	**307**	**333**	**10,4**
dont : Chine	5	1,2	11	13	17	19	21	1,9
Japon	5	1,6	35	43	52	56	57	11,1
Moyen-Orient	20	28,9	52	78	119	129	140	40,8
Emirats arabes unis	1	78,0	8	14	20	24	23	89,0
Iran	9	32,9	12	19	34	37	42	41,8
Océanie	**4**	**5,6**	**14**	**19**	**21**	**21**	**22**	**17,7**
dont : Australie	3	5,9	11	15	17	17	17	16,2
Monde	**985**	**16,3**	**1 423**	**1 673**	**1 811**	**1 887**	**1 911**	**20,0**

(1) Y compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(2) Non compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.

TABLEAU J.05-7

Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Organisation des nations-unies (ONU)

Unité : kg-équivalent pétrole par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Amérique du Nord	**1 948**	**1 431**	**1 431**	**1 539**	**1 570**	**1 556**	**1 556**
dont : États-Unis	2 428	1 727	1 727	1 886	1 932	1 899	1 904
Canada	1 652	1 923	1 923	2 221	2 274	2 384	2 374
Mexique	194	319	319	288	281	301	307
Amérique latine	**89**	**128**	**128**	**159**	**165**	**180**	**187**
Argentine	285	459	459	623	667	729	758
Vénézuela	905	961	961	1 094	1 143	1 260	1 259
Europe de l'Ouest (1)	**297**	**464**	**464**	**571**	**617**	**681**	**677**
dont : Union Européenne	351	550	550	685	740	819	810
France	**260**	**444**	**444**	**480**	**509**	**560**	**535**
Pays Bas	2 121	2 233	2 233	2 168	2 204	2 411	2 263
Allemagne	363	627	627	751	824	919	877
Royaume-Uni	447	823	823	1 031	1 111	1 291	1 291
Italie	260	480	480	717	788	812	835
Espagne	27	56	56	161	197	220	287
Europe de l'Est (2)	**731**	**1 495**	**1 495**	**1 417**	**1 397**	**1 418**	**1 382**
dont : ex-URSS	786	1 657	1 657	1 607	1 575	1 592	1 564
Afrique	**9**	**40**	**40**	**56**	**57**	**57**	**58**
Asie (3)	**17**	**48**	**48**	**81**	**87**	**93**	**99**
dont : Chine	6	10	10	14	14	15	17
Japon	47	290	290	409	414	445	454
Moyen - Orient	284	468	468	728	797	844	894
Océanie	**222**	**747**	**747**	**919**	**946**	**962**	**971**
Monde	**254**	**298**	**298**	**316**	**323**	**332**	**332**

(1) Y compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(2) Non compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(3) Non compris le Viet-nam, pour 1973 et 1979, et la Corée du Nord sur toute la période.

TABLEAU J.05-8

Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP)

Unité : Million de m^3

Pays	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Europe	**804**	**14 404**	**18 151**	**13 544**	**15 863**	**17 038**	**16 486**	**14 270**	**16 222**
dont : Norvège	–	6 721	8 577	4 826	4 129	4 498	4 300	3 162	4 236
Royaume-Uni	–	5 336	6 998	4 810	7 289	7 871	7 711	6 805	7 736
Pays-Bas	413	1 752	2 176	3 307	4 193	4 426	4 250	4 183	4 146
Afrique	**55**	**75**	**86**	**275**	**506**	**532**	**510**	**413**	**1 442**
Amérique	**1 797**	**2 045**	**1 039**	**3 279**	**3 490**	**4 016**	**3 931**	**4 028**	**5 450**
Asie \ Océanie	**–**	**31**	**267**	**284**	**1 023**	**1 339**	**1 335**	**7 152**	**8 849**
Total (1)	**2 656**	**16 555**	**19 543**	**17 382**	**20 882**	**22 925**	**22 262**	**27 085**	**33 479**

(1) Y compris le Proche-Orient en 1998 (1 222 Millions de m^3) et en 1999 (1 516 millions de m^3)

K

Industrie et construction

Chapitre K.01

Industrie : données générales

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Place de l'industrie dans l'économie : évolution par grande branche.
2. Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 personnes et plus.
3. Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels.
4. Indices de la production industrielle dans plusieurs pays.

5A. Résultats des entreprises industrielles par grands secteurs, en NES 16.

5B. Principales évolutions dans l'industrie manufacturière.

6. L'investissement dans les branches industrielles.
7. Évolution du taux d'investissement par secteur, en NES 36.
8. Évolution des différentes composantes de l'investissement total.
9. Origine des participations étrangères dans l'industrie manufacturière.
10. Sous-traitance reçue selon la taille des entreprises.

11A. Sous-traitance industrielle confiée selon les secteurs d'activité.

11B. Sous-traitance industrielle confiée selon la taille des entreprises.

12. Évolution des soldes des investissements directs (en flux) par secteur économique.
13. Répartition des entreprises à participation étrangère selon le secteur d'activité.
14. Principales grandeurs des entreprises industrielles.
15. Évolution de la part des PMI dans l'industrie manufacturière.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

La situation de l'industrie française

La France est le quatrième producteur industriel de l'OCDE après les États-Unis, le Japon et l'Allemagne et le quatrième exportateur industriel mondial, devant le Royaume-Uni. Depuis plus de dix ans, les exportations françaises de produits industriels représentent entre 9 % et 10 % des ventes des neuf principaux exportateurs de l'OCDE.

Dans leur secteur, les groupes français occupent souvent une position de leader : Saint Gobain, Michelin, l'Oréal, l'Air Liquide, Alcatel, Usinor. La France est aussi présente dans le monde par ses investissements directs à l'étranger.

L'industrie est le secteur le plus dynamique de l'économie française. Mais, en raison de ses gains importants de productivité et d'une externalisation croissante, son poids relatif diminue, en valeur ajoutée comme en termes d'emploi. De 1990 à 1999, le poids de l'industrie diminue passant de 21 % à 15 % en valeur ajoutée, et de 20 % à 14 % en termes d'emploi. Après une baisse de 15 % de 1990 à 1997, l'emploi salarié industriel direct progresse modestement en 1998 et 1999 avec 10 000 emplois créés chaque année, soit 0,3 % des effectifs de l'industrie (hors agroalimentaire et énergie). Les effectifs progressent particulièrement dans les biens d'équipements électriques et électroniques et dans la chimie-caoutchoucs-matières plastiques. À l'inverse, l'emploi poursuit sa baisse tendancielle dans les industries du textile et de l'habillement et dans les industries d'équipement du foyer. La progression de l'emploi en 1999 résulte d'une reprise en fin d'année après un tassement au premier semestre. Début 2000, l'emploi industriel continue à progresser, la durée du travail diminuant rapidement avec la mise en place des 35 heures.

Plus d'un emploi sur deux se situe dans une PMI mais le marché reste dominé par les grandes entreprises. Depuis les années 90, le poids des PMI s'accroît dans les biens intermédiaires (textile, bois, chimie) tandis qu'il diminue dans les biens de consommation (habillement, pharmacie). Les PMI prédominent dans le sud et le centre de la France, régions à moindre tradition industrielle.

L'industrie manufacturière française affiche des résultats satisfaisants et poursuit en 1998 et en 1999 le renforcement de ses structures entamé maintenant depuis près de 10 ans. En 1998, l'expansion reste vive malgré une décélération des exportations (+ 9 % en valeur, après + 14 % de 1997 à 1998). Le chiffre d'affaires croît de 6 % comme en 1997 soit deux fois plus vite que la valeur ajoutée. L'externalisation des facteurs de production et des services se poursuit. Les achats de sous-traitance industrielle s'élèvent à 242 milliards de francs, soit 7,6 % de la production ; les trois quarts de ces achats concernent la sous-traitance de spécialité.

En 1997, un tiers des entreprises industrielles adopte une démarche qualité et 60 % d'entre-elles y impliquent un plus grand nombre de salariés.

Dans l'industrie manufacturière, 40,8 % des entreprises de plus de 20 personnes ont innové entre 1994 et 1996 ; la plupart s'engageant de façon permanente dans un processus de création.

Les entreprises industrielles se mettent à l'heure de la nouvelle économie. La prise de conscience de l'importance de ces nouveaux outils a été plus tardive en France que dans d'autres pays. À la fin de 1999, près de 70 % des entreprises ont accès à l'internet, 80 % ont des micro-ordinateurs connectés en réseau et près de 90 % utilisent le téléphone mobile.

2. MÉTHODOLOGIE

Les nomenclatures

Le mot « industrie » regroupe traditionnellement les industries manufacturières et les industries agro-alimentaires (IAA), parfois l'énergie. Le bâtiment et le génie civil et agricole (BGCA) en sont généralement exclus. Pour définir avec précision le champ de l'industrie en France, il faut se référer aux « nouvelles nomenclatures d'activités et de produits », officiellement entrées en vigueur en France à partir du 1er janvier 1993 et utilisées par le SESSI pour l'enquête annuelle d'entreprise et les enquêtes de branche depuis 1993.

Les correspondances entre les niveaux 16, 36 et 114 de la NES (nomenclature économique de synthèse) et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF) sont présentées dans les pages chamois au début de l'ouvrage (point H).

L'enquête annuelle d'entreprise

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) est une des principales sources statistiques de connaissance de l'industrie française.

Le Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) réalise cette enquête auprès des entreprises industrielles, sauf celles des industries agroalimentaires, du bâtiment et du génie civil, des transports, et celles du commerce et des services interrogées respectivement par les ministères de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Équipement, des Transports et du Logement, et l'INSEE.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) assure la coordination sur le plan national des EAE réalisées par les différents ministères. Il gère un fichier commun de lancement d'enquête. L'INSEE utilise les résultats de ces enquêtes en particulier pour l'élaboration des comptes de la nation et des comptes régionaux.

Rénovation du système d'enquêtes : le passage à la quatrième génération d'EAE

Depuis l'exercice 1996, cette enquête est profondément remaniée, principalement en vue d'alléger la charge de réponse des entreprises. Le questionnaire a été revu et les questions relatives aux établissements et aux investissements ont été réduites ; des nouvelles questions sur les thèmes d'actualité importants pour la vie économique, tels les dépenses informatiques, les relations interentreprises, l'investissement immatériel ont été insérées.

L'INSEE et les services statistiques des ministères ont défini un « tronc commun » pour les variables, la méthodologie statistique et l'architecture informatique dans le but de rapprocher et faciliter les comparaisons entre les différentes enquêtes annuelles d'entreprises.

Les résultats de l'EAE sont établis suivant plusieurs niveaux de la NAF et de la NES :

— le niveau NAF 700, désigné par un code sur 4 positions (3 chiffres et 1 lettre) dont près de 280 rubriques correspondent aux secteurs relevant de l'EAE réalisée par le SESSI. Ce niveau n'est pas publié pour les résultats agrégés de l'EAE ;

— le niveau NES 114, désigné par un code sur 3 positions (une lettre et 2 chiffres), s'emboîte sur les divisions, groupes ou classes de la NAF ;

— le niveau NES 36, désigné par un code sur 2 positions (une lettre et un chiffre) ;

— le niveau NES 16, désigné par un code sur 2 positions (2 lettres).

Les enquêtes de branche

Le suivi de l'activité industrielle comporte dans tous les pays développés une observation de la production et des variables qui lui sont associées (livraisons, facturations, stocks et commandes) en quantités physiques et en valeur dans une nomenclature détaillée de produits.

La France a, pour des raisons historiques, une organisation très spécifique des statistiques industrielles. Le dispositif est organisé par branche d'activité. Une partie des branches est couverte par des enquêtes réalisées par des organisations professionnelles sous le contrôle de l'administration.

Ces organisations professionnelles agréées (OPA) sont actuellement une centaine ; elles recouvrent les entreprises volontaires sur la base de la solidarité professionnelle. L'agrément est donné dans le cadre de la loi du 7 juin 1951 qui organise notamment cette collaboration et institue l'obligation de répondre aux enquêtes statistiques visées. Cette loi donne la faculté aux industriels qui ne désirent pas répondre aux syndicats professionnels compétents, d'opter pour une réponse directe à l'administration, c'est-à-dire au SESSI : ils sont alors communément appelés optants. Cependant, l'INSEE ne peut publier ces données en raison des règles sur le secret statistique ; dans ce cas, la lettre **c** apparaît sur la ligne concernée afin de préciser la confidentialité de ces données.

Les enquêtes de branche reposent sur une organisation décentralisée qui est coordonnée par le SESSI.

L'enquête Innovation

L'enquête innovation a été réalisée en 1997 auprès d'un échantillon de 5 000 entreprises industrielles de plus de 20 salariés. Le taux de réponse s'élève à plus de 85 % en nombre d'unités et à plus de 95 % en termes de chiffre d'affaires. Elle a été réalisée simultanément dans les quinze pays de la Communauté européenne. Pour les résultats, cf. publications à la fin de ce chapitre.

L'enquête Changements organisationnels et Informatisation (COI)

Réalisée en 1997-1998 par le SESSI, elle cherche à appréhender les changements intervenus entre 1994 et 1997 dans les domaines de l'organisation et de l'informatisation. Le questionnaire a été adressé par voie postale à un échantillon représentatif des entreprises industrielles de plus de 20 salariés. La totalité des entreprises de plus de 500 personnes a été interrogée. Le taux de réponse s'élève à 88 % en nombre d'entreprises et à plus de 95 % en chiffre d'affaires. Cette enquête consistait à interroger sur un même thème des responsables d'entreprise et des salariés de ces mêmes entreprises (s'appuyant sur une collaboration entre le SESSI, le SCEES, l'INSEE, la DARES et le Centre d'études et de l'emploi). Pour les résultats, cf. publications à la fin de ce chapitre.

3. DÉFINITIONS

Activité

Les activités prises en compte dans l'enquête de branche sont celles donnant lieu à facturation. Sont exclues les activités intégrées dans un cycle de fabrication propre à l'entreprise, sauf pour les activités « Industrie du verre » et « Industries chimiques de base ».

Activité principale

L'activité principale de chaque entreprise est déterminée à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs.

Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations comme le compte de résultat ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Branche

Pour une entreprise déterminée, les effectifs et les ventes sont répartis selon les différentes activités qu'elle exerce. Les fractions d'entreprises correspondant à une même activité constituent la branche d'activité (ou la branche). Ainsi, une même entreprise relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités ; il en va de même pour un établissement.

Capacité d'autofinancement (CAF)

La CAF représente les ressources restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice. On la déduit de l'EBE par la prise en compte des opérations financières et exceptionnelles et de l'impôt sur les bénéfices.

Elle sert à financer en partie l'investissement et à rémunérer le capital permanent.

Champ reconstitué

La comparaison directe entre deux années consécutives des résultats « en niveau » se heurte à certaines difficultés d'interprétation. La population enquêtée peut être modifiée : certaines entreprises entrent dans le champ de l'enquête, d'autres en sortent. De plus, certaines changent de classe de taille, d'autres changent d'activité prin-

cipale. Enfin, des modifications de structures (fusion, scission, transfert partiel d'actifs) peuvent transformer notablement le contenu d'un secteur d'activité. Afin d'éliminer ces effets perturbateurs, les résultats sont présentés « en évolution », sous forme d'indices. Pour l'élaboration de tels indices, il est nécessaire, aux prix de certaines conventions, de reconstituer d'une année sur l'autre des ensembles d'entreprises comparables.

Chiffre d'affaires hors taxes (CAHT)

Le chiffre d'affaires hors taxes est le montant global, au cours de l'exercice, des ventes des marchandises et des productions vendues de biens et de services mesurées par leur prix de vente.

Effectif

Au niveau de l'entreprise, il y a plusieurs notions d'effectifs :

— l'effectif au 31 décembre est l'effectif salarié de l'entreprise à cette date ;

— l'effectif salarié moyen correspond à la moyenne annuelle des effectifs ;

— l'effectif moyen employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location, y compris les intérimaires.

Jusqu'en 1995, ce solde est calculé dans les entreprises employant 100 personnes ou plus. À partir de 1996, il est calculé pour toutes les entreprises. Ceci provoque une augmentation de l'effectif employé qui peut être évalué à 40 000 personnes pour l'ensemble de l'industrie. Il en résulte également un glissement des tranches d'effectifs : 400 entreprises passent de la tranche 20 à 49 personnes à la tranche au-dessus et une centaine de la tranche 50 à 99 personnes à la tranche supérieure.

Au niveau établissement, on prend en compte l'effectif salarié moyen.

Emploi intérieur

Voir la définition dans le chapitre G.03 : « Le mouvement économique ».

Entreprise, établissement

Une entreprise peut avoir plusieurs activités distinctes et les exercer dans des établissements situés en différents lieux. De ce fait, l'unité statistique retenue est, selon le cas, l'entreprise dans son ensemble ou une unité de production qui est soit l'établissement, soit la fraction d'entreprise correspondant à une activité déterminée.

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Différence entre la VABCF (valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs) et les frais de personnel.

L'EBE mesure le flux dégagé par l'activité productrice et / ou commerciale de l'entreprise au cours de l'exercice. Il ne prend pas en considération le compte financier (produits et charges), les dotations aux amortissements et l'impôt sur les bénéfices.

Exportations

Ventes à l'exportation déclarées par les entreprises du secteur. Elles comprennent les livraisons intracommunautaires.

Ces exportations se différencient de celles recensées par les douanes car elles correspondent aux seules exportations directes réalisées par les entreprises. Leur ventilation est présentée par secteurs d'entreprises et branches, non par produits comme le font les sources douanières.

Facturation

Les facturations exprimées en valeur hors taxes sont le reflet exact des livraisons. Des divergences existent, dues à des décalages dans la période de comptage.

On note, en particulier, une pointe saisonnière en fin d'année pour les facturations et ceci pour des raisons purement comptables, les livraisons s'étant effectuées à un rythme beaucoup plus régulier. De ce fait, les facturations sont une mesure plus indirecte de la production que les livraisons elles-mêmes.

Formation brute de capital fixe (FBCF)

Voir la définition dans le chapitre G.01 « Comptabilité nationale ».

Industrie manufacturière

L'industrie manufacturière regroupe les industries de biens de consommation, de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Investissement

L'investissement représente la somme des dépenses consacrées par les entreprises à l'acquisition ou à la création de moyens de production ; bâtiments, terrains, ouvrages existants, matériel et outillage, matériel de transport, construction et génie civil. Le poste comprend les immobilisations en cours mais exclut les immobilisations incorporelles, les actifs provenant de modification de structure, les titres de participation et les équipements financés en crédit-bail.

Livraisons

Aux variations de stocks près, les livraisons correspondent approximativement aux productions commercialisables. Néanmoins, les comptages peuvent être effectués avec un certain décalage dans le temps, d'où des divergences sensibles surtout sur le plan mensuel.

Les livraisons sont comptabilisées en quantités physiques. Quand la production n'est pas recensée, les livraisons constituent une saisie indirecte du phénomène, qui est valable pour autant que le rôle des stocks ne soit pas prépondérant.

Dans certains cas, il est spécifié que les livraisons sont totales, c'est-à-dire qu'elles comportent la part des interlivraisons imputables à l'intégration des fabrications au sein d'une même entreprise.

Participation étrangère

Les entreprises dont le capital social est détenu à plus de 33,3 % par l'étranger sont considérées dans tous les cas sous contrôle étranger au sens large. Les entreprises sont dites à participation majoritaire pour une participation par une ou plusieurs sociétés étrangères supérieure à 50 % de leur capital. Elles sont dites à participation minoritaire lorsque les participations sont comprises entre 33,3 et 50 %. Au dessous de 33,3 %, on considère généralement que les participations étrangères constituent un simple placement financier et ne traduisent pas une volonté d'influencer la gestion de l'entreprise. Elles sont donc considérées comme à capitaux français.

Production

Elle est comptabilisée au stade de la fabrication en usine et exprimée en quantités physiques (tonnage ou autre unité spécifique).

Elle est dite production totale quand toute la production est recensée, y compris celle qui est intégrée et autoconsommée dans le processus de fabrication. C'est le cas essentiellement des industries de base telles que la sidérurgie ou la fonderie par exemple. On prendra soin de ne pas confondre cette terminologie avec celle de « total » (de la production) qui désigne le résultat d'une addition.

Elle est dite production commercialisable quand elle est destinée à la vente, ce qui est le cas le plus général.

Production propre

Somme des productions vendues de biens et de services, de la production stockée et de la production immobilisée.

Une première mesure de l'accroissement du potentiel de production possédé par l'entreprise s'obtient en déduisant les cessions courantes. De plus, les opérations de croissance externe, qui laissent invariantes les capacités de production sur le plan national, se traduisent pour l'entreprise soit par une augmentation (apport) soit par une diminution (cession) de ses capacités.

Rémunérations

C'est l'ensemble des salaires, charges sociales patronales exclues, des appointements et des congés payés, des indemnités de tous ordres, ainsi que des commissions et rémunérations des administrateurs ayant qualité d'assurés sociaux, versés par l'employeur au cours de l'année civile.

Résultat exceptionnel

C'est le solde des charges et des produits exceptionnels.

Résultat financier

Il représente le solde des charges financières et des produits financiers.

Résultat net comptable (RNC)

Le résultat net comptable correspond aux ressources nettes (après prise en compte de la dépréciation du capital) restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice.

RNC = Résultat courant avant impôt

+ résultat exceptionnel

- impôts sur les bénéfices

- participation des salariés aux fruits de l'expansion.

Secteur d'entreprise

Pour chaque entreprise on détermine, à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs, son activité principale. Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations, comme le compte de résultats ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Secteur d'établissement

Pour chaque établissement, on détermine son activité à partir de la ventilation des effectifs. Les établissements exerçant à titre principal une même activité forment un secteur d'établissement.

Sous-traitance

— **Sous-traitance industrielle** : Selon l'AFNOR, il s'agit des opérations concernant, pour un cycle de production déterminé, une ou plusieurs opérations de conception, d'élaboration, de fabrication, de mise en oeuvre ou de maintenance du produit, dont une entreprise, dite « donneur d'ordres », confie la réalisation à une entreprise, dite « sous-traitant » ou « preneur d'ordres », tenue de se conformer exactement aux directives ou spécifications techniques que ce donneur d'ordres arrête en dernier ressort.

— **Sous-traitance de capacité :** la sous-traitance est dite de capacité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres, équipée elle-même pour exécuter un produit, a recours à une autre entreprise soit occasionnellement, en raison d'une pointe momentanée dans sa production ou d'un incident technique, soit de façon plus ou moins habituelle, parce que désireuse de conserver une capacité propre dans une fabrication déterminée, elle entend utiliser des capacités de production disponibles à l'extérieur.

— **Sous-traitance de spécialité :** la sous-traitance est dite de spécialité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres décide de faire appel à un « spécialiste » disposant des équipements et de la compétence adaptés à ses besoins, parce qu'elle ne peut ou ne souhaite pas s'en doter, pour des raisons relevant de sa stratégie propre.

Valeur ajoutée brute (VAB)

C'est la différence entre la valeur de la production (d'une entreprise, d'une branche) et celle des consommations intermédiaires. Si l'on déduit les amortissements pratiqués au cours de l'exercice, on obtient la valeur ajoutée nette.

Valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs (VABCF)

Elle représente la valeur ajoutée hors taxes augmentée des subventions et diminuée des impôts et taxes.

Valeur ajoutée hors taxes (VAHT)

Elle représente le solde des opérations de production de l'entreprise.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale de l'Industrie, des Technologies de l'Information et des Postes, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) ;

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction ;

— INSEE.

Publications :

L'état de l'industrie française, rapport 2000, CPCI (Commission Permanente de Concertation pour l'Industrie), novembre 2000.

Le Bulletin mensuel de statistique industrielle, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

L'industrie française des technologies de l'information et de la communication en chiffres, édition 2000, *Chiffres-clés, production industrielle*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

Chiffres-clés Analyse, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « L'industrie française », édition 2000 ;

— « L'industrie française dans les régions », édition 2000 sur cédérom ;

— « L'état des PMI », édition 1999 ;

— « Industrie française et mondialisation », édition 1998 ;

— « Choix de structure financière et performances des PMI », 1998 ;

— « Technologies et société de l'information », édition 1999 ;

— « Innovation et croissance, innovation et performances », édition 1999.

Chiffres-clés Référence, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « La situation de l'industrie , résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, édition 2000 sur cédérom ;

— « L'innovation technologique dans l'industrie », édition 1998 ;

— « Le financement de l'innovation », 2000 ;

— « L'implantation étrangère dans l'industrie », édition 2000 ;

— « Investissements antipollution en 1998 », édition 2000 ;

— « La sous-traitance industrielle », édition 2000 ;

— « Changements organisationnels et informatisation dans l'industrie », édition 1998 ;

— « Les compétences pour innover dans l'industrie », édition 1998 ;

— « Les consommations d'énergie dans l'industrie », édition 2000 ;

— « L'ingénierie et les autres services aux entreprises », édition 1998.

Le « 4 pages », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) :

— « Technologies de l'information et croissance. Les enseignements d'une stimulation », n° 116, août 1999 ;

— « Rapport CPCI 1999 : l'industrie investit et crée des emplois en 1998 », n° 119, septembre 1999 ;

— « Les compétences pour innover dans l'industrie. Avantages comparés des tailles d'entreprises : une vérification empirique », n° 120, octobre 1999 ;

— « L'image de l'industrie auprès des Français », n° 122, novembre 1999 ;

— « La qualité et la certification des produits industriels. L'opinion des Français », n° 123, novembre 1999 ;

— « Les groupes structurent l'industrie française », n° 127, février 2000 ;

— « Les investissements pour protéger l'environnement », n° 130, mai 2000 ;

— « La sous-traitance industrielle : un phénomène en croissance », n° 131, juin 2000 ;

— « Les entreprises étrangères dans l'industrie française : une forte implantation », n° 132, juin 2000 ;

— « Les technologies de l'information et de la communication : des effets favorables sur l'emploi », n° 133, juillet 2000 ;

— « L'industrie française à l'heure des technologies de l'information et de la communication », n° 135, août 2000 ;

— « L'internet dans l'industrie française : une révolution en marche », n° 136, août 2000 ;

— « Informatique et télécommunications dans l'industrie française : des entreprises de plus en plus communicantes », n° 137, août 2000 ;

— « La qualité : une démarche pour répondre aux attentes du client », n° 138, octobre 2000.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— *Statistique agricole*, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) ;

— « Étude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires », enquête annuelle, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

INSEE :

— « Numéro spécial sur les PME et les PMI », INSEE, *Économie et statistique,* nos 271-272 de janvier-février 1994 ;

— « L'industrie en 1999 », *Synthèses,* no 43, septembre 1999 ;

INSEE-Première :

— « Nouvelles entreprises - Les créations dynamisent l'emploi salarié », no 628, janvier 1999 ;

— « L'innovation technologique dans les entreprises - Une pratique coopérative », no 635, mars 1999.

— « La diversité industrielle des territoires », no 650, juin 1999.

— « Panorama des petites entreprises industrielles », no 667, juillet 1999 ;

— « Le dynamisme des petites entreprises internautes », no 668, juillet 1999 ;

— « Le poids des grandes entreprises dans l'emploi », no 683, décembre 1999 ;

— « La croissance s'est diffusée à la majorité des entreprises en 1998 », no 696, janvier 2000 ;

— « Créations d'entreprises : les facteurs de survie », no 703, mars 2000 ;

— « L'industrie en 1999, la croissance a résisté », no 711, avril 2000 ;

— « Les industries agro-alimentaires en 1999 », no 729, juillet 2000 ;

— « Du cours des matières premières au prix de vente des biens intermédiaires », no 736, septembre 2000.

*
* *

TABLEAU K.01-1

Place de l'industrie dans l'économie : évolution par grande branche

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unités : Valeur ajoutée : Milliard d'euros
Emploi : Millier de personnes

Branche (en NES 16)	Codes NES 16	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
VALEUR AJOUTÉE BRUTE (à prix courants)								
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	31,1	34,1	35,5	35,3	36,2	37,8	36,3
Industrie (2)	**EB à EG**	**214,5**	**219,9**	**230,6**	**231,3**	**238,8**	**241,5**	**243,5**
Industries agricoles et alimentaires	EB	29,8	29,4	29,6	30,1	30,7	31,5	33,0
Industrie des biens de consommation	EC	37,1	37,3	38,5	38,7	39,4	38,4	38,4
Industrie automobile	ED	13,0	14,4	13,8	13,7	15,7	17,5	18,4
Industrie des biens d'équipement	EE	35,1	36,9	39,8	39,0	42,4	42,9	43,8
Industrie des biens intermédiaires	EF	68,9	72,4	77,8	76,7	79,6	79,7	77,3
Énergie	EG	30,7	29,5	31,1	33,2	31,0	31,5	32,6
Construction	EH	57,6	58,0	57,3	55,4	51,2	51,3	54,8
Services principalement marchands (2)	**EJ à EP**	**522,9**	**538,8**	**549,3**	**564,6**	**586,3**	**615,8**	**640,9**
Commerce	EJ	108,6	110,9	115,5	112,1	117,0	126,7	130,6
Transports	EK	40,9	43,0	42,8	43,3	46,8	48,7	50,0
Activités financières	EL	53,0	57,9	55,4	57,6	58,6	56,2	57,4
Activités immobilières	EM	121,5	126,0	130,3	134,8	139,9	146,1	150,9
Services aux entreprises	EN	141,0	140,7	146,0	155,4	160,9	170,8	181,8
Services aux particuliers	EP	57,9	60,3	59,2	61,3	63,1	67,2	70,3
Services administrés (2)	**EQ à ER**	**205,6**	**213,6**	**222,5**	**231,0**	**237,5**	**246,4**	**254,2**
Éducation, santé, action sociale	EQ	115,7	119,6	126,7	129,5	134,0	139,4	144,4
Administration	ER	89,9	93,9	95,8	101,5	103,5	106,9	109,8
Ensemble (2) (3)		**991,4**	**1 022,3**	**1 055,6**	**1 077,6**	**1 113,6**	**1 157,7**	**1 195,1**
EMPLOI INTÉRIEUR TOTAL								
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	1 200,1	1 161,5	1 133,5	1 105,1	1 089,6	1 073,5	...
Industrie (2)	**EB à EG**	**4 223,6**	**4 102,7**	**4 089,8**	**4 054,5**	**3 970,0**	**3 967,3**	...
Industries agricoles et alimentaires	EB	592,2	587,8	573,5	592,6	578,6	583,2	...
Industrie des biens de consommation	EC	847,2	820,7	807,0	778,7	759,9	749,9	...
Industrie automobile	ED	272,1	262,0	261,3	260,1	247,9	245,2	...
Industrie des biens d'équipement	EE	786,6	757,3	768,8	766,5	750,8	755,0	...
Industrie des biens intermédiaires	EF	1 479,9	1 433,2	1 437,9	1 417,3	1 399,0	1 409,2	...
Énergie	EG	245,6	241,7	241,3	239,3	233,8	224,8	...
Construction	EH	1 523,8	1 487,3	1 484,4	1 450,0	1 418,5	1 417,6	...
Services principalement marchands (2)	**EJ à EP**	**9 225,0**	**9 310,6**	**9 513,9**	**9 641,6**	**9 846,8**	**10 137,7**	...
Commerce	EJ	3 018,8	3 007,5	3 059,2	3 089,9	3 138,6	3 185,3	...
Transports	EK	950,7	950,8	961,8	980,4	988,2	1 013,7	...
Activités financières	EL	771,9	769,7	770,6	762,3	756,7	753,1	...
Activités immobilières	EM	346,8	349,8	342,4	352,1	352,4	354,0	...
Services aux entreprises	EN	2 479,3	2 565,6	2 588,5	2 618,9	2 728,7	2 890,9	...
Services aux particuliers	EP	1 657,5	1 667,2	1 791,4	1 838,0	1 882,2	1 940,7	...
Services administrés (2)	**EQ à ER**	**6 348,1**	**6 447,3**	**6 467,6**	**6 501,0**	**6 540,8**	**6 571,9**	...
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 487,1	3 547,7	3 619,7	3 623,4	3 664,9	3 695,8	...
Administration	ER	2 861,0	2 899,6	2 847,9	2 877,6	2 875,9	2 876,1	...
Ensemble (2)		**22 520,6**	**22 509,4**	**22 689,2**	**22 752,2**	**22 865,7**	**23 168,0**	

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie dans le chapitre G01.
(2) Du fait des arrondis, les totaux ne sont pas toujours la somme exacte de ceux relatifs à chaque critère.
(3) Ce total inclut le montant de la branche « unité fictive » qui tient compte de l'affectation des doubles comptes au sein des différentes branches.

TABLEAU K.01-2

Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 personnes et plus

Année 1998

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise (1)

Unités : Montants : Million de francs
Effectifs : Millier

Secteur d'activités	N os de la NES 114 ou de la NAF	Nombre d'entreprises	Effectif employé	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	1 383	93,7	65 868	18 018	1 055	2 427
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	403	41,3	26 016	7 589	556	1 629
Édition, imprimerie, reproduction	C20	1 862	147,9	160 833	12 020	4 327	7 448
Industrie pharmaceutique	C31	280	96,8	202 789	48 589	6 708	18 642
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	280	54,4	96 977	34 268	2 487	6 026
Fabrication de meubles	C41	693	78,8	57 459	9 580	1 647	2 479
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	115	9,1	8 199	2 761	186	430
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	330	29,1	24 135	10 126	1 055	1 118
Fabrication d'appareils domestiques	C44	67	29,1	30 365	10 254	1 212	1 080
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	54	18,2	37 898	18 340	615	– 664
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	151	18,0	12 252	5 286	394	625
Construction automobile	D01	313	194,8	500 819	231 919	14 257	14 603
Fabrication d'équipements automobiles	D02	223	92,9	99 133	40 630	5 223	4 526
Construction navale	E11	93	15,9	12 785	5 799	358	458
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	37	15,5	15 917	6 290	293	102
Construction aéronautique et spatiale (non compris ateliers de l'industrie de l'aéronautique)	E13	100	81,0	111 955	70 146	3 762	8 187
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport (n.c.a.)	E14	57	9,1	7 897	4 062	255	143
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	507	32,0	25 542	3 099	640	1 072
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	970	75,1	46 796	8 295	1 068	1 771
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	371	67,8	66 035	31 600	2 348	3 962
Fabrication de machines d'usage général	E24	772	84,4	80 037	27 999	1 562	4 261
Fabrication de machines agricoles	E25	205	18,2	22 263	6 515	462	1 083
Fabrication de machines-outils	E26	161	13,5	12 078	4 774	254	574
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	651	59,1	64 429	35 863	1 504	3 353
Fabrication d'armes et munitions (non compris l'armement)	E28	10	0,8	540	228	20	10
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	75	47,1	91 615	40 962	2 203	3 116
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	167	24,6	22 092	8 547	585	1 569
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	203	75,4	104 130	49 136	2 808	– 19
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	234	23,6	24 328	9 690	833	796
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	525	71,3	67 796	26 699	1 593	1 974
Extraction de minerais métalliques	F11	3	0,3	264	164	20	– 17
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	F12	306	22,5	20 813	2 389	1 612	861
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	197	51,3	42 875	15 469	2 347	3 330
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	729	79,2	83 244	13 715	4 183	6 686
Filature et tissage	F21	671	54,8	52 000	21 485	2 085	1 689
Fabrication de produits textiles	F22	494	38,1	31 682	10 510	1 243	1 564
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	225	23,9	14 641	3 315	423	727
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (2)	F31	657	43,5	38 101	7 179	1 611	1 910
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	123	29,9	47 050	23 973	4 339	2 387
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	533	62,6	65 461	11 269	2 472	2 406
Industrie chimique minérale	F41	122	22,6	43 863	11 982	2 236	2 225
Industrie chimique organique	F42	165	53,5	143 532	73 374	7 195	8 910
Parachimie	F43	367	56,8	99 932	35 560	3 454	5 053
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	12	2,8	4 512	2 760	178	65
Industrie du caoutchouc	F45	174	74,2	60 316	28 127	2 991	3 186
Transformation des matières plastiques	F46	1 291	141,8	121 695	25 920	7 174	6 467
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	145	67,7	118 813	55 902	4 516	4 561
Production de métaux non ferreux	F52	86	24,9	55 348	26 834	1 493	1 981
Fonderie	F53	232	38,7	23 281	6 575	1 271	1 015
Services industriels du travail des métaux	F54	2 186	136,7	85 616	13 226	4 642	3 966
Fabrication de produits métalliques	F55	917	90,8	71 855	19 171	3 126	4 684
Récupération	F56	244	12,0	15 894	3 996	754	430
Fabrication de matériel électrique	F61	574	140,9	135 189	53 390	5 602	6 809
Fabrication de composants électroniques	F62	295	48,6	53 636	29 633	3 928	1 246
Total Industrie non compris Énergie, hors IAA		**22 040**	**2 936,6**	**3 528 591**	**1 285 002**	**129 165**	**164 922**

N.B.—Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU K.01-2 (suite et fin)

Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 personnes et plus

Année 1998

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise (1)

Unités : Montants : Million de francs
Effectifs : Millier

Secteur d'activité	N os de la NES 114 ou de la NAF	Nombre d'entreprises	Effectif employé	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Extraction de produits énergétiques (houille, lignite, tourbe, minerais d'uranium et d'hydrocarbures)	G11 à G13	19	12,2	6 474	403	607	– 3 052
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	10	11,9	31 503	11 647	3 522	584
Raffinage de pétrole	G15	51	18,2	233 759	20 469	3 567	– 760
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	109	166,8	285 217	17 304	34 859	20 370
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	76	32,8	55 248	492	4 354	1 672
Total Énergie	**EG**	**265**	**241,9**	**612 201**	**50 315**	**46 909**	**18 814**
Industries alimentaires	**15**	**3 110**	**397,7**	**709 743**	**129 429**	**27 334**	**31 800**
Industrie des viandes	15.1	1 065	126,0	171 038	22 722	3 667	3 041
Industrie du poisson	15.2	123	12,6	15 486	2 384	481	123
Industrie des fruits et légumes	15.3	144	24,4	34 085	6 317	1 629	1 046
Industrie des corps gras	15.4	27	4,6	16 101	2 402	808	512
Industrie laitière	15.5	330	62,5	139 905	18 916	3 646	3 570
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	15.6	108	11,9	26 773	9 732	1 337	899
Fabrication d'aliments pour animaux	15.7	235	17,7	51 809	4 899	2 041	1 090
Autres industries alimentaires	15.8	724	96,9	158 161	34 669	5 361	11 877
Industrie des boissons	15.9	354	41,1	96 385	27 388	8 364	9 642
Exploitation forestière	02.0B	41	2,2	2 155	301	36	45
Sciage et rabotage du bois	20.1A	272	12,4	10 909	2 128	621	382
Entreposage frigorifique:	63.1D	44	8,2	3 789	82	245	104
Total IAA (3)		**3 467**	**420,5**	**726 596**	**131 940**	**28 236**	**32 331**
Total Industrie, y compris Énergie		**22 305**	**3 178,5**	**4 140 792**	**1 335 317**	**176 074**	**183 736**
Total Industrie, y compris Énergie et IAA		**25 772**	**3 599,0**	**4 867 388**	**1 467 257**	**204 310**	**216 067**

(1) Les résultats indiqués sont ici ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) où l'entreprise est classée selon son activité principale (secteur d'entreprise). L'enquête porte sur les entreprises dont les activités sont de la compétence du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.
(2) Non compris le « Sciage et rabotage du bois », activité reprise dans le 20.1A (partie IAA de ce tableau).
(3) Pour le secteur des IAA, l'effectif retenu est l'effectif salarié moyen et non l'effectif employé; l'effectif employé étant l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location.

TABLEAU K.01-3

Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels

Pondération : valeur ajoutée 1995 de la branche (1)

Source : INSEE

Unités : Pondération : million de francs
Indices base 100 : année 1995

Intitulé de la branche	Numéros de la NES 16 et 36	Pondération	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Industrie (non compris construction, NES EB à EG)	**I01**	**1 111 502**	**93,9**	**97,6**	**100,0**	**100,9**	**104,7**	**110,0**	**112,5**
Industrie (y compris construction, NES EB à EH)	**I02**	**1 347 940**	**93,7**	**97,5**	**100,0**	**100,4**	**103,8**	**108,6**	**111,3**
Industrie manufacturière (hors énergie et IAA, NES EC à EF)	**I03**	**831 372**	**93,0**	**97,7**	**100,0**	**100,2**	**105,1**	**112,0**	**114,8**
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**EB**	**113 237**	**96,4**	**98,4**	**100,0**	**102,2**	**105,1**	**106,2**	**108,2**
Industries agricoles et alimentaires	B0	113 237	96,4	98,4	100,0	102,2	105,1	106,2	108,2
INDUSTRIE DES BIENS DE CONSOMMATION	**EC**	**161 733**	**97,7**	**98,7**	**100,0**	**97,3**	**98,3**	**103,3**	**106,4**
Habillement, cuir	C1	34 550	108,2	107,3	100,0	84,0	78,6	73,0	68,1
Édition, imprimerie, reproduction	C2	33 991	99,3	98,5	100,0	99,0	102,7	111,5	120,1
Pharmacie, parfumerie, entretien	C3	58 762	91,7	94,6	100,0	101,9	102,6	111,8	117,2
Industries des équipements du foyer	C4	34 430	96,8	98,1	100,0	101,1	106,2	111,0	112,8
INDUSTRIE AUTOMOBILE	**ED**	**83 993**	**83,2**	**94,6**	**100,0**	**101,8**	**110,0**	**125,5**	**137,6**
Industrie automobile	D0	83 993	83,2	94,6	100,0	101,8	110,0	125,5	137,6
INDUSTRIE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	**EE**	**189 386**	**97,5**	**99,0**	**100,0**	**102,0**	**106,4**	**113,2**	**114,8**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	30 116	115,2	114,7	100,0	104,4	111,2	123,3	123,0
Industries des équipements mécaniques	E2	96 258	88,8	92,8	100,0	101,2	104,3	105,3	106,3
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	63 012	102,8	101,3	100,0	102,1	107,2	120,5	124,0
INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES	**EF**	**396 260**	**91,1**	**97,4**	**100,0**	**100,2**	**106,3**	**112,1**	**113,5**
Industries des produits minéraux	F1	48 952	91,2	98,0	100,0	95,8	98,3	102,0	102,9
Industrie textile	F2	23 435	100,1	103,4	100,0	92,9	96,8	95,4	88,9
Industries du bois et du papier	F3	31 693	95,0	101,4	100,0	98,9	104,4	104,3	106,4
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	123 283	93,0	99,0	100,0	102,1	107,4	111,5	114,5
Métallurgie et transformation des métaux	F5	118 585	87,8	95,5	100,0	98,7	106,1	112,3	113,7
Industries des composants électriques et électroniques	F6	50 312	88,0	92,7	100,0	107,2	118,0	135,5	136,6
ÉNERGIE	**EG**	**166 893**	**97,0**	**96,4**	**100,0**	**103,5**	**102,1**	**103,1**	**103,7**
Production de combustibles et de carburants	G1	18 707	106,0	99,8	100,0	102,3	104,6	105,7	95,7
Eau, gaz, électricité	G2	148 185	95,7	95,9	100,0	103,6	101,8	102,8	104,8
CONSTRUCTION	**EH**	**236 438**	**92,6**	**96,9**	**100,0**	**98,3**	**99,9**	**101,9**	**105,4**
Construction	H0	236 438	92,6	96,9	100,0	98,3	99,9	101,9	105,4

(1) Cf. « Méthodologie des nouveaux indices de la production industrielle, base 1995 » parue au Bulletin Mensuel de Statistique, INSEE, nº 5, mai 2000.

TABLEAU K.01-4

Indices de la production industrielle dans plusieurs pays

Industrie manufacturière (séries CVS) (1)

Source : Eurostat (« New-cronos », sauf pour les États-Unis)

Base 100 en 1995

Pays	1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Union européenne à 15	**100**	**100**	**105**	**109**	111
Zone euro (2)	**100**	**100**	**105**	**110**	112
dont : Allemagne	100	100	104	110	111
Autriche	100	101	108	118	124
Espagne	100	99	106	113	116
Finlande	100	103	114	124	131
France	**100**	**100**	**105**	**111**	114
Irlande	100	108	126	146	...
Italie	100	98	102	102	102
Luxembourg	100	100	107	112	...
Pays-Bas	100	101	106	108	...
Portugal	100	106	110	113	114
États-Unis	100	105	112	118	123
Japon	100	102	106	98	99

(1) Données corrigées des variations saisonnières.
(2) Comprend l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal.

TABLEAU K.01-5A

Résultats des entreprises industrielles (1) par grands secteurs, en NES 16

(à champ reconstitué), y compris les modifications de structure

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

%

	Industries des biens de consommation **EC**	Industrie automobile **ED**	Industries des biens d'équipement **EE**	Industries des biens intermédiaires **EF**	Industrie **EC à EF**
Résultat net comptable / Chiffre d'affaires hors taxes					
RNC / CAHT :					
1999	2,8	1,9	2,4	2,9	**2,6**
1998 *r*	3,4	3,0	3,1	3,0	**3,1**
1997	3,8	0,4	2,8	2,9	**2,6**
1996	3,4	0,1	1,7	2,1	**2,0**
1995	3,0	1,1	0,9	3,3	**2,4**
1994	4,1	1,6	0,4	2,5	**2,2**
1993	3,1	– 3,0	– 1,0	– 0,5	**– 0,2**
Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes					
EXPORT. / CAHT :					
1999	25,3	47,8	43,5	34,3	**36,8**
1998	24,6	45,3	43,9	35,0	**36,6**
1997	24,1	43,4	41,4	34,6	**35,3**
1996	23,1	40,6	38,9	32,8	**33,3**
1995	21,8	38,8	37,2	31,9	**32,0**
1994	20,8	37,7	37,8	30,9	**31,4**
1993	20,3	37,8	34,4	29,8	**39,9**
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes					
EBE / VAHT :					
1998	29,2	36,8	20,3	28,1	**27,4**
1997	30,4	29,2	19,1	28,1	**26,5**
1996	29,6	24,4	16,0	26,1	**24,3**
1995	29,1	27,0	18,0	29,3	**26,4**
1994	28,6	28,6	17,5	27,2	**25,3**
1993	27,8	19,1	13,4	21,3	**20,6**
Frais financiers / Chiffre d'affaires hors taxes					
FRAIS FIN. / CAHT :					
1998	1,3	0,9	1,2	1,3	**1,2**
1997	1,4	1,0	1,4	1,4	**1,3**
1996	1,6	1,1	1,6	1,8	**1,6**
1995 *r*	1,6	1,4	1,8	2,1	**1,8**
1994	1,7	1,5	1,9	2,1	**1,9**
1993	2,1	1,7	2,6	3,0	**2,5**
Investissements / Valeur ajoutée hors taxes					
INVEST. / VAHT :					
1998	9,2	16,8	8,1	15,6	**12,5**
1997	8,9	22,3	7,5	13,9	**12,1**
1996	9,3	25,4	8,2	14,7	**13,0**
1995	8,6	24,1	7,7	13,0	**11,9**
1994	8,1	21,5	7,1	11,9	**10,9**
1993	8,7	21,5	7,1	11,8	**10,9**

(1) Industrie hors énergie, entreprises de 20 salariés ou plus.

TABLEAU K.01-5B

Principales évolutions dans l'industrie manufacturière

Entre 1998 et 1999 (à champ reconstitué)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI, EAE) — *Unité* : indices en base 100 (n -1)

	Codes de la NES	Effectif au 31-déc (1)	Chiffre d'affaires en valeur	Chiffre d'affaires en volume	Investissement productif en valeur	Exportations directes en valeur	Exportations directes en volume	RNC / CA en % 1998	RNC / CA en % 1999
PAR GRANDS SECTEURS (Industrie hors énergie. Entreprises de 20 salariés et plus)									
Biens de consommation	EC	98,6	103,5	104,2	106,3	105,0	105,5	3,4	2,8
Industrie automobile	ED	101,5	108,0	109,3	123,1	108,8	107,3	3,0	1,9
Biens d'équipement	EE	99,0	104,4	105,7	107,6	104,6	104,4	3,1	2,4
Biens intermédiaires	EF	99,3	100,7	102,3	101,2	100,5	103,1	3,0	2,9
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	**EC à EF**	**99,3**	**103,3**	**104,7**	**106,5**	**104,0**	**104,8**	**3,1**	2,6
PAR TAILLE D'ENTREPRISES (Taille des entreprises en nombre de salariés)									
20 à 249 salariés	///	98,7	101,6	102,9	102,4	101,2	102,0	2,4	2,5
250 à 499 salariés	///	100,2	102,6	104,0	105,0	101,9	102,7	2,3	2,5
500 salariés et plus	///	99,5	104,3	105,7	108,8	105,0	105,8	3,6	2,7
PMI (20 à 499 salariés)	///	99,1	101,9	103,2	103,2	101,4	102,2	2,4	2,5
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	///	**99,3**	**103,3**	**104,7**	**106,5**	**104,0**	**104,8**	**3,1**	2,6

(1) Effectifs hors intérim.

TABLEAU K.01-6

L'investissement dans les branches industrielles

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale - Comptes de branche) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1996	1997	1998	p 1999
FBCF Totale	**222,1**	**224,0**	**224,6** *r*	**238,5** *r*	255,4
dont : FBCF Productive (2)	123,0	122,8	122,3 *r*	131,5 *r*	141,4
FBCF Industrielle (3)	**23,8**	**26,6**	**28,0**	**30,3**	...
Industries agro-alimentaires	4,1	4,3	4,6	4,9	...
Industries des biens de consommation	3,5	3,8	4,3	4,4	...
Industrie automobile	3,5	3,2	3,4	3,0	...
Industries des biens d'équipement	2,1	3,3	3,1	3,8	...
Industries des biens intermédiaires	10,6	11,9	12,5	14,2	...

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie dans le chapitre G01.
(2) La FBCF productive correspond à l'investissement des sociétés non financières et des entreprises individuelles.
(3) FBCF des branches industrielles hors énergie. Elle est exprimée pour la première année en « base 1995 » ; la série commence en 1995.

TABLEAU K.01-7

Évolution du taux d'investissement (1) par secteur, en NES 36

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

%

	Numéros de la NES	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Biens de consommation	**EC**	**9,4**	**8,7**	**8,1**	**8,6**	**9,3**	**8,9**	**9,2**
Habillement, cuir	C1	6,2	5,7	4,9	6,0	5,6	5,7	5,7
Édition, imprimerie, reproduction	C2	6,9	6,2	6,8	7,1	8,2	7,4	7,4
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	11,8	11,5	9,8	9,1	10,5	10,4	10,5
Industrie des équipements du foyer	C4	11,1	9,4	9,0	11,2	11,2	10,0	11,0
Industrie automobile	**ED**	**23,9**	**22,3**	**21,5**	**24,1**	**25,4**	**22,3**	**16,8**
Biens d'équipement	**EE**	**9,1**	**7,9**	**7,1**	**7,7**	**8,2**	**7,5**	**8,1**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	11,5	8,0	6,7	7,9	8,8	8,1	8,9
Industries des équipements mécaniques	E2	7,9	6,5	5,8	6,8	7,5	7,0	7,5
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	9,4	9,5	8,8	8,6	8,7	7,8	8,3
Biens intermédiaires	**EF**	**16,1**	**13,3**	**11,8**	**13,0**	**14,7**	**13,9**	**15,6**
Industries des produits minéraux	F1	14,3	12,2	12,2	14,4	15,4	13,5	14,4
Industrie textile	F2	12,1	10,4	9,9	11,7	12,0	11,9	12,9
Industries du bois et du papier	F3	21,8	13,6	13,0	13,5	16,1	14,2	19,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	18,3	15,2	12,2	13,6	15,5	14,6	16,7
Métallurgie et transformation des métaux	F5	13,8	12,4	10,0	10,7	12,6	12,6	14,1
Industries des composants électriques et électroniques	F6	14,6	13,1	13,9	14,5	16,2	15,7	15,7
Ensemble de l'industrie manufacturière	**EC à EF**	**13,6**	**11,7**	**10,9**	**11,9**	**13,0**	**12,1**	**12,5**

(1) Investissement / Valeur ajoutée hors taxes.

TABLEAU K.01-8

Évolution des différentes composantes de l'investissement total (1)

Sources : INSEE (Comptabilité Nationale), SJTI, INPI, CEREQ, MRT

	Unités	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
Investissement matériel (2)	Milliard	814	766	779	772	764	817
Investissement immatériel (3)	de francs	285	339	350	366	379	398
Investissement total (1)	courants	**1 099**	**1 105**	**1 129**	**1 138**	**1 143**	**1 215**
Recherche et développement / investissement matériel	%	11,7	14,2	14,0	14,6	14,9	14,2
Transferts techniques / investissement matériel	»	1,7	1,8	1,9	2,1	2,3	2,3
Formation / investissement matériel	»	4,8	5,7	5,7	5,9	5,8	5,5
Publicité / investissement matériel	»	14,7	19,3	19,7	20,6	21,5	21,2
Logiciels / investissement matériel	»	2,1	2,3	2,6	3,2	3,9	4,3
Autres incorporels / investissement matériel	»	0,8 (e)	0,9	1,0	1,1	1,1	1,2
Immatériel / investissement matériel	»	35,0	44,2	44,8	47,4	49,6	48,7

(1) L'investissement total est la somme des investissements matériels et immatériels des sociétés non financières et des entreprises individuelles de l'ensemble de l'économie.
(2) L'investissement matériel est égal à la FBCF des sociétés non financières et des entreprises individuelles diminuée de la FBCF en logiciels et de la FBCF en autres immobilisations incorporelles. C'est une notion de comptabilité nationale.
(3) L' investissement immatériel est défini comme la somme des dépenses intérieures de recherche et développement des entreprises, des transferts techniques entre la France et l'étranger, des dépenses de formation, des dépenses de publicité, des dépenses en logiciels et autres investissements incorporels.

TABLEAU K.01-9

Origine des participations étrangères dans l'industrie manufacturière (1)

Au 1er janvier 1998

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI et INSEE)

Pays	Nombre d'entreprises	Effectifs (milliers de pers.)	Effectifs %	CAHT (milliards de francs)	CAHT %	VAHT (milliards de francs)	VAHT %	Exportations (milliards de francs)	Exportations %
États-Unis	679	236,8	29,1	387,6	32,7	112,3	32,7	174,0	37,0
Allemagne	597	136,1	16,7	178,6	15,1	55,9	16,3	62,4	13,3
Royaume-Uni	466	121,1	14,9	147,9	12,5	44,1	12,8	52,7	11,2
Suisse	275	68,0	8,4	84,9	7,2	27,9	8,1	30,5	6,5
Belgique-Luxembourg	250	40,1	4,9	49,6	4,2	14,5	4,2	16,6	3,5
Pays-Bas	153	40,9	5,0	74,7	6,3	17,6	5,1	28,0	5,9
Italie	152	47,7	5,9	75,3	6,4	19,3	5,6	29,4	6,2
Suède	126	29,9	3,7	45,5	3,8	16,0	4,6	17,0	3,6
Japon	81	22,4	2,8	41,8	3,5	10,3	3,0	20,7	4,4
Finlande	54	12,6	1,5	18,2	1,5	4,7	1,4	8,6	1,8
Union européenne	**1 926**	**448,0**	**55,0**	**615,3**	**51,9**	**180,3**	**52,4**	**222,5**	**47,3**
Zone euro	1 282	289,8	35,6	411,1	34,7	116,8	34,0	149,5	31,8
Tous pays	**3 135**	**813,9**	**100,0**	**1 185,5**	**100,0**	**343,8**	**100,0**	**470,3**	**100,0**

(1) Entreprises de 20 salariés et plus.

TABLEAU K.01-10

Sous-traitance reçue (1) selon la taille des entreprises

Année 1998

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

Taille des entreprises	Preneurs d'ordre Nombre	Preneurs d'ordre %	Chiffre d'affaires concerné en % du total	Chiffre d'affaires concerné en Milliard de F	Chiffre d'affaires concerné en % du CAHT des preneurs d'ordre	Chiffre d'affaires concerné en % du CA Total
20 à 49 salariés	4 241	35,6	15,7	62,8	81,4	22,1
50 à 99 salariés	1 525	34,4	11,9	47,8	75,1	19,2
100 à 199 salariés	931	30,9	16,2	65,0	66,2	15,6
200 à 499 salariés	290	27,2	13,3	53,1	55,2	13,8
500 à 999 salariés	143	26,9	12,2	48,9	55,3	10,9
1 000 à 1 999 salariés	47	21,7	6,3	25,1	30,5	6,2
2 000 salariés et plus	40	30,8	22,7	91,1	24,6	7,5
Hors tranche	47	6,3	1,7	6,9	54,1	5,2
Total	**7 264**	**33,0**	**100,0**	**400,7**	**45,1**	**11,4**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-11A

Sous-traitance industrielle (1) confiée selon les secteurs d'activité

Année 1998

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

Secteurs industriels d'activité	Donneurs d'ordres		Sous-traitance industrielle			Sous-traitance de spécialité (1) / sous-traitance industrielle en %
	Nombre	%	en Milliard de F	en % du total	en % de la production	
Industries des produits minéraux	635	51,4	5,3	2,2	4,1	84,2
Industrie textile	973	70,0	9,3	3,9	10,0	82,3
Industries du bois et du papier	832	63,4	2,7	1,1	1,9	65,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	1 432	67,2	21,3	8,8	5,1	72,4
Métallurgie et transformation des métaux	3 245	85,2	21,5	8,9	6,2	78,0
Industries des composants électriques et électroniques	685	78,8	8,5	3,5	5,0	67,7
Industries des biens intermédiaires	**7 802**	**72,6**	**68,6**	**28,4**	**5,3**	**75,6**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	253	88,2	36,3	15,0	24,7	66,4
Industries des équipements mécaniques	3 099	85,0	34,4	14,2	12,0	75,0
Industries des équipements électriques et électroniques	942	78,2	24,4	10,1	8,6	62,7
Industries des biens d'équipement	**4 294**	**83,6**	**95,1**	**39,3**	**13,2**	**68,5**
Industrie automobile	**429**	**80,0**	**22,8**	**9,4**	**4,2**	**59,3**
Habillement, cuir	1 236	69,2	11,8	4,9	14,1	76,9
Édition, imprimerie, reproduction	1 514	81,3	19,0	7,9	12,6	86,3
Pharmacie, parfumerie, entretien	400	71,4	19,1	7,9	7,4	94,0
Industries des équipements du foyer	940	66,7	5,4	2,2	3,8	70,7
Industries des biens de consommation	**4 090**	**80,4**	**55,3**	**22,9**	**8,7**	**85,4**
Ensemble de l'industrie	**16 615**	**75,4**	**241,8**	**100,0**	**7,6**	**73,5**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-11B

Sous-traitance industrielle (1) confiée selon la taille des entreprises

Année 1998

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

Taille des entreprises	Donneurs d'ordres		Sous-traitance industrielle			Sous-traitance de spécialité (1) / sous-traitance industrielle en %
	Nombre	%	en Milliard de F	en % du total	en % de la production	
20 à 49 salariés	8 462	71,1	19,6	8,1	7,3	78,2
50 à 99 salariés	3 394	76,6	18,5	7,7	8,0	75,8
100 à 199 salariés	2 425	80,4	24,9	10,3	6,4	73,5
200 à 499 salariés	895	83,9	24,3	10,1	6,8	72,8
500 à 999 salariés	445	83,6	27,0	11,2	6,9	73,9
1 000 à 1 999 salariés	177	81,6	19,7	8,1	5,8	79,5
2 000 salariés et plus	119	91,5	81,9	33,8	7,5	65,4
Hors tranche	698	93,4	25,9	10,7	20,8	89,6
Total	**16 615**	**75,4**	**241,8**	**100,0**	**7,6**	**73,5**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-12

Évolution des soldes des investissements directs (en flux) (1) par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Secteur économique (2)	Investissements directs français à l'étranger					Investissements directs étrangers en France				
	1995	1996	1997	1998	1999	1995	1996	1997	1998	1999
Agriculture et pêche	– 1	– 6	– 13	– 3	– 9	4	16	– 1	104	33
Mines et carrières	– 633	– 28	– 67	– 62	– 1 327	28	– 26	14	20	1 259
Produits manufacturés	– 2 809	– 6 577	– 8 175	– 10 344	– 50 408	2 922	3 274	4 299	5 739	16 390
Électricité, gaz naturel et eau	– 601	– 666	– 87	– 1 575	– 15 842	–	146	– 784	– 19	2 080
Bâtiment et génie civil	– 173	– 547	– 682	– 344	– 290	17	538	598	83	139
Récupération, réparation, commerce	– 431	– 4 007	– 4 010	– 4 011	– 3 465	563	2 636	1 688	838	– 179
Restauration et hébergement	– 274	– 376	– 211	– 222	– 138	48	27	282	– 5	– 21
Transports et communications	– 136	– 384	– 897	– 1 317	– 2 388	185	686	613	2 321	– 387
Intermédiation financière	– 1 495	– 2 181	– 2 022	– 4 844	– 4 584	2 388	2 420	4 329	3 472	2 684
Opérations immobilières et commerciales	– 1 469	– 7 372	– 12 665	– 11 571 *r*	– 15 064	3 870	7 749	8 342	11 986	9 775
Autres services	– 2	– 153	– 1 454	265	– 1 304	13	31	109	100	339
Non ventilés	– 83	– 360	283	– 524	–	134	454	654	95 *r*	–
Total	**– 8 108**	**– 22 657**	**– 29 997**	**– 34 553** *r*	**– 94 817**	**10 173**	**17 951**	**20 143**	**24 734** *r*	**32 112**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie.
Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement.
Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.

(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France (base publiée dans le « Rapport annuel : la balance des paiements et la position extérieure de la France »).

TABLEAU K.01-13

Répartition des entreprises (1) à participation étrangère (2) selon le secteur d'activité

Au 1er janvier 1998

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (INSEE et SESSI)

Secteur	Numéros de la NES 114	Nombre d'entreprises	Effectifs (milliers de pers.)	% du secteur	CAHT (millions de francs)	% du secteur	VAHT (millions de francs)	% du secteur	Exportations (millions de francs)	% du secteur
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	68	10	10,3	8 897	13,5	2 369	12,2	3 500	19,6
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	33	6	13,3	3 336	13,1	1 037	11,2	1 098	15,1
Édition, imprimerie, reproduction	C20	146	19	13,4	33 176	21,5	12 178	21,1	3 814	35,0
Industrie pharmaceutique	C31	104	48	53,6	104 107	55,7	35 315	59,4	24 955	58,7
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	62	19	37,4	49 778	48,5	11 641	44,7	14 345	41,0
Fabrication de meubles	C41	56	14	20,4	11 896	22,5	3 702	21,0	1 548	18,2
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	15	2	24,8	2 036	29,6	681	26,3	1 064	42,8
Fabrication d'articles de sport, de jeux et ind. diverses.	C43	36	6	22,8	5 931	25,2	2 005	24,5	3 609	36,2
Fabrication d'appareils domestiques	C44	20	11	40,8	15 501	52,8	3 635	42,9	3 841	36,1
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	18	13	70,3	30 836	85,2	4 171	76,6	15 579	87,3
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	24	4	22,1	2 304	20,8	997	20,5	1 317	28,8
Construction automobile	D01	30	13	6,6	25 833	5,7	3 736	5,0	8 243	4,1
Fabrication d'équipements automobiles	D02	100	52	67,3	63 419	68,8	19 729	69,9	30 191	83,3
Construction navale	E11	6	5	37,2	5 478	51,9	1 225	37,7	4 790	70,9
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	9	10	68,3	11 474	77,2	3 550	71,4	4 469	83,3
Construction aéronautique et spatiale	E13	15	7	9,2	6 564	6,5	2 817	7,6	3 559	6,3
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport (n.c.a.)	E14	13	4	47,8	4 007	53,6	1 048	46,8	2 019	56,2
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	32	3	11,3	3 068	12,1	989	12,5	798	31,6
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières pour chauffage central	E22	37	10	14,9	9 995	20,0	3 513	17,1	3 827	43,7
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	131	42	67,0	45 050	74,1	13 823	68,1	21 754	83,1
Fabrication de machines d'usage général	E24	194	40	51,6	40 398	55,5	14 095	55,5	14 783	60,6
Fabrication de machines agricoles	E25	26	5	30,6	8 931	43,6	2 205	41,7	4 736	71,9
Fabrication de machines-outils	E26	33	4	29,1	4 012	33,8	1 208	28,2	1 995	46,3
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	93	21	38,0	30 339	51,1	7 970	41,8	20 071	61,4
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	24	25	66,3	63 778	77,3	16 241	72,1	32 259	85,1
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	37	12	52,4	10 584	53,0	3 909	53,3	4 441	63,0
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	29	13	19,4	18 896	23,0	5 224	20,6	8 661	26,3
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	50	11	50,2	15 233	65,7	4 574	57,8	7 389	75,8
Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle	E35	81	16	23,5	17 411	24,7	5 998	23,1	7 879	26,4
Extraction de minerais métalliques	F11	2	–	71,7	217	64,0	93	64,9	205	97,9
Autres industries extractives	F12	42	8	34,3	9 108	42,9	3 374	40,9	1 216	51,3
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	48	10	21,2	8 914	21,3	3 475	20,3	4 228	27,6
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	110	28	36,8	34 497	43,6	11 605	39,9	6 732	51,4
Filature et tissage	F21	42	5	9,4	5 591	11,2	1 580	11,4	3 036	15,3
Fabrication de produits textiles	F22	64	9	24,9	8 915	29,2	2 710	27,4	3 438	42,0
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	17	6	25,0	4 295	29,7	1 590	29,4	987	30,4
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	47	7	18,3	8 486	24,1	2 202	20,5	2 808	46,8
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	53	18	64,4	32 737	71,1	8 722	68,4	18 190	77,6
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	124	26	43,5	33 591	53,0	9 703	49,3	6 848	66,6
Industrie chimique minérale	F41	55	10	46,0	21 226	49,0	5 073	44,5	7 939	68,8
Industrie chimique organique	F42	85	21	39,7	78 218	51,7	19 864	50,8	39 394	51,8
Parachimie	F43	137	27	51,4	61 731	63,5	15 185	57,3	24 740	66,0
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	5	1	51,9	3 179	71,4	508	60,4	2 129	78,6
Industrie du caoutchouc	F45	45	20	29,3	16 836	31,3	6 731	31,6	7 617	30,6
Transformation des matières plastiques	F46	242	41	34,0	42 772	38,5	14 226	39,4	11 105	51,4
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	41	9	13,6	17 147	15,0	3 434	12,0	8 044	14,8
Production de métaux non ferreux	F52	42	11	45,1	25 078	44,5	4 364	43,5	13 842	49,2
Fonderie	F53	17	5	14,6	3 135	15,0	1 307	15,5	1 291	22,7
Services industriels du travail des métaux	F54	102	15	12,1	11 298	14,2	4 354	12,9	2 276	18,6
Fabrication de produits métalliques	F55	124	21	25,4	20 957	31,2	7 387	28,5	5 105	31,2
Fabrication de matériel électrique	F61	130	50	39,6	53 753	42,2	17 133	39,3	21 055	42,7
Fabrication de composants électroniques	F62	39	20	46,1	31 524	62,1	9 624	59,2	21 538	75,7
Total (3)		**3 135**	**814**	**29,9**	**1 185 474**	**35,8**	**343 830**	**34,7**	**470 299**	**40,2**

(1) Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Ne sont reprises dans ce tableau que les entreprises à capitaux majoritaires étrangers, c'est-à-dire celles dont le capital est détenu au moins à 50 % par une ou plusieurs sociétés étrangères.
(3) Du fait des arrondis, la ligne « Total » n'est pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU K.01-14

Principales grandeurs des entreprises industrielles (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

	1996		■ 1997						1998
	PMI (2)	Ensemble (4)	PMI (2)	*dont :* PMI UE (3)	500 salariés et plus	Ensemble (4)	PMI (2)	*dont :* PMI UE (3)	500 salariés et plus	Ensemble (4)
Nombre d'entreprises	20 384	21 208	20 316	19 286	838	21 154	21 161	20 094	879	22 040
Effectif (en milliers)	1 510	2 836	1 514	1 156	1 318	2 832	1 573	1 206	1 364	2 937
Chiffre d'affaires hors taxes (en milliards de francs)	1 249	2 995	1 280	918	1 908	3 188	1 466	1 082	2 063	3 529
Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	23,9	33,4	25,1	21,8	42,3	35,4	26,3	23,0	43,6	36,4
Investissements / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	4,1	4,1	3,7	3,5	3,8	3,7	3,7	3,5	3,6	3,7
Valeur ajoutée hors taxes / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	34,3	30,9	34,5	35,2	27,7	30,5	32,1	31,8	27,2	29,2
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes (%)	24,1	13,3	25,3	24,5	27,0	26,2	26,0	24,8	28,6	27,4
Charges financières / Valeur ajoutée hors taxes (%)	5,4	9,2	4,9	4,6	13,4	9,6	5,0	4,9	13,8	9,8
Investissements / Valeur ajoutée hors taxes (%)	11,9	13,2	10,6	9,9	13,6	12,2	11,6	11,0	13,3	12,5
Chiffre d'affaires / Valeur ajoutée hors taxes (%)	15,2	16,0	15,5	15,2	20,0	17,9	16,0	14,8	20,4	18,4

(1) Industrie hors énergie et IAA.
(2) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés, au sens de la définition française.
(3) PMI : entreprises de 20 à 249 salariés selon la définition 1997 de l'Union européenne.
(4) Non compris les entreprises de taille non significative.

TABLEAU K.01-15

Évolution de la part des PMI (1) dans l'industrie manufacturière

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

	1980	1985	1990 (2)	1995	1996	1997	1998
							%
Nombre	93,3	92,4	92,9	92,4	92,4	92,4	96,0
Effectif	44,3	44,3	46,0	52,5	52,5	52,7	53,6
Chiffre d'affaires hors taxes	37,5	37,5	36,6	40,5	40,4	38,7	41,6
Exportations	...	...	22,2	28,5	29,0	27,5	30,0
Investissements	...	...	29,4	38,7	40,7	39,0	42,2

(1) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés (hors énergie et IAA).
(2) Changement de champ en 1990.

Chapitre K.02

Habillement, cuir

(NES : C11, C12)
(NAF : 18, 19)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du cuir et de la chaussure (NES C12) en 1998.

1. Industrie de l'habillement et des fourrures : grandeurs caractéristiques.
2. Articles d'habillement : production de la branche.
3. Industrie du cuir et de la chaussure : grandeurs caractéristiques.
4. Collecte de peaux brutes.
5. Cuirs marchands : production ou livraison de la branche.
6. Articles de voyage et de maroquinerie : production de la branche.
7. Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Habillement et fourrures (NES C11, NAF 18)

Le secteur de l'habillement, avec 1 383 entreprises de 20 salariés et plus, reste une industrie profondément marquée par la décroissance de la consommation et, plus encore, par la concurrence étrangère.

Depuis 1990, ce secteur a perdu 35 % de ses entreprises et de ses effectifs. Il ne compte en 1998 que neuf entreprises de plus de 500 salariés contre dix-sept en 1990. Cette diminution du nombre des grandes entreprises n'est qu'un des aspects de l'adaptation de cette industrie aux nouvelles conditions du marché. La profession se structure, en effet, de plus en plus autour de la sous-traitance et les processus de fabrication s'internationalisent.

Depuis 1986, le nombre de donneurs d'ordre ne cesse de croître. Ils concentrent leur activité sur la conception et la commercialisation des produits. Ils représentent près du tiers des entreprises de l'habillement (contre un cinquième en 1986) et réalisent 60 % du chiffre d'affaires (contre un tiers en 1986). Cette augmentation va de pair avec la chute du nombre des entreprises en compte propre ou ayant des structures mixtes, qui souffrent de plus en plus puisqu'elles représentent à peine 30 % des entreprises, contre 38 % en 1986. Les façonniers, qui assurent la fabrication industrielle pour le compte d'un tiers, ne profitent pas de l'extension de la sous-traitance. Leur nombre baisse de près de 38 % depuis 1986, même s'ils représentent encore 42 % des entreprises et regroupent un peu plus du tiers des effectifs de l'ensemble de l'activité. Face à la concurrence étrangère des pays à bas salaires, le recours aux façonniers français s'impose plus particulièrement pour la fabrication de produits haut de gamme et pour les réassortiments dans le cadre d'une organisation en circuit court.

La balance commerciale du secteur se dégrade. En 1999, elle affiche un déficit de 27 milliards de F. Le taux de couverture passe de 62,1 % en 1990 à 53 % en 1999.

L'internationalisation accrue des échanges stimule le développement et le positionnement des entreprises à l'étranger. Celle-ci revêt différentes formes : création de filiales, délocalisation de la production ou négoce international.

Cuirs et chaussures (NES C12, NAF 19)

L'industrie du cuir et de la chaussure fabrique principalement des produits en cuir, même si le textile, le caoutchouc et les matières plastiques sont également utilisés.

Ce secteur de PMI comprend différents intervenants entre les collecteurs de peaux et les fabricants de biens de consommation.

On distingue, en amont, les tanneries, qui traitent les peaux de gros animaux (bovins, veaux...) et les mégisseries, tournées vers les peaux de plus petite superficie (ovins, caprins, reptiles...). Ce marché du cuir représente à peu près 8 % du chiffre d'affaires de la filière. Les tanneries sont très concurrencées par l'Italie, l'Allemagne, le Brésil et l'Argentine et les mégisseries par l'Italie, l'Inde et le Pakistan.

En aval, 383 entreprises produisent des articles de voyage, de maroquinerie et des chaussures, pour un chiffre d'affaires de 26 milliards de F en 1999.

La maroquinerie est un secteur relativement artisanal (près des trois quarts des entreprises ont un effectif de moins de 50 salariés). Mais le savoir-faire traditionnel et la qualité des produits aux noms prestigieux comme Hermès et les ateliers Louis Vuitton, sont de réputation mondiale. Les taux de valeur ajoutée, de rentabilité et d'exportation sont supérieurs à la moyenne de l'ensemble de la filière. C'est la fabrication de sacs à main qui domine le secteur avec 45 % de la production totale d'articles de maroquinerie. La balance commerciale est excédentaire avec un taux de couverture à 145 %. Plus de la moitié des exportations se font à destination de l'Asie et principalement vers le Japon et Hong Kong. Les importations sont en croissance (+ 24 % depuis 1996) et proviennent essentiellement de Chine (47 %).

L'industrie de la chaussure représente, à elle seule, plus des deux tiers de l'ensemble de la filière, en termes d'effectifs. C'est une industrie durement touchée par l'affaiblissement de la demande et surtout par la concurrence étrangère de l'Europe du sud et des pays à bas salaires. Le déclin de la production française avoisine, en moyenne, 1,6 % par an depuis dix ans. C'est le créneau de la chaussure de sport qui régresse le plus, passant de 15 millions de paires fabriquées en 1990 à 3 millions en 1998. Depuis 1990, le secteur a perdu 22 % de ses entreprises et 30 % de ses effectifs salariés. Industrie de main-d'œuvre, le coût du travail représente les trois quarts de la valeur ajoutée. Face aux difficultés, certaines entreprises développent des politiques de marques, d'autres délocalisent tout ou partie de leur production. Le taux de couverture reste très faible (37 % en 1998). Les importations proviennent essentiellement de Chine et d'Italie.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11, NAF 18)

L'industrie de l'habillement regroupe la confection de tous les articles d'habillement, quelle que soit la matière première utilisée, ainsi que la fabrication d'accessoires du vêtement. Elle se décompose en :

— vêtements en cuir ;

— vêtements de travail ;

— vêtements sur mesure ;

— vêtements de dessus pour hommes et garçonnets ;

— vêtements de dessus pour femmes et fillettes ;

— vêtements de dessous ;

— autres vêtements et accessoires ;

— fourrures.

La fabrication d'articles chaussants, pulls-overs et articles similaires relève de la bonneterie (secteur appartenant à l'industrie textile) tandis que celle de tous les autres vêtements en maille appartient aux industries de l'habillement.

Industrie du cuir et de la chaussure (NES C12, NAF 19)

L'industrie du cuir comprend les activités de tannage et de corroyage des peaux, la fabrication d'agglomérés de cuir, les opérateurs de finissage du cuir ainsi que la fabrication d'articles de maroquinerie, d'articles de voyage et d'articles divers en cuir ou en autres matières. Les gants et vêtements de cuir sont classés en habillement.

L'industrie de la chaussure regroupe la fabrication de tous les types de chaussures y compris les chaussures en bois, en caoutchouc, en matières plastiques et en textile, à l'exception toutefois des chaussures orthopédiques. Elle comprend également la fabrication de parties de chaussures (semelles, talons...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Comité de coordination des industries de la mode ;

— Fédération des industries diverses de l'habillement ;

— Conseil national du cuir.

Publications :

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Référence*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

Le « 4 pages », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) :

— « Les manufacturiers du luxe. Toutes griffes dehors », n° 50, juin 1995 ;

— « Industrie de la lingerie féminine, le dessous mieux que le dessus », D. de Goussencourt, n° 78, juillet 1997 ;

— « L'industrie de la chaussure », n° 113, juin 1999 ;

— « L'évolution du métier des industriels de l'habillement » : 1 - l'intégration verticale dans la distribution n° 125, décembre 1999 ; 2 - franchise et succursales n° 126, décembre 1999.

Chiffres-clés analyse, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « L'industrie de l'habillement », R. Soarès, 1998 ;

— « Concurrence internationale et délocalisation dans le secteur de l'habillement », M-J. Prudhommeaux et R. Soarès, industrie française et mondialisation, 1998.

« Industrie de l'habillement », séries trimestrielles ; *Chiffres-clés, production industrielle*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

« *Industrie du cuir - Activité, Commerce extérieur, Statistiques* », Observatoire économique, Conseil national du cuir.

« L'industrie de la chaussure », *Économie et Géographie*, nos 328-329, 1996.

« *La Mode en Chiffres* », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI, juillet 1999.

*
* *

GRAPHIQUE K.02-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11) en 1998

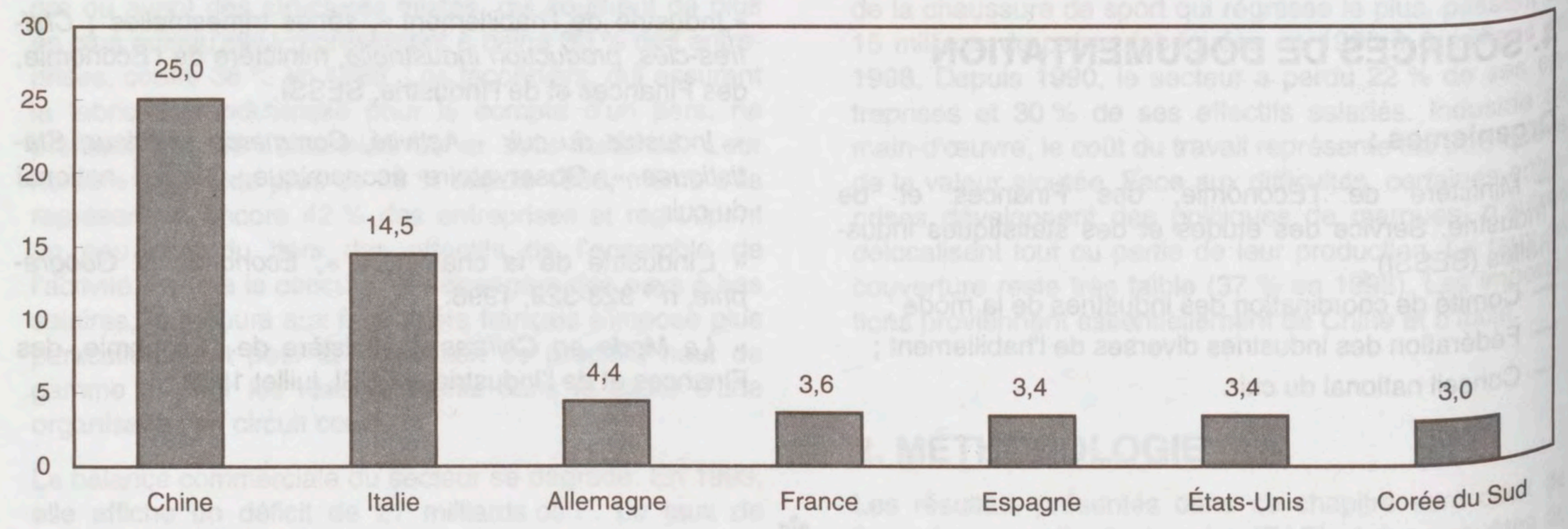
En %

Source : *CHELEM - CEPII*

GRAPHIQUE K.02-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du cuir et de la chaussure (NES C12) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.02-1

Industrie de l'habillement et des fourrures : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de vêtements en cuir	181Z	496	515,9	446	63,6	2,1
Fabrication de vêtements de travail	182A	3 860	2 032,2	3 276	356,9	20,6
Fabrication de vêtements sur mesure	182C	1 604	380,7	2 671	604,0	126,9
Fabrication de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets	182D	11 820	9 635,2	12 134	1 433,1	137,3
Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes	182E	32 493	23 219,8	32 133	3 898,2	325,9
Fabrication de vêtements de dessous	182G	25 398	14 536,1	24 244	2 606,9	311,5
Fabrication d'autres vêtements et accessoires	182J	12 500	8 851,5	12 177	1 415,4	123,6
Industrie des fourrures	183Z	586	474,1	563	82,1	3,7
Industrie de l'habillement et des fourrures	**C11**	**88 757**	**59 645,5**	**87 644**	**10 460,2**	**1 051,6**

TABLEAU K.02-2

Articles d'habillement : production de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité* : Millier de pièces

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL	**182A**					
Vêtements de travail (non compris ensembles pour femmes)		6 666	5 928	5 286	4 840	4 110
Blouses, tabliers à usage professionnel ou non		4 721	3 598	3 407	3 211	2 931
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSUS POUR HOMMES ET GARÇONNETS	**182D**					
Vêtements de dessus :						
Costumes, complets et ensembles		843	462	458	442	343
Vestes seules et blazers		2 150	1 523	1 591	1 099	1 099
Pantalons (ville et loisirs, jeans et salopettes)		16 576	14 611	11 605	11 054	6 860
Vêtements de sport ou de loisirs :						
Shorts et bermudas		2 286	2 234	1 931	1 786	1 386
Blousons et sahariennes, anoraks et blousons de sport d'hiver		1 011	831	361(1)	765	541
Vêtements de pluie (en chaîne et trame)		98	78	68	50	92
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSUS POUR FEMMES ET FILLETTES	**182E**					
Vêtements de dessus :						
Robes (y compris robes de plage)		8 209	7 204	6 771	6 845	6 453
Jupes (non compris jupes de sport)		14 608	11 747	10 440	10 019	9 215
Pantalons (ville et loisirs, jeans et salopettes)		12 740	14 864	12 471	11 207	10 077
Costumes et ensembles		2 331	1 784	1 666	1 269	882
Vestes seules et blazers		4 543	3 393	4 059	3 747	3 041
Manteaux		*c*	485	405	385	458
Vêtements de sport et de loisirs :						
Shorts et bermudas		2 226	1 540	1 450	1 160	1 415
Blousons et sahariennes, anoraks et blousons de sport d'hiver		814	369(1)	452	628	486
Vêtements de pluie (en chaîne et trame)		312	145	116	90	71
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSOUS	**182G**					
Chemiserie, lingerie pour hommes et garçonnets :						
Chemises		8 904	7 686	6 138	5 070	4 141
Pyjamas		1 229	1 129	1 044	964	650
Chemiserie, lingerie pour femmes et fillettes :						
Chemisiers		10 976	9 572	8 707	8 445	8 723
Slips		44 767	34 065	32 175	30 786	25 632
Chemises de nuit		1 647	1 986	1 628	1 170	1 072
Pyjamas		1 218	1 107	1 048	1 087	603
Gaines		507	561	375	417	279
Soutiens-gorge		29 715	20 502	19 915	20 119	17 357
FABRICATION D'AUTRES VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES	**182J**					
Maillots de bain		15 090	13 864	13 047	12 764	11 626
Survêtements de sport		4 628	3 541	3 155	2 373	2 279
Cravates, nœuds papillons, foulard-cravates		10 288	9 084	8 434	7 763	5 858
Écharpes et foulards		6 262	6 773	6 420	5 219	3 183
Gants en cuir (autres que de protection et de sport)		406	396	401	401	...
Gants autres qu'en cuir (2)		17 943	16 542	21 852	22 634	25 052

(1) En 1996 (pour femmes) et 1997 (pour hommes), l'enquête sur les blousons et sahariennes est confidentielle, ce qui explique la baisse notable de la série.
(2) Gants confectionnés seulement, ne sont pas comptés les gants entièrement moulés en caoutchouc ou en matières plastiques.

TABLEAU K.02-3

Industrie du cuir et de la chaussure : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Apprêt et tannage des cuirs	191Z	2 178	1 964,1	2 226	299,4	40,5
Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	192Z	11 120	5 985,2	11 750	1 509,2	147,1
Fabrication de chaussures	193Z	26 368	14 147,6	26 779	2 983,0	343,2
Industrie du cuir et de la chaussure	**C12**	**39 666**	**22 096,9**	**40 755**	**4 791,6**	**530,8**

TABLEAU K.02-4

Collecte de peaux brutes

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Tonne

Nature des peaux	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Bovins	512G	104 468	117 987	117 235	107 679	107 943
Veaux, vachettes	»	20 455	21 249	22 280	19 767	20 042
Équidés	»	891	975	862	648	734
Ovins	»	17 454	19 941	18 867	16 401	17 520
Caprins	»	84	83	48	45	34
Total		**143 352**	**160 235**	**159 292**	**144 540**	**146 273**

TABLEAU K.02-5

Cuirs marchands : production ou livraison de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Nature et qualité	Numéros de la NAF	Unité	1995	1996	1997	1998	1999
TANNERIE-CORROIERIE (Production)							
Bovins	191Z	tonne	8 499	7 883	7 946	6 352	5 982
Veaux	»	10^3 m^2	1 869	1 849	1 838	1 880	1 729
Équidés	»	»	9	5	€	€	€
MÉGISSERIE (Livraisons)							
Ovins	»	10^3 pièces	8 194	6 850	5 850	5 002	4 975
Caprins (1)	»	»	1 506	1 620	1 793	1 342	987
Porcins	»	»	921	464	553	519	477
Reptiles et autres peaux	»	»	622	561	599	340	271

(1) Y compris les livraisons de la tannerie-corroierie.

TABLEAU K.02-6

Articles de voyage et de maroquinerie : production de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Millier de pièces

Article	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE MAROQUINERIE	**192Z**					
Sacs à main	»	5 141	4 605	5 067	6 554	5 879
dont : en cuir	»	2 342	2 236	1 841	2 067	2 483
Petite maroquinerie	»	9 291	8 716	9 018	9 364	9 621
dont : en cuir	»	795	679	844	767	875
Malles, valises et vanity-cases	»	2 293	2 128	2 337	2 187	1 891
dont : en cuir	»	3	2	2	3	10
Serviettes, cartables, porte-documents	»	4 870	3 806	2 767	2 445	2 211
dont : en cuir	»	971	567	343	362	416
Articles de voyage et sacs de sport	»	4 754	3 034	2 991	3 222	2 487
Articles divers de maroquinerie	»	2 409	2 425	2 468	2 671	2 474
dont : en cuir	»	659	719	668	701	682
Articles de sellerie ou de bourrellerie pour animaux	»	3 487	3 157	3 392	3 864	4 044
dont : en cuir	»	1 678	1 342	1 374	1 623	1 548

TABLEAU K.02-7

Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Millier de paires

Article	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
FABRICATION DE CHAUSSURES ET AUTRES ARTICLES CHAUSSANTS	**193Z**	**151 704**	**139 442**	**135 447**	**125 524**	**114 540**
par matière (dessus) :						
Cuir		66 874	60 630	60 654	55 146	50 024
Matières synthétiques et caoutchouc		15 836	15 619	14 915	16 322	16 736
Matière textile		68 994	63 193	59 878	54 056	47 780
par usage :						
Ville		80 321	73 391	70 198	64 955	59 870
Sport et détente		6 178	5 477	5 141	4 527	3 300
Travail		13 088	11 530	12 033	12 537	11 988
Usage intérieur		52 117	49 044	48 075	43 505	39 382

Chapitre K.03

Édition, imprimerie, reproduction

(NES : C20)
(NAF : 22)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction, (NES C20), en 1998.

1. Édition, imprimerie, reproduction : grandeurs caractéristiques.
2. Édition, imprimerie, reproduction : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Édition, imprimerie, reproduction (NES C20, NAF 22)

Le secteur édition, imprimerie, reproduction réalise un chiffre d'affaires de 164 milliards de F en 1999 soit 21 % de l'industrie des biens de consommation. La presse et les industries graphiques y concourent à hauteur des trois quarts.

En 1999, le chiffre d'affaires progresse de 5 % dans la presse écrite en raison notamment de l'augmentation des recettes publicitaires (environ 9,5 %) et dans une moindre mesure du produit des ventes (+ 2,2 %). Cette embellie est plus ou moins nette selon le type de presse. C'est la presse gratuite d'annonces qui progresse le moins (+ 1,2 %).

En 1999, l'édition du livre rééquilibre sa production de nouveautés par rapport aux réimpressions : le nombre de livres réimprimés augmente de 8 % tandis que celui des nouveautés diminue de 12 %. Entre 1998 et 1999, les plus fortes hausses de chiffre d'affaires (en francs courants) concernent les ouvrages scientifiques, techniques et professionnels (+ 7 %) et les livres pratiques (+ 5 %) ; celui des ouvrages en sciences humaines et sociales recule en revanche de 5 %.

L'imprimerie de labeur est la principale composante des industries graphiques. Son chiffre d'affaires représente un tiers des ressources du secteur édition, imprimerie, reproduction. La reprise amorcée en 1998 se confirme pour les imprimeurs ; leur production s'accroît de 5,5 % en 1999 mais leur chiffre d'affaires (en francs courants) ne progresse que de 2,5 %. La pression concurrentielle est loin de se relâcher pour ces entreprises en dépit de la stabilisation des technologies.

Pour la première fois depuis plusieurs années, le chiffre d'affaires et la production de l'édition phonographique régressent. Tous les pans de cette industrie connaissent une récession. Les formats courts « single » chutent de 9 % en volume, les albums reculent de 3 %. Globalement, le secteur perd 2,5 % de ses ressources en valeur. En revanche, le nombre des cassettes vidéo s'accroît de 30 % en 1999.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Édition, imprimerie, reproduction (NES C20, NAF 22)

- l'édition de livres ;
- l'édition de journaux ;
- l'édition de revues et périodiques ;
- l'édition d'enregistrements sonores ;
- l'imprimerie de journaux ;
- l'imprimerie de labeur, la papeterie scolaire ;
- les reliures et finitions ;
- la gravure, la photogravure ;
- la reproduction d'enregistrements sonores ;
- la reproduction d'enregistrements vidéo.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques ;

— Syndicat national de l'édition.

Publications :

« *Imprimerie et industries graphiques* », séries mensuelles et annuelles, FICG (Fédération des Industries de la communication graphiques).

« *Édition* », séries annuelles, SNE (Syndicat national de l'édition).

« *Édition de disques et cassettes* », séries mensuelles, SNEP (Syndicat national de l'édition phonographique).

« *Presse* » séries annuelles, Direction du développement des médias.

Le « 4 pages », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) :

— « L'industrie phonographique » S. Thomas, n° 53, septembre 1995 ;

— « L'imprimerie. De l'écrit à l'écran », n° 83, décembre 1997.

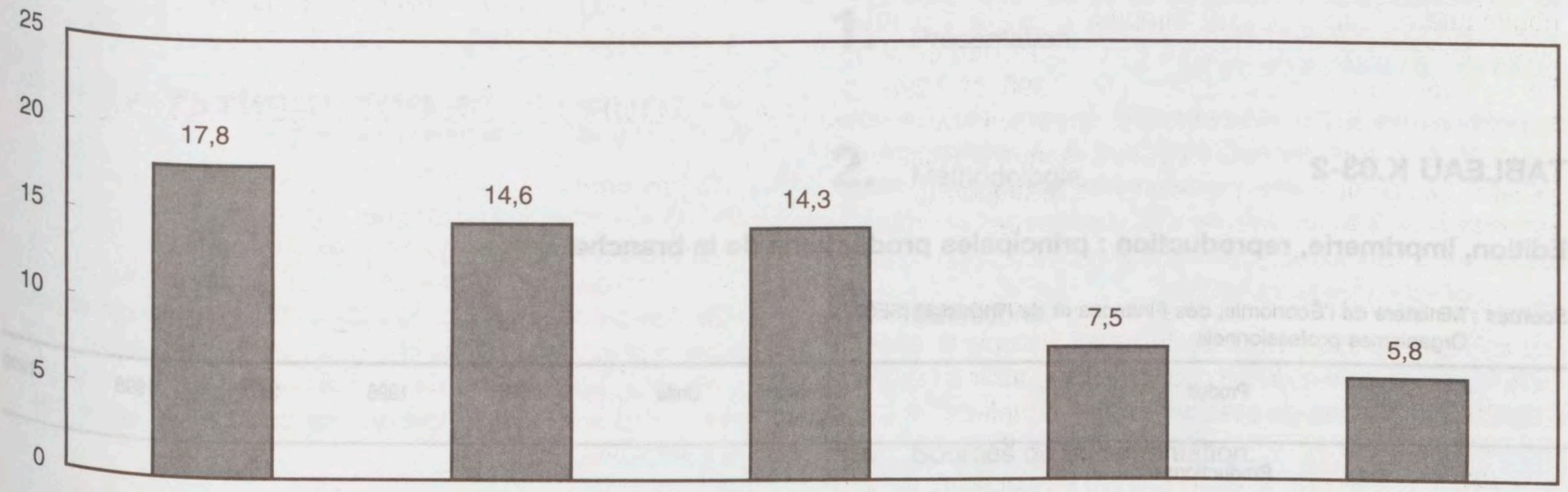
« La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Référence*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

*
* *

GRAPHIQUE K.03

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction (NES C20) en 1998

En %



Source : *CHELEM - CEPII*

TABLEAU K.03-1

Édition, imprimerie, reproduction : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Édition de livres	221A	11 705	20 384,7	12 393	2 769,4	162,2
Édition de journaux	221C	26 346	27 697,9	26 702	6 351,8	654,9
Édition de revues et périodiques	221E	19 968	35 074,1	19 964	5 356,7	365,0
Édition d'enregistrements sonores	221G	2 868	7 561,5	2 924	834,6	68,8
Autres activités d'édition (1)	221J	848	776,3	757	120,1	32,7
Imprimerie de journaux	222A	2 850	1 903,1	2 564	597,2	96,2
Imprimerie de labeur à l'exclusion de l'impression de journaux	222C	56 708	48 030,4	57 374	9 546,2	2 182,9
Reliure et finition	222E	6 464	2 913,4	6 463	864,7	203,3
Composition et photogravure	222G	5 996	3 709,9	5 833	1 023,1	151,8
Autres activités graphiques (2)	222J	1 055	773,5	1 000	158,2	26,8
Reproduction d'enregistrements sonores	223A	1 285	1 317,4	1 652	233,9	202,4
Reproduction d'enregistrements vidéo et informatiques	223C et 223E	1 201	1 150,7	896	131,0	93,9
Édition, imprimerie, reproduction	**C20**	**137 294**	**151 292,9**	**138 522**	**27 986,9**	**4 240,9**

(1) Cette classe comprend l'édition d'art (photographies, gravures, ...) autre que sous forme de livre, et aussi l'édition de calendriers et de cartes postales illustrées.
(2) Cette classe comprend la préparation et la production de feuilles pour rétroprojection et la réalisation de produits de communication graphique (peinture en lettres, ...) ou d'illustrations. La publicité et la conception graphique ne sont pas comprises.

TABLEAU K.03-2

Édition, imprimerie, reproduction : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	Numéros de la NAF	Unité	1995	1996	1997	1998	1999
Productions							
ÉDITION DE LIVRES	**221A**	10^3 livres					71 209
Scolaire		»	64 525	77 915	78 042	78 168	25 479
Scientifique, technique, professionnel, sciences humaines et sociales		»	36 576	39 350	33 542	31 458	125 805
Littérature		»	130 603	123 882	127 276	128 508	9 753
Encyclopédie et dictionnaires		»	11 999	7 874	7 113	8 160	70 470
Livres pour la jeunesse		»	54 569	61 967	65 015	70 810	59 562
Livres pratiques		»	51 829	58 906	57 534	62 452	
ÉDITION DE JOURNAUX (tirage annuel)	**221C**	10^6 journaux					666
Quotidiens nationaux d'information générale et politique		»	766	652	648	641	2 546
Quotidiens locaux d'information générale et politique		»	2 304	2 404	2 327	2 366	
ÉDITION DE REVUES ET PÉRIODIQUES (tirage annuel)	**221E**	10^6 revues					...
Magazine d'informations		»	93	103	99	115	...
Presse féminine		»	373	...	...	...	...
Presse TV		»	707	...	...	...	
ÉDITION D'ENREGISTREMENTS SONORES (quantités vendues)	**221G**	10^3 pièces					138 654
Compacts disques		»	114 513	127 622	140 453	142 992	11 419
Cassettes		»	27 112	17 266	14 908	13 807	
IMPRIMERIE DE LABEUR (tonnages imprimés)	**222C**	10^3 tonnes					104
Imprimés administratifs et commerciaux		»	97	93	94	99	243
Imprimés en continu		»	258	270	261	245	842
Imprimés techniques et publicitaires		»	669	631	774	799	251
Catalogues et brochures de VPC		»	197	225	190	219	332
Imprimés de conditionnement		»	264	271	282	315	1 012
Périodiques		»	787	770	877	942	214
Livres		»	199	198	208	212	
Livraisons							
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS SONORES	**223A**	10^3 pièces					254 772
Disques compacts		»	148 158	184 369	251 039	293 257	8 007
Cassettes		»	26 531	23 060	17 320	12 759	
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS VIDÉO	**223C**	10^3 pièces					71 224
Vidéocassettes et CD vidéo		»	56 409	70 370	65 047	79 823	
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS INFORMATIQUES	**223E**	10^3 pièces					208 049
Disquettes et Cédéroms		»	42 250	64 611	75 427	123 470	

Chapitre K.04

Pharmacie, parfumerie et entretien

(NES : C31 et C32)
(NAF : 24.4 et 24.5)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et listes des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie pharmaceutique (NES C31) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de la parfumerie et des produits d'entretien (NES C32) en 1998.

1. Industrie pharmaceutique : grandeurs caractéristiques.
2. Produits pharmaceutiques : principales productions de la branche.
3. Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien : grandeurs caractéristiques.
4. Savons, détergents et parfums : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Pharmacie (NES C31, NAF 24.4)

Le secteur de l'industrie pharmaceutique comprend des sites de production de matières premières relevant de la chimie fine (antibiotiques, hormones, alcaloïdes, vitamines, autres composés hétérocycliques) et des sites de transformation de ces matières en médicaments. Ces derniers nécessitent l'obtention d'une autorisation de mise sur le marché délivrée par l'Agence française de sécurité sanitaire de produits de santé.

L'industrie pharmaceutique dépend de l'intervention publique, tant en France qu'à l'étranger : réglementations sanitaires, fixation des prix, organisation de la distribution, remboursement des médicaments.

En 1999, le chiffre d'affaires progresse de près de 8 % ; les exportations, qui représentent près du quart des ventes du secteur, s'accroissent de 14 %. Le commerce extérieur, toujours excédentaire, affiche en 1999 un solde positif de 18 milliards de francs.

Le remplacement des médicaments anciens par des nouveaux, à prix plus élevés, contribue à la croissance du secteur. Le marché des médicaments génériques représente environ 2 % du marché des médicaments remboursables mais leur développement pourrait à terme freiner l'augmentation des facturations.

Les entreprises du secteur investissent beaucoup dans la recherche dont le budget représente 13 % du chiffre d'affaires du marché du médicament.

L'industrie pharmaceutique est confrontée à des marchés d'envergure mondiale. Les concentrations se multiplient avec plusieurs objectifs : regrouper les laboratoires pour être leader sur une pathologie ou une technique, définir des stratégies d'implantations géographiques, acquérir des firmes spécialisées dans les nouvelles technologies (biotechnologie, génie génétique...). Comme en 1999, d'importantes fusions ont été réalisées en 2000 : Glaxo-Wellcome et SmithKlineBeecham, Merck et Lipha, Pfizer et Warner Lambert, Monsanto et Pharmacia Upjohn.

Savons, parfums et produits d'entretien (NES C32, NAF 24.5)

Le secteur est très concentré et la place des groupes y est prépondérante. L'Oréal est le leader mondial de la parfumerie, Colgate Palmolive, Henkel, Lever, Procter & Gamble sont les groupes les plus importants des produits savonniers et détergents. Le poids des dépenses de publicité est particulièrement élevé : 12 % du chiffre d'affaires, soit presque le quart du marché publicitaire de toute l'industrie manufacturière. Avec un taux de couverture de plus de 300 %, le commerce extérieur de ce secteur demeure largement excédentaire. Celui de la parfumerie atteint même 500 %. La France conserve son leadership mondial des ventes de parfums et cosmétiques (un tiers du marché).

Les producteurs déploient des efforts constants pour suivre ou devancer les goûts changeants des consommateurs avec deux stratégies récurrentes : les campagnes publicitaires et l'innovation technologique.

Les produits destinés à des populations spécifiques (séniors, adolescents...) se multiplient ainsi que la déclinaison de gammes aux actions ciblées, notamment dans les produits capillaires. Cette stratégie de « niches » accroît les débouchés de la profession.

Une préoccupation majeure des fabricants est la mise en oeuvre de procédés pour satisfaire les exigences croissantes de sauvegarde de l'environnement. Les moyens déployés concernent à la fois l'emballage et le produit proprement dit : recyclage des conditionnements, utilisation de produits aux propriétés biodégradables, substitution des substances nocives, etc. Certaines entreprises en font leur grand atout publicitaire.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Industrie pharmaceutique (NES C31, NAF 24.4)

Elle comprend la fabrication de spécialités pharmaceutiques et d'autres produits pharmaceutiques à l'usage de la médecine humaine et de la médecine vétérinaire ; elle comprend aussi la fabrication des produits de base pour la pharmacie.

Par spécialité, on entend tout médicament préparé à l'avance, présenté sous un conditionnement particulier, vendu sous la marque du fabricant et ayant reçu une autorisation de mise sur le marché.

Un médicament générique est la stricte copie d'un médicament original dont le brevet est tombé dans le domaine public au bout de 20 ans. Le coût d'un tel médicament est en général de 30 à 50 % moins élevé que celui du médicament d'origine.

Savons, parfums et produits d'entretien (NES C32, NAF 24.5)

Ce secteur comprend essentiellement la transformation, le mélange et le conditionnement de produits issus de la chimie de base.

Il regroupe les fabrications de glycérines, d'agents de surface, de savons, de détergents ménagers ou industriels, de produits d'entretien (désodorisants, cires, cirages...).

Il comporte également les parfums, eaux de toilette, produits de maquillage et de soins, shampooings et produits capillaires, les produits de toilette (dentifrices, produits de rasage, déodorants, dépilatoires...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Syndicat national de l'industrie pharmaceutique ;

— Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette ;

— Association des industries des savons et des détergents.

Publications :

Le « 4 pages », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) :

— « La parfumerie et les cosmétiques en 1991 : une industrie en beauté », septembre 1991 ;

— « L'industrie pharmaceutique : le prix de la recherche », n° 6, juin 1992 ;

— « Les manufacturiers du luxe. Toutes griffes dehors », n° 50, juin 1995.

« *Les comptes de la santé* », DREES, la Documentation française.

Chiffres-clés, production industrielle, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « Industrie pharmaceutique », séries mensuelles, trimestrielles et annuelles ;

— « Savons, détergents et parfums », séries mensuelles ;

— « Parfums et produits de toilette », séries trimestrielles.

Rapport annuel de l'Union des industries chimiques.

« *La Mode en Chiffres* », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI, juillet 1999.

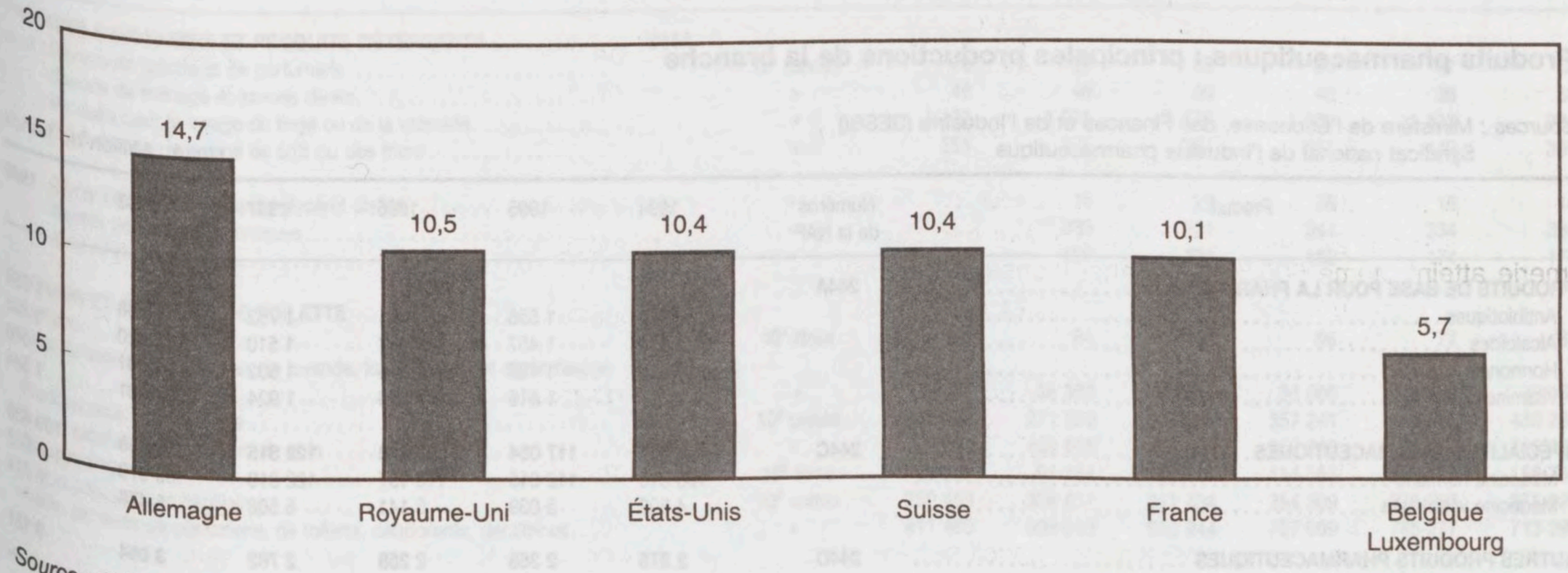
« La recherche-développement dans l'industrie pharmaceutique en France : son évolution depuis vingt ans, sa situation aujourd'hui », *note d'information*, n° 00.30 de septembre 2000, ministère de l'Éducation Nationale et ministère de la Recherche.

*
* *

GRAPHIQUE K.04-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie pharmaceutique (NES C31) en 1998

En %

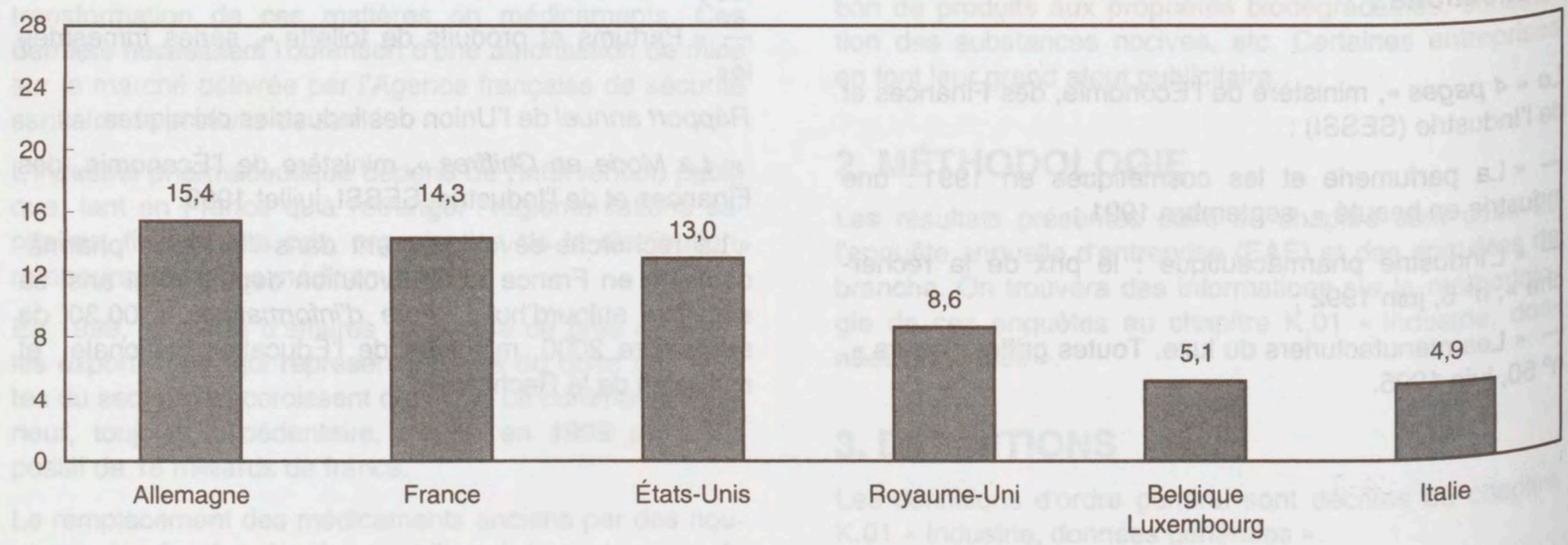


Source : *CHELEM - CEPII*

GRAPHIQUE K.04-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de la parfumerie et des produits d'entretien (NES C32) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.04-1

Industrie pharmaceutique : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de produits pharmaceutiques de base	244A	8 611	14 938,7	11 602	3 066,2	1 599,9
Fabrication de médicaments	244C	66 957	138 184,4	71 837	16 668,5	4 743,3
Fabrication d'autres produits pharmaceutiques	244D	4 074	4 384,9	5 388	1 029,3	231,6
Industrie pharmaceutique	**C31**	**79 642**	**157 508,0**	**88 827**	**20 764,0**	**6 574,8**

TABLEAU K.04-2

Produits pharmaceutiques : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Syndicat national de l'industrie pharmaceutique

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998	1999
PRODUITS DE BASE POUR LA PHARMACIE	**244A**						1 559
Antibiotiques		1 514	1 556	1 571	1 762	1 668	1 464
Alcaloïdes		1 110	1 457	1 487	1 510	1 520	1 566
Hormones		1 380	1 480	1 514	1 502	1 701	1 544
Vitamines		1 717	1 816	1 886	1 924	2 251	
SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES	**244C**	**110 817**	**117 054**	**123 278**	**128 315**	**141 556**	**153 436**
Médecine humaine		106 315	112 015	118 137	122 810	135 078	146 662
Médecine vétérinaire		4 502	5 039	5 141	5 505	6 478	6 774
AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	**244D**	**2 375**	**2 358**	**2 258**	**2 782**	**3 054**	**3 121**

TABLEAU K.04-3

Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de savons, de détergents et de produits d'entretien	245A	10 244	17 083,8	12 388	2 530,8	708,1
Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	245C	34 200	60 639,6	35 967	7 514,9	1 590,3
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	**C32**	**44 444**	**77 723,4**	**48 355**	**10 045,7**	**2 298,4**

TABLEAU K.04-4

Savons, détergents et parfums : principales productions de la branche

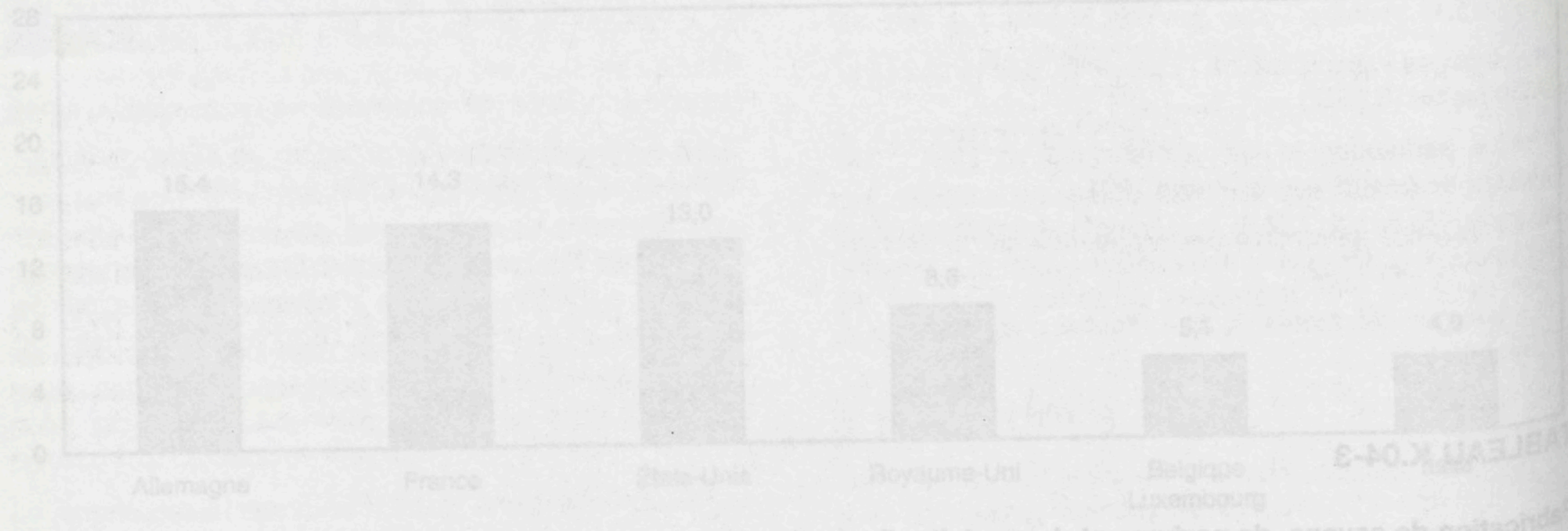
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1990	1995	1996	1997	1998	1999
PRODUITS SAVONNIERS ET PRODUITS DÉTERGENTS	**245A**							
dont : Savons de toilette et de parfumerie		10^3 tonnes	70	58	65	64	67	68
Savons de ménage et savons divers		»	48	48	40	40	36	32
Produits pour le lavage du linge ou de la vaisselle		»	1 132	1 075	1 175	1 164	1 133	964
Produits pour le lavage de sols ou des murs		»	251	335	361	351	449	369
Glycérine brute - 100% de glycérol distillé		»	...	15	29	26	16	14
Agents de surface organiques		»	...	335	321	341	334	330
dont : Anioniques		»	...	199	181	182	174	170
PARFUMS ET PRODUITS DE TOILETTE	**245C**							
Parfums		10^3 litres	145	94	107	96	72	63
Eaux de toilette, de cologne, de lavande, lotions avant et après rasage		»	32 644	35 360	35 076	36 066	35 855	36 462
Produits pour le maquillage		10^3 unités	247 328	271 520	301 261	357 241	486 675	430 233
Autres produits de beauté et de soin		»	329 055	489 865	489 560	562 293	606 285	713 161
Shampooings		10^3 litres	62 369	91 164	100 207	114 567	108 508	150 735
Autres préparations capillaires		10^3 unités	250 459	326 651	311 434	354 309	376 563	371 623
Autres produits de parfumerie, de toilette, déodorants, dentifrices		»	411 480	639 213	680 944	727 099	785 277	713 296

GRAPHIQUE K.04-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de la parfumerie et des produits d'entretien (NES C32) en 1996

En %



Source : CHELEM - CEPII

Chapitre K.05

Industries des équipements du foyer

(NES : C41 à C46)
(NAF : 29.7, 32.3, 33.4 et 33.5, 36)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de meubles (NES C41) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils domestiques (NES C44) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel optique et photographique, et d'horlogerie (NES C46) en 1998.

1. Fabrication de meubles : grandeurs caractéristiques.
2. Fabrication de meubles : facturations de la branche.
3. Fabrication de bijoux et d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux et industries diverses : grandeurs caractéristiques.
4. Bijouterie, instruments de musique, articles de sport, jeux et industries diverses : facturations des branches.
5. Fabrication d'appareils domestiques, d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image : grandeurs caractéristiques.
6. Livraisons de matériel électroménager.
7. Fabrication de matériel d'optique et de photographie et horlogerie : grandeurs caractéristiques.
8. Lunettes, instruments d'optique et horlogerie : production et facturations de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication de meubles (NES C41, NAF 36.1)

L'industrie de l'ameublement est située en aval de la filière bois pour les deux tiers de ses produits. Elle dépend, pour le reste, des industries de la métallurgie (meubles métalliques) et de la plasturgie (meubles en matière plastique). La production est très atomisée face à une distribution concentrée et puissante.

La majorité des entreprises, handicapées par leur petite taille, ne modernisent pas suffisamment leur outil de production, l'automatisation de la production représentant de lourds investissements. Le recours à la sous-traitance progresse de façon modeste.

La consommation de meubles progresse en 1998 et 1999. En 2000, les industriels profitent pleinement de la confiance retrouvée des consommateurs, due principalement à la baisse du chômage. Mais cette industrie des biens de consommation reste étroitement liée aux évolutions économiques, démographiques et sociologiques.

Pour faire face à toutes ces contraintes, la profession développe différentes stratégies :

— mise en place d'une démarche qualité totale : conception, production, marketing, commercialisation et services, afin de rationaliser le cycle de production et d'assurer une qualité constante ;

— efforts d'investissements dans la créativité, par le biais de prototypistes internes à l'entreprise ou de cabinets de designers extérieurs ;

— renforcement de la politique de marque, développement d'une politique de signature et apposition d'une appellation spécifique sur certains produits ;

— diversification : les fabricants de sièges s'orientent vers la relaxation, ceux des meubles de cuisine vers le rangement ;

— diversification des débouchés : les fabricants de chaises et de meubles meublants se tournent vers l'hôtellerie ;

— exportation : les industriels recherchent de nouveaux marchés et améliorent leurs performances à l'exportation (le taux d'exportation atteint 16,7 % en 1998, contre 11,7 % en 1990).

Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NES C42, NAF 36.2 et 36.3)

La bijouterie, joaillerie, orfèvrerie est une activité industrielle qui travaille l'or, l'argent, les métaux précieux, les pierres et les perles. C'est une industrie où se côtoient des noms prestigieux tels que Cartier ou Van Cleef Arpels dans la joaillerie, Christofle dans l'orfèvrerie. La France doit sa réputation dans ce domaine à la créativité et au savoir-faire de ses bijoutiers et joailliers.

En 1998, ce secteur compte 90 entreprises de plus de 20 salariés, dont six seulement ont un effectif supérieur à 250 salariés. C'est une industrie de main-d'oeuvre. Bien qu'en progression par rapport aux deux années précédentes, le taux de rentabilité demeure nettement inférieur à celui de l'ensemble des biens de consommation (5,4 % contre 11,1 %). Le taux d'investissement reste toujours faible (+ 7 %).

Les exportations directes ne sont réalisées que par quelques firmes, même si, en moyenne, 31 % du chiffre d'affaires est destiné à l'exportation ; la grande majorité des entreprises n'alimente que le marché français. La consommation de bijoux augmente sur le marché domestique, comme l'atteste la croissance des ventes dans tous les circuits de distribution depuis quelques années.

En 1999, le taux de couverture s'améliore grâce aux exportations qui continuent de s'accroître. Un tiers des exportations est à destination de la Suisse, pôle de réexpédition vers d'autres pays clients. Les importations régressent légèrement, en particulier pour les achats de diamants, tandis qu'elles augmentent pour les articles en métaux précieux. Les principaux fournisseurs (Italie, Suisse, Belgique) couvrent à eux seuls la moitié des importations.

La fabrication d'instruments de musique constitue un micro-secteur de 18 entreprises dont une seule a plus de 500 salariés. Avec 1 500 personnes et 0,7 milliard de francs de chiffre d'affaires, ce secteur d'activité obtient des résultats performants à l'exportation (68 % du chiffre d'affaires) et un taux de valeur ajoutée élevé (57 % du chiffre d'affaires). C'est en Île-de-France que s'exerce l'essentiel de l'activité. La balance commerciale est déficitaire avec un taux de couverture à 66 % pour 1999. La moitié des exportations sont à destination des États-Unis et du Japon.

Fabrication d'articles de sport, jeux et industries diverses (NES C43, NAF 36.4 à 36.6)

La fabrication d'articles de sport est un secteur d'activité constitué de PMI : 61 % des unités ont moins de 50 salariés et seulement trois entreprises emploient plus de 500 salariés. Le secteur, concentré en Rhône-Alpes (60 % des effectifs), fabrique surtout du matériel de sports d'hiver. En 1998, le taux d'exportation avoisine les 60 %, et atteint 77 % pour les entreprises de plus de 500 salariés. En 1999, la balance commerciale devient légèrement excédentaire.

La fabrication française de jeux et jouets est devenue une industrie de jouets traditionnels en plastique. Les consommateurs sont à la recherche constante de nouveautés et les industriels doivent renouveler sans cesse leur collection. Les montants consacrés à la publicité sont élevés (5 % du chiffre d'affaires). La production est saisonnière : deux tiers des jouets sont vendus à Noël. 33 % des ventes sont destinées aux marchés extérieurs. Le taux de couverture est de 29 % en 1999. 42 % des importations proviennent de Chine, les trois quarts des exportations sont destinées aux pays européens.

La bijouterie fantaisie est un micro-secteur qui comprend 23 entreprises de petite taille, les deux tiers ont moins de 50 salariés. Ces entreprises génèrent un chiffre d'affaires de 600 millions de francs.

Avec 40 entreprises, la brosserie est un secteur qui subit la pression de la grande distribution. Près d'un quart du chiffre d'affaires est généré par une activité connexe de négoce. Très peu exportatrice, elle est concentrée en Picardie.

Les activités manufacturières « non reprises ailleurs », très hétéroclites, comptent 141 entreprises employant 12 000 personnes. Cependant, deux fabrications dominent ce secteur : la fabrication d'articles de bureau avec

quatre entreprises de plus de 500 salariés, et celle d'articles de puériculture. Les grandes entreprises exportent plus de 60 % de leur chiffre d'affaires.

Fabrication d'appareils domestiques (NES C44, NAF 29.7)

L'industrie des appareils ménagers est très concentrée autour de deux leaders mondiaux : Électrolux et Whirlpool.

Les producteurs français de gros électroménager sont tous des filiales de groupes étrangers. Dans le domaine du petit équipement domestique, les groupes nationaux Seb et Moulinex ont une stature internationale. Les fabricants d'appareils de chauffage font eux aussi partie de groupes.

L'Union européenne est le deuxième producteur mondial d'appareils électroménagers, derrière le Japon mais devant les États-Unis.

Le chiffre d'affaires de la production française d'électroménager croît de 2 % en 1999. Les exportations représentent 74 % de ce total. Cependant, le déficit du commerce extérieur s'est aggravé, sur un marché en hausse de 4,2 %.

Les ménages français sont équipés à 99 % d'un réfrigérateur, à 97 % d'un lave-linge et à 63 % d'un four à micro-ondes.

Pour conquérir de nouvelles positions, les industriels sont à la recherche d'innovations technologiques utiles aux consommateurs, à l'évolution de leur style de vie et à l'environnement.

Pour soutenir leurs ventes, les entreprises engagent d'importantes dépenses de publicité et de logistique ; elles investissent aussi dans le service après-vente.

Ce secteur est à la recherche de nouveaux marchés : Europe de l'Est, pays du Sud-Est asiatique, Amérique latine...

Fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et reproduction (son et image) (NES C45, NAF 32.3)

Dominé par des grands groupes comme Sony, Philips et Thomson, ce secteur est fortement concentré et subit une concurrence importante. Les quatre premières entreprises réalisent 60 % des ventes et emploient 46 % des effectifs.

L'arrivée des produits numériques et le développement des micro-ordinateurs multimédia bouleversent ce secteur. L'électronique grand public française poursuit sa croissance en 1999. Malgré les fortes baisses de prix des produits, elle maintient sa compétitivité et améliore sa part de marché.

Les fortes augmentations du secteur, en termes d'effectifs et de ventes, sont essentiellement dues à un effet de structure, par exemple la fusion des filiales de Philips en une société unique. Cependant, la concentration tend à diminuer : les grandes sociétés se diversifient et font de plus en plus appel à la sous-traitance ; elles mènent aussi une importante activité commerciale pour maintenir leur taux de profit. En 1998, la productivité apparente diminue de 15 % en raison de l'impact de deux effets conjugués : la diminution tendancielle de la valeur ajoutée dans les ventes et la hausse des effectifs moyens. L'Île-de-France, les Pays de la Loire et l'Alsace sont les trois régions qui emploient le plus d'effectifs dans ce secteur.

Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NES C46, NAF 33.4 et 33.5)

Le groupe Essilor International, numéro un en verres organiques et progressifs sur le marché américain, domine l'industrie française de l'optique.

La fabrication de montures de lunettes est concentrée dans deux pôles : le site historique de Morez, dans le Jura, et la région d'Oyonnax, pour les montures en plastique. Face à la concurrence des produits asiatiques bas de gamme, les entreprises françaises de lunetterie se sont spécialisées sur le haut et le milieu de gamme et délocalisent la production de leurs produits bas de gamme. Elles renouvellent sans cesse leurs modèles. Elles travaillent en partenariat avec les grands noms de la mode : la France est le quatrième exportateur mondial de lunettes.

L'industrie des instruments d'optique de précision continue à voir ses effectifs diminuer. Les quelques sociétés européennes qui fabriquent encore du matériel photographique sont très spécialisées dans le matériel professionnel et peuvent difficilement concurrencer les producteurs japonais pour les appareils grand public.

La production horlogère mondiale est dominée par la Suisse, le Japon, la Chine et Hong Kong qui en réalisent 80 %. En France, l'activité de l'horlogerie accuse une légère diminution par rapport à 1998. Près de la moitié des entreprises de cette activité ont un effectif inférieur à 50 personnes. Le nombre de montres diminue, notamment celles à affichage mécanique, face à une concurrence accrue de montres bon marché importées de Chine. L'horlogerie domestique (pendules, réveils) subit aussi une forte baisse en quantité. Traditionnellement implanté en Franche-Comté (65 % de l'effectif), le secteur maintient des relations commerciales privilégiées avec la Suisse qui est le premier client et le premier fournisseur de la France.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01.

Fabrication de meubles (NES C41, NAF 36.1)

Cette activité regroupe la fabrication de meubles en toutes matières : bois, métal, matière plastique, et autres

(rotin, osier...). Les différents produits de ce secteur sont destinés à un usage domestique mais également à un usage professionnel (mobilier pour bureaux, collectivités, magasins, usines et entrepôts).

La rubrique « sièges » comprend les sièges pour véhicules automobiles, véhicules aériens, navires et véhicules SNCF, les sièges de bureau, de salon, de jardin, de salle de spectacles et tous les sièges à usage domestique.

— sièges ;

— meubles de bureau en bois et en métal et de magasin en bois (y c. mobilier scolaire) ;

— meubles de cuisine en bois ;

— meubles meublants (salons, chambres, salles à manger, à usage domestique et pour collectivité) ;

— meubles de jardin et d'extérieur ;

— meubles divers (meubles de complément, de salle de bains, meubles de magasin en métal, parties de meubles...) ;

— industries connexes à l'ameublement (laquage, vernissage...) ;

— literie.

Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NES C42, NAF 36.2 et 36.3)

Ce secteur comprend :

— la fabrication de monnaies et médailles ;

— la fabrication de bijouterie, joaillerie et orfèvrerie, c'est-à-dire d'articles en métaux précieux plaqués ou doublés de métaux précieux ou de pierres gemmes. Cette classe comprend aussi le travail des perles, des pierres gemmes, du diamant et des pierres synthétiques. Elle ne comprend pas la bijouterie fantaisie ;

— la fabrication d'instruments de musique.

Fabrication d'articles de sports, jeux et jouets, industries diverses (NES C43, NAF 36.4 à 36.6)

Ce secteur regroupe de nombreux produits :

— fabrication d'articles de sport ;

— fabrication de jeux et jouets ;

— fabrication de bijouterie fantaisie ;

— fabrication d'articles de brosserie ;

— fabrication d'articles divers (articles de bureau et de puériculture, parapluies et parasols, boutons, articles pour fumeurs, etc.).

Fabrication d'appareils domestiques (NES C44, NAF 29.7)

Cette activité comprend :

— les appareils frigorifiques domestiques, les machines à laver le linge et les lave-vaisselle ;

— les appareils ménagers non électriques, électriques ou mixtes de cuisine, de chauffage de l'eau et de chauffage de l'air ;

— les divers appareils domestiques tels que petit électroménager, machines à coudre, machines à tricoter, ventilateurs et hottes aspirantes.

On distingue :

— les **produits blancs** : réfrigérateurs, congélateurs, cuisinières, fours à encastrer, fours à micro-ondes, lave-linge, sèche-linge, lave-vaisselle ;

— le **petit électroménager** : rôtissoires, aspirateurs, cireuses, robots ménagers, grille-pain, friteuses, cafetières et autres petits appareils ;

Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction [son et image] (NES C45, NAF 32.3)

Ce secteur comprend la fabrication des produits suivants, appelés « **produits bruns** » :

— les récepteurs de radiodiffusion ou de télévision ;

— les magnétoscopes, caméscopes, décodeurs d'images ;

— les lecteurs de cassettes ou de disques compacts et les graveurs de cédéroms ;

— les machines à dicter et de répondeurs téléphoniques;

— les antennes et les parties d'antennes.

Il comprend aussi le montage, l'installation, l'entretien, la réparation de ces appareils.

Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NES C46, NAF 33.4 et 33.5)

Cette activité comprend la fabrication des produits suivants :

— les lunettes ;

— les instruments d'optique ;

— le matériel photographique ;

— l'horlogerie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA) ;

— Chambre syndicale nationale de la literie ;

— Syndicat des fabricants de mobilier métallique ;

— Fédération nationale de la musique ;

— Chambre française de l'horlogerie et des techniques microtechniques ;

— Le Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO).

Publications :

Le « 4 pages », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) :

— « L'industrie des jeux et jouets, la France joue sa partie », n° 56, décembre 1995 ;

— « Les meubles de cuisine, le ressaisissement », C. Marbach, n° 67, juillet 1996 ;

— « L'électroménager français dans la dynamique mondiale », n°74, avril 1997 ;

— « L'industrie française du siège à usage domestique », n° 110, mai 1999.

Chiffres-clés, production industrielle, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « Ameublement », séries mensuelles et trimestrielles ;

— « Fabrication d'instruments de musique » séries annuelles ;

— « Autres activités manufacturières », séries annuelles.

Chiffres-clés Analyse, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « Les industries du bois », M-J. Prudhommeaux, 1996 ;

— « L'industrie des panneaux à base de bois », M-J Prudhommeaux, 2000.

« *Le bois en chiffres* », Analyse sectorielle, SESSI et SCEES, 2000.

« *La Mode en Chiffres* », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI, juillet 1999.

« *Bijouterie* », séries annuelles, production industrielle, BJOCC.

« *Fabrication de jeux et jouets* », séries annuelles, Fédération française du jouet.

« *Fabrication d'articles de sport* », séries annuelles, Fédération française des industries du sport et des loisirs.

« *Industrie de la brosserie* », séries annuelles, Fédération française de la brosserie.

Statistiques et rapports d'activité annuels, FIEEC (Fédération des industries électriques, électroniques et de communication).

Statistiques et rapports d'activité annuels, GIEL (Groupement des industries électroniques).

« Électroménager et électronique grand public, perspectives sectorielles 1995-2001 », *Prévisions Glissantes Détaillées du BIPE*, 1997.

Technologies et sociétés de l'information, *Chiffres-clés Analyse*, SESSI, INSEE, SJTI, 1999.

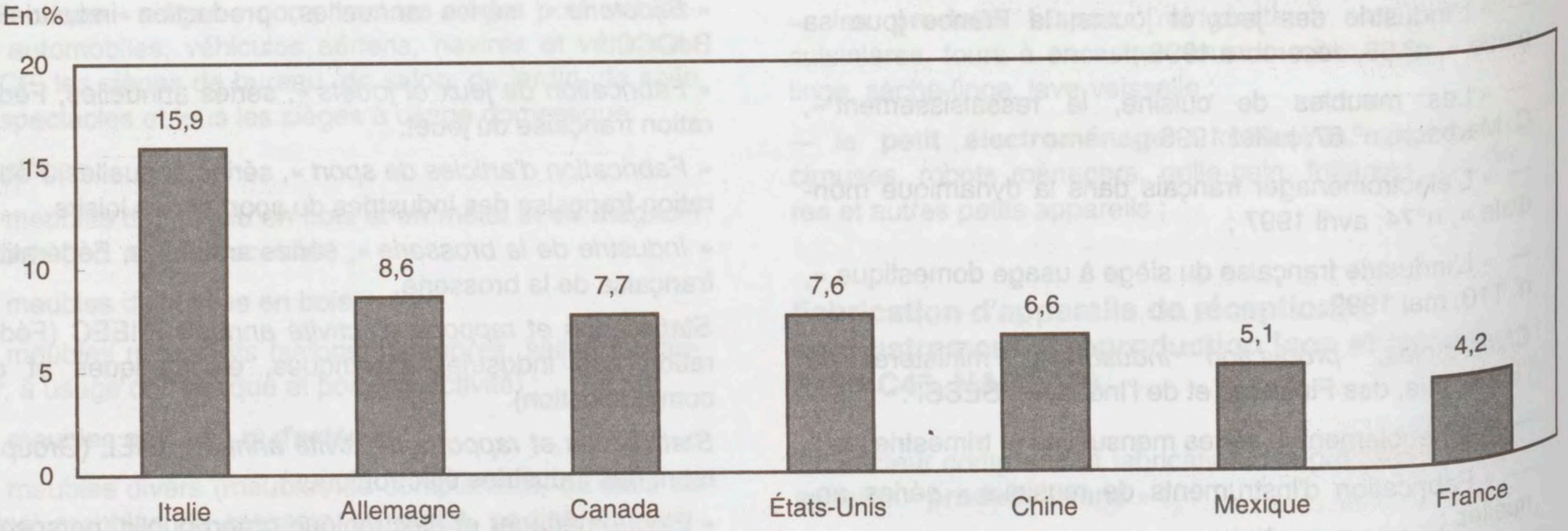
Industries mécaniques, mensuel.

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Référence*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

*
* *

GRAPHIQUE K.05-1

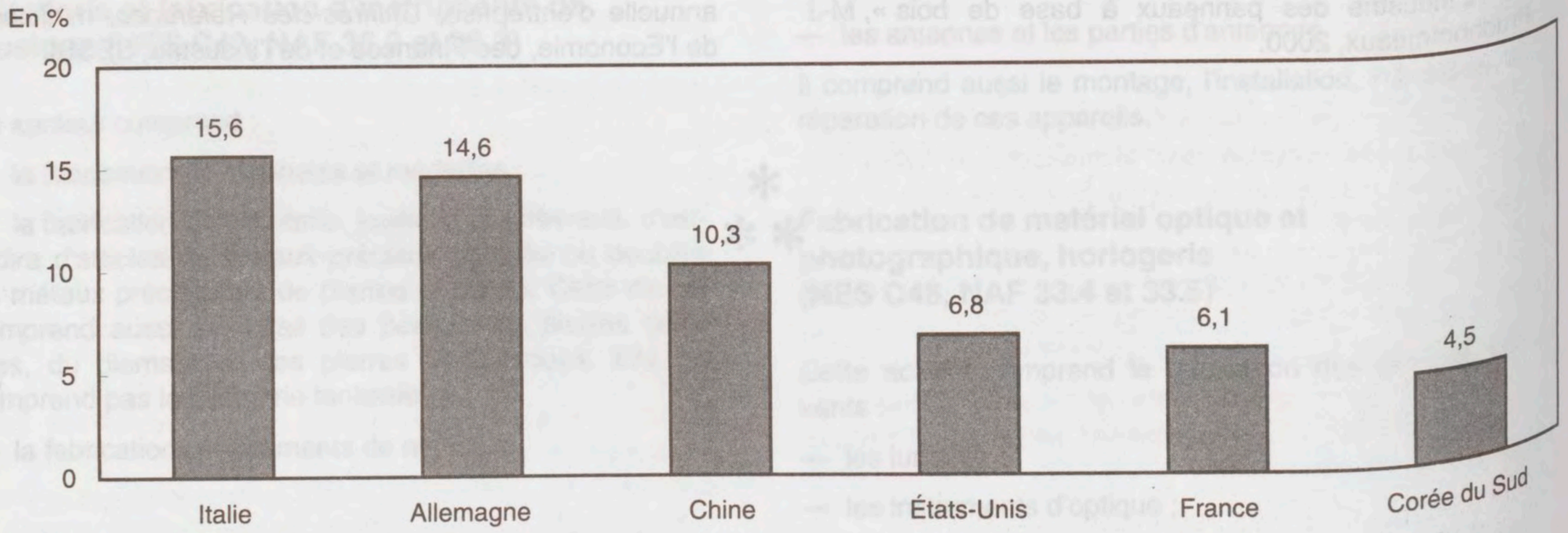
Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de meubles (NES C41) en 1998



Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.05-2

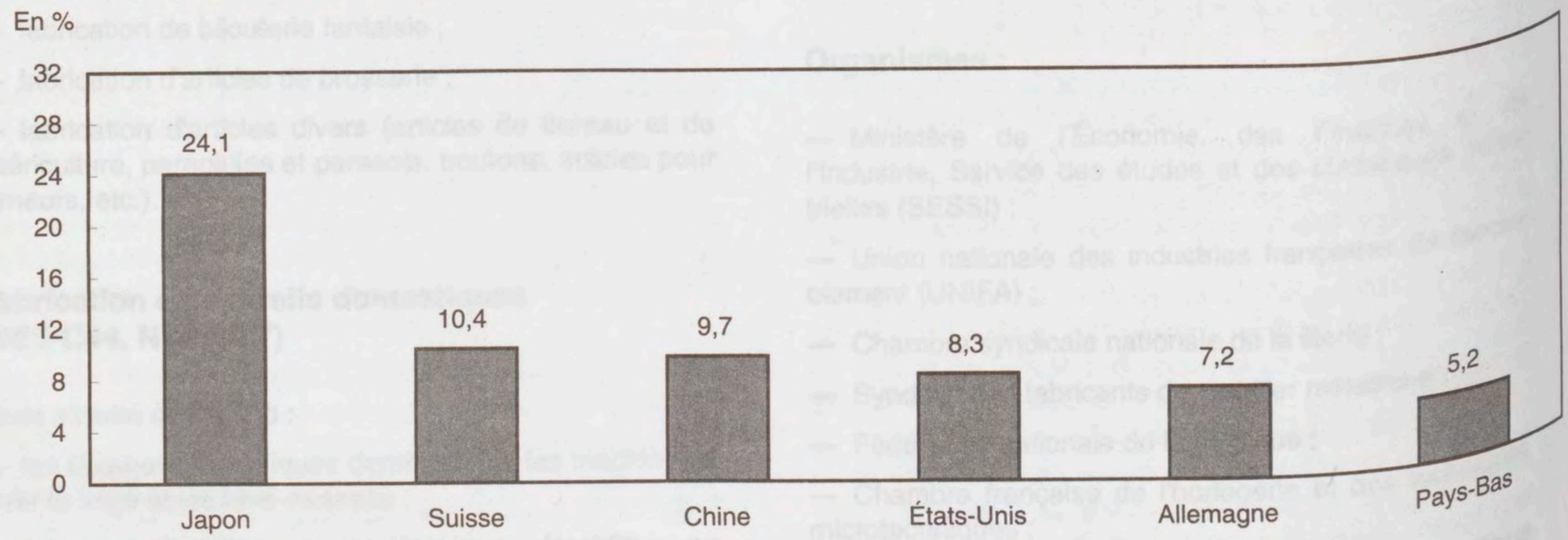
Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils domestiques (NES C44) en 1998



Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.05-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel optique et photographique et d'horlogerie (NES C46) en 1998



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.05-1

Fabrication de meubles : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de sièges	361A	23 155	20 752,5	22 709	2 979,5	606,1
Fabrication de meubles de bureau et de magasin	361C	8 679	6 198,3	9 480	1 425,5	180,4
Fabrication de meubles de cuisine	361E	6 529	4 711,5	7 639	1 047,3	258,9
Fabrication de meubles meublants (1)	361G	14 280	8 608,9	15 157	1 836,3	256,4
Fabrication de meubles de jardin et d'extérieur	361H	562	503,3	1 219	191,2	59,4
Fabrication de meubles de complément (2)	361J	9 138	7 197,9	7 105	973,0	128,9
Industries connexes de l'ameublement	361K	442	264,2	504	65,1	6,4
Fabrication de matelas	361M	5 050	4 235,2	5 501	799,8	114,9
Fabrication de meubles	**C41**	**67 835**	**52 471,8**	**69 314**	**9 317,7**	**1 611,4**

(1) Cette classe comprend notamment la fabrication de meubles pour salon, salle à manger et chambre à coucher.
(2) Cette classe ne comprend pas la fabrication de billards et de tables pour jeux de casino (cf. NAF 365Z, tableau K.05-3).

TABLEAU K.05-2

Fabrication de meubles : facturations de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
FABRICATION DE SIÈGES	**361A**	**7 684**	**7 603**	**7 870**	**8 549**	**8 938**
dont : Sièges, avec bâti en métal rembourrés ou non		1 137	1 139	1 147	1 238	1 111
Sièges, avec bâti en bois rembourrés ou non		2 929	2 954	2 926	3 217	3 465
Sièges transformables		1 699	1 679	1 783	1 884	1 860
FABRICATION DE MEUBLES DE BUREAU EN BOIS ET EN MÉTAL ET DE MEUBLES DE MAGASIN EN BOIS	**361C**	**5 930**	**5 448**	**5 514**	**6 133**	**6 563**
dont : Meubles de bureau métalliques		3 461	3 271	3 299	3 674	3 774
Meubles de bureau en bois		1 567	1 377	1 455	1 576	1 657
Meubles en bois autres que de bureau (1)		903	800	760	883	1 132
FABRICATION DE MEUBLES DE CUISINE	**361E**	**4 440**	**4 554**	**4 476**	**4 675**	**4 834**
Meubles en bois pour les cuisines		4 440	4 554	4 476	4 675	4 834
FABRICATION DE MEUBLES MEUBLANTS	**361G**	**8 058**	**8 008**	**8 001**	**8 634**	**8 446**
dont : Meubles en bois pour chambres à coucher pour particulier		3 137	3 168	3 196	3 323	3 823
Meubles en bois pour salles à manger et séjour pour particulier		3 354	3 371	3 210	3 585	2 964
Meubles en bois pour chambres à coucher pour collectivité		263	263	240	322	307
Meubles en bois pour salles à manger et séjour pour collectivité		116	100	146	148	136
FABRICATION DE MEUBLES DE JARDIN ET D'EXTÉRIEUR	**361H**	**629**	**... (2)**	**563**	**517**	**472**
FABRICATION DE MEUBLES DIVERS	**361J**	**6 140**	**6 177**	**6 486**	**7 227**	**7 562**
dont : Meubles de complément		1 646	1 559	1 595	1 740	1 785
Meubles en bois de salles de bain		1 145	1 221	1 150	1 312	1 370
Meubles de magasin en métal		2 627	2 729	3 035	3 294	3 393
INDUSTRIES CONNEXES DE L'AMEUBLEMENT (3)	**361K**	**175**	**214**	**257**	**236**	**174**
FABRICATION DE LITERIE	**361M**	**4 242**	**4 112**	**4 272**	**4 108**	**4 217**
dont : Sommiers		1 437	1 383	1 282	1 380	1 382
Matelas (non compris les matelas non recouverts)		2 562	2 480	2 440	2 559	2 663

(1) Y compris magasins, usines et entrepôts.
(2) En 1996, les résultats concernant la fabrication de meubles de jardin et d'extérieur ne sont pas publiables (secret statistique).
(3) Cette classe comprend le laquage, le vernissage, la dorure, la peinture sur meubles, le capitonnage, le gainage, le service des tapissiers décorateurs, la marqueterie, la sculpture et la gravure sur bois, l'encadrement.

TABLEAU K.05-3

Fabrication de bijoux et d'instruments de musique, fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de monnaies et médailles	362A	359	261,7	362	57,1	3,1
Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie	362C	6 602	6 704,5	6 553	1 056,8	153,1
Fabrication d'instruments de musique	363Z	1 443	617,5	1 443	228,2	27,5
Fabrication de bijoux et d'instruments de musique	**C42**	**8 404**	**7 583,7**	**8 358**	**1 342,1**	**183,7**
Fabrication d'articles de sport	364Z	5 773	5 355,2	6 313	1 196,3	245,6
Fabrication de jeux et jouets	365Z	4 830	4 192,0	4 845	644,0	198,4
Bijouterie fantaisie	366A	1 389	669,4	1 332	167,7	26,8
Industrie de la brosserie	366C	3 201	1 936,3	3 260	442,0	65,0
Autres activités manufacturières n.c.a. (non comprises ailleurs) (1)	366E	11 295	9 085,9	11 541	1 631,1	529,3
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	**C43**	**26 488**	**21 238,8**	**27 291**	**4 081,1**	**1 065,1**
Total		**34 892**	**28 822,5**	**35 649**	**5 423,2**	**1 248,8**

(1) Cette classe comprend notamment la fabrication de stylos, de rubans pour machines à écrire, de landaus et poussettes, de parapluies, d'ombrelles, de parasols, de boutons, de briquets et allumettes. Elle comprend également la fabrication de manèges, de revêtements de sols, de bougies, de fleurs et feuillages artificiels, d'articles pour fêtes, de mannequins pour vitrines, de taxidermie, etc.

TABLEAU K.05-4

Bijouterie, instruments de musique, articles de sport, jeux et industries diverses : facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Syndicats professionnels

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Monnaies et médailles	**362A**	**244**	**247**	**237**	**...**	**...**	**...**
Bijouterie, joaillerie et orfèvrerie	**362C**	**...**	**5 615**	**4 823**	**5 236**	**5 681** *r*	**5 888**
Instruments de musique	**363Z**	**544**	**612**	**629**	**633**	**616**	**635**
Articles de sport	**364Z**	**3 650**	**3 791**	**3 970**	**3 636**	**3 575**	**3 951**
Jeux, jouets, articles de fêtes	**365Z (1)**	**3 691**	**4 038**	**3 905**	**4 159**	**4 200**	**3 945**
Bijouterie fantaisie	**366A**	**...**	**282**	**439**	**385**	**400** *r*	**265**
Articles de brosserie	**366C**	**1 415**	**1 338**	**1 396**	**1 339**	**1 345**	**1 298**
Landaus et poussettes	**366E (2)**	**369**	**432**	**404**	**313**	**304**	**268**

(1) Et partie de la NAF 366E.
(2) Cette enquête de branche, n'est plus suivie qu'en facturations, depuis 1994.

TABLEAU K.05-5

Fabrication d'appareils domestiques, d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication d'appareils électroménagers	297A	22 267	21 291,5	22 713	3 173,0	1 003,6
Fabrication d'appareils ménagers non électriques	297C	2 815	2 497,7	2 912	437,6	157,3
Fabrication d'appareils domestiques	**C44**	**25 082**	**23 789,2**	**25 625**	**3 610,6**	**1 160,9**
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	323Z	11 749	20 039,1	13 217	2 048,3	491,7
Fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	**C45**	**11 749**	**20 039,1**	**13 217**	**2 048,3**	**491,7**
Total		36 831	43 828,3	38 842	5 658,9	1 652,6

TABLEAU K.05-6

Livraisons de matériel électroménager

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Unité : Millier de pièces

Matériel	Numéros de la NAF	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Matériel électroménager (1)								
Machines à laver le linge (y compris sèche-linge)	297A	1 637	2 244	2 200	1 868	1 933	1 941	2 229
Fers et machines à repasser le linge	»	5 560	6 865	7 383	7 934	10 449	8 419	8 206
Cuisinières électriques et mixtes	»	320	444	439	396	390	360	379
Réchauds, fours et rôtissoires	»	4 390	3 529	3 834	4 194	3 631	3 826	3 676
Chauffe-eau à accumulation (2)	»	770	741	751	717	810	741	831
Radiateurs	»	3 350	2 593	2 741	2 929	2 981	2 782	2 956
Aspirateurs, cireuses, shampouineuses	»	2 538	2 208	2 379	2 919	2 407	2 412	1 909
Moulins à café, batteurs, robots, etc	»	12 312	11 426	14 244	10 809	10 163	12 098	10 607
Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image								
Récepteurs radio et autoradios	323Z	...	...	...	...	3 853	4 586	2 961
Téléviseurs (y compris décodeurs)	»	...	...	...	...	4 449	5 856	2 377
Magnétoscopes, camescopes	»	...	...	...	...	2 489	3 204	3 395

(1) La production des machines à laver la vaisselle est couverte par le secret statistique, les fabricants français étant peu nombreux.
(2) Non compris les chauffe-eau à gaz.

TABLEAU K.05-7

Fabrication de matériel d'optique et de photographie et horlogerie : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de lunettes	334A	9 647	6 472,9	10 279	1 505,9	240,2
Fabrication d'instruments d'optique et de matériel photographique	334B	2 436	2 088,4	2 365	406,6	47,6
Horlogerie	335Z	4 034	2 569,5	4 242	614,6	102,1
Fabrication de matériel d'optique et de photographie, et horlogerie	**C46**	**16 117**	**11 130,8**	**16 886**	**2 527,1**	**389,9**

TABLEAU K.05-8

Lunettes, instruments d'optique et horlogerie : production et facturations de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Groupement des industries françaises de l'optique
Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
Production							
LUNETTES	**334A**						
Verres de lunettes non correcteurs		10^3 pièces	15 588	11 037	17 136	14 532	17 976
Verres correcteurs		»	29 544	29 496	32 736	33 996	35 364
Lentilles de contact		»	3 276	3 755	5 184	3 096	3 240
Montures de lunettes		»	12 192	11 883	12 036	10 776	9 468
Lunettes solaires		»	9 024	8 938	8 784	6 372	5 724
Lunettes protectrices		»	6 576	5 675	6 084	5 256	7 644
Facturations							
INSTRUMENTS D'OPTIQUE	**334B (1)**	**10^6 francs**	**996**	**1 013**	**996**	**816**	**852**
HORLOGERIE	**335Z**	**10^6 francs**	**3 084**	**3 036**	**2 940**	**3 132**	**3 180**
dont : Montres à quartz en métaux communs		»	1 080	1 124	1 116	1 188	1 140
Boîtes de montre en métaux communs ou matières diverses		»	204	189	180	180	168
Bracelets de montres en métaux communs		»	204	199	132	168	204
Compteurs de temps		»	336	324	144	336	300

(1) Partie du code NAF 334B.

Chapitre K.06

Industrie automobile

(NES : D01, D02)
(NAF : 34)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie automobile (NES D01 et D02), en 1998.

1. Industrie automobile : grandeurs caractéristiques.
2. Industrie automobile : activité de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Industrie automobile (NES D01 et D02, NAF 34)

Avec 56 millions de véhicules dont 39,4 millions de voitures particulières, la production mondiale automobile augmente de 5,7 % en 1999 ; le poids de la production française est de 8,7 %.

L'Europe, premier marché mondial, atteint son plus haut niveau depuis 1990 avec 16,5 millions de voitures particulières neuves immatriculées, soit une progression moyenne de 4,8 %. Le marché européen précède les marchés américain (près de 9,3 millions d'unités) et japonais (4 millions d'unités). À ces marchés, essentiellement de renouvellement, s'ajoutent les marchés émergents du Mercosur (Marché commun Sud-américain comprenant l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay) et de l'Asie, évalués à plus de 5 millions d'unités.

En France, les immatriculations augmentent de 10,5 % en 1999. 2,148 millions de véhicules sont ainsi immatriculés, niveau record depuis dix ans. L'année 1998 avait marqué le retour à un rythme d'immatriculation plus naturel avec la disparition des effets des primes octroyées par l'État. De plus, l'offre française bénéficie d'un large renouvellement des modèles et d'une montée en gamme des équipements (air-bags et climatisation). La part des constructeurs nationaux sur le marché intérieur est remontée à 57,2 % (immatriculations de voitures neuves particulières). L'activité est toujours dynamisée par la forte croissance des exportations qui représentent plus de sept véhicules sur dix. Ainsi, les constructeurs français produisent 4,9 millions de véhicules en 1999, dont 3,2 millions dans l'hexagone, soit une progression de 8 % par rapport à 1998. Cette production permet de dégager un excédent commercial de 53,6 milliards de francs, contre 59,4 milliards en 1998, dont 30 milliards pour les seuls équipements mécaniques.

La vigueur du marché automobile a un effet positif sur les ventes des équipementiers français. Après le record de 1998, elles augmentent de nouveau de 5,6 % en 1999. Cette hausse profite principalement à l'activité de première monte. La fiabilité croissante des équipements et la tension sur les prix défavorisent le marché de la rechange qui chute encore de 3 % en 1999.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Industrie automobile (NES D01 et D02, NAF 34)

Cette industrie comprend :

- **La construction automobile :**

— les voitures particulières, comprenant les voitures de tourisme et les voitures de type break ;

— les véhicules utilitaires, comprenant les véhicules dérivés (fourgonnettes et camionnettes), les véhicules industriels de plus de cinq tonnes de poids total et les véhicules utilitaires divers (cars, autobus et tracteurs routiers) ;

— les caravanes et remorques de tourisme ;

— les pièces et équipements spécifiques pour automobiles (équipements mécaniques, équipements moteur, du châssis, équipements de carrosserie) ;

— la carrosserie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle (SIEPAC) ;

— Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles ;

— Fédération des industries d'équipements de véhicules ;

— OICA (Organisation internationale des constructeurs d'automobiles).

Publications :

« Les équipementiers automobiles », *SESSI-Études,* n° 116, janvier 1993, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI).

« Le marché des véhicules, immatriculations en 1999 - Parc au 1er janvier 2000 », *Données détaillées du SES,* ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

« Automobile, caravanes, carrosserie », *Chiffres clés, Production industrielle*, série trimestrielle, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI).

Statistiques automobiles, Comité des constructeurs français d'automobiles.

Statistiques automobiles 1998, *L'Argus* numéro spécial, octobre 1999.

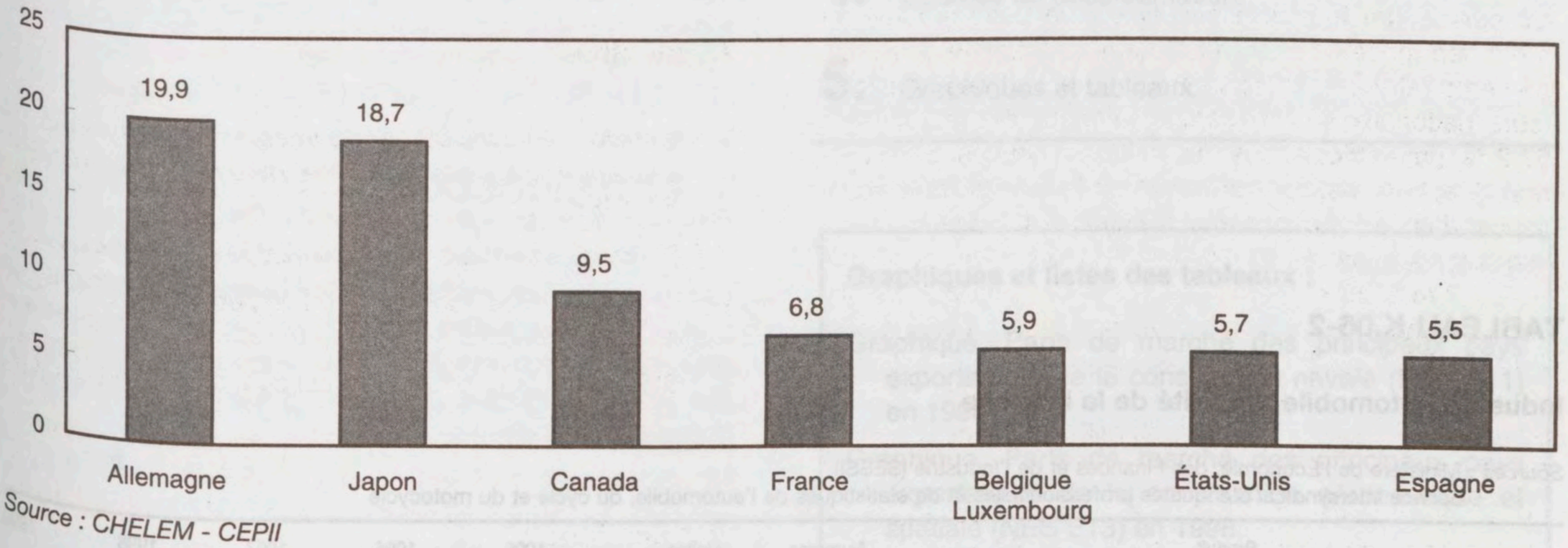
« La carrosserie industrielle au service du transport », P. Brocard et M. Delaunay, Le « *4 Pages* », n° 107, mars 1999.

* * *

GRAPHIQUE K.06

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie automobile (NES D01 et D02) en 1998

En %



Source : *CHELEM - CEPII*

TABLEAU K.06-1

Industrie automobile : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Construction de véhicules automobiles	341Z	123 999	369 674,6	129 119	22 426,9	11 700,8
Construction de carrosseries automobiles	342A	18 810	16 213,0	19 626	2 727,6	395,4
Fabrication de caravanes et véhicules de loisirs	342B	1 435	1 367,9	1 598	207,7	26,3
Industrie automobile	**D01**	**144 244**	**387 255,5**	**150 343**	**25 362,2**	**12 122,5**
Fabrication d'équipements automobiles	343Z	98 804	130 113,3	92 147	14 857,5	5 977,1
Fabrication d'équipements automobiles	**D02**	**98 804**	**130 113,3**	**92 147**	**14 857,5**	**5 977,1**
Industrie automobile	**D0**	**243 048**	**517 368,8**	**242 490**	**40 219,7**	**18 099,6**

TABLEAU K.06-2

Industrie automobile : activité de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
Production							
Voitures particulières et commerciales	341Z	10^3 pièces	3 052	3 148	3 352	3 932	4 265
Véhicules incomplets [voitures particulières] (1)	»	»	160	142	148	...	...
Camionnettes (2)	»	Pièce	381 360	407 403	440 244	608 369	627 588
Véhicules incomplets [camionnettes] (1)	»	»	89 376	80 344	89 280	...	...
Véhicules industriels (3)	»	»	22 800	18 676	21 924	25 536	24 012
Cars	»	»	3 156	3 117	3 264	3 468	3 312
Tracteurs routiers	»	»	25 080	22 163	22 044	28 984	29 328
Plateaux et fourgons	342A	»	15 408	15 264	16 068	16 888	19 044
Livraisons							
Cars, autobus (carrosseries pour)	342A	»	481	580	459	813	981
Cabines pour véhicules	»	»	...	41 585	47 376	54 082	54 816
Caravanes de tourisme	342B	»	17 532	22 102	20 076	19 574	22 488
Petites remorques	»	»	101 844	128 695	126 492	123 420	128 220
Facturations							
Équipements automobiles	**343Z**						
Organes de transmission		10^6 francs	16 116	16 247	16 477	16 749	16 008
Organes d'alimentation et d'échappement		»	10 236	9 910	10 811	12 137	12 336
Blocs-cylindres, culasses		»	2 496	2 372	1 838	2 207	1 428
Organes de direction, de suspension et de freinage		»	16 246	15 074	16 804	18 609	18 072
Organes de climatisation		»	5 196	6 925	7 776	7 556	7 776

(1) Il s'agit de collections de pièces représentant des véhicules incomplets destinés à être montés à l'étranger. Depuis 1998, ces véhicules sont comptabilisés dans les voitures particulières et commerciales, ou dans les camionnettes.
(2) Camionnettes de moins de 5 tonnes de poids total roulant.
(3) Camions de plus de 5 tonnes de poids total roulant, y compris les véhicules spéciaux.

Chapitre K.07

Construction navale, aéronautique et ferroviaire

(NES : E11 à E14)
(NAF : 35.1 à 35.5)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et listes des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la construction navale (NES E11) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la construction aéronautique et spatiale (NES E13) en 1998.

1. Construction navale : grandeurs caractéristiques.
2. Production totale des chantiers de construction navale.
3. Construction de bateaux de plaisance : principales productions de la branche.
4. Construction de matériel ferroviaire roulant et fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport : grandeurs caractéristiques.
5. Matériel ferroviaire roulant : livraisons de la branche.
6. Construction aéronautique et spatiale : grandeurs caractéristiques.
7. Livraisons et effectifs de la construction aéronautique.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Construction navale (NES E11, NAF 35.1)

La construction navale est un des secteurs industriels les plus avancés dans la voie de la mondialisation. La spécialisation des productions est forte. Les Japonais et Coréens produisent l'essentiel des navires de charge, porte-conteneurs, vraquiers, pétroliers ou méthaniers. Les Européens dominent la construction de navires destinés au transport des passagers.

En France, le haut niveau d'activité, observé depuis un an, se poursuit en 1999. La fermeture du site hâvrais n'a pas affaibli la construction navale française qui consolide son leadership sur les navires de croisières. Les Chantiers de l'Atlantique enregistrent un plan de charge équivalent à quatre années de travail. La fabrication de bateaux de plaisance est une spécialité hexagonale ; elle connaît un véritable essor avec la reprise de la croissance en Europe mais également grâce à une économie nord-américaine florissante qui dope les exportations. En revanche, des difficultés subsistent dans les arsenaux malgré des efforts importants de reconversion vers la construction de bâtiments civils. La qualité de la main-d'œuvre, l'excellent niveau technologique et la brièveté des délais de conception demeurent les points forts de la construction navale française qui cherche à améliorer son organisation industrielle et commerciale.

Construction de matériel ferroviaire roulant (NES E12, NAF 35.2)

L'industrie ferroviaire française s'appuie sur une tradition déjà longue et une excellence technologique confirmée avec les chantiers du TGV et des différents transports collectifs urbains.

En 1999, malgré le gel de certains projets comme celui du métro de Caracas, les industriels français remportent de nouveaux contrats à l'international, en Australie et en Irlande. Les contrats d'exportation comportent souvent des clauses destinées à faire travailler les industries locales.

En France, les régions viennent de plus en plus souvent relayer les dépenses décidées au niveau national.

Les plans de charge pour les années qui viennent sont assez réduits et, si les perspectives ne sont pas mauvaises, la profession a recours actuellement à des périodes de jours chômés, tandis que l'appareil de production continue d'être légèrement sous-utilisé.

Toutefois, à dire d'experts, les circonstances seraient propices à un nouvel essor.

En Europe, l'adaptation des réseaux ferroviaires publics et l'ouverture des marchés communautaires changent largement la donne. En Allemagne et en Grande-Bretagne, la décision de redynamiser le rail s'est imposée depuis plusieurs années. Mais les investissements induits tardent à entrer dans les faits.

Construction aéronautique et spatiale (NES E13, NAF 35.3)

Grâce à des progrès considérables en matière commerciale, les productions aéronautiques civile et militaire s'imposent dans le monde entier. Le taux d'exportation se maintient à un niveau très élevé. De nombreux sous-traitants sont répartis sur l'ensemble du territoire. Ceux-ci travaillent en priorité pour les industriels français mais savent s'imposer, par leurs capacités, auprès des constructeurs américains. Les commandes civiles tirent l'activité.

L'Europe et l'Amérique du Nord sont les premiers marchés de l'aéronautique française. La vigueur économique des États-Unis bénéficie aux productions d'avions d'affaires, produits haut de gamme dont ils constituent le premier marché. Dans tous les secteurs de l'industrie aéronautique, la concurrence très vive à laquelle se livrent européens et américains, tire les prix vers le bas.

En 1999, l'activité se situe encore à un très haut niveau. Les intentions de restructuration au niveau européen devraient assurer la compétitivité de cette industrie face à l'aéronautique nord-américaine, avec le développement de nouveaux projets comme celui du futur gros porteur A3XX.

L'industrie spatiale française est également très compétitive mais la concurrence de nouveaux lanceurs se développe, notamment en Russie. Pour les satellites, engins spatiaux et lanceurs d'engins, la conjoncture semble moins favorable actuellement, la contraction du marché pesant également sur cette activité.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Construction navale (NES E11, NAF 35.1)

Ce secteur comprend :

— la construction de bâtiments de guerre de tous types, leur réparation et l'implantation des systèmes d'armes ;

— la construction de navires civils (de marine marchande, de pêche, de servitude : remorqueurs, dragues, etc.), de plates-formes de forage en mer, de structures flottantes (docks, caissons, etc.) ;

— la réparation des navires civils, leur transformation et leur démolition ;

— la construction de bateaux de plaisance et de sport de tous types (à voile ou à moteur), leur réparation et leur aménagement.

Il ne comprend pas :

— les équipements dits « spécifiques » : les accastillages, les voiles, les moteurs, les hélices, classés selon leur nature ;

— les planches à voile considérées comme « articles de sport ».

Les informations publiées dans ce chapitre ne peuvent faire état des données des DCAN (Directions des Constructions et Armes navales) sous statut de la Marine Nationale, ceci quel que soit le type de navire.

Autres définitions :

— **AWES** : Association des constructeurs de navires ouest-européens.

— **jauge brute compensée (jbc).** C'est l'unité la plus pertinente d'évaluation de la capacité d'un navire compte tenu de la complexité plus ou moins grande de sa construction. Elle se mesure en tjbc (tonneaux de jauge brute compensée) ou, en abrégé, tbc. Certains coefficients de compensation ont été revus en 1994.

Construction de matériel ferroviaire roulant (NES E12, NAF 35.2)

Elle regroupe :

• L'industrie ferroviaire qui comprend la fabrication et la réparation :

— de matériel roulant :

— de traction : locotracteurs, locomotives thermiques, locomotives électriques (dont motrices TGV) ;

— automoteur : autorails thermiques, automotrices électriques (y compris pour métros et tramways) ;

— remorqué : voitures de voyageurs et fourgons remorques (TGV, autorails, métros, tramways), wagons pour marchandises de tous types ;

— de pièces et d'équipements spécifiques tels que bogies (chariot à deux essieux, sur lequel pivote le châssis d'un wagon dans les courbes) et portes louvoyantes ; en sont donc exclus les moteurs (électriques ou thermiques) et les transformateurs et les capteurs de courant qui appartiennent à d'autres secteurs, de même que le matériel fixe de chemin de fer.

• Les wagons de particulier : matériel autorisé à circuler sur le réseau mais propriété d'une entreprise privée qui en assure la location (ou sa propre exploitation) et la maintenance.

Construction aéronautique et spatiale (NES E13, NAF 35.3)

Elle comprend :

— la construction et la réparation de tous les types de moteurs pour la propulsion des aéronefs et des missiles, de leurs parties, des rotors et des hélices ;

— la construction et la maintenance de cellules d'aéronefs (avions, hélicoptères, ballons, ailes delta, etc.) et de leurs parties (fuselages, ailes, gouvernes, trains d'atterrissage, etc.) ;

— la construction de lanceurs et engins spatiaux (satellites, sondes, navettes, stations orbitales), y compris leurs propulseurs, à l'exclusion des missiles, du lancement et de l'exploitation des satellites qui font partie d'autres secteurs.

Les « Ateliers industriels de l'aéronautique (AIA) » appartenant à l'armée sont exclus de ces statistiques.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle (SIEPAC) ;

— Chambre syndicale des constructeurs de navires ;

— Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel roulant de chemin de fer ;

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction générale des technologies de l'information et des postes (DiGITIP), sous-direction automobile, ferroviaire et navale ;

— Ministère de la Défense, délégation générale pour l'armement (Service de la production aéronautique) ;

— Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS).

Publications :

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Référence*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI, 1999.

Bulletin Mensuel de Statistique Industrielle, SESSI.

Rapport annuel d'activité, Chambre syndicale des constructeurs des navires (CSCN).

Dossier de presse annuel, Fédération des industries nautiques (FIN).

Rapport d'activité annuel, Fédération des industries ferroviaires.

Matériel ferroviaire roulant, enquêtes de production du Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel ferroviaire.

Rapport d'activité annuel, GIFAS (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales).

Air et Cosmos (hebdomadaire spécialisé).

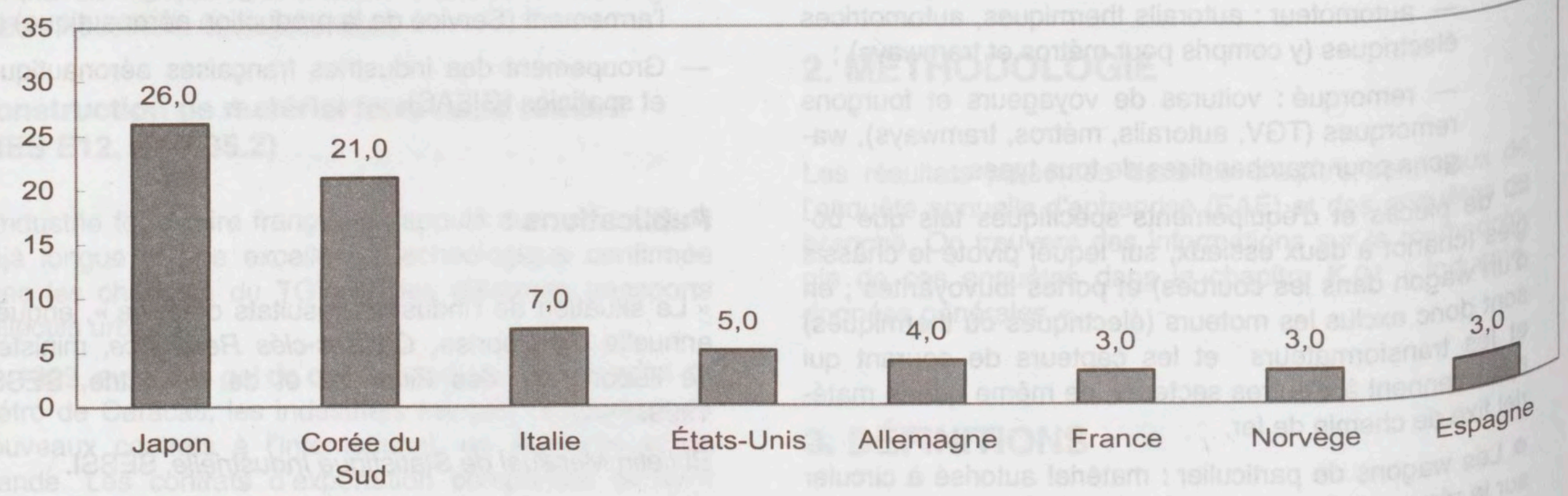
L'industrie aérospatiale européenne : publication de la Commission des Communautés européennes.

*
* *

GRAPHIQUE K.07-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la construction navale (NES E11) en 1998

En %

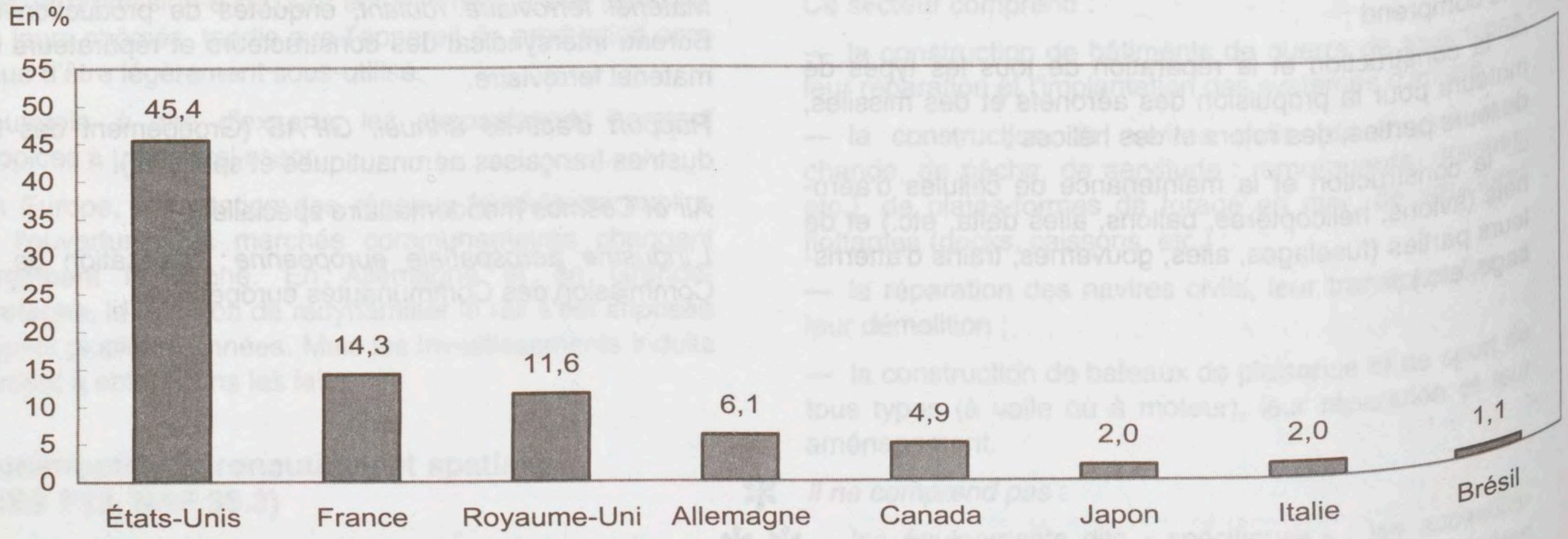


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.07-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la construction aéronautique et spatiale (NES E13) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.07-1

Construction navale : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Construction de bâtiments de guerre (à l'exclusion des directions techniques de la Délégation générale pour l'Armement)	351A	758	538,6	1 010	149,7	11,2
Construction de navires civils	351B	5 297	6 733,2	5 729	977,4	147,0
Réparation navale	351C	2 466	1 449,8	2 284	341,5	23,4
Construction de bateaux de plaisance	351E	4 259	3 473,9	4 461	591,2	177,7
Construction navale	**E11**	**12 780**	**12 195,5**	**13 484**	**2 059,8**	**359,3**

TABLEAU K.07-2

Production totale des chantiers de construction navale (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Secrétariat d'État à l'industrie)
Service des Industries Manufacturières (SIM)

Unité : Millier de tonneaux bruts

Intitulé	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Mises sur cales						
Pour armement français	17	63	16	66	33	20
Pour armement étranger	4	162	126	36	32	310
Total (2)	**21**	**225**	**142**	**102**	**65**	**330**
Lancements						
Pour armement français	25	49	4	18	14	66
Pour armement étranger	79	159	162	78	91	189
Total (2)	**104**	**208**	**166**	**96**	**105**	**255**
Livraisons						
Pour armement français	4	9	53	17	6	68
Pour armement étranger	49	245	158	164	136	91
Total (2)	**53**	**254**	**211**	**181**	**142**	**159**
dont : Transbordeurs et paquebots	44	72	121	92	139	113
Autres cargos	–	–	–	–	–	–
Transporteurs de gaz et de produits chimiques	–	172	86	86	–	24
Bateaux de pêche	6	–	1	2	1	–
Autres (caboteurs, dragues, etc.)	3	10	3	1	2	21

(1) Non compris les navires de guerre. Navires civils de 100 tonneaux bruts et plus.
(2) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU K.07-3

Construction de bateaux de plaisance : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des industries nautiques

Produit	Numéro de la NAF	Unité	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Bateaux à voile	351E	Pièce	5 057	5 017	4 689	5 763	5 153	4 498
Bateaux à moteur	»	»	6 350	4 451	3 736	3 337	41 820	16 979
Bateaux pneumatiques	»	»	35 401	39 130	32 506	33 855		
Autres bateaux de plaisance (1)	»	»	3 476	5 112	9 894	12 015		

(1) À l'exception des planches à voile comptées avec les articles de sport (NAF 364Z).

TABLEAU K.07-4

Construction de matériel ferroviaire roulant et fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche : Effectif salarié	Résultats branche : Ventes hors taxes (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Effectif salarié	Résultats secteur d'établissements : Rémunérations (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Investissements (en millions de francs)	1999
EAE - Année 1998							
Construction de matériel ferroviaire roulant	352Z	10 831	11 506,7	11 299	2 109,9		247,0
Construction de matériel ferroviaire roulant	**E12**	**10 831**	**11 506,7**	**11 299**	**2 109,9**		**247,0**
Fabrication de motocycles	354A	3 168	3 253,5	3 446	494,7		147,7
Fabrication de bicyclettes	354C	3 387	3 640,3	3 193	421,0		64,0
Fabrication de véhicules pour invalides	354E	380	243,0	360	59,5		7,4
Fabrication de véhicules divers dirigés à la main ou à traction animale	355Z	1 230	981,6	1 558	244,7		44,3
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport	**E14**	**8 165**	**8 118,4**	**8 557**	**1 219,9**		**263,4**
Total		**18 996**	**19 625,1**	**19 856**	**3 329,8**		**510,4**

TABLEAU K.07-5

Matériel ferroviaire roulant : livraisons de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel ferroviaire

Unité : Pièce

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Matériel moteur							
Locomotives (tous types)	352Z	156	86	48	76	41	34
Automotrices, autorails, métros, tramways	»	154	67	124	154	382	191
Matériel remorqué							
Voitures et remorques pour voyageurs	352Z	510	347	236	393	267	284
Wagons pour marchandises	»	501	754	790	899	784	964

TABLEAU K.07-6

Construction aéronautique et spatiale : grandeurs caractéristiques

Non compris les ateliers industriels de l'aéronautique

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Construction de moteurs pour aéronefs	353A	18 786	27 363,0	21 987	4 776,1	892,6
Construction de cellules d'aéronefs	353B	42 935	62 309,6	44 200	9 710,0	2 374,1
Construction de lanceurs et engins spatiaux	353C	8 559	13 956,3	10 136	2 973,5	375,9
Construction aéronautique et spatiale	**E13**	**70 280**	**103 628,9**	**76 323**	**17 459,6**	**3 642,6**

TABLEAU K.07-7

Livraisons et effectifs de la construction aéronautique

Source : Groupement des Industries Françaises, Aéronautiques et Spatiales (GIFAS)

Unité : livraisons : Million de francs

Branche de fabrication	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Grands systémiers (1)						
Livraisons	85 901	73 713	81 187	98 388	99 958	99 293
Effectifs	63 600	55 200	54 500	53 500	54 000	54 400
Motoristes (1)						
Livraisons	26 003	19 266	20 108	22 640	27 538	29 237
Effectifs	27 800	22 600	21 500	20 900	21 050	21 100
Équipementiers (1)						
Livraisons	21 051	20 421	20 993	26 898	29 882	33 262
Effectifs	29 300	19 700	20 000	20 900	21 050	21 500
Total						
Livraisons	**132 955**	**113 400**	**122 288**	**147 926**	**157 378**	**161 792**
Effectifs	**120 700**	**97 500**	**96 000**	**95 300**	**96 100**	**97 000**

(1) Nouvelles appellations du Groupement : « Grands systémiers » : fabrication d'aéronefs et missiles ; « Motoristes » : fabrication de propulseurs ; « Équipementiers » : fabrication d'équipements. Le chiffre d'affaires et les effectifs ont été recalculés sur les dix dernières années en tenant compte de l'évolution de la structure de certaines sociétés ainsi que de la nouvelle classification des sociétés entre maîtres d'œuvre (systémiers et motoristes) et équipementiers.

TABLEAU K.07-3

Construction de bateaux de plaisance : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (DGDDI)
Fédération des industries nautiques

Produits	Numéro de la NAF	Unité	1994	1995	1996	1997	1998
Bateaux à rame	351F	Pièce	5 057	5 017	4 699	3 783	3 [illegible]
Bateaux à moteur	"	"	6 350	4 461	3 736	3 307	3 [illegible]
Bateaux pneumatiques	"	"	35 421	30 130	32 306	33 [illegible]	32 [illegible]
Autres bateaux de plaisance (1)	"	"	3 419	5 112	9 [illegible]	12 [illegible]	12 [illegible]

(1) À l'exception des planches à voile comptées avec les articles de sport (NAF 3942).

TABLEAU K.07-4

Construction aéronautique et spatiale : grandeurs caractéristiques

Non compris les ateliers industriels de l'aéronautique

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (DGDDI, Enquête annuelle d'entreprises)

Années	Nombre d'établissements	Effectifs	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Résultats (en millions de francs)
1994	45	39	145	5
1995	49	39	164	7
1996	45	39	154	6
1997	45	39	164	7
1998	45	39	164	7

TABLEAU K.07-5

Principaux effectifs de la construction aéronautique

Champ : ensemble des industries françaises, aéronautiques et spatiales (DX-AS)

Unité : Personnes

Branche de fabrication	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Grands systèmes (1)	85 001	79 219	81 167	99 399	99 936	99 293
Équipementiers (1)	21 051	20 651	20 059	19 [illegible]	20 [illegible]	21 [illegible]
Total	106 052	99 870	101 226	118 [illegible]	120 [illegible]	120 [illegible]
Motoristes (1)	29 200	19 760	20 000	20 800	21 000	21 800
Équipementiers (1)	123 306	113 160	152 260	147 336	157 316	161 702
Total	152 506	132 920	172 260	168 136	178 316	183 502
Automobile, aéronautique, matériel ferroviaire	120 700	87 200	95 000	95 200	96 100	97 000

(1) Grands systèmes : « Grands systèmes » : fabrication d'aéronefs et missiles ; « Motoristes » : fabrication de propulseurs ; « Équipementiers » : fabrication des sociétés entre mêmes d'ouvre (systèmes et motocistes) et équipementiers.

Chapitre K.08

Industries des équipements mécaniques

(NES : E21 à E28)
(NAF : 28.1 à 28.3, 29.1 et 29.6)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs d'équipements mécaniques (NES E23) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines agricoles (NES E25) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines-outils (NES E26) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'autres machines d'usage spécifique (NES E27) en 1998.

1. Fabrication d'éléments en métal pour la construction, chaudronnerie, réservoirs métalliques et chaudières, fabrications d'armes et de munitions : grandeurs caractéristiques.
2. Fabrication d'éléments en métal pour la construction. Facturations de la branche.
3. Fabrication d'équipements mécaniques, de machines d'usage général, de machines agricoles et de machines-outils, et d'autres machines d'usage spécifique : grandeurs caractéristiques.
4. Construction mécanique : activité de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.